N°05
2018-2019

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 5 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Débat sur la politique européenne et étrangère	p. 143	Sommaire des séances publiques nos 13 et 14	p. 172	13e séance	Jeudi 14 mars 2019
Radioprotection et sûreté nucléaire	p. 168	Sommaire des questions parlementaires	p. Q95	14e séance	Mardi 26 mars 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

La Chambre des Députés en deuil

À la suite du décès de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean, survenu le mardi 23 avril 2019, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a adressé la lettre de condoléances suivante à son Altesse Royale le Grand-Duc Henri :

Altesse Royale,

C'est avec un sentiment de peine profonde que la Chambre des Députés a appris la disparition de Votre Cher Père, Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean.

Les membres de la Chambre des Députés se joignent à moi pour exprimer à Vous, à la Grande-Duchesse, à Vos frères et sœurs, ainsi qu'à toute la Famille grand-ducale nos plus sincères condoléances.

En ces heures difficiles, soyez assuré de la large part que nous prenons à Votre grand deuil et de notre union de pensée avec Vous et avec toute la Famille grand-ducale à laquelle nous tenons à transmettre notre sympathie et notre réconfort.

Nous éprouvons aujourd'hui des sentiments de grande tristesse face à un Chef d'État qui, doté d'un grand sens des responsabilités, a servi Son pays avec un doigté et une dignité exemplaires.

La façon selon laquelle le Grand-Duc Jean a œuvré pour le bien de notre pays fait qu'Il aura Sa juste place dans l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg et dans les cœurs de toute la nation.

Je vous prie de croire, Altesse Royale, à l'assurance de ma très haute considération.

Fernand Etgen

Président de la Chambre des Députés

© Cour grand-ducale Jochen Herling

La Chambre des Députés a rendu hommage à la mémoire de feu Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean au début de la séance publique du 24 avril 2019, lors duquel le Président, M. Fernand Etgen, a prononcé une allocution dont voici un extrait :

« Wärend deene 36 Joer, an deenen de Grand-Duc Jean d'Geschécker vun eisem Land geleet huet, huet Hien dat mat enger grousser natierlecher Häerzlechkeet an enger absolutter Dignitéit gemaach. National wéi international war Hien als Statschef an als Mënsch allsäits respektéiert a beléift. (…) Mir soen Him als Chamber nodréiglech nach eng Kéier e grousse Merci fir Säi prononcéiert Verantwortungsgefill a fir Säi feinfühlegt Gescheck, mat deem Hie Senger Roll als Statschef gerecht ginn ass. »

Par respect et sympathie envers la Famille grand-ducale en deuil, la Conférence des Présidents avait décidé d'un commun accord que la Chambre des Députés ne siégerait pas le 23 avril. La présentation du rapport sur le budget de l'État pour 2019 et la programmation financière pluriannuelle 2018-2022 fut reportée au lendemain matin. Au cours des débats sur le projet de budget, les députés ont exprimé eux aussi leur affliction et leur sympathie.

Les députés ont observé une minute de silence en hommage à la mémoire de Son Altesse Royale avant que la séance publique ne fût interrompue pour quelques instants en signe de deuil.

« Nous sommes tous l'Union européenne »

Les Présidents des Parlements de l'UE réunis à Vienne.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) à Vienne les 8 et 9 avril 2019. Avec ses homologues, il a débattu de l'avenir de l'UE en amont des élections européennes de 2019, du développement de la coopération entre les parlements nationaux et les institutions européennes, ainsi que des politiques d'élargissement et de voisinage de l'Union. « L'Europe ne se fait pas au détriment de nos États. Plus l'Europe est politique, plus elle a aussi besoin d'institutions européennes fortes », a déclaré le Président du Parlement luxembourgeois. « Oui à une Europe politique - et à une Europe plus politique - où tout le monde peut se faire entendre et où tout le monde peut défendre ses intérêts. Non à une Europe des forces centrifuges. L'Union européenne n'est pas un bloc institutionnel gris, opprimant et éloigné. Nous sommes tous l'Union européenne. »

À Vienne, les Présidents des Parlements de l'UE ont souligné que pour remporter la confiance des citoyens, l'Union devra plus que jamais auparavant se concentrer sur ses politiques communes et convaincre de cette manière. Au-delà des élections européennes et du Brexit, des contextes nouveaux obligent l'Union européenne à agir : le changement climatique, la globalisation, la numérisation ou la migration devront être traités de manière prioritaire, alors qu'il faut éviter toute ingénierie institutionnelle risquant d'éloigner l'UE de ses citoyens.

À cet égard, M. Fernand Etgen a insisté sur le rôle de la coopération entre parlements en matière de démocratie et d'État de droit ainsi que sur la responsabilité des membres actuels de l'UE. Qu'il s'agisse des processus d'élargissement ou de la politique de voisinage, « pour rester crédibles à l'égard de nos voisins, il est indispensable que les États membres actuels de l'UE respectent eux-mêmes minutieusement les exigences démocratiques auxquelles ils ont souscrit à leur adhésion », a-t-il encore ajouté.

Une délégation parlementaire irlandaise reçue à la Chambre des Députés

Le Brexit : une menace pour l'Irlande

« Le Brexit affectera l'Irlande encore plus que le Royaume-Uni. » C'est ce qu'ont déclaré les membres d'une délégation parlementaire des chambres de l'Oireachtas d'Irlande. Ils ont été reçus à la Chambre des Députés par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la Commission des Finances et du Budget réunis.

Frontière irlandaise : crainte de nouvelles tensions

Pour la délégation irlandaise, au-delà des enjeux économiques liés au Brexit, la priorité est de protéger le « Good Friday agreement », l'accord de paix pour l'Irlande du Nord, qui pourrait être fragilisé en cas de Brexit. La crainte des parlementaires irlandais concerne notamment les 499 km de frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. En cas de fermeture, on pourrait en effet assister à un regain des tensions entre les communautés.

Tout gain économique qui résulterait de la relocalisation d'acteurs du secteur financier du Royaume-Uni vers l'étranger serait, dans cette perspective, sans valeur par rapport au maintien de la paix.

« L'Europe n'est pas parfaite, mais nous sommes bien mieux dedans que dehors », ont encore affirmé les députés irlandais, soulignant que l'Europe était pour eux un facteur favorisant la stabilité politique. Ils se sont encore félicités de la bonne entente entre l'Irlande et le Luxembourg en ajoutant : « Tout ce que nous pouvons faire pour améliorer notre relation, faites-le nous savoir. »

Enjeux similaires, situation différente

Les enjeux similaires auxquels sont confrontés l'Irlande et le Luxembourg ont également été abordés lors des discussions. Ils concernent par exemple la nécessité de recourir à des employés étrangers pour satisfaire les besoins de leurs économies respectives, notamment en termes de travailleurs hautement qualifiés. Cela touche également l'envolée des prix du logement ou la transition vers une économie digitale.

Les deux pays connaissent certes des similitudes, mais aussi des différences, l'Irlande étant par exemple une île, contrairement au Luxembourg qui peut recourir à des travailleurs frontaliers venant de plusieurs pays voisins. Pour les représentants luxembourgeois comme pour les délégués irlandais, à court terme, les deux pays devraient effectivement profiter économiquement de la situation au Royaume-Uni, avec la délocalisation et l'implantation sur leurs territoires respectifs d'acteurs économiques d'envergure.

À long terme, l'impact du Brexit ne serait cependant pas prévisible, tant il s'agit d'un bouleversement profond.

Les délégations irlandaise et luxembourgeoise

Réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Copenhague

La session annuelle 2019 à Luxembourg se prépare

Au cours de la réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE) qui s'est tenue le 8 avril 2019 à Copenhague, les rapporteurs des trois commissions de l'Assemblée ont présenté les premières versions de leurs rapports et résolutions.

Le sujet « Encourager le développement durable pour promouvoir la sécurité : le rôle des parlements » sera le thème principal de la session annuelle 2019 qui se tiendra du 4 au 8 juillet 2019 à Luxembourg.

En tant que vice-président de la délégation luxembourgeoise, M. Jean-Marie Halsdorf a remercié les membres du Bureau d'avoir pris en compte les propositions de l'ancien Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui, lors d'une entrevue avec le Président de l'Assemblée parlementaire, M. George Tsereteli, en juillet 2018 avait mis l'accent sur le lien entre la coopération au développement respectivement le développement durable et la sécurité des pays.

M. Halsdorf a ensuite présenté l'état d'avancement des préparations de la session annuelle 2019 qui se tiendra au « European Convention Center Luxembourg (ECCL) » à Kirchberg.

Quelque 700 personnes sont attendues pour cet événement, dont plus de 300 parlementaires des 57 pays membres de l'OSCE.

M. Jean-Marie Halsdorf a représenté la Chambre à Copenhague.

140e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP)

Éducation pour la paix, la sécurité et l'État de droit

M. Gast Gibéryen et M. Alex Bodry (à droite)

Le débat général de la 140e Assemblée de l'Union interparlementaire, qui s'est déroulée du 6 au 10 avril 2019 à Doha (Qatar), était consacré au thème « Les Parlements, vecteurs de renforcement de l'éducation pour la paix, la sécurité et l'État de droit ». La Chambre des Députés était représentée à l'Assemblée par MM. Alex Bodry et Gast Gibéryen.

Dans son intervention, M. Alex Bodry a notamment souligné que « la culture de la légalité, la culture du droit constitutionnel est peu développée, même dans les démocraties plus anciennes. En tout cas, l'État de droit, vu comme le respect de règles fondamentales reflétant des sociétés justes, inclusives et pacifiques est fragile, fluctuant, vulnérable aux poussées populistes. L'État de droit est certainement fonction de la qualité de la gouvernance politique. Sa mise en place et son développement ne peuvent se concevoir que sous deux conditions : 1) l'intégration de normes internationales dans le droit national, faisant émerger un corps normatif unique et cohérent, et 2) le principe de séparation des pouvoirs, car sans contrôle indépendant de l'application des lois et sans juridictions indépendantes, le règne de la loi ne saurait exister pleinement. »

Mercenaires et combattants étrangers

L'Assemblée a par ailleurs adopté une résolution condamnant l'utilisation de mercenaires et de combattants étrangers. Les parlementaires réaffirment les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale des États et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État.

La résolution exprime la grave préoccupation que leur inspirent les nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par des mercenaires et des combattants étrangers contre les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants. Elle définit un cadre dans lequel les parlements peuvent prendre des mesures législatives pour empêcher le recrutement, le financement ou le transit de mercenaires ou de combattants étrangers.

Soutien suite au passage du cyclone Idai

Dans le cadre de leurs travaux, les membres de l'Assemblée ont également adopté une résolution d'urgence, appelant à une action immédiate pour soutenir le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe à la suite du passage du cyclone Idai. Il est vraisemblable que les effets du cyclone ont été exacerbés par la dégradation de l'environnement, comme la déforestation.

La résolution de l'UIP demande aux parlements de contribuer aux appels éclairs de l'ONU en faveur des trois pays touchés. Elle prie également l'ONU de porter ses efforts sur les personnes les plus vulnérables qui ont été isolées par la catastrophe et privées d'eau potable et de nourriture, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Face à cette situation, la résolution exhorte les pays à renforcer les mesures de lutte contre les changements climatiques en vue de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, en investissant dans des programmes résilients aux changements climatiques en faveur des personnes les plus vulnérables et en aidant les pays touchés à mettre en place des mécanismes de résilience et à renforcer la réduction des risques de catastrophe.

Rôle du libre-échange équitable

L'Assemblée a par ailleurs adopté une résolution intitulée « Le rôle du libre-échange équitable et de l'investissement dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) », soulignant qu'il est essentiel d'appliquer au commerce et aux investissements une approche multilatérale fondée sur des règles afin de parvenir à un développement équitable, comme le prévoient notamment les objectifs globaux et les cibles spécifiques du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La résolution réaffirme également qu'un libre-échange équitable peut contribuer à réduire la pauvreté, les inégalités, l'instabilité et les conflits, et à renforcer les capacités économiques, l'autosuffisance, la coopération internationale et la paix.

Session de printemps de l'APCE : principaux défis pour l'avenir

La délégation était composée de M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché et M. Claude Wiseler (qui manque sur la photo).

Le rapport intitulé « Rôle et mission de l'Assemblée parlementaire : principaux défis pour l'avenir » était le point saillant de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est déroulée du 8 au 12 avril 2019 à Strasbourg.

Parmi ces défis figure la solution de la crise entre le Conseil de l'Europe et la Fédération de Russie afin d'éviter le retrait de cette dernière ; en réaction à l'annexion de la Crimée, les parlementaires russes avaient été privés de leur droit de vote à l'Assemblée parlementaire, et, en contrepartie, Moscou avait suspendu en 2017 sa contribution obligatoire au budget du Conseil de l'Europe.

Dans ce contexte, l'APCE a appelé à l'intensification du dialogue pour « éviter une situation dans laquelle le plus grand État membre serait invité à, ou choisirait de quitter l'Organisation » et a lancé un appel à la Russie afin de « présenter une délégation à l'Assemblée et de reprendre le paiement obligatoire de sa contribution au budget de l'Organisation ».

Des débats conjoints se sont tenus sur les propos et actes haineux dans le sport et les moyens pour y remédier, le renforcement de la coopération avec les Nations Unies et la mise en œuvre des objectifs de développement durable, l'éradication du sexisme et du harcèlement sexuel dans les parlements, l'impact des médias sociaux sur les droits humains, et les mesures pour trouver un équilibre entre les droits des parents, des donneurs et des enfants lors du don anonyme de sperme et d'ovocytes.

L'Assemblée a également adopté un rapport sur les « lessiveuses » et les nouveaux défis en matière de lutte contre le crime organisé ainsi que le blanchiment de capitaux, et a débattu de la création par l'Union européenne d'un mécanisme pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux.

L'APCE a exprimé sa vive préoccupation concernant la situation humanitaire des demandeurs d'asile dans les centres des îles grecques ainsi qu'en Grèce continentale. Dans une résolution, elle a fait appel aux autorités grecques afin d'améliorer rapidement les conditions d'hébergement, d'hygiène et de sécurité dans les camps et de mieux protéger les mineurs non accompagnés et les femmes contre la violence, l'exploitation sexuelle et la traite des êtres humains.

L'Assemblée a également demandé aux autorités turques et grecques d'intensifier leurs efforts pour que les trafiquants d'êtres humains et les passeurs ne puissent pas agir en toute impunité lorsqu'ils déplacent des migrants de Turquie vers la Grèce.

Saluant les conclusions de ce rapport, le président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a souligné la nécessité de mettre fin aux conditions déplorables et a remarqué que, dans le domaine de la migration, la volonté politique de l'Union européenne d'agir ensemble faisait défaut. Il a cité comme exemple l'opération maritime de sauvetage en mer des migrants (opération Sophia) qui a été prorogée tout en suspendant le déploiement des moyens navals de l'opération.

M. Graas a plaidé pour la mise à disposition de moyens supplémentaires pour soutenir les opérations du Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA ou EASO) - qui devrait être transformé en une agence européenne en matière d'asile - et de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). Il a ajouté qu'afin de pallier les déficiences existantes du régime d'asile européen commun, une refonte des règlements Dublin III et Eurodac s'imposaient, tout comme la refonte de la directive sur les conditions d'accueil et en particulier le règlement sur la réinstallation.

Avenir de la PESC, Brexit et politique de voisinage

La réunion interparlementaire du 2 avril 2019 a été pour le Parlement européen la dernière occasion sous l'actuelle législature de débattre avec les députés des parlements nationaux de l'avenir de la politique étrangère et de sécurité de l'UE (PESC) ainsi que du Brexit et de la politique de voisinage.

Dans son rapport annuel, adopté le 12 décembre 2018, le Parlement européen avait rappelé que la sécurité des États membres de l'Union était profondément interconnectée et que les défis politico-militaires, commerciaux et économiques étaient trop vastes pour qu'un État réussisse à les relever seul. Le rapport annuel souligne qu'il est nécessaire de s'accorder sur la façon d'y faire face collectivement, en faisant preuve de solidarité. L'idée soutenue par plusieurs États membres de créer un Conseil de sécurité de l'Union européenne devrait être définie plus précisément avant que la valeur ajoutée d'un tel conseil ne puisse être évaluée.

Le Président de la Commission des affaires étrangères (AFET) du Parlement européen, M. David McAllister, a souligné que le contexte de sécurité actuel de l'UE était plus volatile, imprévisible, complexe qu'il ne l'a été à n'importe quel autre moment depuis la fin de la guerre froide. L'UE a donc une responsabilité croissante pour garantir sa propre sécurité, tout en défendant ses intérêts et ses valeurs, selon le député européen.

Les deux autres volets de la réunion interparlementaire ont été consacrés à un échange de vues sur les relations futures de l'Union européenne avec le Royaume-Uni après le Brexit, en présence du négociateur en chef de l'UE, M. Michel Barnier, et sur l'avenir de l'élargissement et de la politique de voisinage, avec le Commissaire Johannes Hahn.

M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (CAEECIA), a remercié le négociateur en chef pour l'importance qu'il avait accordée aux parlements nationaux et aux citoyens, en rencontrant à trois reprises, à Luxembourg, les députés de la Chambre dans le cadre des négociations du Brexit.

Des négociations qu'il avait d'ailleurs menées avec une transparence exemplaire, a tenu à souligner le Président de la commission CAEECIA.

M. Marc Angel

Le Président reçu à la Cité judiciaire

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a été reçu le 29 mars 2019 par le Président de la Cour supérieure de justice et de la Cour constitutionnelle, M. Jean-Claude Wiwinius, pour une entrevue. Il a été accompagné par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

M. Claude Frieseisen, M. Fernand Etgen et M. Jean-Claude Wiwinius (de gauche à droite)

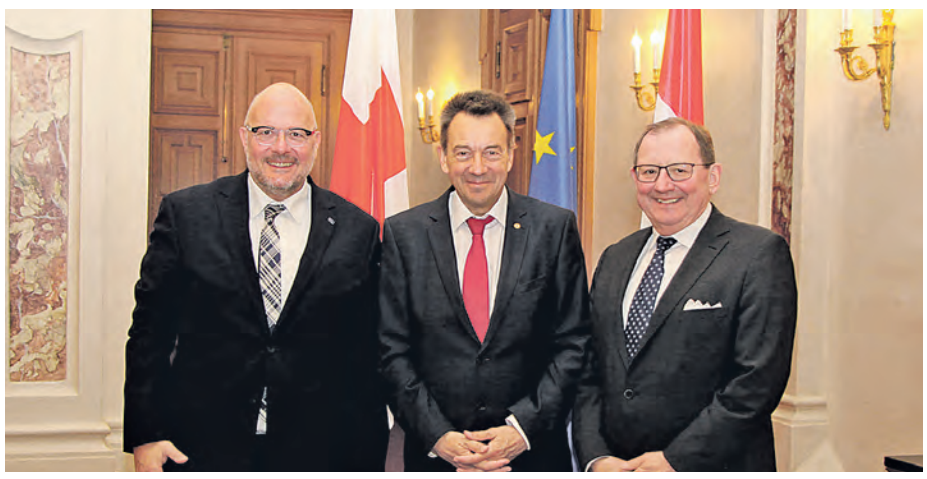
Visite du Président du CICR

« La coopération entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Luxembourg est excellente. » C'est ce que le Président du CICR, M. Peter Maurer, a souligné lors de son entrevue, le 26 mars 2019, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Marc Angel.

Les discussions ont notamment porté sur les nombreux défis auxquels fait face le CICR dans les zones de conflit en Afrique et au Moyen-Orient, sur la situation des familles des combattants étrangers et sur l'aide humanitaire innovante. Concernant ce dernier point, M. Peter Maurer estime que le Luxembourg, en tant que pionnier dans des domaines comme la finance verte et durable, peut aider le CICR à trouver de nouvelles sources de revenus.

Stand Speak Rise Up !

Le Président du CICR a effectué cette visite de courtoisie en marge de la conférence « Stand Speak Rise Up ! » organisée à l'initiative de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse, initiative à laquelle le Président de la Chambre des Députés a assuré son soutien.



M. Marc Angel, M. Peter Maurer et M. Fernand Etgen (de gauche à droite)

Avis de la Commission de Venise

Dans le cadre des travaux pour une refonte totale de la Constitution, M. Henri Kox corapporteur de la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution, a participé à une réunion de la Commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe composé d'experts indépendants en droit constitutionnel. Au nom de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Henri Kox a pris position sur l'avis de la Commission de Venise concernant le texte actuel de la future Constitution.

M. Henri Kox

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… S. E. M. James Randolph Evans, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

… S. E. M. António Manuel Da Câmara Pestana de Noronha Gamito, Ambassadeur de la République portugaise

… M. Juan Watterson, Président du Parlement de l'île de Man (visite informelle)

… S. E. M. Louis-Alkiviadis Abatis, Ambassadeur de la République hellénique

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 5** • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Radioprotection et sûreté nucléaire

7172 - Projet de loi
1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance ;
2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation ;
3. portant modification de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois deux directives relatives à la protection contre les dangers du rayonnement ionisant et à la sûreté nucléaire :

- la directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et abrogeant les directives 89/618/Euratom, 90/641/Euratom, 96/29/Euratom, 97/43/Euratom et 2003/122/Euratom, ci-après « directive 2013/59/Euratom », et

- la directive 2014/87/Euratom du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2009/71/Euratom établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires, ci-après « directive 2014/87/Euratom ».

Ces directives réforment fondamentalement la législation existante au niveau européen en matière de radioprotection en abrogeant cinq directives, dont une remonte à 1989.

Concrètement, la directive 2013/59/Euratom a pour objectif la mise en place d'un contrôle réglementaire gradué et ciblé en fonction des risques résultant du rayonnement ionisant. Les critères utilisés pour limiter l'exposition aux rayonnements ionisants sont basés sur les recommandations de la Commission internationale de protection radiologique, comme par exemple la limite de dose de 1 millisievert en ce qui concerne l'exposition du public. La directive 2014/87/Euratom fut adoptée suite à l'accident nucléaire de Fukushima au Japon en mars 2011. Elle définit des objectifs de sûreté plus ambitieux concernant la prévention d'accidents nucléaires et l'atténuation des conséquences d'un accident dans une installation nucléaire. Pour le Luxembourg, l'introduction de revues thématiques (*mini stress tests*, dont le premier s'est déroulé en 2017), qui permettent un droit de regard relatif aux installations nucléaires, constitue une nouveauté.

Étant donné l'absence d'installations nucléaires sur le territoire luxembourgeois, la législation en vigueur est d'ores et déjà en conformité avec la directive 2014/87/Euratom. Néanmoins, il convient de préciser dans la législation nationale certaines dispositions issues de cette directive afin de renforcer les compétences en matière de sûreté nucléaire.

Les objectifs clés de la loi sont l'amélioration de la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants, y compris contre le radon au moyen d'un plan d'action radon, et le renforcement de la protection des patients soumis à une exposition médicale, le renforcement de la protection des travailleurs soumis à une exposition professionnelle, ainsi que le renforcement de la protection contre les risques nucléaires face à l'éventualité d'un accident nucléaire ou radiologique.

Le projet de loi adapte les règles de radioprotection principalement régies par deux lois et deux règlements grand-ducaux, à savoir la loi modifiée du 25 mars 1963 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes et la loi du 10 août 1983 concernant l'utilisation médicale des rayonnements ionisants ainsi que le règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et le règlement grand-ducal du 16 mars 2001 relatif à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions à des fins médicales.

Dès lors, le projet reprend et précise l'acquis luxembourgeois en la matière et renforce ce cadre par les nouvelles dispositions introduites par les deux directives.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 24.08.2017
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente : Mme Cécile Hemmen) :

08.05.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.05.2018	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.05.2018	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.06.2018	Continuation des travaux
19.06.2018	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.06.2018	Continuation des travaux

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

15.01.2019	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.03.2019	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.03.2019

Mesures en faveur du secteur financier en cas d'un « hard Brexit »

7401 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :
1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;
3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et
6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de conférer aux autorités de contrôle nationales, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA), le pouvoir de prendre des mesures temporaires pour assurer la stabilité et le bon fonctionnement du secteur financier tout en garantissant la protection des déposants et des investisseurs dans le cas d'une sortie sans accord du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne.

À l'heure actuelle, un nombre important d'entreprises financières britanniques exercent des activités commerciales au Luxembourg grâce au passeport européen. Au cas où le Royaume-Uni se retirerait sans accord de l'Union européenne, ces entreprises perdraient du jour au lendemain leur accès au marché européen.

Par conséquent, il est important que les autorités compétentes luxembourgeoises puissent prendre les mesures nécessaires afin de maintenir une certaine continuité pendant une période de transition tout en assurant des relations commerciales entre les entreprises financières britanniques et leurs clients au Luxembourg. À cette fin, la présente loi en projet prévoit que la CSSF et le CAA aient la possibilité de traiter les entreprises et les établissements britanniques ayant des relations contractuelles au moment du retrait avec des contreparties luxembourgeoises comme d'origine communautaire, prolongeant ainsi leur statut actuel, pendant une durée maximale de 21 mois, à partir de la date du retrait du Royaume-Uni de l'UE.

À préciser que ces dispositions s'appliquent uniquement aux contrats en cours au moment du retrait du Royaume-Uni, respectivement aux contrats conclus après cette date, qui présentent un lien étroit avec un contrat conclu avant cette date.

De plus, le présent projet de loi introduit certains ajustements concernant les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres de pays tiers prévus par la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres. Dans ce contexte, il y a lieu de modifier les dispositions afférentes pour garantir la participation des banques et entreprises d'investissement luxembourgeoises à des systèmes de pays tiers à l'avenir.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 31.01.2019
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

15.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.03.2019	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.03.2019

Accès des ressortissants britanniques au RPGH et au Revis

7421 - Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
2 la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de prévenir les impacts qu'une sortie du Royaume-Uni (R.-U.) de l'Union européenne (UE) sans accord de retrait pourrait avoir sur la situation personnelle des ressortissants britanniques qui bénéficient, au moment dudit retrait sans accord, du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) ou du revenu d'inclusion sociale (Revis).

Les dispositions transitoires dans le domaine de la lutte contre la pauvreté s'appliqueront à partir du 30 mars 2019 en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne sans qu'un accord de sortie n'ait été conclu (scénario du « no deal »).

Conformément à l'article 50, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne, l'accord de sortie devrait fixer les modalités du retrait et une période de transition du 30 mars 2019 au 31 décembre 2020. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 50, les traités cessent d'être applicables à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'État membre concerné, décide à l'unanimité de prolonger ce délai. En application de ce régime, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord devrait quitter l'UE le 29 mars 2019, que ce soit avec l'application d'un accord de sortie ou sans accord transitoire.

Conscient de l'impact non négligeable sur les ressortissants britanniques séjournant au Luxembourg, le Gouvernement s'est engagé à garantir certains droits acquis aux ressortissants britanniques. Ainsi, l'accord de coalition 2018-2023 précise au sujet du Brexit : « Les mesures nécessaires seront prises pour atténuer les effets secondaires non désirés, dans l'intérêt des personnes concernées et selon le principe de réciprocité. »

Le projet de loi sous rubrique prévoit de clarifier les modalités applicables aux ressortissants britanniques qui bénéficient, au moment du retrait, des prestations prévues par

- la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, ainsi que

- la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale.

Les conditions d'accès aux prestations visées varient en fonction de la provenance du demandeur. En effet, les tiers doivent

- avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années, ou

- disposer du statut de résident de longue durée,

tandis que le citoyen de l'UE et les ressortissants d'un État ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse n'a pas droit au RPGH et au Revis durant les trois premiers mois de son séjour sur le territoire.

Rappelons que les dispositions relatives aux modalités d'accès au RPGH sont identiques à celles du Revis.

À défaut d'accord de sortie, les ressortissants britanniques résidant au Grand-Duché de Luxembourg seront considérés comme des ressortissants de pays tiers.

Suite à l'entrée en vigueur du projet de loi sous rubrique, les ressortissants britanniques qui bénéficient avant le 30 mars 2019 du RPGH ou du Revis gardent leurs droits. Par contre, tous les ressortissants britanniques résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui feront une demande au RPGH ou au Revis après la date du 30 mars 2019, seront traités comme des ressortissants de pays tiers.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 05.03.2019
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Max Hahn) :

20.03.2019	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.03.2019

SÉANCE 13

JEUDI
14 MARS 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du stage d'enseignement dans l'enseignement fondamental

- *Exposé : M. David Wagner (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Débat : Mme Martine Hansen (interventions de M. le Ministre Claude Meisch et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (dépôt de la motion 1) - M. Gilles Baum (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert) - Mme Tess Burton - Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Motion 1 : M. Gilles Baum*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *M. Claude Wiseler (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. le Ministre Jean Asselborn) (dépôt de la motion 1) - M. Gusty Graas (intervention de M. André Bauler) - M. Marc Angel - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Yves Cruchten et M. David Wagner) (dépôt des motions 2 et 3) - M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Yves Cruchten) - M. David Wagner - M. Sven Clement (intervention de M. Yves Cruchten) - M. Laurent Mosar (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Sven Clement, M. le Ministre Jean Asselborn et M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 4)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Parole après ministre : M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn) - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. Eugène Berger, M. Claude Wiseler et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Laurent Mosar - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Laurent Mosar)*
- *Motions : M. Eugène Berger (intervention de Mme Simone Beissel)*
- *Motion 1 : M. Claude Wiseler (renvoi de la motion en commission)*
- *Motion 2 : M. Eugène Berger - M. Laurent Mosar (intervention de M. Claude Wiseler) - M. David Wagner - M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3 : M. Claude Wiseler - M. David Wagner*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Motion 4 (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Félix Braz, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn et M. Claude Meisch, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du stage d'enseignement dans l'enseignement fondamental

D'Chamber féiert haut eng Aktualitéitsstonn iwwert de Stage am Enseignement fondamental, déi d'Sensibilité politique déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonns ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, den Här Gilles Baum, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Vertrieder vun der Sensibilité politique déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi Der richteg gesot hutt, hu mer als Sensibilitéit eng Heure d'actualité ugefrot. An déi Heure d'actualité hu mer virun iwwer engem Mount ugefrot gehat. Et ass jo eng Heure d'actualité an normalerweis …

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … misst déi jo och an engem kierzeren Delai stattfannen. An dat hätt och kënnen de Fall sinn am Februar! Am Februar hätt ee kënnen doriwwer diskutéieren hei an der Plenière. Da wier et och eendeiteg méi aktuell gewiescht.

Et war och aktuell bis gëschter, bis haut de Moien, wou mer dann hu missen entdecken, datt den Här Educatiounsminister eng Entrevue hat mat de Gewerkschaften - wat ganz gutt ass - an och op d'Haaptfuerderunge vun de Gewerkschaften endlech agaangen ass - wat och ganz gutt ass. Mä mir hätten awer och gäre gehat, datt e fir d'Éischt emol mat der Chamber doriwwer diskutéiert, zemools datt op eng iterativ Aart a Weis Demandë komm sinn. Mir hunn och an der Kommissioun eng Aktualitéitsstonn gefrot - ech mengen, d'CSV, d'Madamm Hansen, kann och herno dorop agoen -, fir doriwwer ze diskutéieren. Dat ass einfach net geschitt.

An elo diskutéiere mer, gi mer erëm eng Kéier viru vollendet Tatsaache gestallt. Ech wëll net iwwert den Inhalt diskutéieren - also ech wäert dat herno maachen -, mä mir hunn hei op eise Pulter dann eben d'Kommunikatioune vum Educatiounsministère, dat sinn awer zwielef Säiten, déi dostinn. Ech hat nach net de Loisir, fir se ze liesen, well et e bësse kuerzfristeg war, an ech muss awer trotzdeem hei eng Ried halen, d'autant plus, datt ech herno och nach muss eng Ried halen, an déi huet och misse virbereet ginn.

Ech wollt just soen, datt dat keng Aart a Weis ass, …

Plusieurs voix.- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … fir mat der Chamber ëmzegoen.

An iwwerhaapt, also den Här Meisch ass net deen eenzege Regierungsmember, deen eng komesch Aart a Weis huet, fir mat der Chamber a fir mat Deputéierten, zemools deene vun der Oppositioun, ëmzegoen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hat och schonn dem Här Meisch eng Kéier eng Question parlementaire gestallt mat 25 präzise Froen zu der Formation professionnelle, wou ech dann eng hallef Säit oder knapps eng Säit Äntwert kréie mat engem Ausschnëtt vum Koalitiounsprogramm, wat guer näischt ausseet! Ech war gezwongen, déi 25 Froen erëm eng Kéier ze stellen, ech hunn der awer nach 5 bäigefüügt. An dunn hunn ech nach misse laang waarden, fir eng Äntwert ze kréien.

Et schéngt iergendwéi …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Liest emol eng Kéier Äert Reglement!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, ech kennen d'Reglement, mä den …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Do steet, wéi een dat formuléiert: …

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- … eng kuerz, präzis Fro, net 25!

Une voix.- Hei geet et jo elo ëm eppes aneschters!

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also wann … Neen, neen. Wann ee Question-parlementairë stellt a wann ee se präzis stellt, da kann een och präzis Äntwerte kréien. An dat ass an der Tëschenzäit aus der Moud komm …

Plusieurs voix.- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- … bei verschiddene Regierungsmemberen.

Bon! Ech kommen elo zum Punkt, zu der Aktualitéitsstonn, déi u sech keng Aktualitéitsstonn méi ass. Mä den Här Minister, wéi gesot, deen huet eben elo annoncéiert, no Ausprooch mat de Gewerkschaften, datt e schlussendlech d'Reform vum Fondamental wéilt ugoen, a versprach, de Stage ze kierzen op ee Joer, de Memoire an d'Examen ofzeschafen a schlussendlech och iwwer eng Phase probatoire dem Stage eng Begleedungsfunktioun zouzeschreiwen. Dat heescht och, datt déi Geschicht vum Tuteur, dee jo och an engems en Examinateur war, elo endlech och gedeelt gëtt, wat eng gutt Saach ass. Dat heescht, wann ech richteg verstanen hunn, esou wéi d'Gewerkschaften dat och ugefouert hunn an esou wéi immens vill Stagiairen dat och ugefouert hunn, datt deen, deen accompagnéiert, net deen ass, dee schlussendlech och nach muss evaluéieren. Ech mengen, dat hunn ech esou richteg verstanen.

Bon, den Här Minister huet mat dëser Demarche op d'mannst bewierkt, datt ech dann och direkt op de Vif du sujet kann iwwersprangen. Ech hat mer u sech virgeholl, nach eng Kéier déi Aspekter duerzestellen, déi kloer weisen, wéi iwwerflëssèg, absurd an ongerecht de Stage a senger aktueller Opfaassung ass. An et schéngt esou ze sinn, datt de Minister dat elo och esou schlussendlech agesinn huet. Et huet awer eng gréisser Mobilisatioun gebraucht op der Säit vun de Stagiairen an och e bësse vun eiser Säit.

Am Stage, an deem Joer, wäerten och - wann ech dat richteg verstanen hunn, ech hunn dat och haut de Moien op Chamber TV gesinn - Coursen ugebuede ginn no de Besoine vun de Stagiairen. Dat heescht, datt se sech kënne Saachen auswielen, déi se fir richteg fannen.

Als Anekdot kann ee soen, zum Beispill, mir haten eng Situatioun, wou um IFEN Stagiairen am Mount Dezember e Cours kréien, fir ze wëssen, wéi een Elteregespréicher féiert. An dat war a Form vu Rollespiller mat Video an esou weider. Déi Stagiairen, muss ee wëssen, déi hate schonn e Studium ofgeschloss an déi hunn esou Saachen och schonn iwwerhaapt geléiert. A si krute sanktionéiert, datt se esou eppes kënnen.

Duerno hu se missen esou eng Aart Rollespill maachen am Dezember, nodeems d'Elteregespréicher scho gefouert waren! An do war anscheinend esou eng Klass, wou se da refuséiert hunn, deen Zirkus do matzemaachen, a wou souguer den Enseignant dat ganz gutt verstanen huet an och net weiderhin drop agaange war, well e war sech och der Absurditéit vun der Situatioun bewosst.

Et muss ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen, wann ee seet, et féiert een dann e Stage a vun zwee oder dräi Joer - kommt, firwat net?! -, nodeems d'Leit véier Joer laang studéiert hunn, nodeems d'Leit och en Diplom hunn, datt een och nach seet: Dir kritt e Stage vun zwee oder dräi Joer - wat laang ass -, dat gi sechs, siwe Joer an esou weider an et ass een nach ëmmer net sécher, ob een duerno agestallt ka ginn, quitte datt een herno als Chargé agestallt gëtt, fir datselwecht ze maachen. Soit, dat ass eng aner Saach.

Mä huele mer un, mir hätten esou e laange Stage vun zwee bis dräi Joer, da misst ee jo dovunner ausgoen, datt et engem richtege Besoin géif entspriechen, datt et wierklech e kohärente Stage wier an datt et ganz kloer iwwerluecht wier am Educatiounsministère. Et mécht een dat jo net einfach esou.

An duerno mierkt een, datt trotzdeem schlussendlech den Educatiounsministère e Schrëtt no hanne mécht, well Mobilisatiounen do sinn, an a Wierklechkeet nach just op ee Joer erageet, an et huet een den Androck, datt do Gepiddels ass, Chaos ass an datt den Educatiounsministère jo selwer agesäit, datt dee Stage schlecht organiséiert war, datt ee sech net ka komplett dediéieren, a schlussendlech de Stage op ee Joer zréckféiert an awer a Richtung Fuerderunge vun de Stagiairen ageet. Do mierkt ee wierklech, datt do keng gréisser Iwwerleeung derhannert ass.

Här President, virop steet d'Unerkennung vum Diplom an de pädagogesche Kompetenze vun den Enseignant-Stagiairen, déi da jo scho véier Joer Ausbildung hunn. Et kann net sinn, datt se mat iwwerflëssege Coursen an Evaluatioune beluede ginn, déi fir hir Weiderbildung kee Méiwäert da bréngen.

Et kann och net sinn, datt se direkt mat Quereinsteiger a Konkurrenz gesat ginn, well dat ass jo och en anere Projet. Dëse Problem, mengen ech, ass awer nach net ugeschwat ginn.

Mir brauchen Enseignanten, déi den Erausfuerderunge vun der Spezifissitéit vu Lëtzebuerg gewuess sinn, wéi zum Beispill dem Multilinguismus, an datt se deenen och kënne gerecht ginn. D'Formatioun, fir datt d'Enseignantë sech kënne weiderbilden, mä sech och kënnen um Terrain op déi verschidde Besoine vun hire Schüler astellen an op dës agoen, ass wichteg. An ech mengen, dat ass souwisou och eng Demande vun de Leit, déi an den Enseignement wëlle goen, well si wëssen, datt se dat jo musse mat groussem Engagement maachen.

Ech wéilt selwer net einfach esou, wann ech Enseignant wier … An ech kann Iech soen: Ech mengen, et brauch ee Courage! Ech weess emol net, ob ech mech traue géif, Enseignant ze sinn, wann ech gesinn, wéi d'Situatioun elo esou ass.

(Interruption)

Mä als Alleréischt misst kloer sinn, wou de Minister d'Erausfuerderung fir d'Educatioun hei am Land gesäit als Basis vun der Pädagogik, déi soll ëmgesat ginn, vun de Schoulprogrammer, déi sollen ausgeschafft ginn, vun de Formatiounen, déi d'Enseignantë kënne gebrauchen. Wat fir eng Schoul wëlle mer? Wat sollen d'Kanner léieren? An dobäi mussen d'Enseignanten agebonne ginn an d'Stagiairen ënnerstëtzt ginn. Si wëssen am beschten iwwer hir Besoine Bescheed an d'Erausfuerderungen, déi sech hinnen direkt an der Klass stellen.

Här President, de Stage muss als Aféierung an de Beruff vum Enseignant konzipéiert ginn, mat engem Tutorat, deen op Ënnerstëtzung a Begleedung opbaut. Dat schéngt jo elo éischter d'Richtung ze sinn.

Dës Begleedung misst och nom Stage bäibehale ginn. Mir fuerdere scho säit Längerem multipädagogesch Equippen an de Schoulklassen a méi Raum an Zäit, fir datt d'Enseignantë sech kënnen ënnereneen austauschen a beroden. Dëst ass mat der administrativer Aarbecht, déi d'Enseignanten ëmmer méi an Usproch hëlt, schwéier méiglech.

Wann de Minister, Här President, bereet ass, sech dëser Froestellung unzehuelen, déi och iwwert d'Problematik erausgeet an d'Fro vun der Zukunft an der Ausriichtung vun der ëffentlecher Schoul matstellt, komme mer e Stéck vum Holzwee of. A mir wäerten och déi Bestriewunge selbstverständlech mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech de Moie mäi Kaffi gedronk hunn an, esou wéi dat sech gehéiert, d'Zeitung gelies hunn, dunn ass déi mer scho bal bei der zweeter Säit an de Kaffi gefall, ...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... well ech hu mech definitiv dunn de Moie fréi schonns zimlech veräppelt gefillt.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat diskutéiere mer hei iwwerhaapt nach iwwer Bildungsfroen? Well do mécht de Minister souwisou dat, wat hie wëllt. Ech hu wierklech d'Gefill, datt, wann een Deputéierte vun der Oppositioun eppes seet, eppes freet, dann ass et esou, wéi wann ee mat enger Mauer géif schwätzen!

Den 21. Januar hate mer als CSV gefrot, fir dëse Punkt vun de Stagen op den Ordre du jour vun eiser Educatiounskommissioun ze setzen. Dat huet dunn awer wahrscheinlech net an de Krom gepasst, well mer hunn näischt héieren, näischt héiere bis gëschter, siwe Wochen no der Demande, wou mer du gefrot gi sinn, ob mer dës Demande dann elo géifen zréckzéien, well jo haut déi Heure d'actualité wär. Siwe Woche keng Reaktioun ass u sech schonn eng Frechheet!

Mä et kënnt nach besser, an den Här Wagner huet et scho gesot: Haut däerfte mer jo driwwer diskutéieren, mä de Moie steet da schonns am „Wort", wat geännert gëtt, um 100,7 héiere mer de Minister, deen erkläert, wat geännert gëtt, an och d'Chamber huet schonns e Video online gesat, wou erkläert gëtt, wat geännert gëtt. An och do froen ech mech wierklech, wien d'Instruktioune ginn huet, well d'Administratioun ass jo dann informéiert, iert d'Deputéierten informéiert gi sinn.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Also duerfir kann ech awer elo net!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An dat Bescht: De Moie kréie mer dann iwwert de Portail vun der Chamber dat Dokument, wat och elo hei u sech bei eisem Sëtz läit.

Vläicht sinn ech falsch erzu ginn, fir Politik ze maachen. Ech sinn op jidde Fall geléiert ginn, net de Geck mat de Leit ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An hei gëtt de Geck mat den Deputéierten an domadder mat de Leit gemaach.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Awer wierklech!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wënsche mer wierklech an der Politik, a virun allem an der Schoulpolitik, well mir solle jo ee Beispill sinn an der Schoul, méi Respekt!

Une voix.- Très bien !

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Fir iwwert d'Saach ze schwätzen, huet also net vill Wäert, well de Minister huet jo am Prinzip schonn alles gekläert. Fest steet, datt de Stage soll op ee Joer gekierzt ginn, egal ob een elo dräi oder véier Joer Uni huet, an datt am Prinzip näischt méi evaluéiert gëtt ausser d'Legislatioun.

U sech fuerdere mer dann, datt och all déi, déi zurzäit am Stage sinn, gläichgestallt gi mat deenen, déi ënnert dës nei Bestëmmunge falen.

Datt de Stage gekierzt gëtt, ass gutt. D'Stagiairen hunn hire Beruff näämlech schonns geléiert. Mä dat ass just d'Form, kee Fong. Inhaltlech hunn ech nach net allze vill héieren. De Faktor Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, ass net dat Wichtegst. Dir géift jo och net soen, datt de Secondaire sech wesentlech géif verbesseren, wann Der dee géift ëm een oder zwee Joer kierzen, fräi nom Motto: „Wann et manner laang dauert, ass et och besser!" Dat gëllt am Prinzip just fir de Stau. Fir de Stage gëllt dësen Automatismus op jidde Fall net.

Einfach just keng Evaluatioun maachen, ass och net dat Wichtegst. Dir géift jo och net soen, datt eis Première besser wier, wa mer net méi géife bewäerten.

Richteg ass et awer, datt een onnéidegen Drock op d'Enseignanten ausgeüübt ginn ass mat der Evaluatioun, esou wéi se gemaach ginn ass. An dësen Drock forthuelen, ass dann och eng gutt Saach.

Vill méi wichteg ass awer d'Fro, wéi dee Stage organiséiert gëtt a wat an deem Stage konkret gemaach gëtt. Et ass relativ einfach: De Stage muss de Stagiairen eppes um Terrain an hirem schouleschen Alldag bréngen. Wärend der Stagezäit erëm eemol vill Theorie maachen, bréngt guer näischt. D'Stagiairen, d'Enseignanten, ausser d'Quereinsteiger, déi jo dann elo zougelooss gi sinn, déi hunn hire eruff scho geléiert, véier Joer Uni am Prinzip.

D'Haaptzil vum Stage a vun der Enseignantsausbildung misst jo u sech sinn, ee qualitativ héichwäertegen Enseignement an der Grondschoul ze garantéieren. An ech weess net, ob dëst Zil net iergendwéi aus den Ae verluer gaangen ass. De Grondstee gëtt an der Eischtausbildung geluecht. Ech weess allerdéngs och hei net méi, wéi vill Vertrauen de Minister, dee jo awer och zoustänneg ass fir dës Ausbildung, nach an dës Ausbildung op der Uni.lu huet.

Fir eis an dësem Punkt ofzesécheren, deposéieren ech hei am Numm vun der CSV eng Motioun - wannechgelift, Här President! -, wou mer d'Regierung opfuerderen, d'Ausbildung vum Bachelor en Sciences de l'éducation op der Uni.lu ze evaluéieren a bei Bedarf un d'Bedürfnisser vum Terrain unzepassen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que la qualité de l'enseignement joue un rôle déterminant au niveau des acquis et résultats des élèves ;

- notant encore qu'au vu d'une société et d'une économie en pleine mutation, les attentes envers l'école et les enseignants sont de plus en plus élevées et complexes ;

- sachant dès lors que l'école doit accompagner voire anticiper ces changements, afin de rester en phase avec les exigences et défis sociaux et économiques ;

- constatant qu'il est primordial d'adapter les compétences professionnelles et pédagogiques et d'adapter régulièrement la formation et la performance des enseignants aux attentes de l'école ;

invite le Gouvernement

- à procéder ensemble avec l'Université du Luxembourg à une analyse et évaluation approfondies du diplôme du Bachelor en Sciences de l'éducation dans le but d'ajuster la formation de l'enseignant aux attentes des écoles et des élèves ainsi qu'aux défis sociétaux et économiques ;

- à proposer les adaptations et ajustements nécessaires afin de rendre la formation des enseignants conforme aux attentes des écoles et de la société contemporaine.

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Paul Galles, Octavie Modert, Claude Wiseler.

Ech kommen dann awer erëm bei de Stage. D'Stagiairë musse virun allem praktesch Erfahrunge kënne sammelen, musse sech kënnen op d'Schoulhale konzentréieren, sollen dobäi begleet ginn a sollen och konkret an direkt kënne gehollef kréien. An ech maachen hei nach eng Kéier eng Klammer op: Eng Direktioun an der Schoul, ech hunn et scho méi wéi eemol gesot, wär sécherlech hei hëllefräich.

Een Tuteur, Conseiller pédagogique, wéi Der en och ëmmer wëllt nennen, deen tatsächlech direkt um Terrain ass, do, fir ze hëllefen, dee brauche mer. Dat ass wichteg. Ech erënnere mech nach ëmmer u mäi Stage. Dat ass u sech dat Eenzegt, wat hëlleft. Dat kascht Zäit, dat kascht Dechargen, dat weess ech. Awer dëst ass wäertvoll a sënnvoll genotzten Zäit. An ech weess net, ob dem Här Meisch seng nei Proposen deem genuch Rechnung droen. Kéinte mer net eng Partie Dechargen op anere Plaze spueren? Ech hunn do absolutt keen Zweifel.

Zesummefaassend: De Stage soll praktesch sinn, realitéitsno. Mä fir realitéitsno ze sinn, muss en och realistesch sinn an d'Realitéit um Terrain wëlle gesinn a mam Terrain kommunizéieren. Déi jonk Leit brauchen Ënnerstëtzung, Begleedung, Coaching an der Schoul, beim Schoulhalen, bei der Elterenaarbecht. A genau dat muss de Stage bréngen. A genau duerfir muss de Stage komplett op de Leescht geholl ginn, an dat am Sënn vun enger qualitativ héichwäerteger Ausbildung vun eise Kanner. An ech hoffen, datt de Minister dëst Zil net aus den Ae verluer huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech muss dann awer fir d'Éischt de Kolleegen a menge Virriedner hei eppes soen. Éischtens emol Merci, dass déi Interpellatioun hei ugefrot ginn ass. Mä et ka jo awer net sinn, dass eng Partei an der Kommissioun freet, fir dass de Minister iwwer en Dossier soll kommunizéieren, an dass de Minister dann net weiderschafft! An där Zäit, wou Dir elo sot, huet de Minister ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- En hätt awer emol kënne kommunizéieren!

M. Gilles Baum *(DP).*- De Minister huet Concertatioune gefouert ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu siwe Woche laang gewaart!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... mat de Gewerkschaften. En huet elo eppes hei eraginn. Ech fannen, et ass dat Normaalst vun der Welt, dass e Minister seng Aarbecht mécht.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- E soll awer och op d'Chamber lauschteren!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech ka mer net virstellen, déi Zäit, wou d'CSV an der Regierung war, dass de ganze Statsapparat stoe bliwwen ass, wann d'Oppositioun eng Fro gestallt huet ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wa mir geruff gi sinn, da si mer komm!

M. Gilles Baum *(DP).*- ... oder eng Interpellatioun an der Chamber gefrot huet oder wollt an der Kommissioun iwwer eppes schwätzen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat huet näischt domat ze dinn.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ma dach! Dat hutt genee eppes domat ze dinn.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et ass jo guer net dat, wat d'Madamm Hansen gesot huet.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wann d'Chamber rifft, da kann oder soll de Minister och kommen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen.

M. Gilles Baum *(DP).*- Den Här Minister ass a bal all Educatiounskommissioun, do hu mer nach eng ganz Rei Dossieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Siwe Woche laang!

M. Gilles Baum *(DP).*- Mir hunn eng ganz Rei Dossieren.

E sënnvolle Stage, dat war eng vun de Fuerderunge vun de Gewerkschaften. Ech géif et awer gären e bëssen an en anere Kontext setzen an d'Fro stellen: Wann ech den Diplom hunn, fir Schoul halen ze goen, sinn ech da prett, sinn ech fit, fir déi nächst 30, 35 Joer bei de Kanner Schoul ze halen? Wann een ufänkt, da mengt een: Jo, natierlech, ech sinn elo prett, et kann elo lassgoen. Et ass ee voller Tatendrang.

Déi Stagen, déi ee gemaach huet, déi si flott a wichteg. Et däerf een awer net vergiessen, dass een an de Stagen an der Schoul ëmmer e Backup hat. An de Beruff, dee léiers de am Alldag.

Wann een ufänkt als Schoulmeeschter - kann ech Iech soen -, sinn déi éischt Joren extrem spannend, well sech ganz vill Froe stellen, well sech ganz vill Situatioune stellen, op déi s de vläicht net grad virbereet bass. Ech denken u Situatioune mat Elteren, ech denken awer och u bürokratesch Aufgaben, ech denken och un d'Digitaliséierung an ech denken un d'Erausfuerderungen, déi verschidde Kanner un den Enseignant kënne stellen. An dofir ass et wichteg, an et ass och richteg, dass ee besonnesch an den éischte Joren, wou een am Beruff ass, eng Hëllef kritt.

E Wuert zu de Conseiller-pédagogiquen oder Personne-de-référencen: Dat si Leit, déi déi nei Léierinnen, déi nei Schoulmeeschtere betreien. Déi hunn Erfahrung. Déi begleede se duerch de Stage. Déi berode se. A mir ginn duerch dat heiten, wat mer elo wëlles hunn ofzeänneren, op de Wee vu méi enger individueller Begleedung a Berodung. An ech denken och, dass eng Aufgab vun de Conseiller-pédagogiquen a vun de Personnes de référence ass, bei der Auswiel vun der Formation continue, déi de Schoulmeeschter oder d'Léierin soll huelen, eng Hand mat unzepaken.

Dat Zweet, dovunner ass bis elo net geschwat ginn, dat ass d'Concertation de cycles. Dat sinn déi regelméisseg Versammlungen, wou d'Léierpersonal aus engem Zyklus sech zesummesetzt, wou gekuckt gëtt: Wat fir eng Aufgabe gi gemaach, wat hu mer virzebereeden, wat fir eng Diktater gi gemaach an esou weider? Ech mengen, dat ass och immens, immens wichteg, fir en Austausch kënnen ze hu mat Kolleegen, déi scho méi Erfahrung am Beruff hunn.

An dann och en Austausch, deen ech wichteg fannen, dat ass, dass déi jonk Enseignanten, déi ugefaangen hunn, sech kënne regelméisseg gesinn. Ech kéint mer virstellen, dass dat géif am Kader vum IFEN lafen, well zum Beispill en drëtt Schouljoer zu Wolz muss net onbedéngt fonctionnéiere wéi en drëtt Schouljoer zu Rëmeleng an e fënneft Schouljoer zu Mäertert net onbedéngt wéi e fënneft Schouljoer zu Réiden.

D'Angebot un der Weiderbildung, an dat ass e ganz positive Punkt, dat gëtt méi breet gefächert. An ech hunn et hei schonn e puermol gesot: Wat mir wierklech um Häerz läit, dat ass dat, wat mir quasi als Éischt geléiert hunn deemools. Ech hat eng Formatioun, déi huet geheescht: „Nun differenziert mal schön!" An ech mengen, dass dat wierklech eppes ass, op dat muss an der Formation continue méi Wäert geluecht ginn.

De Memoire an d'Bewäertungsepreuven, déi ginn ofgeschaaft. An dat ass och gutt esou, well alleguerten déi Leit, déi Schoul hale ginn, déi hu jo schonn e Memoire geschriwwen a si jo och schonn op hir fachlech Kompetenze getest ginn.

Wat eis elo bleift, dat sinn déi 30 Stonne Legislatioun, déi all Statsbeamte muss maachen, 30 Stonne Weiderbildung an e Portfolio. De Portfolio, wat e wichtegt Instrument a mengen Aen ass, fir d'Reflexioun bei den Enseignanten ze förderen a sech selwer d'Fro ze stellen, well dat ass a mengen Aen immens wichteg: Wéi ass dat, wat ech elo dës Woch mat de Kanner gemaach hunn, wéi ass déi Unterrechtsunitéit gelaf? Wat kann ech besser maachen? D'Reflexioun am Beruff fannen ech immens wichteg. Da gëtt et en zweet Joer, wat eng Période d'approfondissement ass.

Also, am Géigesaz zu menge Virriedner muss ech soen, dass den Här Minister Taktgefill gewisen huet, ganz vill Taktgefill, andeems en dat heite mat de Gewerkschaften ausgeschafft huet.

(Interruption)

Ech wéilt awer elo net an den Detail agoen, well meng Zäit scho bal ofgelaf ass. Den Här Minister mécht dat. Wéi gesot, mir stinn als Demokratesch Partei hei voll hannendrun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis bei enger Saach alleguer eens sinn, dann ass et wuel déi, dass mer alleguer fir eis Kanner déi beschte Bildung wëllen hunn. All Kand soll déiselwecht Chancen an der Schoul hunn, fir sech duerch d'Bildung beschtméiglech op seng Zukunft kënne virzebereeden.

De Kanner Wësse vermëttelen, dat mécht eist Léierpersonal. A fir dass si dat beschtméiglech maache kënnen, muss de Kader fir si stëmmen, a mir brauche Léierpersonal, dat gutt forméiert, engagéiert a motivéiert ass.

Mir hunn haut dës Aktualitéitsstonn um Ordre du jour, well grad bei eise jonken Enseignanten de Moment net alles zu hirer Zefriddenheet leeft. Dat ass gewosst. Et ass och gewosst, dass schonn am Ministère dru geschafft ginn ass, fir Verbesserunge virzehuelen, dass d'Aarbechtskonditioune fir d'Stagiairen am Fondamental erëm verbessert ginn.

Mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien eng Nott vum Minister kritt, wou eng ganz Rei Punkten opgelëscht ginn, wou Adaptatioune gemaach wäerte ginn.

An dëser Diskussioun muss et kloer sinn, dass och an Zäite vun engem Stage d'Aarbecht mat de Kanner am Mëttelpunkt muss stoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter der Reform vun der Fonction publique vun 2015, déi nach vum Minister Biltgen an d'Weeër geleet ginn ass, ass de Stage fir all Statsbeamte vun zwee op dräi Joer eropgesat ginn. A parallell kruten d'Enseignanten amplaz vum Accompagnement, dee bis dohinner virgesi war, och e Stage operluecht, wéi och all déi aner Statsbeamten.

D'Stagiairë sinn also elo niewent dem Schoulhale wärend dräi Joer och a Coursen um IFEN gaangen. Déi Coursen um IFEN entspriechen dem Referentiel vum Enseignant a ware bis elo fir jiddwereen déiselwecht. Dass déi jonk Enseignanten awer vu verschiddenen Unie kommen an all Uni ënnerschiddlech Schwéierpunkte setzt, ass eigentlech net berücksichtegt ginn. Dowéinst ass och an der Praxis do op eemol opgefall, dass verschidden Enseignanten nach eemol eent zu eent deeselwechte Cours am Stage gemaach hu wéi schonn an hirem Studium.

Des Weideren ass festgestallt ginn, dass de Pensum u Coursen, déi dee jonken Enseignant um IFEN ze maachen huet, enorm zäitintensiv ass an him vill wäertvoll Zäit forthëlt an der Preparatioun vu senge Schoulstonnen. An dat ass net

gutt, well deen, deen drënner leit, dat sinn eis Kanner.

Déi urspréinglech Iddi vum Stage war et, dass de Stage fir dee jonken Enseignant eng Suite vu sengem Studium sollt sinn an hien doduerch seng Kompetenze perfektionéiere kéint. An dat soll och weider d'Zil vum Stage sinn, dass et eng Plus-value fir dee jonken Enseignant ass an net eng Schikan, déi him vill wäertvoll Zäit forthëlt. D'Stagezäit ass elo scho vun dräi op zwee Joer gekierzt ginn, mä och wann den Zäitopwand domat reduzéiert gëtt, bleift awer déi inhaltlech Fro vun de Coursen ze klären.

Mir als LSAP sinn der Meenung, dass een dee jonken Enseignant nach sollt weider begleeden no sengem Studium, mä, wéi gesot, de kruziale Punkt ass deen, dass déi Begleedung muss sënnvoll sinn. Ee jonken Enseignant soll kënne seng Stagezäit notzen, fir sech selwer a verschiddene Beräicher ze verbesseren oder weiderzebilden, wou hie vläicht net esou staark ass, soudass d'Coursen um IFEN missten individualiséierbar sinn. Esou ka jiddweree sech déi Fächer eraussichen, déi fir hie wichteg sinn. Esou kënnen och déi verschidden Enseignanten, déi vu verschiddenen Unie kommen, déi Fächer eraussichen, déi hinnen am meeschten hëllefen, sech weiderzëentwéckelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problem, deen an der Praxis mat deem neie Stage opgefall ass, ass d'Zesummenaarbecht mam Conseiller pédagogique, och einfach Tuteur genannt. En Tuteur ass déi Persoun, déi de Stagiaire elo a sengem Stage begleet huet an och evalueiert huet. A bei deenen zwee Wierder „Accompagnement" an „Evaluatioun" läit d'Kromm an der Heck!

Eng Persoun, déi e Stagiaire begleede soll, soll dem Stagiaire hëllefen, sech a sengem neie Beruff, a senger Schoul, a senger Klass zurechtzefannen. A si soll eng Vertrauenspersoun sinn, mat där de Stagiaire sech kann austauschen, sech e Rot ka froen, wann e sech bei eppes onsécher ass.

A fir Vertrauensbasis zu där Persoun ze hunn, kann net um Enn vun der Zesummenaarbecht eng Evaluatioun stoen, well wie géif sengem Tuteur fräiwëlleg soen, wou e schwaach ass oder wou e sech nach verbessere kann, wann e weess, dass e grad herno an deem Fach evalueiert gëtt an eventuell doduerch säi Stage net packe kann?

Fir also eng besser Relatioun tëschent Tuteur a Stagiaire ze schafen, muss d'Evaluatioun lassgekoppelt gi vum Accompagnement. An dofir si mer frou, de Moie gelies ze hunn, dass de Minister och op dee Wee wëllt goen.

En anere Punkt, en anere Problem an der Relatioun mam Tuteur ass deen, dass den Tuteur net ëmmer am selwechte Cycle ass wéi de Stagiaire respektiv an deemselwechte Gebai, wat och net ganz optimal ass. E gudden Encadrement fir de Stagiaire wär en Tuteur, deen an därselwechter Schoul ass, am beschten och am selwechte Cycle, well en esou den direkten Noper vum Stagiaire ass. E kennt d'Kanner a virun allem d'Schoul.

Dëst ass e wichtege Punkt, wéi een den Encadrement vum Stagiaire däitlech verbessere kéint. Dofir soll och hei gekuckt ginn, dass dat méiglech ass. Hei dofir meng Fro un de Minister, wéi ee grad dee Problem an Zukunft léise kann, dass ee garantéiert, dass de Stagiaire ëmmer vun engem Tuteur aus senger Schoul begleet gëtt.

Dass den Tuteur an engem anere Gebai sëtzt wéi säi Stagiaire, ass zum enge wuel drop zréckzeféieren, dass net genuch Tuteure grad an deem Schoulgebai si wéi Plaze fir Stagiairen. Dofir si mer der Meenung, dass och hei misst driwwer nogeduecht ginn, fir allgemeng méi Enseignanten ze encouragéieren, Tuteur ze ginn a bereet ze sinn, e jonke Beruffseinsteiger ze begleeden. Vläicht misst een esou wäit goen a vun all Enseignant quasi erwaarden, dass hie sech wärend senger Carrière eng Kéier ëm e Stagiaire këmmert, fir dass mer dee Problem Tuteur a Stagiaire an engem Gebai besser léise kënnen, well all Enseignant soll eigentlech bereet sinn, säi Wëssen a seng Erfahrung och weiderzeginn. Mir schwätze jo oft bei anere Beruffer vun Ausbildung, zum Beispill am Handwierk, wou d'Betriber encouragéiert ginn, fir jonk Leit auszebilden, well nëmmen esou kann eise System fonctionnéieren, wa Leit mat Erfahrung bereet sinn, hiert Wëssen un déi nächst Generatioun weiderzeginn. An dofir soll dat och méi selbstverständlech ginn am Enseignement.

Dofir wéilt ech hei och d'Fro un de Minister stellen, ob scho Saachen ënnerholl gi sinn, fir de Conseiller pédagogique méi bei den Enseignanten ze promouvéieren.

Voilà! An, Här President, ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier ënnersträichen, wéi ech am Ufank sot, dass et wichteg ass, dass mir gutt forméiert, engagéiert a motivéiert Enseignanten hunn. Dofir kommt, mir ginn hinnen déi néideg Zäit, déi si brauchen, fir hir Aarbecht gutt ze maachen! Kommt, mir ënnerstëtze si derbäi, a kommt, mir vertrauen hinnen, dass si dee Beruff, fir dee si sech viru Joren entscheet hunn, och mat beschtem Gewëssen erfëllen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Thema vum Stage an der Grondschoul ass am Fong net nei. Et dréit scho jorelaang seng Ronnen. Schonn am Joer 2012 sinn eng Rei Experten an d'Educatiounskommissioun invitéiert ginn, wou se sech driwwer ënnerhalen hu mat den Deputéierten, ob dann elo e Stage an der Grondschoul Sënn mécht oder eigentlech groussen Onsënn ass.

Et ass decidéiert ginn, fir d'Rentrée 2016 de Stage anzeféieren. Mä et ass weiderhin drun erëmgedoktert ginn, oder zumindest bis gëschter ass drun erëmgedoktert ginn, wou sech jo elo eng positiv Richtung uweist.

Och wa mir eis haut op de Stage am Fondamental limitéieren, esou muss een awer ënnersträichen, datt e sech an de Gesamtkontext aschreift vun der Reform am ëffentlechen Déngscht. Dat mécht déi Saach net méi einfach. Et ass e ganz komplext Gebilde, deen ëffentlechen Déngscht, an dat erklärt munches.

Wou sech scho villes beweegt huet, dat ass schonn ënnerstrach ginn, dat ass um Niveau vun der Dauer vum Stage, dee jo urspréinglech op dräi Joer fixéiert gi war an d'lescht Joer schonn op zwee Joer erofgesat ginn ass. A wann ech lech elo richteg verstanen hunn, Här Minister, geet et jo dann an d'Richtung vun engem Joer, wat jo dann de Wëlle vu villen Enseignanten ass. Gläichzäiteg gëtt och d'Dauer an der Administration centrale erëm zréckbruecht op zwee Joer, wann ech dat dann och esou richteg verstanen hunn.

Et sinn also eng ganz Rei Reviremënter schonn ofgelaf an de leschte Méint a Joren, déi eigentlech just eppes kloermaachen, an zwar d'Tatsaach, datt de Stage vun dräi Joer eigentlech net néideg ass, weder an der Schoul nach an der Administratioun.

Ech wéilt awer elo zum Inhalt vum Thema kommen, dee fir eis vill méi relevant ass. Et geet net ëm d'Dauer vum Stage, well d'Dauer kee Kritär ass, fir d'Qualitéit ze moossen. Relevant fir d'Qualitéit, dat ass och schonn ënnerstrach ginn, sinn d'Methoden an d'Inhalter, déi dem Stage zugronn leien, a generell och d'Aart a Weis, wéi ee mat Beruffsufänger ëmgeet, fir datt se an hirem Beruff Fouss kënne faassen.

Momentan ass et jo esou, dat ass och beschriwwe gi virdrun, datt d'Stagiairen e Conseiller pédagogique zur Verfügung, zur Säit gestallt kréien. A wéi den Numm et seet, soll dës Persoun dann och d'Stagiairë pädagogesch beroden. An der Realitéit ass dat awer net grad esou, do ass et liicht méi batter fir déi jonk Beruffsufänger. Et ass esou, datt d'Roll vun deene Conseillers pédagogiques sech virun allem op d'Bewäertung vum Stagiaire beschränkt, wat jo allgemeng kritiséiert gëtt, wärend déi pädagogesch a perséinlech Ënnerstëtzung ze kuerz kënnt, obwuel e Stagiaire vun Ufank un déi ganz Responsabilitéit vun enger Klass iwwerhëlt.

Dat féiert derzou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Beruffsufänger ënner Drock geroden, Hemmungen an Angscht entwéckelen an de Stage souzesoen als Corvée erlieft hu bis elo, fir iwwerhaapt kënnen ënnert dem Statut vum Statsbeamten däerfen ze schaffen. Datt dat net Sënn an Zweck vum Stage ka sinn, läit op der Hand. An ech denken, mir sinn alleguer do enger Meenung.

Et läit awer och op der Hand, an doriwwer sinn ech frou, datt Verbesserunge sech undeiten, an déi sinn natierlech vum politesche Wëlle vum Minister ofhängeg. An duerfir begréisse mer och, datt dee politesche Wëlle besteet, fir de Stage an eng positiv Richtung ze änneren.

Dobäi muss et an eisen Aen drëms goen, ebe just déi sënnlos Hürden ofzebauen. Et muss drëms goen, de Beruffsufänger d'Hand ze reechen, fir datt se lues awer sécher an de Beruff erawuesse kënnen, mat allem, wat dat fir de Beruffsalldag bedeit. D'Schoul ass net méi déi vu virgëschter an och net méi déi aus dem leschte Jorhonnert.

D'Haaptzil muss et sinn, datt jonk Beruffsufänger léieren, d'Heterogenitéit vun de Klassen unzëerkennen an d'Klassen effikass ze geréieren, datt se eng positiv Approche zu der Elterenaarbecht entwéckelen, datt se am Team eens ginn, datt se d'Concertatiounen an de Cyclë mat positiven Inhalter fëllen, dann awer och d'Inklusioun vun alle Kanner hikréien, andeems se differenzéiert schaffe léieren, an natierlech déi administrativ Aarbechte meeschteren, wou mer hoffen, datt déi an Zukunft reduzéiert wäerte ginn.

Et ass ëmmerhin en Ënnerscheed, ob een am Laf vun der Ausbildung e Stage vun der Uni aus mécht oder ob ee wierklech op sech selwer gestallt ass am Beruff an eng Klass autonom muss geréieren.

Dëse Léierprozess geléngt doudsécher net ënner Drock a mat onkonstruktiver Bewäertung. E geléngt eenzeg an eleng mat der konstruktiver Ënnerstëtzung an Hëllef vun enger Persoun mat Beruffserfahrung. Fir eis ass dat wierklech dee kruziale Punkt, ëm deen et muss goen an der Reform vum Stage.

Mir sinn iwwerzeegt, datt de Stage dee Moment de Bedierfnesser vun de Beruffsufänger entgéintkënnt an datt méi Zefriddenheet an d'Schoulen zréckkënnt. An e mécht de Beruff vum Enseignant och méi attraktiv, wat fir de Rekrutement jo net onwiesentlech ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt nach just zwou Remarke lassginn zum Schluss. Déi éischt ass déi, datt déi gréng Fraktioun e Stage natierlech bei vollem Loun prinzipiell ënnerstëtzt, wann en déi genannte Konditiounen erfëllt. A mir fannen et och wichteg, datt jonk Leit, déi am Statut vum Statsbeamte schaffen, och wëssen, wéi dee Statut geregelt ass mat all senge Rechter a Flichten. Dat ass eis wierklech wichteg.

Well dee Volet am Studium ze kuerz kënnt, maachen déi entspriechend Coursen um IFEN duerchaus Sënn. Mir mengen awer, datt iwwer all déi aner Coursë muss diskutéiert ginn an datt se de Besoine vun de Beruffsufänger méi mussen entspriechen an e Complement zu der Ausbildung mussen duerstellen an net eng Kopie dovun.

Nach just eng kleng Remark ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Madamm Lorsché, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech sinn net dat Eenzegt, wat hei iwwerzitt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd op sechs Minutten.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat ass elo Usus ginn. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An déi aner waren alleguer ënner sechs Minutten.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Esou einfach ass et.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech wéilt just eng kleng ... Ech wéilt nach just déi Remark lassginn, datt mer och sollen iwwert de Stage vun anere Beruffler schwätzen, déi am Beräich vum Enseignement oder vum Sozialen ënnerwee sinn, wéi beispillsweis d'Educateuren, d'Sozialpädagogen an d'Assistants sociaux, déi jo och eng grouss Verantwortung fir d'Kanner droen an eben och heiansdo ënnert dem Statut vum Statsbeamte schaffen. Hir Verantwortung ass gradesou grouss wéi déi vun den Enseignanten. An och do muss de Stage de Besoine gerecht ginn.

An domat soen ech Iech Merci, datt Der e bësse Gedold mat mer hat, an deene Lénken, pardon, dem Grupp vun déi Lénk Merci fir d'Initiativ.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An elo ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ma da fänken ech do un, wou d'Madamm Lorsché opgehalen huet. Ech soen och deene Lénke Merci fir d'Initiativ. An et ass schued - et ass schued! -, datt mer eigentlech d'Substanz aus dëser Diskussioun erausgeholl kruten!

Ech wëll hei ausdrécklech meng Ënnerstëtzung soe fir déi Bemierkungen, déi d'Kolleege vun déi Lénk an och vun der CSV hei gemaach hunn. Mir hunn eng Gewunnecht, beim Här Meisch virun allem, vläicht och bei anere Ministeren, datt d'Ëffentlechkeet oder anerer virum Parlament informéiert ginn, datt Äntwerten op eng Question parlementaire emol fir d'Éischt an der Press breetgetrëppelt ginn, ier se un den Deputéierte geschéckt ginn, heiansdo souguer eng Woch virdrun! Heiansdo ass souguer vergiess ginn, dem Deputéierten d'Äntwert ze schécken! Haaptsaach, et war an der Press, fir datt d'Regierung kann esou maachen, als wär et hir eegen Initiativ gewiescht!

Mir schwätzen hei vu Respekt virun engem Parlament. Eist konstitutionellt Recht an eis Aufgab ass et, d'Regierung ze kontrolléieren. Dann ass et net un enger Regierung, fir sech där Kontroll wëllen ze entzéien, entweder doduerch, datt een net äntwert, oder doduerch, datt een esou vag äntwert, datt een u sech d'Question parlementaire net respektéiert an domadder och net deen Deputéierten, dee se gestallt huet.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dës Regierung ass ganz kloer um falsche Wee. Ech erënnere mech, datt Dir hei grouss Riede gehalen hutt, vläicht net zu Onrecht, iwwert d'Arroganz vun enger CSV-Regierung. Ma Dir hutt déi scho laang iwwerholl! Déi Arroganz, déi Dir hei hutt géintiwwer engem Parlament, do weess ech net, wat een nach ka maachen, fir déi nach ze iwwertrompen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Chamber TV gëtt hei anscheinend verwiesselt, Dir Dammen an Dir Hären, mam Service information et presse vun der Regierung. Chamber TV ass net do, fir Reklamm ze maachen oder Publicitéit vun deem, wat d'Regierung mécht, mä vun deem, wat d'Parlament mécht! An och do muss Chamber TV oder déi, déi hinne soen, wat se maachen, sech Froen iwwer hire Rôle stellen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann eng Fro op Lëtzebuergesch gestallt gëtt, dann ass d'Regierung gebieden, op Lëtzebuergesch ze äntwerten. Ech weess, datt déi Hären an déi Damme vun der Gambia-Elitt vläicht do aner sproochlech Preferenzen hunn. Mir hunn awer e Sproochegesetz, a wann eppes op Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch un d'Verwaltung erugedroe gëtt, da si se och gebieden, an där Sprooch ze äntwerten.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Elo wéilt ech awer nach ganz kuerz, well soss géif ech déi Lénk vläicht net respektéieren, just zwee Sätz soen iwwert déi Fro, déi si hei gestallt hunn.

Dat Éischt ass: Déi ganz Diskussioun ëm de Stage, dat ass dach u sech e Beweis vun deem Hin an Hier an där Konzeptlosegkeet vun där Gambia-Regierung, déi fir d'Éischt 2015 dat do afféiert an dann heihinner kënnt an erëm Reforme mécht. Wann een e Stage organiséiert, da muss ee sech fir d'Éischt iwwerleeën: Wat mussen d'Leit kënnen? Da gëtt dee ganze Kontext vun der Fonction publique gekuckt. An dann hëlt een eng dauerhaft Decisioun. Mä déi Navigation à vue - an dat ass nach léif ausgedréckt -, dat ass jo awer wierklech keng iwwerzeegend Politik.

An et ass och net de Stage eleng, deen en Obstakel ass am Rekrutement an der Educatioun. Där Problemer gëtt et der vill: Bürokratie, de kompetenzorientéierten Unterrecht, de Problem vu Gewalt an Disziplinn an der Schoul an nach vill anerer. An alles dat soll dës Regierung och upaken, wa se et wierklech eescht mengt mat der Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen am Enseignement.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Jo, Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi esou oft, wann een als Leschte schwätzt, ass vill Richteges scho gesot ginn. An dës Kéier ass et tatsächlech dee grousse Bemoll, datt mer hei als Chamber quasi de Moien aus der Press gewuer goufen, iwwer wat mer de Mëtten diskutéiere kéinten.

Datt hei Delaien immens laang daueren, bis eng Heure d'actualité um Ordre du jour steet respektiv datt de Minister an d'Kommissioun kënnt, fir zu engem Thema ze schwätzen, wärenddeem awer weider Faite geschafe ginn, bedaueren ech immens, well et ass eis Aarbecht heibannen, an et gouf heefeg gesot haut, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Dat ass op dëser Säit vun der Bänk vläicht e bësse méi am Kapp wéi op där anerer Säit vun der Chamber, well et ass natierlech méi einfach, als Oppositioun de Fanger an d'Wonn ze leeën, wéi wann een aus de Regierungsparteie kënnt.

Ech muss awer soen, an dofir soen ech souwuel der CSV wéi och deene Lénke Merci, datt se dat Thema hei nach eng Kéier op den Ordre du jour gesat hunn, datt mer haut doriwwer kënnen diskutéieren.

Ganz kuerz zum Stage: Mir hunn et hei déi lescht Jore verpasst, fir op d'Spezifissitéite vun engem Enseignement anzegoen. Wann ech Schoul hale wëll, da maachen ech dat, well ech gäre Schoul halen, well ech gäre Wësse vermëttelen, an net, well ech mech mat administrativen Hürde wëll erëmploen. Deementspriechend sollt een och net e Studium, deen ee bis ugefaangen huet, duerno nach eng Kéier an engem Stage a Fro stellen. Tout au contraire, et sollt een dat, wat ee geléiert huet, verstäerken. Et soll een d'Leit doranner ënnerstëtzen, dat och direkt um Terrain ze applizéieren, a se net nach duerch onnëtz weider Prozeduren duerchzejoen.

Deementspriechend wäerte mer elo e bëssen Zäit brauchen, fir déi nei Annoncë vun der Regierung ze verdauen. An ech denken, datt dat heiten net déi leschte Kéier ass, datt mer iwwert d'Reform vum Stage schwätzen.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Claude Meisch, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll deene Lénken e Merci soen, der „Sensibilité politique", wéi de Sproochgebrauch heibannen ze si schéngt, fir d'Ufroe vun där Heure d'actualité. Effektiv, wéi déi virun e puer Wochen u mech geriicht ginn ass, hunn ech suggeréiert, an d'Regierung huet dat an der Conférence des Présidents och esou matgedeelt, déi zréckzestelle fir den Dialog mat Stagiairen, mat Gewerkschaften, also deene Partner, mat deene mer awer hei ze dinn hunn, woubäi mer - déi Klammer wëll ech awer kuerz opmaachen - oft vun dëser Plaz un d'Häerz geluecht gëtt, mat deenen Akteuren ze schwätzen an ze kucken, mech mat hinnen eens ze maachen - Klammer erëm zou -, fir genau dat ze maachen. An do war d'Chamber d'accord, fir déi Heure d'actualité op haut ze fixéieren.

Et war richteg, se unzefroen. Ech denken, datt et och gewënnbréngend ass, fir se haut ze hunn, well ech haut op déi eng oder aner Fro méi konkret kann äntwerten, wéi ech dat an de leschte Wochen hätt kënne maachen.

Ech stelle fest, datt mer eis eigentlech an der Substanz, esou wäit sech hei dozou geäussert ginn ass, eens sinn, gréisstendeels op jidde Fall eens sinn, datt dee Stage soll reforméiert ginn, datt mer deene jonken Enseignanten eng Beruffsaféierung solle bidden, wou se begleet ginn, wou ee mat Rot an Dot och emol zur Säit steet, wou een och emol nach op dat eent oder dat anert, wat vläicht an der Initialausbildung net gesi ginn ass, ageet, well mer musse wëssen, datt net jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg Schoul am Fondamental hält, zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn ass - de Gros ass enzwousch aneschters, un aneren Héichschoulen ausgebilt ginn, also net onbedéngt spezifesch op eise Besoin -, datt de legale Kader, de legale Kontext, deen am Enseignement fondamental existéiert, datt deen ze kennen ass an ze beherrschen ass, well et muss ee sech och net zulescht selwer protegéieren, an datt dat, wat mer an der Schoul vermëttelen, an d'Manéier, wéi mer Schoul halen, wéi mer d'Schüler evaluéieren, wéi d'Promotioun geschitt, datt dat alles ze wëssen ass.

Dat hunn ech de Mëtteg hei eraushéieren an esou ass et och. An et ass och genau dat an déi Richtung, wéi mer de Stage wëlle weiderentwéckelen.

Wann et zu Ännerunge muss kommen an och elo net fir d'éischte Kéier hei zu Ännerunge wäert kommen, dann, denken ech, huet dat awer och domadder ze dinn, datt et een zentrale Konstruktiounsfeeler gouf, deen doranner läit, datt mat der Aféierung vum Stage an der Fonction publique dräi Saache matenee verbonne goufen:

Dat Éischt, dat ass d'Reduktioun vun den Ufanksgehälter. Do si mer frou, datt mer déi emol scho vum Dësch hunn.

Dat anert, dat ass e Stage a Form vun enger Proufzäit, wou een duerno um Enn vum Stage nach eng Kéier evaluéiert gëtt, wou festgestallt gëtt: Jo, ass deen doten oder déi doten dann elo gëeegent, an dësem Fall fir Schoul ze halen am Enseignement fondamental, oder net?

An drëttens, eng Beruffsaféierungsphas, déi, mengen ech, jiddweree brauch, wann e Responsabilitéit, professionell Responsabilitéit enzwousch iwwerhëlt, fir do op där Plaz gutt unzekommen an deenen éischte Méint a Joren. Mir wëssen, datt dat net evident ass.

Nun, wat mer hei maachen, dat ass d'Entflechtung eigentlech dovunner. An et kënnt jo och nach e weidere Punkt derbäi an och deen ass de Mëtteg hei ugeschwat ginn. An och dat ass net fir d'éischte Kéier, datt ech dat soen, dat hunn ech och an der leschter Legislaturperiod méi wéi eng Kéier bemierkt, datt de Stage am Enseignement fondamental, esou wéi en initialement gestréckt war, manner Sënn mécht wéi e Stage an anere Verwaltungen, well en Enseignant fir den Enseignement fondamental, deen ass ganz präzis ausgebilt, fir am Enseignement fondamental ze schaffen.

En Ingenieur, dee bei d'Ponts et chaussées geet, deen huet eng generell Ausbildung als Ingenieur a muss dann nach agefouert ginn a seng Responsabilitéit an an déi jeeweileg Aufgab bei de Ponts et chaussées, mä en Enseignant fir de Fondamental ass just dorobber ausgebilt a kann eigentlech keng aner, beim Stat oder soss enzwousch, Aufgab iwwerhuelen.

An duerfir huet och en dräijärege Stage, wéi et am Ufank war, sech net justifiéiert. Duerfir justifiéiert och a mengen Ae sech en zweejärege Stage net, wéi d'Regierung elo generell an der Fonction publique gesäit, wéi mer en d'ailleurs och wëlle bestoe loossen am Enseignement secondaire. Mä duerfir geet et a mengen Ae mat engem Joer am Enseignement fondamental och duer, well déi Leit ausgebilt si fir déi Aufgab do, well se Stagen och wärend hirer Ausbildung gemaach hunn, well se an deene Stagë begleet goufen, well déi Stagen och evaluéiert goufen. Duerfir kënne mer hei och vun der Envergure hier vun deem Stage zréckschrauwen.

Ech denken, datt et awer sënnvoll ass, eben iwwert de Stage eraus och dee Jonke kënnen ze begleeden. An duerfir hu mer eng Période d'approfondissement vun engem Joer hei definéiert, wou een nach a Formatioune geet, wou een nach en Échange entre pairs kann hunn, wou een och Hospitatioune kann hunn, fir emol an aner Klasse kucken ze goen a sech do ze inspiréiere vu Manéieren, fir Schoul ze halen, vun innovative Projeten an esou weider.

Duerfir, denken ech, ass et richteg, datt mer soen: De Stage ass ee Joer. Do evaluéiere mer dann och nach am Fondamental. An et ass dat de gesetzleche Kader, dee besteet am Enseignement fondamental, dee jiddwereen, denken ech, dann awer och muss beherrschen.

An et gëtt aner Formatiounen, déi ugebuede ginn an déi och musse gemaach ginn, well mer wëssen, an ech hu schonn drop higewisen, datt, wann ech Enseignant si fir de Fondamental, dann hunn ech vläicht zu Lëtzebuerg meng Ausbildung gemaach, mä ronn dräi Véierel hu se net zu Lëtzebuerg gemaach a sinn net onbedéngt esou passgenau op déi spezifesch Situatioun zu Lëtzebuerg, eng Alphabetiséierung op Däitsch, de multikulturellen Aspekt an eise Schoulen, d'Manéier, wéi mer intern differenzéieren, d'Manéier, wéi mer bewäerten, de kompetenzorientéierten Unterrecht, nun, dat hu se vläicht net an deem Ausmooss gesinn, wéi mer et brauchen. An duerfir brauche mer och déi Formatiounen do.

An déi sollen nun nach méi passgenau an nach méi individuell zesummegeschneidert ginn op d'Initialausbildung vum jeeweilege Stagiaire, op seng Interessensgebidder, op déi Schoul, wou en dann och wëllt Schoul halen duerno a wou en och am Alldag jo scho Schoul hält, soudatt mer do vill méi staark wéi bis elo de Katalog vun de Bildungen, vun de Weiderbildunge vum IFEN opmaachen, fir dorauser kënnen en individuelle Programm ze maachen.

D'ailleurs gëtt dorauser och en individuelle Programm zesummegesat fir déi Année d'approfondissement a Fonctioun och vun deene formativen Evaluatiounen, déi am éischte Joer nach stattfannen, wou ee wuel gepréift gëtt, mä net eng Nott kritt an net decidéiert gëtt: Du hues et gepackt oder du hues et net gepackt an du bass vläicht aus dem Stage erausgeholl ginn an du muss erëm eng Kéier vir ufänken. Neen, dat wëlle mer net, deen Drock wëlle mer net méi. Mä mir wäerte scho feststellen, wou nach e Besoin ass vun enger Formatioun, vun enger Begleedung, a mir wäerten deementspriechend individuell e Parcours fir déi Période d'approfondissement zesummestellen.

Dir hutt matkritt, datt mer dat doten intensiv mat Gewerkschaften, awer och mat de concernéierte Stagiairen, och mat den Direkteren aus dem Enseignement fondamental diskutéiert hunn an datt dat breet gedeelt gëtt, well et och zum groussen Deel, mengen ech, deenen net ëmmer ganz onberechtegte Kriticke vu munchen Akteuren entsprach huet.

Sécherlech kann een dat eent oder dat anert och haut nach aneschters gesinn, mä ech fannen et richteg. Wann d'Stagiairë virun allem sech heidra méi wuel spieren a soen: „Dat doten ass eppes Positives, wou mer kënne gehollef kréien, wou mer begleet ginn, wou mer een hunn, deen eis och zur Säit steet", dann ass dat dräimol méi wichteg, wéi vläicht un anere Prinzipie kënne festzehalen, well da brénge mer wierklech eppes un déi jonk Enseignanten erun.

Här President, vläicht och nach e Wuert zu dem Stage am Enseignement secondaire. Et ass schonn d'Ambitioun vun der Regierung, fir eppes Kohärentes hei op den Dësch ze leeën. Kohärenz tëschent dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire, Kohärenz awer och tëschent anere Parcours de formation wéi zum Beispill deem vun de sougenannte Quereinsteiger, awer och Kohärenz zum Beispill fir de Stage vun de Chargé-de-coursen.

Notamment am Secondaire wësse mer, datt mer momentan méi Chargé-de-coursen am Stage hu wéi Enseignanten oder Proffen, déi Fonctionnaire wäerte ginn, an dat interpelléiert eis scho ganz staark. An ech denken, datt mer do op eng Manéier op jidde Fall musse reagéieren, dat ass, datt mer en identesche Stage fir de Chargé maachen, wéi mer en och fir de Fonctionnaire maachen, ganz einfach, well mer eng Responsabilitéit hunn, datt de Chargé gradesou gutt an de Beruff erakënnt, datt e gradesou gutt op seng Aufgab preparéiert ass, well en hält gradesou gutt Schoul virun deeneselwechte Klasse wéi e Fonctionnaire. Dat ass haut net de Fall an dat musse mer änneren an dat proposéiere mer och.

Fir den Enseignement secondaire geet déi Propos, déi ech gemaach hunn, an eng äänlech Richtung, allerdéngs mat der Nuance, datt mer zwee Joer Stage do als noutwendeg gesinn, well de Proff am Secondaire, deen ass net, an der Regel net, e fäerdeg ausgebilten Enseignant wéi am Fondamental. Deen huet e Masterstudium an deem Fach, an et soll och derbäi bleiwen, datt en e Masterstudium an deem Fach huet, wat en duerno soll ënnerriichten, mä en huet vläicht nach guer keng Elementer vu Pädagogik, nach guer keng Elementer vun Didaktik gesinn.

An duerfir musse mer déi an deem Stage vermëttelen an duerfir brauche mer och do en zweejärege Stage, och erëm eng Kéier hei mat engem individuelle Parcours d'approfondissement hannendrun, deen op eventuell Schwächten oder op Besoinen, déi detektéiert goufe bei formativen Evaluatioune wärend dem Stage, da kann agoen an och muss agoen.

Mir sinn nach net ganz derduerch, wat d'Gewiichtung vun de formativen an de certificativen Evaluatiounen ubelaangt: formativ, déi berodend sinn, wou ee wuel evaluéiert gëtt, mä éischter conseilléiert kritt, wou ee sech nach ka verbesseren a senger Beruffspraxis; certificativ, wou een dann och eng Nott kritt an eventuell och kann drun echouéieren. Mir brauchen och certificativ Evaluatiounen am Proffestage, nach eng Kéier, well déi net, an der Regel net, an der Grondausbildung gemaach goufen. Mä ech denken, datt mer och do zu enger neier Gewiichtung sollte kommen. An dee Punkt wëll ech an den nächste Wochen och nach mat den Enseignantsgewerkschaften an och nach eng Kéier mat de Stagiairen am Fong diskutéieren, bis mer dorobber am Detail kënnen äntwerten.

Et wäert also esou sinn, wéi den Här Clement gesot huet: Et ass net fir d'Lescht, datt mer hei iwwert de Stage geschwat hunn. Ech maachen dat gären hei op dëser Plaz an och an der Chamberskommissioun.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun, déi vun der Madamm Hansen deposéiert ginn ass.

Ass een, deen nach d'Wuert zur Motioun freet? Den Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn eis dat ugekuckt. Mir fannen effektiv, datt dat Sënn mécht, fir de Bachelor en Sciences de l'éducation ze evaluéieren. An ech géif menger Fraktioun proposéieren, dann déi Motioun hei matzedroen.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kënne mer iwwert déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat dëser Motioun d'accord?

Dat ass eng large Majoritéit.

Wien ass dergéint?

Dat heescht, dann ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

3. Débat sur la politique européenne et étrangère

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik. D'Rieden ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gusty Graas, den Här Marc Angel, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Sven Clement an den Här Laurent Mosar. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt am Fong de Mëtten ufänken, andeem ech dem Ausseminister soen, deen awer net hei ass, …

(Hilarité)

… mä ech soen em et dann awer, en héiert et vläicht oder Dir sot em et zréck, datt ech e fir säin Asaz, …

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Et ass iwwerhaapt keen do vun der Regierung.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- … seng Energie a seng Begeeschterung u sech bewonneren, well en ëmmer esou vill …

Une voix.- E war gëschter Owend nach um däitsche Fernseh.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E war gëschter Owend nach um däitsche Fernseh, net nëmme gëschter Owend, mä och nach gëschter Moie schonn. Dat heescht, ech bewonnere säin Asaz a seng Energie.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An ech wollt em och am Fong Merci soen - mä sot em dat och weider! - fir seng Disponibilitéit par rapport zum Parlament, well hie kënnt oft an d'Kommissioun.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV).*- Dat ass de Combel, dat do!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass, wéi mer et elo just gesinn hunn, net de Fall vun all Minister. Anerer brauche ganz laang Zäit oder komme guer net, wann d'Parlament se rifft.

Den Här Asselborn huet jo och an engem Interview, ech ka mech gutt erënneren, virun e puer Méint gesot: „En Ausseminister ouni Motivatioun", a sengem Sproochgebrauch, „dat ass wéi e Vëlosfuerer, deen näischt méi an de Been huet."

(Interruption)

Hien huet eppes an de Been, mä et ass awer net iwwert dem Här Asselborn seng Been, wou ech haut wollt schwätzen. Ech wollt am Fong iwwert de Vëlo schwätzen an iwwert d'Kette schwätzen. Ech wollt am Fong iwwer eis Aussepolitik, iwwert d'Instrument schwätzen, iwwert d'Aart a Weis, wéi mer déi Energie op d'Strooss setzen a wéi mer hei zu Lëtzebuerg Aussepolitik maachen.

Ech hunn déi Debatt hei ëmmer, wann ech se nogelauschtert hunn, als e besonneschen Exercice empfonnt. Esou en Exercice, wou den Ausseminister - an och all Kolleegen duerno - esou e laangen Tour du monde gemaach huet, Analyse gemaach huet, Theorien, Observatiounen an zum Weltgeschéie seng Suergen ausgedréckt huet. Ech hunn dat och ëmmer absolutt interessant an och passionnant fonnt. Mä ech hunn et oft als Exercice de style empfonnt, well et huet eis net ëmmer gewisen, wat dann déi dagdeeglech Implikatioune vun all deem, wat mer analyséiert hunn, op eis Aussepolitik, op eis Lëtzebuerger Politik wären, obwuel déi Entwécklunge ganz oft laangfristeg Konsequenzen, déi eng méi, déi aner manner, op Lëtzebuerg hunn.

A wéi ech dem Ausseminister seng Ried an och d'Debaten an deene Jore virdrun nach eng Kéier nogelies hunn, hunn ech mer och d'Fro gestallt: Wat gëtt dann elo mat där Analys gemaach? Wat gëtt dann elo aus deene Schwieregkeeten, déi mer festgestallt hunn, wéi gi se gehandhabt, wéi reagéiere mer, wat maache mer, wat fir eng Konsequenzen zéie mer dorauser? Wat mer an dëser Debatt heiansdo ëfters esou gefeelt huet, dat ass: Wat heescht dat an alle Konsequenzen? Wat ass elo d'Praxis fir eist Land a wéi agéiere mer doraus an där nächster Zäit?

Kënne mer déi Evenementer beaflossen, déi mer hei beschreiwen? Wat fir eng kënne mer beaflossen? Wéi kënne mer se beaflossen? Wéi kënne mer eis Interêten, eis Plaz an eis Zukunft ofsécheren? Well leschtendlech geet et dorëms, wa mer Aussepolitik maachen! Et geet drëms, wéi mer Lëtzebuerger Interêten hei vertrieden a wéi mer se an d'Realitéit ëmsetzen.

Duerfir wollt ech dëst Joer am Fong keen Tour du monde maachen. Ech wollt et e wéineg anescht ugoen. Ech wollt am Fong Lëtzebuerg

mat senge Contrainten, d'Lëtzebuerger Aussepolitik …

(Arrivée de M. Jean Asselborn)

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass absolutt kee Problem. Dir hutt just verpasst, datt ech lech gelueft hunn. Dat Kapitel ass also scho gemaach, Här Asselborn.

(Hilarité et interruptions)

… mat hire Contrainten ... Ech wollt haut also emol net en Tour du monde maachen, mä ech wollt am Fong en Tour duerch d'Lëtzebuerger Aussepolitik maache mat hire Contrainten, hiren Zilsetzungen, hire Moyenen, hire Valeuren an hire Resultater en fin de compte. Net, well den Tour du monde oder d'Analys vum Weltgeschéie mech net géif interesséieren, mä well ech awer mengen, datt iwwer eng Analys vum Weltgeschéien et wichteg ass, datt mer eng Diskussioun heibanne féieren iwwer eis Aktioun als Lëtzebuerger Aussepolitik no baussen, iwwer eis international Positionnementer a wat se fir eis bréngen oder net, iwwer eis Aart a Weis och, wéi mer mat eisem Bild, wéi mer mat eiser Kredibilitéit dobaussen ëmginn, an iwwert déi Ziler, fir déi mer eis dobaussen asetzen.

Well wann ech de Regierungsprogramm liesen, da stellen ech mer oft d'Fro: Wat fir eng Zilsetzungen hu mer dann an eiser Aussepolitik? Wat sinn déi Richtlinnen, déi eis Aussepolitik bewegen? Oder ëmgedréit, wann ech kucken, wat fir eng Aktioun den Ausseminister heiansdo huet, wou en higeet, wou en duerch d'Welt reest, wat en an der Welt seet, da verstinn ech net ëmmer, firwat en a verschidde Länner geet, wat en do mécht, wat en do wëllt a wat en do verteidegt, zum Beispill elo an Usbekistan, ausser datt e mam Premier oder mam Ausseminister iwwert d'Cargolux an iwwert den Transport vun de Walen an der Cargolux geschwat huet respektiv datt en en Interview mat enger Journalistin hat, déi em keng Fro ze stellen hat, well se net wousst, wat se e sollt froen. Esou liesen ech op jidde Fall an der Zeitung. Ech weess net reell, wéi déi Geschicht war.

Mä op jidde Fall stellen ech mer d'Fro: Wat ass d'Lëtzebuerger Zilsetzung, wa mer esou eng Rees maachen, wa mer dohinner ginn? Wat soe mer? Firwat gi mer dohinner? Mä ech kommen an deenen nächste Minutten nach dorobber zréck.

Fir eis als Lëtzebuerger muss Lëtzebuerger Aussepolitik prioritär am Déngscht vum Land stoen, vu sengen Interêten a vu senge Valeuren. Eis Aussepolitik huet als Haaptmissiounen, an ech géif se gär opzielen, well et wichteg ass an deem, wat ech duerno soen:

Éischtens, eis Sécherheet, eis Independenz ze garantéieren. Dat kléngt vläicht héichtrabend, mä ech soen awer haut, an deenen Zäiten, wou mer liewen, sinn dat och keng eidel Wierder, eis Sécherheet an eis Independenz.

Zweetens, eist Matsproocherecht, eis Plaz, eis Méiglechkeet ze garantéieren, Influenz auszeüben dann, wann et wierklech fir eist Land wichteg ass, dann, wa mer et brauchen.

Drëttens, eis direkt Interêten ze verteidegen. Lëtzebuerger Aussepolitik an Aussepolitik huet allgemeng och eppes mat Interêten ze dinn. An den Egon Bahr sot eng Kéier: „In der internationalen Politik geht es nie um Demokratie oder Menschenrechte. Es geht um die Interessen von Staaten. Merken Sie sich das, egal, was man Ihnen in den Geschichtsbüchern (veuillez lire : im Geschichtsunterricht) erzählt." Den Egon Bahr war net Member vun der CDU, mä vun der SPD. En huet och hei wahrscheinlech zolidd iwwerdriwwen an deem, wat e gesot huet, mä trotzdeem ass e Fong Wourecht hannendrun.

Et geet och ëm eis Interessen a mir hunn eng Rei Interessen. Mir hu wirtschaftlech Interesse selbstverständlech. An do soll een och keng falsch Schimmt hunn, wann ee seet, datt et och an der Lëtzebuerger Aussepolitik drëm geet, fir Lëtzebuerger Interessen, wirtschaftlech Interessen dobaussen ze verteidegen, eis Finanzplaz evidenterweis an eis Industrien evidenterweis och, eise Logistikzentrum mat deenen Entreprisen, déi do ronderëm dréien, och eis Recherche selbstverständlech, den IT Hub hei zu Lëtzebuerg respektiv deen Hub vu Weltraumtechnologien, dee mer sollen opbauen an deen et och gëllt an der Aussepolitik, no baussen ze verkafen.

Mä net nëmme Wirtschaftsinteressen. Mir hu selbstverständlech och Interessen an der Kulturpolitik, déi et och gëllt, dobaussen ze verteidege respektiv ze weise respektiv ze presentéieren.

Mäi véierte Punkt, dat ass, d'Valeure vun eiser Gesellschaft ze verteidegen an ze erklären, esou wäit se evidenterweis heiheem am grousse Konsensus Valeure sinn, déi mer alleguer deelen. An där hu mer eng ganz Rei, déi generell, ob dat elo d'Mënscherechter, d'Demokratie, d'Egalitéit, de Rechtsstat sinn, oder där méi spezifescher fir Lëtzebuerg, där, déi doranner bestinn, datt och d'Rechter vun de klenge Länner an der Welt solle respektéiert ginn. Dat musse mer verteidegen, dat musse mer erklären, dat musse mer net opdrängen, mä awer erklären no baussen.

A fënneftens, eis an den Déngscht vun internationale Causë setzen, esou wäit se sech mat deene Valeuren, déi mer heibannen hunn, déi mer als Lëtzebuerg vertrieden, och iwwerschneiden.

De Pierre Werner sot viru laange Joren - ech zitéieren dat gär, well et am Fong genau deem entsprécht, wat ech iwwert dëse Punkt denken -, de Pierre Werner sot: « Dans un monde qui tend à l'universalisme, le Luxembourg est appelé à la participation. Ce qui n'empêche que nous devons rester conscients des limites de notre influence et de notre poids. Notre rôle doit être celui d'être disponible à servir, si nous sommes effectivement sollicités, si notre position est effectivement désintéressée. »

Mir mussen eis an deem, wat mer dobausse maachen, richteg aschätzen. An ech mengen, mir mussen do präsent sinn, wou deen Apport, dee mer als Lëtzebuerg kënne bréngen, wou deen och par rapport zu aneren Apporte vun anere Länner eng Plus-value bedeit, wou en eppes zousätzlech bréngt, wou en haaptsächlech gefrot ass a wou en, well e gefrot ass, och da kann effikass sinn.

Ech hat an deene leschte Jore ganz oft, ganz laang a ganz vill Kontakt mat dem Ausseministère, mat der Lëtzebuerger Diplomatie, ob dat elo an där Zäit war, wou ech an der Regierung war, oder an deene Joren, wou ech elo an der Chamber sinn, an ech hunn ëmmer bei der Lëtzebuerger Diplomatie am Ausseministère e grousse Professionalismus empfonnt: ganz vill Leit mat vill Kompetenz, déi onparteiesch eng Aussepolitik ëmsetzen an déi et fäerdegbréngen, Lëtzebuerg op der Landkaart ze loossen. Ech hunn och grousse Respekt virun deene Leit, déi duerch d'ganz Welt sinn.

Mä ech weess awer och, a si wëssen et och, datt mer awer als Lëtzebuerg begrenzte Moyenen hunn, eng Diplomatie, déi d'Gréisst huet vun eisem Land, déi och eisem Land ugepasst ass, an datt mer dowéinst net kënnen alles maachen an duerfir an deem, wat mer maachen, och Choixe mussen huelen, Prioritéite setzen, déi Saachen, déi fir eis wichteg sinn, déi Saachen, an deene mer kënnen als Lëtzebuerger Diplomatie och utile an deenen nächste Jore sinn. Prioritéite setzen, Prioritéiten, déi net aus perséinleche Preferenze vun deem engen oder deem anere politesch Responsabelen erauskommen, mä déi den Interêten entspriechen, déi eist Land huet, oder déi deem entspriechen, wou mer kënnen eng Plus-value bréngen. An dorops solle mer eis konzentréieren an net verzettelen.

Et geet net drëm, fir esou oft wéi méiglech an der auslännescher Press ze sinn, et geet drëm, fir Dossiere weiderzebréngen. Et geet net drëm, fir alles ze kommentéieren. Ech si souwisou der Meenung, datt ze vill kommentéieren och heiansdo kontraproduktiv ka sinn an eis kee Millimeter an der Aussepolitik weiderbréngt.

Plusieurs voix.- Très bien !

Une voix.- Ganz gutt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An ech fannen och, datt mer heiansdo mussen oppassen op eise Wuertlaut. An ech hunn elo e Wuertlaut, fir deen den Här Asselborn net ze veräntwerten ass, mä wann ech an der Zeitung liesen „Asselborn warnt Trump", dann hutt Dir dat sécher net esou gesot, Här Asselborn, dovunner ginn ech aus. Mä just, datt dat da Wierder sinn, déi esou am Raum stinn, déi eis am Fong net onbedéngt weiderbréngen, well se haaptsächlech keng Kredibilitéit hunn a well se deelweis och eis Kredibilitéit nach a Fro stellen.

Une voix.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mä komme mer zréck zu den Haaptmissiounen! Déi éischt Missioun „Sécherheet, Independenz": Eis Sécherheet, eis Independenz garantéiere mer sécher net duerch dee Lëtzebuerger militäreschen Asaz. Mir kënnen déi nëmme garantéieren duerch d'konsequent Aschreiwen, wat mer maachen, vun eiser Aussepolitik an dat internationaalt Gefüge. An dat ass d'ailleurs och d'Geschicht zu engem groussen Deel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik. Ech erënnere virun 150 Joer, virun iwwer 150 Joer, wou et 1844 mam Zollveräin ufänkt, schonn aus genau därselwechter Perspektiv; 1920 an d'SDN, d'Société des nations, duerno an d'UEBL, Benelux, UNO, Conseil de l'Europe, CECA, Europäesch Unioun, sinn einfach Missiounen, déi mer eis ginn hunn, wou mer direkt derbäi waren, well Lëtzebuerg sech muss, eleng fir eis Sécherheet schonn ofzeschützen, an dat internationaalt Gefüge aschreiwen. Dorop baséieren näämlech eis Souveränitéit an eis Independenz; net op eiser Arméi, net op eiser Stäerkt, dat ass eng Evidenz, mä op dem internationale Recht baséiere mer eis Independenz. Dat hu mer säit méi wéi honnert Joer erfollegräich gemaach. Dat musse mer och an deenen nächste Jore weidermaachen.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Duerfir eng Rei prioritär politesch Missiounen. An déi prioritäerst - den Här Asselborn huet et ganz kloer gesot och a senger Ried -, dat ass eist Aschreiwen, dat ass eist Festhalen un der Europäescher Unioun.

Mir wëssen alleguer, wat fir eng Schwieregkeeten d'Europäesch Unioun haut huet. Ech brauch se net opzezielen, Dir hutt nëmme gëschter Owend missen d'Tëlee lauschteren oder den Här Asselborn op der däitscher Tëlee lauschteren, dann hutt Der all déi Schwieregkeeten do héieren. Europa feelt haut d'Energie vun de Grënnerjoren, den Enthusiasmus, d'Perspektiv geet an de Schwieregkeeten heiansdo ënner. Mä ech mengen, datt an deenen nächste Joren eist Land awer eng grouss Roll an deem europäesche Gefüge ze spillen huet, well mat Europa geet et weider, an eis Kredibilitéit läit doranner, datt mer och op deem Zuch am éischte Waggon vun der europäescher Konstruktioun an den nächste Jore wäerte sinn.

Ech sinn zu engem groussen Deel d'accord mat deem, wat de President Macron a sengem Virstouss an deene leschten Deeg gesot huet, och wann en heiansdo vag bliwwen ass an och wann an enger ganzer Rei Detailer ech dat géif anescht oder mir dat géifen anescht ausdrécken a verschiddentlech aner Saache soen. Mä d'Richtung ass déi richteg. D'Richtung ass, datt Nationalismus a Populismus net d'Zukunft fir Europa bedeiten. An déi aner Wourecht, déi e kloer an däitlech seet, dat ass, datt Europa sécherlech eng Renaissance brauch an datt mer déi Energien, déi positiv Energien alleguer mussen degagéieren, fir an deenen nächste Jore mat Europa weiderzefueren.

A wann ech kucken, wat d'Kommissioun Juncker an deene leschte Jore fäerdegbruecht huet, fir eng Diskussioun iwwer sozial Mindestsockelen entstoen ze loossen, fir den europäesche Wuesstum ze fërderen, fir d'Erofsetze vum Chômage iwwert de Juncker-Plang ze erreechen, fir den Ofbau vun der Bürokratie Schrëtt fir Schrëtt ze maache respektiv fir den Opbau vun enger gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik, zumindest déi éischt Schrëtt an déi éischt Diskussiounen, ze lancéieren, da gesinn ech dat als positiv un.

Lëtzebuerg huet hei mat de Leadership ze iwwerhuelen. Eis Kredibilitéit hänkt dovunner of. An an Europasaachen huet Lëtzebuerg säit laange Joren eng Kredibilitéit.

Mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, wäert duerno nach méi op déi ganz europäesch Problematik an haaptsächlech op déi haiteg Problemer vum Brexit agoen. Duerfir bleiwen ech elo emol hei an der Europadiskussioun op dësem Punkt stoen.

Mä ganz konkret an terre à terre wëll ech awer dozou soen, datt, wa mer wëlle Leadership huelen, wa mer wëllen eis Interêten dobausse verteidegen, da musse mer eis awer an der Aussepolitik och esou bewegen, datt mer d'Stäerkt derfir kréien, datt mer eis d'Méiglechkeeten derfir ginn. An dat huet fir mech u sech dräi Konsequenzen:

Déi Éischt, dat ass, datt mer eis Partner an datt mer eis Allianze siche ginn innerhalb vun der Europäescher Unioun, fir och eis Interête verständlech ze maachen. An déi éischt Partner, dat sinn evident déi Partnerlänner, déi ronderëm eis sinn, eis Nopeschlänner Frankräich, Däitschland, Belsch an evidenterweis mat der Benelux och Holland.

A wa mer mengen, datt d'Relatiounen tëschent deene Grënnerlänner ëmmer esou einfach wären, da wëll ech just op déi Diskussiounen hiweisen, déi haut tëschent Frankräich an Holland sinn, wann et ëm den Opkaf vun Air France KLM geet, wéi do matenee gefuer gëtt. An dat si Saachen, déi ech am Fong mengen, datt se net sollte virkomme respektiv datt och mir als Lëtzebuerger mussen evitéieren, datt an de Relatiounen, déi mir mat deene Länner hunn, esou Saache kéinte virkommen. Bilateral Bezéiunge si wichteg a sinn d'Häerzstéck vun enger strategescher Lëtzebuerger Aussepolitik.

An ech begréissen do och heiansdo déi Energie, déi drageluecht gëtt. Ech begréissen d'Statsvisitt, déi mer a Frankräich gemaach hunn, déi Relatiounen, déi de Premier do opgebaut huet, obwuel ech ëmmer gemengt hat, et wären d'Ausseministeren, déi d'Statsvisitte géife leeden. Mä dat ass awer nach eng aner Fro.

Här Asselborn, ech begréissen och déi Relatiounen, déi mat Däitschland bestinn. Ech begréissen och déi Relatiounen, déi notamment de Premier opgebaut huet mat de belsche Premieren, mam hollännesche Premier; dat ass och vläicht méi einfach, well se déiselwecht politesch Faarf hunn. An et kann een elo d'Aart a Weis vun eisem Premier heiansdo kritiséieren, mä ech stellen awer fest, datt do Relatiounen iwwert déi lescht Joren opgebaut gi sinn, déi duerchaus kënne wäertvoll ginn. An ech hoffe just, ech géif just hoffen, datt all eis Regierungsmemberen äänlech Relatioune mat hire Contreparte géifen opbauen, well et geet nëmmen iwwert déi dagdeeglech Bezéiungen, fir esou Relatioune kredibel op allen Niveauen ze maachen.

An da geet et hannen drëm, wann een d'Relatiounen huet, déi dann och an der Politik ëmzesetzen a se ze benotzen, wa fir Lëtzebuerg schwiereg Dossiere kommen, wann zum Beispill en Dossier wéi d'ESMA kënnt, wou et drëm geet, sech Partner ze fannen an déi Partnerschaften, déi een huet, dann och spillen ze loossen, fir d'Lëtzebuerger Basisinterêten do kënnen duerchzesetzen. Dat war am Ufank ganz schwiereg. Et war net gelongen. Gott sei Dank ass deen Dossier zum Schluss nach méi positiv ausgaangen, wéi en am Ufank ausgesinn huet. Dat gëllt och fir den Accord fiscal mat Frankräich, wou ech mengen, datt nach eng ganz Rei Schwieregkeeten dra sinn. Mä dat wäerte mer an deenen nächste Wochen hei am Sall nach eng Kéier diskutéieren.

Déi zweet Konsequenz, dat sinn d'Relatioune mat Nopeschlänner, déi direkt All-Dag-Relatiounen, déi, mengen ech, och misste méi ausgebaut ginn. An ech mengen, mir schwätzen hei iwwert d'Groussregioun. Ech gesinn, wat d'Groussregioun fir Lëtzebuerg, fir esou vill Frontalieren, mä fir Lëtzebuerg och als Land bedeit, an ech stelle fest, datt mer haut nach ëmmer iwwert déiselwecht Problemer ëmmer an ëmmer an ëmmer erëm diskutéieren, déi mer - an et sinn e puer Ministeren, déi derfir responsabel waren, hei am Sall - scho viru fënnef, zéng, 15 Joer diskutéiert hunn.

Ech gesinn, wéi schwiereg et ass, an der groussregionaler Politik weiderzekommen, Decisiounen ze huelen, well oft Decisiounen, déi do misste geholl ginn, net um regionalen Niveau, mä vu Paräis respektiv vu Bréissel oder vun Namur musse geholl ginn an et duerfir heiansdo wichteg ass, datt een iwwert d'Groussregioun ewech bilateral Decisioune kann huele loossen, wann een an der Groussregioun wëllt aktiv sinn.

Ech plädéieren derfir, datt déi grouss regional Politik och en Deel vun der klassescher Aussepolitik soll ginn an och am Ausseministère sollt gemaach ginn. Et gëtt keng grouss an et gëtt keng kleng Aussepolitik. An ech fannen, datt d'Groussregioun an eisem dagdeegleche Liewen esou eng Wichtegkeet huet, datt se och soll zentraliséiert an och koordinéiert vum Ausseministère ginn, fir méi effikass ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Déi drëtt Konsequenz, déi ech dorauser schléissen, dat ass, datt mer och nach eng Rei aner Alliéierte solle siche goen an der Europäescher Unioun, déi fir mech absolutt evident sinn. Verschiddener, verschidde Länner, mat deenen hu mer gutt Relatiounen, well et einfach aus eiser Geschicht logesch ass. Datt mer zum Beispill mat Portugal Relatiounen hunn, déi aussergewéinlech sinn, mat där Zuel vu Portugisen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, do ass et logesch, datt mer op allen Niveaue vun alle Ministèren, vun alle Ministeren, vum Premier iwwert den Ausseminister iwwert d'Sozialministere ganz vill Echangen hunn, inklusiv iwwert d'Chamber, wou mer an där leschter Legislaturperiod intensiv Relatioune mat der portugisescher Chamber haten. Ech fannen et wichteg: Portugal ass e Partner, an déi Relatioun soll och esou entwéckelt ginn.

Mä et ginn awer och nach anerer. An ech mengen notamment déi, déi elo ëmmer méi wichteg gëtt, haaptsächlech mat deem Brexit, dee virun der Dier steet, dat ass déi Relatioun, déi mer mat Länner wéi Irland zum Beispill an deenen nächste Jore sollen hunn, net, well et eent vun deene gréisste Länner ass, mä haaptsächlech, well et awer och äänlech Strukturen an der Finanzplaz huet an äänlech Interessen op der Finanzplaz huet. Am Dossier ESMA hu mer d'ailleurs gutt de Parallelismus vun den Interesse gesinn.

An ech fannen, datt ee konsequent Efforte soll maachen, fir mat där irescher Regierung op allen Niveaue Kontakt ze hunn, sech auszetauschen. Ech weess och, datt do sécherlech e Wëllen op där anerer Säit do ass, fir esou

Echangë kënnen ze kréien, notamment, an dat huet fir mech och an dësem Dossier zum Beispill zwou Konsequenzen: Dat ass, datt mer an där ganzer Diskussioun iwwert de Backstop kloer Positiounen huelen an Irland an deem Dossier net am Stach kënne loossen op där enger Säit. An op där anerer Säit mengen ech och, datt et an dësem Moment wichteg wär, driwwer nozedenken, ob Lëtzebuerg net eng Ambassad zu Dublin misst opmaachen, d'selwecht wéi d'Irlänner eng Ambassad hei zu Lëtzebuerg hunn.

Une voix.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat gehéiert och zum Ausbau vun esou bilaterale Relatiounen dozou.

(Interruption)

Drëtt Zilgrupp, déi mer, mengen ech, mussen hunn, dat sinn déi Länner an Nord- an Osteuropa. Dat hutt Dir och gesot, Här Ausseminister. An ech fannen dat richteg. Mir hu keng Gewunnecht domat. Et ass net ëmmer attraktiv. Et ass heiansdo och schwiereg. Mir hunn heiansdo och aner Reflexer duerch eis Geschichte wéi déi Länner. Mä ech mierken awer, datt esou Länner wéi Lettland, Litauen, Estland, awer och Tschechien, d'Slowakei an esou weider Partner sichen, Partner zur Diskussioun sichen, well si hunn och legitimm Suergen aus hirer Geschicht eraus oder aus hirer Aktualitéit eraus.

Ech mengen, datt mer do als Partner mussen higoe mat dem Respekt vun der Geschicht, déi si hunn, an dat ass eng aner Geschicht wéi déi, déi mir an deene leschte 60, 70 Joer kannt hunn. An do ass sécherlech eng grouss an eng fundamental diplomatesch Kaart an deenen nächste Joren ze spillen.

Dat ass vläicht net esou sexy wéi déi grouss Weltpolitik, an där ee sech bewege kann, mä ech soe ganz kloer: Meng Thees ass, fir datt mer multilateral gutt kënne fonctionnéieren, musse mer am Bilateralen eng konkret, präzis an effikass Hannergrondaarbecht maachen.

A meng zweet Thees ass, wann ee wëllt am Multilateralen eescht geholl ginn, da muss een och Responsabilitéit iwwerhuelen, net sech opdrängen, mä seng Roll am Multilaterale spillen.

An ech soen Iech do ganz éierlech, Här Ausseminister, ech war virun enger Rei Joren net esou iwwerzeegt, datt fir eis als klengt Land e Méiwäert derbäi wär, fir eng Präsenz am UNO-Sécherheetsrot ze hunn. Ech sinn haut enger anerer Meenung. An ech soen haut ganz kloer, datt mer de Wëlle vun der Regierung begréissen, fir méi laangfristeg nach eng Kéier an de Weltsécherheetsrot an de Joren 2030/2031, mengen ech, ass et, ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- 2031/2032.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... 2031/2032 ze kommen. Dat wär d'ailleurs e kréinenden Ofschloss fir Är Carrière, Här Ausseminister, ...

(Hilarité générale)

... oder fir an de Mënschesécherheetsrot (veuillez lire : an de Mënscherechtsrot) vun der UNO méi kuerzfristeg ze kommen. Och dat fannen ech eng Iddi, déi duerchaus fir Lëtzebuerg sënnvoll ass.

Ech weess d'ailleurs och, wéi schwéierfälleg et heiansdo an der UNO ass. Ech war op verschiddene Klimakonferenzen derbäi, wou een heiansdo, wéi een op Lëtzebuergesch seet, „Mippercher kritt", wann ee gesäit, wéi lues et op wichtege Froe weidergeet. Mä mir hu keen anert Instrument, a Lëtzebuerg soll och déi Responsabilitéit iwwerhuelen.

Deen zweete grousse Sujet, dat ass dee vun eise wirtschaftlechen Interêten an der Welt. An duerfir muss Lëtzebuerg och direkte Kontakt mat deene grousse Playeren ausserhalb vun der Unioun hunn. A fir eis sinn Amerika, d'NATO an eis transatlantesch Relatiounen nach wie vor ouni Alternativ an eisem diplomatesche Geschehen. D'USA an d'NATO hunn e geopolitescht, geostrategescht Réckgrat vun eiser Aussepolitik ausserhalb vun Europa, an d'USA an hir Geschicht an hir Zukunft sinn net just op déi Méint elo an op déi Joren elo ze gesinn, mä hunn eng laang Geschicht, déi mer iwwert d'Zäit sollen och gesinn. An och, wa mer heiansdo am Desaccord si mat deem, wat eng amerikanesch Administratioun haut seet, esou wëll ech awer eis net an de laangfristege Relatioune mat engem amerikanesche Partner beire loossen.

Une voix.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An och, wann ech d'Aart a Weis vum amerikaneschen Ambassadeur net appreciéiert hunn, deen der Lëtzebuerger Regierung wëllt diktéieren, wat se an internationale Rencontren hei zu Lëtzebuerg ze soen hätt, esou ass dat awer kee Grond, fir déi laangfristeg Partnerschaft, déi fir eis wichteg ass, a Fro ze stellen.

Mir sollten eis Plaz an der NATO net duerch eppes aneres ersetzen a mir sollen och do eis Roll spillen. An an deem Sënn begréissen ech och d'Efforte vun der Regierung, fir eng intelligent Kontributioun un den NATO-Budget, un de Rüstungsbudget ze maachen. Dat huet Sënn an do muss och Lëtzebuerg säin Deel mat liwweren.

An déi Ausflich vu Lëtzebuerger Europadeputéierten op NATO-Fluchhäfen, déi fannen ech liicht derniewent, net zilféierend an am Fong net erwänenswäert an esou enger Debatt wéi där heiten.

(Interruptions)

Zweetens, mir hu bilateral Relatioune mat China, vun aler iwwert d'ARBED a méi rezenter iwwert d'Cargolux an iwwert d'Banken. Dat fanne mer positiv. Ech fannen, datt déi Relatioune mussen ausgebaut ginn, mä ech wëll awer och ganz kloer soen: Kommt, mir sinn net naiv! Mir wëssen och, datt China eng grouss Strategie huet an eng ekonomesch Expansiounspolitik mécht. D'ailleurs ass Lëtzebuerg am Top 5 vun deene Länner, wou China an Europa investéiert. No England, no Däitschland, no Frankräich an no Schweden ass et direkt, ...

(Interruption)

United Kingdom!

... ass et direkt Lëtzebuerg. An do soen ech, datt mer awer oppasse mussen als Lëtzebuerger, als Europäer, datt mer grouss strategesch Betriber, Betriber an der Recherche, Betriber, déi eis Versuergungsnetzer bedreiwen oder Hightech-Betriber, datt déi an europäescher Hand do solle bleiwen, well et fir eis strategesch wichteg ass, datt déi Betriber an europäescher Hand bleiwen.

An duerfir verstinn ech net, datt d'Regierung d'accord war, fir Encevo un e chineesesche Betrib och nëmmen deelweis weiderzeverkafen. Ech fannen, datt an der Wirtschaftspolitik och d'Aussepolitik e Wuert muss onbedéngt matschwätzen. An duerfir sinn ech der Meenung, datt dat méi konsequent an där nächster Zäit gemaach muss ginn, datt och a wirtschaftlechen Diskussiounen, wann et ëm aussepolitesch Froe geet, den Ausseministère säi Wuert mat ze soen huet. Ech kommen duerno nach kuerz drop zréck.

Drëtte Punkt: Mir begréissen och d'Dialogbereetschaft mat Russland, ...

Une voix.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... de Besuch vum Här Medwedew. Obwuel mer obligéiert sinn, als klengt Land ëmmer an ëmmer erëm op déi noutwendeg Rechtsstaatlechkeet opmierksam ze maachen an e kriteschen Dialog ze féieren a kloer Wierder ze fannen a Saachen Ukrain a Krim. Kloer Wierder, ouni awer den Dialog ofzeschneiden, dat muss eis Politik sinn.

Hei zu Lëtzebuerg, dat hu mer an deene leschten Deeg gemaach, mä och eis Positioun am Conseil de l'Europe fir déi Deputéierten, dat ass op jidde Fall meng Meenung, déi mat mir Member vum Conseil de l'Europa sinn, muss eng Positioun sinn, wou mer kloer mat Russland schwätzen, mä wou mer awer ganz staark drop uechten, fir net Brécke futtizemaachen, well en Dialog mat Russland fir Europa an a fortiori fir Lëtzebuerg och an deenen nächste Joren eng absolutt Noutwendegkeet bleift.

Déi aner Zillänner si fir eis gradesou wichteg, well se sech entwéckele wäerten an den nächste Joren: Indien, Südkorea. Ech fannen et eng gutt Initiativ vum Statsminister, virun de Wahlen a Südkorea ze goen. Ech fannen och op jidde Fall, e Gedanken drop ze verléieren, ob mer net a Südkorea eng Representatioun an där nächster Zäit do sollten opmaachen, duerchaus sënnvoll.

A Brasilien hu mer eng. Ech fannen, datt Afrika och am Fong Zilland vun der europäescher Politik soll sinn, mä net nëmme vun der europäescher Entwécklungspolitik, och vun enger Partnerschaft, och eng wirtschaftlech Partnerschaft, déi mer fair mat afrikanesche Länner an den nächste Joren ëmmer an ëmmer méi sollen developpéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Konklusioun aus deem Deel, dat ass, datt eis ekonomesch Relatiounen e wesentlechen Deel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik sinn. Ech fannen, datt déi beim Ausseminister - an ech soen dat ganz kloer -, datt déi beim Ausseminister zentraliséiert och solle sinn. A wa schonns zwee separat Ministeren do sinn, de Wirtschaftsminister an dësem Fall an den Ausseminister, da soen ech awer ganz kloer, datt ech et net sënnvoll fannen, datt mer mat deene Moyenen, déi mer als Lëtzebuerg hunn, an déi sinn eben déi, déi se sinn, datt mer do zwee Reseauen duerch d'Welt opbauen, dee klassesche Reseau vun den Ambassaden engersäits an da quasiment e parallelle Reseau vun ekonomesche Missiounen oder Konsulater, déi vum Wirtschaftsministère dirigéiert ginn.

Ech fannen dat eng Vergeudung vun Energie a vu Kräften. An ech mengen, datt dat am Ausseministère, gradesou wéi dat mat de Kooperatiounszentren oder Kooperatiounsbüroen an deene leschte Jore scho gemaach ginn ass, an den nächste Jore mat den ekonomesche Missioune misst gemaach ginn. Dat wär wesentlech méi sënnvoll an och méi effikass, a mengen Aen.

Ee Wuert iwwert de Siège. Do ass villes gesot ginn. Et ass haaptsächlech an deene leschte Jore vun deene ville Regierunge virdru vill gemaach ginn, an et geet esou weider: Centre de conférence, neit Sekretariat vum Europaparlament, neit Kommissiounsgebai am Jean-Monnet 2, nei Cour des comptes, nei Cour de justice plus d'Extensioun vun der Cour de justice, nei Europaschoul, elo en neien, elo den europäesche Parquet, d'Cour d'appel vun der Juridiction unifiée du brevet, EuroHPC, fir eis digital Capacitéiten ze entwéckelen. Dat ass, mengen ech, de richtege Wee, fir nei Agencen, nei Institutiounen heihinnerzekréien. A sech och ze spezialiséieren op déi juristesch respektiv déi digital Administratioune fannen ech och eng richteg Decisioun, déi d'Regierung geholl huet.

Mäin drëtte Volet, dat ass eisen Asaz fir d'Valeuren. Den Här Asselborn mécht dat ganz konstant a bréngt domat och vill Sympathie fir Lëtzebuerg. An Däitschland gëtt en heiansdo als „der idealistische Mahner" duergestallt. Ech wëll do nach eng Kéier d'Meenung soen. Ech hu virdru schonn dat Zitat vun dem Här Werner virgelies, ech liesen elo eent vun engem Professeur Coolsaet, deen iwwert d'belsch Affaires étrangères seet, datt: « Un petit ou un moyen État ne peut pas intervenir avec succès dans tous les dossiers. Pour les petits États, il existe une sorte de limite sur les initiatives en politique étrangère. »

A wann een intervenéiert, an dat soll een, well seng Valeuren ass et wichteg ze verteidegen, da soll een awer gutt wielen, well een net alles ka maachen. Et soll een do intervenéieren, wou een Expertise huet, wou ee Kredibilitéit huet. Et soll een do intervenéieren, wou een eng Plusvalue bréngt a wou ee gefrot ass. Et soll een do intervenéieren, wou dat, wat mir vertrieden, och de Konsensus national ass, well dann ass een och dobausse méi kredibel, wann een eng ganz Regierung, haaptsächlech eng ganz Bevëlkerung hanner sech huet an net contestéiert ass.

Ech wëll ee Beispill soen iwwer Palästina. An ech verstinn den onermiddlechen Asaz, deen den Här Asselborn an deene leschte Joren do hat. Ech kann en och mënschlech verstoen, wat en do mécht a firwat e sech asetzt.

Mä ech wëll awer soen, Här Asselborn, datt ech zweifelen, datt Lëtzebuerg eng zentral Roll ka spille fir de Fridden am Noen Osten. Net datt déi Cause eis net wichteg wär. Evidenterweis ass déi Cause eminent wichteg. Mä fir mech ass d'Fro: Wat bréngt d'Lëtzebuerger Diplomatie do als Plus-value, als Kredibilitéit an als Effikassitéit an där doten Diskussioun?

Datt Der an Afghanistan gitt, fannen ech verständlech a logesch, well Der eist Militär do ënnerstëtze gitt. Mä da froen ech mech a Pakistan, wou Der higitt, wou Der da wuel a richteg en Asaz maacht, fir Pakistan an Indien a Fridde weiderliewen ze loossen, well, wéi Der gëschter gesot hutt, et besonnesch schwiereg wär, well déi zwee Länner Atomwaffen hunn, an da gitt Der dohinner an, wéi Der gëschter gesot hutt, Dir recommandéiert deenen zwee Länner, kee Krich ze maachen! Ech fannen dat jo richteg, wann Der dat sot; et ka jo och kaum een eppes aneres soen. Mä ech froe mech awer: Wat ass d'Plus-value dovunner? Wat changéiere mer? Ech soen, mir bräichten eng Konzentratioun op eis Objektiver an der Aussepolitik.

Op där anerer Säit wëll ech dann awer och dat Positivt soen. Am Beispill Venezuela hutt Der couragéiert Positioun geholl an dat mat zéng aneren europäesche Länner an op Basis vun deem, wat en Europaparlament gesot huet, fir de Parlamentspresident, den Här Guaidó, als Interimspresident unzëerkennen, well déi Solutioun, déi nëmme friddlech a politesch ka sinn, ass déi eenzeg, déi eis a Venezuela aus der Kris kann erausbréngen. Ech fannen dat couragéiert, datt Der déi Decisioun fir Lëtzebuerg geholl hutt. Dir sidd hei zu Lëtzebuerg vill derfir kritiséiert ginn. Duerfir wollt ech dat och zum Ausdrock hei bréngen.

Här President, Aussepolitik gëtt zu Lëtzebuerg oft als eng Politik vun ausserhalb ugesinn. Si resuméiert sech ganz oft op dës Debatt, déi net ëmmer richteg suivéiert gëtt vun der Press. An et gesäit een haaptsächlech en Ausseminister, dee sech ëm d'Welt bekëmmert an dee ganz oft net zu Lëtzebuerg ass, deen och wéi ofgeschnidden heiansdo vun der Lëtzebuerger Politik ass.

Mä ech mengen, datt mer elo an eng Zäit kommen, wou dat riskéiert awer alles anescht ze ginn, wou d'Saache ronderëm eis net méi esou sinn, wéi se waren. „Things Are Changin'", huet e Bob Dylan gesonge virun enger Rei Joren. „Things Are Changin'", mä net ëmmer, wann ech kucken, wat amgaangen ass, ze geschéien, an déi Richtung, wéi ech gemengt hat, datt et géif geschéien.

Ech hat gemengt, datt mer an Zäite wären, wou et eriwwer wär, notamment an Europa, mat militäreschen Okkupatiounen. D'Ukrain an d'Krim hunn eis eppes aneres gewisen. Ech hat gemengt, mir Europäer wären um Wee, wou mer ëmmer weider an der Integratioun géife goen, wou Europa ëmmer weider positiv géif wuessen. De Brexit beléiert eis enges aneren. Ech hat gemengt, datt et logesch wär fir jiddwereen, datt mer den Equiliber vun den Atomwaffe géife brauchen an datt dat och géif weidergoen. Den INF ass a Fro gestallt, den Traité ass gekënnegt. Ech hat gemengt, datt d'Handelskricher och eriwwer wären an datt mer alleguerte géifen no den OMC-Regele liewen. Alles dat, wat elo tëschent Europa, den USA, China geschitt, léiert eis eppes aneres.

Ech hat gemengt, datt d'Demokratie als allgemengt Zil vu jiddwerengem vun eis unerkannt wär an och an Europa als logesch an als ouni Alternativ géif gesi ginn. Ech gesinn awer, datt a villen anere Länner, bei ville Parteien notamment ronderëm eis, eng ganz aner Klack momentan laut an datt de Populismus ganz vill Heemechten an deene leschte Joren an Europa fonnt huet.

Ech hat gemengt, datt d'Reliounskricher eriwwer wären. Ech gesinn, datt den Islamismus, den haarden Islamismus, awer Terror a Kricher an Europa bréngt. Ech hat gemengt, den Antisemitismus géif et net méi ginn an Europa. An deene leschte Woche gi mer och do enges anere beléiert.

Ech hat gemengt, de Kampf géint d'Klimaerwäermung wär fir jiddweree vun eis eng Evidenz. Ech mierken awer haut och, datt dat heiansdo niéiert gëtt an datt déi wichteg Traitéen a Fro gestallt ginn. Ech hat gemengt, déi Diskussioun iwwert d'iresch Grenz wär definitiv vergiess, awer an deenen Diskussioune mam Brexit ass dat erëm eng Realitéit, déi eis angschtvoll méi no kënnt a wou ech hoffen, datt mer se an deenen nächste Méint an de Grëff kréien.

Ech hat och gemengt, no Kosovo an no all deem, wat an de Balkanlänner geschitt wär, hätte mer d'Fro mat de Flüchtlingen definitiv am Grëff. Mir hunn awer gesinn an deene leschte véier, fënnef Joer, datt dat d'europäesch Zukunft och vun deenen nächste Jore wäert ginn.

A wann ech haut net drop agaange sinn am Detail, dann ass dat, well den Här Asselborn an, ech mengen, den Här Bausch nach eng Kéier an d'Chamber kommen, fir Detailer an der Kommissioun ze erklären, datt mer duerno eng Debatt wéilte froen iwwert d'Flüchtlingen am Allgemengen an dat net just a fënnef Minutten hei traitéieren. Et ass net, well de Sujet mer net wichteg ass, mä et ass, well mer gär eng spezifesch Debatt doriwwer hätten, wou mer et haut manner uschwätzen.

Alles dat huet eng direkt Influenz op eist Land. Aussepolitik réckelt lues a lues an den Zentrum vun der nationaler Politik. An ech wënsche mer, datt mer als kleng Natioun och déi grouss Prinzipie gemeinsam am Konsensus kënne fannen: Wéi ëmgoen am Interessi vun eisem Land? Wéi verteidege mer eis Valeuren dobaussen?

An duerfir proposéieren ech, datt mer mat der Regierung oder datt d'Regierung soll, wéi an der Schwäiz a wéi an Dänemark, e Pabeier iwwer eng aussepolitesch Strategie fir déi nächst véier, fënnef Joer ausschaffen iwwer eis Ziler, iwwer eis präzis Moyenen, iwwert déi Aart a Weis, wéi mer Aussepolitik maachen, och iwwert d'Novollzéibarkeet vun eiser Aussepolitik, fir de Konsensus ze weisen, dee wichteg ass, gemeinsam, well d'Stäerkt vun eiser Aussepolitik läit am Konsensus.

An deem Sënn ginn ech Iech och, Här President, eng Motioun of an huele mer meng fënnef Minutten, fir d'Motioun ze erklären, hei mat derbäi, wann Der erlaabt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que la politique étrangère et européenne du Luxembourg ne se place pas encore

dans le cadre d'une stratégie générale nationale en la matière ;

- notant que l'accord de coalition 2018-2023 du Gouvernement veut « illustrer la valeur ajoutée de l'action extérieure du Gouvernement » tout en développant « sa planification stratégique » et en mettant « en place une "matrice" des relations extérieures du Luxembourg »,

invite le Gouvernement

- à développer pour la déclaration sur la politique européenne et étrangère de 2020 une stratégie générale de politique étrangère et européenne définissant clairement les priorités, les axes stratégiques ainsi que les principes de mise en œuvre de la politique étrangère et européenne du Gouvernement pour la période législative en cours afin d'augmenter l'efficacité et la cohérence en la matière ;

- à intégrer la nouvelle stratégie générale de la coopération luxembourgeoise dans la stratégie générale nationale ;

- à inclure le volet défense ainsi que le volet commerce extérieur dans la nouvelle stratégie générale nationale ;

- à implanter la stratégie générale nationale de politique étrangère et européenne dans le cadre de la stratégie globale de l'Union européenne.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

Well et entsprécht dem Regierungsprogramm, fir esou eppes ze maachen. Am Regierungsprogramm liesen ech, datt d'Regierung eng « Planification stratégique » wëllt maachen an eng « Matrice des relations extérieures » ausschaffen. Eis Motioun seet: Da kommt, mir maachen et, kommt, mir maachen et ganz präzis, kommt, mir maachen et fir d'nächst Joer 2020, datt mer se fäerdeg hu fir déi Diskussioun iwwert d'Aussepolitik hei an der Chamber, an da kommt, mer probéieren, iwwert déi aussepolitesch Strategien e Konsens ze fannen, well dat géif eis Aussepolitik, dat géif Iech, Här Ausseminister, stäerken, fir dobaussen d'Positioun vu Lëtzebuerg ze vertrieden!

Här Ausseminister, mir kënne mat villes d'accord sinn, wat Der gesot hutt. Mir plädéieren haut fir eng kloer Strategie, well mer als Lëtzebuerg net alles kënne maachen, well eis Moyene limitéiert sinn a well mer mengen, datt dat formidabelt Instrument, wat d'Lëtzebuerger Diplomatie ass, esou konzentréiert, esou effizient, esou geziilt wéi méiglech am Interêt vum Land soll agesat ginn. Dorëms geet et eis.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Här Minister, Exzellenzen: Liewe mer an enger onsécherer a geféierlecher Zäit? Dës Fro muss ee leider mat Jo beäntwerten. An dach muss een awer och relativéieren. Gouf et iwwerhaapt schonn Epochen an der Mënschheet, wou Fridde keen eidelt Wuert a Krisen inexistent op dëser Welt waren?

Wann een e Bléck an d'Geschichtsbicher gehäit, da gëtt et engem schnell kloer, datt een oft d'Gefill huet, d'Mënschheet kéint net ouni Krisen an net ouni Problemer auskommen. Esou schwéier och déi Period vun elo ass, trotz deene villen internationale Problemer, déi et gëtt, mengen ech awer soll een net hoffnungslos an d'Zukunft kucken, et soll een net defätistesch sinn. A mir sinn et virun allem eiser Jugend schëlleg, datt mer mat vill Engagement och an d'Zukunft kucken a versichen, déi vill Problemer ze léisen.

Symptomatesch fir d'Ugespaantheet an dëser Zäit ass ouni Zweifel d'Kënnegung vum INF-Vertrag, wou et also ëm de Verbuet vu landgestützten atomare Mëttelstreckerakéite geet, wéi dat jo deemools am Washingtoner Vertrag vun 1987 zréckbehale gi war, dee jo deemools tëschent dem President Reagan an dem Michael Gorbatschow ënnerschriwwe gi war.

Ëmmerhi goufen och an der Zäit elo 2.692 russesch an amerikanesch Mëttelstreckerakéiten zerstéiert. Wann dee Vertrag elo sollt tatsächlech den 2. August Geschicht sinn, da wier dat en enorme Réckschlag fir d'Friddenspolitik insgesamt. An et muss ee fäerten, datt dann erëm eng gewësse Rüstungsspiral wäert asetzen. Et fillt ee sech da vläicht erëm zréckversat an d'70er, an d'80er Joren, wou Terme wéi Pershing II oder wéi Star Wars d'Zeitungen an och d'Aktualitéite beherrscht hunn.

D'Méiglechkeet vun engem drëtte Weltkrich oder vun engem atomare Weltkrich deemools war relativ grouss. An d'Fro muss gestallt sinn: Si mer erëm op deem Niveau ukomm? Den NATO-Generalsekretär Jens Stoltenberg ass jiddefalls der Meenung, wa Russland hei elo net nogëtt an de Vertrag net respektéiert, da géif an Europa souguer de Risiko steige vun engem begrenzten Atomkrich. Ech mengen, dat sinn natierlech Perspektiven, déi engem extrem ze denke ginn.

Et gëtt geschat, datt de Moment nach ronn 100 Atomwaffen an Europa stationéiert sinn, dat op NATO-Stützpunkten an der Belsch, an Holland, an Italien an och an Däitschland. Derbäi kéimen nach 70 US-Nuklearwaffen an der Tierkei an da sollen och nach 200 brittesch respektiv 300 franséisch Atomsprengkäpp dorëmmer positionéiert sinn. Ech bezéie mech hei bei deene Statistiken, bei deene Chifferen op en Artikel vun der Online-Zeitung „Reporter", dee kierzlech publizéiert gi war.

Op Initiativ vun Däitschland soll jo dann och elo eng Kontrollrüstungskonferenz organiséiert ginn. An och datselwecht Däitschland huet sech derfir hierginn, fir a senger Qualitéit als leedend Land vum UNO-Sécherheetsrot eng offensiv Roll anzehuelen, fir déi Problematik hei an de Grëff ze kréien. An ech mengen och, datt et evident ass, datt e Land wéi Lëtzebuerg och do an der éischter Rei muss stoen.

Iwwerhaapt muss ee feststellen, wann ee sech e bësselche mat der Problematik ofgëtt, datt mer de Moment erëm an enger Zäit sinn, wou staark opgerüst gëtt. Virun allem China ass doranner ganz aktiv. Am chineesesche Budget vun 2019 ass zum Beispill eng Steigerung vu 7,5 % bei den offizielle Verteidegungsausgabe virgesinn. Am Ganze sinn dat 156 Milliarden Euro. Sou sollen ënner anerem bis d'Joer 2035 sechs Flugzeugträgerkampftruppen opgebaut ginn. Am Verglach allerdéngs, Amerika gesäit fir dëst Joer ëmmerhi 631 Milliarde vir. Dat schwedescht Friddensfuerschungsinstitut SIPRI geet allerdéngs dovun aus, datt déi real chineesesch Ausgaben am Militärberäich ëm 50 % méi héich géife leien, wéi dat eben elo hei affichéiert gëtt.

Déi chineesesch Statsmedien, déi loosse jo natierlech och keng Geleeënheet aus, fir awer drop hinzeweisen, wat fir eng Progrèsen datt se an der Rüstung gemaach hunn. An esou goufen zum Beispill och kierzlech Videoopname vun der Mëttelstreckerakéit DF-26 gewisen, déi de ganz speziellen a villverspriechende Bäinumm „Carrier Killer" huet, well se eben och Flugzeugträger treffe kann.

Den 1. Oktober, wann déi grouss Militärparad zu Peking ass, wann de 70. Grënnungsjubiläum vun der Volleksrepublik China gefeiert gëtt, da kann ee sech jiddefalls drop astellen, datt do wahrscheinlech wäerte Waffe vun där modernster Gattung presentéiert ginn.

Jiddefalls muss awer hei ënnerstrach ginn, datt net China eleng hei elo am Fokus soll stoen an datt ee China eleng soll responsabel maache fir déi Rüstungsspiral, déi ouni Zweifel erëm agesat huet. Leider ass och net ausgeschloss jiddefalls, datt dës Oprüstungswut, kann ee scho bal soen, eng Brems wäert an Zukunft duerstellen, wat den allgemenge Friddensprozess ubelaangt, an datt de Kale Krich riskéiert, eng gewësse Renaissance ze feieren. Dat wier natierlech leider e ganz grousse Risiko fir d'Weltgemeinschaft. Jiddefalls, esou ee Réckfall muss ouni Zweifel verhënnert ginn an eng onwesentlech Roll, kann ee mat Sécherheet hei soen, fält do mat Sécherheet net der Europäescher Unioun zou, ganz au contraire, si muss eng aktiv an eng wesentlech Roll spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëscht vun deene Länner, wou et de Moment kriselt, ass laang, vill ze vill laang. Den Ausseminister huet gëschter op ganz vill Plazen higewisen. Et gëtt bal kee Kontinent méi, deen net vun iergendenger Kris verschount gëtt. Et gëtt allerdéngs e puer Plazen, déi eis och als Lëtzebuerger musse spezifesch interesséieren, well mer awer direkt oder indirekt dermat ze dinn hunn.

Ech denken hei virun allem emol un den afrikanesche Kontinent. Do huet een e bëssen d'Gefill: Wann ee Feier bis geläscht ass, dann ass schonn erëm een anert amgaangen ze entstoen. Huele mer zum Beispill d'Sahelzon, do, wou et zënter Jore scho staark brodelt!

Ech muss hei op de G5-Grupp hiweisen, deen allerdéngs elo verstäerkt versicht, géint Terrorentwecklunge virzegoen. De G5, wéi gesot, dat sinn d'Länner Mali, Burkina Faso, Niger, Mauretanien an den Tschad.

Besonnesch eben d'Terrorgrupp Boko Haram huet an deene leschte Jore fir ganz vill Leed, fir ganz vill Misär gesuergt. An et sinn och Dschihadisten, déi virun allem a Mali ganz aktiv sinn. Déi hu jo och den Accord vun Alger net ënnerschriwwen. An dofir gouf och an deem Land den État d'urgence bis den 31. Oktober verlängert.

Ech war virun e puer Deeg nach zu Dschibuti an enger Reunioun vun der Frankofonie. Do waren och Vertrieder vu Mali do. Ech kann Iech soen: Dat, wat déi eis als Perspektiv do virgeluecht hunn iwwert d'Entwécklung vun hirem Land, ass ganz schlëmm, ganz extrem. Si fäerten näämlech, datt déi Konflikter, déi de Moment am Norde vum Land sinn, Iwwerhand kënnen huelen iwwert d'ganzt Land. Jiddefalls riskéiert Mali och, en neie grousse Problem ze kréien.

Wa mer schonn an Afrika sinn, si mer och séier am Norde vun Afrika, an zwar an Algerien. Do hu mer matkrut, datt an deene leschte Wochen dach staark Protester waren, gréisser Manifestatiounen. Hei ass et drëms gaangen, fir dem schwéier kranken 82-järege President Bouteflika bäizebréngen, datt en net méi fir eng fënneft Period sollt untrieden. Dat huet en entre-temps och agesinn. En huet och ugekënnegt, datt en net méi Kandidat soll sinn, mä - mä! - et däerf een awer net vergiessen, en huet awer gläichzäiteg hannendru gesot, datt d'Wahl soll verréckelt ginn.

Ech fäerte jiddefalls, datt déi Oprouen - kann ee scho bal soen -, déi an deene leschte Woche stattfonnt hunn, elo net wäerten ophalen, well dee Manöver, deen hei vum Här Bouteflika an d'Wee geluecht ginn ass, ouni Zweifel derzou wäert bäidroen, datt och an Zukunft nach Algerien e klengt Polverfaass wäert duerstellen. An et kann een nëmmen hoffen, datt et do net zu schlëmmeren Ausenanersetzunge wäert kommen. Et muss een nach eng Kéier drun erënneren, datt et am Arabesche Fréijoer 2011 deemools jo och schonn an Algerien zu Opstänn komm war. Allerdéngs konnt de Regimm net gestierzt ginn.

Haut ass dat natierlech ganz anescht. A wat bemierkenswäert ass, dat ass, datt déi Protester, jiddefalls vun de Protestanten hier, ëmmer friddlech waren an datt dat och hoffentlech wäert an deenen nächste Wochen esou bleiwen. Jiddefalls, et ass ze fäerten, datt sech an Algerien an deenen nächste Wochen an Deeg nach eppes wäert dinn.

Ech wëll och hei de bekannten algeresche Schréftsteller, de Kamel Daoud, zitéieren, deen hat am „Monde" vum leschte Méindeg eng ganz Tribün an huet ënner anerem d'Situatioun a sengem Land verglach mat engem Palais. En huet geschriwwen: « (...) palais peuplé de courtisans, de clans, de clowns et de courtiers. » Ech mengen, dat seet ganz villes aus, wéi de Moment dee Regimm do fonctionnéiert.

D'lescht Joer hat ech op dëser Plaz och scho vun engem Land geschwat aus Südamerika: vu Venezuela. Et hat ee gehofft, datt sech och do d'Situatioun vläicht géif arenken. Dat ass leider net de Fall. Se huet sech net verbessert, au contraire, se huet sech verschlechtert. Et muss een och zu dësem Zäitpunkt soen, datt Venezuela nach ëmmer um Rand vun engem Biergerkrich steet, och wann d'Hoffnung ëmmer méi grouss gëtt, datt de Regimm Maduro lues a lues op en Enn kënnt.

De Juan Guaidó fënnt vill international Ënnerstëtzung. Et ass virdrun hei scho gesot gi vu mengem Virriedner, datt och d'Lëtzebuerger Regierung sech hannert de Juan Guaidó gestallt huet. An ech mengen, dat war och e wichtegt Signal, net nëmme vun der Lëtzebuerger Regierung aus, mä virun allem och vun enger ganzer Rei vu Länner aus der Europäescher Unioun. Dat gëtt natierlech Réckewand fir dee Personnage, deen awer elo d'Méiglechkeet huet, vläicht dann an deem Land elo eng méi demokratesch Gesënnung zréckzebréngen.

Jiddefalls, e wierkleche Remaniement kann duerch de Personnage vum Juan Guaidó méiglech ginn. An dowéinst ass et och richteg, datt mir als Unioun respektiv och als Lëtzebuerg dee Prozess do wäerten ënnerstëtzen.

Et däerf een natierlech net vergiessen, datt Venezuela tëschent zwou Fronte steet. Mir hunn engersäits d'USA, mer hunn anerersäits och Russland. Déi béid Länner hunn hir gewëssen Interessen. An et däerf een och net vergiessen, datt den Afloss vu Kuba och nach ëmmer grouss ass a Venezuela. Jiddefalls, iergendwéi läit nach ëmmer eng gewëssen explosiv Mëschung op deem Land. An et kann een nëmmen hoffen, datt et net zur Katastroph kënnt an datt och den Här Maduro bereet ass, fir Verhandlungen anzegoen.

Déi bescht Léisung wieren natierlech Neiwahlen. Da kréich d'Vollek jiddefalls d'Geleeënheet, fir seng Opinioun auszedrécken. Allerdéngs sinn d'USA a priori dergéint, soulaang de Maduro nach um Rudder ass. Dee misst also prioritär fir d'Eischt demissionéieren. Sollt et natierlech zu virgezunnenen Neiwahle kommen, dann dierft eppes ganz kloer sinn: Da musse massiv Wahlbeobachter a Venezuela delegéiert ginn, fir datt ebe verhënnert géif ginn, datt déi Wahlen och géife verfälscht ginn.

Ech muss allerdéngs hei och op de Thinktank „International Crisis Group" hiweisen, dee mengt, wann et zu Neiwahlen a Venezuela kéim, da géif déi Virbereedung mindestens néng Méint bis e Joer daueren. A mir wëssen och, wat dat alles géif heeschen.

Zënter dem Mäerz 2011, also sinn et elo just néng Joer hier, gëtt a Syrien gekämpft. Wie gemengt hat jiddefalls, dëse Biergerkrich kéim da vläicht lues a lues op en Enn, huet sech leider geiert. Bis elo goufen 360.000 Doudeger gezielt. Och wann 2018 vläicht e manner bluddegt Joer war wéi déi Jore virdrun, esou koumen awer nach ëmmer ronn 20.000 Leit ëm d'Liewen, dorënner 6.500 Zivilisten an, wat vill méi dramatesch, vill méi schlëmm ass, 1.437 Kanner.

Gekämpft gëtt jo de Moment virun allem nach an der Provënz Idlib. An d'Annonce vum President Trump am leschten Dezember, déi amerikanesch Truppen ofzezéien, huet d'Situatioun mat Sécherheet net an där Regioun do verbessert. Jiddefalls gëtt elo gefaart, datt d'Amerikaner vläicht de Russe respektiv den Iraner d'Feld géifen iwwerloossen.

Elo ass jo eng drëtt international Konferenz zu Bréissel amgaangen iwwert d'Bün ze goen, fir ze kucken: Wéi kënne mer Syrien hëllefen? Wéi kënne mer dat Land erëm zréckféieren an eenegermoosse geuerdnet Bunnen? Eppes ass ganz kloer an, ech mengen, d'Europäesch Unioun huet dat ënnerstrach, an zu Recht: datt net ka mam Regimm Assad hei verhandelt ginn, well en eben ze vill Violatioune géint elementar Mënscherechter an all deene Jore gemaach huet. An dowéinst ass et och richteg, datt keng Vertrieder vun der Regierung aus Syrien um Dësch sëtzen zu Bréissel respektiv awer och keng Vertrieder vun der Oppositioun.

D'EU ass natierlech zum Deel och an engem Dilemma. Mir wëssen, datt Länner wéi Jordanien, wéi d'Tierkei a Libanon ganz vill Flüchtlingen aus Syrien opgeholl hunn, eng ronn 5.600 Milliounen (veuillez lire: 5,6 Milliounen). Mir wëssen awer och, datt ënnert deene Flüchtlingen net nëmme brav Leit sëtzen. An d'EU kann natierlech do op eng Manéier awer net hir Ënnerstëtzungen ofbriechen dowéinst, op där anerer Manéier wëssentlech awer och, datt gegebenenfalls verschidde Stréimungen do ënnerstëtzt ginn, déi net ënnerstëtzt solle ginn. An awer, mengen ech, am Endeffekt soll d'EU weiderhin och deenen dräi Länner op logistesch an op aner Manéiere Secours ginn.

Déi humanitär Hëllef och a Syrien selwer ass weiderhi ganz wichteg, zum Beispill am orientalesche Ghouter (veuillez lire: Ghuta). Oder och: Laut der UNO liewen de Moment ënnert de 5,6 Millioune Flüchtlingen, déi bei der HCR enregistréiert sinn, 1 Millioun Kanner, déi duerch déi Deplacementer vun deene Leit entre-temps och gebuer gi sinn.

D'Caritas schwätzt am Ganze vun 13 Millioune Leit, déi op humanitär Hëllef ugewise sinn. An de Regimm vum Baschar al-Assad, dee jo zënter dem Juli 2000 un der Muecht ass, sëtzt awer nach ëmmer staark am Suedel. An d'Enn vum Biergerkrich, vun deem mer gehofft haten, datt e vläicht op en Enn kënnt, zeechent sech jiddefalls de Moment nach guer net of an en ass nach ëmmer e ganz grousse geféierleche Punkt, wou sech nach eppes vill méi Dramatesches kéint entwéckelen, well mer jo awer och wëssen, datt hei zwou Groussmuechten - Russland op där enger Säit, d'USA op där anerer Säit - och Interesse hunn. An dann ass de Rôle vun der Tierkei natierlech och net ze ënnerschätzen, virun allem wéinst der Problematik mat de Kurden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Januar vun dësem Joer huet eist Land jo eng duebel Presidence, kann ee soen: d'Benelux-Presidence.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Wann de Benelux och eng kleng Struktur ass, ...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser et hilarité)

... esou ass et awer eng net onwesentlech. Ech mengen, de Benelux gëtt oft duergestallt als de Laboratoire vun der Europäescher Unioun oder als de Precurseur vun der Europäescher Unioun, a béid Terme si mat Sécherheet net falsch op der Plaz. Eppes ass kloer: Zënter 1944, wou et de Benelux gëtt, huet dat sech net nëmme fir eist Land ausbezuelt, huet dat sech net nëmme fir déi dräi Länner ausbezuelt, mä ech géif och souguer esou wäit goen: Et huet sech jo och fir d'Europäesch Unioun ausbezuelt. An et kann ee soen, datt d'Zesummenaarbecht vun deenen dräi Länner de Moment quasi optimal ass.

D'Presidence vum Ministerrot huet sech iwwregens ganz vill virgeholl. An um Niveau vun der Assemblée ginn d'Schwéierpunkter vun eiser Presidence op d'Mobilitéit vun de Frontalieren,

hir sozial Rechter, an op de Klimaschutz, d'Gewalt géint d'Fraen an och d'Biolandwirtschaft geluecht.

Ech wëll och hei drun erënneren, datt den nächste Weekend hei an dësem Sall déi éischt Plenière dann och ënner Lëtzebuerger Presidence wäert stattfannen. Jiddefalls, et ass wichteg, datt eist Land sech och weiderhin als verlässleche Partner vum Benelux presentéiert.

A gëschter huet den aktuelle President vum Ministerrot vum Benelux, den Här Minister Jean Asselborn, jo dem President vun der Assemblée e flotten Dialog ugebueden. Här Minister, ech kann dann och soen, datt de President vun der Assemblée sech gradesou drop freet, och mat lech den Dialog dann an deem nächste Joer ze féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, tëschent dem 23. an dem 26. Mäerz gëtt en neit Europaparlament gewielt, an dat hoffentlech a 27 europäesche Staten. An et si jo net wéineg Observateuren - an ech gehéieren och derzou -, déi der Meenung sinn, datt et wahrscheinlech déi wichtegst Wahl ass, zënter datt d'Europäescht Parlament direkt gewielt gëtt, also zënter dem Juni 1979.

(Interruption)

Effektiv - an dat muss een hei esou soen -, d'Europäesch Unioun steet de Moment e bësse méi op engem wackelege Fundament. An dofir mussen och all Hiewel a Bewegung gesat ginn, fir dat Fundament erëm ze festegen. Europa ass ze wichteg, fir et opzeginn; et ass ze wichteg, fir datt dat Haus Europa géif astierzen.

Mä zwee Beispiller illustréieren, wéi u sech elo de Moment awer d'Atmosphär an der Europäescher Unioun ass.

Zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich war et nach ni virkomm, datt en europäescht Land säin Ambassadeur an engem aneren europäesche Land huet missen zréckzéien. Mä leider war dat de leschte 7. Februar eriwwer. Dunn huet Frankräich misse säin Ambassadeur aus Italien zréckzéien, well déi Hären Di Maio, de Chef vun der Fënnef-Stäre-Bewegung, an den Här Salvini, den Innenminister aus Italien, awer mat hiren Aussoen d'Faass ouni Zweifel zum Iwwerlafe bruecht haten.

Dann eng zweet Aktioun, déi awer och munches ausseet, dat war déi berüümt-berüchtegt Plakataktioun vum Här Orbán aus Ungarn. Datt e Statsmann wéi den Här Orbán - an ech soen dat awer an aller Däitlechkeet hei - sech op engem esou déiwen Niveau beweegt, léisst awer déif blécken.

Et schéngt elo souguer, wéi wann awer och an der EVP d'Meenung sech géif wierklech dann duerchsetzen, datt den Här Orbán mat senger Fidesz misst aus der EVP ausgeschloss ginn, obwuel een elo haut erëm an der Press e bëssen eppes aneres konnt liesen. Ech si jiddefalls iwwerzeegt, datt d'EVP net wäert de Courage hunn, fir virun den Europawahlen do nach eppes ze ënnerhuelen.

Mä jiddefalls, dës zwee Beispiller si stellvertriedend fir eng Rei aner Akten, déi ënner Partner allerdéngs intolerabel sinn, déi och net an enger Unioun däerfe virkommen. Et spiert een, datt de Moment um Niveau vun der Europäescher Unioun sech zwee Gesellschaftsmodeller amgaange sinn, erauszekristalliséieren: engersäits d'Progressisten, déi méi Europa wëllen, déi méi eng Verdéiwung vun der Europäescher Unioun wëllen, anerersäits d'Nationalisten, déi erëm méi de Repli op sech selwer an de Vierdergrond wëlle stellen.

D'Antieuropäer aus Zentraleuropa, ënnerstëtzt da vun hiren italienesche Cousinen, déi wëllen dat sougenannt „Diktat aus Bréissel" net méi akzeptéieren. Si wëllen och déi franséisch-däitsch Achs schwächen. Si wëlle se quasi ersetzen duerch eng italienesch-polnesch Achs. An ech géif soen, datt sech d'Zukunft vun der Europäescher Unioun tëschent deenen zwou Attitüden do wäert entscheeden.

Natierlech dréit och d'Fiskalitéit zu Spannunge bäi. Mir wëssen, datt och do e gewëssenen Drock op Lëtzebuerg laascht. Ech wëll déi Fro vun der Unanimitéit net hei elo verdéiwen, obwuel mer wahrscheinlech och an der Zukunft net wäerten derlaanscht kommen als Lëtzebuerg, fir do eng Kéier nach méi kloer Faarf ze bekennen.

Datt och elo e Land wéi Frankräich eege Weeër geet an der GAFA-Tax, och dat léisst awer munches duerchblécken. Obwuel d'OECD jo souwisou der Meenung ass, datt esou eng Tax weltwäit agefouert soll ginn - an et sinn de Moment schonn 127 Länner, déi sech derfir ausgeschwat hunn -, huet Frankräich dann awer säin eegene Wee elo gewielt.

Mä ech hunn et virdru schonn ënnerstrach: Grad elo, grad an dësen Zäiten ass et awer wichteg, datt mer Courage weisen, och contre vents et marées, datt mer Courage weisen, datt mer eis musse fir Europa asetzen! An et ass jiddefalls, mengen ech, och iwwerflësseg, hei nach eng Kéier ze rappeléieren, datt ech enger Partei ugehéieren, déi eng ganz proeuropäesch Approche huet, déi natierlech och weess, datt an Europa munches muss geännert ginn, mä déi awer d'Europäesch Unioun zu kengem Moment a Fro stellt, an déi iwwerzeegt ass, datt mer an Zukunft mussen nach vill méi op e staarkt a gëeent Europa setzen.

Hei zu Lëtzebuerg ass elo kierzlech och e Sondage gemaach ginn, wéi d'Leit zu der Europäescher Unioun stinn. Ronn 56 % hunn do mat enger positiver Äntwert opgewaart. Elo kann ee soen: 56 % ass eng Majoritéit. Ech mengen allerdéngs net, datt esou ee Resultat soll zu grousser Euphorie Ulass ginn. Et weist jiddefalls, datt och hei zu Lëtzebuerg nach musse grouss Efforte gemaach ginn, fir de Bierger an eisem Land awer nach eng Kéier kloerzemaachen, datt Lëtzebuerg nëmme groussginn ass duerch e vereent Europa an datt Lëtzebuerg nëmmen eng geséchert Zukunft huet, wa mer eis gemeinsam fir d'europäesch Wäerter asetzen.

Et ass och duerfir erfreelech, datt een awer elo och op verschiddenen Niveauen ëmmer méi Stëmmen héiert, déi sech fir en Europa asetzen, déi souguer vun enger Renaissance vun der Europäescher Unioun schwätzen. Ech denken natierlech och hei un déi verschidde Publikatiounen, déi de franséische President Emmanuel Macron elo an deene leschten Deeg a villen europäeschen Zeitunge gemaach huet.

Sécher, et muss een net mat alle Punkte vun him d'accord sinn! Ech spieren och verschidde Mol heiansdo en ze vill staarke Protektionismus eraus. Gëschter huet den Här Minister op den Aspekt vu Schengen higewisen, wou ech och ganz senger Meenung sinn, wou ee vläicht net onbedéngt um Här Macron senger Säit ka sinn.

Mä wat wichteg ass, dat ass, datt awer grad aus Frankräich eng Stëmm kënnt, déi sech fir e staarkt Europa asetzt. An ech mengen, et brauch een och net un den iwwerzeegten Iwwerleeunge an éierlechen Iwwerzeegunge vum Här Macron hei ze zweifelen. Den Här Macron huet säi Wahlkampf - dat muss een awer och emol nach eng Kéier hei soen - deemools mat enger proeuropäescher Approche gemaach an en huet d'Wahle gewonnen.

Elo, wou e jo awer och a sengem eegene Land extrem ënner Beschoss steet, zéckt en awer net - mir wëssen, datt natierlech och Wahle virun der Dier stinn, an awer -, de Courage opzebréngen, sech an dësen Zäiten elo viru sengen eegene Wieler fir Europa auszeschwätzen. Dat soll een awer hei ënnersträichen.

An datt déi Aussoen, déi vum franséische President gemaach ginn, op vill fruchtbare Buedem falen, fannen ech och ganz gutt, besonnesch och an Däitschland, och wann een haut vun der Madamm Kramp-Karrenberger erëm aner Téin konnt héieren. Mä bon, doriwwer kann een och gedeelter Meenung sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Karrenbauer!

M. Gusty Graas *(DP).*- Kommt Dir nach op déi zréck?

M. André Bauler *(DP).*- Karrenbauer, net Karrenberger.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, do kéint een och nach munches soen.

Jiddefalls eppes ass kloer: Wann d'Achs Paräis-Berlin fonctionnéiert, da fonctionnéiert och Europa. Et brauch een nëmmen nach eng Kéier zréckzegoen: 1870, 1914, 1940, do huet déi Achs net fonctionnéiert an d'Konsequenze si jo bekannt.

Et ass evident, wa mer iwwer Europa schwätzen - an et ass kloer, mengen ech, datt déi Interventioune vun haut sech natierlech prioritär wäerten dorobber fixéieren -, da kënnt een och net laanscht dat, wat eis nach am meeschten de Moment an Otem hält, dat ass natierlech de Brexit, wou jo bal all Dag erëm nei Momenter entstinn. Den Owend ass jo dann erëm en drëtte Vott. Da musse mer emol kucken, wat d'Engländer den Owend erëm wëlles hunn.

Jiddefalls, gëschter gouf sech dann emol erëm eng Kéier géint en No-Deal ausgeschwat; wat ëmmer dat och bedeit. Da ginn ech dervun aus, datt haut eng Verlängerung wäert ugefrot ginn, mä da mussen d'Engländer awer och emol eng Kéier klipp a kloer soen, wat se dann dorënner verstinn a wat se dann och wierklech wëllen, wann et elo sollt zu enger Verlängerung kommen.

Ech hunn de Moien nach den Här Barnier an der Press héieren, dee sech awer och ganz reservéiert ausgedréckt huet, an zu Recht. Et ass laang verhandelt ginn, et ass laang diskutéiert ginn. Iergendwéi musse mer awer elo eng Kéier zu engem Enn kommen, well et ass fir déi zwou Parteien net vu Virdeel, wa mer net eng Kéier e klore Schlussstréch zéien.

Et sinn u sech nach 16 Deeg bis zu deem fatalen Datum, wann d'Scheedung da soll definitiv a Kraaft trieden. Den 30. Mäerz jiddefalls rabbelt de Wecker. An hoffentlech gi mer dann net aus engem Albdram erwächt. Jiddefalls, et misst scho bal e Wonner kommen, wann et hei nach zu engem wierkleche Revirement géif kommen.

Wann et bei engem No-Deal géif bleiwen, dat wier extrem schued. An dat wier net gutt, wéi gesot, fir déi zwou Parteien.

Ech wëll awer ganz kloer hei betounen, wann et da wierklech sollt zu enger Scheedung kommen, da géif dat ëm Gottes Wëllen net heeschen, datt Groussbritannien muer da Partner wéi all déi aner ronderëm wier. Neen, Groussbritannien bleift a muss och an Zukunft fir eis de privilegéierte Partner bleiwen! Et däerf een net vergiessen: Groussbritannien ass ëmmerhin nach Member vun der NATO an och nach vun anere wichtegen internationalen Organisatiounen.

Dann däerf ee jo och net vergiessen: Op Basis vun den Artikelen 216 a folgende vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU kënne jo och nach bilateral Verträg ënnerschriwwe ginn.

Lëtzebuerg jiddefalls huet do scho seng Verantwortung iwwerholl. Mir sinn amgaangen, op villen Niveaue spezifesch legislativ Aarbecht ze maachen, fir deene brittesche Bierger, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, beschtméiglech Konditiounen ze bidden, wann et sollt zu engem No-Deal kommen oder wann, wéi gesot, de Brexit bis definitiv ass.

Net méi spéit wéi gëschter Moien hate mer nach eng Reunioun um Niveau vun der Fonction publique, fir datt déi plus ou moins 45 brittesch Leit, déi virun allem am Enseignement täteg sinn, awer d'Méiglechkeet nach solle kréien, och iwwert den 1. Abrëll eraus hirer Aarbecht nach kënnen nozegoen. Dat ass net nëmmen am Interêt vun deene Leit, mä et ass och an eisem Interêt. An et däerf een net vergiessen, et geet hei virun allem och ëm Mënschen, et geet virun allem awer och ëm Leit, mat deene mer e laange Wee zesumme gaange sinn. Dowéinst, wann dee Brexit dann eng Kéier a Kraaft triede sollt, däerf dat ënner kengen Émstänn heeschen, datt d'Britte vun haut op muer net méi eis Frënn solle sinn.

Wéi soll dann elo an Zukunft eng Europäesch Unioun ausgesinn, déi jo dach awer ugeschloen ass? Op déi Froe musse mir als Politiker natierlech och Äntwerte liwweren. Déi Froe gi jo och dobausse vun de Bierger gestallt, an dat zu Recht, wat och gutt ass.

Ech mengen, den EU-Bannemaart, dat ass ganz kloer, ass déi gréissten Errungenschaft, déi mer gemaach hunn. Déi muss och an Zukunft weider verdéift ginn an och ganz kloer verdeedegt ginn. Da stellt sech natierlech och d'Fro vun der Erweiderung, obwuel déi vläicht müüsseg ze stellen ass de Moment an enger Period, wou Europa vill mat sech selwer beschäftegt ass.

An ech soen och ganz kloer am Numm vu menger Partei, datt mir et zu dësem Zäitpunkt net als opportun ugesinn, fir elo Demarchen ze maachen, fir d'Europäesch Unioun nach ze erweideren. Dat gëllt souwuel fir d'Tierkei wéi och fir d'Balkanstaten. Obwuel et natierlech zwee Länner ginn, Serbien a Montenegro, déi u sech bis d'Joer 2025 jo scho gewësse Konzessioune vun der Kommissioun gemaach kruten. Mä et ass de Moment jiddefalls net gutt, fir sech elo u sech an deem Prozess nach weider ze aktivéieren.

Iwwer Serbien kann een natierlech och gedeelter Meenung sinn. Mir wëssen, datt och Serbien eng gewësse Sympathie fir Russland entwéckelt huet. Et si Leit, déi gesi Serbien souguer éischter als natierleche Partner vu Russland un, bedéngt och duerch déi slawesch Wuerzelen an dann och bedéngt duerch eng gewësse gemeinsam Kultur.

Dat soll allerdéngs elo net heeschen, datt mir an Zukunft déi Länner och als privilegéiert ugesinn (veuillez lire: déi Länner net och als privilegéiert Partner ugesinn). Mä mir sollen, au contraire, op déi Länner zougoen. Mir sollen esou wäit wéi méiglech och Kooperatioune mat hinne maachen, bis op d'Institutiounen (veuillez lire: d'EU-Institutiounen), do verwiere mer eis, datt se den Zougang elo sollte kréien.

Mir wëssen och, datt et nach aner Länner ginn an Osteuropa, déi bereet sinn, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen. Ech denken zum Beispill u Georgien. Ech denken dann awer och u méi e klengt Land, u Moldawien.

Elo kann ee soen, Moldawien, wat als d'Aarmenhaus vun Europa duergestallt gëtt, ass oninteressant fir eis als Europäer. Dat soll een allerdéngs op den zweete Bléck net méi esou gesinn, well et besteet eng enk Verbindung tëschent Moldawien a Rumänien. A mir wëssen och, firwat datt den Transnistrien-Konflikt entstanen ass. Dat war, well eben d'Moldawier deemools decidéiert haten, datt d'rumänesch Sprooch sollt d'Haaptsprooch ginn.

An de 24. Februar waren elo Wahlen a Moldawien an déi hunn u sech e gewëssene Status quo ervirbruecht mam Resultat, datt dat Land hin- an hiergezunn ass tëschent Russland engersäits an der Europäescher Unioun anerersäits. Mir musse jiddefalls de Bléck als Europäer weiderhin an deen Eck halen, well et ass net auszeschléissen, datt sech och do nach munches an deenen nächste Jore wäert entwéckelen.

Eppes ass fir eis jiddefalls ganz kloer: Wa mer iwwer nei Länner schwätzen an der Europäescher Unioun, da mussen an Zukunft vill méi streng Kritäre gëllen. D'Kritäre vu Kopenhagen si jiddefalls eppes Elementares, mä déi musse méi streng applizéiert ginn.

En neie Kandidat muss evidenterweis déi fundamental Wäerter vun der Europäescher Unioun respektéieren, besonnesch natierlech wat d'Norme vun engem Rechtsstat ubelaangt: de Respekt vu Minoritéiten, déi fräi Meenungsäusserung an natierlech och déi reliéis Fräiheet.

Mir si ganz kloer der Meenung, wann e Land déi Wäerter violéiert, da mussen an Zukunft och Sanktioune méiglech sinn. Et kann net sinn, datt ee Land - a mir hunn der leider zwee, dräi de Moment -, dat sech do, kann ee scho bal soen, de Batty stellt an deem Sënn, ongestrooft kann dovukommen. Och do muss nogeduecht ginn, wéi mer esou Länner an Zukunft awer och sanktionéiere kënnen, sief dat souguer hi bis datt eng temporär Suppressioun vun engem Droit de vote am Conseil géif kommen.

An dësem spezifesche Fall natierlech, an da sinn ech erëm bei der Unanimitéit, an dësem spezifesche Fall misst een natierlech dann iwwert d'Unanimitéit nodenken, well soss kënne mer dat net erreechen, datt ee gegebenenfalls Sanktioune kéint ausspriechen.

Mir mussen natierlech och oppassen, datt innerhalb vun der Europäescher Unioun de Gruef tëschent Aarm a Räich net nach méi grouss gëtt. Virun allem och de Mëttelstand muss am Viséier bleiwen, well wann de Mëttelstand sech bis eng Kéier radikaliséiert, da kann ee ganz schwéieren Zäiten entgéintgoen.

An ech mengen, Frankräich huet do en éischte Virgeschmaach geliwwert, iwwerhaapt déi ganz Entwécklung vun de Gilets jaunes, déi ee vläicht am Ufank e bëssen ënnerschat huet, déi de leschte Samsdeg fir d'17. Kéier op de Stroosse waren. Ech wëll mech elo net ze vill an déi ganz innerfranséisch Aktivitéiten do amëschen. An trotzdeem kënnen och esou Saachen eis net kalloossen. Et ass ëmmerhin awer nach en Nopeschland.

A wann een dann och gesäit, datt esou Gestalte wéi de Steve Bannon do matmëschen, déi nëmmen als Zil hunn, datt doduerch d'Reie vun de Rietspopulisten nach méi grouss solle ginn, da muss een allerdéngs ganz alerte sinn.

Natierlech muss een an enger Demokratie ëmmer respektéieren, an dat ass en elementaart Recht, ëmmer seng Meenungsfräiheet ze behalen, se och kënnen op der Strooss dobaussen ze aktivéieren (veuillez lire: Natierlech muss een an enger Demokratie ëmmer dat Recht respektéieren, an dat ass en elementaart Recht, datt jiddweree seng Meenungsfräiheet behält a se och op der Strooss dobaussen aktivéiere kann). Awer et gëtt och Grenzen. A wa bis Gewalt am Spill ass, da muss awer och d'Fro gestallt ginn, awéifern datt esou Entwécklunge musse gebremst ginn. A spéitstens wa privaten an ëffentlechen Eegentum violéiert gëtt, da muss awer de Spaass ophéieren.

Fir d'Fransouse war dat natierlech eng immens kruzial, eng ganz wichteg Fro: Kënne mer Gewalt mat Gewalt beäntwerten? Frou kann ee sinn, datt déi Eskalatiounen, déi vill ze vill wäit zwar gaange sinn, net nach méi grouss Ausmoossen ugeholl hunn, well soss fäerten ech, hätte mer do ganz no bei engem Biergerkrich gestanen.

Et gëtt natierlech nach vill aner Länner, wou och eng ugespaant Atmosphär ass. A wat eis natierlech och Gedanke mécht, dat ass, datt och vun amerikanescher Säit oft do e bësse gehollef gëtt, Uelech an d'Feier ze werfen, wat net ze akzeptéieren ass. Jiddefalls vill Engagementer an Obligatiounen aus deene leschte Jore bestinn net méi, well d'Amerikaner se opgekënnegt hunn. Ech denken un d'OMC, ech denken un d'NATO, ech denken un d'Klimaaccorden, den Nukleäraccord, wou d'Amerikaner sech entweder zréckgezunn hunn oder

vill méi eng reservéiert Positioun ageholl hunn. Dat dréit mat Sécherheet net zur Stabilitéit op dësem Planéit bäi.

Och am Brexit huet ee gemierkt, datt d'Amerikaner sech net gescheit hunn, sech anzemëschen. Eppes ass kloer: Europa muss sech och an Zukunft vill méi emanzipéieren. Mir sinn nu leider an där Situatioun ukomm, wou eben och Europa muss vill méi aktiv ginn a sech muss vill méi op seng eege Wäerter a virun allem och op seng eege Kenntnisser beruffen. Ech denken do zum Beispill och an éischter Linn un de Klimaschutz, un d'Sécherheet, un d'Ekonomie, dat Soziaalt an och d'Mënscherechter. Virun allem um Niveau vum Klimaschutz kënne mir als Europäer eng Virreiderroll spillen. De Rôle, deen d'Amerikaner an och aner Länner an deene leschte Méint a Jore spillen, ass méi wéi ze bedaueren.

A grad, wéi gesot, d'Europäer, déi brénge dat richtegt Wäertedenke mat, fir och um Niveau vum Klimaschutz vill méi aktiv ze ginn. An do ass nach ganz vill Potenzial, an ech soen dat och ganz éierlech, och hei zu Lëtzebuerg. Och hei zu Lëtzebuerg ass nach ganz villes do ze maachen. Mir sinn och der Meenung, datt een natierlech muss Länner wéi China an Indien mat an d'Boot kréien, well soss kënnen och déi beschten Absichte vun den Europäer leider schnell verpuffen. A wat mir och vum zukünftege Kommissiounspresident erwaarden, ass, datt en a sengem Strategieprogramm an deenen éischten 100 Deeg kloer Aussoe mécht, wat d'Klimaschutzstrategie ubelaangt.

Da musse mer natierlech och an Europa vill méi iwwert d'Eurozon schwätzen. Och do hu sech gewësse Problemer bemierkbar gemaach. No der Kris vun 2008 hate scho vill Leit d'Enn vun der Eurozon virausgesinn, hate scho vill Leit d'Enn vun der gemeinsamer Wärung gesinn. Dat ass net de Fall gewiescht, glécklecherweis.

A mir wëssen awer, datt d'Eurozon de Moment och e bësselche Problemer mam Wuesstum huet. Dee gëtt op 1 % geschat. Dat ass also fir eis als Demokratesch Partei och kloer de Message, datt déi wirtschaftlech a monetär Unioun a Krisemomenter och nach méi effikass muss handele kënnen. Mir kënnen eis duerfir och emol virstellen, datt eng sougenannte Regierung vun der Eurozon kéint kommen, wou un der Spëtzt dann e Wirtschafts- a Budgetsminister wär, deen awer gläichzäiteg dann och Member vun der Kommissioun wär.

Wéi gesot, dat sinn Iwwerleeungen, déi awer och zu dësem Zäitpunkt gemaach solle ginn, well d'Eurozon enorm wichteg ass, och fir d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun insgesamt.

Och d'Parlament muss gestäerkt ginn. D'Parlament ass zwar méi emanzipéiert ginn an deene leschte Joren, mä d'Parlament muss awer och endlech emol nees legislativ Kompetenze kréien. An da muss och emol eng Kéier iwwert de Fonctionnement vun der Kommissioun nogeduecht ginn. Wat de Commerce extérieur ubelaangt, si mir als Demokratesch Partei och nach wie vor fir en oppenen Handel, trotz dem Tariffkrich, dee vun Amerika aus gefouert gëtt.

Wann et awer ee Beräich gëtt, wou d'Europäesch Unioun allerdéngs an Zukunft nach méi Efforte muss maachen, dann ass dat ganz kloer d'Sécherheet. D'Propositioun, fir en neie Fong an Héicht vun 10,5 Milliarden ze schafen, deen dann nieft dem Budget géif existéieren a fir Sécherheets- an aussepolitesch Operatioune géif genotzt ginn, ass ouni Zweifel eng Iddi, déi muss iwwerluecht ginn. Et kann een och iwwer besteeënd Mechanismen nodenken, déi ausserhalb vun dem Budget fonctionnéiere wéi zum Bespill de Mechanismus Athena oder „Hëllef fir de Fridde vun Afrika", fir déi da kënnen ze regruppéieren.

Dann d'Schafe vun enger europäescher Arméi, och dat ass näischt Neits. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt 1954 eng éischt Initiativ do war. Elo gëtt erëm méi haart vun enger europäescher Arméi geschwat. Net méi spéit wéi am November huet och d'Madamm Merkel sech dozou bekannt. Wa mer allerdéngs vun enger europäescher Arméi schwätzen, da musse mer dat als Complement och vun der NATO gesinn.

An deem Kontext muss ee sech natierlech och iwwer eis Relatioune mat Russland Gedanke maachen. Dat heescht op kee Fall, datt een elo soll de Schwamm huelen an iwwert d'Annexioun vun der Krim ewechfueren. Neen, esou einfach ass et natierlech net. Mä vläicht soll d'EU sech och emol erëm un déi kleng Schrëtt vun der Politik erënneren, déi an de 70er Jore gemaach goufen an engem och mindestens esou kriddelechen Émfeld, wéi virun allem Däitschland mat Leit wéi Brandt, Scheel, Bahr a Genscher lues a lues fir eng Entspanung gesuergt huet.

Ech mengen, de Besuch vum russesche Premier Medwedew d'lescht Woch hei zu Lëtzebuerg war op alle Fall mat Sécherheet och e gutt Zeechen, datt mir Russland och weiderhin als e wichtege Partner ugesinn, wat, wéi gesot, nach eng Kéier net soll verhënneren, datt mer awer och op déi Punkten hiweisen, déi eis trennen.

Datt allerdéngs den zweethéchste politesche Vertrieder vun enger Groussmuecht op Lëtzebuerg kënnt, ass awer, géif ech och soen, fir eist Land mat Sécherheet net dat schlechtsten Zeechen. Well et däerf ee jo net vergiessen, datt mer awer och mat Russland wichteg ekonomesch Relatiounen hunn, déi een och net sollt ënnerschätzen. Zum Beispill 2018 hu mir fir 129 Milliounen a Russland exportéiert an et goufe Wueren an Héicht vu 15,6 Milliounen importéiert. Da ginn och Milliarden Dollar vu Lëtzebuerger Firmen a Russland investéiert, virun allem, wéi gesot, wat d'Fongenindustrie ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Flüchtlingspolitik ass leider ëmmer e feste Bestanddeel vun eise Rieden hei iwwert d'Aussepolitik. Ech mengen, och wann et Fluctuatioune ginn an den Zuele vun de Leit, déi migréieren, esou ass dat awer nach ëmmer eng vun den Haapterausfuerderungen och virun allem vun der europäescher Politik. Wa leider Europa sech op engem Plang net onbedéngt als qualifizéiert duergestallt huet, dann ass et an der Flüchtlingspolitik.

Datt Griichenland an Italien, wat jo net onbedéngt finanzkräfteg Länner sinn, sech elenggelooss fillen, kann een och nach zum Deel novollzéien. Allerdéngs Situatiounen, wéi mer se de Moment op Lesbos oder op Chios erliewen, déi extrem dramatesch sinn, däerfen an Zukunft net méi esou akzeptéiert ginn.

Ech wëll allerdéngs hei kloer ënnersträichen, datt et ze vill einfach wär, der griichescher Regierung d'Schold eleng ze ginn. Hei si mer als Europäesch Unioun alleguer gefuerdert. A wa mer et net fäerdegbréngen, eng Reform vun der Asylpolitik um Niveau vun der Europäescher Unioun duerchzezéien, da gëtt d'Europäesch Unioun ouni Zweifel nach méi verwondbar.

An der Lescht mierkt een, datt vill méi Migratiounsbewegungen iwwer Spuenien stattfannen. An eenzel Memberstate si jo souguer der Meenung, datt Spuenien d'Responsabilitéit net genuch géif iwwerhuelen, wat d'Kontroll vun deene Migrante bedeit. Jiddefalls sollen dann d'lescht Joer 65.400 Leit iwwert d'Mëttelmier a Spuenien komm sinn, besonnesch dann iwwer Marokko. Dann ass et och evident, datt mir als Europäesch Unioun och Marokko mussen eng gewëssen Ënnerstëtzung ginn, fir datt dat Land net elenggelooss gëtt bei der Gestioun vun där ganz grousser Problematik.

Jiddefalls eppes ass kloer, et si ganz vill Virschléi scho presentéiert ginn, wéi d'Asylpolitik ka verbessert ginn. Mer mussen do d'Hiewelen usetzen. Ech denken zum Beispill och, datt d'Eurodac-Regel muss verbessert ginn. Ech denken awer och un d'illegal Awanderung, déi vill besser muss kontrolléiert ginn. Do gëtt geschat, datt der d'lescht Joer ronn 150.000 an d'Europäesch Unioun komm sinn, déi awer kee legale Statut haten.

Et si siwe Gesetzesvirschléi vun der Kommissioun ënnerbreet ginn. Mä fir do ze waarden, bis mer déi am Pak kënne verabschiden, dat, géif ech soen, dauert ze laang. Mir sollen eis also elo schonn trotzdeem op eenzel Punkte konzentréieren, well soss dauert et ze laang.

Grouss Problemer ginn et natierlech och, wa mer vun der Migratiounspolitik schwätzen, um Niveau vu Libyen an och wat d'Operatioun SOPHIA am Mëttelmier ubelaangt, wou et och zu engem Revirement, leider awer am Negativen, komm ass, wou d'Italiener jo ugekënnegt hunn, datt se sech net méi géifen dru bedeelegen, wat dozou bäigedroen huet, datt Däitschland elo wëlles huet, sech zréckzezéien. D'Operatioun SOPHIA leeft nach bis Enn Mäerz. A mir als Lëtzebuerg si jo ganz kloer der Meenung, datt déi Operatioun soll weidergefouert ginn, fir datt och do méi Solidaritéit soll gewise ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass dann elo de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Aussepolitik? Gi mir als Zwergstat - ech mengen, mir sollen awer nach ëmmer bescheide bleiwen, modest bleiwen iwwert d'Gréisst vun eisem Territoire - iwwerhaapt dobaussen eescht geholl? Mir ziele 600.000 Awunner, dat sinn der 20-mol manner wéi Moskau.

(Interruption)

An dach mengen ech, kann een déi Fro roueg mat Jo beäntwerten. Lëtzebuerg gëtt dobaussen op der internationaler Bün eescht geholl. Doweinst ass et och wichteg, datt mer och an Zukunft e wichtegt an e grousst Netz spanen an och fleege mat auslännesche Partner, mat auslänneschen Organisatiounen, datt mer Kontakter op alle Kontinenter vun der Welt fleegen. Dat ass net nëmme gutt fir eis Ekonomie, dat ass gutt fir den Image vu Lëtzebuerg, a mir hu vill anzebréngen. Mir si Grënnungsmember vun der NATO, mir si Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun. Lëtzebuerg huet e gewëssenen Know-how a mer sollen dann och an Zukunft ganz aktiv mat dorunner schaffen.

Datt mer vill Aarbechtsvisitte maachen, och fir eis kommerziell Relatiounen ze verbesseren, ka vun der DP nëmmen nach ënnerstrach ginn. Fir eise Prestige dobaussen ze stäerken, ass et och wichteg, datt mer munchmol op Aktiounen zréckgräifen, déi vläicht eng staark Symbolik hunn, mä awer och doweinst net manner wichteg sinn.

Ech denken zum Beispill un den Aktiounsplang „Femmes et paix et sécurité", dee jo den 13. Juli 2018 vun der Regierung zréckbehale ginn ass. Et geet jo do ëm d'Emsetzung vun der Resolutioun 1325 vum UNO-Sécherheetsrot. Och do ass et wichteg, datt d'Interête vun de Fraen op ville Pläng besser vertruede ginn, well mer wëssen, datt virun allem d'Fraen op ville Pläng nach diskriminéiert ginn an eng schwéier Situatioun hunn.

(Interruption)

Do gitt Der mer net onrecht, jo?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Lëtzebuerg geet et gutt. Natierlech hu mir och eis Problemer heiheem. A firwat geet et eis gutt? Mä nach eng Kéier, well mer eben dee groussen Engagement och op internationalem Niveau weisen. An dat soll och esou bleiwen.

Gëschter huet den Ausseminister, den Här Asselborn, eis mat op en Tour geholl duerch d'ganz Welt, e ganz interessanten Tour. Ech soen em nach villmools Merci fir déi engagéiert Ried, awer och eng interessant Ried, wou vill wichteg Aussoen dra waren, déi engem och ze denke ginn an déi och gewisen hunn, wéi wichteg datt et ass, datt mer quasi omnipräsent dobausse sinn.

Duerfir, Här Minister, de grousse Merci am Numm vun der Demokratescher Partei fir Ären ongebremsten Asaz. Et kann ee sech liicht virstellen, datt et net einfach ass, vu moies bis owes queesch duerch d'Welt ënnerwee ze sinn. Dat kascht Energie, dat kascht Asaz. An doweinst, dat solle keng eidel Wierder sinn, dat sinn éierlech Wierder, dat wäert eist Land dobaussen och stäerken.

Mä ech wëll awer och de Merci un d'ganz Regierung weiderginn, well all Member vun der Regierung versicht op seng Manéier, och dobaussen déi Kontakter ze fleegen. An et kann een et net oft genuch widderhuelen: Mir mussen eis dobausse weisen, mir mussen de Kontakt fleegen, dat ass am Interêt vu Lëtzebuerg.

An deem Sënn, jiddefalls meng Partei steet hannert der Aussepolitik vun dëser Regierung an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'LSAP steet fir eng fair, solidaresch, nohalteg Europapolitik a mir wëllen, dass mer e gëeent a staarkt Europa hunn. An dofir si mir och frou, dass mer am Koalitiounsaccord a besonnesch am Kapitel Aussepolitik déi resolutt proeuropäesch Positiounen erëmfannen, a mir begréissen et och, dass Dir, Här Minister, et gëschter an Ärer Ried ganz kloer gemaach hutt, dass Lëtzebuerg weiderhi fir staark europäesch Positioune steet.

Als Spriecher vun der LSAP wëll ech drun erënneren, dass d'Zukunft vun Europa um Spill steet. Fir d'LSAP gëtt et keng Alternativ zu Europa, mä et mussen an Zukunft méi alternativ a méi progressiv Politicken ëmgesat ginn. Europa huet ons vill bruecht: Fridden, politesch Fräiheeten, ekonomeschen a soziale Wuelstand, kulturell Diversitéit. All dëst mécht de Projet Europa jo esou eenzegaarteg an, ech mengen, och esou wäertvoll.

Mä am Moment ass Europa an enger Kris, déi souwuel sozial, politesch, ekologesch an och wirtschaftlech Aspekter huet. An dës Kris huet zu engem Verloscht vu Vertraue bei de Leit gefouert, Vertrauen, dat mer elo an engem ganz schwieregen internationale Kontext zréckgewanne mussen.

D'Finanzkris vun 2008, déi hir Originnen an Amerika hat, huet och déi europäesch Finanzwelt an déi europäesch Wirtschaft ganz haart getraff. Virun allem huet se eng sozial Kris mat sech bruecht, déi bis haut nach nowierkt a vill Mënschen an Europa a prekär Liewensverhältnisser gestierzt huet.

Schold un där Kris droen dobäi net déi Mënschen, déi elo an Aarmut oder no beim Aarmutsrisiko liewen, mä onreguléiert an ausser Kontroll geroden international Finanzmäert a Wirtschaftspoliticken a ville Länner, déi de Mënsch ze oft als Produktiounsfacteur gesinn, fir ongebändegte Profitt ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

A wärend et der Wirtschaft an de Finanzmäert mëttlerweil erëm besser geet, bleiwen déi vill Leit op der Streck, déi d'Konsequenze vun den Exzesser vun der Finanzwelt a vun der Austeritéitspolitik, déi a ville Länner gedriwwe gouf, hu missen erdroen. Déi sozial Kris an déi ëmmer méi grouss Ongläichheeten, déi Europa ploen, mussen endlech seriö ugepaakt ginn a virun allem kënne mer kee System méi hunn, deen d'Gewënner privatiséiert an d'Verloschter sozialiséiert.

Zu der sozialer Kris gesellt sech ausserdeem eng ekologesch Kris, ausgeléist duerch e Wirtschaftsmodell, dee keng Rücksicht op d'Émwelt hélt an de Klimawandel unheizt. An erëm sinn et déi Mënschen, deenen et schonn net gutt geet, déi am meeschten ënnert den Effete vum Klimawandel leiden. An hei huet d'Politik, an do ziele mer eis derbäi, et allerdéngs bis elo versäumt, d'Problemer mat der néideger Urgence unzegoen.

Dausende vu jonke Fraen a Männer, Schülerinnen a Schüler, Studentinnen a Studente sinn iwwerall an Europa op der Strooss, well se sech Suerge maachen ëm onse Planéit, ons Äerd, a mir wëssen, där hir natierlech Ressourcen net onendlech sinn. Dës engagéiert jonk Leit wëllen, dass mer um globalen, um EU-Niveau an och um nationalen Niveau de Klimaschutz méi resolutt upaken.

Mir als LSAP héieren déi Stëmm vun dëse Jonken. Mir hunn dem jonke Greta Thunberg säi Message verstanen. Mir Sozialisten héieren awer och de Message vun de jonke Männer a Fraen an och manner jonke Männer a Fraen, déi an Europa net méi d'accord si mat den Inegalitéiten, déi an Europa bestinn. Se sinn net méi averstanen, dass grouss Multinationallen an Entreprisë keng oder ganz wéineg Steiere bezuelen. Se sinn net méi d'accord, dass ganz Regiounen an Europa ofgehaange ginn. Se sinn net méi d'accord mat den neoliberalen a konservative Rezepter vun der Vergaangenheet. Si wëllen e soziaalt Europa, eng gesond Émwelt, en Europa, wat qualitativ héich Aarbechtsplaze garantéiert an och sozial Sécherheet garantéiert, an en Europa, wat opraumt mat den existéierenden Inegalitéiten.

A wa mer et net fäerdegbréngen, dëse Mënschen hir Iwwerzeegung vun den europäeschen Iddien ze erneieren, da gesinn ech schwaarz fir den europäesche Projet. An dofir brauche mer, an dovu si mir iwwerzeegt als LSAP, e méi soziaalt, e méi solidarescht an e méi nohaltegt Europa.

An dofir musse mer de Pilier vun de soziale Rechter, deen 2017 zu Göteborg ugeholl ginn ass, wou vill drop geschafft ginn ass, wou vill driwwer geschwat a geschriwwe gëtt, awer elo endlech duerch verbindlech EU-Legislatioun ëmsetzen. Dofir musse mer en europäeschen Aktiounsplang géint Kanneraarmut ausschaffen. Mir wëssen, dass all véiert Kand an Europa gefäerdet ass, an d'Aarmut ofzerutschen.

Mir mussen derfir suergen, dass déi digital Transformatioun vun onser Ekonomie a vun onsen Aarbechtsmarchéë vun enger sozialer Transitioun begleet gëtt. A mir wëssen och, dass eng ekologesch Transitioun eng staark sozial Dimensioun muss hunn, fir keng nei Ongläichheeten ze schafen.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, alles dat kascht Geld. An dozou wëll ech zwou Remarke maachen. D'LSAP begréisst et, dass de Koalitiounsaccord d'LSAP-Fuerderung iwwerholl huet, fir dass Lëtzebuerg sech op EU-Niveau fir e Budget staarkmécht, deen de richtegen Equiliber tëschent traditioneller Politik an neie Prioritéite fënnt, dee cibléiert op Objektiver a Resultater orientéiert ass a wou eng Vereinfachung vun de Prozeduren an de Prinzip vun der Solidaritéit groussgeschriwwe muss ginn. An am Hibléck op den Accord zum Cadre financier pluriannuel 2021-2027, deen am Hierscht vum Conseil soll ugeholl ginn, ass dëst, mengen ech, ëmsou méi wichteg.

Wa Stats- a Regierungscheffen zu Recht decidéieren, dass d'EU grouss Erausfuerderunge wéi zum Beispill de Kampf géint den Terrorismus oder de Schutz vun de Baussegrenzen oder de Klimaschutz unhélt, well mer esou Problemer am Fong nëmmen zesummen effikass kënne léisen, gesinn d'Sozialisten allerdéngs ee

Problem doran, dass déi meescht dann net wëllen dofir bezuelen. A wa mer ons grouss Ambitioune ginn, mä net déi néideg Mëttelen zur Verfügung stellen, ass et sécher, dass mer ons Erwaardungen an déi vun de Leit enttäusche wäerten.

D'Fro vun de Suen ass e kriddeleche Sujet. Mä mir sinn iwwerzeegt, dass d'Kontributioun vun 1 % vum jeeweilege PIB net méi duergeet, fir déi vast Ambitiounen an Aufgabe vun der Europäescher Unioun ze finanzéieren. An dofir setze mer ons an, fir méi Mëttelen am EU-Budget ze kréien an awer och fir dass d'Eegerecettë vun Europa gehéicht ginn, wéi zum Beispill duerch d'Besteierung vun CO_2-Emissiounen oder d'Besteierung vun digitalen Entreprisen. A mir si frou, dass dat och schwaarz op wäiss an eisem Koalitiounsprogramm drasteet.

Dobäi musse mer och kucken, dass grouss multinational Entreprisen, déi fräien Zougang zum europäesche Bannemaart hunn a vun deenen exzellenten Infrastrukturen a vun deene gutt ausgebilte Mënschen, déi an deem Bannemaart liewen, profitéieren - alles dat gëtt jo finanzéiert vun de Memberstate selwer an deelweis vun der EU -, méi sozial an ekologesch Responsabilitéit iwwerhuelen.

Eng zweet Remark zu de Sue wëll ech maachen am Kontext vun der Bekämpfung vum Klimawandel. Wa mer an Europa d'Ziler wëllen erreechen, zu deene mer eis beim Paräiser Klimaofkommes verflicht hunn, misste mer all Joers, soe verschidde Berechnungen, 168 Milliarden Euro méi investéieren. Jo, dat kléngt enorm, mä ech wëll awer drun erënneren, dass mer et färdegbruecht hunn, iwwer zéng Joer 1,2 Trilliounen opzebréngen, fir d'Finanzkris ze glätten a fir d'Banken ze retten.

Also wat heescht dat? Wann de politesche Wëllen do ass, da kënne mer ganz vill zesummen an Europa erreechen.

A mir als LSAP hoffen, dass sech d'Memberstate bewosst sinn, dass mer hei net méi waarden däerfen, mä dass mer elo ganz schnell zesummen handele mussen, fir déi néideg Suen, déi mer brauchen, fir dee Kampf géint de Klima nach eenegermoossen ze gewannen, opzebréngen.

Et däerf een och net vergiessen, dass dës Klimatransitioun an den Emstig op erneierbar Energien an Europa och vill nei Aarbechtsplaze schafen. An dat sinn Aarbechtsplazen, déi duerch ganz Europa ganz lokal verstreet sinn, bis an d'Stied eran, bis an d'Gemengen eran. An ech mengen, dat ass eppes Guddes. An ech muss an deem Kontext natierlech och erënneren, dass dann, wa mer déi Energietransitioun wëlle realiséieren, d'Rechnung fir Europa vum Import vu Pëtrol a Gas aus Russland respektiv Saudi-Arabien oder anere Golfstaten och méi kleng gëtt.

D'EU muss also d'Biergerinnen an d'Bierger, déi méi e fairt a méi en nohaltegt Europa erwaarden, duerch e radikale Politikwiessel nees u Bord kréien. An ech sinn iwwerzeegt, dass dëst méiglech ass, wann am Europaparlament an an der nächster EU-Kommissioun wéi och an de Memberstaten an deenen nächste Joren déi fortschrëttlech politesch Kräfte gestäerkt sinn.

Aussoen, wéi mer se dëser Deeg vun der neier CDU-Presidentin Annegret Kramp-Karrenbauer héieren hunn, näämlech dass e soziaalt Europa fir si net a Fro kéim, sinn an den Ae vun der LSAP deplacéiert a ginn och de Mënschen an Europa e komplett falscht Signal.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Angel *(LSAP)*.- An et wonnert mech, et wonnert mech wierklech, dass den EU-Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker, als CSV-Member jo och Member an der EVP, der Madamm Annegret Kramp-Karrenbauer nach net widdersprach huet. An ech hoffe jiddefalls instänneg, dass d'CSV déi Positioun net wäert ënnerstëtzen.

Fir nach kuerz bei der neier Presidentin vun der CDU ze bleiwen, fanne mir hir Fuerderung, den zweete Sëtz vum Europaparlament, Stroossbuerg - iwwregens an de Verträg ass Stroossbuerg den éischte Sëtz -, si seet jo, Stroossbuerg soll zougemaach ginn, äusserst bedenklech. Virun allem aus dem Mond vun enger traditionell europafrëndlecher Partei. An ech mengen, dat kéint jo och Konsequenze fir Lëtzebuerg hunn.

An deem Kontext wëll ech awer och, an de Minister huet et gëschter ugeschwat, dofir kann ech mech hei ganz kuerzfaassen, all déi Efforte begréissen, déi ons Regierung mécht, fir Lëtzebuerg als Siège vu wichtegen EU-Institutiounen auszebauen.

Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et elo extrem wichteg ass, dass mer Europa méi sozial a méi nohalteg gestalten, ass et genausou wichteg, dass et nees méi staark a méi gëeent ass. Staark muss Europa sinn a ginn, fir dass mer déi Kräften, déi vu bannen a vu baussen Europa wëlle futtimaachen, stoppe kënnen.

Nostalgesch Nationalisten a Rietspopuliste verkafen näischt anere wéi geféierlech Illusiounen a gefäerden domat de Fortschrëtt an ons gemeinsam europäesch Wäerter. A leider musse mer feststellen, wéi de Minister dat och gëschter gemaach huet, dass d'Situatioun an Ungarn, Polen a Rumänien besuergniserregend ass.

D'LSAP-Fraktioun deelt do d'Appreciatioun vum Jean Asselborn an dëser Fro a mir bedaueren, dass d'EU-Kommissioun an d'EU-Parlament an deem Kontext net genuch Ënnerstëtzung aus villen anere Capitalle vun de Memberlänner kritt.

Déi populistesch an nationalistesch Tendenze sinn e globaalt Phenomeen, dat probéiert, d'Mënschen an d'Natiounen auserneenzedividéieren, an déi legitimm Ängschte vun de Mënschen, vun de Leit ze notzen, an dat féiert dann zu Politicken, déi d'Schold virun allem bei deenen anere sichen a simpel Scheinléisunge fir komplex Problemer proposéieren.

Op internationalem Niveau gëtt de multilaterale System a seng Normen ëmmer méi staark an ëmmer méi flagrant vu verschiddene Regierungen uechtert d'Welt contestéiert. Déi international Uerdnung dreift no an no an eng international Onuerdnung of an d'Konture vun eisem internationale System, dee mer an deene leschte Jorzéngte kannt hunn, ginn ëmmer méi verschwommen. An engem Klima vun Onsécherheet an Ongewëssheet probéiere Länner, hiren Afloss an hir Muecht mat ëmmer méi raue Mëttelen auszeweiten an ze halen. An ze oft bleiwen esou Aktiounen ouni richteg Konsequenzen. Ee Beispill ass d'Ermuerdung vum saudi-arabesche Journalist.

Lëtzebuerg, Europa an d'Welt stinn also viru groussen a villsäitegen Erausfuerderungen. D'EU riskéiert, tëschent d'Fronte vun neie geopoliteschen Dynamiken ze kommen, an dëst stellt d'EU-Memberstate viru schwéier Decisiounen an d'Eenheet vun der EU ëmmer méi oft a Fro.

Dat gesi mer souwuel a Sécherheetsfroen, a Krisesituatiounen, am internationalen Handel, an Energiefroen - do brauch ech nëmmen d'Stéchwuert „Nord Stream 2" ze soen - a souguer a Froe vun Digitaliséierung - Stéchwuert „Dossier 5G" an déi ganz Fro ronderëm Huawei.

Gläichzäiteg bierge Konflikter, déi an der europäescher Noperschaft an doriwwer eraus opkommen, och Risike fir d'Sécherheet vun Europa. Dës Konflikter ginn ëmmer méi komplex, hu souwuel festgefuere lokal Dynamiken an awer och oft international Dimensiounen a maachen d'Sich no politesche Léisungen ëmmer méi schwéier.

Op d'Migratioun wëll ech nëmme kuerz agoen, well mer an Zukunft nach d'Geleeënheet wäerte kréien, méi heiriwwer ze schwätzen. Mir hu Gesetzesprojeten um Ordre du jour. Ech wëll einfach nach ëmmer erëm drun erënneren, dass vun deenen 68,5 Millioune Refugiéë weltwäit 2018 84 % an Entwécklungsländer, an aarme Länner opgeholl gi sinn. An de Minister konnt et jo an Äthiopien gesinn, wivill Honnertdausende vu Flüchtlingen do sinn.

90 % manner Demandeur-d'asilë si jo an Europa erakomm, well eben Europa eng Festung ginn ass. Mir hunn zwar hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer steigend Zuelen, mä dat kënnt eben duerch d'Migration secondaire an dat kënnt eben, well mer bei der Dublin-Léisung nach ëmmer keng Eenegung an Europa fonnt hunn, well mer ëmmer nach kee System fonnt hu vun enger solidarescher Opdeelung vun den Demandeurs d'asile. An ech mengen, dat wäert eng grouss Erausfuerderung si fir eis alleguer an deenen nächste Joren.

Ech ginn dem Minister recht, wann e bedauert, dass mer keng legal Weeër hunn, fir an Europa anzewanderen. Mä wéi gesot, mir kréien am Kader vun de Gesetzer, déi um Dësch leien, an och vum neien Office national de l'accueil, deen am Koalitiounsprogramm steet, deen elo geschwënn ausgeschafft gëtt, d'Geleeënheet an nächster Zukunft, eis vill mat deem ganz wichtegen Thema ausenanerzesetzen.

Här President, ugesiichts vun där ganzer Panoplie vu Problemer, déi ech elo ugeschwat hunn, muss et eis kloer sinn, dass et an der haiteger Welt nëmmen zesumme geet an net, wa jiddweree sech eleng hanner sengen nationale Grenze verstoppt. D'Argument, dass nëmmen e Retour an den Nationalstat d'Kontroll an d'Souveränitéit géif garantéieren, ass wierklech falsch. Esou ass et an enger Welt, wou déi meescht Problemer inevitabel iwwert d'Grenzen erausginn, fir d'Staten eréischt da méiglech, Kontroll an Afloss auszeüben, wa se international zesummeschaffen.

Op dem amerikanesche President Donald Trump seng isolationistesch Weltpolitik, ganz nom Slogan „America First", musse mir, an erlaabt mer, hei den däitschen Ausseminister Heiko Maas ze zitéieren, äntwerten: „Our response to ‚America First' can only be: ‚Europe United'." De Friddensprojet Europa muss och an der Welt eng Force fir de Fridde ginn.

D'LSAP setzt sech fir eng Welt an, wou op multilateral Approchen an Dialog gesat gëtt, fir global Problemer ze léisen, wou Mënscherechter an de Rechtsstat d'Basis vun der Gesellschaft sinn, wou sech Staten a Leit, déi géint dat internationaalt Recht verstoussen, veränt-werte mussen, a wou mer Sécherheet an nohalteg Entwécklung an eisen Entscheedunge matenee verbannen.

Dowéinst ass d'LSAP der Meenung, dass mer eng staark gemeinsam europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik brauchen. An dofir ënnerstëtze mer d'Ofschafung vun der Eestëmmegkeet a plädéieren an dësen aussepoliteschen Dossiere fir eng Majorité qualifiée.

D'Europäesch Unioun muss den Usproch hunn, eng staark Aussen- a Sécherheetspolitik ze féieren, fir d'Demokratie, hir Wäerter an hir Biergerinnen a Bierger ze verdeedegen an enger Welt, déi am Embroch ass.

Här President, d'LSAP setzt sech och weiderhin a fir d'Netproliferatioun an och besonnesch fir d'Ofrëschtung. An dach sti mer virun enger potenziell grousser Erausfuerderung, wann den INF-Vertrag tëschent Russland an den USA definitiv gekënnegt wäert ginn. De Vertrag war an der Zäit nom Kale Krich en Eckpfeiler vun der europäescher Sécherheet. Dëse Vertrag huet landgestëtzt nukleär Kuerz- a Mëttelstreckewaffen a besonnesch och hir Ofschéissvirrichtunge verbueden an huet esou mat garantéiert, dass Europa net den Theater vun engem russeschamerikaneschen Nuklearkonflikt gëtt.

D'Kënnegung vum INF-Vertrag bréngt de Risiko erëm a schüürt méi generell Ängschte virun engem neie Wettrëschten. D'autant plus well en anere Pilier vum ganzen Ofrëschtungssystem, den „New START Treaty", deen 2021 ofleeft, e weidert Affer vu strategeschen a geopolitesche Consideratioune kéint ginn.

D'LSAP ass kategoresch géint en neit Wettrëschten tëschent ëmmer méi Länner a géint d'Stationéierung vun neien Atomwaffen an Europa. Mir mussen alles drusetzen, den INF-Vertrag ze retten, a probéieren, nei multilateral Verträg a Saachen Non-prolifération an Ofrëschtung ofzeschléissen. An an deem Kader steet d'LSAP och weiderhin hannert dem Iran-Deal, dee verhënnere soll, dass den Iran Atomwaffen entwéckelt. Den Iran huet sech heibäi zu enger Rei vu strenge Mesurë verflicht, déi vun der AIEA verifizéiert ginn. An dës Wiener Agentur constatéiert an hire regelméissege Rapporten, dass sech den Iran effektiv u seng Obligatiounen hält.

Dowéinst ass et héchst bedauerlech, dass ons amerikanesch Frënn net nëmmen aus dem Vertrag erausgeklomme sinn, mä och aktiv d'Europäesch Unioun dozou drängen, datselwecht ze maachen. Déi nei amerikanesch Sanktioune maachen et den europäesche Länner ausserdeem schwéier, mat dem Iran Handel ze bedreiwen an domat hiren Deel vum Deal anzehalen. An de Lancement vum alternative Bezuelungssystem INSTEX duerch d'Europäesch Unioun ass an deem Kader e wichtegt politescht Signal un den Iran.

An och wa mer den Iran-Deal ënnerstëtzen, musse mer gläichzäiteg dem Iran seng destabiliséierend Roll a villen anere Beräicher ervirhiewen. D'Mënscherechtslag, wësse mer, ass prekär. Säi ballistesche Rakéiteprogramm kreéiert zousätzlech Tensiounen a säi Sponsoring vu verschiddene Gruppen a Syrien, am Jemen, am Libanon an am Gaza dréit zu der Onstabilitéit an der Regioun bäi. Dës Aspekter mussen am Dialog mam Iran kloer ugeschwat ginn. Mä trotzdeem bleift ze constatéieren: Den „Nuclear Deal" fonctionnéiert.

An och den amerikanesche President Trump wäert gemierkt hunn, dass et vill méi einfach ass, Verträg innerhalb vu Minutten ze zerrappen, wéi e prakteschen Accord auszeschaffen, dee bis an dee klengsten Detail eng komplett noweisbar an irreversibel Denuklearisiérung virgesäit.

D'Relatioune vun der Europäescher Unioun mat sengen Noperen am Oste bleiwen eng grouss Erausfuerderung. Dëst Joer feiere mer zéng Joer östlech Partnerschaft. Moldawien, Georgien, Ukrain, dat si schonn dräi Länner, mat deene mer scho méi enk verbonne sinn duerch Associatiounsverträg an duerch Handelsverträg. An da sinn nach Armenien, Aserbaidschan a Wäissrussland an där Partnerschaft. Sechs ganz ënnerschiddlech Länner, déi deelweis nach ëmmer vun undauerenden an ongeléiste Konflikter betraff sinn.

An och wann deen „Eastern Partnership" dozou bäigedroen huet, eenzelner vun dëse sechs Länner méi resilient an dobäi déi ganz Regioun méi stabill ze maachen, bleift dës östlech Partnerschaft en Test fir eis europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik, virun allem och am Kader vun eiser Relatioun mat Russland. A wa mer et net fäerdegbréngen, dës Regioun laangfristeg ze stabiliséieren, eis Noperen, dann hu mer net vill Usproch, fir eis herno an der Welt fir Fridden anzesetzen. Och Europa soll net de Feeler maachen, dës Länner virun e binäre Choix ze stellen, also tëschent Europa oder Russland mussen ze wielen.

Natierlech musse mer de russeschen Ambitiounen a Provokatioune resolutt entgéinttrieden a mir dierfen et net akzeptéieren, wa Russland d'Krim annektéiert, de Konflikt am Oste vun der Ukrain befeiert an a Georgien weiderhin territorial Usprëch geltend mécht. Mä den Dialog mat Russland muss oprechterhale ginn, fir ze probéieren, dass mer onse Kontinent, dee mer mat Russland deelen, net weiderhin ëmmer wëllen a mussen an Influenzzonen opdeelen.

Eng besser Kooperatioun a Partnerschaft vun der Europäescher Unioun mat Afrika bleift fir d'LSAP och fundamental wichteg. Mir begréissen dofir dem Kommissiounspresident Juncker seng Intentioun, fir eng Afrika-Europa-Allianz fir nohalteg Investissementer an Aarbechtsplazen an d'Liewen ze ruffen.

Wann dës Partnerschaft dem afrikanesche Kontinent zeguttkomme soll, musse mer awer drop pochen, dass se net nëmmen um Pabeier eng „equals' alliance" ass, mä d'Leit an d'Mënsche musse virun allem heibäi am Mëttelpunkt stoen.

Fir Lëtzebuerg ass d'Sahel-Regioun natierlech vu besonnescher Wichtegkeet, sinn dach Mali, Burkino Faso an Niger dräi vun eisen Haaptpartnerlänner an der Kooperatioun. Dofir ënnerstëtzt d'LSAP, oder si mer frou, dass Lëtzebuerg de G5-Sahel an hir Force conjointe ënnerstëtzt, fir déi multidimensional Kris an der Regioun ze léisen. A mir sinn och frou, dass Lëtzebuerg an Dir, eisen Ausseministère, der EU hir Decisioun am Februar, hir regional Approche vun der gemeinsamer Sécherheets- an Defensepolitik am Sahel ze renforcéieren, ënnerstëtzt.

Vill vun de securitairen Defien hu sozioekonomesch Hannergrënn. An dofir ass et wichteg, dass militäresch Mesuren a méi eng global Strategie agebett ginn, déi och Entwécklungszesummenaarbecht a politesch Problemer cibléiert. An deem Kontext ass d'Lëtzebuerger Approche vun den 3D sënnvoll agesat, well se Defense, Diplomatie an Developpement kombinéiert an esou global zu Léisungen op hir Erausfuerderungen an där Regioun bäidroe kann.

D'arabesch Welt bleift weiderhi geplot vun Onstabilitéit an Tensiounen. De Sommet tëschent der Europäescher Unioun an der Liga vun den arabesche Staten ass trotz den offensichtlechen Ënnerscheeder tëschent eise Regiounen an eise Weltbiller eng wëllkommen Initiativ.

Dialog a Kooperatioun a Saache Wirtschaft, Migratioun a Sécherheet kënne Brécke bauen, woubäi d'EU gläichzäiteg hir Wäerter verdeedege muss. Wann den ägyptesche President As-Sisi drop besteet, dass d'arabesch Welt hir eegen Humanitéit huet, ass dat net unzezweifelen, mä d'EU muss awer drop pochen, dass d'Doudesstrof a Folter iwwerall op der Welt inhuman sinn.

Konflikter a Syrien an a Jemen musse weiderhin am Fokus vun der internationaler Communautéit bleiwen. Och wann déi militäresch Konfrontatioun sech a Syrien, wéi mer et gëschter héieren hunn a wéi mer et iwwerall liesen, berouegt huet, bleiwen d'humanitär Besoinen immens. An nëmmen eng politesch Léisung am Aklang mat der Resolutioun 2254 kann de Konflikt zu Enn bréngen. Mir ënnerstëtzen heibäi deen neien Envoyé spécial vun der UNO, de Geir Pedersen, an hoffen, dass de Comité constitutionnel an déi intrasyresch Friddensgespréicher virukommen. Déi verschachtelt geopolitesch Interessien, déi a Syrien vertruede sinn, maachen dat awer net einfach. An dofir mussen den Dialog an déi international Kooperatioun e wichtege Bestanddeel bleiwen.

An et ass wichteg, dass d'Kurden am Nordoste vum Land weiderhi geschützt ginn, an onbedéngt, an do deele mer Är Meenung, Här Minister, muss eng Attack op Idlib verhënnert ginn. An och wat Daesh ugeet, muss d'international Zesummenaarbecht weidergefouert ginn. An och wann Daesh säin Territoire praktesch komplett verluer huet, ass d'Bedroung, déi vun där Organisatioun ausgeet, net gebannt. Den Terrorismus vun Daesh wäert sech

upassen an et gëllt, vigilant ze bleiwen an eng Resurgence souwuel a Syrien, am Irak a soss enzwousch onbedéngt ze verhënneren.

D'Kris am Jemen bleift virun allem op humanitärem Plang eng Katastroph an ass extrem akut. 80 % vun der Populatioun sinn op humanitär Hëllef ugewisen, all zweete leit ënner akuter Ernärungsonsécherheet. An dofir sinn ech frou, dass och Lëtzebuerg sech beim High-Level Pledging Event Enn Februar zu méi humanitärer Hëllef verflicht huet, ebe well mer domadder och Mënscheliewe rette kënnen. Mä elo muss mat Nodrock un enger politescher Léisung geschafft ginn an den Accord vu Stockholm ass dofir e wichtegen éischte Schratt an e muss weiderhin ëmgesat ginn.

An och deele mer Är Meenung, wéi Der gëschter gesot hutt, dass eng Attack op Hudaida ze verhënneren ass, well dat ass deen Hafen, dee ganz wichteg ass fir d'Liewenssécherung an d'humanitär Hëllef fir Millioune vu Jemenitten.

A Libyen begréisse mer natierlech och d'Annonce vum Premierminister As-Sarradsch, fir um Enn vum Joer parlamentaresch a Presidentialwahlen ze halen, och wa mer wëssen, dass dat Land nach ëmmer viru ganz groussen Erausfuerderunge steet. Mir ënnerstëtzen den Envoyé spécial vun der UNO, den Här Salamé, a senger Aarbecht, an där schwéierer Aarbecht, déi en huet, fir déi verschidde Fraktiounen do zesummenzebréngen, fir Stabilitéit ze sichen an de politesche Prozess fir eng nei Konstitutioun an d'Wahlen ze begleeden.

De Konflikt tëschent Israel a Palästina hält eis och nach no 70 Joer an Otem. A leider gëtt et och haut kee klore Friddenshorizont. Weder d'Existenzrecht vun Israel nach d'Recht vu Palästina, fir en eegene viabele Stat ze hunn, däerfen do a Fro gestallt ginn. An an Zäite vun unilaterale Mesuren a méiglecherweis fiktive Friddenspläng hält d'LSAP un der Zweestateléisung fest am Aklang mat den international unerkannte Parameteren. An och d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg fir d'UNRWA, déi dem Minister no an zukunft finanziell nach ausgebaut muss ginn a wäert, ass wichteg, fir de palästinensesche Flüchtlingen ze hëllefen.

An Afghanistan begréisse mer de politeschen Horizont, deen aus de Verhandlungen tëschent den USA an den Taliban ervirgaangen ass. Mä mir ginn dem Ausseminister recht, dass elo en intraafghaneschen Dialog an d'Weeër geleet muss ginn, wou souwuel d'Regierung wéi och d'Leit hir Zukunft entwerfen. An do musse mer wierklech oppassen, dass besonnesch d'Rechter vun de Fraen a vun de Minoritéite respektéiert ginn. Et däerf do an där Fro net zu engem Réckschrëtt kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu dass dës aussepolitesch Diskussioun déi éischt ass nom Akraafttriede vum neie Koalitiounsprogramm, wollt ech e puer Punkten aus deem Koalitiounsprogramm ervirsträichen, déi fir eis Sozialiste ganz wichteg sinn.

Et freet eis, dass d'DP/LSAP/Gréng-Regierung sech fir eng feministesch Aussepolitik ausschwätzt, dat heescht, dass mer ons an europäeschen an internationalen Enceintë fir d'Égalité des genres asetzen a Frae méi cibléiert ënnerstëtzen.

Och am politeschen Dialog mat Partnerlänner musse mer eis fir d'Stäerkung vun der sozialer a vun der politescher Roll vu Fraen asetzen. D'Regierung huet och viru Kuerzem en nationalen Aktiounsplang „Femmes et paix et sécurité 2018-2023" erausginn. An domadder kënne mer endlech ufänken, un der UN-Resolutioun 1235, déi d'nächst Joer 20 Joer al gëtt, ze schaffen.

Eng feministesch Aussepolitik däerf awer net d'Gefill ginn, et wier eng Politik vu Frae fir Fraen, mä se muss zesumme gedroe gi vu Fraen a Männer am Interêt vun eis alleguer. An enger Welt, wou ëmmer méi ultrakonservativ Kräften aktiv ginn, ass et wichteg, dass Lëtzebuerg a senger Aussen- an Europapolitik de Respekt vun de Fraen hiren Droits sexuels et reproductifs verdeedegt. An datselwecht gëllt fir d'Defense vun de Rechter vun den LGBTI, also vu Lesben, vu Schwulen, vu Bisexuellen, vun transgender an intersexuelle Mënschen. An et ass wichteg, dass mer déi Defense an eiser Aussepolitik och am Koalitiounsvertrag ënnerstrach hunn.

A mir sinn als LSAP effektiv houfreg doriwwer. A mir begréissen och an deem Kontext dem Premierminister seng Interventioun um Sommet tëschent der EU an der Liga vun den arabesche Staten. Seng couragéiert Aussoen do kann een nëmmen ënnerstëtzen.

Ech kommen elo zu der Benelux. Eis Partnerschaft mat eise belschen an hollännesche Kolleegen am Kader vun der Benelux bleift eng wichteg Plattform, fir Erausfuerderunge gemeinsam och op regionalem Niveau unzegoen. An ech freeë mech do och op déi zwee Joer Presidence hei am Benelux-Parlament vum Gusty Graas. An ech fannen, dass eis Presidence um Niveau gouvernemental och déi richteg Akzenter setzt.

Mir hunn déi Presidence fir d'drëtte Kéier a mir begréissen, wéi gesot, eis Prioritéiten, virun allem d'Energietransitioun an d'Bekämpfung vum Klimawiessel, d'Verdéiwung vum Bannemaart an d'Förderung vun der Digitalisatioun. An ech mengen, dat ass am Zäitgeescht vun Europa …

(Interruption)

An d'Coopération policière, dat ass scho laang och e Bestanddeel. An ech mengen, do kann een nach weider dru schaffen an do hu mer jo och scho ganz konkret Resultater erreecht. Dat si gutt Punkten. An dat beweist, dass d'Benelux nach ëmmer en exzellente Laboratoire ass, fir Zesummenaarbechten ze testen a fir se dann herno op EU-Niveau weiderzedroen.

Den Devoir de mémoire ass och festgeschriwwen am Koalitiounsvertrag. A mir begréissen et, dass mer als Lëtzebuerg elo vum Mäerz 2019 bis Mäerz 2020 d'International Holocaust Remembrance Alliance presidéieren.

Et ass eng wichteg Presidence, net nëmme well mer an enger Zäit liewen, wou déi lescht iwwerliewend Zäitzeien eis leider verloossen, an och net well dës Presidence sech natierlech d'nächst Joer mat der Commemoratioun vu 75 Joer Befreiung vun Auschwitz iwwerschneit, mä ech mengen, dës Presidence ass wichteg, well ëmmer méi Etüde beweisen, dass vill ze vill eng grouss Zuel vu Jugendlechen an Europa iwwerhaapt net méi iwwert den Holocaust Bescheed weess. An ech mengen, och de Bericht vun der Fundamental Rights Agency iwwert de steigenden Antisemitismus an Europa, deen am Dezember publizéiert gouf, ass alarméierend.

Dofir ass et wichteg, dass mer an der aussepolitescher Kommissioun vun dëser Chamber op Initiativ vun zwee fréiere Chamberspresidenten, dem Laurent Mosar an dem Mars Di Bartolomeo, decidéiert hunn, d'Thema Antisemitismus unzegoen. An deem Kontext hate mer schonn den Ambassadeur Georges Santer an der Kommissioun. Hien ass jo responsabel fir d'Exekutioun vun där Presidence hei am Optrag vun der Regierung.

Doniewent hate mer dëse Méindeg den Här Michael O'Flaherty, dat ass den Direkter vun der Fundamental Rights Agency, bei eis an der Kommissioun. Mat him hu mer de Rapport Antisemitismus vun der Fundamental Rights Agency diskutéiert a mir hunn och den Dossier Migratioun ugeschwat. An et ass erschreckend, ze héieren - ech gi just e puer Beispiller aus där Etüd -, dass 38 % vun de befroten europäesche Judden iwwer Immigratioun nodenken. Nodenken, Europa ze verloossen!

Dofir wëll ech an dësem Kontext de Frans Timmermans, den éischte Vizepresident vun der Europakommissioun, zitéieren. Ech hunn en zu Madrid materlieft, wéi en dee Saz gesot huet, an deen huet mech markéiert an en ass zu 100 % richteg. En huet gesot: „Wann ons jiddesch Schwësteren a Bridder sech an Europa net méi sécher fillen, da gëtt et keen Europa."

Mir mussen also als Europäer vill méi resolutt virgoe géint Antisemitismus, Rassismus, Diskriminéierung an Hate Speech. Interessant war et och, vum Direkter vun der Fundamental Rights Agency ze héieren, dass et och Studie vun där Agence ginn, dass déi Behaaptung, wat jo oft gemengt gëtt, dass deen Antisemitismus eréischt duerch déi massiv Immigratioun komm wär, guer net de Fall ass, dass et keng Relatioun gëtt tëschent de Fluxe vun der Migratioun an dem Zouhuele vum Antisemitismus.

A mir wäerten als aussepolitesch Kommissioun an e puer Wochen och d'Madamm Katharina von Schnurbein hei empfänken. Si ass d'Antisemitismusbeoptragt vun der EU-Kommissioun. A mir wäerten och de Bericht vun der RIAL - d'RIAL ass eng Lëtzebuerger Aarbechtsgrupp, dat steet fir „Recherche et information sur l'antisémitisme au Luxembourg", déi genau och all antisemitesch Virfäll an Aggressiounen zu Lëtzebuerg statistesch oplëschten - ganz seriö als Kommissioun kucken. An duerno wäerte mer no enger Diskussioun an der Kommissioun eng Motioun oder eng Resolutioun hei am Plenum ëffentlech diskutéieren.

A wéi ech héieren hunn, wäert den Här Mosar herno schonn eng Motioun deposéieren. Déi kann dann als Basis geholl ginn, fir drop ze schaffen, fir dass mer gemeinsam hei dee schreckleche Phenomeen vum Antisemitismus denoncéieren.

Wann ech scho bei der Aarbecht vun der Kommissioun sinn, wëll ech als President vun der aussepolitescher Kommissioun nach e puer Saache soen. An der Chamberssessioun 2017/2018 hate mer 64 Reuniounen, dovunner 19 Visiteuren, déi mer zesumme mam Chambersbüro empfaangen hunn, an an der Sessioun 2018/2019 hate mer scho 15 Reuniounen a 4 Visiteuren.

Mir haten an deene leschten zwee Joer och - an do wëll ech der Madamm Yuriko Backes Merci soen, der Vertriederin vun der Europäescher Kommissioun hei zu Lëtzebuerg am Europahaus - zéng EU-Kommissären hei an zéng ganz héich Fonctionnairen, mat deene mer ganz politesch Diskussiounen an och ganz technesch Diskussioune konnte féieren, wat wichteg ass, fir eis europapolitesch Dimensioun als Deputéiert ze stäerken.

Ech wëll awer och Iech, Här Minister Jean Asselborn, Merci soe fir Är Bereetschaft, dass Der ëmmer direkt bei eis an d'Kommissioun kommt an no all Conseil, sief dat e Conseil « Affaires étrangères », e Conseil « Affaires générales » oder e Conseil, wou d'Migratiounsfroen diskutéiert ginn, direkt duerno an d'Kommissioun kommt an eis e Bericht maacht. An och kommt Der ëmmer bei eis an d'Kommissioun, wann d'Oppositioun eng Demande fir e Gespréich mécht. Den Här Wiseler huet dat jo virdrun och ënnerstrach. Ech mengen, Respekt virum Parlament ass eppes ganz Wichteges, an deen hutt Dir.

Dee Merci geet awer och un de Premierminister Xavier Bettel. Och hie kënnt no wichtege Conseile bei eis. An alles dat entsprécht jo enger Motioun, déi mer 2017 hei ugeholl hunn am Kader vun der Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa. An dofir sinn ech frou, dass d'Regierung dat respektéiert, wat mer hei als Parlament festgehalen hunn.

Mäi Merci riicht sech natierlech och un all d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vum Ausseministerium, aus allen Direktiounen, déi eis ëmmer hëllefen, mat deene mer zesummen iwwert d'Projet-de-loie kënnen diskutéieren, déi Projet-de-loien amendéiere kënnen, wann et muss sinn. An och hinne wëll ech villmools Merci soen.

Eng aner Remark ass, déi 3D-Approche vun eiser Aussepolitik - Diplomatie, Developpement an Defense - spigelt sech, mengen ech, an eiser Kommissiounsaarbecht erëm. Fir d'LSAP ass dës „comprehensive approach", also dës allëmfaassend Approche, mengen ech, déi richteg. A mir si frou, dass mer als Chamber keng extra Europakommissioun hunn, dass mer hei déi Dokumenter an déi europäesch Dossieren an d'Fachkommissioune weiderginn, fir dass all eis Deputéiert niewent hirer nationaler a lokaler Dimensioun och déi europäesch Dimensioun entwéckele kënnen.

An an deem Kontext ass mäi Message un d'Biergerinnen an d'Bierger wichteg. Et ka kee Politiker sech dobausse méi hanner Bréissel verstoppen a soen: Ech hunn dat do misse stëmmen, well Bréissel dat gesot huet. An d'Biergerinnen an d'Bierger sollen esou Politiker froen: Wat hutt Der dann an der Chamber, wat hutt Der an Ären nationale Parlamenter ënnerholl?

Als President vun der aussepolitescher Kommissioun freet et mech och, dass d'Regierung schreift, dass d'Diskussioun iwwert d'Europapolitik an onser Gesellschaft muss verdéift ginn an dass se sech och wëllt asetzen, dass d'Transparenz an déi demokratesch Kontroll vun der Europapolitik verstäerkt solle ginn.

Eng gutt Nouvelle ass, dass d'Regierung d'Zesummenaarbecht mat der Chamber um europäesche Plang an an den europäeschen Dossiere verstäerke wëllt. An an deem Kontext soll och deen Aide mémoire, dat ass dat Dokument, wat mer hunn, wéi mer zesummeschaffen, iwwerkuckt ginn. Déi Aarbechten hunn ugefaangen um Beamtenniveau a mir wäerten déi weiderféieren.

Ech muss elo e bëssen hei kierzen, well ech gesinn, d'Zäit leeft. Ech wollt awer och nach soen, dass mer ganz frou sinn, dass am Koalitiounsaccord den Droit de diligence drasteet. Dat ass eppes, wat d'Zivillgesellschaft gefuerdert huet. Dat heescht, dass déi multinational Gesellschaften och eng societal Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

A mir freeën eis an deem Kontext och iwwert de Plan d'action national du Luxembourg sur la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dat ass eng gutt Saach. Ech weess, dass dat Iech ganz um Häerz louch. An ech fannen, d'Zivillgesellschaft huet besonnesch ënnerstrach, dass et bei der Ausschaffung vun deem Plan d'action e ganz, ganz breeden Dialog mat der Zivillgesellschaft gouf. A mir hunn an deem doten Domän formidabel ONGen hei zu Lëtzebuerg. An ech wollt Iech dofir Merci soen. Dat do ass eng Demarche, wéi mir se als LSAP gär gesinn.

Déi Dossieren, déi eis an deenen nächste Méint wäerte beschäftegen, sinn natierlech de Cadre financier pluriannuel, am Hierscht den neie Fënnefjoresprogramm vun där neier EU-Kommissioun an natierlech och de Brexit.

Beim Brexit kréie mer jo nach d'Geleeënheet, vill driwwer ze schwätzen. Ech wëll just eppes soen, wat wichteg ass: Dass mer zu Lëtzebuerg gutt preparéiert sinn op de Brexit an dass och d'Europäesch Kommissioun gutt preparéiert ass an dass mer eis als Chamber déi Dossiere ganz seriö ugekuckt hunn. D'Projet-de-loien, déi besonnesch d'Biergerinnen an d'Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich uginn, leien an der Chamber. Se goufen de 5. Mäerz vum Statsrot aviséiert. Mir hunn ee bei mir an der Kommissioun, dee mer amendéiere mussen a wou mer duerch d'Diskussioun de Méindeg dann elo festgehalen hunn, dass mer och elo eng Solutioun fannen, wat d'Immigratioun ubelaangt, wann et zu engem No-Deal kënnt. Ech wäert déi Amendementer de Méindeg an der Kommissioun presentéieren. An ech mengen, dat sinn d'Punkten, op déi mer eis musse konzentréieren.

Ech wéilt, fir ofzeschléissen, einfach soen, och wann de Bierger am Alldag net gesäit, wivill d'Europäesch Unioun him brëngt … Oft mengen d'Bierger, d'Europäesch Unioun wär eppes Kales an et géif nëmme Sue kaschten, a se vergiessen, wat et brëngt. An ech mengen, grad de Brexitprozess, déi transparent Aart a Weis, wéi den Här Barnier dat gefeiert huet, weist eis jo, wéi wäertvoll Europa ass, a mir sollen de Biergerinnen an de Bierger dat och nobréngen.

Et ass also wichteg, dass mer et an Europa fäerdegbréngen, an Zukunft déi sozial Kris, déi d'Leit touchéiert a se oft géint d'EU opbréngt, mat couragéierte Mesuren ze léisen. A gläichzäiteg musse mer populistesch Reflexer méi aktiv bekämpfen an hir eege Kontradiktiounen entlarven.

Här President, et gëtt keng Alternativ zu Europa, mä et gi wuel Alternativen zu der aktueller Europapolitik. D'LSAP ass bereet, dës Alternative mat auszeschaffen an ëmzesetzen, well an engem faire an nohaltegen Europa gewanne mer alleguer.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Angel. An nächst Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Dir hutt d'Wuert, Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2007 hunn ech meng Magisteraarbecht geschriwwen zum Thema Asylpolitik. Ech hat deemools d'Geleeënheet, mat enger Partie Leit Interviewen ze maachen. Ech hu Gespréicher gefouert notamment mam deemolege Minister Luc Frieden an och mam Nicolas Schmit. Vun hei aus hinnen och nach eng Kéier e grousse Merci. Si hu mer à la dernière minute e bësselche meng Aarbecht awer gerett.

Ech hu mir dës Aarbecht deslescht erëm duerchgelies am Kader vun dëser Diskussioun, well ech nach eng Kéier wollt kucken, wat ech deemools geschriwwen hunn, wat entre-temps geschitt ass. An ech muss soen, dat war e ganz interessanten Exercice, well d'Ramebedéngungen wierklech komplett geännert hunn. Quasi all d'Aussoen, déi ech deemools gemaach hunn am Kader vun där Aarbecht, déi bestinn haut esou net méi, an déi Constate kënnen net méi stëmmen.

Wat sech awer net geännert huet, dat huet een och ganz kloer gesinn, dat ass eis Approche, déi mer hunn an der Politik, näämlech der Aussepolitik wëllen e Gesiicht ze ginn. Mir sinn eis bewosst, dass all Entscheedungen, déi geholl ginn, en Impakt op d'Mënschen hei am Land awer och iwwerall op der Welt kënnen hunn, well d'Aussepolitik, eis Diplomatie, ass u sech dat wichtegst Geschir, wat mer an eiser Geschirkëscht hunn, fir de Fridden op der Welt ze förderen an eis Interessen awer och eis Wäerter dobaussen ze verteidegen.

Mir ginn den Dialog mat Partner aktiv sichen, ouni den Dialog mat deenejéinegen ze vergiessen, mat deene mer Differenzen hunn. Dat ass e Message, dee mer gëschter an och haut direkt e puermol héieren hunn. An ech fannen deen onheemlech wichteg, dee Message.

Och wann dëst net fir jiddweree verständlech ass an dëst Onverständnis souguer, wéi elo ganz rezent, zu enger ëffentlecher Interventioun féiert, esou ass et dach enorm wichteg, dass mir eis och oder grad mat deenen an den Dialog beginn, mat deene mir net ëmmer op enger Linn sinn, well ouni Dialog sinn d'Konflikter, éischtens, virprogrammëiert an, zweetens, kënne se och net geléist ginn.

A wat Konflikter fir Konsequenze kënnen hunn, däers si mer eis jo bewosst. Kricher hannerloossen hir Spuere bei Mënsch an Natur, an dat iwwer Jorzéngten ewech. D'Narben, déi

verheelen net schnell. Traumata ginn iwwer Generatiounen ewech weiderginn. A wéi mir leider virun e puer Wochen och hei hu missen erliewen, fuerdere Kricher och nach 80 Joer no hirem Enn Affer an de Gesellschaften.

Dat bedeit, dass all Krich, dee mir haut féieren, egal wou op dëser Welt, op deene betraffene Plazen och nach an 80 Joer seng Auswierkunge wäert weisen. D'Zäiten ännere sech, d'Ëmstänn ännere sech, an zum Gléck liewe mir hei an enger Gesellschaft, déi an der Lag ass, deenen Evolutiounen op d'mannst bis zu engem gewëssene Punkt Rechnung ze droen.

Dofir, déi rezent Evolutiounen, wéi zum Beispill, dass Lëtzebuerg sech 2018 mat deem éischte grénge Defense-Minister weltwäit belount huet, fannen ech eng ganz positiv Entwécklung. Vernetzt denken, …

(Interruption)

… d'Diplomatie stäerken, alles dat sinn Attributer, mat deene mir Gréng d'Aussepolitik ganz gutt komplettéiere kënnen a wou mir och eegen Akzenter kënnen a wëlle setzen.

Gréng an Defense passt fir vill Leit net zesummen a wier e Widdersproch u sech, soen der vill. Wéi dat ze kombinéiere wier, ginn ech ganz oft gefrot, och hei am Haus. Mir missten eis emol erëm virun de Spigel stellen, mengen anerer.

Meng Meenung dozou ass: Wie matgestalte wëllt a seng Wäerter an Iddie mat abrénge wëllt, dee muss mat um Erwuessenendësch sëtzen. Vum Kannerdësch aus ass et schwiereg, Impulser ze setzen. An et ass och net schlecht, wann een eege Leit an der Kiche placéiert huet, déi matdecidéieren, wat um Dësch zerwéiert gëtt.

Wäerter verteidegen, gehéiert wuel aktuell zu de wichtegsten Aufgabe vun eiser Zäit. An dat ass nun emol ee vun den Haaptattributer och vun eiser Partei.

Wat ech feststellen, ass, dass d'Aussepolitik an hirer ganzer Komplexitéit oft net déi Beuechtung kritt, déi hir eigentlech zousteet. Vläicht well d'Themen extrem breet gestreet sinn an et schwéier ass nozevollzéien, wéi all dës Entscheedungen en Impakt op esou villes an alles kënnen hunn.

An trotzdeem geléngt et grad der lëtzebuergescher Aussepolitik ëmmer erëm, positiv op sech opmierksam ze maachen. Ech denken dat huet och vill dermat ze dinn, dass mir de Mënsch an där ganzer Diskussioun net vergiessen an och ni vergiess hunn.

Aussepolitik gëtt vu Mënsche fir Mënsche gemaach. Dat gëtt ersiichtlech bei spontane Reaktiounen à la - pardon - « merde alors! », duerch placéiert Messagen iwwert d'Rechter vun Homosexuellen a verschiddene Länner oder kloren Aussoen zum Thema Brexit viru sëlleche Kameraen.

Dofir vu mir aus e grousse Merci och un alleguerten d'Regierungsmembere fir hire Courage, esou Saachen och unzeschwätzen.

Une voix.- Très bien !

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Den Här Asselborn huet gëschter e ganz detailléierte Bericht gemaach. Dat war quasi e Kompendium vun all de Konflikter an Erausfuerderungen, déi eis de Moment weltwäit begéinen.

Ech hat mer éierlech gesot gewënscht, deen Discours wär e bësselche méi kuerz gewiescht, net well ech Iech net gär nolauschteren, mä well et einfach e positivt Zeeche gewiescht wier, wann déi Lëscht net gradesou laang gewiescht wär.

Ech hu mer dofir e puer Punkten erausgepickt, op déi ech nawell ganz gäre géif méi am Detail agoen. An ee vun den Haaptpunkten ass natierlech och d'Europäesch Unioun mat hire sëllechen Erausfuerderungen an aussepolitesche Kärthemen, unzefänke bei der Migratioun, well dat jo och en Thema war, wat haut e puermol ugeschwat ginn ass.

Wa mer op d'Joer 2018 kucken, dann hunn iwwer 2.000 Mënschen eng Demande de protection zu Lëtzebuerg gestallt. Dat ass dat véiert Joer hannereneen, dass iwwer 2.000 Demanden hei eragereecht gi sinn. Ech denken, dat ass elo déi nei Form vun Normalitéit. Mir mussen eis wuel drop astellen an deementspriechend och eis Strukturen heiheem stäerken, fir dass mer dës Leit op eng wierdeg Aart a Weis hei kënnen empfänken an och integréieren.

D'Migratioun ass sécher eng vun de gréissten Erausfuerderungen, mënschlech an och logistesch, virun deene mir an Europa de Moment stinn. Et ass awer och als Bierger vun dësem Land an an der ganzer Europäescher Unioun immens schwiereg ze begräifen, dass nach ëmmer, no all deene Joren an all deenen Diskussiounen, Honnerte vu Leit am Mëttelmier erdrénken, an net nëmmen dat, mä dass mir hinnen och nach derbäi nokucken.

Zënter Jore gëtt méi Solidaritéit gefuerdert, mä de Mangel u Bereetschaft vun all de Staten, hiren Deel vum Päckelche matzedroen, huet bis elo am Fong just derzou gefouert, dass eis Grenzen zougemaach gi sinn.

Domadder mussen d'Leit elo déi aner Säit vun Europa an zum groussen Deel mënschenonwierdege Konditiounen ausharren. An dat Resultat ass net nëmme grausam fir déi betraffe Mënschen, et ass och einfach frustrant fir d'Bierger hei an Europa, déi sech einfach muechtlos fillen an, ech denken, och dowéinst zu engem Deel d'Vertrauen an hir politesch Representante verléieren.

Duerch verschidden Accorde mat Länner ausserhalb vun der EU ass d'Unzuel vun de Migranten, déi op irregulärem Wee an Europa kommen, elo staark zréckgaangen. Dat entlaascht natierlech als Alleréischt déi Länner am Süde vun Europa, déi am stäerkste mat der Arrivée vun Demandeure konfrontéiert waren.

Et kann een deem och weider Positives ofgewannen, näämlech zum Beispill, dass doduerch manner Leit de geféierleche Wee iwwert d'Mëttelmier op sech huelen, dass also manner Mënsche virun eisen Aen erdrénken, dass manner Leit versichen, de Wee iwwer Schmugglernetzwierker ze maachen oder am Trafic humain landen.

Mir dierfen awer och net - an ech si frou, dass dat och e puermol hei ugeschwat ginn ass - d'Ae virun der Tatsaach verschléissen, dass, just well se net hei ukommen, de Problem nach laang net un der Wuerzel ugepaakt ginn ass. Si hunn nawell e ganz geféierleche Wee hanner sech bruecht, se waren eventuell Schmuggler oder Trafiquanten ausgesat. An och do, wou se am Endeffekt „ukommen", ass de Risiko ganz grouss, dass si Affer vu Mënscherechtsverletzunge ginn.

An deem Kontext ass et dofir och immens wichteg, dass reell a sécher Alternative geschafe ginn. Heizou gehéiert och, dass legal Migratiounsweeër geschafe ginn.

Europa gëtt an der Migratiounskris kee ganz gutt Bild of - leider. D'Fro, déi ee sech awer och muss stellen, ass, wéi schlecht oder wéi vill méi schlecht dat Bild wier, wann et keen Europa géif ginn. Ech denken, da wier d'Bild nach méi schlecht.

Mir brauchen hei méi EU: Kampf géint Schmugglernetzwierker, méi präventiv Aarbecht, an och eis Kooperatioun muss méi drop ausgeriicht ginn, d'Problemer un der Wuerzel ze paken.

Och fir de Klimawandel anzedämmen, ass méi EU gefuerdert. Graff Schätzungen zu ëmweltbedéngter Migratioun gi vun alarmanten Zuele vu bis zu 200 Milliioune Leit aus. Vläicht ass dës Zuel en Tick ze héich gegraff, mä souguer wa se nëmmen hallef esou héich wier, da wieren dat nach ëmmer 100 Milliioune Schicksaler, 100 Milliioune Mënschen, Elteren, Kanner, deenen hir Geschichten op eng grausam Aart a Weis einfach ëmgeschriwwe ginn duerch de Klimawandel.

D'EU ass also gefuerdert, op villen Niveauen: solidaresch handelen, keng Leit méi am Mier erdrénke loossen, legal Migratiounsweeër schafen, eis Handelspolitik an Agrarpolitik iwwerdenken, fir dass mir net genau déi Problemer verschäerfe ginn, elo hei, déi mer herno net bereet oder einfach net capabel sinn ze léisen.

Dofir hei och e ganz besonnesche Merci un eis zwou Ministesche fir Ëmwelt a Kooperatioun, d'Carole Dieschbourg an d'Paulette Lenert, awer och eise Minister fir Landwirtschaft, de Romain Schneider, dass si sech och an hire respektive Ressorte fir eng kohärent Politik an Europa op allen Niveauen asetzen.

Ech géif och eng Kéier gär kuerz iwwer Venezuela schwätzen; vläicht just ee Konflikt erausgepickt vu villen aneren.

Venezuela ass ee Land, wat eigentlech um gudde Wee war, wat stabill geschéngt huet, wat relativ gutt fonctionnéiert huet. Haut befënnt Venezuela sech an enger Situatioun, déi därmoosse schlecht ass, dass ee sech kaum ka virstellen, wéi alles dat ouni Krich am Land konnt passéieren. Eng Spiral vu Gewalt, ee Gesondheetssystem, dee komplett agefall ass, Hyperinflatioun, d'Schoulwiesen, wat net méi fonctionnéiert, Repressiounen et cetera, d'Lëscht ass laang, hu massiv derzou bäigedroen, dass Leit aus dem Land flüchten.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Den Hugo Chávez an duerno säin Nofolger, de Maduro, hunn iwwer Joren eng extrem destruktiv Politik mat graven autoritären Zich gefouert. A sozial war doru just nach den Titel, dee si sech selwer ginn hunn. Gedriwwe vun Honger, Angscht an Onsécherheet si bis ewell iwwer dräi Milliioune Venezuelaner an hir Nopeschlänner geflücht. Och a Spuenien si ganz vill Venezuelaner ukomm.

Ech hunn do virun zwee Joer eng Partie venezuelanesch Famillje kënnegeléiert, mat deenen ech mech eng Zäitche laang ausgetosch hunn. An ech hat wierklech d'Geleeënheet, hir Geschichten ze héieren, déi immens, immens traureg waren. A si hunn och vun hirer verzweifelter Situatioun bericht a vun deene ville weidere Venezuelaner temoignéiert, déi an extrem prekäre Situatiounen an hirem Land nach sinn.

Venezuela ass haut net nëmmen en aarmt Land, mä och e sougenannten „Failed State", well en d'Basisversuergung vu senger Bevëlkerung net emol méi usazweis garantéiere kann. D'Situatioun huet sech därmoosse verschäerft, dass vum President Maduro, deem seng Wiederwahl ganz staark kontestéiert gi war, notamment vum Europaparlament, Neiwahle gefuerdert gi sinn. Dat an enger Situatioun, wou d'Land sech wierklech kuerz virum Biergerkrich befonnt huet.

Säi Refus, d'Neiwahlen ze organiséieren, huet derzou gefouert, dass d'Europaparlament an eng Rei EU-Länner säin Opponent, de Guaidó, als Interimspresident unerkannt hunn, fir dass hien Neiwahlen a sengem Land kéint organiséieren. Eng Partie Länner, dorënner also Lëtzebuerg, hunn also de Guaidó unerkannt. Ech wëll dozou just um Rand umierken, wéi schwéier et ass, hei um Niveau vun der EU och mat enger Stëmm um Niveau vun der Aussepolitik ze schwätzen.

Wat elo déi Decisioun ubetrëfft, nun mag deen een oder aneren heibanne sech och d'Fro stellen, ob dës Unerkennung gerechtfertegt war, ob dat net eventuell eng Amëschung an intern Ugeleeënheete vun engem Stat ass. Ech denken, dass et richteg ass, sech esou Froen a priori ze stellen - dat ass sécher net onberechtegt -, an et ass och sécher schwéier, déi rout Linn erauszefannen an ze zéien, ab wéini eng Reaktioun sënnvoll ass, néideg ass oder och net, mä ech mengen, dass mir eis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer an och an dësem Fall vu Wäerter leede gelooss hunn.

Situatioune sinn nun emol seele schwaarz oder wäiss, mä wann ee Land vu senger eegener Regierung bis esou un de Bord vum Biergerkrich gedriwwe ginn ass a sech och nach, wéi elo hei an dësem Fall, eng legitimm gewielte Persoun fanne léisst, déi sech derfir engagéiert, dem Land en neie Start ze erméiglechen, da schwätzt villes derfir, Positioun ze bezéien.

D'Guideline vun der „Responsibility to Protect" huet fir eis nach ëmmer Gültegkeet. Duerfir war, wéi den Här Ausseminister et och gesot huet, nokucke fir eis einfach keng Optioun. Natierlech sinn esou Situatiounen an hir Entwécklung ni ganz virauszegesinn. Après coup gesi mer haut, dass d'Situatioun och vläicht ze optimistesch ageschat ginn ass. De Maduro huet sougutt wéi besiigt geschénkt. Hien hat den Ultimatum vun der EU versträiche gelooss, an de Guaidó stoung an de Startlächer. Neiwahle ware jo eigentlech zu deem Zäitpunkt wierklech bal gräifbar.

An der Tëschenzäit hu mir e Revirement vun der Situatioun. Déi erhoffte Kettereaktioun ass komplett ausbliwwen. De Maduro ass nach ëmmer am Land an huet d'Militär, wat ënner senger Regie leider ganz vill Avantagen huet, nach ëmmer hanner sech. Mir sinn also elo effektiv an enger Situatioun an deem Land, wou mer en eigentlech machtlose Politiker unerkannt hunn a gläichzäiteg all weideren Dialog mam Maduro gekappt hunn, ouni dass Neiwahlen a Siicht wieren.

De Grond, firwat ech dat elo hei soen an de Resumé vun der Situatioun maachen, ass net, fir Reprochen ze maachen. Et ass eigentlech deen, dass ech weise wëll, dass Aussepolitik keng exakt Wëssenschaft ass. Mir hunn et hei mat Mënschen an extrem komplexe Situatiounen ze dinn.

An Decisiounen huelen, kann nun emol falsch sinn, et kann och richteg sinn. Genausou wéi keng Decisioun huelen a Saachen einfach lafen ze loossen, ka falsch sinn, kann et eben och schifgoen, wann een eng Decisioun an eng aner Richtung hëlt.

Hätt jiddweree vun eis zu all Moment eng Glaskugel derbäi, da wier villes méi einfach. Mä ouni déi Glaskugel ass et eng Tatsaach, dass eis Entscheedungen ëmmer verlaangen, dass mir eng Situatioun ofweien an eist Handelen no deem Zeenario orientéieren, deen eis déi gréissten Aussiicht op Erfolleg gëtt.

Eng Unerkennung vum Guaidó soll deemno net, wéi Verschiddener mengen, als Ënnerstëtzung vun enger US-amerikanescher Aussepolitik gedeit ginn - dat op kee Fall. D'Welt ass net ëmmer a schwaarz a wäiss. Do hëlleft och absolutt kee rosaroude Brëll, mat deem ee sech de Sozialismus nom kubanesche Modell schéiriede wéilt.

No dësem klengen Exkurs iwwer Venezuela muss ech natierlech och eng Kéier kuerz iwwert de Brexit schwätzen, och wann ech net an all Detail vun deenen Diskussioune kann agoen. Ech weess elo net, wéi et lech geet, mä all Moien, wou ech opstinn déi lescht zwou Wochen, hunn ech vu Europe „The Final Countdown" just nach am Kapp, wat esou leeft.

An effektiv, de Countdown, dee leeft. Mir sinn elo just nach 15 Deeg, déi eis vun engem eventuelle Brexit trennen. Ech soen „eventuell", well ech mir mäi leschte Fonken Hoffnung nach net huele loossen. Ech gleewen nach ëmmer drun, dass eng Majoritéit vun de Britten entre-temps, wou d'Konsequenze vun engem Brexit ëmmer méi evident ginn, sech fir e Remain géif entscheeden, wann ee se nach eng Kéier géif froen.

Wat och ëmmer déi zwou kommend Wochen nach wäerte fir eis parat hunn, ass et awer wichteg, sech haut trotzdeem mat enger ganzer Rëtsch Froen ze beschäftegen. De Brexit ass déi grouss Erausfuerderung, déi eis zënter Jore beschäftegt an, leider muss een och soen, déi eis hei an och an der EU relativ läämt an eis Zäit geholl huet, vill wäertvoll Energie opgesaugt huet, déi mer eigentlech och ganz gutt an aner Beräicher hätten investéiere kënnen.

Trotzdeem, d'Britten hu gewielt gehat. An et ass wichteg, sech och ze froen, wat dëse Vott elo fir eis, fir d'Mënschen hei bedeit. Wat kënne mir draus léieren? Wéi een Impakt huet dëse Vott op d'Leit? Et ass evident, dass hei ënnert dem Stréch keen als Gewënner aus dëser Situatioun erausgeet, et gi just engersäits Verléierer an anerersäits där, déi nach méi verléieren. « L'union fait la force », soe se. An dat ass eben net en eidele Sproch, mä besonnesch hei an Europa eng grouss Realitéit.

Dobäi ass et relativ offensichtlech, dass och oder grad vill vun deenen, déi fir de Brexit gestëmmt hunn, och déi negativ Konsequenze wäerten ze droe kréien. E Beispill heifir ass eben d'Landwirtschaft zum Beispill, wou no engem Brexit keng Subside méi an dee Beräich a Groussbritannien fléisse kënnen.

Dass hei keen eppes ze gewannen huet, gëtt wahrscheinlech besonnesch de Leit a Groussbritannien vun Dag zu Dag méi bewosst. An ech muss soen, wann ech mer esou ukucken, wat bei hinnen ofleeft am Parlament, da léisst e Bléck op hir Entscheedungsträger och net vill Hoffnung opkommen, dass d'Problemer an der Zäit nom Brexit konsequent kënnen abordéiert ginn.

A wann ech gesinn, wéi grad déijéineg, déi dat alles zu engem groussen Deel mat Ligen a simplistesche Parolen ugestiwwelt hunn, sech schéin aus dem Stëbs gemaach hunn, elo wou et drëm geet. d'Problemer ze léisen, da mécht dat mech awer e klengt Bësselche rosen.

Et deet mech awer hoffen, dass mir op anere Plazen an och hei am Land dorauser léieren an eis net bereetwëlleg vun esou vereinfachten Duerstellunge leede loossen. Den Här Asselborn huet et gëschter a senger Ried gesot: „D'Demokratië si lues, d'Demokratië si komplex. Eesäiteg, simplistesch Messagë komme méi séier un." Genau esou ass et och an duerfir musse mir un der Vertrauensbasis tëscht Politik a Gesellschaft schaffen, fir dass déi Tendenz, déi ëmmer méi opkënnt, näämlech de Populisten nozelafen an einfache Messagen ze gleewen, ëmgedréit gëtt.

Och wa mir hei um Festland d'Konsequenzen vläicht och besser offiedere kënne vun engem eventuelle Brexit, esou ass awer och hei jiddwerengem bewosst an och deenen, déi am Ufank esou kuerz nom Vott gesot hunn: „Déi doten, déi si jo gutt fort, déi ware souwisou ëmmer géint alles", och déi hu mëttlerweil awer gesinn, dass mir als EU mat Groussbritannien méi staark dosti wéi ouni.

Mir liewen nun emol an enger Welt, déi ganz vernetzt ass - an ech schwätzen hei net just vun der Finanzwelt. Natierlech huet de Brexit och e finanziellen Impakt a vill kleng a grouss Entreprisë wäerten drënner leiden, mä och all aner Beräicher, vum Transport iwwert d'Héichschoulen, d'Aviatioun bis zur Landwirtschaft oder der Defense, wäerten och déi Folgen ze spiere kréien.

Ech kann hei d'Beispill vun der Defense eng Kéier erauspicken. Et ass e wichtege Beräich , wou mir eigentlech wierklech och op d'Britten ugewise sinn. Hiren „Research and Development"-Budget stellt 40 % vum Budget vun allen EU-Länner zesummen duer. Hir Moyene stellen tëscht 25 % an 30 % vun de Gesamtcapacitéiten duer. Dat ass zwar ze wéineg fir si, fir eleng ze bestoen, mä et ass awer ze vill fir eis, fir einfach esou kënnen drop ze verzichten.

Si hunn och e permanente Sëtz am UN-Sécherheetsrot, vun deem mir bis elo nach ëmmer profitéiert hunn.

Mä och Groussbritannien ass op d'EU ugewisen. Mat engem President Trump, deem seng Aussoen zur NATO e bësselche schwiereg sinn, ass Groussbritannien och net méi ganz iwwerzeegt vun der Soliditéit vun der NATO an der transatlantescher Partnerschaft. Et ass also fir si ëmsou méi wichteg, awer e staarke Lien och zu der EU weiderzebehalen.

Fir nëmmen e weidert Beispill vun deenen Honnerten ze nennen, mat deene Groussbritannien sech elo konfrontéiert gesäit: Elo musse si jo all Handelsofkommes, wat iwwert d'EU ofgeschloss war, nach eng Kéier eenzel ofschléissen. A wa si elo eleng vis-à-vis vu Schwéiergewiichter wéi den USA stinn, dann hu si net méi deeselwechte Poids wéi deen, dee se haten, wéi se nach an der EU waren.

Op sech eleng gestallt, ass Groussbritannien an enger vill méi schwaacher Verhandlungspositioun. Esou hunn zum Beispill d'Amerikaner elo schonn ugekënnegt, dass si vu Groussbritannien massiv Zougeständnisser bei de landwirtschaftlechen Exporter erwaarden. Esou soll Groussbritannien elo zum Beispill an der Landwirtschaft seng Standarden erofsetzen, notamment wat d'Gentechnik ubelaangt oder am Beräich vu verschiddene Pestiziden oder Antibiotika.

Dat erkläert iwwregens och, firwat déi Saach mam Backstop esou schwiereg ass, well mat enger oppener Grenz tëscht Nordirland an Irland géife mir d'Dier späraangelwäit opmaachen, fir dass esou Produiten, déi net eise Kritären entspriechen, einfach esou kéinten onkontrolléiert bei eis erakommen.

Wann een awer eppes Positives vläicht kéint aus engem potenzielle Brexit zéien, dann ass et dat, dass mir erëm virun Ae gefouert kritt hunn, wéi wäertvoll eis Europäesch Unioun ass, souwuel fir eis als Länner awer och fir eis als Bierger.

Wa schonn e Land wéi Groussbritannien sech wäert schwéierdoen, eleng ze bestoen a seng Interessen duerchzesetzen, esou wëlle mer jo guer net driwwer nodenken, wat dat bei eis zu Lëtzebuerg géif bedeiten.

Vu dass d'Defense jo dann och elo an de grénge Kärkompetenze läit, géif ech och gäre kuerz op d'europäesch Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik agoen. D'EU muss hir gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik virubréngen. Och a grad am Beräich vun der Defense, wou zënter Kuerzem enorm Efforte gemaach ginn - déi Efforte kommen och zäitlech iwwertenee mat den Diskussiounen iwwert de Brexit -, musse mir eng gemeinsam Strategie definitiv un d'Goe kréien.

Mä dobäi geet et fir eis primär net ëm den Ausbau vu militäresche Capacitéiten, mä ëm d'Zesummeleeë vun dëse Capacitéiten. Esou ka Geld gespuert ginn, mir evitéieren Doublonen. An doduerch, dass mir eis op e gemeinsame System eenegen, gëtt d'Interoperabilitéit tëschent eise Systemer och garantéiert.

Dobäi muss d'EU awer och den Exercice bis zum Schluss duerchdenken an eng inhaltlech Debatt doriwwer féieren, wéi eng Erwaardungen eng EU-Aussen- a Sécherheetspolitik soll erfëlle kënnen. Fir eis ass kloer: Mir hunn eng NATO, mir brauche keng NATO 2.

Nieft eise militäresche Capabilities sollt duerfir nach ëmmer verstäerkt op Konfliktpräventioun och am ziville Beräich gesat ginn. Et ass do, wou mir och nach weider mussen investéieren. Mir mussen an der Lag sinn, eis als Mediateur anzebréngen, ier et zu schwéiere Konflikter an eiser Noperschaft kënnt.

Och am Beräich vun de Rüstungsexporter brauche mir vill méi EU. Et kann net sinn an et ass onverständlech, dass verschidden EU-Länner mat hire Waffenexporter genau déi Kricher fiddere ginn, déi mir herno léise mussen an awer net léise kënnen.

Ech géif och kuerz gären nach eng Kéier iwwert déi nei Weltuerdnung schwätzen, déi de Moment grouss an der Diskussioun ass. Mir liewen net méi an enger bipolarer Welt. Déi Zäit ass eriwwer. D'Constate si gewiichteg: D'USA dréien dem Multilateralismus de Réck, China gewënnt un Afloss a Russland ass zréck op der Weltbün.

Mat steigende Militärbudgete bei deenen dräi ass et besonnesch vu russescher Säit, wou mir relativ direkt an eiser Noperschaft mat Konsequenze konfrontéiert sinn. Vu Cyberattacke bis zur Annexioun vun der Krim gëtt et eng Partie Aktivitéiten, déi eis kënnen a musse Suerge bereeden.

An dee Kader passt natierlech dann och, dofir hat ech et e puermol ugeschwat, déi rezent vum President Trump ugekënnegt Opkënnegung vum INF-Vertrag. Béid Säite beschëllege sech jo hei géigesäiteg, dëse Kontrakt net ze respektéieren, an hunn deemno ugekënnegt, de Kontrakt auslafen ze loossen, mam Resultat, dass mir hei an Europa elo Gefor lafen, enger nuklearer Oprëschtung op eisem Territoire mussen nozekucken.

De Risiko besteet, deen ass reell, dass an deem Fall zousätzlech amerikanesch Atomwaffe virun eiser Hausdier elo stationéiert ginn a soumadder eis Sécherheetslag direkt beaflossen. D'Suergen ëm eiser aller Sécherheet wuessen deemno. A Sécherheetsexperte stelle sech zu Recht eng ganz Partie Froen, ënner anerem och iwwer Gebidder, déi méi wäit vun eis ewech sinn, wat elo d'Kräftemoossen tëscht den USA a China zum Beispill ubelaangt. Wat géif passéieren, wa China muer géif versichen, am Südchineesesche Mier eng vietnameesesch Insel anzehuelen? Géif Washington do nokucken an domat senger Roll als Sécherheetsgarant an deem Gebitt net méi gerecht ginn?

Déiselwecht Fro gëllt och fir Taiwan. Wat géif passéieren, wann Taiwan muer fir seng Onofhängegkeet vu China géif stëmmen? Wier domadder fir China eng rout Linn erreecht, wou si militäresch géifen intervenéieren? Wéi géifen d'USA an deem Fall reagéieren als Alliéiert vun Taiwan a sech an esou engem Konflikt verhalen? Ech mengen, mir sinn eis eens, dass eng Interventioun vun den USA hei ganz séier kéint an enger Spiral enden, déi mer net emol wëllen zu Enn denken.

Wéinst all dësen Entwécklunge si mir Gréng der Meenung, datt Theme wéi Ofrüstung a Rüstungskontroll erëm mussen op den Ordre du jour kommen. De Kale Krich ass laang eriwwer. A wat mer deemools fäerdegbruecht hunn, dierfe mer elo net méi op d'Spill setzen. An hei muss d'EU och hir Roll spillen.

Leider sinn awer och d'Rolle vun der NATO net méi esou kloer definéiert, wéi se et viru Joren nach waren. An och hei maache besonnesch déi rezent Äusserunge vum US-President et relativ schwiereg virauszegesinn, wou d'NATO an Zukunft wäert stoen a wéi d'EU sech och par rapport dozou soll positionéieren. An dofir fanne mer, dass d'EU sech weiderhi soll staarkmaache fir eng NATO, déi eis Wäerter och verteidegen an de Fridde séchere kann.

D'EU soll hir Capacitéite bündelen, wéi virdru scho gesot, fir dass dës och am Kader vun der NATO kënnen ugebuede ginn. Soumadder kéinte mir der US-Demande no engem méi faire Burden Sharing gerecht ginn, ouni eis Depensen an deem Beräich mussen an d'Luucht ze setzen.

Trotz all deene Constate vun enger neier Weltuerdnung an erneiter Muechtpolitik, esou sollte mer trotzdeem net vergiessen, dass mir mëttlerweil awer an engem Zäitalter sinn, wou international Bezéiungen awer net just duerch militäresch Capacitéite kënnen erkläert ginn. Wou fréier nach Ofschreckung eleng als Garant vum Fridde gegollt huet, liewe mir haut an enger Welt, déi esou interkonnektéiert a „verbrutzelt" ass, dass all potenzielle Konflikt duerch d'Industriestaten direkt enorm wirtschaftlech Konsequenze fir jiddwereen am Fong geholl huet.

Stabilitéit ass dofir fir jiddwereen, all Stat, eng Viraussetzung. An et bleift ze hoffen, an dat ass de Punkt, dass dat rationaalt Denken d'Iwwerhand behält. Ech mengen, dat ass ee vun de wichtege Punkten. Ech ka mech net un eng Zäit erënneren, wou esou irrational Entscheedunge getraff gi si wéi a leschter Zäit.

Ee leschte Punkt ... Neen, ze fréi gefreet. En zweetleschte Punkt, iwwert deen ech gäre géif schwätzen, dat ass d'Cyberdefense, déi ganz Relatioune mat Fake News, Deepfake et cetera. Dat hëlt näämlech ëmmer méi e wichtege Beräich an, dee mer misste consideréieren.

Militäresch Capacitéite sinn eben net méi déi eenzeg Form vu Bedroung, déi mer hunn. D'Cyberkriminalitéit an d'Fake News huelen zou. An et ass en extrem breet Themegebitt, wat ganz vill Auswierkunge kann hunn. Dat geet vun digitalen Amëschungen a Wahlen, fir eben Afloss op d'Wahlresultater ze huelen, bis zu Cyberwaffen, déi zum Beispill an der Lag wieren, engem Land seng Frühwarnsystemer komplett lahmzeleeën, fir esou seng Defense och klengzekréien.

D'Zäitalter vun der Desinformatioun ass definitiv amgaangen, sech auszebreeden, dat op allen Niveaue vun der Gesellschaft an der Politik. Wat mir am Klengen op eisem private Facebook-Account kennen, dat kennt d'Politik um internationale Plang och op hirem Niveau.

Mä wat kann dat ënner anerem um politesche Plang an den internationale Bezéiunge konkret bedeiten? Zum Beispill sou Deepfakes bestinn einfach aus extrem effiziente Ligen oder esou digitale Montagen, déi absolutt an der Lag sinn, Gewalt an Opstänn a verschiddene Länner auszeléisen, Kandidaten oder gewielte Politiker ze diskreditéieren an natierlech och Wahlen ze beaflossen.

Et geet also hei ëm eng Technik, déi wierklech e massiven Afloss op eis Demokratië kann huelen an och schonn zu engem groussen Deel geholl huet.

Bis viru Kuerzem huet d'Berichterstattung sech nach komplett op d'Aarbecht vun de Journaliste beruff. Déi Journalisten, déi hunn ethesch Regelen an hu Standarden, stramm Standarden, no deene si schaffen, fir d'Qualitéit vun den Informatiounen ze garantéieren.

Haut hu mer eng Situatioun mat de sozialen Netzwierker, wou massiv Informatiounen ongepréift zirkuléieren an einfach och emol gären lwwerhand huelen. Dee Contenu gëtt gedeelt a gedeelt bis dass de Message den Tour gemaach huet. E gëtt awer net méi wouer doduerjer, dass en oft gedeelt ginn ass.

A vu dass d'Useren, dat muss een och am Hannerkapp hunn, iwwer Algorithmen grad dat geliwwert kréien, un dat se souwisou schonn iergendwéi gleewen, ass ee ganz schnell an engem Zeenario, wou ee wéi an enger Echokummer ëmmer nëmmen dat geliwwert kritt an déi Messagë gefiddert kritt, déi ee selwer schonn iergendwou am Kapp huet. Déi ginn dann onkritesch erëm iwwerholl a weiderverbreet.

Als Beispiller: Et kéinten zum Beispill Videoe montéiert ginn, an deenen US-Zaldoten angeblech eng Strategie diskutéieren, fir eng Moschee ze attackéieren. Mir wëssen all, wat dat fir Konsequenze kéint hunn. Esou Videoe ginn och ëmmer méi einfach ze maachen. An et ass geschwë méiglech, mat ganz einfache Softwaren esou Videoen ze produzéieren, fir dass glafwierdeg Zeene gefaked kënne ginn. Oder en iwwerzeegend wierkende Video vun engem Kandidat, dee sech der Korruptioun schëlleg mécht, kéint deem seng Chancen, gewielt ze ginn, komplett zunichtemaachen.

Dat alles huet awer och Konsequenzen erëm an déi aner Richtung, well wann dat elo ëmmer méi oft stattfënnt, da wëssen d'Leit jo och net méi, wiem se iwwerhaapt nach kënne gleewen, wéi eng Informatioune gerechtfertegt sinn a wéi eng net. A korrupt Kandidaten oder Kandidaten, déi sech wierklech eppes zu Schold komme gelooss hunn, kënnen dann och ëmmer behaapten, de Video wär fake. Dat schüürt eng riseg Onsécherheet. An Onsécherheet ass ni eng gutt Ausgangslag a kann zu ganz reelle Problemer féieren.

Leider gëtt et hei och keng schnell Léisungen. Ëmsou méi wichteg ass et, dass hei Synergië gesicht ginn, fir eis och an där Hisiicht ganz gutt opzestellen. Fir mech ass et einfach kloer, dass Zougang zu zouverlässegen Informatioune weiderhin ee vun de wichtegste Gidder vun eiser Demokratie ass a muss sinn.

An da kommen ech, ouni wär et jo och ze schued, och op d'feministesch Aussepolitik ze schwätzen. Wat ass feministesch Aussepolitik? Ech si frou, dass ech dat Kapitel elo hei e bësselche kann iwwersprangen, well e puer vu menge Virriedner hei scho ganz gutt Aarbecht geleescht hunn. An ech wëll och nach eng Kéier ausdrécklech Merci soen, dass dee Volet esou e groussen Deel an Ärer Ried ausgemaach huet.

Deen een oder deen anere mag sech vläicht um Wording stéieren. Et geet hei awer ëm Grondprinzipien, mat deenen hoffentlech jiddwereen hei am Sall sech kann identifizéieren. Et geet, wéi schonn ugeschwat, drëm, d'Rechter vu Fraen a Meedercher awer och vun anere vulnerabele Gruppen ze garantéieren. Si solle gläichberechtegt Zougang zu Entscheedungsplattforme kréien, Projeten a Partenariater solle getrei no de Prinzipie vun der Gendergerechtegkeet gefouert ginn.

Alles dat hu mer jo och elo schonn a verschiddene Virträg erkläert kritt. Et geet awer doriwwer eraus. Et ass eng Aussepolitik, déi d'Interesse vun de Mënschen, déi verletzlech sinn, an de Mëttelpunkt stellt. Et ass eng Approche, déi d'Abstraktheet vun der Aussepolitik reduzéiere soll. D'Folge vun Aussepolitik hunn nun emol en Impakt op alleguerten eis Mënschen, an dat soll een och an der Elaboratioun vun där Politik matberücksichtegen. Et ass eng Approche, déi drop ausgeriicht ass, sozial Ongläichheeten ze ecartéieren, dat als Basis fir eng gesond Entwécklung vun engem Land.

Schweden zum Beispill huet schonn zënter 2014 eng feministesch Aussepolitik. An an eiser Kooperatiounspolitik ass, wéi mir jo och gëschter gewise kritt hunn, d'Stäerkung vu Meedercher a Fraen zënter Joren ee vun den transversalen Themen. Eise Koalitiounsaccord gesäit och vir, dass mir eis no deene Prinzipie riichten.

Ech ginn Iech just ee Beispill, fir dat eng Kéier ze illustréieren. Ech war virun enger gudder Woch a Rumänien op enger Conférence interparlementaire vun der EU iwwert d'Verteidegungspolitik. Bon, Verteidegungspolitik ass elo keen Domän, wou klasseschérweis immens vill Fraen an der Ronn sinn, an trotzdeem, e groussen Deel vun de Leit, déi do am Sall souzen, ware Fraen, wat mech schonn extrem gefreet huet.

Mä op der Bün war keng eng Fra. An de Workshoppe ware keng Fraen an de Panels. Et duerft just eng Fra ee Workshop moderéieren. Et war därmoossen evident, dass d'Frae vun der Konferenz sech en marge zesummegedoen hunn, fir en eegene Statement ze maachen, well mer d'Gefill haten, dass eis Stëmm net wierklech gefrot war.

Et muss een awer net bis a Rumänien fueren, fir dëst ze erliewen. Och beim Lancement vun der lëtzebuergescher Presidence vun der Benelux sëtzen am Panel just Kostüm-Krawatt, an der éischter Rei och just Männer. Dobäi war et jo och net esou, wéi wann et keng kompetent Frae géife ginn, déi eppes zum Thema kéinte bäidroen. Se si just net gefrot ginn.

Firwat mécht eng feministesch Aussepolitik doriwwer eraus awer och Sënn, ofgesi vun der Tatsaach, dass et eng ganz simpel Fro vu Gerechtegkeet ass? Wa Fraen zum Beispill an der Aussepolitik gestäerkt ginn, weisen d'Statistiken och ganz einfach, dass Peace-making- a Peacebuilding-Prozesser méi schnell a vill méi nohalteg Erfolleger Opweises hunn, wa Frae mat an de Verhandlungen um Dësch souzen. Dat ass jo och kaum verwonnerlech, vu dass d'Resultater zum Beispill vu Friddensverhandlunge kaum op laang Siicht Bestand kënnen hunn, wann nëmmen en Deel vun der Bevëlkerung am Prozess representéiert war a sech deemno och am Ofkommes net kann erëmfannen.

E weidere wichtege Punkt an där Debatt: Feministesch Aussepolitik bedeit, wéi gesot, och, dass d'Interessen an d'Stëmmen net nëmme vu Fraen, mä och vun anere vulnerabele Gruppe mat afléisse musse kënnen. Domadder ginn Theme wéi Gender, LGBTI an de Respekt vun anere Minoritéiten am Allgemengen net ënnert den Teppech gekiert. An der Approche vun enger feministescher Aussepolitik wier et zum Beispill net denkbar, dass ee sech d'Recht eraushëlt, d'Rechter vun deenen enge Minoritéiten héichzehalen, wärend een déi vun anere mat Féiss trëppelt. Eng Tendenz, déi ee leider ab und zu och hei muss feststellen.

Wann ech net nëmmen eemol hei matkréien, wéi zum Beispill Leit sech voller Enthusiasmus fir d'Lutte géint den Antisemitismus asetzen - a verstitt mech hei net falsch, dat ass eng gutt Saach -, wärend se awer gläichzäiteg anere Minoritéiten a vulnerabele Gruppen - wéi LGBTI, Flüchtlingen - méi wéi ofleenend géigeniwwerstinn an och oppe mat Gruppéierungen zesummeschaffen, déi ëffentlech d'Geschehnisser aus dem Zweete Weltkrich relativéieren, dann ass dat fir mech an, ech denken, och fir anerer net akzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien !

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Zur Konklusioun. Et ass onméiglech hei en Tour d'horizon ze maachen. Ech mengen, dat ass och net d'Zil vum Exercice. Wichteg Theme wéi de Konflikt a Syrien, Afghanistan, Jemen et cetera hunn ech jo net emol usazweis ugeschwat.

Wat ech wëll soen, ass, dass Aussepolitik wuel ee vun deene komplexeste Gebidder ass, mat deenen ee sech kann ausenanersetzen. All eis Aktiounen an Decisiounen hunn Auswierkungen openeen, op d'Mënschen op dësem Planéit an op eis Ëmwelt. Kee vun eis huet eng

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Glaskugel um Dësch stoen a munchmol muss een Decisiounen huelen, déi net einfach sinn.

Nëmmen d'Geschicht kann herno beuerteelen, ob ee richteg gehandelt huet oder ob een eventuell och emol heiansdo dernieftlouch. Dobäi läit bei all Entscheedung eng enorm Responsabilitéit op deemjéinege senge Schëlleren, deen déi Entscheedungen ze treffen huet. Duerfir wëll ech nach emol eisem Ausseminister e ganz häerzleche Merci soe fir säin enormen Asaz a vläicht och e klenge Merci u seng Famill lassginn, déi hire Jang esou vill muss mat eis deelen.

Et ass sécherlech eng Herkulesaarbecht, déi hien ze bewältegen huet. An et ass bemierkenswäert, wann een iwwer esou vill Joren ewech nach ëmmer mat frëscher Energie ënnerwee ass a capabel ass, Impulser ze setzen. Anerer wäre vläicht scho laang desillusionéiert gewiescht.

Duerfir géif ech och gär mat engem positive Message ofschléissen, well et ass wichteg, dass mir alleguer heibannen, awer och all Eenzelnen an der Gesellschaft, jonk a manner jonk, eis als wichtegen Deel vun der Léisung gesinn.

D'Greta Thunberg, schonn e puermol haut ugeschwat, ass wahrscheinlech de Moment eng vun deenen erfollegräichsten Diplomatinnen a steet symbolesch, fir mech op d'mannst, als Hoffnungsfigur do, näämlech datt déi kommend Generatioun prett ass, fir d'Relève ze huelen.

Déi Jugendlech vun haut sinn eis Entscheedungsträger vu muer. Wien hinnen ënnerstellt, just op d'Strooss ze goen, well se net wëllen an der Schoul sëtzen, weist wéi wéineg Vertrauen een an d'Jugend huet a wéi vill ee si an hirer Ofleenung vum aktuelle System ënnerschätzt. Si ginn net just op d'Strooss. Si versichen, hir Gewunnechten de Besoine vun haut unzepassen, an dat an engem net terribel favorabele Kader, well déi viregt Generatiounen ze laang d'Mauer net wollte gesinn, an déi mir amgaange sinn, mat voller Vitesse ze rennen. Ech si frou, dass et si gëtt a wäert si och ënnerstëtzen, wa si och bei eis op d'Strooss ginn.

Wann ech gesinn, wéi jonk Leit wéi d'Greta Thunberg mobiliséiere kënnen, eis zum Ëmdenken opfuerderen an hir Solidaritéit keng Grenzen a keng Hautfaarwe kennt, da mécht dat mir extrem vill Hoffnung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen och dem Här Asselborn villmools Merci fir seng Ried gëschter, an där en eis u sech net déi Lëtzebuerger Baussepolitik presentéiert huet, mä manner wéi en Drëttel dovunner, well wann een déi Lëtzebuerger Politik kuckt, déi dës Regierung mécht, dann huet een den Androck an der Analys, datt et der dräi gëtt: eng verschidde Baussepolitik pro Partei. D'Akzenter si ganz kloer anescht gesat.

De Statsminister Bettel, deen ass um Wee vum pragmateschen Dialog, vum mesuréierten Ausenanersetze mat anere Länner. D'Visitt vum Premierminister Medwedew mat Russland war dofir e Beispill, d'Handelsgespréicher mat China sinn e Beispill oder och säi Besuch an Israel. Dat ass déi Politik vun der Demokratescher Partei, déi ech an dëser Regierung géif als déi pragmatesch qualifizéieren.

Do derniewent hu mer déi vun der LSAP, déi éischter an dat Chaotescht erageet. Do hu mer den Här Asselborn, mir hunn d'Madamm Lenert a mir hunn den Här Étienne Schneider, déi all Kéiers aner Akzenter setzen.

Wann ech elo zum Beispill kucken, mat den USA, fir just e puer Beispiller erauszegräifen: Mir hunn hei eng Situatioun, zemools bei der LSAP, muss ech soen, wou mer eng permanent Widderhuelung vun enger plomper Kritik hunn un de politeschen Zoustänn an den USA, déi ee ka gär hunn oder net gär hunn, mä wou an de Vergiess geréit, datt mer e laangfristege strategeschen Interessi mat den Amerikaner musse fleegen an datt mer eng historesch Dankbarkeet hinne géintiwwer hunn, déi mer nimools däerfe vergiessen. Et wär gutt, wa mer och eis Relatioune mat den USA erëm an den Zentrum vun eise Bestriewunge géife stellen an eis net un de politesche Virléifte vun deenen engen oder deenen anere géife stéieren.

Russland ass en anert Beispill. Den Här Étienne Schneider probéiert den direkte Vol, e probéiert, d'Wirtschaftsrelatiounen ze intensivéieren. An op där anerer Säit hu mer den Här Asselborn, dee weider voll op der Sanktiouneschinn ass.

Mä ech wëll Iech soen: Mir mussen d'Russlandpolitik fundamental änneren - am Westen, net nëmmen hei. Laangfristeg ass déi Politik, déi mir maachen, net vernënfteg. Mir kreéieren eng Allianz Russland-China. Mir kreéieren onnatierlech Allianzen, déi eis a villerlee Hisiicht laangfristeg schueden. Déi Konflikter, déi am Ableck bestinn, déi mussen anescht analyséiert ginn a mussen zu anere politesche Konklusioune féieren, déi eis et erlaben, aus enger Sakgaass erauszekommen.

D'Verantwortung läit net eleng bei Russland, si läit och bei eis. D'Analys vu Konflikter vun engem Räich, wat zesummebrécht, wéi d'Sowjetunioun, wou et postsowjetesch Konflikter gëtt, ass eng aner wéi eng reng Widderhuelung vun de Prinzipie vun Helsinki vun 1975.

Mir mussen einfach erauskommen aus enger Logik, wou mer e Land wéi d'Ukrain als De-facto-Alliéierten huelen, e Land, wou de Rietsextremismus präsent ass mat der Ausenanersetzung mat engem Här Bandera an der Geschicht, mat den Azow-Bataillonen, mat villen anere Saachen, dem Massaker vun Odessa oder och elo dem Ausrulle vun enger Swastika an engem Akafszentrum zu Kiew.

Dat ka fir eis keen Alliéierte sinn! A Politiker wéi den Här Asselborn an anerer, déi soen, datt si de Rietspopulismus an de Rietsextremismus bekämpfen, an awer an der Praxis eng Allianz mat der Ukrain hunn, an deem politeschen Zoustand vun deem Land, déi verléieren d'Kredibilitéit an deem doten Dossier!

Mir mussen einfach eng pragmatesch Approche hunn, an déi hu mer och net am Israeldossier. Déi Iwwerbetounung vun dem israelesch-palästinensesche Konflikt am Noen Osten dréit der reeller Situatioun iwwerhaapt net Rechnung. Mir hunn e Krich am Jemen, mir hunn de Problem Iran, mir hu Saudi-Arabien, mir hunn den Expansionismus vun enger Tierkei. Alles dat si reell Problemer, déi vill méi wichteg sinn.

Mä déi Ried vum Här Asselborn gëschter, dat war eng eenzeg Israelkritik. Mir soen als ADR, datt mer eng ausgeglachen Approche am Noen Oste brauchen. Eng Kritik un Israel muss erlaabt sinn, awer och eng Kritik un der Palästinensescher Autoritéit!

Den Här Asselborn huet gëschter gesot: „Et gëtt Gewalt am Gaza." Jo, mä et gëtt Gewalt duerch d'Hamas! D'Hamas an déi Palästinensesch Autoritéit folteren! Hutt Dir dat gesot? Si hunn d'Doudesstrof! Hutt Dir dat gesot?

Ass dat net och e Verstouss géintiwwer de Mënscherechter vun de Palästinenser, wann hir eege politesch Autoritéiten den demokratesche Prozess net respektéieren, keng Wahlen hu säit éiweg, Mënscherechter duerch Folter wierklech mat Féiss trëppelen, an dann ass et just eng Kritik géint Israel?! Dat ass och keng ausgeglachen oder och nëmmen objektiv Approche!

D'UNRWA: Dat ass schonn eng komesch Situatioun, déi een och muss kënnen thematiséieren, datt et am Kader vun de Vereenten Natiounen zwou verschidde Flüchtlingsagenture gëtt, d'UNHCR, déi mer solle méi ënnerstëtzen, an d'UNRWA, déi déi Particularitéit huet, fir de Flüchtlingsstatus hereditaire ze maachen, wat et soss néierens an der Welt gëtt!

Och dat ass eng politesch Diskussioun wäert. An ech mengen, datt déi amerikanesch Bedenken an där Hisiicht och sollte vun eis méi eescht geholl ginn.

Dës Regierung seet, elo wou mer d'IHRA-Presidence iwwerhuelen, datt se antisemitesch Tendenze bekämpft. Dat begréisse mir voll a ganz. Dat ass dee richtege Wee. Ech muss awer soen, datt ech net iwwerzeegt sinn, datt déi Regierung dat wierklech eescht mengt. An dat ass ganz schlëmm. Mä déi Iwwerzeegung, déi hunn ech net.

Wann ech liesen an dem Här Asselborn senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro iwwert de Finanzement vun den Terroristen duerch déi Palästinensesch Autoritéit, wou déi hollännesch Regierung elo Moossname getraff huet, datt d'Palästinensesch Autoritéit Leit ënnerstëtzt, déi duerch de Konflikt gestuerwe sinn. Jo, si si gestuerwen! Mä mir schwätzen hei iwwert déi Terroristen, déi net iwwert d'Konsequenz vum Konflikt gestuerwe sinn, mä iwwert déi Leit, déi duerch hir aggressiv a mënscheveruechtend kriminell Tendenz, näämlech d'Doutmaache vun onschëllegen Zivilisten, de Konflikt eréischt prolongéieren! An dat sinn déi Saachen, déi duerch d'Palästinensesch Autoritéit finanzéiert ginn a wat Lëtzebuerg op jidde Fall, anescht wéi Holland, net veruerteelt an net finanziell och bestrooft.

Och mat der IHRA, mat där Presidentschaft, musse mer kloer soen, datt hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer eng Organisatioun an d'Schoule ka goen an do hir eesäiteg Propaganda maachen, déi ënner anerem de BDS-Mouvement ënnerstëtzt, an de Begrënner vum BDS-Mouvement ass een, dee kloer seet, datt e kee jiddesche Stat a Palästina wëllt! An esou eng Organisatioun kann an eise Schoulen optrieden! Wann dës Regierung hiren Engagement géint Antisemitismus wëllt dokumentéieren, da muss se et och an deem dote Beräich maachen.

Mënscherechter: An der Entwécklungshëllef schaffe mir mat Länner zesummen, déi d'Mënscherechter net respektéieren, mä ech erkennen un, datt d'Regierung sech wéinstens deelweis deem Problem bewosst ass.

Mä mam Iran. Den Här Bettel huet e courageierten Akt gemaach, wou e bei der Arabescher Liga iwwer seng Homosexualitéit geschwat huet. Et ass effektiv net akzeptabel, datt d'Homosexualitéit penaliséiert gëtt a ville Länner.

Mä d'Lëtzebuerger Regierung schafft da mat engem Stat zesumme wéi dem Iran, deen hei protegéiert gëtt, Atomaccord an esou weider an esou virun, deen Dausende vun homosexuelle Leit exekutéiert an u Kranen hänkt!

Fir mech ass dat e Widdersproch.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wou ass do d'Kredibilitéit vun der Politik?

Hei zu Lëtzebuerg schwätzt d'LSAP iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat. Et kann net streng genuch sinn. All Kierch muss verstaatlecht ginn. Gott weess, wou mer an e puer Joer sinn!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Schwätzt net driwwer, well et ass gemaach.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo. Mä sidd roueg, well ech kann Iech soen, …

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- … ech kann Iech soen, datt eng Partei, déi hei zu Lëtzebuerg esou géint d'Kierch optrëtt, awer am Iran mat enger theokratescher Diktatur zesummeschafft, datt déi och keng Kredibilitéit huet!

Well wann Der déi Valeure vun der Trennung vu Kierch a Stat hei vertrëtt, da si se jo wahrscheinlech och dohannen net falsch! Wann Der fir Mënscherechter antrëtt, da maacht et am Iran, an deen Ableck gleewen ech Iech Ären Engagement!

Da gëtt et eng drëtt Politik, dat ass déi vun deene Gréngen. Och déi hunn hir Politik. An déi besteet doran, dat ze desavouéieren, wat déi aner zwou Parteie soen. Den Här Bausch, dee muss zur Kenntnis huelen, datt de Premierminister an den Ausseminister op NATO-Treffen 2 % vun eisem Bruttonationalprodukt fir d'Defense dann zousoen. Dat ass e Verspriechen.

Den Här Bausch seet: „Dat ass illusoresch, dat maache mer net." Do kann een dann driwwer streiden, ob et eng Zilsetzung ass oder net. Op jidde Fall ass et de klore Wonsch, deen Engagement net ze erfëllen. Do ass eng Kontradiktioun.

Et ass och eng Kontradiktioun am LuxGovSat. Ech hunn elo gelies, den Étienne Schneider huet dat jo ageféiert, an den Här Bausch, deen iwwerleet sech, ob dat moralesch vertrietbar ass. Dee wëllt dat elo emol nokucken.

An den Här Turmes, an dat fannen ech eigentlech dat Schlëmmst, dee setzt an der Regierung eng Politik vun der Subventionéierung vun der Elektromobilitéit duerch an e weess, an déi ganz Regierung weess, datt e groussen Deel vun der Kobaltproduktioun duerch Kanneraarbecht an onméiglechen Ëmstänn am Kongo produzéiert gëtt. An da gëtt gesot: „Jo, mir hoffen, datt sech dat dann an den nächste Jore verbessert." Neen, wann ee weess, datt Kanner elo leiden am Kongo, da geet een net hin an et subventionéiert een dat!

Et ass och elo gesot ginn, a meng Virriednerin huet dat och nach ganz kloer gesot: déi feministesch Baussepolitik. Jo, doriwwer kann ee schwätzen. Natierlech, Fraerechter si Mënscherechter, mä et muss ee just kucken: Wat versteet een dorënner? Wat heescht dat konkret?

Eng vun deenen éischte Moossnamen, déi ëmmer zitéiert ginn, ass: „She Decides." Dat ass u sech eng Ënnerstëtzung, well d'Amerikaner dat net méi maachen, fir eng relativ liberal Ofdreiwungspraxis an der Welt. Mä et muss een awer och do derbäisoen, datt déi éischt Affer vun der Ofdreiwung déi ongebuere Meedercher sinn. Dat ass déi grouss Majoritéit.

(Interruption)

An och do ass e grousse Kredibilitéitsproblem.

Da war ech, well et mech interesséiert huet, leschte Sonndeg, mengen ech, op enger Manifestatioun vun deene Gréngen. Déi hunn och iwwer feministesch Baussepolitik geschwat. An do hu se Diae gewise vun de Burkaen am Iran an hu gesot: „Dat dote wëlle mer net, do musse mer dergéint optrieden."

Mä hei am Land huet déi gréng Partei, dee grénge Justizminister, mat dem Accord vun der LSAP an der DP, d'Burka erlaabt. An och do ass eng Kontradiktioun. Wie fir Fraerechter wëllt antrieden an der ganzer Welt an heiheem d'Burka erlaabt, deen huet och e Problem a senger logescher Iwwerzeegungskraaft, an zwar e ganz groussen.

(Interruption)

Ass dat feministesch Politik?

An da gëtt jo hei geschwat iwwert den Equiliber an iwwer Panelen, wou Frae solle sëtzen, si hätte keng Stëmm. Wann ech als Ausseminister an enger Regierung wär, wou fënnef Ministere Frae si vu 17, an ech wär fir eng feministesch Politik, ma da géif ech mäi Posten enger Fra zur Verfügung stellen! Dat wär iwwerzeegend!

Well ech hunn et gelies an der Zeitung, datt bei Iech an der Partei schonn e puermol eng Fra iwwergaange gi wier fir Ministeschnominatiounen. An e richtege Feminist géif soen: „Et ass elo un der Zäit, fir mäi Posten enger Fra zur Verfügung ze stellen." Da géif ech soen: Dee Mann huet mech iwwerzeegt, dee mécht eppes fir Fraerechter!

(Brouhaha)

D'Europäesch Unioun, den Zoustand vun der Europäescher Unioun, ech kommen dann op de Brexit. De Brexit gëschter, dat ass keen Ausdrock vun Nationalismus, wéi dat hei ëmmer gesot gëtt, mä de Brexit ass eng Kris vum Federalismus. Et ass schued, datt d'Britten …, an et ass gesot ginn: „Dat ass net räsonabel." Ma sécher ass et räsonabel! Mä mir hunn eng Matverantwortung!

Mir hunn eng Matverantwortung och als Lëtzebuerg, well mer de Britten net fréi genuch entgéintkomm sinn, an dat gëtt net gesot. Elo ass et net, fir sech anzemëschen an dat, wat am Vereenegte Kinnekräich geschitt, ob déi sollen en zweete Referendum maachen, en No-Deal-Zeenario hunn oder net, mä gëschter war et jo hauchdënn! An ech mengen, dat muss een och wëssen!

A beim europäesche Finanzkader - ech maachen e bësse méi séier, well ech gesinn, datt d'Kolleege vun de Piraten jo och nach hir Zäit brauchen -, beim europäesche Finanzkader ass et och esou, datt mer net kënnen higoen an einfach dat elo kompenséieren, wat ausfält, wann d'Britte ginn, mä mir sollen eis der Decken no strecken. Fir d'Lëtzebuerger heescht déi Politik, fir alles auszegläichen, datt mer praktesch eisen EU-Bäitrag no verduebelen. An ech mengen, dat huet och budgetär Konsequenzen.

Europäesch Wäerter, do gi Polen an Ungarn ëmmer genannt, mä ech wëll hei vläicht an e puer kuerze Wierder nach soen, firwat Europa eigentlech selwer dauernd géint seng Prinzipie verstéisst. Europa ass net méi richteg demokratesch. An dowéinst sinn d'Leit dergéint, net wéinst engem Populismus oder esou weider, mä well Referenden net respektéiert ginn, well Referenden ëmmer erëm widderholl ginn, well den Neen a Frankräich an Holland zum Verfassungsreferendum dozou geféiert huet, datt awer de Lissabon-Vertrag ugeholl gouf, liicht amendéiert, den Nee vun den Hollänner zu dem Associatiounsofkommes mat der Ukrain ignoréiert gouf. An ech mengen, dat Ignoréiere vun deem, wat d'Vollek gär hätt, dat féiert och zu enger antieuropäescher Stëmmung.

Europa ass och kee richtege Rechtsstat méi. D'Maastricht-Kritäre sinn x-mol gebrach ginn. Den Dublin-Vertrag gëtt net respektéiert. D'Meenungsfräiheet gëtt och duerch europäesch Direktiven a Reglementer ëmmer méi ageschränkt. D'Leit wëllen dat net!

An d'Europäesch Unioun kann och als Friddensprojet net méi voll iwwerzeegen, och net an der Bannepolitik oder an der Sozialpolitik, wann ee sech virun Ae féiert, wat d'Eurokris alles verursaacht huet.

An der Baussepolitik, wou Dir sot: „Mir brauchen eng Majoritéitsdecisioun an der Baussepolitik." Ass dat am Interessi vu Lëtzebuerg? Mir hunn déi Situatioun vun der Europäescher Unioun, datt mer en Directoire hunn. Déi Däitsch an déi Franséisch fille sech dozou beruff, ënnerstëtzt vun aneren, fir Europa wëllen ze féieren. Elo soe se: „Mir brauchen en europäesche Sécherheetsrot, wou mat Majoritéiten decidéiert gëtt." Si hätte gär eng europäesch Arméi. Mä alles dat heescht fir eis, datt mer u sech als Lëtzebuerg kee Matsproocherecht méi an deene Saachen hätten, datt mer vläicht misste Kontributiounen och a Personal leeschten a keng Méiglechkeet méi hätten an der Praxis, doriwwer ze decidéieren, wat mat eisen Zaldote geschitt.

Fir eis ass dat net akzeptabel. Mir si fir eng Zesummenaarbecht, och am Kader vun der NATO, tëschent europäesch Arméien, och, wéi dat gesot gouf, fir Suen ze spueren, och dat ass en Aspekt, dee sech vertrëtt, awer op kee Fall, fir eng europäesch Arméi ze maachen, wou Lëtzebuerg misst Bäiträg leeschten, iwwert déi mir herno keen Afloss méi hunn. Mir si fir Eestëmmegkeet och an der Baussepolitik.

Här President, ech wëll Iech zwou Motiounen iwwerreechen, well den Här Minister Asselborn a sengen Ausféierunge gëschter net an alle Punkte ganz däitlech war.

Deen ee Punkt, wou en net ganz däitlech war, war d'Bäitrëttsperspektiv vun der Tierkei. Do huet e gesot, et wär ganz schwiereg, fir déi Kritären erfëllt ze gesinn, déi Kopenhagener Kritären, déi doriwwer determinéieren, ob e Land ka bäitrieden oder net. D'Positioun vun der ADR ass do ganz kloer: Fir eis huet d'Tierkei keng Plaz an der Europäescher Unioun. A mir sinn derfir, d'Verhandlungen definitiv ofzebriechen. An an deem Sënn, Här President, wollt ech Iech dës Motiounen iwwerreechen.

Motion 3

D'Chamber,

- an déiwer Suerg iwwert d'Entwécklungen an der Tierkei an deene leschte Méint a Joren;

- besonnesch schockéiert iwwert déi massiv a gravéierend Mënscherechtsverletzungen, déi an deem Land an ëmmer méi grousser Zuel geschéien, d'Verfolgung vun der politescher Oppositioun an d'Aschränkunge vun der Fräiheet vun der Press an der Justiz;

- rifft an Erënnerung, datt d'Tierkei eng ganz Rei international Verflichtungen am Beräich vun de Mënscherechter ugeholl huet, besonnesch och am Kader vun de Vereenten Natiounen an dem Europarot, an datt si vill dovun net méi respektéiert;

- stellt fest, datt d'Tierkei d'Kopenhagener Kritären, déi d'Basis fir en eventuelle Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun duerstellen, net erfëllt, well si keng stabel Institutioune méi huet, déi de Rechtsstat, d'Demokratie, d'Mënscherechter an de Schutz vun den nationale Minoritéiten op eng glafwierdeg Manéier kéinte garantéieren;

- erënnert drun, datt d'Tierkei den nërdlechen Deel vun der Republik Zypern zënter 1974 a Violatioun vum internationalen, ëffentleche Recht militäresch occupéiert an datt si, ënner anerem, hir Obligatioune géintiwwer der Republik Zypern am Bezuch op EU-Recht nach ëmmer net anhält;

- ass besuergt iwwer eng Rei vun Aktiounen an Deklaratiounen, déi weisen, datt d'Tierkei déi territorial Integritéit vun hire Nopeschstaten, dorënner besonnesch dem Irak, Syrien a Griichenland net méi respektéiert;

- am Wëssen ëm déi Kriticken, déi vun internationalen Organisatiounen an Netregierungsorganisatiounen, dorënner och der Europäescher Kommissioun, virbruecht gi sinn,

fuerdert d'Regierung op,

- ëmmer op eng glafwierdeg Manéier fir de Respekt an d'Anhale vun den europäeschen an demokratesche Wäerter anzestoen, och am Kader vun de Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an der Tierkei;

- géintiwwer der Tierkei op d'Anhale vun de Mënscherechter, de Schutz vun de Minoritéiten, besonnesch och vun de Kurden, an der Rechtsstaatlechkeet ze bestoen;

- besonnesch och drop ze halen, datt d'Demokratie an d'Fräiheet vun der Press nees hiergestallt a respektéiert ginn, d'Rechter vun der Oppositioun nees a vollem Émfank respektéiert ginn an d'Justiz nees onofhängeg ka fonctionnéieren;

- vun der Tierkei ze verlaangen, datt si endlech de Genozid un den Armenier an aneren aus der Zäit vum Éischte Weltkrich unerkennt;

- an der NATO an an der EU d'Sécherheet an déi territorial Integritéit vu Griichenland an Zypern ze thematiséieren;

- an der UNO op déi territorial Integritéit vum Irak a vu Syrien ze insistéieren an an deem Sënn den UNO-Sécherheetsrot ze invitéieren, d'Aktioune vun der Tierkei ze iwwerwaachen;

- all Initiativen am Kader vun der UNO aktiv ze ënnerstëtzen, déi eng friddlech Léisung vum Zypern-Konflikt favoriséieren;

- an den EU-Gremien derfir anzetrieden, datt d'Bäitrëttsverhandlunge vun der Tierkei mat der EU definitiv ofgebrach ginn;

- dorop hinzewierken, datt d'Tierkei e wichtege politeschen an ekonomesche Partner vu Lëtzebuerg an der EU am Kader vun enger enker Partnerschaft ka sinn, wann d'Konditiounen derfir rfëllt sinn;

- op d'Aféierung vun enger Visafräiheet fir d'Tierkei ze verzichten;

- eng aner Migratiounspolitik ze bedreiwen, fir datt d'EU an deem Kontext net weider an engem Ofhängegkeetsverhältnis zu der Tierkei steet oder sech mat der Droung vun oppene Grenzen an der Tierkei erpressbar mécht.

(s.) Fernand Kartheiser.

Motion 2

D'Chamber,

sech bewosst,

- datt d'Besteierung eng Fro vun der nationaler Souveränitéit ass;

- datt d'Besteierung eng ganz komplex Matière ass, déi vill Besonneschkeeten an Interessien an enger Gesellschaft muss berécksiichtegen a probéieren, op eng gerecht Manéier auszegläichen;

- datt d'sozial Kohäsioun hei am Land an d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber, besonnesch den typesche klengen a mëttlere Lëtzebuerger Betriber, Uleiesse sinn, déi am beschten am Lëtzebuerger Parlament ze iwwerkucken an ze behandele sinn;

- datt bei all Diskussioun iwwert d'Besteierung och muss a Consideratioun gezu ginn, wéi eng direkt oder indirekt Steieren, inklusiv Taxen an Akzisen, sozial Chargen an aner Kontributioune vu physeschen oder moralesche Persoune bezuelt ginn an a wéi engem Mooss;

- datt eng sozial gerecht Besteierung méiglechst sensibel an differenzéiert op eenzel Bevëlkerungskategorien agoe muss - wat am Fall vu Lëtzebuerg mat senger relativ klenger Bevëlkerung sécher méi einfach ass, wéi an engem europäesche Kader mat senge bal 450 Millioune Bierger,

fuerdert d'Regierung op,

um Prinzip vun der Eestëmmegkeet bei all Steierfro am Ministerrot vun der Europäescher Unioun festzehalen a keng Derogatiounen, Ausnamen, Amenagementer oder Flexibiliséierungen ze toleréieren a scho guer net explizitt ze akzeptéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi zweet Diskussioun, dat ass déi … Oh, ech mengen, ech hunn Iech een Deel scho ginn, mä et ass net schlëmm. Hei ass alles komplett dann.

Déi zweet Motioun, déi betrëfft d'Ofstëmmung a Fiskalfroen. Och do war den Här Minister Asselborn net ganz kloer.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ech mengen, et ass … Nee, nee, Dir waart net ganz kloer, op jidde Fall net a mengen Aen, an dat, mengen ech, ass awer schonn interessant an dëser Diskussioun.

Den zweeten Aspekt ass déi vun de Fiskalfroen. Dir hutt gesot, et ass schwéier, fir dat alles iwwer ee Kamm ze zéien. Dir hutt awer net kloer gesot, datt Lëtzebuerg géint d'Ofschafe vun der Eestëmmegkeet a Fiskalfroen ass. Dofir wollte mer dat och klären. An déi Motioun, déi mer als ADR haut hei presentéieren, déi seet ganz kloer, datt mer der Meenung sinn, datt Lëtzebuerg weider fir d'Eestëmmegkeet a Fiskalfroe muss antrieden.

Mir hunn an der Europäescher Unioun och Problemer mat dem Funktionement vun Institutiounen. Ech wëll dat hei ganz kloer soen, well et gëtt ëmmer esou duergestallt, als wär de Problem vun der Europäescher Unioun de Populismus oder elo just Polen an Ungarn an esou weider. Mä d'Europäesch Unioun huet eng Kris vum Federalismus, an déi Kris vum Federalismus, dat ass eng selwer gemaachte Kris. Et ass net esou, datt an Europa elo spontan den Nationalismus erëm waakreg gi wär.

Wann a verschiddenen Natiounen einfach de Wonsch besteet, erëm méi souverän Rechter selwer auszeüben, dann ass et och, well gesi gëtt, datt déi Europäesch Kommissioun, zum Beispill, probéiert, d'Roll vun engem Stat ze spillen an eegener Verantwortung an net méi eleng d'Gardienne des traités ze sinn. Et ass esou, datt d'Juncker-Kommissioun och fir Lëtzebuerg net gutt war, well se hir eege Politik gemaach huet.

D'Europäescht Parlament geet bal systematesch iwwer seng Kompetenz eraus. D'Unerkennung vum Här Guaidó a Venezuela, zum Beispill, läit net an der Kompetenz vum Europäesche Parlament. Si hunn et awer gemaach.

Déi Iddi vun engem Spëtzekandidat, déi aus dem Europaparlament erauskomm ass fir d'Europawahlen, dat ass e Versuch, fir d'Autoritéit vum Ministerrot oder vum Conseil européen, dee soll bestëmmen, wien de President vun der Kommissioun ass, ze hannergoen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet iwwert déi lescht Joren ëmmer méi eng integrationistesch Rechtsprechung geholl, dacks huet en domadder Politik gemaach laanscht d'Parlamenter, zum Beispill eben och an der Gesellschaftspolitik.

Et ass also en Iwwerfederalismus, deen déi Kris an Europa ausgeléist huet. Dofir soe mir als ADR: Mir mussen eis an Europa op déi Volete konzentréieren, déi mer onbedéngt brauchen, déi mer rette mussen an dëser Situatioun. Mir brauchen déi Wirtschaftsunioun, mir brauchen eng Währungsunioun. A wa mer dat Europa wëlle preservéieren an deem Kontext vu Kontestatioun géint Europa, déi mer am Ableck hunn an déi relativ virulent ass, da musse mer higoen an dat Nationaalt stäerken.

A loosse mer dach net „national" mat „Nationalismus" verwiesselen! Dat sinn zwou grondverschidde Saachen. Et kann een och als Lëtzebuerger Patriot sinn a fir eegen national Kompetenzen astoen am Geescht vun enger Subsidiaritéit, ouni nationalistesch ze sinn.

Et geet ëm de Modell vun Europa, an an eisen Aen ass deen dauerhafte Modell vun Europa deen, deen eis Interessien am beschten ofséchert, ass dee vum Europa vun den Natiounen an net dee vun engem Federalismus, deen eigentlech ëmmer méi Kontestatioun an Europa bei de Leit ervirrifft.

Dofir, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, ass d'Positioun vun der ADR ganz kloer. A mir géife recommandéieren, datt mer erëm zréckkommen zu enger Politik, déi d'Interessie vun eisem Land besser wouerhëlt, an an dësem Fall, an der Europapolitik, ass d'Bekenntnis zum nationalen Interessi och d'Bekenntnis zu enger dauerhafter Europäescher Unioun, déi vun de Leit och akzeptéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Den Här Cruchten wëllt eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Hutt Dir eng Fro?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech hunn eng Fro nach un den Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ah, d'accord! Den Här Cruchten huet d'Wuert fir eng Fro un den Här Kartheiser.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Merci, Här President. Et ass och wierklech nëmmen en Detail. Mä ech muss leider drop zréckkommen, well et elo scho fir d'Zweet ass, wou Der déi Saach hei an der Chamber gesot hutt. Dat ass déi Geschicht mat de Batterien, mam Néckel, mat de Stoffer, déi aus dem Kongo kommen, mat der Kanneraarbecht, wou ech Iech recht ginn. An ech mengen, mir ginn Iech alleguerte recht, dass mer dat solle veruerteelen. An ech mengen och, dass mer mussen eis Automobillindustrie an Europa derzou kréien, dass d'Mënscherechter agehale ginn, och bei hiren Zouliwwerer, och wann dat op engem anere Kontinent ass. An ech mengen, do kënne mer vill maachen.

Mä wat ass dann eigentlech awer, wann Der do esou dergéint sidd, wat ass dann d'Alternativ? D'Alternativ ass jo dann de Verbrennungsmotor. Mä da musse mer awer och esou éierlech sinn an emol eng Kéier soen, wivill Leed a wéi vill Doudeger da scho wéinst Pëtrol an deene leschte Jorzéngten, wann net am leschte Jorhonnert, op dëser Welt komm sinn. An ech mengen, dat gehéiert dann zur ganzer Wourecht dozou. An ech hoffen, Dir gitt mer och do e bësse recht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, et ass un Iech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi laang hunn ech Zäit, Här President?

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et kann net op eis Zäit goen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et kann net op eis Zäit goen, well ech eng Fro gestallt kritt hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo, Dir däerft op d'Fro äntworten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci. Also ech sinn emol éischtens frou, ech sinn éischtens ganz frou, datt mer eis eens sinn, datt mer dee Problem erkenne vun der Kanneraarbecht am Kongo. Ech bedauere just, an dat hunn ech Iech gesot, datt d'Regierung dat och nach subventionéiere geet.

An Dir frot mech: Wat sinn d'Alternativen? Mä et muss een eng ganz Analys maachen, an ech ginn Iech e puer Elementer vun där Analys. Dat Éischt ass: Wat sinn d'Besoine vun eiser Gesellschaft an der Mobilitéit? A wat ass d'Méiglechkeet vun der Elektromobilitéit oder vun alternative Mobilitéiten an där nächster Zäit?

Mir wëssen, datt d'Elektromobilitéit ganz beschränkt Reichweiten huet fir déi meeschte Leit. Dat heescht, fir vill Leit kënnt se iwwerhaapt net a Fro. D'Stroumproduktioun vun der Elektromobilitéit, déi ass nëmmen zu engem ganz klengen Deel iwwer alternativ Energien ofzesécheren. Dat heescht, mir schwätzen och bei der Elektromobilitéit, genausou wéi et am Regierungsprogramm steet vun elektreschen Heizungen oder enger allgemenger Elektrifizéierung vun der Industrie, schwätze mer konkret iwwer Atomindustrie a mir schwätzen iwwer Kuel.

Well déi alternativ Energien, iwwert déi d'Regierung ëmmer schwätzt a seet, den Horizont 100 %. Bei den alternativen Energien, an der Realitéit vun dësem Land, mengen ech, si mer bei 6 % oder 8 %, an da gi mer nach dorëmmer kafen, an och weltwäit huet déi International Energieagentur weltwäit d'Potenzial vun den alternativen Energien op 14 % gesat. Dat heescht, datt mer 86 % am Ableck weltwäit héchstens iwwer Atomindustrie a Kuel kënnen ofdecken.

Dann ass natierlech d'Fro: Wéi gi mer domadder ëm? Derbäi kënnt, Dir schwätzt vum Klima, vun der Agenda 2030, déi net matenee vereinbar sinn, well den Accord vu Paräis, wou Der jo bedauert, datt d'Amerikaner erausgeklomm sinn, mä ech wëll vläicht just e puer Wuert doriwwer soen, den Accord vu Paräis schreift eis als westlech Länner zwar vir, d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, mä gläichzäiteg erlaabt en all deenen anere Länner, inklusiv China, bis 2030 och eng substanziell Augmentatioun vun CO_2-Emissiounen. Mir schwätzen iwwer Honnerte vu Kuelkraaftwierker an Atomkraaftwierker, déi am Ableck am Bau sinn a geplangt ginn an deene Länner, déi elo net direkt am westleche Stategrupp sinn.

Dat si Realitéiten, iwwert déi awer ni geschwat gëtt. An ech soen Iech, och dee Rifkin-Zeenario, dee mir hei am Land esou héich luewen, scheitert un der Finanzéierbarkeet an um Realismus vun de Méiglechkeeten, fir dat ëmzesetzen a Richtung vun alternativen Energien, wat do ugeduecht gëtt.

Wann Der mech also frot, wat d'Alternative sinn, da muss ech Iech soen, datt mer selbstverständlech mussen op d'Effizienz goen, och an der Mobilitéit, datt mer selbstverständlech musse probéieren, den ëffentlechen Transport auszebauen, datt mer musse sichen, fir méiglechst propper Motoren ze hunn, an déi Entwécklunge sinn iwwert déi lescht Jore gelaf, mä mer mussen eng Politik maachen, déi realistesch ass, déi pragmatesch ass an déi net illusoresch ass.

(Interruption par la présidence)

Ech héieren, datt den Här President mengt, datt ech awer scho vill geschwat hunn.

(Interruption et hilarité)

Mä …

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- A wéi vill Doudeger a Kricher sinn et scho ginn?

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Doudeger, Doudeger …

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En huet eng Fro gestallt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wivill Doudeger a wivill Kricher? Kënnt Der d'Fro präziséieren, Här Cruchten?

Plusieurs voix.- Neen! Neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bon, da probéieren ech, esou drop ze äntwerten, wéi ech verstanen hunn.

Also alternativ Energien, och alternativ Energien … Dir sot et jo, natierlech, ech gi gären zou, datt och fir d'Produktioun vu Pëtrol et Kricher gouf, selbstverständlech. Ech mengen, et wär falsch, dat net zouzeginn. Ech ginn och zou, datt de Pëtrol net propper ass.

Mä alternativ Energien, déi hunn och hir Problemer! Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt déi Wandenergie, déi hei am Land forcéiert gëtt, Dausende vu Vullen am Joer doutmécht a Millioune vun Insekten, wou mer Problemer hunn. Dat heescht, probéiert dach net duerzestellen, als hätte mer op där enger Säit déi Wonnerléisung vun den alternativen Energien ouni Émweltschied an op där anerer Säit just dee béise Pëtrol!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech halen op, Här President. Mä et ass eng Fro …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir hunn elo keen Debat iwwer Är Alternativen, wat d'Energiepolitik ubelaangt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech bieden lech, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Hutt Der nach eng Fro? Wien huet nach eng Fro?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass keng Fro méi do. An ech mengen, de Mikro ass elo fir den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech sinn och oppe fir Froen herno, well ech hu leider nëmme 15 Minutten zur Verfügung an dat geet bäi Wäitem net duer, fir alles ze soen. Dofir wäert ech mech mat enger Partie Aspekter vun der internationaler Situatioun beschäftegen a versichen, méi nuancéiert drop anzegoen.

(Interruption)

Mat engem ...

Jo, deemno wéi. Mä mir schwätzen eis net esou oft, an deem Sënn.

Mat engem Deel vun der Analys vum Här Asselborn si mer jo och averstanen. Mir mengen och, datt e groussen Deel vun de Problemer, déi mer haut mat rietsem Nationalismus a mat der Friemefeindlechkeet hunn, op déi feelend Dimensioun an Europa an och op d'Wirtschafts- an d'Finanzkris zréckgeet. Mä do muss een awer éischtens emol festhalen, datt et keng Wirtschafts- a Finanzkris war, mä eng Finanz- a Wirtschaftskris war, fir d'Éischt eng Finanzkris, déi ausgebrach ass, well déi liberal Politik vu Chrëscht- a Sozialdemokraten dem Finanzsecteur fräi Hand ginn huet, an duerno eng Wirtschaftskris, déi nëmmen doweinst esou hefteg ausgefall ass, well Chrëscht- a Sozialdemokraten an Europa géint all wirtschaftlech Logik eng radikal Austeritéitspolitik bedriwwen hunn.

A wa gesot gëtt, Lëtzebuerg wéilt sech elo asetze fir eng méi gerecht Verdeelung vum Räichtum an Europa, da muss ee sech selwer d'Fro stellen, ob dat immens kredibel ass, well Lëtzebuerg engagéiert sech scho säit 40 Joer fir d'Émverdeelung vum Räichtum an Europa, just datt et eng Émverdeelung vun ënnen no uewen ass!

Wien eng Sozialpolitik an Europa wëllt, dee muss emol fir d'Éischt derfir suergen, datt d'Multinationallen an d'Oligarchen erëm hir Steiere bezuelen, fir datt d'Memberlänner sech och erëm eng Sozialpolitik leeschte kënnen.

An do si mer dann och beim Thema. An niewebäi gesot: Eis feelt nach ëmmer d'Solidaritéit 2015 mat Griichenland, wou d'Lëtzebuerger Regierung dat fale gelooss huet, Klamer zou.

A mir sinn nach beim Thema. An dëser Regierung sëtze lauter engagéiert Europäer, soulaang et hirer Politik an de Krom passt. D'Unanimitéit ophiewen an der Aussepolitik: „Kee Problem!" D'Unanimitéit ophiewe bei der Fiskalitéit: „Nee merci! Dat sinn innenpolitesch Froen."

Ënnerlech huet den Här Asselborn bestëmmt selwer misse schmunzelen, wéi en dat gesot huet, well déi Propos, déi d'Europäesch Kommissioun am Januar gemaach huet, gesäit vir, d'Unanimitéit a Steierfroen a véier Etappen an a bestëmmten Deelberäicher opzehiewen. Déi éischt Etapp betrëfft d'Regelen, fir géint Steierbedruch a Steierevasioun virzegoen, déi zweet Etapp, fir gemeinsam Ziler am Emwelt- a Gesondheetsberäich ze erreechen, déi drëtt Etapp betrëfft Regelen, déi souwisou schonn harmoniséiert sinn, an déi véiert a lescht Etapp betrëfft d'Aféierung vun enger gemeinsamer Besteierungsbasis fir Multinationallen.

Et huet näischt mat Innenpolitik ze dinn. Dës Propose si ganz kloer am Aklang mam Subsidiaritéitsprinzip an och néideg fir d'Funktionéiere vum europäesche Bannemaart, deen der Regierung jo anscheinend esou um Häerz läit. Mä vläicht ass d'Lëtzebuerger Regierung jo och mat deem Virus e bëssen infizéiert, vun deem den Här Asselborn geschwat huet, dee Virus vun „Mir fir d'Éischt, dann déi aner".

Wéi doppelzüngeg och heiansdo déi Lëtzebuerger Aussepolitik ass, mierkt een och am Bezuch op international Institutiounen. Op där enger Säit plädéiert den Ausseminister stänneg fir d'Stäerkung vun der UNO an hiren Institutiounen, wat mer begréissen. Op där anerer Säit hu mer e Verdeedegungsminister, deen d'Gesetz iwwert d'Friddensmissiounen elo esou ëmännere wëllt, datt d'Lëtzebuerger Zaldotinnen an Zaldoten op bilateraler Basis, also an Zesummenaarbecht mat nëmmen engem anere Land, kënnen agesat ginn. Multilateralismus priedegen a Bilateralismus bedreiwen: „Gréng wierkt."

Här President, déi europäesch Politik vis-à-vis vun afrikanesche Länner ass säit ëmmer dominéiert vun enger kuerzfristeger Profittlogik. Ofwiesselnd gëtt Afrika gesinn als Rohstofflager, als Ofsazmaart oder als Reservoir fir bëlleg Main-d'œuvre. Europa muss endlech agesinn, datt déi neoliberal Politik gescheitert ass, déi den afrikanesche Länner säit Jorzéngten op paternalistesch Manéier diktéiert gëtt.

E wierkleche Partenariat géif heeschen, dëse Länner endlech d'Méiglechkeet ze ginn, hir eege Politik ze definéieren, ouni vu baussen an e restriktive Kader gestach ze ginn. Ech soen dat net a Richtung vun den Afrikaner, well déi wëssen dat scho laang. A mir sollen och ophalen ze mengen, datt d'Afrikaner op eis Europäer, op de Wäisse waarden, fir hinnen ze hëllefen. Wa mer se heiansdo géifen a Rou loossen, dann hätte si sech selwer scho längstens gehollef. An den Thomas Sankara, de jonke revolutionäre Statschef vum Burkina Faso, deen och vu sengem Kompars Compaoré an och vum Elysée eliminéiert gouf an den 80er Joren, dee sot jo: « Développement prêt-à-porter : Non ! Développement sur mesure : Oui. »

Et ass un Europa ze begräifen, datt dës Länner hir eege Weeër musse goen, datt se hir Ekonomië musse kënne schützen an d'Kontroll iwwer hir eege Ressourcen erëmkréien. An do falen engem an éischter Linn déi faméis Accords de partenariat économique an, déi d'EU elo scho säit 2003 probéiert, den Afrikaner opzedrängen. Dës Accorde maachen näämlech genau de Contraire: Si huelen de Länner all Méiglechkeet, hir wirtschaftlech Entwécklung ze kontrolléieren, a späre se fir éiweg an hir Roll vu Rohstofflieferanten. No 16 Joer Negociatioun steet vun deene geplangte véier regionalen APEen an Afrika grad emol een eenzegen, näämlech dee vun der Regioun Südafrika.

D'Zäiten, wou Europa Afrika seng Konditiounen diktéiere konnt, sinn endgülteg eriwwer. Et muss och radikal ëmgeduecht ginn. Am neie Koalitiounsprogramm vun dëser Regierung kann een och e puer kritesch Téin endlech par rapport zu den APEe liesen, endlech, muss ee soen, no all deene Joren. Mir hoffen, datt Lëtzebuerg dann och kloer op europäeschem Niveau derfir antrëtt, fir dës Verhandlunge falen ze loossen. An en éischte Schrëtt wier och, déi Interim-APEe vun 2007, déi hei am Parlament deposéiert sinn, net ze ratifizéieren. Mir wäerten nach dorobber zréckkommen, mä ech ginn dovunner aus.

Ech hu jo och op enger Table ronde iwwert d'Europapolitik um Festival des migrations, wou souwuel déi gréng Spriecher, sozialistesch Spriecher, deelweis och den Här Goerens gesot hunn, déi APEe wären net ganz gutt, do hunn ech einfach d'Fro gestallt: „Heescht dat, datt Der se awer net wäert stëmmen?" Well jiddweree weess, datt se rejetéiert ginn, zemools vun der afrikanescher Bevëlkerung, vun hire Gewerkschaften a Bauereverbänn.

Här President, Latäinamerika ass e risege Kontinent, dee spéitstens zënter der Doktrinn vum US-President Monroe als Hallefkolonie ugesi gëtt. All Kéiers, wou eent vun dëse Länner versicht huet, säi Schicksal fir sech selwer an zum Profitt vu senger eegener Bevëlkerung an d'Hand ze huelen, koum et systematesch zu enger Allianz tëschent lokale Machthaber, oft Groussgrondbesëtzer, ënnerstëtzt vun den US-Regierungen, fir, falls néideg, mat diktatoresche Regimmer d'Besëtzverhältnesser zugonschte vun de Räichsten ze sécheren: „Democracy à la USA."

Dat bekanntst Beispill ass wuel Chile gewiescht, wou d'Ekonomie destabiliséiert gouf an den Allende virgeworf krut, säi Land ze ruinéieren.

Här President, ass Iech de Caracazo e Begréff? 1989 war de President vu Venezuela e brave Sozialdemokrat vun der Acción Democrática, esou wéi d'Amerikaner e gären haten, de Carlos Andrés Pérez. An den 80er Jore war d'Ekonomie vu Venezuela ruinéiert. Dat ass näischt Neies. Dat gëtt ëmmer vergiess. An do hate Wirtschaftsliberaler d'Soen, déi, déi haut hannert dem Guaidó stinn. Den FMI gräift an an de Pérez mécht alles, wat den FMI him seet. A well net genuch liberaliséiert gouf, gouf nach weider liberaliséiert a Präisser wéi déi vum Stroum, vum Gas, vum ëffentlechen Transport si massiv an d'Luucht gaangen. D'Leit sinn op d'Strooss gaangen, fir ze protestéieren.

Bref, wéi ass et ausgaangen ënnert dem neoliberale President Pérez a Venezuela vun 1989? Den offizielle Bilan, op der Säit vun de Manifestanten, war 279 Doudeger. Du koum en zweete Bilan, well Massegriewer fonnt gi sinn, wou d'Autoritéiten Ziviliste verstoppt haten. Iwwer 3.000 Läichen. Dat ass dat Land, wat den Hugo Chávez 1998 iwwerholl huet.

Ech maachen elo awer net d'ganz Geschicht vu Venezuela, well ech dofir keng Zäit hunn. Obwuel et derwäert wier, e bësse méi iwwer Latäinamerika ze schwätzen an iwwert dat, wat elo amgaangen ass, do ze passéieren, a wat leider net oft am ëffentlechen Diskurs ze héieren ass an, wéi ech och haut oft héieren hunn, ganz karikatural.

2002 war jo och e Putsch gemaach ginn, deen awer nëmmen zwee Deeg gedauert huet, vum President vun der lokaler Fedil, dee President ginn ass, den Här Carmona. Mä well d'Bevëlkerung milliouneweis op d'Strooss gaangen ass, fir den Chávez erëm an de Presidentepalais ze bréngen, ass de Putsch gescheitert. An dee koum net, dee Putsch, well den Chávez en Diktator gewiescht wier - dat war net de Fall d'ailleurs -, mä well en net no der US-Päif gedanzt huet! An dunn ass et lassgaangen: d'Sanktioune vun den Amerikaner, d'Boykottaktioune vun der lokaler Groussbourgeoisie, fir d'Ekonomie ze sabotéieren. An dat huet der venezuelanescher Ekonomie fierchterlech wéigedoen.

Natierlech gëtt et och eng korrupt Elitt ronderëm den Chávez, déi sech opgebaut huet, an nach méi ronderëm de Maduro, déi och net dozou bäidréit, datt d'Land sech entwéckelt. Mä et däerf een net vergiessen: Et hat sech awer eng Zäit verbessert. Mä en ass net ënnerstëtzt ginn. Och net vu Lëtzebuerg.

Loosst eis net naiv sinn, Här President! Den Här Guaidó ass kee Fräiheetskämpfer! Hien ass e Putschist, ënnerstëtzt vun de reaktionäersten Deeler vu Venezuela. An dat kann ee souguer an der US-amerikanescher Press liesen.

Den Här Wiseler hat virdru gemengt, vill Saache wieren eriwwer. An ech hat och gemengt, datt et a Latäinamerika net méi zu Putscher komme géif an datt d'CSV dat och net méi géif ënnerstëtzen. Mä et ass nach alles wéi deemools.

An et stëmmt och net, wéi an der Äntwert op meng Question parlementaire stoung, datt d'ganzt Vollek hannert dem Här Guaidó stoe géif. Hien ass méi vum Ausland ënnerstëtzt wéi vu senger eegener Populatioun! Dach, en Deel vu senger Populatioun ënnerstëtzt hien, oder en Deel vun der Populatioun ass net méi frou mam Maduro; dat ass eng Nuance. Mä ech mengen, en plus ass deen Deel, deen en ënnerstëtzt, net onbedéngt deen äermsten Deel.

Et gëtt och lénk Parteien a Bewegungen a Venezuela, déi zwar zur Bolivarianescher Revolutioun stinn, mä awer vill dorun auszesetzen hunn, wéi den Här Maduro se féiert. A si soen och: „De Maduro wëlle mer net. Mä de Guaidó hu mer net gewielt." Dat ass e Slogan, deen ee vill, och zu Caracas, héiert. Trotzdeem ënnerstëtze se hien net. A si wëssen, datt et mat him nach richteg schlëmm gëtt.

Här President, wéini huet eng US-Regierung iergendeng Kéier zum Wuel vum latäinamerikanesche Vollek gehandelt? Loosst eis seriö sinn! An ech mengen, den Här Ausseminister weess dat ganz gutt. E weess dat ganz gutt. Nimools!

An Dir gesitt jo och, wéi se sech amëschen a Latäinamerika. Dir gesitt jo och, wéi se sech souguer amëschen hei zu Lëtzebuerg, wéi hire Botschafter sech erlaabt, sech anzemëschen, wa mir de Premierminister vu Russland empfänken. Ech mengen, en huet do vill Punkte verluer, a wahrscheinlech muss Washington hien ersetzen. Well vill Kredibilitéit huet e jo och hei verluer. Mir wëssen dat jo all.

Zu menger Question parlementaire. Ech hat präzis Froe gestallt zum internationale Recht. Ech hu quasi ee Mount missen op d'Äntwert vum Ausseminister waarden. Ech hunn den Androck, datt den Ausseministère ... Et war egal, c'était dans les temps, mä et huet laang gedauert. Op jidde Fall huet et méi laang gedauert, engem Lëtzebuerger Deputéierten, gewielten Deputéierten ze äntwerten, wéi en net gewielte venezuelanesche President unzëerkennen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien !

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An et ass emol keng Äntwert, et ware Kommunikatiounselementer a Verdréiunge vun der Wourecht. Mä ech wäert déi Fro souwisou erëm eng Kéier stellen, étant donné, datt se net richteg verstane gouf. Ech wäert mech net ginn.

De Problem ass just deen: Mat der Zäit vergeet jo alles an de Putsch a Venezuela schéngt gescheitert ze sinn, well d'Venezuelaner, y compris déi, déi Maduro-kritesch sinn, genau wëssen, datt dem Guaidó säi Patron zu Washington sëtzt.

Allgemeng wollt ech och soen: Mengt net, datt d'Latinoe sech doriwwer freeën, wann Amerikaner oder Europäer sech d'Recht huelen, sech an hir Ugeleeënheeten anzemëschen! Dat wierkt net. Dat funktionéiert net.

Ech wollt schlussendlech nach awer eppes soen. D'Unerkennung vum gescheiterte Putschist Guaidó, ausser d'Amerikaner starten eng Invasioun a gi sech en neie Vietnam sichen, huet also näischt mat Demokratie ze dinn. An dat seet och de fréiere sozialistesche Premierminister vu Spuenien, den Här Zapatero, dee fir d'UNASUR versicht huet, a Venezuela ze schlichten, an deem seng Aarbecht komplett ignoréiert gouf, obwuel se net eriwwer war. Et ware Versich do. An et war souguer de Wëllen do, a Venezuela, fir ze diskutéieren. Mä elo si mer op enger anerer Schinn.

A Latäinamerika ass e gewaltege reaktionäre Rollback festzestellen. D'Oligarche wëllen d'Muecht mat der Hëllef vu Washington a vun europäesche Länner zréckkréien. Dat konnt een och duerch den institutionelle Putsch a Brasilien feststellen, deen doranner gëennegt huet, datt de rietsextreme Bolsonaro gewielt gouf.

Ech ginn elo net weider dorobber an. Mä ech hätt just eng Fro: Gëschter huet den Här Asselborn sech kloer fir eng Aussepolitik ausgeschwat, déi op de Mënscherechter baséiert. En huet souguer vun enger feministescher Aussepolitik geschwat. Très bien !

Wann ee sech esou wäit wot, wat richteg ass, muss een awer och wëssen, datt dat zu konkrete Mesuren dreift, déi, deemno wéi, och wirtschaftlechen Interesse wéidinn. An dat heescht: Wäerte mir eis wirtschaftlech Bezéiungen deementspriechend ausleeën an d'Mënscherechter als Kritär festleeën - quitte, datt et wéideet?

Wäerte mer och den Devoir de diligence iergendeng Kéier konkretiséieren? Well ech mengen, do hu mer och nach e Problem. Ech hat do och eng Question parlementaire gestallt zu där Societéit um Kierchbierg, déi d'Software verkeeft, déi erlaabt huet, den Här Khashoggi ëmzebréngen. A Lëtzebuerg seet: „Oh, mir hunn domadder näischt ze dinn."

Wäert eis Immigratiounspolitik sech deementspriechend upassen, wann zum Beispill homosexuell oder transgender Brasilianer a Brasilianerinnen net an hiert Land zréck wëlle geschéckt ginn, well se do hiert Liewe riskéieren? Dat ass eng Realitéit.

Am Kader vun enger feministescher Aussepolitik wäerte mer eis Bezéiungen zu Länner, zum Beispill de Golfstaten, deementspriechend ausriichten?

A wa mer schonn an der Golfregioun sinn, da muss ech soen, datt ech gëschter domadder net gerechent hat. Den Här Ausseminister huet zu Recht d'Tragedie vum Jemen ugeschwat. E ganzt Vollek gëtt massakréiert a bal kee schwätzt dovunner. Et ass bestëmmt déi gréissten humanitär Kris op der Welt. En huet vun der syrescher Amëschung geschwat, en huet vun der iranescher Amëschung geschat. Jo, okay!

D'Huthien, déi schiitescher Konfessioun sinn, gi vum schiiteschen Iran ënnerstëtzt an och vu senge syreschen Alliéierten. Op där anerer Säit gëtt et déi loyalistesch Truppen. Et ass e Stellvertriederkrich. Dertëschent gefaangen ass eben erëm eng Kéier d'Zivillbevëlkerung.

A mir wësse jo, wouhier déi massiv Bombardementer kommen. Dat gouf awer net vum Här Ausseminister, a kenger Zeil, erwäänt. Keng eenzeg Kéier huet den Här Ausseminister vun der regionaler Muecht geschwat, déi verantwortlech ass, zum groussen Deel, fir déi Massakeren, näämlech Saudi-Arabien. Saudi-Arabien ass den Totengräber vum Jemen, dat weess jiddwereen. An den Ausseministère verléiert kee Wuert doriwwer.

Dunn hunn ech mech gefrot: Firwat vum Jemen schwätzen, ouni iwwer Saudi-Arabien ze schwätzen? Dat ass wéi vum Vietnamkrich ze schwätzen, ouni d'Amerikaner ze ernimmen.

Huet et vläicht domadder ze dinn, datt de Jemen vun de Saudie mat westleche Waffen, amerikanesche Waffe massakréiert gëtt? Datt eis franséisch Nopere versichen, Kampfjetten ze verkafen, mat däitsche Piècen? Anscheinend ass dat elo awer réckgängeg gemaach ginn. Huet dat vläicht domadder ze dinn? Wann et do keng Doppelzüngegkeet gëtt, da weess ech net, wat et ass.

An dofir awer och nach meng Fro un den Här Ausseminister - ech hat se schonn eng Kéier gestallt: Mä mengt hien och net, datt ee misst Sanktioune géint Saudi-Arabien setzen an och géint hir Waffeliwweranten? Misst een net do Demarchen ënnerhuelen, wann ee schonn esou wäit ass, fir ëmmer Sanktiounen ze ënnerstëtzen? Wann neen, firwat net?

An ass den Här Ausseminister och net der Meenung, datt de Kinnek vu Saudi-Arabien e Krichsverbriecher ass, firwat, a wann neen, firwat net?

Et deet mir leed, Här President, ech si scho fäerdeg elo mat menger Ried. Dir wësst jo, ech hu vill Sympathie, reellement vill Sympathie fir

den Här Ausseminister, well ech mengen, datt en awer a ville Beräicher eng gutt Politik mécht, notamment an der Migratiounspolitik. Ech konnt net dorobber agoen, d'Madamm Empain huet dat perfekt gemaach. Mä leider gëtt et awer immens vill Kontradiktiounen. A soulaang mer hei zu Lëtzebuerg an am Weste prinzipiell Moralapostele wëlle spillen an trotzdeem duerno awer éischter déi Moral guer net respektéieren, si mer net kredibel. An ech mengen, dat mierkt een ëmmer méi dobaussen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Deklaratioun zu der Aussepolitik vun der lëtzebuergescher Regierung, vum Här Asselborn gëschter huet eis a kondenséierter Form nach eng Kéier en Tour du monde gemaach. De Jules Verne huet 40 (veuillez lire : 80) Deeg fir den Tour du monde gebraucht, den Här Asselborn war e bësse méi séier wéi dat an en huet eis nach eng Kéier d'Ausmooss vun den aktuelle politeschen Erausfuerderungen um internationale Parquet virun Ae gefouert.

Den Opschwong un Zoustëmmung fir nationalistesch a protektionistesch Gruppéierungen uerchter ganz Europa an doriwwer eraus ass eng Gefor fir den europäesche Wäertekonsens, wärend déi säit Laangem bestoend an ëmmer nach unhalend Onkloerheeten ëm de Brexit d'Populatioun an d'Wirtschaft veronsécheren an zäitgläich international Konflikter an intolerabel Mënscherechtsverletzungen eis Opmierksamkeet fuerderen.

Dësen Erausfuerderungen hu mir als Natioun eleng näischt entgéintzesetzen. An Zäite vu fortschreidender Globaliséierung, an deenen d'Interdependenz tëschent de verschiddenen nationalen, wirtschaftlechen a politesche Systemer ëmmer weider zouhëlt, kann e Land nëmmen duerch international Kooperatioun seng Ziler erreechen.

Well dëst fir Lëtzebuerg, opgrond vu senger geografescher Gréisst, schonn ëmmer gezielt huet, ass dat fir eis keng Neiegkeet. Fir aner Länner stellen déi wuessend Bedeitung vun dëser Zesummenaarbecht a virun allem d'Onëmgänglechkeet vu multilateraler oder zumindest bilateraler Kooperatioun awer eng staark Veränneru ng duer.

Grouss Länner, déi laang Zäit eleng entscheede konnten, déi laang Zäit sech als „Empire" gesinn hunn, entdecken, datt een haut d'Problemer just nach zesumme kann ugoen. An dat féiert zu Veronsécherung an den nationale Populatiounen. Hir Bevëlkerung ass einfach net gewinnt, datt een och zesummeschaffe muss an net ex cathedra diktéiere kann.

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle.

Aus dësem Grond ass et guer net erstaunlech, datt d'Leit op ville Plazen op der Welt am Moment skeptesch sinn a sech ëm e vermeintleche Verloscht vu Souveränitéit suergen. D'Bild vun der Natioun, esou wéi vun Nationaliste gezeechent, als Sécherheet, als Fixpunkt an enger Welt, an där alles ëmmer méi séier, méi grouss an dobäi iergendwéi och ëmmer méi onsécher gëtt, gewënnt fir vill Leit u Bedeitung.

Virum Hannergrond vun der wuessender Interdependenz gesi si an hirer Veronsécherung just nach national Aschränkungen als Léisung. Hei kann a muss Lëtzebuerg e Virbild sinn, fir ze weisen, datt et anescht geet. International Kooperatioun ass näischt, wat de Lëtzebuerger Angscht mécht, well et vun Ufank un en Deel vun der Identitéit vun eisem Land war. Lëtzebuerg, als Land mat enger grousser kultureller Villfalt an enger laanger Geschicht vun Engagement an der internationaler Zesummenaarbecht, misst an Europa eng nach méi héich Visibilitéit hunn als Beispill dofir, datt grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht a kulturell Villfältegkeet eben net zum Verloscht vun enger nationaler Identitéit féieren, mä ganz am Contraire e feste Bestanddeel vun dëser si kënnen.

Mir kënnen eis Aussepolitik also och weider dorop ausriichten, ze soen: „Kommt, mir sammelen all Siège, e bësse wéi an engem Kaartespill, vun europäeschen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg!" Mir kënnen awer och iwwer aner Weeër international Renommee fir eist fortschrëttlecht Land erreechen.

Mir sollten aussepolitesch vläicht e bësse manner Wäert drop leeën, eis als Muechtzentrum mat schicken Institutiounen, Glas- a Bëtonsbauten um Kierchbierg a groussaartegem wirtschaftlechen Erfolleg ze promouvéieren. Domat ass Europa näämlech net gehollef. Neen, ganz am Contraire. Esou eng Politik vu Glas a Bëton ënnerstëtzt d'Distanzéierung tëschent der Politik an de Bierger.

Wat Europa brauch, si keng staark Institutiounen, mä oppen Institutiounen. D'Opkomme vu rietspopulistesche Stréimungen op d'Effekter vun der Wirtschafts- a Finanzkris ze limitéieren (veuillez lire : zréckzeféieren), ass kuerzsiichteg. D'Politik vum Fortschrëtt, dem Wonsch, ëmmer weider no vir ze kommen an ëmmer weider ze wuessen, huet an hirer Bewegung no vir scho viru laanger Zäit de Bierger hanner sech gelooss.

Fir dëse Problem ze behiewen, muss d'Politik erëm méi biergerno ginn. Dofir muss d'EU den Opbau vun hiren Institutiounen am Hibléck op méi politesch Participatioun iwwerdenken. An dofir misst Lëtzebuerg sech an der EU staarkmaachen. D'Ustriewe vu bestëmmte mat Prestige bekleete Siègë geet do einfach net duer.

D'Digitaliséierung bréngt an dësem Kontext ganz nei Chancë mat sech. Den Internet, als Instrument vun der participativer Demokratie, kéint an der EU d'Demokratiséierung an neiem Ausmooss beliewen.

Wa Lëtzebuerg als First Mover an engem innovativen an digitale Beräich zur internationaler Renommee komme wëllt, da sollte mir och op politeschem Niveau dat virliewen. Mir mussen d'politesch Matsproocherechter vun de Bierger verbesseren. A mir géifen eis wënschen, datt Lëtzebuerg an deem Kontext eng Virreiderroll géif anhuelen.

Well, wat geschitt, wann dat net geléngt, kënne mer am Moment um Beispill vu Groussbritannien gesinn: Den Interessi fir d'Politik geet erof, d'Wahlbedeelegung sénkt a rietspopulistesch Stréimunge gewannen un Zousproch.

Wat de Brexit ugeet, hoffe mir natierlech nach ëmmer op e geregelten Austrëtt an hoffen, datt mer an där nächster Plenièreswoch hei déi néideg Texter nach kënnen op de Wee bréngen, datt och tatsächlech am Fall vun engem No-Deal dat keng allze staark Repercussiounen op Lëtzebuerg wäert hunn.

Mir deelen dem Minister seng Opfaassung, datt Groussbritannien och no sengem Austrëtt, egal wéi en dann ausgesäit, e wichtege Partner an en enke Partner vu Lëtzebuerg an der EU bleiwe muss. Eleng schonn, fir Elenggäng bei Steier- a Sozial- oder Emweltfroen ze vermeiden.

Här President, mir hu gëschter och héieren, datt eng Rei Méiglechkeete fir horizontal Erweiderunge vun der EU envisagéiert ginn. Datt et prinzipiell ze ënnerstëtzen ass, d'Wäerter an d'Fräiheete vun der EU duerch nei Bündnisser op méiglechst vill europäesch Länner auszeweiten, fir en internationaalt friddlecht Zesummeliewen ze förderen, steet ausser Fro. Ob aktuell awer wierklech de richtege Moment ass, fir iwwer nei Bäitrëtter ze verhandelen, ass zweifelhaft. Jo, den Austrëtt vu Groussbritannien an e wuessenden Europaskeptizismus schwächen d'EU. Mä dat heescht net, datt een elo schnellstméiglech probéiere sollt, dës Vertrauensverloschter duerch nei Allianzen auszegläichen.

Ier mer iwwert d'Erweiderunge schwätzen, musse mer iwwert d'Rule of law an d'Demokratiséierung an der EU schwätzen. Soulaang mir d'Ursaache vun der Europaskepsis net an de Gréff kréien, wäerten eis déiselwecht Problemer einfach ëmmer an ëmmer erëm verfollegen, egal zu wéi vill oder zu wéi wéineg mer am Club EU sinn.

Et huet kee Wäert ze wuessen, just fir ze wuessen. Souguer ënnert der aktueller Zesummestellung huet d'EU Problemer, hir Wäerter, hir Regelen a wierklech alle Beräicher, an net nëmmen an deenen, wou d'Partnerlänner perséinlech Virdeeler kennen, iwwergräifend duerchzesetzen. Wa mir duerch verfréit Erweiderungen d'Valeuren, déi Europa grouss gemaach hunn, op d'Spill setzen, dann hu mir näischt gewonnen. Neen, dann hu mer eppes verluer. Europa kann et besser! Mä dat musse mir fir d'Éischt beweisen. An eréischt da sollte mir iwwer weidere Wuesstum nodenken.

Dat soll awer net heeschen, datt mer net begréissen, datt Länner, ganz besonnesch um Balkan, probéieren, national historesch Konflikter ze léisen, fir prett ze sinn, wann d'EU et dann och ass. Wa Bäitrëttslänner national hir Efforte maachen, wärend mir innerhalb vun der EU eis Feeler op de Leescht huelen an dorauser léieren, steet enger Erweiderung, laangfristeg, näischt am Wee. Mä dofir ass et essenziell, datt mer kuerzfristeg a mëttelfristeg als Éischt eise Stot opraumen, ier mer nei Gäscht invitéieren.

Trotz de ville Baustellen, déi et an der EU an an hiren Nopeschlänner aktuell gëtt, musse mir och eng global Vue bäibehalen. Net nëmmen innerhalb vun der EU oder am Kontakt mat de potenzielle Partnerlänner a Bäitrëttslänner musse mer eis Bezéiunge fleegen.

Et ass essenziell, datt Lëtzebuerg endlech ufänkt, senger Aussepolitik ee méi schaarfe Profill ze ginn, well, wa mer op allen Hochzäite gläichzäiteg danzen, da gi mer ganz vill midd, an, wéi virdrun héieren, wäert den Här Asselborn seng Famill nach manner gesinn. Dofir triede mir a fir eng Aussepolitik mat engem méi staarken an engem méi spezifesche Profill, an net eng Aussepolitik, wou mer probéieren, iwwerall op der Welt gläichzäiteg d'Feier auszemaachen.

Mir wäerten nach eng Kéier iwwert d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef schwätzen. Dofir ginn ech haut net allze wäit drop an. Mä mir sollten eis awer bewosst sinn, wann et ëm Aussepolitik geet, datt mer grad a Länner, déi duerch europäesch Kolonialpolitik entstane sinn a wou Grenze mam Lineal um Pabeier, en absence vun allen Negociatioune mat de Betraffenen um Terrain, gezu goufen, datt Europa do eng Responsabilitéit huet, dës Konflikter hëllefe bäizeleeën, ouni ze indoktrinéieren, ouni eppes ze octroyéieren, mä andeem mer facilitéieren.

Och op den Ausbau vun der medezinnescher Versuergung an eise Partnerlänner muss Wäert geluecht ginn. Mir hu vun enger feministescher Aussepolitik geschwat an dozou gehéiert, ënner anerem, datt mer mat eiser Entwécklungspolitik d'gynäkologesch Versuergung vu Frae sollte besser duerstellen (veuillez lire : opstellen). Am Beräich vun der Versuergung vu Fraen, mä och insgesamt vu Vergewaltegungsaffer, ob männlech oder weiblech, ass nach vill ze maachen.

Gläichzäiteg zu der Entwécklungshëllef, an …

Ech hu jo déi zéng Minutte vun der Motioun, huelen ech un, Här President? Jo, gutt.

Gläichzäiteg zu der Entwécklungshëllef …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir hutt keng zéng Minutte méi.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Et sinn der nach néng Komma eppes.

Gläichzäiteg zu der Entwécklungshëllef misst Lëtzebuerg awer och bei wirtschaftlechen Importfroe méi Responsabilitéit iwwerhuelen. Et kann net sinn, datt mer en vue vu wirtschaftleche Benefisser eis Prinzipien iwwer Bord werfen, fir eng besser Handysbatterie, Autosbatterie oder e méi schnelle Computer ze kréien.

Bei Bluttdiamante si mer aktiv ginn. Mir hunn eis do derfir agesat, datt déi net méi an der EU gehandelt ginn. Mir hunn iwwer Tracking an iwwer weider Mesuren eis staarkgemaach, datt d'Mënscherechter, zumindest e Stéck méi, an der Diamantefërderung geschützt ginn.

Et geet elo duer! Mir musse bei Bluttressourcë genau dat nämlecht maachen! Mir mussen ethesch gesourcte Materialie benotzen, fir eis digital Geräter, déi mer fir d'Digitaliséierungsstrategie brauchen, och tatsächlech mënschewierdeg ze beschafen a mënschewierdeg kënnen ze benotzen.

D'Ausbeutung vu Mënschen dierf sech finanziell net lounen. Hei muss Lëtzebuerg seng Responsabilitéiten iwwerhuelen, och wann dat bedeit, an enger éischter Phas, op e puer Produiten ze verzichten. A mir musse mat eise Partnerlänner, a virun allem mat den EU-Partner derfir suergen, datt mer dës Ausbeutung vu Bluttressourcen ënnerbannen.

Weltwäit si Mënsche gezwongen, hir Aarbechtskraaft, hire Kierper an domat eigentlech hiert ganzt Liewen ze verkafen, fir um Enn vum Dag eppes Klenges ze iessen ze hunn, wärend hir Sécherheet permanent duerch Ausbeutung, politesch Onrouen, Biergerkricher a leider och ëmmer nach duerch grouss Kricher mat internationaler Bedeelegung bedrot ass. Aarmut, Hongersnéit, zerstéiert Stied a verstéiert Mënschen, déi sech mat hire leschte puer Saachen op de Wee maachen, hiert Doheem a vläicht hiert Land verloossen an ni méi wäerten erëmgesinn, sinn och am 21. Jorhonnert ëmmer nach all Dag eng Realitéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech ass et eng Schan, wann Europa vun enger Flüchtlings- a Migratiounskris schwätzt. Wat mir eigentlech hunn, ass eng weltwäit Solidaritéitskris, eng Friddenskris, eng Kris vum internationale Respekt. All eenzelne Waffekonflikt, all eenzel Mënscherechtsverletzung an all eenzel Situatioun, an där et un tëschemënschlechem Respekt a Solidaritéit feelt, constituéiert en Element vun där aktueller Kris. Mënschen, déi op dës Grausamkeete reagéiere mussen, gehéieren dogéint net zu den Elementer vun enger Kris, mä sinn hir Affer.

An deem Kontext sollte mir och besser differenzéieren. Mir mussen tëschent der Flucht an der Migratioun ënnerscheeden. A mir musse virun allem derfir suergen, datt d'Mënsche sech net op dee geféierleche Wee iwwert d'Mëttelmier op engem Schlauchboot maachen, mä datt mer hinne legal Migratiounsweeër erméiglechen a gläichzäiteg déi ouni Chance séier digne behandelen an hinnen esou och kloermaachen, wou d'Grenze si vun deem, wat jiddwereen droe kann.

Nieft Dublin-Reforme brauche mer och op de Migratiounsrouten dréngend Reformen. An eng vun deene Reformen, an ech hoffen, datt se an den Europawahlen dëst Joer thematiséiert gëtt, ass, datt mer déi Carrier-Sanctions-Directive ofschafen, deen Text, deen haut dofir verantwortlech ass, datt d'Flüchtlingen, anstatt sech fir 50 Euro an de Fliger ze setzen a sécher an Europa kéinten ukommen an hei Asyl kéinten ufroen, sech mat Schlepper, mat kriminelle Banden op Schlauchbooter op e beschwéierlechen, geféierlechen a vill ze heefeg déidleche Wee musse maachen an dobäi nach e puer Dausend Euro op den Dësch musse leeën.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, wann Der déi Zäit wëllt beusproche vun der Motioun, da musst Der och zur Motioun schwätzen.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech schwätzen dann och nach ganz kuerz zur Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mä Dir hutt net méi vill Zäit.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech weess. Merci.

Zur Motioun, ganz kuerz. Et geet, ënner anerem, ëm d'Integritéit vun der Europäescher Unioun. D'EU huet haut eng Positioun, déi seet, datt Zypern ee Memberstat ass. Leider ass dat haut de facto nach ëmmer net de Fall. De jure, jo, zumindest an den Ae vun der EU, de facto leider net. Hei gëllt et, sech och fir d'Interessie vun eise Memberen an der EU staarkzemaachen.

Ech gesinn, d'Kolleege vun der LSAP sinn elo verzweifelt amgaangen, an der Motioun no der Referenz op Zypern ze sichen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Mir wëssen net, vu wéi enger Motioun dass mer schwätzen. Vu wéi enger Motioun schwätzt Dir?

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech weess elo net, ob et d'Motioun 1 oder 2 ass, Här Cruchten.

(Interruption)

Ben, jo, soss däerf ech déi Zäit net benotzen.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ah, okay. Ech hat gemengt, Dir hätt och vläicht eng Motioun agereecht.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Nee, nee, mir hu keng Motioun elo eraginn.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Et ass déi vun der ADR.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech kommen awer elo zum Schluss. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Globaliséierung an d'Digitaliséierung hunn déi international Interdependenz verstäerkt an eis viru vill nei Erausfuerderunge gestallt. Eis Welt ass méi séier ginn. An et gëtt eng Villzuel u Veränneru ngen, un déi mer eis upasse mussen. An enger multipolarer Welt dierfe mir net méi a bipolaren Achsen denken. Ost/West ass Geschicht. A mir mussen eis iwwerleeën, wéi ee Rôle mir als Lëtzebuerg an där neier Konstellatioun wëllen iwwerhuelen.

Eng Saach ass dobäi essenziell: Mir mussen de Mënsch, d'Gerechtegkeet an d'Solidaritéit an de Mëttelpunkt setzen an net de Fortschrëtt an de Wuesstum, just fir de Fortschrëtt an de Wuesstum. Wien am Numm vum Fortschrëtt deen Eenzelnen näämlech zréckléisst, kënnt net no vir, mä mécht e Réckschrëtt a puncto Mënschlechkeet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Ech sinn elo 25 Joer Member vun deem héijen Haus. Déi Prozedur, déi Der elo hei applizéiert hutt, wollt ech soen, ass e bëssen apaart, well den Här Kolleeg Clement huet elo hei wärend zéng Minutten iwwer anere Kolleegen hir Motioune geschwat. Esou hunn ech dat bis elo nach net interpretéiert. Ech si bis elo ëmmer dervun ausgaangen, datt, wann ee selwer eng Motioun hei géif deposéieren, wat och mäi Fall wäert sinn, een dann déi fënnef Minutte kéint huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Neen, Här Mosar, et däerf een och Stellung huelen, well ech hat just virdrun den Artikel nogelies. Wann Dir fäerdeg sidd mat schwätzen, da liest dann och den Artikel no!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Da sinn ech frou, Här President, datt Dir dat elo esou large interpretéiert. Ech sinn dann ...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Mosar, Dir misst dat wëssen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, et misst een dat wëssen. Ech hunn dat zwar bis elo, Här Gibéryen, ëmmer e bëssen anescht interpretéiert, mä ech si wéi Dir ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir waart dach och emol Chamberspresident, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... nach ëmmer fir eng large Interpretatioun en faveur vun den Deputéierten. Voilà!

Une voix.- Ah!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem mäi Fraktiounskolleeg Claude Wiseler sech op e méi strategeschen Tour duerch d'Welt gemaach huet, wëll ech mech hei ganz bewosst just op Europa konzentréieren an op d'Europäesch Unioun, well an deenen nächste Wochen zwee ganz, ganz wichteg Rendez-vousen op eis waarden, déi och wäerte richtungsweisend fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun sinn. Dat Éischt ass, an de Mëtteg ass scho ganz vill doriwwer geschwat ginn, de Brexit. An dat Zweet sinn d'Europawahle vum nächste 26. Mee.

Här President, jo, de Brexit ass eng historesch Tragedie. An de Shakespeare himself hätt se net kënne méi tragesch erdichten. Mä leider ass de Brexit batter Realitéit. An dat Trageschst ass, datt mer d'Brexit-Schëff lues awer sécher gesinn ënnergoen, awer den Equipage huet anscheinend den Eescht vun der Situatioun nach ëmmer net erkannt a refuséiert, d'Leit an d'Rettungsbooter vum Deal klammen ze loossen.

Wichteg ass elo, datt mam Brexit weder d'Europäesch Unioun nach de UK ënnerginn. Mä virun allem dierfen d'Biergerinnen an d'Bierger net ënnergoen. Mir dierfen also keng Politik mat de Leit hei maachen, mir musse Politik fir d'Leit maachen.

Virgëschter huet elo Westminster mat grousser Majoritéit den Deal vun der Madamm May a vun der EU refuséiert. Gëschter Owend huet d'House of Commons och en No-Deal ofgeleent.

Mir wëssen also elo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat London net wëllt, awer mir wëssen nach ëmmer net, wat London eigentlech wëllt. Dobäi kënnt den 29. Mäerz ëmmer méi no. An et gesäit elo esou aus, wéi wa London géif eng Verlängerung den Owend an engem Vott wahrscheinlech fuerderen. An et ass dann och dervun auszegoen, datt déi Verlängerung wahrscheinlech vun enger Majoritéit wäert matgedroe ginn.

Wa mer elo emol, Här Ausseminister, dësen Zeenario unhuelen, esou wëll ech dach heizou e kloert Wuert och vu menger Fraktioun a vu mir selwer soen, well ech mengen, mir sinn eis alleguerten an dësem Haus eens: Mir schléissen esou eng Verlängerung net am Viraus aus.

Mä fir eis stellt sech dann awer déi ganz kruzial Fro: Wat sinn, Här Ausseminister, d'Konditioune vun der Stee? Wéi gesäit dee kloren Engagement aus, vun deem Dir och gëschter bei der Madamm Maischberger op der ARD geschwat hutt? D'Verlängerung dierf kee Selbstzweck ginn, mir dierfen als EU zwar net ofblocken, mä London muss eis ganz gutt Argumenter op den Dësch leeën, an dat bis spéitstens den 21. Mäerz, wann den nächste Sommet vun de Stats- a Regierungscheffen ass, well do muss jo unanime iwwer esou eng Verlängerung befonnt ginn.

An duerfir wollt ech Iech hei zwou ganz konkret Froe stellen: Wéi wäert Lëtzebuerg do an der Persoun vum Här Statsminister Xavier Bettel ofstëmmen?

Ech hunn de Mëtteg en Zitat vum Här Bettel gelies, wou e gesot huet: „Mir kënnen elo net ofwaarden an Téi drénken." Dat ass flott formuléiert. Ech hunn allerdéngs net erausfonnt aus där Ausso, wat dann elo déi rout Linne sinn, wou mir eventuell als lëtzebuergesch Regierung net kënne mat d'accord sinn. An duerfir wär ech frou, Här Ausseminister, elo nach den Owend vun Iech hei eng ganz, ganz kloer Ausso dozou ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir sinn als Europäesch Unioun bis op d'Limitte gaange bei dësem Deal. An heiansdo huet een och d'Gefill, datt mer souguer doriwwer erausgaange sinn. Ech gesinn duerfir schwéierlech, wou een elo nach méi wäit kéint goen, ouni d'Grondarchitektur an och d'Grondwäerter vun der EU a Gefor ze setzen. Ganz besonnesch, wat de Backstop betrëfft, gesinn ech, ausser enger politescher Deklaratioun, net, wéi a wou d'EU sech nach kéint méi wäit bewegen, ouni de Fridden - an ech mengen, dee läit eis alleguerten uewen - an Nordirland op d'Spill ze setzen.

An dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, net just eng abstrakt Gefor. De Fridden op där irescher Insel steet nach ëmmer op wacklege Féiss. Et ass wéi bei engem Vulkan, deen zwar friddlech wierkt, mä bei enger Erschütterung kann de Vulkan all Moment erëm ausbriechen.

Mä egal wéi et wäert weidergoen - an ech muss hei, Här Ausseminister, Iech recht ginn, wéi Der gëschter op der däitscher Tëlee, wéi gesot, gesot hutt, datt d'UK an Zukunft vu strategescher Bedeitung fir Europa wäert sinn -, musse mir also nach wie vor eng pragmatesch Léisung fir dee Post-Brexit fannen, esou oder esou.

Nach e Wuert zu de Preparativen, fir d'Eventualitéit vun engem haarde Brexit, dee leider Gottes all Dag méi wahrscheinlech gëtt, virzebereeden. D'Regierung huet spéit ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Kéint ech eng Klamer opmaache vläicht an der Logik vun deem, wat Der elo weider sot?

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Et gëtt elo grad bekannt ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Voilà! Et gëtt grad bekannt, datt d'britteschT Parlament géint eng Verlängerung gestëmmt huet.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Okay, da si mer elo ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Géint eng Verlängerung gestëmmt huet an och géint en zweete Referendum. Dat ass elo eng Informatioun, déi mer just kritt hunn.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här Ausseminister. Ech mengen, dann ass d'Situatioun kloer. Da si mer leider do, wou mer alleguerte befaart hunn: beim haarde Brexit. A mir mussen da kucken, wéi mer domadder eens ginn.

Ech hunn et virdru gesot: D'Regierung huet spéit, fir eise Goût ze spéit, mam Ausschaffe vu Gesetzestexter ugefaangen. A mir hunn elo ganz genau nach 14 Deeg, fir déi Texter ëmzesetzen. Et kommen also ganz sportlech Deeg a Wochen op d'Chamber zou. Mir mengen op jidde Fall, datt mir vum physesche Standpunkt prett wären an der CSV-Fraktioun, fir déi sportlech Erausfuerderung do op eis ze huelen. A mir wäerten och do ganz aktiv matschaffen.

Här President, e weidere wichtege Rendez-vous kënnt dann op d'EU deen nächste 26. Mee zou. An dat sinn d'Europawahlen. An ech mengen, et ass virdrun och schonn ugeklongen: D'Gefor war wahrscheinlech ni esou grouss, datt an deem nächsten Europaparlament déi traditionell grouss Parteiegruppen et wäerte schwéier kréien, nach eng Kéier kënnen eng Majoritéit ze kréien. An d'Gefor besteet, datt d'Ränner, ganz besonnesch um rietse Bord, riskéiere gestäerkt ze ginn, mam Anzuch vun neie populistesche Parteien.

Dat alles stëmmt een natierlech net optimistesch. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, wa führend EU-Politiker sech grad elo zu Wuert mellen, well et wichteg ass, an ech wëll dat ganz besonnesch och haut an dësem bal jo dann historesche Moment nach eng Kéier soen, datt fir ee laangfristegen Auswee aus der Brexit- an EU-Identitéitskris een de Wake-up-call aus London onbedéngt muss eescht huelen an déi Politik ëmsetzen, déi no bei de Leit hirem Alldag ass an déi d'Leit mat Resultater an och mat enger klorer Sprooch vun Europa iwwerzeegt.

An, Här President, an deem Sënn begréisse mir d'Initiativ vum franséische President Emmanuel Macron, dee sech iwwer e Bréif an 28. Länner an op 21 Sproochen direkt un all eenzelnen EU-Bierger adresséiert huet. Dës Initiativ ass u sech remarkabel, well et fir d'Éischt ass, datt e President vun engem eenzelnen EU-Memberland sech direkt un d'Bierger vun allen 28 EU-Memberlänner adresséiert. Et ass eigentlech e Meilesteen a Richtung vun enger europäescher Effentlechkeet.

Ech hunn haut an hei net d'Zäit, fir am Detail op all déi Propositioune vum Här Macron anzegoen. Dozou just e puer Observatiounen.

Fir d'Alleréischt muss ech soen, datt ech enttäuscht sinn iwwert déi trotzdeem relativ wéineg politesch Reaktiounen, déi aus deenen 28 Länner bis elo komm sinn. Och muss ech soen: Ausser engem kuerze Statement vun eisem Statsminister hunn ech eigentlech net ganz vill als Reaktioun zu deene Propositiounen do kënne liesen, wat mer, wéi gesot, net ganz gutt fannen.

Ëmsou méi freet et mech, datt Dir, Här Ausseminister, gëschter an Ärer Ried op d'Macron-Ried agaange sidd an dat och gréisstendeels positiv. Kritesch waart Dir allerdéngs bei der De-facto-Ofschafung vu Schengen, déi vum Här Macron och ugedeit ginn ass. An déi Kritik, Här Ausseminister, deele mir voll a ganz.

Aus eiser Siicht war et duerfir erfreelech, datt déi nei gewielten CDU-Presidentin relativ séier op de Pabeier vum Här Macron geäntwert huet an och do mat eegene Propositioune komm ass. Entre-temps huet och den éisträichesche Kanzler Kurz e Pabeier bruecht. Mir fannen et eigentlech gutt, datt elo endlech déi EU-Diskussioun ugeet an datt endlech och elo emol hei mat konkrete Propositiounen iwwert d'Zukunft vun Europa diskutéiert gëtt.

Dann zu de Proposen, Här President, vum Här Macron. Déi Virschléi vum Här Macron, wat méi Effizienz, méi Duerchsetzungsvermëigen, méi Harmonie ubelaangt, wat d'Sécherheet, déi politesch Situatioun vun der EU ugeet, ganz besonnesch och par rapport zu de Baussegrenzen, déi natierlech besser musse geschützt ginn, all dës Proposen ënnerstëtze mer.

Mir sinn och absolutt mam Här Macron d'accord, wat d'gemeinsam europäesch Verdeedegungspolitik ubelaangt, déi muss Prioritéit kréien, gradesou wéi eng gemeinsam Aussepolitik. Mäi Kolleeg Claude Wiseler huet dat virdrun in extenso ausgefouert. Dat, wat mer e bësse vermësst hunn am Här Macron senger Ried, ass déi Fuerderung vun engem gemeinsamen EU-Sécherheetsrot, wou mir der Meenung sinn, datt dat eng gutt Iddi ass. Déi Iddi ass iwwregens och elo nach eng Kéier vun der Madamm Kramp-Karrenbauer widderholl ginn. Mir géifen eigentlech derfir antrieden, datt mir och esou eng Iddi géifen ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do, wou mer awer manifestement mam Här Macron sengem Mesurëkatalog net averstane sinn, dat wëll ech hei ganz kloer betounen, ass, wann e virschléit, eng ganz Rei vun neien Agencen, Institutiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun ze schafen. Gradesou wéi mer net dervun iwwerzeegt sinn, datt eng grouss ugeluechten europäesch Konferenz elo onbedéngt de beschte Wee wier, fir déi grouss Erausfuerderunge vun der EU an deenen nächste Joren ze schëlleren.

Mir brauchen net méi, mä mir brauche méi effikass Institutiounen, déi och méi no bei de Leit sinn. An dat bréngt mech dann och bei de Subsidiaritéitsprinzip, dee mer vläicht erëm eng Kéier mussen nei politesch entdecken a vläicht och erëm eng Kéier emol méi mussen erklären.

Well d'Subsidiaritéit, Dir Dammen an Dir Hären, ass de Contraire vun Zentralismus. Insofern ass d'Gefill vu ville Leit, datt Europa sech vun hinnen ewechbeweegt, net ganz vun der Hand ze weisen. Mir mussen duerfir och genau iwwerleeën, wou mer méi gemeinsam EU-Politicke kënne maachen a wou net.

Ech hunn et virdru gesot, Här President: Mir ënnerstëtzen nohalteg d'Efforten, fir méi a Richtung vun enger gemeinsamer Aussen- a Verdeedegungspolitik ze goen, well soss gëtt Europa mëttelfristeg an der Welt net méi gehéiert.

Mir sinn, Här President, awer gradesou kritesch, wat eng gemeinsam Steier- a Budgetspolitik an der Europäescher Unioun ugeet, well mer der Meenung sinn, datt d'Budgets- a Steierpolitik eigentlech de Core Business vun den nationale Parlamenter ass an och soll bleiwen.

Une voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- A mir sinn hei och eens mat Iech, Här Ausseminister, an ech zitéieren et, well do sinn ech net ganz eens mam Här Kartheiser, mir fannen eigentlech, ...

Une voix.- Très bien !

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... datt Dir kloer waart, wat d'Unanimitéit betrëfft. Duerfir erlaabt mer, Iech ze zitéieren! Dir sot also: „Mir sti fir eng kohärent Approche a fir fair a gläich Konditiounen." Dat ass dat, wat Der och iwwer GAFA gesot hutt. „Duerfir striewe mir eng Léisung um Niveau vun der OECD un." A weider, an ech mengen, dat ass dee wichtegste Saz: „A Saache Fiskalitéit geet et ëm innenpolitesch Froen an de Memberstaten."

Fir eis, fir d'CSV-Fraktioun ass dat kloer. Dir schwätzt Iech hei ganz kloer fir d'Unanimitéit aus. Mir kënnen déi Aussoen do alleguerten ënnerschreiwen a mir stinn och derzou.

Mir froen eis allerdéngs, Här President, ob den Här Asselborn an der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei ass.

Une voix.- Oh Mamm!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Well, mir hunn ...

(Interruptions diverses)

Virun e puer Deeg hu mer ...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Här President!

(Interruption et hilarité)

... hu mer esou gelies, wat den Här Fayot och zu de politeschen, zu de Steierdecisioune gesot huet. An ech zitéieren en hei, en Zitat aus dem „Wort", wat jo richteg muss sinn, wou den Här Fayot also seet, et wär „politesch sënnvoll, Mehrheetsentscheedungen ze erweideren". Hei soll Lëtzebuerg sech „oppe weisen".

Datselwecht ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Datselwecht seet den Här ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Dann zitéiert awer emol nach een!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Jo, mä do gëtt et ee groussen Ënnerscheed, Här Ausseminister, zu deem, vun deem Dir schwätzt. An d'CSV ass net an der Regierung!

(Interruption)

An ech mengen, datt dat e gewëssenen Ënnerscheed mécht.

A wann ech dann, Dir Dammen an Dir Hären, beim President vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei sinn, kommen ech awer net derlaanscht, op en Artikel anzegoe vum leschte Samschdeg, erëm am „Lëtzebuerger Wort".

An ech weess net, Här Di Bartolomeo, et ass zwar nach net Nationalfeierdag, mä den Här Fayot huet hei richteg e Feierwierk vun zousätzleche Steiererhéijunge gezünt.

Ech hu mer se alleguerten hei opgeschriwwen. Fir d'Éischt wëllt en d'Akzisen nach méi an d'Luucht setzen. E wëllt méi Steiere bei Benefisser op Immobilien. E wëllt méi eng héich Grondsteier. E wëllt eng Spekulatiounstax, eng Verméigenssteier, eng Wäertschëpfungsabgab, wou ech net richteg weess, wat dat soll sinn. An, an dat huet en net gesot, mä dat wëllt e scho vill méi laang, och nach eng Ierfschaftssteier.

Iwwerhaapt, den Här Fayot wëllt, datt d'ëffentlech Hand iwwerall méi investéiert. Ech muss Iech soen: Ech si frou iwwert deen Artikel vum Här Fayot. En huet de Moien zwar e bëssen zréckgeruddert. Ech mengen, e war do wahrscheinlech e bësse mat den Ouere geholl ginn. Ech weess net, ob dat a senger eegener Partei war. Oder ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Oder, Här Di Bartolomeo, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Den nächste Samschdeg kënnt en Artikel vum Här Engel.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mä wonnerbar!

(Hilarité générale et interruptions)

Mir kucke ganz gär, ganz gär, wat den Här Engel seet.

Op jidde Fall, mir si frou, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Biergerinnen an d'Bierger wëssen: Wann den Här Fayot dann eng Kéier an d'Responsabilitéit kënnt, wat se dobaussen erwaart, wat fir eng Steiererhéijungen alleguerten do kommen. An déi Steiererhéijunge betreffe jo net nëmmen déi verméigend Leit. Dat betrëfft jiddwereen, well all déi dote Steiere musse vu jiddwerengem bezuelt ginn.

An ech wëll dat elo emol ganz kloer soen, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här Di Bartolomeo, mir hunn, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mir hunn, mir hu jo vill ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir hu jo ganz vill virdrun, Här Di Bartolomeo, iwwer England geschwat. An ech muss Iech awer elo eppes soen: Wann ech esou e bësse kucken, wat den Här Fayot do proposéiert, dann ass et dat schonn eng Kéier ginn, Dir kënnt Iech dat nach erënneren. Mir gehéiere schonn e bëssen zu där méi eelerer Generatioun, Här Di Bartolomeo, mä et ass emol eng Zäitche ginn, ...

(Interruption)

... wou d'Labour-Partei massiv Steiererhéijunge gemaach huet.

A wat ass do geschitt? Dunn ass eng nei Labour-Partei komm. An ech muss Iech haut soen: Ech hunn e bëssen d'Gefill, den Här Fayot, dat ass old Labour. Gott sei Dank ass den Här Asselborn nach new Labour. Mir hoffen, Här Asselborn, datt Dir nach laang derbäibleift!

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien !

(Hilarité et interruption par M. Jean Asselborn)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ...

(Brouhaha)

... e Punkt, an do kommen ech dann zu deenen e bësse méi eeschte Saachen, well et gëtt och ganz vill eescht Saachen, ...

Une voix.- Aah!

(Brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... ee Punkt, dee menger Fraktioun a mir ...

Une voix.- Ah, dat virdru war net eescht.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... extrem wichteg ass, dat wëll ech nach eng Kéier soen, dat ass dee vun engem sozialen Europa. Den Här Angel huet dat virdrun ugeschwat. Ech hu gesot: Mir sinn op ganz ville Punkte mat der Madamm Kramp-Karrenbauer averstanen. Do, wou mer net mat hir op enger Linn sinn, dat ass, wat dat soziaalt Europa ubelaangt.

Mir sinn, an ech wëll dat hei ganz kloer soen, och am Numm vun der CSV, mir si fir e soziaalt Europa, mat soziale Mindeststandarden, an och wa mer, wéi gesot, bei villem op enger Linn leien, si mer hei net eens, an dat soe mer ganz kloer. Mir wäerten eis och an der EVP weider asetze fir e soziaalt Europa.

(Interruptions)

Här President, ech kommen, wéi gesot, elo ganz zum Schluss zu engem Sujet, dee menger Fraktioun a mir perséinlech extrem um Häerz läit, an dat ass dee vum Antisemitismus an Europa.

Eigentlech ass et jo net ze gleewen, datt et haut nach Antisemitismus gëtt! Mä leider si mer hei och nach Dausende vu Joren, leider Gottes, zivilisatoresch net wesentlech weiderkomm. Ech hat schonn d'lescht Joer, an de fréiere President ka sech dat erënneren, a menger Ried zur aussepolitescher Erklärung op dee Punkt higewisen. An ech muss soen, an ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt d'Situatioun sech leider Gottes an deene leschte Méint net verbessert huet. Au contraire!

Wann ee kuckt, wat a verschiddene vun eisen Nopeschlänner an deene leschte Méint geschitt ass, da muss et engem kal de Réck eroflafen. An ech soen dat: Emmer méi jiddesch Matbierger verloossen a Frankräich, an Däitschland hir Gemengen, do, wou se gewunnt hunn, well se sech net méi kënne mat enger Kippa op der Strooss bewegen. Well se sech net méi kënne mat enger Kippa op der Strooss bewegen! Vill jiddesch Matbierger migréieren innerhalb vu Frankräich. Anerer migréiere Richtung Israel.

Den Här Angel huet virdrun dee Rapport vun der Europäescher Kommissioun zitéiert, deen, mengen ech, méi wéi beängschtegend ass.

An ech wëll hei ganz kloer soen: Mir begréisse ganz staark déi Initiativ, déi de Kolleeg Marc Angel geholl huet, datt mer an der Chamber zesummen dee Sujet vum Antisemitismus thematiséieren. An ech si frou, an ech hoffen, datt mer dat iwwer all Bänken ewech maachen, datt mer, wa méiglech, och do eng Unanimitéit an deem Sujet kréien, well dee Sujet wichteg ass.

An ech kommen dann och op e Punkt, dee scho virdru vu verschiddene Kolleegen ugeschwat ginn ass, dat ass dee Gremium, wou mir elo, mengen ech, déi ganz grouss Éier hunn, d'Presidence iwwerholl ze hunn, d'International Holocaust Remembrance Alliance, ofgekierzt IHRA genannt, déi, wéi Der wësst, eigentlech den Antisemitismus méi präzis definéiert.

Dës Definitioun, an dat wëll ech eng Kéier hei ënnersträichen, ass an der Zwëschenzäit an enger Rei vu Länner iwwerholl ginn, sief dat an der Legislatioun oder duerch Deklaratiounen. Notamment den Här Macron huet dat gemaach.

A mir mengen, Här President, datt et eis, Lëtzebuerg, an engem Moment, wou mer d'Presidence hunn, gutt géif zu Gesiicht stoen, déi Definitioun och bei eis festzeschreiwen, well et geet hei drëm, e staarkt Zeechen och an där Presidentschaft ze setzen.

Duerfir erlaben ech mer, an da sinn ech bei menger Motioun, Här President, ech schwätzen also zu der Motioun, déi ech deposéieren, wou mir froen, datt déi Definitioun iwwerholl gëtt. D'Form muss een diskutéieren. Mä ech mengen, datt dat fir eis wichteg ass.

Ech soen och direkt, Här President, datt mir dës Motioun elo net haut wëllen zur Ofstëmmung brëngen, mä datt se soll mat erafléissen an d'Aarbechten, déi am Moment d'aussepolitesch Kommissioun do mécht. A mir hoffen dann, datt mer et fäerdegbréngen, herno eng parteiiwwergräifend Resolutioun ze stëmmen, wou natierlech och dat, wat mir an der Motioun froen, sech wäert dodran erëmfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet, mengen ech, eis alleguerten hei drëms, datt mer d'Schoah net vergiessen a virun allem, datt mer als Zivilisatioun ni méi eng Schoah zouloossen. An do gëllt et och am Joer 2019: „Wehret den Anfängen!" Well, wat eemol geschitt ass, ka sech ëmmer erëm widderhuelen. Duerfir brauche mir zivilisatoresch Leitplanke fir en neien Humanismus a géint d'Barbarei. An duerfir musse mir den Haassdiskurs vum Antisemitismus vun der Wuerzel hier bekämpfen, esou wéi den UNO-Generalsekretär António Guterres dat fuerdert.

An déiselwecht Richtung denkt iwwregens och e gudde Frënd vum Här Ausseminister, den däitsche Bundespresident Frank-Walter Steinmeier, deen ech och hei wëll zitéieren, deen op der „Woche der Brüderlichkeit" zu Nürnberg gesot huet: „Mensch, wo bist du?" Ech géif d'Fro ausweiden a froen: „Menschlichkeit, wo bist du?"

Dës Verneinung vum Mënschsinn a vun der Mënschlechkeet heescht Antisemitismus. Emsou méi schlëmm ass et, wann dësen Antisemitismus erëm haut salonfäeg ass, och leider Gottes hei zu Lëtzebuerg, an datt dat geschitt, ouni datt verschidde Leit sech emol derfir schummen, wéi den Elie Wiesel dat virun enger Rei vu Wochen (veuillez lire : Joren) monéiert huet.

Den Antisemitismus muss also eng zivilisatoresch, jo, eng mënschlech rout Linn si fir eis alleguer. Oder wéi den ungaresche Literaturnobelpräisträger Imre Kertész eemol gesot huet: « L'antisémite avant Auschwitz était un assassin latent, après Auschwitz, il est un assassin manifeste. »

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien !

Motion 4

La Chambre des Députés,

- dénonçant que l'antisémitisme reste un fléau de notre temps et que les actes antisémites sont en très forte hausse dans le monde occidental,

- considérant que le Luxembourg préside actuellement l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (IHRA - International Holocaust Remembrance Alliance),

- notant que l'IHRA a adopté le 26 mai 2016 par consensus une définition « non contraignante », dite de travail, de l'antisémitisme,

- rappelant que la précitée définition de travail de l'IHRA se lit comme suit : « L'antisémitisme est une certaine perception des juifs, pouvant s'exprimer par de la haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des individus juifs ou non juifs et/ou leurs biens, contre les institutions de la communauté juive et contre les institutions religieuses juives. »,

- constatant que le document de l'IHRA rappelle également que l'antisémitisme « peut être exprimé par le biais de discours, d'écrits, de formes visuelles et d'actions » en faisant « appel à des stéréotypes sinistres et des traits de caractère négatifs »,

- considérant que le document en question précise aussi que « l'État d'Israël, perçu comme une collectivité juive, peut aussi être la cible de ces attaques » tout en dénonçant « les mythes sur une conspiration mondiale juive, le négationnisme, sous toutes ses formes (y compris l'accusation faite contre les Juifs et/ou Israël d'exagérer l'holocauste) »,

- rappelant que le document cite également la négation du droit à Israël d'exister dans le sens que « l'existence d'Israël est une entreprise raciste »,

- rappelant également que le texte en question précise que « les critiques à l'égard d'Israël comparables à celles exprimées à l'encontre d'autres pays ne peuvent être qualifiées d'antisémites »,

- considérant que le Parlement européen a adopté une résolution le 1er juin 2017 appelant les États membres de l'Union européenne à adopter et à appliquer la précitée définition de l'antisémitisme,

- considérant qu'à ce stade six États ont formellement adopté ou endossé la définition de l'IHRA, à savoir la Roumanie, Israël, l'Autriche, la Bulgarie, l'Allemagne et le Royaume-Uni,

- considérant que le discours remarqué du Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, lors du dîner du CRIF de février 2019 constitue de fait un « endossement de la définition » par la France,

invite le Gouvernement

- à suivre l'exemple de la Roumanie, d'Israël, de l'Autriche, de la Bulgarie, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France et de faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA,

- à adopter et à appliquer la précitée définition en suivant la résolution du 1er juin 2017 du Parlement européen,

- à respecter de surcroît l'esprit et la lettre de l'intégralité du document de l'IHRA en question.

(s.) Laurent Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. Här Ausseminister Jean Asselborn, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech wëll vläicht direkt uschléissen un dat, wat den Här Mosar elo gesot huet, well et jo en absolutt eescht Thema ass. An ech mengen, vu Regierungssäit, mir hu jo effektiv den Här Georges Santer, de fréieren Ambassadeur, deen zulescht zu Berlin war, agesat, fir déi Presidence och do ze féiere vun der IHRA. Mir hunn och schonn dorunner geschafft. An ech mengen hei, do ginn ech Iech recht, dass, wann zwee fréier Presidente vun dëser Chamber déi Initiativ do ergräifen, d'Chamber an d'Regierung zesummen een Text maachen, wou ech géif hoffen, dass mer do en totale Konsens hei an der Chamber och kéinten doriwwer kréien.

Sou, elo wollt ech awer och nach direkt eppes soen, wat ech falsch gemaach hunn, well et soll een net ëmmer alles gleewen, wat een héiert. Et ass elo net dem Guy Arendt seng Schold, mä effektiv hunn d'Britten iwwer een Amendement ofgestëmmt mat 311 zu 314. Mä dee grousse Vott ass elo eréischt an enger Stonn, um aacht Auer. Also mir wëssen nach net, wéi dee Vott ausgeet iwwert d'Verlängerung, jo oder neen. Ech mengen, entschëllegt mech, mä ech wollt Iech an Ärem Elan e wéineg ënnerstëtzen! An dat ass schifgaangen.

Ech hoffen, dass ...

(Interruption M. Laurent Mosar)

Voilà! Ech hoffen, dass mer den Owend ... Ech soen Iech och Merci, Här Mosar, dass Der mengt, ech soll nach laang derbäibleiwen. Allerdéngs muss ech Iech soen, dass et schonn e wéineg wéideet, wann den Här Wiseler seet, 2031 wier et eriwwer. En huet jo ...

(Hilarité générale)

En huet jo ugedeit, dass dat d'Ultima Ratio wier. Also, biologesch ass et esou, wann ech nach géif 13 Joer vill Äppel, Esseg an Hunneg iessen an nach 13-mol de Ventoux packen, da wier et biologesch nach méiglech. Mä ech mengen, dass mer net an déi Situatioun do géifen erakommen.

Sou, elo dat, wat ech hei ze soen hunn. Ech maachen et extrem kuerz. An entschëllegt, wann ech elo vläicht bei deem een oder aneren iwwersprangen, wat e gesot huet, mä ech mengen, mir sinn alleguerten op engem Punkt ukomm, wou mer hei kënnen elo zoumaachen.

Fir d'Alleréischt den Här Wiseler. Also, ech géif vläicht ufänken: Gëschter war ech anzwousch, wéi schonn e puermol gesot ginn ass, wou ech hu misse soen, dass mer kee Kleinstat sinn, mä e klengt Land. Mir sinn effektiv e klengt Land. An e klengt Land huet e grousst Ausland. Sou! Mir mussen eis also selwer d'Mëttele ginn, fir do ze bestoen.

Mä meng Äntwert, Här Wiseler, ass eigentlech kloer. Wat wiere mer als Lëtzebuerger, also wat hätte mer als Lëtzebuerger Aussepolitik, wa mer net an der Europäescher Unioun wieren? Op wat fir engem Dësch séize mer? An der Geschicht vun eisem Land ware souguer Zäiten, wou mer emol net zu Paräis bäikomm sinn.

Also duerfir géif ech mengen, dass déi grouss Strategie vun eiser Aussepolitik an och dat, wat eis an der Aussepolitik wierklech, jo, déi Instrumenter gëtt, déi mer brauchen, dat ass d'Europäesch Unioun.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, Dir hutt e puermol gesot, a mat Recht kënnt Der dat froen: „Firwat gëtt de Lëtzebuerger Ausseminister sech esou vill Méi, wat Palästina ugeet? Firwat ass en a Pakistan? Firwat ass en an Eritrea? Oder an Äthiopien?"

Ma, meng Äntwert dorobber ass eng Äntwert, déi vläicht net vun Iech gedeelt gëtt, mä déi awer kloer ass: Lëtzebuerg, als Member vun der Europäescher Unioun, setzt sech iwwerall a fir d'internationaalt Recht. A wann et eng Plaz gëtt, wou d'internationaalt Recht, zënter Jorzéngten, net respektéiert gëtt, dann ass et a Palästina. An duerfir, ech mengen, dass et eis awer trotzdeem gutt zu Gesiicht steet, virun allem engem Land, wat keng direkt Interessen huet, e Land, wat Frënd ass mat Israel, e Land, wat Frënd ass mat de Palästinenser, dass mer awer hei, an dat ass jo deen zentrale Punkt, dass mer eis kritesch ausenanersetze mat der Regierung, déi de Moment an Israel ass: mam Här Netanjahu senger Regierung.

Dir wësst, et si Wahlen an Israel elo. Mä ech kann Iech soen, an ech wollt dem Här Kartheiser dat och eng Kéier soen: Wësst Der - dat kënnt jo all Joer erëm -, awer een, deen nach ni a Gaza war, dee weess net, wat Gaza ass. Dat muss ee gesinn hunn, an net virun zéng Joer, mä dëst Joer gesinn hunn. Dat ass ee Siwentel vun eisem Territoire an do wunnen zwou Millioune Leit! An déi kommen net eraus. An deen, deen eng Kéier do dobanne war, dee vläicht erëmkomm ass, aus Ägypten, wou e studéiert huet, deen ass dobannen, e kënnt net méi fort. Wann ee schwéier krank ass, kritt ee vläicht eng Erlaabnis, fir erauszekommen a fir traitéiert ze ginn. Dat ass e Käfeg!

An duerfir, och dat, wat Der gesot hutt, Här Kartheiser, Dir mengt dat vläicht net esou, mä iwwerleet dat emol eng Kéier! D'UNRWA ass ee Joer gegrënnt gi virun der UNHCR, virun der UNO-Flüchtlingshëllef. D'UNRWA war do, ier et d'UNO-Flüchtlingshëllef ginn ass. An zweetens, wann d'UNRWA ausgedréchent ass, da sinn 260.000 Kanner a Gaza ouni Schoul! Ouni Spideeler!

Gitt Iech dat ukucken a schwätzt mat Leit vun do! Dir waart méi laang, héchstwahrscheinlech gradesou laang waart Der Diplomat, wéi ech elo Minister sinn. An duerfir, dat ass dach eng fundamental mënschlech Saach. Dir hutt d'Mënschlechkeet hei wëllen deklinéieren, mä et ass dach eng fundamental mënschlech Saach, wa mer op esou Plaze wéi a Gaza versichen, dach international Hëllef dohinnerzekréien an och multilateral Hëllef dohinnerzekréien an net einfach: „D'UNRWA brauche mer net, well dat eng Organisatioun ass, déi hereditaire ...? Neen, et gëtt och nach aner Institutiounen, déi sech ëm d'Flüchtlinge bekëmmeren, dat sinn och hereditaire Flüchtlingen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Ausseminister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen. Waart, ech maachen nach séier fäerdeg! Dir kënnt herno eng Fro stellen, dach. Dach, den Här Kartheiser kann eng Fro stellen, mä ech wollt dat hei fäerdeg maachen an e wéineg drop opmierksam maachen: Wa mer hei iwwer Aussepolitik schwätzen, da solle mer awer och e wéineg d'Gefill hunn, dass dat, wat mer hei soen, awer ka Konsequenzen hunn.

Ech kommen zréck bei den Här Wiseler. Iwwert d'Groussregioun just ee Wuert. Mir hunn, Här Wiseler, an der Groussregioun elo als Regierung dee Comité interministériel pour la coordination transfrontalière agesat. Deen ass am Aus-

seministère fixéiert. An dee kuckt, fir effektiv eng gutt Koordinatioun fäerdegzebréngen. Ech hunn dat gëschter gesot: Ech mengen, d'Groussregioun ass europäesch Regionalpolitik. Dat ass net Lëtzebuerger Politik eleng, mä et ass europäesch Regionalpolitik. A mir kucken, dat esou gutt wéi méiglech ze koordinéieren.

An duerfir, gleeft mer dat, Här Wiseler, ee Lëtzebuerger Ausseminister, dee kann a Pakistan goen! Haut oder gëschter war den däitschen Ausseminister do. Elo kënnt Der soen: „Wat méchs du klenge Lëtzebuerger do? Loosst d'Fransousen an déi Däitsch an d'Englänner dat maachen!"

Neen! De Lëtzebuerger Ausseminister ass nach ëmmer och an Indien gaangen. A wann en an Indien geet, soll en och a Pakistan goen a kucken an héieren, wat de Kaschmir-Konflikt eigentlech duerstellt. An duerfir géif ech mengen, bon, Är Fro ass berechtegt, mä gleeft mer, dass een och als Ausseminister ..., dat ass, ech hunn dat schonn e puermol gesot, dat ass wéi de Fierschter, deen nëmme weess, wat am Bësch lass ass, wann en och am Bësch ass! An den Ausseminister weess nëmmen, wat lass ass am Ausland, wann en och am Ausland ass!

Sou, dee leschte Punkt, deen ech Iech wollt soen, Här Wiseler, an aller Frëndschaft - Dir wësst dat -, ass, dass dat heiten net d'Debatt sollt si vum Lëtzebuerger Ausseminister. Egal wéi en heescht. Dat heiten ass d'Debatt vun der Aussepolitik, vun der Europapolitik. An ech mengen, an Dir sidd dee Leschten, deen dat jo wäert awer verneenen, mam Här Angel, mam Här Mosar, mat alle Leit, déi sech an der Kommissioun vill asetzen, ech komme jo d'ganzt Joer duerch an d'Kommissioun an do maache mer jo awer d'Detailer vun der Aussepolitik a mir versichen och, eis Aussepolitik do ze deklinéieren.

Sou, elo ginn ech méi kuerz. Den Här Gusty Graas: Also just, ech mengen, den Här Sven Clement huet dat och ugeschnidden, déi Aussoen, déi mer maachen, an ech respektéieren déi: „keng Erweiderung". Bon, mir musse wëssen, an Nordmazedonien ass eppes geschitt. An och a Griichenland. An, wat ass elo geschitt, als Konsequenz? Nordmazedonien wäert geschwënn Member si vun der NATO, well dee Prozess, fir an d'NATO eranzekommen, ugelaf ass. An duerfir géif ech mengen, mir mussen hei e wéineg virsiichteg sinn, wa mer esou Aussoe maachen.

Ech ka mer net virstellen, well Lëtzebuerg e Land ass, wat ëmmer wierklech och versicht huet, fir Länner, déi an d'Europäesch Unioun erakomme wëllen, ze stäerken, dass mer carrement soen: „Elo gëtt näischt méi ugefaangen." Gleeft mer, dat packe mer och net als Lëtzebuerg! Dat wier eppes, wou mat der Dampwalz iwwer eis géif gefuer ginn a wat och net am Interêt vu Lëtzebuerg wier.

Duerfir, Dir hutt ganz recht, wann Der sot: D'Kritäre vu Kopenhagen musse respektéiert ginn. Mä gleeft mer, haut ass jo net de Problem bei de Bäitrëttslänner, déi d'Kritären net respektéieren; et sinn déi, déi dra sinn, déi d'Kritären net respektéieren!

An duerfir, dat ass, wéi wann Der de Führerschäin kritt, da maacht Der en an Dir kritt en, a wann Der da bis en Auto hutt an Dir fuert, da maacht Der egal wat. An duerfir musse mer oppassen hei. Do ginn ech Iech och erëm total recht, dass mer do Sanktioune mussen hunn. An den Artikel 7 muss spillen. Mir hunn nach d'Unanimitéit. Dir wësst jo, wéini en da spillt. Mä trotzdeem musse mer do d'Kommissioun dran ënnerstëtzen.

Den Här Angel. Fir d'Éischt wëll ech him e grousse Merci soen - ech mengen, am Numm vun Iech alleguerten - fir all déi Aarbecht, déi hie mécht an der Kommissioun, deen ëmmer versicht, all Punkte mat op den Ordre du jour ze brëngen an och anstänneg déi Sitzungen ze féieren, well dat jo net ëmmer esou einfach ass.

Mä, ech wollt vläicht soen, dass effektiv, en huet hei geschwat jo vun der Ried vun der Madamm Karrenbauer. Ech wëll déi elo net opféieren als Madamm Karrenbauer, mä et muss een oppassen, wat mer als Lëtzebuerg och empfannen. Den Oochener Vertrag Däitschland/Frankräich, deen ass jo just ënnerschriwwe ginn, an op eemol kënnt ee vun däitscher Säit an et seet een: „Okay, Stroossbuerg weg, mir brauchen dat net." Wa Stroossbuerg „weg" ass, musse mer wëssen, ass Lëtzebuerg och „weg". Do gëtt et jo keen Zweifel drun.

An dann ee Sëtz fir d'Europäesch Unioun am Sécherheetsrot. Dat geet jo net op! Dat ass zweemol gefuerdert. An do ass keen Equiliber dran. Duerfir, mir si jo net hei ..., d'Madamm Karrenbauer ass jo net hei Member vun dësem Parlament, mä ech wëll soen: Esou Usätz, déi kënne méi schueden, wéi se gutt maachen.

Ech fannen, dass d'Madamm Stéphanie Empain eng remarkabel erfrëschend Ried hei gehalen huet, wann ech dat esou däerf soen. Ech kann net op alles, wat se gesot huet, agoen. Natierlech, déi frëndlech Wierder zum Schluss, well se och eent vu menge Meedercher kennt an och vläicht meng Fra.

Mä ech wëll dat heite soen zu Venezuela, vläicht och fir den David Wagner: Wësst Der, mir souzen an enger „Gimmich", dat war zu Bukarest, an dat ass hin- an hiergaangen - hin an hier ; mir hate schonn zwou Sitzunge virdrun: Brénge mer eng Unanimitéit als Europäesch Unioun fäerdeg, fir wat ze maachen?

Jiddwereen, dee geschwat huet, an ech selbstverständlech och, huet déi Situatioun gesinn, déi do ass, déi terribel Situatioun, dass d'Leit net nëmme keen Toilettepabeier méi hunn, mä dass se keng Medikamenter hunn, dass se wierklech och bei de Liewensmëttel ageschränkt sinn. Wat maache mer, fir hinnen ze hëllefen als Europäesch Unioun? Schécke mer einfach humanitär Hëllef dohinner an da soe mer: „Okay, mir hunn eist elo gemaach" oder siche mer e Wee, wou déi Leit a Venezuela awer Hoffnung kënnen hunn, dass eppes geschitt, fir déi Situatioun ze stabiliséieren?

A gleeft mer: Kee vun all deene 27, vläicht mat eng, zwou Ausnamen, huet jee gesot: „Wann den Här Trump dat dote wëllt, da musse mir dat maachen." Kee Mënsch! Et huet och kee gesot: „Mir maachen dat elo fir den Här Guaidó, fir deem ze hëllefen." Mir hu gesot: „Mir brauchen een, an dat kann nëmmen de President si vum Parlament, dat gewielt ass a Venezuela, deen d'Saach an d'Hand kritt, well et steet an der Verfassung dran, dass dee Wahle kann organiséieren." An duerfir hu mer déi Énerstëtzung do gemaach.

Mir haten eng Differenz iwwert d'Présidents par intérim. Ech war zum Beispill ee vun deenen, mat de Belsch a mat aneren, déi dat net gebraucht hätten. Mir wollte just soen: „De President vum Parlament huet d'Kompetenz, fir Wahlen ze organiséieren." A gleeft mer, ech si bei allem mat Iech d'accord, wat Der sot, Här Wagner, iwwert d'Geschicht, Chávez a Maduro, alles, och wat d'amerikanesch Influenz do ugeet, mä dat ass d'Explikatioun. Mä mir sinn elo do. Wat maache mer elo? Wat maache mer elo?

Mir kënnen eis net op d'Geschicht a Venezuela baséieren, mir mussen elo eppes maachen. An duerfir, do gesitt Der och, wéi schwéier et ass - mengt net, dass dat mer liicht fält! -, mä wéi schwéier et ass, wann an esou enger kapitaler Fro mer et net fäerdegbréngen, eng gemeinsam Positioun an der Europäescher Unioun hinzekréien.

Dann - dat vum Här Kartheiser hunn ech gesot. Ech wollt awer nach eppes soen: den Iran. Ech soen dat och an enger gewëssener Kloerheet: Mir hunn den Iran net ënnerstëtzt als Iran. Ni! Mir hunn ënnerstëtzt, dass den Iran duerch de JCPOA keng Atombomm soll kréien, an Zukunft. A firwat hu mer dat gemaach? Well d'AEA, den Här Kartheiser weess, wien dat dass, dat ass d'Atomagence zu Wien, 14-mol bis elo zertifizéiert huet, dass a Saache JCPOA den Iran dat mécht, wat e muss maachen, an net do dergéint verstéisst.

Point de vue Mënscherechter. Ech war dräimol am Iran. Ech hunn dräimol mam Ausseminister laang, ganz laang iwwert d'Mënscherechter an iwwert d'Doudesstrof am Iran geschwat. An ech soen Iech elo nach eppes, wat ech vläicht net soll soen: Mä am Iran ginn d'Mënscherechter bei verschiddene Minoritéite bafouéiert.

Ech sinn an deene leschte puer Méint konfrontéiert gewiescht, Här Kartheiser, mat Leit, déi am Prisong sëtzen an déi d'Doudesstrof erwaarden. An déi Leit hunn eng Famill. Kanner a Fra. Sou! Ech hu mäint gemaach, net well ech e gudde Mënsch sinn, mä well ech dat ka maachen, an där Positioun, wou ech sinn, an ech hunn deene Leit gehollef, fir dass se op Lëtzebuerg komm sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Très bien !

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.-* Voilà! Dat ass dat, wat een normale Minister an esou komplizéierte Situatioune ka maachen, ouni dat un d'grouss Klack kënnen ze hänken. Mä gleeft mer, Här Kartheiser, gleeft mer, dat hu mer gemaach!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* A mir hunn och datselwecht gemaach bei der Visitt am Iran.

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).-* Ganz am Kloertext.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.-* Sou, voilà ! Elo wollt ech Iech soen: A Saache Mënscherechter gëtt et Deklaratiounen, Debatten, an et gëtt heiansdo konkret Saachen, déi ee mécht, déi een awer net un d'grouss Klack kann hänken, well dat géif jo eppes ginn, wéi wann ee géif soen, also zu Lëtzebuerg wär alles méiglech. Mä a verschiddene Saachen ass et méiglech, an do maachen ech et och.

Sou, da wollt ech Iech nach soen, dass ech elo bal näischt méi ze soen hunn.

(Hilarité)

Jo. D'Geschicht vum David Wagner, wat Saudi-Arabien ugeet. Also, ech kann nëmmen eent soen: Mir produzéiere keng Waffen a mir liwwere keng Waffen. Mä, mä, mä mir si keen onbedeitende Flughafen!

An ech kann Iech soen, och do, dass mer als Lëtzebuerger Regierung, d'Ekonomie wéi den Ausseministère, net all Transport a Saudi-Arabien an der leschter Zäit autoriséiert hunn. Dat kucke mer genee! An alles, wat Dual Use ass oder wat kéint agesat ginn am Konflikt am Jemen, gëtt blockéiert.

Ech wëll och soen, dass Der effektiv recht hutt, dass d'Europäesch Unioun jo eigentlech et misst fäerdegbréngen, d'Waffeliwwerungen a Saudi-Arabien wärend där Zäit vum Jemen ze ënnerbannen. Dir kennt d'Diskussioun tëschent Däitschland a Frankräich. An Dir schwätzt, Dir sot, Dir mengt dat och gutt, Lëtzebuerg sollt sanktionéieren. Lëtzebuerg sanktionéiert keen. Lëtzebuerg kann nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun mathëllefen, dass Sanktioune geschwat ginn.

Dann zum Här Mosar. Jo, en huet mer eng kloer Fro gestallt, déi vläicht net méi aktuell war, mä erëm kann aktuell ginn, wann d'Verlängerung haut beim Brexit gestëmmt gëtt.

Also, Dir gesitt, wéi, wat zirkuléiert. Den Här Tusk, deen ass President vum Conseil européen an dee schwätzt vun engem Joer Prolongement. Ech wier also extrem virsiichteg elo a mengen Aussoen hei. Mir hunn als Lëtzebuerger Regierung ëmmer gesot, de Premierminister an ech och, dass déi Verlängerung nëmme ka kommen, wa mer gesinn, wat de Plang ass do hannendrun. Dat hunn ech nach gëschter gesot an ech mengen, dat ass och kloer, dat huet och den Här Bettel gesot.

Wat ass de Plang? Well mir kënne jo net einfach soen: „Mir verlängeren elo zwee, dräi Méint a mir schwätzen erëm iwwert de Backstop." Do hu mer genuch driwwer geschwat, erop an erof a vun hannen no vir. Do kréie mer keng aner juristesch gräifbar Explikatioun wéi déi, déi mer elo hunn. Dir wësst, dass den Här Juncker sech nach eng Kéier vill Méi ginn huet mat der Madamm Theresa May. An, bon, ...

(Hilarité)

... d'Resultat kennt Der och. An duerfir, da laacht net!

Duerfir wollt ech Iech soen, dass mer hei mussen oppassen, ganz gutt oppassen, dass mer eis vläicht, Här Mosar, elo net vergräifen. Also, Dir kennt d'Europäesch Unioun, mir hunn net d'Tendenz, an der Lëtzebuerger Europapolitik hate mer dat ni, och net a viregte Regierungen, fir eis total op eppes ze fixéieren, wou mer nach net wëssen, wou et higeet. Ech mengen, déi Linn, déi mer haten als Regierung, déi solle mer bäibehalen, dass eppes muss geschéien.

Wann d'Britten ausschléissen, dass se en zweete Referendum maachen, dat gleewen ech souguer. Ech mengen, wann Der mat Britte geschwat hutt an der leschter Zäit, egal ob se an der Regierung sinn oder ob se am Parlament sinn, deen zweete Referendum, dat kënnt net. Dat gëtt schonn direkt eng Mer à boire, fir d'Froen ze stellen. An do gëtt, beim zweete Referendum, mindestens ee Joer gebraucht, ier een dann eng Kéier géif iwwerhaapt do derzou kommen, wärend wann, zum Beispill, eng nei Regierung géif gewielt ginn, do bräicht een zwee, dräi Méint. Dat wier eppes ganz aneres. Mä et ass net un eis, fir dat ze decidéieren. Duerfir, et si lauter Spekulatiounen.

An ech géif mengen, wann Der déi Äntwert erlaabt: Mir hunn eng Linn bis elo gehat. Déi Linn brénge mer och eran an d'Debatt an der Europäescher Unioun, mä mer mussen awer kucken, wéi dat evoluéiert, an zemools an enger Fro wéi där doter, wou Unanimitéit muss sinn, soll ee vläicht net neen oder net jo elo soen, mä et soll een op senger Linn bleiwen an da kucken, wat erauskënnt.

Elo kommen ech nach un déi Motiounen. Bon, also do ass et esou, dass ech mech mat deenen zwou Motioune vun de Kolleege vun der ADR eigentlech net vill kann ufrënnen. An ech soen Iech och, firwat.

Bei där éischter Motioun iwwert d'Fiskalitéit, an dat huet den Här Mosar mer ewechgeholl, dat brauch ech net nach eng Kéier ze zitéieren, mä ech war kloer do. An ech sinn nëmmen Ausseminister. Ech sinn net Finanzminister. Ech hat och keng Zäit, fir mat der Finanzkommissioun ze diskutéieren. Ech mengen, dat hei ass eng Saach, déi de Finanzminister un der Wuerzel muss upaken.

Ech hu gëschter dat gesot, wat ech mengen, wat richteg wier. Den Här Mosar huet dat widderholl. An do hunn ech näischt bäizefügen. Duerfir brauche mer, mengen ech, déi Motioun hei och guer net ze stëmmen.

Dann, déi aner Motioun, jo, dat ass mat der Türkei. Dat kënnt jo och „alle Jahre wieder". An duerfir géif ech och hei kloer dat nach eng Kéier soen, zemools an enger Zäit virun de Gemengewahlen an der Türkei. Déi Gemengewahle sinn essenziell. Dir hutt gesinn, wéi d'Fraen a verschiddene Stied manifestéiert hunn, wéi se sech agesat hu fir d'Demokratie, wéi se sech och agesat hu fir europäesch Wäerter. An duerfir, nach eng Kéier: Déi Gespréicher sinn agefruer. Et denkt keen drun, fir déi elo ze degeléieren. Et ass also e Gel total de Moment. Mä, gleeft mer, dass et politesch richteg ass, fir déi vill Leit an der Türkei, déi nach un d'Demokratie gleewen, déi un d'Europäesch Unioun gleewen, dat Gelänner, fir eng Kéier aus deem Lach do erauszekommen. Do brauche se d'Europäesch Unioun an dat wier en Affront géint déi, wa mer géifen ofbriechen. An duerfir géif ech och soen, mir sollten dat net unhuelen.

An dann hu mer nach déi vum Här Wiseler. Jo, dat ass eng ganz sympathesch. Mä ech géif elo esou soen, Här Wiseler: Et ass eigentlech keng Plus-value do derbäi.

(Hilarité)

Dat heescht: Mir hunn e Koalitiounsofkommes an dat ass zimlech kloer. Do steet dran: Mir sollen als Ausseministère « une ‚matrice' des relations extérieures du Luxembourg en place » setzen. Elo géif ech Iech proposéieren, dass mer dat selbstverständlech musse maachen. Dat geet elo net vun haut op muer. Et ass de Generalsekretär selwer, deen dat ënner senge Fitticher huet. Do gëtt elo dat ausgeschafft.

A wann Dir mir e Wénk gitt an ech ginn Iech e Wénk, da gi mer domadder an d'Kommissioun a mer kucken emol déi Etapp do dann iwwert d'Bün ze kréien. Duerfir géif ech awer mengen, dass een dat heiten net soll unhuelen elo als Chamber. Ben, Dir maacht, wéi Der et fir richteg fannt. Mir schaffen dorunner an der Koalitioun. An ech sinn och iwwerzeegt, dass mer do eppes Guddes op de Pabeier kréien.

Sou, ech hunn Iech elo genuch opgehalen. Merci, Här President.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Ausseminister. Den Här Kartheiser freet Parole après ministre.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President. Ech waarde vläicht just, bis den Här Minister op senger Plaz ass, dann ass et fir hie méi agreabel, fir nozelauschteren.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just op dräi oder véier Punkten agoen, déi den Här Minister genannt huet. Fir d'Éischt, wat d'Motioun ugeet iwwert d'Eestëmmegkeet a Fiskalfroen. Ech mengen, et ass jo fir eng Regierung ganz gutt, wa se wierklech iwwerzeegt ass, datt se eng Positioun mat Kraaft wëllt duerchsetzen, wa se ka soen, datt hiert nationaalt Parlament si ënnerstëtzt. An ech verstinn, d'Regierung, den Här Minister huet gëschter sech ausgedréckt, als wär en och fir déi Eestëmmegkeet bei de Fiskalfroen, hie seet, dat wär däitlech. Mir mengen dat eigentlech net.

Mä dat ass net de wichtege Punkt. De wichtege Punkt ass, datt mir hei als Chamber d'Méiglechkeet hunn, e klore Vott ze huele fir d'Eestëmmegkeet a Fiskalfroen. An dat ass eppes, wat d'Positioun vun der Regierung géif ënnerstëtzen a wouriwwer se sech soll freeën. An dofir wäerte mir als ADR och zu där Motioun stoen.

Déi zweet Saach ass de Problem UNHCR/UNRWA. Mir sinn op enger Linn, Här Minister, mir sinn op enger Linn, wann et ëm humanitär Froe geet. A mir soen net als ADR, datt mer net solle Lager verwalten duerch eng UNO-Flüchtlingsorganisatioun. Mir soe just: Et geet duer, wa mer eng hunn. D'UNHCR, déi soll déi Aufgaben iwwerhuelen. Et kënnt iwwerhaapt net a Fro, fir Leit, déi an enger humanitärer Noutsituatioun sinn, am Stéch ze loossen.

Dat Drëtt ass iwwer Gaza. Dir hutt recht, wann Der sot, et wär eng humanitär schwiereg Positioun. Mä d'Verantwortung derfir, an do leie mer auserneen, déi läit eiser Iwwerzeegung no och bei der Hamas, déi do de Pouvoir huet. Wann d'Hamas d'Existenzrecht vun Israel net

unerkennt, da kënnt et net zu Friddensverhandlungen.

Wann d'Hamas déi Suen, déi do erakommen, benotzt, fir Tunnelle fir d'Terroristen ze gruewen, fir Waffenimporter aus dem Iran dozou ze benotzen, fir eng aggressiv Politik géint d'Zivilisten ze féieren, jo, dann ass och d'Konsequenz, datt et der Zivillbevëlkerung an där Géigend schlecht geet. Déi Zivillbevëlkerung ass u sech eng Geisel vun der Hamas. An dat ass eigentlech och den Haaptproblem. An et ass deen Ënnerscheed vläicht, deen ech wëll betounen: Dat ass, datt mer mussen einfach soen, wou d'Verantwortung läit. An et kann een net esou maachen, als géif déi eleng bei Israel leien.

Dann ass deen nächste Punkt den Iran. Ech felicitéieren Iech ausdrécklech, wann Der et fäerdegbruecht hutt, Leit, déi an enger Doudeszell souzen am Iran, erauszehuelen an op Lëtzebuerg ze bréngen. All humanitären Engagement, an Engagement géint d'Doudesstrof ass ganz wichteg, ass ongedeelt, géif ech mengen, hei an der Chamber eng Saach, déi mer unerkennen a wierdegen. Felicitatiounen!

Awer d'Politik vum Iran muss een och oppen a Fro stellen: de Programm vun der Entwécklung vu ballistesche Missillen, déi dauernd Fuerderung, Israel ze zerstéieren, déi regional Destabiliséierung ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat maache mer jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mä Dir maacht et zum Beispill net bei der Hisbollah, wou déi Diskussioun leeft, ob de politeschen Aarm vun der Hisbollah soll als Terrororganisatioun consideréiert ginn oder nëmmen dee militäreschen. Do sidd Der nach ëmmer op där Positioun, nëmmen dee militäreschen, mä och déi politesch Hisbollah mécht guer net den Ënnerscheed, dat ass och en Agent vum Iran. Mir erwaarden eis, datt Der déi Politik vum Iran méi däitlech kritiséiert, wéi dat bis elo de Fall ass.

Ech wëll nach zréckkommen - well ech gesinn, datt hei e puer Negociatioune gelaf sinn an der Tëschenzäit - op déi Motioun iwwert d'Steierfroen. Als ADR kënne mir ..., do ass dee leschte Punkt, also ech schwätzen iwwert d'Motioun 2, do soe mer jo: „D'Chamber fuerdert d'Regierung op", fir déi Leit, déi dat op hirem Blat wëlle kucken, „um Prinzip vun der Eestëmmegkeet bei all Steierfro am Ministerrot vun der Europäescher Unioun festzehalen." Mir als ADR wären d'accord, do opzehalen. Dat ass an eisen Aen däitlech genuch. Et ass op jidde Fall en Ënnerscheed mat deem, wat Dir gëschter gesot hutt, Här Minister, wou Der sot: „Et kann een dat net alles iwwer ee Leescht zéien", an Ärer Konklusioun am Punkt 38.

Mä op jidde Fall, déi Formuléierung, déi mir elo als ADR proposéieren an der Motioun 2, ass: „fuerdert d'Regierung op, um Prinzip vun der Eestëmmegkeet bei all Steierfro am Ministerrot vun der Europäescher Unioun festzehalen".

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Ausseminister wëllt nach dorobber reagéieren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, just zur Motioun. Ech hu versicht, et ze soen: Hei si mer am aussepoliteschen Debat. Ech mengen, dass d'Diskussioun doriwwer der Kompetenz vum Finanzminister an der Finanzkommissioun ënnerläit. An dann ass et um Parlament, fir doriwwer ofzestëmmen.

Dat, wat ech gëschter gesot hunn, hunn ech haut widderholl. Ech mengen, dat ass kloer. An duerfir géif ech net mengen, dass et haut wierklech gutt wier, wa mer d'Motioun vum Här Kartheiser géifen unhuelen. Mä dat, wat ech gesot hunn, dozou stinn ech, an dozou steet och d'Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ech mengen, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President! Här President! Zur Motioun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, mä ech géif gär hei awer organiséiert zu deene véier Motioune schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ma genau dat! Ech wollt dat proposéieren, nodeem déi generell Diskussioun, no de Reaktioune vum Här Ausseminister op dat, wat den Här Kartheiser nach gesot huet, ofgeschloss ass.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech hat eppes vergiess, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen. An da géife mer schéin der Rei no fueren ...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... an da géife mer mat der Motioun Nummer 1, déi vum Här Wiseler deposéiert ginn ass, ufänken.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Fernand!

(Hilarité générale)

Ech hat eppes vergiess: Mir huelen déi Motioun vum Här Mosar un. Ech hat vergiess, dat ze soen.

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- An d'Kommissioun!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Fir an d'Kommissioun ze schécken.

(Brouhaha général)

Neen, mir huele se un, fir an d'Kommissioun ze schécken.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech géif se gär mat ënnerschreiwen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat kënnt Der gäre maachen. Déi ass nach op, se steet op.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mosar hätt nach gär Parole après ministre iwwert d'generell Diskussioun. An da komme mer bei d'Motiounen, awer direkt.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci! Also ech ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Neen, den Här Asselborn, mir verstinn ... Sot elo näischt, mä ech wollt just nach eng Kéier op zwee Punkten agoen. Mir hunn elo alleguerte matkritt, wat elo genau d'englescht Parlament do gestëmmt huet. Dat heescht, si froen also elo eng Verlängerung vun der Frist.

An do muss ech awer nach eng Kéier e bëssen drop zréckkommen, well ech net ganz zefridde sinn, Här Ausseminister, mat Ärer Äntwert. Dir hutt gesot, d'lëtzebuergesch Regierung géif nëmmen zoustëmmen, wa Groussbritannien mat engem Plang géif kommen.

Wësst Der, mir si gebrannte Kanner mat engem Plang! Duerfir ...

(Hilarité générale et interruption)

Duerfir verstitt Der, Här Ausseminister, datt mer do nohaken, wann een eis vun engem Plang schwätzt.

Duerfir wäre mer awer trotzdeem frou, besonnesch well Der gesot hutt, datt den Här Tusk jo eppes proposéiert, wat net geet. Ee Joer Verlängerung, dann hu mer e Problem mat den Europawahlen. Dat geet formell net. Ausser Groussbritannien decidéiert, dann och nach eng Kéier wielen ze goen.

Duerfir wär ech awer ganz, ganz frou, wann Der vläicht awer dee Plang e bësse méi géift präziséieren, well ech hoffen, datt et den Engländer net mat deem Plang geet wéi eis mat eisem.

(Hilarité)

Eng zweet Fro, an do wollt ech awer och e bëssen dat huelen, mat Ärer eigentlech exzellenter Ried iwwert déi feministesch Aussepolitik.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Très bien !

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An zwar wollt ech do op eppes agoen, wou Der gëschter eppes gesot hutt, wat mir ganz staark begréisst hunn, mä Dir hutt awer net gesot, wat Der géift maachen. An zwar geet et do ëm deen Appell vun Amnesty International fir déi iranesch Fraerechtlerin an Affekotin ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, neen, Dir hutt gesot ... Mir géifen Iech froen, Här Ausseminister, datt Der Iech bei Ärem Homolog wierklech, esou wéi Der dat gewinnt sidd ze maachen, mat Ärem ganzen Asaz fir déi Fra do sollt asetzen. Ech weess net, ob d'Kolleege wëssen, ëm wat et geet. Hei geet et ëm eng Fraerechtlerin, ëm eng Iranerin, déi condamnéiert ginn ass zu 33 - 33! - Joer Prisong an 148 Schléi.

A wat ass d'Verbrieche vun där Fra? Déi huet weider näischt gemaach wéi Frae verteidegt am Iran, déi kee Kappduch wollten undoen. Dat ass also dramatesch. An duerfir wäre mer wierklech ganz, ganz frou, Här Ausseminister, a mir wëssen, datt Dir dat maacht, wann Der Iech fir déi Fra géift asetzen, am Sënn vun enger feministescher Aussepolitik.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools! Den Här Ausseminister wäert nach dorop reagéieren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här Mosar, mir mussen elo oppassen, dass mer dat net e wéineg duerjenanergeheien. Also de Plang, Dir hutt Äre Plang gehat, mä d'Britte mussen ee Plang weisen. Et ass net, dass mir e Plang hunn als EU, fir hinnen ze soen, wat se solle maachen. Ech hunn ëmmer gesot: D'Britten, wa se eng Verlängerung froen, da musse se eng Indikatioun ginn, e Plang eis deklinéieren, als Europäesch Unioun, firwat dass se dann déi Verlängerung wëllen. Sou! C'est tout.

Dat Zweet, dat ass, ech sinn net de President vum Conseil européen an ech weess och net, wat alles elo an deene leschten Deeg telefonéiert ginn ass, mä ech liesen, dass den Här Tusk freet, fir dass eng Verlängerung vun engem Joer kéint autoriséiert ginn. Also, mer mussen elo oppasse mat de Wahle fir d'Europaparlament. Wann dat fir ee Joer wier an dat géif ugeholl ginn, da mussen d'Britte Wahlen organiséieren. Do komme se net derlaanscht.

Ech hat ee Moment geduecht, et kéint een drop zréckgräifen, Dir wësst, wann ee Land Member wëllt gi vun der Europäescher Unioun, kritt et am Ufank Leit an d'Europaparlament, déi Observateure sinn an déi vun der Regierung genannt kënne ginn. Mä dat geet hei net. Et ass juristesch gekuckt ginn: An dësem Fall geet et net.

Voilà! Dat ass also dat, wou mer elo sinn. Sou.

Ech mengen, Här Mosar, Dir musst Iech elo e wéineg gedëllegen a kucken, wéi de Plang sech entwéckelt, an ech hoffen, dass e sech elo besser entwéckelt wéi Pläng, déi mer zu Lëtzebuerg kannt hunn, an dann huele mer eng Decisioun.

Sou, dat Zweet, wat ech wollt soen, also mir mussen och elo hei oppasse mat deem Term, ech soen dat elo zimlech eescht, „feministesch Aussepolitik". Dat hei huet näischt mat feministescher Aussepolitik ze dinn. Hei ass eng Fra, mä dat kéint jo och e Mann sinn. Hei geet et drëm, dass mer higinn a Mënschen, déi condamnéiert ginn, well se Mënscherechtsverteideger sinn, als Persoune condamnéiert ginn zu - wann ech et richteg weess - am Cumul 38 Joer ...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- 33 Joer!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Oder 33 Joer.

An dat ass eng Madamm, déi de Sacharow-Präis kritt huet, 2012, mengen ech.

Sou, an dass mer eis derfir asetzen, mir maachen do dat, wat mer ëmmer maachen an deene Froen. Wann Amnesty eis och opfuerdert, dat verspriechen ech Iech, mat deene Mëttelen, déi ech zur Verfügung hunn, wäert ech dat maachen.

Ech mengen, dass den iraneschen Ausseminister, deen ech elo zënter Jore gutt kannt hunn, demissionéiert huet. Allerdéngs soll de President Rohani déi Demissioun net ugeholl hunn. Dat muss een elo gesinn. Mä dat hin oder hier, mir setzen eis an, mat anere Ministeren aus der Europäescher Unioun, vläicht souguer als Europäesch Unioun, dat ass scho gemaach ginn an engem Sënn, fir déi Fra, fir dass dat hir net geschitt.

Motions

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Déi generell Diskussioun ass domadder definitiv ofgeschloss a mir kéimen dann elo zu enger geuerdneter Ofstëmmung iwwert déi verschidden ...

(Brouhaha)

Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech sinn och ganz kuerz, Här President, just ee Saz zu där Motioun vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mä mir komme jo elo derbäi, Här Berger.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ma neen!

Motion 1

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo bei d'Motioun Nummer 1, déi Motioun, déi vum Här Wiseler abruecht ginn ass. An ech géif dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hu gutt nogelauschtert, wat den Här Asselborn iwwert déi Motioun gesot huet. Ech wollt nach eng Kéier soen, datt dat, wat ech gäre gehat hätt, dat ass, datt mer hei géifen iwwert d'Ziler, iwwert d'Moyene vun der Lëtzebuerger Aussepolitik schwätzen, wéi mer déi am beschte sollten asetzen.

Dat war eng Motioun, déi, a mengen Aen, am Fong zu Äre Gonschten hätt solle goe respektiv fir Iech och ze hëllefen, hei de Soutien général vun der Chamber op deene wichtegen aussepoliteschen Domänen ze hunn, well ech feststellen, datt heiansdo haut an der Aussepolitik villes gemaach gëtt, alles gemaach gëtt, heiansdo och dat gemaach gëtt, wou een net richteg weess, wouhin et leede soll, an ech gär doriwwer gehat hätt, datt mer konkret eis mat de Prioritéite géifen auserneesetzen.

Dat, wat Der elo geäntwert hutt, dat kann ech verstoen. Dir sot: Et ass eng Planification stratégique amgaangen. Ech hunn dat eng Strategie genannt. Et ass och eng Matrice amgaangen, am Ausseministère ausgeschafft ze ginn. A wann Der dat Engagement huelt, wat ech, mengen ech, elo verstanen hunn, datt an deem nächste Joer, soubal déi Dokumenter am Ausseministère hiergestallt sinn, Der dann an d'Kommissioun kommt, datt mer doriwwer kënne schwätzen, datt mer och en Debat kënnen doriwwer organiséieren, dann ass dat a priori eppes Äänleches wéi dat, wat ech an der Motioun gefrot hat. Wann Der dat Engagement huelt, gleewen ech Iech an halen net drop, datt déi Motioun haut hei ofgestëmmt gëtt.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Ass nach een, deen eppes wëllt zur Motioun 1 soen?

Wann net, dann hunn ech richteg verstanen, datt mer déi Motioun net zum Vott brauche kommen ze loossen an datt mer déi dann, esou wéi den Här Wiseler dat elo gesot huet, verweisen op déi gutt politesch Manéier.

(La motion n°1 de M. Claude Wiseler est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

Motion 2

Mir kommen zur Motioun 2. Wëllt nach een eppes zur Motioun 2 soen?

Dat ass u sech déi iwwert d'Eestëmmegkeet bei der Steierfro. Den Här Berger, wannechgelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn dann och ganz kuerz. Ech mengen, den Ausseminister huet schonn do Positioun bezunn. Ech wëll och nach einfach eng Kéier nëmme soen, well jo och d'Fro nach opkomm war: Wéi huet dat sech ze agencéiere mat - ech soen emol - de Positioune vum Finanzminister respektiv mat der Politik am Finanzberäich?

Ech mengen, et war esou, datt déi lescht fënnef Joer, an och doriwwer eraus, eng Konstanz war, datt mer gesot hunn: Steierfroen, dat ass eng national Kompetenz. An dat heescht implizitt, datt also do och muss d'Unanimitéit sinn. An an där Fro huet och déi nei Regierung keng nei Positioun ageholl. Dat heescht, mir bleiwe bei där Positioun. Duerfir, géif ech soen, ass eigentlech déi hei Motioun superfetatoire.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Mosar, wannechgelift.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, mir sinn hei schlecht drun! An zwar gleewe mer dem Här Asselborn. Mir gleewen och dem Här Gramegna. Mä mir gleewen net esou richteg dem Här Fayot! A vu datt mer elo net wëssen, wie sech an der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei duerchsetzt, den old Labour oder den new Labour, wäerte mer déi Motioun stëmmen.

Merci.

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la éunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Une voix.- Très bien !

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also déi nei Versioun.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Déi nei Versioun, déi proposéiert ass vum Här Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Mir gleewen ...

(Interruption et hilarité)

... dem new Labour op jidde Fall net. Mä et gëtt nach ganz wéineg Englänner, déi dem new Labour nach gleewen.

Op jidde Fall, mir gleewen dem Här Ausseminister, wéi ech dat och virdru gesot hunn. Leider menge mer, datt den Ausseminister relativ kloer war a weiderhi fir eng Unanimitéit an där Fro ass, ob den Ausseminister oder de Finanzminister, op jidde Fall d'Regierung, an deementspriechend wäerte mer d'Motioun vun der ADR ofleenen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Just eng Präzisioun, Här President. Ech mengen, mir huelen zur Kenntnis, datt d'Regierung dat hei zweemol gesot huet. Den Här Gramegna huet et hei gesot, als Finanzminister, datt e fir d'Eestëmmegkeet ass, den Här Asselborn betount jo hei, datt e fir d'Eestëmmegkeet ass. Dat ass zweemol d'Positioun vun der Regierung.

Ech mengen, näischt hënnert eis drun, als Parlament eben, fir d'Regierung an där Hisiicht ze ënnerstëtzen, dës Motioun ze stëmmen. Dorëm geet et jo, datt och dat Lëtzebuerger Parlament hei e kloert Bekenntnis ofgëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

Vote sur la motion 2

Ech mengen, datt alles gesot ginn ass an datt mer dann déi nei Versioun vun der Motioun zur Ofstëmmung kënne bréngen. Ech denken och, datt de Vote électronique gefrot ass?

(Assentiment)

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 23 Oui-Stëmme géint 32 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ...

Une voix.- Nee-Stëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... ofgeleent.

Une voix.- 32 Nee-Stëmmen!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... 32 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent. Merci fir d'Präzisioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles) et Claude Wiseler ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) et Roberto Traversini ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Motion 3

An da kënne mer zur Ofstëmmung vun der Motioun 3 kommen.

Sinn do Wuertmeldungen do? Den Här Wiseler freet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, ech wollt just soen, datt ech villes an deem, wat an där Motioun steet, och deele kann iwwert d'Tierkei, wou d'demokratesch Wäerter net respektéiert ginn, wou d'Rechtsstaatlechkeet, d'Pressefräiheet, d'Gewaltentrennung net respektéiert ginn. Dat ass selbstverständlech fir eis och absolutt inakzeptabel. Duerfir si mer och kloer der Meenung, datt sämtlech Bäitrëttsnegociatioune mussen op Äis geluecht gi respektiv um Äis bleiwen.

Mä dës Motioun geheit am Prinzip, an eisen Aen, alles zesummen, an iwwer Saachen, déi awer méi nuancéiert si wéi dat, wat mer hei an engem Saz all Kéiers pro Tiret kënnen ausdrécken, Saachen iwwer Visaen, iwwer Migratiounspolitik, iwwer Ofkommen, déi mer mat der EU an der Tierkei an deem Kontext hunn, dat kann een net an engem einfache Saz léisen. An duerfir kënne mir och als CSV-Fraktioun dës Motioun net unhuelen a wäerten dergéint stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Wagner, wannechgelift.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Motioun och net unhuelen. Ech mengen, wann ee sech wierklech Suerge mécht ëm déi tierkesch Bierger, déi net ganz averstane si mat der Regierung Erdoğan, an där gëtt et der ganz vill an ëmmer méi d'ailleurs och, mengen ech, wann een deene wëllt hëllefen, wann een de Kurde wëllt hëllefen, da soll een op kee Fall an déi Richtung goen. Ech mengen, dat géif genau de Géigendeel bewierken a Wierklechkeet.

Et muss ee weiderhin ..., et kann een net d'Dier definitiv zoumaachen, well wann een d'Dier definitiv zoumécht, mengen ech, datt een éischter dem Här Erdoğan hëlleft, dee souwisou och Dieren opmécht an aner Richtungen, an op jidde Fall net den Opponenten an der Tierkei an de Kurden an der Tierkei. An och de Problem fir ze soen, fir einfach op d'Visa-Fräiheet ze verzichten: Wahrscheinlech wäerte grad déi an der Tierkei, déi am meeschten dorobber ugewise sinn an déi am meeschten dorënner ze leiden hunn, datt den Här Erdoğan President ass vun der Republik vun der Tierkei, dorënner ze leiden hunn, wa mer dorobber verzichten.

Dofir géif ech awer och roden - ech mengen, mir sinn eis do eens, déi allermeescht -, datt mer dat net kënnen unhuelen.

Merci.

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech mengen, zu där Motioun ass och alles gesot. Da kënne mer och doriwwer ofstëmmen.

De Vott fänkt un. De Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss. An dës Motioun ass mat 4 Oui-Stëmmen, bei 53 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Claude Wiseler) , Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles) et Claude Wiseler ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par M. François Benoy) et Roberto Traversini ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 4

D'Motioun Nummer 4, mengen ech, kënne mer mam Accord vum Auteur dann och an déi aussepolitesch Kommissioun verweisen.

(La motion n°4 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 26., 27. an 28. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.47 heures.)

SÉANCE 14 MARDI 26 MARS 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Question élargie n° 5 de M. Sven Clement au sujet du salaire des chargés de cours et des chargés d'éducation
- *M. Sven Clement - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique (intervention de M. Sven Clement)*

5. 7271 - Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession
- *Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : Mme Carole Hartmann*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - Mme Lydia Mutsch - M. Marc Hansen - M. Sven Clement - M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7421 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo - Mme Tess Burton - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7406 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas*
- *Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. Dan Biancalana - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7401 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler*
- *Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. André Bauler) - M. Franz Fayot - M. Henri Kox - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Marc Spautz)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7172 - Projet de loi

1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance ;

2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation ;

3. portant modification de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Gusty Graas - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - Séance publique du 26 mars 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7423** - Projet de loi concernant le reclassement partiel de la voirie et la reprise par l'État d'une série de chemins vicinaux et portant modification de l'article 6bis de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19.03.2019

***7424** - Projet de loi portant création d'une plateforme commune de transmission électronique sécurisée et modification : 1. du code de procédure pénale, 2. de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État*

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.03.2019

***7425** - Projet de loi sur les armes et munitions et portant : 1° transposition de la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes ; 2° modification du Code pénal, et 3° abrogation de la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives*

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.03.2019

***7426** - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

2° la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.03.2019

***7427** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique*

Dépôt : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 26.03.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1236** - Demande de pétition publique : Luxemburg soll unverwechselbar werden durch die Änderung der Nationalflagge „Rout, Wäiss, Blo" in „Roude Léiw"*

Dépôt : Marc Dax au nom de Demokratesch Volleks Partei, le 13.03.2019

***1237** - Demande de pétition publique : Réflexion à l'échelle nationale concernant les conditions de circulation dans le pays durant la semaine de travail*

Dépôt : Victorien Naccache, le 14.03.2019

***1238** - Demande de pétition publique : Fir manner Verpackungsplastik a Verpackungsalternative förderen*

Dépôt : Philippe Hulsbosch, le 15.03.2019

***1239** - Demande de pétition publique : Contre l'installation du réseau 5G au Luxembourg*

Dépôt : Carlo Noel, le 15.03.2019

***1240** - Demande de pétition publique : Fir d'Ausweite vum Recyclen a fir d'Verschaffe vum Recycling als Rohstoff*

Dépôt : Philippe Hulsbosch, le 15.03.2019

***1241** - Demande de pétition publique : 5G Verbot*

Dépôt : Dane Kaufmann, le 16.03.2019

***1242** - Demande de pétition publique : Referendum, fir en direkt-demokratesche politesche System ze erméiglechen*

Dépôt : Christian Isekin, le 16.03.2019

***1243** - Demande de pétition publique : Réduction des impôts et augmentation des taxes sur carburants*

Dépôt : Dinis Pires, le 19.03.2019

***1244** - Demande de pétition publique : Prix du logement accessible pour tout le monde*

Dépôt : Massimo Regno, le 19.03.2019

***1245** - Demande de pétition publique : Demande d'un extrait RCSL dans la langue (anglaise) de rédaction des statuts*

Dépôt : Marc Bodelet, le 19.03.2019

***1246** - Demande de pétition publique : Hallwen Dag (4h) Congé nom Bluttspende per Gesetz festhalen*

Dépôt : Luc Hoffmann, le 19.03.2019

***1247** - Demande de pétition publique : Validité du passeport de 5 à 10 ans*

Dépôt : Dimitri Druciak, le 20.03.2019

***1248** - Demande de pétition publique : Prime de proximité*

Dépôt : Lionel Malané, le 20.03.2019

***1249** - Demande de pétition publique : Nettoyons et sécurisons nos transports en commun et nos gares !*

Dépôt : Geoffrey Aubert, le 20.03.2019

***1250** - Demande de pétition publique : Entamer la démarche et prendre les mesures nécessaires pour mettre en place une Convention Collective de Travail (CCT) dans les secteurs sanitaire, d'aide et de soins et social en remplacement des CCT existantes, à savoir la CCT-FHL et la CCT-SAS*

Dépôt : Frank Gansen, le 21.03.2019

***1251** - Demande de pétition publique : Zäitlech geregelt Zon 30*

Dépôt : Joe Holtgen, le 22.03.2019

***1252** - Demande de pétition publique : Aménagement d'une voie dédiée aux bus sur les autoroutes*

Dépôt : Andrea De Cillia, le 23.03.2019

***1253** - Demande de pétition publique : Pour des naissances saines tout en promouvant le respect des choix propres à chaque femme*

Dépôt : Aurore Rössler, le 24.03.2019

***1254** - Demande de pétition publique : Smart traffic lights*

Dépôt : Max Antony, le 25.03.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Question élargie n° 5 de M. Sven Clement au sujet du salaire des chargés de cours et des chargés d'éducation

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 5 vum Här Sven Clement iwwert de Salaire vun de Chargéen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng eventuell Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat déi Hären Educatiounsminister a Minister fir den ëffentlechen Déngscht an elo ewell zwou parlamentaresche Froen iwwert d'Salairessituatioun vu Chargés de cours a Chargés d'éducation interpelléiert. An dës Froe goufen och deelweis zu menger Zefriddenheet beäntwert. Ënner anerem si mer esou gewuer ginn, datt onkomplett Dossieren zu Retarde féiere kéinten. Dat war, mengen ech, och keng gréisser Neiegkeet. Mä d'Haaptfro ass bis elo net beäntwert ginn, näämlech firwat Chargés de cours a Chargés d'éducation insgesamt an de Méint August, September, Oktober, November Montanten am Cent-Beräich ausbezuelt kruten an och Fiche-de-salairë kruten, wou et ëm Cent-Beträg geet.

A menger parlamentarescher Ufro Nummer 0103 hunn ech nach eng Kéier nogefrot, wéisou dat dann ass. A virun allem firwat dat och Leit betraff huet, déi scho méi laang an hirem Beruff sinn, also virum August agestallt ware beim Stat an dann nom August erëm agestallt waren.

Den Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht huet mer dunn an der Äntwert duergestallt, wéi sech déi ganz kleng Iwwerweisungen, déi verschidden Employéen erhalen hunn, kéinten erkläre loossen. Sou huet de Minister geschriwwen, datt dës ganz kleng Bäiträg ausbezuelt ginn, wann dës, ech zitéieren: „Duerch eng verspéiten Deklaratioun vun zousätzleche Remplacements-Stonnen, dem retroaktiven Ausbezuele vun enger Familljenzoulag, dem Zréckbezuele vu Steieren oder dem Ajustement vum Steierkreditt duerch de Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, kuerz CGPO, bei der Clôture vum Steierjoer am Dezember entstane sinn."

Dës Elementer vun der Äntwert si sécherlech hëllefräich, hëllefen awer Persounen, déi eng Masuttsrechnung ze bezuelen hunn a kee Salaire kruten, respektiv Persounen, déi e Loyer oder e Prêt ze bezuelen hunn, ganz wéineg, wa se dräi Méint oder méi op hiren definitive Salaire waarde mussen. Virun allem, well dës Recalculle jo zousätzlech zu enger regulärer Pai missten ausbezuelt ginn an net amplaz vun dësen.

Och huet eng Äntwert op d'Fro gefeelt, wéi esou eng Situatioun zustane ka kommen. Well laut eisen Informatioune krute vill Betraffener beim CGPO och net wierklech weidergehollef respektiv e Grond genannt (veuillez lire: respektiv genau gesot), wou hir Dossieren dann dru wären. Se kruten Äntwerten am Stil vun: „Dat ass eben esou." Oder: „Sidd frou, datt Der e bëssi Salaire krut, anerer kruten nach guer näischt."

Wann eng betraffe Persoun ewell am Schouljoer 2017/2018 beim Stat geschafft huet, war hiren Dossier also bis de 15.07.2018 komplett, se krut jo e Salaire. Wéi kann et da kommen, datt en dann de 15.09. am nämlechte Joer spontan net méi komplett ass? Vläicht hu sech do Pièces a Loft opgeléist.

Do dernieft stelle sech awer op Basis vun de Froen 0025 an 0103 nach e puer weider Froen, näämlech: Wéi vill Persounen, déi scho virun der Rentrée dëst Joer als Chargé an enger Schoul täteg waren an deenen hir Kontrakter fir déi lescht Rentrée weidergelaf sinn, kruten tëschent August an dem Datum vun haut wärend mindestens engem Mount keen oder en ze gerénge Salaire bezuelt? Wéisou ass et zu dëse Verspéidungen a Feelbeträg beim Ausschëdde vu Salairë komm?

Wéi héich ass de Gesamtmontant u Salairen, déi säit August 2018 verspéit u Persounen, déi scho virun der Rentrée agestallt waren, ausbezuelt goufen? A wéi erkläert d'Regierung sech, datt 2.254 Agente bei der Rentrée onkomplett Dossieren haten? Waren déi nei Employéen iwwerfuerdert mat der Unzuel vu gefuerderten Dokumenter? Oder sinn d'Dokumenter villméi vu staatlecher Säit aus ze lues iwwermëttelt ginn? Do kann ee jo zum Beispill u Steierkaarten an Äänleches denken.

Dir gesitt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et ëm eng substanziell Zuel vu Persounen, déi méi wéi ee Mount op hir Salairen hu musse waarden. Wärend dëst am Privatsecteur relativ séier vun der ITM sanktionéiert gëtt, ass et am ëffentlechen Déngscht, grad bei Chargéen, mä och bei neie Fonctionnairë scheinbar üüblech, méintelaang op den éischten oder op en neie Salaire ze waarden. Mir kenne Fäll vu Betraffenen, déi sech nach dës Woch gemellt hunn, déi haut, am Mäerz vum Joer drop, nach op hire Salaire vum September waarden. Wéi sollen déi hire Creancieren erklären, datt se net bezuele kënnen, well de Stat hire Salaire nach net ausbezuelt huet? Dës Froe sollen e bëssi Luucht op dës Situatioun werfen a virun allem och d'Fro opwerfen, wéi d'Regierung gedenkt, dës Situatioun an Zukunft ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet d'Wuert. Här Marc Hansen, Minister fir den ëffentlechen Déngscht, et ass un Iech.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, fir eng Kéier kënnen hei e Wuert dozou ze soen, fir déi Saach awer och e bëssen anescht duerzestellen, wéi den Här Clement se op dëser Plaz presentéiert huet.

Une voix.- Très bien !

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Éischtens: Wéi ass et zu dëser Question élargie komm? Den Deputéierten hat zwou Question-parlementairen am Virfeld gestallt. Déi éischt, déi war op Franséisch gestallt an déi zweet war op Lëtzebuergesch gestallt. An erlaabt mer elo eng kleng perséinlech Anekdot. Ech hu gemierkt - bis haut ass dat awer scho verbessert -, bei deem Transfer hutt Der och e komeschen Iwwersetzungsprogramm kaaft gehat, well Dir hutt an Ärer Fro geschwat vum Ausschëdde vum Salaire, wat mer hautzudaags natierlech net méi hei zu Lëtzebuerg kennen. Mir bezuelen en aus, mir kréien eng Pai. An haut schwätzt Der natierlech vum Ausbezuelen, wat ech wesentlech méi deen Term fannen, deen adaptéiert ass.

Dir sidd awer och, an dat ass dat Wichtegst, an deem ganze Prozess, an Äre Question-parlementairen, wat d'Aarbechtskonditiounen ugaangen ass, immens flou bliwwen. Dir hutt an der éischter Question parlementaire, déi Der op Franséisch gestallt hat, vu Personnes engagées geschwat. An der zweeter Question parlementaire hutt Der vu Chargéë geschwat, déi laang täteg sinn. An der Questioun vun haut, an der Question élargie, déi Der jo schréftlech hutt mussen eraginn, hutt Der nach en neie Begréff gebraucht, näämlech déi Leit, déi scho méi laang an hirem Beruff sinn.

Abee, ech muss Iech soen, an der Fonction publique - a mir hätten Iech dat gär eng Kéier erkläert, wéi de System fonctionnéiert -, do geet et eben net drëm, wie wou wéi laang täteg war oder ass oder wat en och ëmmer do gemaach huet, mä et geet drëm, fir d'Kontrakter ganz kloer ze beschreiwen, well dat erkläert och heiansdo d'Situatioun, wéi se hannendrukënnt.

An där schréftlecher Question élargie schreift Der dann, an dat hutt Der haut nach eng Kéier hei widderholl: Wéi vill Persounen, déi scho virun der Rentrée 2018/2019 als Chargé an enger Schoul täteg waren an deenen hir Kontrakter fir déi lescht Rentrée weidergelaf

sinn, kruten tëschent August an dem haitegen Datum wärend mindestens engem Mount keen oder een ze gerénge Salaire iwwerwisen?

Abee, d'Äntwert do ass: null! Alleguerten déi Leit, deenen hir Kontrakter weidergelaf sinn, kruten hir Salairen natierlech och normal weiderbezuelt, well wann et keen neie Moment déclencheur gëtt, sief et e Congé parental oder iergendeng aner Situatioun, da kréien déi Leit natierlech hire Salaire weiderbezuelt. An et sinn och guer net déi, déi en cause sinn.

Et ass awer bei Ärer Situatioun, wéi Dir se natierlech esou flou duerstellt, schwéier fir eis als Member vun der Regierung, eng konkret a richteg Äntwert ze ginn.

Déi nächst Froen, déi Der gestallt hutt, déi hänke sech natierlech hei drun: Wann et bei deene Kontrakter, déi weidergelaf sinn, keng ginn, déi kee Salaire kritt hunn, dann ass et natierlech och net zu Verspéidunge bei deene komm. An et gëtt och kee Gesamtmontant u Salairen, déi säit 2018 verspéit oder guer net bezuelt goufen. Do ass et och all Kéiers esou, dass déi Montante bei null sinn.

Ech géif Iech awer, fir Iech emol eng Kéier ze erklären, wéi komplex d'Situatioun ass an dass ee se net nëmme kann ënnerschreiwen an iwwerschreiwe mat Kontrakter, déi weiderlafen, weisen, wivill verschidde Kontrakter et bei Chargéë gëtt, Chargés de cours, Chargés d'éducation. An dat weist, wéi komplex déi Situatioun ass an dass déi Fro eben net esou ze beäntwerten ass oder ze stellen ass, wéi Dir dat gemaach hutt.

An dem Enseignement ginn et näämlech verschidde Situatiounen am Kontext vun deene Chargéen. Et gëtt éischtens Chargéen, déi e CDI kréien am Ufank vum Schouljoer. Do muss e ganzen Dossier eragereecht ginn, deen dann am CGPO verschafft gëtt. Dat ass déi normaalste Situatioun.

Da ginn et Chargéen, déi e CDD fir e ganzt Schouljoer kréien. A wann dee CDD bis de 15. Juli leeft, da kréien déi nach d'grouss Vakanz iwwer eng Pai, déi proportional zu der Dauer vun hirem CDD iwwert d'Schouljoer gerechent gëtt. Dat heescht, déi hunn dann an de Méint August a September eng Pai, déi natierlech wesentlech méi kleng ass. Wann déi dann en neie CDD fir de 15. September kréien, da muss de CGPO just den neie Kontrakt kréien an de Casier judiciaire.

Dann, a mir sinn nach net fäerdeg, ginn et och Chargéen, déi als Remplaçanten, also fir ze ersetzen, rekrutéiert ginn, an dat fir eng Period vu bis zu dräi Méint. An déi kréien hir Stonnen op Basis vun Deklaratioune bezuelt. Dës Leit ginn net just op de 15. September agestallt, mä am Laf vum ganze Schouljoer.

Da ginn et Chargéen, déi als Remplaçantë rekrutéiert gi fir eng Period vu méi wéi dräi Méint. An déi kréien dann och e CDD, also eng monatlech Pai. A wann dann, an dat ass dann déi nächst Situatioun, e Remplaçant, deen am Ufank fir bis zu dräi Méint rekrutéiert ginn ass, nach weider muss ersetzen an doduerch iwwert déi dräi Méint kënnt, da kritt en e CDD a seng Pai gëtt da réckwierkend op den Ufank vum Remplacement berechent, wéi wann en e CDD gehat hätt. An do gëllen dann och ganz aner Tariffer.

An da ginn et och Chargéen, déi gläichzäiteg zum Deel e Remplacement vu bis zu dräi Méint maachen an op engem aneren Deel op Basis vun Deklaratioune bezuelt ginn an zum Deel dann och do e CDD kréie fir deen Deel. De Fall ass, wann een e Congé parental, en Hallefdagscongé ersetzt an niewendrun nach ersetze geet, huet deen zwou verschidde Situatiounen.

Dofir ass et bei deene verschiddene Situatioune ganz schwiereg, wann Dir dann Är Froe stellt, wéi Der et och haut gemaach hutt, fir Leit, wou d'Kontrakter weiderlafen, déi an dem Beruff täteg waren, well do gëtt et x verschidde Situatiounen. An da geet et net, dass een dat esou einfach kann heihinner duerstelle kommen, wéi Dir dat gemaach hutt, well da kann een Iech keng konkret Äntwert dorobber ginn.

Da kënnt nach mat derbäi, dass beim Stat d'Paie pränumerando bezuelt ginn, dat heescht am Viraus. Do kann et also sinn, fir Iech eng Kéier d'Situatioun ze erklären, dass een, deen e CDD hat bis de 15. Juli, deen och an deem Beruff täteg war, iwwert de Summer vläicht méi eng kleng Pai kritt an da kritt deen op de 15. September eng nei Pai, en neie Kontrakt. Dee kritt also déi nei Pai, well mer pränumerando bezuelen, eréischt Enn Oktober am beschte Fall eng éischte Kéier bezuelt. A wann e seng Dokumenter net matzäit eraginn huet, kann et souguer eréischt am November sinn oder am Dezember. An dat hu mer Iech och an deenen éischte Question-parlementairë beäntwert.

Mir hunn awer do missen e Rätselrate maachen, fir wat fir eng Situatioun Är Fro sech géif duerstellen. A fir dann heihinnerzekommen an ze maachen, wéi wann dat de Problem wär fir alleguerten d'Leit, déi doweinst ...

Ech si mer och där Situatioun bewosst, dass Leit do Problemer kréie mat hire Loyeren a mat hire verschiddenen Obligatiounen, déi se vis-à-vis vu Creancieren hunn. Mä mir ginn eis do drun an et ass natierlech och en Deel, wéi ech Iech och an enger Äntwert geschriwwen hunn, en Deel, wou mir eis nach verbessere kënnen a wou mir och nach e wesentlechen Effort kënne maachen an deenen nächste Joren, fir dat nach méi séier ze gestalten, well déi Situatioun komplex ass. Dat hunn ech Iech awer och schonn an enger Äntwert, oder de Minister Meisch, eng Kéier geschriwwe gehat.

Fir awer an där Situatioun komplett ze sinn, fir dass Der dann net erëm, nodeem ech Iech dat elo erklärt hunn, herno nach eng Fro stellt, déi vill méi einfach ze beäntwerte wär, wann Der dat doten am Virfeld och an deene verschiddene Cas-de-figurë gekuckt hätt: Déi 2.254 Agenten, an dat kann ech Iech soen, dat sinn 2.254 Recalcullen, net Agenten, do sinn 200 Recalculle gemaach gi fir Chargéen, déi e CDI hunn, an eng ronn 2.000 Recalculle fir Chargéen, déi Remplacementer gemaach hunn.

A Suen, well dat och Är Fro ass, mécht dat ronn 1,1 Milliounen aus fir d'CDIen, 2,3 Millioune fir Chargéen, déi e Kontrakt iwwer dräi Méint hunn, a ronn 2,1 Millioune fir kuerzzäiteg Remplacementer.

An da wëll ech awer och nach eppes soen, an do stellen ech mech awer virun alleguerten d'Beamte vum CGPO: An dem CGPO maachen d'Leit alleguerte ganz gewëssenhaft hir Aarbecht. A fir hei einfach par personne interposée, wat Der héieren hutt, esou Äntwerte virzedroen, dat fannen ech och e bësse courageiert. Déi Leit si ganz engagéiert. An et wier vläicht gradesou gutt gewiescht, wann alleguerten déi vill Leit, déi sech do bei Iech gemellt hunn, dat bei eis gemaach hätten.

(Interruption)

Dann hätte se och weidergehollef kritt.

Et ass nach eng Fro, déi opbleift, dat ass déi, wou Der mech frot, wéi mer eis et erklären, ob déi Employéen iwwerfuerdert wäre mat der Unzuel u gefuerderten Dokumenter. Ech fannen dat schonn emol e ganz staarkt Stéck, dass Der mengt, dass déi Chargéen, déi Schoul hale ginn, sollen iwwerfuerdert sinn. Well déi Dokumenter, déi do ze produzéiere sinn, dat sinn eng Feuille de renseignement, wou ee säin Numm muss draschreiwen, de Casier, den Diplom, de Certificat médical vum Aarbechtsdokter, deen iwwregens zwee Joer laang gutt ass, dat heescht, dee kann een och nach eng aner Kéier gebrauchen, den Acte de naissance, de Relevé vum Centre commun, eng Kopie vun der Carte d'identité an e CV. Ech mengen, fir Iech dorop eng Äntwert ze ginn, dass Leit, déi Schoul hale ginn, net iwwerfuerdert sinn, fir déi doten Dokumenter ze liwweren. Dat si gängeg Dokumenter. An déi Leit, déi sech virun eng Klass stelle ginn, mengen ech, kréien dat hin.

Wann elo nach weider Froe sinn, Här Clement, fir Iech eng Kéier de Statssystem an d'Paien ze erklären, sti mer Iech natierlech mat all eise Beamten eng Kéier am Ministère zur Verfügung, well da kënne mer Iech déi heite Saache vläicht ganz einfach eng Kéier erklären an da ginn et manner Froen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister. Den Här Clement freet nach d'Wuert. Mä, Här Clement, ech muss Iech drop opmierksam maachen, datt Der déi Zäit fir de Modell vun der Question élargie scho ganz opgebraucht hutt.

(Brouhaha)

Am Reglement steet „temps global" an Dir hat iwwer fënnef Minutte gebraucht laut menger Auer. An den Här Minister huet Iech gesot gehat, wann Der nach gär Präzisiounen hätt, géifen hien a seng Beamten ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- En huet mer net op déi lescht Fro geäntwert, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Minister huet op déi lescht Fro geäntwert, en huet op d'Froen alleguer geäntwert. An den Här Minister huet Iech och gesot gehat, ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech hu gefrot, wéi d'Regierung gedenkt, dës Situatioun an Zukunft ze verbesseren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... datt, wann Der nach gäre weider Präzisiounen hätt, hien a seng Beamten Iech gären zur Verfügung stinn.

(Interruptions)

5. 7271 - Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession

Ech mengen, domadder kënne mer elo zum nächste Projet de loi kommen, dem Projet de loi 7271 iwwert déi elektronesch Facturatioun am Kader vun den ëffentlechen Ausschreiwungen an de Konzessiounskontrakter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Mme Carole Hartmann *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Potenzial vun der Digitaliséierung ass op dëser Plaz an der Lescht méi dacks geschwat ginn. Eis Regierung huet sech ganz däitlech op de Fändel geschriwwen, eist Land ze debürokratiséieren a komplett am digitalen Zäitalter unzekommen.

Déi ëffentlech Hand soll an deem Kader mam gudde Beispill virgoen a vun de Virdeeler an den neie Méiglechkeete profitéieren, déi dës Entwécklung mat sech bréngt. De Projet de loi, deen an deem Kontext elo gläich zum Vott steet, betrëfft d'Marché-publicken a setzt eng europäesch Direktiv ëm, déi den Accès op d'Marché-publicken europawäit wëllt vereinfachen a mat EU-interne Barrièren am Commerce wëllt briechen.

D'Prozedure vun de Marchés publics ginn doweinst moderniséiert an digitaliséiert. D'Direktiv an de Gesetzesprojet sinn dovunner en éischte Schrëtt a befaasse sech mat de Rechnungen, déi am Kader vun de Marché-publicken ausgestallt ginn, méi genau mat der Opstellung a mat dem Verschaffen an elektronescher Form vun dëse Rechnungen. D'Haaptzil dobäi ass et, harmoniséiert Regelen an eenheetlech Formater ze hunn, fir dass och grenziwwerschreidend Firmen an allen EU-Länner plus ou moins eenheetlech elektronesch Rechnungen ausstelle kënnen.

Eng elektronesch Rechnung am Sënn vun dësem Text ass e strukturéierten digitale Fichier, deen an enger vun de virgeschriwwene Syntaxen, also an enger Programméierungssprooch verfaasst a konform zu engem vun der europäescher Kommissioun definéierte semanteschen Datemodell ass.

An anere Wierder, d'Informatioune mussen op eng spezifesch Manéier konfiguréiert ginn, fir dass eng Maschinn, e Computer, e Programm dës Rechnunge gelies kritt. D'Informatiounen, déi obligatoresch an esou enger Rechnung mussen drastoen, bezéie sech ënner anerem op de Keefer, den Déngschtleeschter, de Verkeefer, d'Detailer vum Kontrakt a vun der Wuer oder der Déngschtleeschtung u sech, ëm déi et geet.

Ëm wat geet et elo genee bei dësem Projet?

Et gëtt eng allgemeng Obligatioun fir all ëffentlech Akteuren agefouert, all elektronesch Rechnung, déi der europäescher Norm entsprécht, unzehuelen an ze traitéieren. Duerch déi elektronesch Facturatioun an d'automatescht Verschaffe vun der Rechnung vun engem Marché public gëtt sech eng däitlech Reduktioun vun de Käschten erwaart an eng Steigerung vun der Effikassitéit vun de Verwaltungen.

Mir schaffen also virun un der Simplification administrative an der Digitaliséierung vun de Verwaltungen. Wichteg ervirzehiewen ass, dass déi gesetzlech Obligatioun, fir elektronesch Facturen ze verschaffen, fir eis Verwaltungen elo keng Neibelaaschtung duerstellt.

De Centre des technologies de l'information de l'État, de CTIE huet näämlech schonn 2016 zesumme mat anere concernéierten Akteuren eng Léisung entwéckelt, fir kënnen elektronesch Facturen ze traitéieren. Soumat sinn déi technesch Viraussetzungen opsäite vum Stat an de Gemengen do, wann dëse Gesetzesprojet den 18. Abrëll a Kraaft trëtt.

Well awer bis elo relativ wéineg Entreprisen elektronesch Rechnunge verschécken, ass virgesinn, d'Adoptioun vun dësem Text mat Informatiouns- a Sensibiliséierungsmesurë grad ewéi konkreten Hëllefstellungen ze begleeden, fir d'Entreprisen ze encouragéieren, mat op dee Wee ze goen.

Op déi Manéier ass et méiglech, mëttelfristeg méi systematesch am Kader vun de Marché-publicken iwwert d'Facturation électronique ze fonctionnéieren.

D'Standarde si mat deem heiten Text gesat, fir a weidere Schrëtt nach méi wäit ze goen an och iwwert de Beräich vun de Marché-publicken eraus op generaliséiert elektronesch Facturen iwwerzegoen.

An den Avisen, déi mer zu dësem Gesetzesprojet erakruten, ass d'Aféierung vun engem europäesche Standard fir elektronesch Facturen duerch d'Bänk begréisst ginn. Eenzeg Diskussioun a Grond vun der eenzeger Opposition formelle, déi mer vum Statsrot kruten, war d'Indikatioun am Artikel 4 vum Projet de loi, dass déi staatlech Akteuren déi elektronesch Facturen net nëmme géife kréien an traitéieren, mä dass d'Facturen och akzeptéiert géife ginn.

Dës Ajoute par rapport zu dem Text vun der Direktiv stéisst sech um Prinzip vun der Facture acceptée, déi mir hei zu Lëtzebuerg als Beweismëttel a kommerzielle Litigë kennen. Well den Term vum Akzeptéiere vun der elektronescher Facture an eisem Text domat fir eng potenziell Insécurité juridique gesuergt huet, ass de Projet de loi amendéiert ginn a gesäit elo nëmmen nach vir, dass déi staatlech Instanzen déi elektronesch Facturë kréien an traitéieren.

Dëst an e puer méi kleng Amendementer si vun der Digitaliséierungskommissioun ugeholl ginn an och de Statsrot huet a sengem zweeten Avis säin Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Här President, domat sinn ech um Enn vun dësem Rapport, soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hartmann. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. A vu dass et sech hei ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv handelt, ginn ech och direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun, well mer d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv natierlech ënnerstëtzen.

Et bleiwen awer an eisen Aen an dësem Projet de loi zwou Froen opstoen. An ech géif mech do och un de Minister adresséieren. D'Rapportrice huet virdru gesot, dass 2016 eng éischt Versioun virgestallt gouf fir d'ëffentlech Verwaltungen, eng informatesch - wéi soll ech soen? -, eng informatesch Déngen, fir dass d'Verwaltunge kënnen elektronesch Rechnungen entgéinthuelen an och verschaffen.

Do stellt sech awer d'Fro, wéi et mat de Gemengen ass, well et steet näämlech och am Projet de loi dran, dass d'Gemengen 2017 eppes virgestallt kritt hunn. Mä duerno hunn d'Gemengen näischt méi dovunner héieren. An duerfir ass meng konkret Fro un de Minister: Ass dat mam CTIE weiderentwéckelt ginn, mam SIGI zesummen? Oder ass eppes mat engem aneren Akteur an där dote Saach geschitt? Oder sinn d'Gemengen elo einfach op deem dote Punkt vun 2017 stoe gelooss ginn a si musse selwer kucken, dass se eens ginn?

An eng zweet Fro, déi ech dem Minister dann och direkt stelle wéilt, dat ass: Dëse Gesetzesprojet verflicht jo, wéi d'Rapportrice et virdru gesot huet, net d'Betriber, fir mussen eng elektronesch Rechnung eranzeschécken. Mir begréissen dat och am Sënn vun de klengen a mëttelstännesche Betriber, well fir déi ass et jo immens schwéier, fir elo einfach esou ëmzestellen op elektronesch Rechnungen.

Mir stellen eis awer d'Fro, ob do net vläicht awer trotzdeem déi kleng a mëttelstännesch Betriber op der Streck gelooss ginn an ob d'Regierung net drun denkt, fir iergendee Programm op d'Been ze stellen, grad am Kader vun hirer „Digital Lëtzebuerg"-Strategie, fir deene klengen a mëttelstännesche Betriber ze hëllefen, dass och si d'Méiglechkeete kréien, fir e System auszeschaffen, fir esou elektronesch Rechnungen auszestellen an dann doduerjer och kënnen un de Marché-publicken deelzehuelen.

Merci.

Le saviez-vous ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun der Direktiv, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, ass et, fir d'Ausstellen, d'Receptioun, d'Iwwermëttlung an och d'Beaarbechtung vun elektronesche Rechnunge vollstänneg ze standardiséieren an ze automatiséieren. De But gouf, zumindest vun europäescher Säit, ganz kloer artikuléiert. D'Marché-publicken an der Unioun solle moderniséiert an dynamiséiert ginn.

Dëst Gesetz passt deemno genau an d'Strategie vun der Regierung, déi virgesäit, fir iwwert de Wee vun der Digitalisatioun d'administrativ Prozeduren ze vereinfachen a méi effikass ze gestalten.

Et gouf hei scho gesot, mat elektronesche Rechnunge sinn d'Entreprisë méi reaktiv, et fale manner Käschten un, si hunn en Avantage op d'Konkurrenz a si kënnen eng besser Image de marque als modernen an innovative Betrib opbauen. Laut enger Etüd vun der Goethe Universitéit Frankfurt kéinten eleng bei eisen däitschen Nopere fir déi ronn 200 Millioune Rechnungen, déi iwwert d'ëffentlech Verwaltunge pro Joer ofgewéckelt ginn, tëschent 2 a 5 Milliarden Euro agespuert ginn. Äänlech äussert sech och déi belsch Agence pour la simplification administrative, déi beim Ëmklammen op d'Factures électroniques vun engem Erspuernis vu ronn 9 Euro pro Facture schwätzt. Gläichzäiteg wäert d'Beaarbechtungsdauer fir eng Rechnung ëm 50 % zréckgoen. Vun den Nohaltegkeetskritären duerch manner CO_2-Ausstouss guer net ze schwätzen.

Op den éischte Bléck, Här President, schéngt et, wéi wann déi nei Dispositiounen exklusiv fir déi ëffentlech Verwaltunge géife gëllen. Mä deem ass net esou. Vun der neier Direktiv si gläichermoosse privat Betriber betraff. Zwar kënnen hei am Land d'Entreprisë bei ëffentlechen Opträg och nom 18. Abrëll 2020 nach weiderhin op net elektronesch Rechnungen zréckgräifen; déi Entreprisen, déi awer um Pabeier festhalen, wäerten awer sécher en Nodeel op d'Konkurrenz hunn. Derbäi kënnt, dass a Frankräich, Däitschland a groussen Deeler vun der Belsch ab dem genannten Datum nëmmen nach elektronesch Facturen akzeptéiert ginn. Deemno ass et just eng Fro vun der Zäit, bis d'elektronesch Facture europawäit obligatoresch wäert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, dass eise CTIE, an et ass elo just hei schonn ervirgestrach ginn, 2016 eng technesch Léisung ausgeschafft huet, fir dass d'staatlech a kommunal Verwaltungen elektronesch Rechnunge kënnen empfänken a verschaffen, privat Entreprisen awer bis elo kaum op dës Technik zréckgräifen, da weess ee schnell, wou den Hiewel muss ugesat ginn.

Am Kloertext: Weder d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv nach déi potenziell positiv Retombéeë fir eist Land sinn ouni Effort gebongt. Et si virun allem déi kleng a mëttelstännesch Entreprisen, déi sech mat enger Ëmstellung wäerte schwéierdinn. Firwat? Fäerte si de Käschtepunkt? Gëtt et Bedenken, wat d'Securitéit oder d'Lisibilitéit oder d'juristesch Sécherheet ubelaangt? Oder si vill Firmae ganz einfach administrativ an technesch e bëssen iwwerfuerdert?

Dëse Problem ass vun den Auteure vum Projet de loi prinzipiell erkannt ginn, an dat ass och gutt esou. Dofir gëtt am Text dorobber higewisen, dass d'Ëmsetzung vun der Direktiv vun Informatiouns-, Sensibiliséierungs- an Assistenzmesurë begleet muss ginn. An dësem Kontext kann de Minister eis vläicht e puer zousätzlech Informatioune ginn, wat elo schonn ugeduecht ass, fir d'Entreprisë bei der Ëmstellung op d'elektronesch Facture proaktiv ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dass mir als LSAP der Digitaliséierung prinzipiell positiv géintiwwerstinn. D'iwwergeuerdnet Zil allerdéngs muss et ëmmer bleiwen, d'Liewensbedéngunge vun eiser gesamter Populatioun ze verbesseren a gläichzäiteg déi individuell Rechter an d'Privatsphär maximal ze protegéieren. Dofir musse mer derfir suergen, dass all d'Neierungen, déi an dësem Beräich elo an an Zukunft op eis duerkommen, net op d'Käschte vun deene Schwächste ginn. An dësem Fall sinn dat eben eis Entreprisen, déi dofir eis voll Ënnerstëtzung brauchen.

Zum Ofschloss, Här President, wëll ech der Rapportrice fir hir exzellent Viraarbecht an der Kommissioun, awer och hiren detailléierte Rapport Merci soen an och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Mutsch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wëll ech och der Rapportrice Carole Hartmann Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Vill Punkte si schonn ugeschnidde ginn, duerfir wëll ech mech elo just kuerz mat der Ëmsetzung vum Gesetz beschäftegen. D'Zil vun der EU-Direktiv 2014/55/UE ass et, fir europawäit duerch de Gebrauch vun der elektronescher Facturatioun ze hëllefen, sech a Richtung elektronesch Administratioun ze entwéckelen a sech ze moderniséieren.

Wéi schonn an de viregten Interventioune gesot, sollen d'Mesuren, déi vum Gesetz virgesi sinn, et erlaben, dass elektronesch Rechnungen, déi am Kader vun Ausschreiwunge vun de Marchés publics vun den Entreprisen un den ëffentlechen Optraggeber geschéckt ginn, kënnen elektronesch ugeholl a weiderverschafft ginn. D'Zil ass et, fir méi effizient an effikass kënnen ze schaffen, wéi dat mat Pabeierrechnungen oder Rechnungen am PDF- oder Excel-Format méiglech ass.

Momentan ass d'Situatioun esou, dass den ëffentlechen Optraggeber vum Marché public d'elektronesch Rechnunge kann empfänken, mä dass nach ganz wéineg Entreprisen effektiv elektronesch Rechnunge kënne verschécken.

An deem Kontext huet de Statsrot opgeworf, dass aner Länner wéi Frankräich, Däitschland a verschidden Deeler vun der Belsch méi wäit gaange si wéi d'Direktiv an hir Entreprisen obligéieren, déi elektronesch Facturatioun am Kader vun de Marchés publics ze notzen, an ob Lëtzebuerg mat der fakultativer Approche vun dësem Gesetz net riskéiert, an en technologesche Réckstand ze geroden.

Ech si mat der Approche vum Gesetz averstanen, dass d'Entreprisen zu dësem Zäitpunkt den ëffentlechen Optraggeber hir Rechnung net mussen am definéierte Format zouschécken, well vill Entreprisen nach Zäit brauchen, bis se prett sinn. A si ze zwéngen, dat kuerzfristeg ëmzesetzen, ass esou net machbar.

D'Zil ass awer ganz kloer, d'Digitalisatioun, an dësem Fall am Rechnungswiesen, net ze verschlofen. D'Akraaftsetze vun der elektronescher Rechnung am Kader vun de Marchés publics sollt duerfir begleet gi vu Sensibiliséierungs- an Informatiounsefforte fir d'Betriber. Duerfir sinn ech frou, dass souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers dëse Prozess och wëllen aktiv begleeden.

An dann nach just e leschte Gedanken: Wär et net sënnvoll, fir no zwee bis dräi Joer e Bilan ze zéien, wat d'Notzung vun der elektronescher Rechnung ugeet, fir sécherzegoen, dass eng positiv Evolutioun do ass an dass déi Lëtzebuerger Entreprisen net an en technologesche Réckstand gerode par rapport zu Entreprisen aus aneren europäesche Länner? Am anere Fall misst ee sech Gedanke maachen, wat een zousätzlech zu dësem Gesetz misst maachen.

An domadder ginn ech dann och gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass, wéi schonn ugeschwat, eng Transpositioun vun enger Direktiv an deementspriechend ass et onëmgänglech, datt mer dëse Projet haut unhuelen. Deementspriechend kann ech och elo scho soen, datt d'Piraten wäerten derfirstëmmen.

Ech wollt awer eng kleng Remark vläicht maachen, eppes, wat och meng Virriedner schonn ugeschwat hunn, dat ass näämlech de Volet, datt de Stat haut fäeg ass, dës Rechnungen unzehuelen, datt et awer an der Privatwirtschaft bis elo ganz wéineg Absender vun dëse Facture-électroniquë gëtt an datt mer also hei insgesamt nach e Riseneffort virun eis hunn, wa mer net nëmme wëllen iwwer Digitalisatioun schwätzen, mä se wëlle liewen. Mir mussen et klengen a mëttelstännesche Betriber esou einfach wéi méiglech maachen, fir konform Facturen ze erstellen an déi dann och mat dem Stat, de Gemengen, mä och ënnereneen auszetauschen.

Hei stellt sech also d'Fro, ob déi Plattform, déi de Stat sech elo selwer ginn huet, net och mëttelfristeg misst opgemaach ginn, net nëmme fir staatlech a parastaatlech Destinatairë vu Rechnungen, mä ob hei net och de CTIE quasi kéint duerch eng Veréffentlechung als Open Source vun dëser Receptiounsplattform derfir suergen, datt et klengen a mëttelstännesche Betriber vill méi einfach gemaach gëtt, fir vun der Digitaliséierung ze profitéieren.

Dovunner ofgesinn, mengen ech, datt an Zukunft kee Wee laanscht digital Rechnunge wäert féieren. An deementspriechend sollte mer dëse Projet hei haut ofstëmmen an da weidermaachen, fir datt mer eben déi elektronesch Rechnung nach méi breet kënne verbreeden, wéi dat duerch dëse Projet de Fall ass.

Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet de loi och matdroen. Ech wollt awer eppes uschwätzen, den Här Clement ass virdrun drop agaangen, d'Difficultéiten, déi kleng Betriber kënnen hunn, fir hir Facturen ze digitaliséieren. An ech mengen, dat wäert och net vun haut op muer geschéien, op jidde Fall wa keng Ënnerstëtzung do ass. An do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, awéifern déi net och an eng onfair Konkurrenz gerode par rapport zu gréissere Betriber, Multinationallen.

En anere Problem, deen dee Projet de loi u sech tangéiert an deen een awer och muss uschwätzen, ass, datt grad an der Europäescher Unioun elo zurzäit awer déi Tendenz zënter enger Partie Joren, wann net Jorzéngte besteet, fir ëffentlech Servicer entweder ze privatiséieren, ze liberaliséieren, wéi Gas, Stroum, Waasser an ëffentlechen Transport. An deemno wéi, wann dann neier geschafe ginn, da gi se direkt ënner privatrechtlecher Form geschafen, wéi dat zum Beispill hei de Fall ass zu Lëtzebuerg mam Tram.

A mir wëssen, datt dat natierlech zugonschte vu kengem ass, op jidde Fall net vun de Bierger, vläicht vun e puer, déi sech doduerch beräicheren. An dat erkläert dann och, wéisou u sech State respektiv Regiounen ëmmer méi mussen ausschreiwen, fir eng Partie Servicer kënnen ze kréie vun der Privatwirtschaft, amplaz datt se se selwer kéinte bedreiwen, wat am Benefiss vu jiddwerengem wär.

Nichtsdestotrotz wäerte mer deen heite Projet de loi awer ënnerstëtzen, well mer och mengen, datt mer an Zukunft net wäerte laanscht déi elektronesch Facturatioun kommen. Mä et muss alles gemaach ginn, fir datt jiddwereen och fair ka behandelt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Här delegéierten Digitalisatiounsminister, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à la Digitalisation.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn am Fong frou, fir déi éischte Kéier hei e Projet kënnen zum Vott ze stellen, deen aus dem Ministère de la Digitalisation elo iwwerwaacht gëtt. Och wann en natierlech net ënnert deem Ministère deposéiert gouf, huet en entre-temps ënnert deem Ministère säin Doheem fonnt, a mir hunn dat ëmgesat, wat an deene leschte Méint alles un Aarbecht vun dem CTIE gemaach gouf.

Ech géif op dëser Plaz och der Deputéiert Carole Hartmann villmools Merci soe fir deen detailléierte Rapport. Et ass e ganz techneschen Text, dee mer haut de Mëtteg hei fir de Vott hunn, wou et natierlech, wéi et och gesot ginn ass, och emol eng Kéier wichteg ass, fir déi Definitioun vun der elektronescher Rechnung, déi mer bis elo nach net kannt hunn, kënnen ze verankeren, fir dass dat eng ganz kloer strukturéiert elektronesch Form ass, déi dann och jiddweree ka gebrauchen.

Et goufen e puer Froen hei gestallt vun der Deputéiert Adehm. Ech kann Iech och do emol eng Äntwert ginn. Dir hutt recht, dass d'Gemengen natierlech och hei e wichtegen Akteur sinn. Dir hutt an dem Text natierlech och gesinn, dass déi nach e Joer méi Zäit hunn, wat jo och e grousse Virdeel ass. Et goufen effektiv am Joer 2017 Echangë mat dem SIGI. An et wäert natierlech, wa mer dat heite Gesetz bis implementéiert hunn, och an Zukunft nach den Echange gi mat dem SIGI, wéi een dann domadder ka virufueren.

Dir wësst, dass d'Gemengen net onbedéngt mussen deeselwechte Point d'accès, dee mir elo zur Verfügung stelle vum CTIE, benotzen, also de Point d'accès schonn, mä si kéinten och eng aner technesch Léisung maachen. Ech mengen, dat ass net onbedéngt vun hinne gewollt. Mä de CTIE steet hinnen natierlech och elo zur Verfügung, fir déi Diskussiounen ze féieren, fir dass, wa si da bis eng Kéier en cause sinn an engem Joer, se och prett sinn, fir dat och kënnen esou ze maachen an och déi richteg Accèsen ze hunn.

Mä den Echange tëschent dem SIGI an dem CTIE - an ech war elo viru Kuerzem och selwer eng Kéier beim SIGI -, deen ass amgaangen, sech steteg ze verbesseren, wat, mengen ech, net onwichteg ass, dass déi informatesch Akteure vun dem Stat an de Gemenge sech do echangéieren.

Da war d'Fro vun den Deputéierte Mutsch an Adehm och, wéi mer géife mat de Betriber verfueren. Ech mengen, et waren och aner Deputéiert, déi dat hei op d'Tapéit bruecht hunn. Déi Projeten hei sinn och an deene respektive Gremie vun de Betriber virgestallt ginn. An Dir hutt och gelies, an Ärem Avis vun der Chambre de Commerce steet och, dass se deen heite Wee appreciéieren, wéi mer et maachen, an dass si eis och wäerten an deenen nächste Méint a Jore begleeden, fir dee Wee zesumme mat de Betriber ze goen.

An ech hunn nach net méi spéit wéi de Moien och bei mir am Ministère genee doriwwer geschwat, wéi mer do den Agenda kënnen opstellen, fir dass mer kënnen assuréieren, wann et elo eng Kéier géif an d'Richtung goen, dass mer alles géifen obligatoresch maachen, wat jo hei kloer net de Choix ass, wéi, dass d'Betriber sech op deem dote Wee net elenggelooss spieren, mä dass mer dat mat hinne wäerte maachen.

Dat Eenzegt, wat mer jo op dëser Plaz maachen, dat ass, dass de Stat u sech elo prett ass, fir déi elektronesch Rechnung vun deenen, déi bei de Marché-publicke matgemaach hunn, ze ëmpfänken. An natierlech kann ee soen, dass se an aneren europäesche Länner e bësse méi eng radikal Léisung gemaach hunn, fir dat och direkt obligatoresch ze maache fir all d'Facturatiounen.

Ech mengen, dass deen heite Wee dee besseren ass, well mer elo emol heirunner kënne kucken, wéi dat fonctionnéiert a mer dann eis Konklusioune kënnen erauszéien an da mat deene concernéierte representative Gremien och dem Privatsecteur eng Hand kënne mat upaken, dass dat am beschte Fall ka fonctionnéieren.

Dat hei soll fir eis alleguerten, sief et de Stat, awer och d'Gemengen, den Ufank sinn, den Usporn sinn, fir an déi dote Richtung ze goen, well wann et eng Kéier ganz digital opgestallt ass, dann ass et natierlech en enorme Gewënn u Kompetitivitéit, u Produktivitéit, un Effikassitéit an de Betriber. Mä dat wäert sécher nach eng Zäitche brauchen, bis mer alleguerten do ukomm sinn. An de Stat wäert natierlech och kucke mat deene Representantë vun dem Privatsecteur, wéi mer dat am beschte kënne maachen, fir dass mer alleguerten an deem doten digitale Boot ënnerwee sinn.

Fir de Rescht soen ech Iech alleguerte Merci fir déi breet Ënnerstëtzung, dass mer deen heite Projet haut quasi unanime dann och gestëmmt kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här delegéierten Digitalisatiounsminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7271. Den Text steet am Document parlementaire 7271[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7271 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7271 ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie

Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 7421 - Projet de loi

portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Nächste Punkt ass de Projet de loi 7421, fir nom Brexit Mesuren anzeféiere fir eis brittesch Matbierger, déi den RPGH, dat ass de Revenu pour personnes gravement handicapées, oder de REVIS bezéien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, d'Madamm Tess Burton, den Här Marc Hansen, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Haut gëtt an der Chamber direkt iwwer dräi Projeten ofgestëmmt, déi am direkten Zesummenhang mam ongewëssen Ausgang vum Brexit stinn. No laange Verhandlungen ass jo de 25. November 2018 e Scheedungsaccord tëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Unioun vum Europäesche Conseil ofgeseent ginn. Säitdeem ass et der brittescher Regierung net gelongen, d'Parlament fir den Accord ze begeeschteren. No zwou historeschen Defaitten zu Westminster ass d'Ongewëssheet esou grouss wéi nach ni, an dëst op béide Säite vum Ärmelkanal.

Léif Kolleegen, ech erspueren Iech den Detail vun der Problematik, net well ech et net wëll oder net kann, mä well et de Britte selwer onméiglech ass, eng Léisung ze fannen, déi vun enger grousser Majoritéit gedroe gëtt.

Mol ass et de Backstop am Iresche Mier, mol ass et de Gruppement, dee sech ironescherweis „European Research Group" nennt, awer näischt anescht wéi en haarde Brexit um Agenda huet, mol ass et d'Labourpartei, déi léiwer eng Zollunioun hätt.

Här President, wéi onschwéier ze erkennen ass, gëtt sech op där anerer Säit vum Eurotunnel vun engem Dag op deen aneren iwwerrasche gelooss. Eleng virun zwou Woche gouf souwuel géint en No-Deal wéi och fir eng Verlängerung vum Artikel 50 gestëmmt, ouni fir dës Verlängerung en tréftege Grond ze nennen. D'lescht Woch ass et zum Kompromëss komm, de Brexit bis op den 12. Abrëll ze verlängeren.

Sollt dann dat brittescht Parlament dës Woch zoustëmmen, da géif de Brexit virum 22. Mee, also dem Dag virun den Europawahlen, iwwert d'Bün goen. Geléngt dëst net, huet dat Vereenegt Kinnekräich bis den 12. Abrëll Zäit, nei Virschléi ze maachen.

Här President, mir kënnen eis en däraartege Pilotage à vue net erlaben. Dëst wier respektlos géintiwwer de Britten zu Lëtzebuerg, déi sech op eis verloossen, jo, fir et besser ze maachen. Dofir wäert dësen éischte Projet derfir suergen, dass déi betraffe Residenten, déi de REVIS an de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien, net bestrooft ginn.

D'Konditiounen, déi erfëllt musse ginn, fir en Urecht op de REVIS oder den RPGH ze hunn, hänke vum Hierkonftsland vun der Persoun of. Persounen aus Drëttstate mussen op d'mannst 5 Joer wärend deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, woubäi EU-Bierger no dräi Méint d'Recht op déi Prestatiounen hunn.

Kënnt et elo dann zu engem No-Deal, ginn déi brittesch Residenten de Persounen aus Drëttstate gläichgestallt. Nom Akraafttriede vun dësem Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, wäerten awer déi Britten, déi virum 30. Mäerz den RPGH oder de REVIS kritt hunn, dat Recht och behalen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 5. Mäerz säin Accord ginn. A fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Dëst gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV).*- Merci, Här Chamberspresident. Ech soe fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Max Hahn, villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport. Och wann nach keen hei am Haus, a scho guer net déi aner Säit vum Ärmelkanal, Bescheed weess, wéi déi ganz Brexit-Dramaturgie zum Schluss ausgeet, esou ass et awer ganz wichteg, dass mer deene brittesche Residenten hei am Lëtzebuerger Land am Fall vun engem haarde Brexit och weiderhi verschidde Rechter kënnen zousécheren.

Den Här Rapporteur huet den Detail vun dësem Projet jo ganz ausféierlech a sengem Rapport explizéiert. A mir als CSV sinn natierlech averstane mat dësen Dispositiounen. An esou ginn ech och heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. An dann ass et un der honorabeler Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Bon, Här President, ech mengen, et ass alles gesot. Ech wëll och duerfir dem Rapporteur hei villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir hunn eng Responsabilitéit hei ze huelen. Déi huele mer mat dësem Gesetz. An duerfir gi mir, d'LSAP, natierlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An dann ass et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen!

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, och vu menger Säit e grousse Merci un de Max Hahn fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. A selbstverständlech gi mir och den Accord zu dësem Gesetz.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hansen. An dann ass et um honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Hahn. Et ass net un eis, fir eis anzemëschen an dat, wat am Ableck am Vereenegte Kinnekräich geschitt. Dat mannst, wat ee ka soen, an dat kann eis och interesséieren, ass, datt et eng Lektioun a liewegem Parlamentarismus ass, déi mer do grad materliewen.

Mä den Här Hahn huet ganz recht, wann e seet, datt mir eng sozial Verantwortung géintiwwer deene brittesche Matbierger hunn, déi hei am Land liewen. Där sozialer Verantwortung wëlle mer alleguer gerecht ginn. An dofir dréit d'ADR dëse Projet selbstverständlech och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Och mir wäerten dësem Text zoustëmmen. En ass am Interêt vun deene Leit, déi aus Groussbritannien kommen an am Moment de REVIS oder den RPGH kréien.

Ech mengen, datt sech awer och an Zukunft wäerte Cas-de-rigueuren erausstellen, well op eemol, quasi vun engem Dag op deen aneren, d'Stagezäit, bis ee kann an de Genoss vum REVIS kommen, vun dräi Méint, wat bis elo gëllt fir Ressortissanté vun der EU oder vum ekonomesche Raum, an d'Luucht geet op fënnef Joer, esou wéi et bei Pays-tiersen de Fall ass.

An ech mengen, datt dat e weidert Argument fir Groussbritannien misst sinn, fir déi Propos, déi am Moment vu Labour um Dësch läit, seriö ze huelen, well et ass e Wee, wou een och ka brittesch Bierger, déi an Europa am Moment schaffen a liewen, weiderhi schützen.

Dëst gesot, ënnerstëtze mer dat hei natierlech.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, Merci dem Max Hahn fir säi gudde Rapport. Et schéngt leider esou, wéi wa mer dës Woch nach keng Wonnerléisung aus London erwaarde kéinten. Wa Groussbritannien ouni den Accord aus der EU austrëtt, da sëtzen d'Leit mat der brittescher Nationalitéit hei am Land virun Onsécherheeten.

Brexit-Rhetorik hin oder hier, jiddwereen hei am Raum ass sech bewosst, dass mer vun de Schicksaler vun de Britten hei am Land schwätzen. A mir kënnen net dës Mënschen, déi d'Entscheedung net selwer erbäigefouert hunn, virun de Kapp stoussen. Deementspriechend si mir derfir, dass dat Gesetz gestëmmt gëtt an d'Britten an all Fall och geschützt gi virun dësem Brexit an dass och (veuillez lire: virun dësem Brexit, fir deen) déi englesch Regierung leider nach ëmmer keng Léisung fonnt huet.

Domat droe mir d'Gesetz mat.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Villmools Merci och alle Riedner zu dësem Text. Merci dem Rapporteur fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci fir Är Ennerstëtzung, fir dass mer déi Leit net fale loossen, déi hei am Land da wäerte vun engem haarde Brexit betraff sinn, wann et dann dozou sollt kommen.

An dofir wëll ech just nach eng Kéier awer drop insistéieren, dass dësen Text just en vigueur wäert gesat ginn, falls et zu engem No-Deal wäert kommen, wat mer jo alleguerten nach ëmmer net hoffen. An dofir musse mer elo ofwaarden, wat geschitt.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass ofgeschloss. Merci der Familljeministesch, der Madamm Corinne Cahen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7421. Den Text steet am Document parlementaire 7421[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7421 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. De Projet de loi 7421 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7421 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7406 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Als Nächst hu mir de Projet de loi 7406, fir nom Brexit Mesuren anzeféiere fir eis brittesch Matbierger, déi an der Fonction publique schaffen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Dan Biancalana, den Här Marc Hansen, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Da bleiwe mer an der Kontinuitéit vum Brexit, iwwert dee jo wahrscheinlech an deenen nächsten Deeg nach ganz vill wäert geschwat ginn. Wat derbäi erauskënnt, dat weess wahrscheinlech nach keen. Ech mengen d'Engländer selwer och net. An doweinst ass et och wichteg, datt mer de Mëtten iwwert dee Gesetzesprojet hei schwätzen.

Et geet hei, wéi gesot, ëm eng Rei Dispositiounen, déi musse geholl gi vis-à-vis vun enger Rei Leit, déi um Niveau vun der Fonction publique schaffen a brittesch Matbierger sinn. Et gëtt geschat, datt plus ou moins 45 där Leit an der Fonction publique täteg sinn, sief dat um Niveau vun dem Stat, sief dat um Niveau vun de Gemengen, awer virun allem si se aktiv um Niveau vum Enseignement. Dir kënnt Iech jo virstellen, wann et elo sollt zu engem No-Deal kommen, wat dat kéint bedeiten, och fir eis, well da géif vun haut op muer natierlech England als Drëttstat dostoen an et géif och bedeiten, datt dat virun allem kéint zu Problemer um Niveau vum Enseignement féieren.

Den Artikel 2 Paragraf 1 vum modifizéierte Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsbeamte gesäit nun ebe vir, datt, wann ee wëllt an der Fonction publique schaffen, een entweder, wéi gesot, muss d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn oder Member vun engem vun den EU-State sinn. Wann de Brexit dann elo sollt a Kraaft trieden, da kéint et jo sinn, datt England géif als Drëttland ugesi ginn.

Wann et keen Accord gëtt mat Groussbritannien, da gesäit dëse Projet de loi allerdéngs vir, datt déi Leit, déi de Moment an der Fonction publique sinn, awer kënnen hir Rechter behalen.

Vläicht e puer Detailer zur Entwécklung vun dësem klengen, awer net onwesentleche Gesetzesprojet. Dee gouf den 8. Februar deposéiert. Den 13. Mäerz gouf de President vun där Kommissioun hei als Rapporteur designéiert. An den 20. Mäerz gouf dann och de Rapport unanime adoptéiert.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass vum 1. Februar. Si hätten u sech gär gehat, datt méi streng Konditioune solle virgesi ginn, datt am Fall, wou et zu engem No-Deal kënnt, eben déi betraffe Leit da sollen d'lëtzebuergesch Nationalitéit iwerhuelen. Mä si hunn awer trotzdeem mat där Reserv hiren Accord zu dem Projet de loi ginn.

Wat elo e bësse méi interessant ass, dat ass natierlech den Avis vum Conseil d'État. Deen ass vum 5. Mäerz an do ass sech d'Fro gestallt ginn, wéi et mat de Rechter ass no der Iwwergangsphas. An zwar weist de Conseil d'État hei op den Artikel 185 vum Brexit-Accord hin. Dee wär u sech nëmmen applikabel vun deem Moment un, wou d'Iwwergangsphas eriwwer wier. Dat heescht awer aus der Vue vum Conseil d'État, datt och an der Iwwergangsphas - dat kléngt elo vläicht alles e bësselche komplizéiert - d'Rechter vun deene Leit garantéiert wieren.

No der Lecture vum Conseil d'État jiddefalls ass den Accord de retrait esou ze gesinn, datt d'Rechter vun de brittesche Bierger och no der Iwwergangsphas nach garantéiert wieren. Wéi gesot, mir schwätzen da vun deem Zeenario, wou et zu engem Accord kéim.

Am Fall vun engem Accord géif dann op dat europäescht Recht renvoyéiert ginn. An doweinst bräicht een dann net eng spezifesch national Regelung ze maachen. Doweinst si mer eben elo an deem Cas de figure, wann et zu engem Netaccord kéim. Urspréinglech war am Projet de loi virgesinn, datt souwuel deen Zeenario vum No-Deal wéi och dee vum Deal géif zréckbehale ginn. De Conseil d'État huet eis allerdéngs elo drop higewisen, datt mer sollten an deem Projet de loi hei just nëmmen den Zeenario vum No-Deal virgesinn.

De Conseil d'État war och a sengem Avis der Meenung, datt mer sollten, oder datt d'Regie-

rung virun allem sollt an deene verschiddene Gesetzer, déi sech eben elo mam Brexit ofginn, och eng eenheetlech Positioun zréckbehalen, wat d'Iwwergangsphas ugeet.

Mir hunn als Kommissioun dunn och beschloss, datt mer géifen déi Iwwerleeung vum Conseil d'État suivéieren. Dat heescht also am Kloertext, datt duerch dëst Gesetz elo zwee besteeënd Gesetzer ëmgeännert ginn, an zwar éischtens, dat modifizéiert Gesetz iwwert de Statut vun de Statsbeamten vum 16. Abrëll 1979 an och dat modifizéiert Gesetz iwwert de Statut vun de Gemengebeamte vum 24. Dezember 1985. Dat heescht, datt also duerno och déi betraffe brittesch Bierger hir Rechter géife behalen.

Wichteg ass nach, dëst Gesetz trëtt eréischt deen Dag a Kraaft, wou d'Vereente Kinnekräich vu Groussbritannien an Nordirland - dat gëtt jo munchmol vergiess, Nordirland gehéiert jo och derzou - d'EU verloossen, esou wéi den Artikel 50 Paragraf 3 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun dat virgesäit.

An deem Sënn ass dat heiten och e Gesetz, wat am Interêt ass vun deene brittesche Bierger, déi an der Fonction publique schaffen. An doweinst géif ech lech och bieden, dësem Gesetzesprojet zouzestëmmen. An ech ginn och gläichzäiteg natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm agedroen.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et ass effektiv en äusserst technesche Rapport, mä et däerf een awer ni vergiessen, dass och hannert engem technesche Rapport Mënsche stinn.

An an dësem Fall stinn eng 45 Britten dohannert, déi awer hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hiert Liewen hei opgebaut hunn. An ech mengen, wann een hinne mat dësem Rapport oder mat dësem Gesetzesprojet hëllefe kann, fir hir Situatioun ze vereinfachen no engem Brexit, da solle mer dat och maachen. An duerfir ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun de Brexit-Diskussiounen huele mer, mengen ech, haut de Mëtten hei Decisiounen, fir dass déi brittesch Gemeinschaft, fir dass déi sech jo hei zu Lëtzebuerg wuelfillt, ka weider hei liewen a schaffen, a wéi gesot, déi brittesch Statsbierger, déi an der Fonction publique schaffen, et sinn der 45, als Fonctionnaire, Employé, beim Stat oder de Gemengen, am Schoulwiesen, weider hei kënne schaffen.

Et ass an eisem Interêt, fir kloer Verhältnisser ze suergen a fir ze verhënneren, dass mer am Impakt vun engem haarde Brexit si als Drëttstatler ugesinn. An anere Wierder: Mir loosse se net am Ree stoen. D'Optioun, näischt ze maachen, ass fir eis also keng. Et gëllt deemno och, eng Sécurité juridique ze gewäerleeschten. Déi Verantwortung, déi huele mer haut de Mëtten hei an, fir dass déi brittesch Statsbierger och hire Statut behalen. Ech ginn deemno och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Dan Biancalana. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Gusty Graas Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. A selbstverständlech sinn och mir der Meenung, dass een déi brittesch Matbierger net däerf am Ree stoe loossen. An duerfir gi mer den Accord fir dëse Gesetzestext.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. An da wier et um honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Den Här Graas huet en exzellente Rapport hei presentéiert, fir dee mer och villmools Merci soen. Et ass vläicht sënnvoll, datt den Här Minister a senger Interventioun herno och nach eng Kéier kuerz mentionnéiert, datt hei och déi Leit viséiert sinn, Britten, déi an engem Établissement public schaffen, notamment och op der Europäescher Zentralbank oder op der Lëtzebuerger Zentralbank an dësem Fall, fir datt do och Kloerheet besteet an datt dat och aktéiert ass, datt dat och u sech fir déi Leit selbstverständlech gëllt.

Och huele mer Nott vun där Observatioun, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach huet an deem Sënn, datt déi Situatioun, wéi mer se elo hei mat de Britte kënne regelen, kee Präzedenzfall kann duerstellen, fir eventuell allgemeng Drëttstatler an der Fonction publique ze akzeptéieren. Ech mengen, och do ass et wichteg, fir drop hinzeweisen, datt dat hei eng besonnesch Situatioun ass, déi net als Präzedenzfall ka gesi ginn.

Dat gesot, gi mer och als ADR ganz gär den Accord zu dësem Gesetz.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerte selbstverständlech och dëse Gesetzesprojet mat ënnerstëtzen. Wéi virdrun och de Marc Baum gesot huet: Eis geet et jo virrangeg drëms - wéi jiddwerengem hei och -, datt d'brittesch Bierger hei zu Lëtzebuerg, Brexit hin oder hier, weiderhi korrekt behandelt ginn. Ech mengen, wann eng Scheedung onëmgänglech ass, an dat schéngt wahrscheinlech de Fall ze sinn, da muss een trotzdeem derfir suergen, datt se esou ziviliséiert wéi méiglech iwwert d'Bün geet, am Interêt vu jiddwerengem. Dofir wäerte mir dëse Projet de loi natierlech matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säi gudde Rapport. Ob Deal oder No-Deal, aktuell schaffe ronn 40 Bierger aus dem Vereenegte Kinnekräich an der Fonction publique zu Lëtzebuerg. Och si sti mam Brexit virun der Ongewëssheet, wéi d'Liewen zu Lëtzebuerg fir si weidergeet.

No der aktueller Gesetzeslag wär fir si am Fall vun engem ongeregelte Brexit net kloer, wou d'Rees higeet, vu dass d'Konditiounen, fir an der Fonction publique ze schaffen, net méi erfëllt ginn. Wärend, wann d'Britten net méi Bierger vun engem EU-Memberstat sinn an trotzdeem an der Fonction publique schaffe kënnen, stellt sech allerdéngs mëttelfristeg d'Fro vun der Fairness vis-à-vis vun aneren Natiounen.

D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hat an hirem Avis als Umierkung ubruecht, d'Konditioune fir d'Bierger aus Drëttlänner an der Fonction publique u gewësse Konditiounen ze knäppen, zum Beispill un d'Lëtzebuerger Sprooch.

Dat ass ee Punkt, deen een zu engem spéideren Zäitpunkt muss regelen an deen och laangfristeg zu kengem Accord kënnt. Wéi ech et scho virdru gesot hunn, wäerten d'Piraten dëse Projet matstëmmen, deen och no dem Brexit eng fair Behandlung vun all eise brittesche Matbierger virgesäit. Dofir gi mir eisen Okay fir dëse Projet.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. Et ass eng weider Kéier um Minister fir den ëffentlechen Déngscht, dem Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Jo, Här President, léif Deputéierten, ech wéilt op der éischter Plaz och dem Gusty Graas villmools Merci soe fir säi Rapport, well duerch déi Präzisiounen, déi hie konnt ginn, mengen ech, spuert dat e ganze Koup un aneren Explikatiounen.

Ech si frou, dass dat heiten och breet gedroe gëtt. Et war nach eng Fro, déi opkomm ass vun dem Här Kartheiser, déi awer schonn an der Kommissioun beäntwert ginn ass: Déi, déi an den Établissements publics schaffen an natierlech ënnert de Statut falen, déi sinn och heimadder ofgedeckt. Ech mengen, dat ass déi Informatioun, déi Dir wollt hunn.

A fir de Rescht soen ech Iech Merci fir de Vott, och wa mer net kënne wëssen - grad ewéi an deem Text vu virdru vun der Ministesch Chen -, ob deen heiten Text jee eng Kéier gebraucht gëtt, well en och dru gekoppelt ass, dass en eréischt a Kraaft trëtt, wann et dann zu engem Brexit mat engem No-Deal géif kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7406. Den Text steet am Document parlementaire 7406[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7406 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7406 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. Roberto Traversini), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par M. François Benoy) et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Jeff Engelen), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7401 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7401 iwwert den Impakt vum Brexit op d'Finanzplaz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, den Här Henri Kox, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Freiden, den 29. Mäerz, wier den urspréngleche Datum gewiescht, op deem Groussbritannien d'Europäesch Unioun sollt verloossen. Den Europäesche Rot huet déi lescht Woch, wéi mer alleguer wëssen, allerdéngs decidéiert, den Delai ze verlängeren, mä enger definitiver Léisung ass een doduerch awer nach net méi no komm.

Fir de Moment schéngt et op alle Fall esou ze sinn, wéi wann ee geregelten Austrëtt, an d'Kolleegen hunn et virdrun och scho präziséiert, ëmmer méi onwahrscheinlech gëtt.

Den Zeenario vun engem ongeregelten Austrëtt, engem hard Brexit also, deen Zeenario, deen déi wéinegst sech gewënscht oder virgestallt haten, réckelt ëmmer méi no.

Haut goufe mer dann nach gewuer an der Press, dass d'Ënnerhaus, géint de Wëlle vun der Regierung, dëse Mëttwoch iwwer weider Schrëtt berode wäert. D'brittesch Deputéierter wëllen dann elo op eege Fauscht en neie Wee fannen. Et geet also op den Inselen, kann ee soen, drënner an driwwer.

D'Vereenegt Kinnekräich befënnt sech den Ament an engem politesche Chaos, wéi d'Britten en, esou denken ech, nach net erlieft hunn. De Brexit destabiliséiert a schaaft Onsécherheet, dëst souwuel op politeschem wéi op wirtschaftlechem Plang.

D'Auswierkunge vun engem Austrëtt vu Groussbritannien am Fall vun engem No-Deal wiere gravéierend. Besonnesch déi respektiv Finanzsecteure vun eise béide Länner si bekanntlech enk matenee verknëppt. Et wier doweinst fatal, wann déi brittesch Firmen, déi aktuell ënnert dem Regimm vum europäesche Pass - Passeport européen - fir Finanzinstituter zu Lëtzebuerg aktiv sinn, vun engem Dag op deen aneren hiren Accès op de Lëtzebuerger Maart verléiere géifen. Déi brittesch Betriber misste vun haut op muer wéi Firmen aus sougenannten Drëttstate behandelt ginn, an déi Kontrakter, déi de Moment lafen, oder dee Moment lafen, géifen einfach annulléiert ginn.

Dës Zäsur géif potenziell enorm Pertë fir déi eenzel Betriber, Investoren a Clientë mat sech bréngen, ouni ze schwätze vun de Repercussiounen op d'Stabilitéit vun de Finanzmarchéen an der Wirtschaft am Allgemengen. Esou een Zeenario wier zu Recht mat engem wirtschaftlechen Äerdbiewen ze vergläichen.

De Gesetzesprojet 7401 gesäit verschidden zäitlech begrenzte Moossname vir, fir am Fall vun engem Austrëtt vu Groussbritannien ouni Accord, also am Fall vun engem sougenannten hard Brexit, wärend enger Iwwergangsphas eng gewësse Kontinuitéit a Stabilitéit am Finanz- an Assurancëberäich ze garantéieren. Fir et konkret ze soen: D'Commission de surveillance du secteur financier an de Commissariat aux assurances kréien d'Méiglechkeet, den aktuelle Statut vun de brittesche Finanzinstituter, déi Kontrakter zu Lëtzebuerg lafen hunn, bis maximal 21 Méint ze verlängeren.

Déi betraffe Betriber gi wärend dëser Zäit weider als Betriber aus engem Memberstat consideréiert. Si kënnen also hir Geschäfter normal weiderféieren. D'Zil ass, wéi gesot, fir Kontrakter, déi virum Austrëttsdatum vu Groussbritannien ënnerschriwwe goufen, kënnen auszeféieren. Dës Verlängerung vum Statut vun den eenzelnen Etablissementer ass awer keen Automatismus, mä d'CSSF an de Commissariat aux assurances huelen d'Decisioune vu Fall zu Fall.

De Gesetzesprojet gesäit dann och nach Upassunge bei der Reglementatioun vun de Systèmes de paiement vir. Wa Groussbritannien bei engem haarde Brexit zu engem Drëttstat géif ginn, kéim et och zu enger Zäsur an deem Beräich am Sënn, dass d'Utilisateure vun esou Bezuelsystemer dës net méi benotze respektiv net méi op hir Konten zréckgräife kéinten.

De Projet gesäit also och Moossnamen an deem Beräich vir. Déi respektiv Gesetzespassagë ginn ugepasst, fir dass d'Banken an d'Finanzinstituter vu Lëtzebuerg weiderhin hiren Accès zu esou Systemer a Groussbritannien behalen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 5. Mäerz keng Opposition formelle formuléiert an huet deemno säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Dat gesot, verweisen ech emol fir d'Éischt fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech dann awer och Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eigentlech de Mëtteg guer net op d'Riednerpult goen, ...

Une voix.- Très bien !

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … well ech eigentlech nëmme wollt zwou Saache soen. Déi éischt Saach ass, datt mer géifen eisen Accord zu deem Projet ginn. An ech wollt eisem exzellente Président-rapporteur Merci soen. Dat maachen ech natierlech och, besonnesch nodeem ech em och opmierksam nogelauschtert hunn.

Da war eigentlech déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, an déi ech och elo nach eng Kéier maachen, déi, datt mir léiwer als CSV gehat hätten, d'Regierung hätt éischter ugefaange mat deene Preparative fir de Brexit an net eréischt am Januar. Da wäre mer näämlech net an déi sportlech Kopplabunze komm, vun deenen den exzellente Rapporteur ëmmer erëm muss schwätzen.

Wann Der mech awer elo de Mëtten hei um Pult gesitt, huet dat eppes domat ze dinn, wat de Moien um néng Auer an der Finanzkommissioun geschitt ass. An zwar …

M. André Bauler *(DP).*- Dat war awer géint zéng Auer!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Géint zéng, dat ass richteg; géint zéng!

(Hilarité)

Mir kéinten awer och nach eppes soen iwwer néng, wann Der wëllt, Här President, mä dat maache mer bei enger anerer Geleeënheet.

Dir wësst, wéi mir zu dësem Projet saiséiert gi sinn, hate mer zwou länger Reuniounen an der zoustänneger Kommissioun, notamment och mat de Spezialiste vun der CSSF. An Dir wësst, do sinn eng ganz Rei Froe gestallt ginn, notamment vu menger Persoun, wat d'Applikabilitéit vun deem Text op Fonge géif ubelaangen. An ech weess net, wéi oft datt ech do déi zoustänneg Beamten hannerfrot hunn, ob dann elo all déi Punkte gekläert wären, wat zum Beispill d'UCITS betrëfft, déi Fongen, déi am Moment nach en europäesche Pass hunn a wou sech d'Fro effektiv stellt, wéi et no engem net geregelte Brexit géif ausgoen.

Ech hu permanent vun deene Spezialiste gesot kritt, ech sollt mäi Kapp a Rou leeën, dat wär alles kee Problem, dat wär alles an dësem Text mat dran an dat géif scho säi gudde Wee goen.

Ëmsou grouss war mäin Erstaunen awer de Moien, Här President, wéi mer en zweete Projet de loi soumettéiert kritt hunn, deen u sech dëse Projet de loi, dee mer de Mëtten hei stëmmen, schonn erëm verbessert. Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, haut, wou mer elo iwwert de Projet diskutéieren, wësse mer schonn, datt dee Projet net méi duergeet a muss duerch en zweete Projet, dee mer wäerten den nächsten Donneschdeg stëmmen, completéiert ginn.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen et ëmmer: Ech gehéiere schonn zu deenen, déi laang derbäi sinn, 25 Joer …

(Interruption)

Ech muss allerdéngs soen, an ech mengen, ech schwätzen ënnert dem Contrôle vum President: Ech hunn e puermol drop higewisen, datt mer géife riskéieren, Problemer ze kréien um Niveau vun den UCITS. Et ass mer awer net nogelauschtert ginn. Ech hunn awer elo de Moien da mat enger gewëssener Freed constatéiert, Här Finanzminister, datt elo menge Suerge Rechnung gedroe gëtt. Wa mer dat éischter gemaach hätten, …

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … Här Finanzminister, hätte mer keng zwee Projete misse stëmmen. Dir gesitt also, och e klenge Kontabel kann heiansdo …

(Hilarité)

Une voix.- Ah, ah, ah.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … kann heiansdo eppes wëssen. Ech muss lech soen, …

(Hilarité et interruption)

… ech hätt léiwer gehat, Här Minister, mir hätten d'Aarbecht direkt anstänneg gemaach, da bräichte mer en Donneschdeg net nach eng Kéier unzetrieden. Ech fannen, dat doten ass einfach net gutt fir den Image vun eiser Finanzplaz, well déi kréien dat jo och mat, datt hei huet missen nogebessert ginn. An dat ass och net gutt fir den Image vun eisem Land.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Une voix.- Lauschtert dem President no!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President, ech ginn net op d'Riednerpult. Ech wollt dem Här Mosar Merci soe fir seng Interventioun. Wat si mir esou frou, dass mer lech hunn, dass Dir eis ëmmer kënnt soen, wat …

(Interruption par M. Laurent Mosar)

… am Viraus soen, wat mer solle maachen oder wat dann op eis zoukënnt! Op alle Fall mengen ech, dass dat heiten en Text ass, deen néideg ass am Kontext vun engem méiglechen hard Brexit. Et ass alles gesot.

Dem Rapporteur e grousse Merci an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. Da wier et um honorabelen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President, och mir als Gréng ënnerstëtzen dëse Projet, fir och d'Finanzwelt op déi dote Situatioun anzestellen.

Virdrun hu mer zwee Projete gestëmmt iwwert d'Persounen. Mä ech war de Moien och an där Sëtzung an ech hunn dem Mataarbechter vum Ministère opmierksam nogelauschtert, an e konnt eis dat wierklech ganz propper erklären, firwat déi Situatioun dann esou ass. An ech wonnere mech schonn, well hei geet Lëtzebuerg hin a probéiert am Konsens mat der Europäescher Kommissioun, dat unzegoen an net eleng hei virzepreschen. Well mir wollte jo nach ëmmer, oder ech mengen, mir sinn nach all der Iwwerzeegung, dass de Brexit eppes Falsches ass. A mir sinn nach all der Iwwerzeegung a mir hoffen - mä dat weess ee jo ni -, dass vläicht awer e Revirement kënnt. An dofir wonneren ech mech iwwert déi Explikatiounen, well de Moien huet den Här Turmes dat ganz kloer gesot, dass mat der Ofstëmmung vun der CSSF an natierlech och vum Commissariat aux assurances dat mam Marché zesumme gekuckt gëtt, fir wierklech hei bis op d'dernière minute dat Bescht aus dëser jo awer quokeleger Saach ze maachen.

Dofir ginn ech zum Schluss awer den Accord vun der grénger Partei fir déi ganz virsiichteg Politik vun dëser Regierung.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kox. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech stelle mat Freed fest, datt hei een Deputéierten deem aneren Deputéierten de Ball zougehäit an et méiglech mécht, eppes méi ze soen, wéi nëmmen een Accord ze bréngen. Ob de Brexit falsch ass oder net, Här Kox, dat iwwerloosse mer dem brittesche Vollek. Ech fannen, et steet eis als Parlament net zou, fir eng Entscheedung an engem Referendum vun iergendengem anere Land op dëser Welt a Fro ze stellen. Eng Majoritéit vun de Britten, vun de Bierger vum Vereenegte Kinnekräich, si fir de Brexit. An ech hoffen, datt se hire Wëlle gedoe kréien.

Ech soen dem Här Bauler Merci fir säin exzellente Rapport a selbstverständlech fënnt deen den Accord vun der ADR. En ass ëmmerhin am Interêt, kommt, mir vergiessen dat net! Ech wëll elo hei keng Zuelen opzielen, wivill Prozent d'Finanzplaz ausmécht an eisem Statsbudget, wivill Aarbechtsplazen d'Finanzplaz ausmécht a wéi se dosteet als Gréissten an Europa an Zweetgréissten op der Welt. Et ass extrem wichteg fir eis Plaz. An esou Gesetzer fannen ëmmer erëm eisen Accord als ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech kéint, wéi a gewinnter Weis, och nach eng Ried iwwert d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg halen.

(Hilarité, brouhaha général, interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

D'Finanzplaz zu Lëtzebuerg, wéi mir ëmmer soen, an net: d'Lëtzebuerger Finanzplaz! Dat ass vläicht eng kleng Nuance. Mä anerersäits wäerte mir trotzdeem dee Projet de loi ënnerstëtzen, well e prinzipiell awer eng Incertitude muss regele fir brittesch Betriber allgemeng, datt se weider hire Passeport bäibehalen.

Et mierkt een awer och, vu datt dat jo eng Mesure ass, déi am Kader vun engem No-Deal misst a Kraaft trieden, datt awer trotzdeem an deem Kontext Léisunge fonnt ginn, quitte datt se nëmmen temporär sinn. 21 Méint ass net ganz laang, mä ass awer eng kleng Zäitchen. A bis dohi wäerte sech vläicht - mir wësse jo nach net, wéi d'Geschicht definitiv ausgeet -, mä wäerte sech vläicht och nach Léisunge fannen.

De United Kingdom huet scho villes matgemaach. Et gouf gesot virdrun: „Dat ass wahrscheinlech eng vun deene schlëmmste Saachen, déi d'Vereenegt Kinnekräich matmécht!" Ech géif derbäifügen: Wann een zréck an d'Geschicht kuckt, den Zweete Weltkrich, d'Period ënnert dem Cromwell, oder wat och ëmmer, ech mengen, do hunn d'Britte scho ganz vill schlëmm Saache matgemaach. Och d'Madamm Thatcher an och den Tony Blair hu si matgemaach. Si hunn och d'Madamm May matgemaach. A mir hoffen, datt dat net ze vill laang dauert.

Well de Problem ass jo haaptsächlech deen, datt e katastrophale Sozialofbau a Groussbritannien geschitt ass ab den 80er Joren ënnert der Madamm Thatcher a weidergefouert gouf vum sougenannten New Labour, deen ee besser kéint als New Tories bezeechnen. A mir maachen eis nach ëmmer d'Hoffnung, datt trotzdeem, ob Brexit oder net, den nächste Premierminister Jeremy Corbyn heescht, well d'Britten, ech mengen, dat, wat de Britte wierklech um Mo läit, dat ass de Sozialofbau, dee geschitt ass. An dofir ass et vläicht schued, dofir wier et vläicht schued, datt, wann den nächste Premier Corbyn heescht, de United Kingdom net méi an der Europäescher Unioun wier, well dann hätte mer weider Alliéierter, fir d'Europäesch Unioun an eng besser Richtung ze bréngen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet soll, wéi Dir et scho gesot hutt, englesche Banken an Assurancë bis zu 21 Méint Iwwergangszäit ginn, fir sech als Institutioun aus engem Drëttstat mat Regelen, déi no engem Brexit géife gëllen, konform ze stellen.

Datt dësen Text iwwerhaapt néideg ass, ass u sech dorunner geschëllt, datt d'Britte selwer net wëssen, wat se dann iwwerhaapt wëllen. Dat hu mer gëschter Owend jo nach eng Kéier grandios gesinn. An ech mengen, datt mer grad eng Lektioun vu Parlamentarismus an England kënne materliewen, …

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Loosse mer ofwaarden!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- … déi zumindest, egal wat den „outcome" ass, spannend wäert ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng kleng Lektioun vläicht!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Dat gesi mer dann, Här Bodry, ob dat eng Lektioun ass am positiven oder am negative Sënn. Eppes Neies wäerte mer, egal wéi, dobäi léieren.

Mir mussen awer doduerjer hei an den Téiblieder an am Kaffissaz liesen, fir eis, an domadder och d'Finanzplaz an d'Land, op d'Konsequenze vun engem Handele virzebereeden, wat mer nach guer net kennen. Wéi also och déi Texter virdrun, ass dat heiten e spekulativen Text, deen dovunner ausgeet, datt eppes kënnt, wat vläicht um Enn guer net komme wäert. An ech wäert mech elo hidden a Viraussoen iwwert d'Zukunft maachen. Ech hoffen, datt et net zu engem haarde Brexit kënnt. Ech hoffen, datt mer deen Text hei guer net musse benotzen an datt en an d'Annale vun der Geschicht ageet als en Text, deen an dësem Moment wichteg war, fir eis ze preparéieren, mä „ultima ratio" onnëtz war.

Dofir, well en elo wichteg ass, an hoffentlech an Zukunft onnëtz ass, wäerten d'Piraten dësen Text matdroen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

(Interruptions)

D'Regierung huet d'Wuert. Här Finanzminister Pierre Gramegna, et ass un lech.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Éischt emol e grousse Merci un den André Bauler fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht.

Deen Text, dee mer haut hei, schéngt et, unanime unhuelen, ass natierlech am Interêt vum Land an am Interêt vun der Finanzplaz, mä ech géif soen, och am Interêt vun der Stabilité financière vu ganz Europa.

Ech géif gäre just de rezente Kalenner vun den Evenementer hei opzielen, fir ze weisen, a wellechem Rhythmus d'Regierung an d'Administratioun geschafft hunn, an och fir ze erklären, firwat verschidde Saachen am Timing geschitt sinn, wéi et gaangen ass.

Mir hunn nach den 19. Dezember 2018 - dat ass jo net esou laang hier, dat sinn dräi Méint - vun der Kommissioun gesot kritt, als État-membren, mir sollen näischt ënnerhuelen, mir solle keng national Mesuren huelen.

Ech weess, dass verschidde Länner sech net dru gehalen hunn. Ech géif just gär déi Fro hei an de Raum stellen. Wa mir dann eng Initiativ geholl hätten, hätte Verschiddener gesot: „Dir haalt lech net un d'Instruktiounen, déi d'Kommissioun den État-membre gëtt!"

M. Marc Spautz *(CSV).*- Déi huet eis keng Instruktiounen ze ginn, Här Minister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, mä d'Kommissioun ass zoustänneg fir d'Verhandlung vum Brexit. An do ass et e Mandat ginn. A si hat nach eng Hoffnung, dass do Léisunge géife fonnt ginn. Mir hunn also de Jeu communautaire gespillt.

Am Dezember 2018 huet och d'Kommissioun nach eng Rëtsch Decisioune geholl, ënner anerem, fir Équivalence-temporairen ze huelen, well d'Kommissioun, an dat gesäit een an domadder ass dat och bewisen, war matten an den Negociatiounen, fir verschidde Léisungen ze fannen.

De 15. Januar war dunn de Vott zu Westminster am Parlament, bei deem den Accord, dee vum Theresa May mam Här Barnier ofgeschloss ginn ass, rejetéiert ginn ass. De 15. Januar. Vun deem Moment un ass et natierlech ëmmer méi probabel ginn, dass e grousse Risk géif bestoen, dass den Austrëtt vum Vereenegte Kinnekräich kéint op eng ganz desordonnéiert Aart a Weis geschéien, ouni Accord.

Doropshin hunn d'Regierung an d'Administratioun séier geschafft. Zéng Deeg duerno, de 25. Januar, hu mer am Conseil de Gouvernement den Text, dee mer haut diskutéieren, deen Dir haut diskutéiert, ugeholl. An deen ass nach am Januar an der Chamber deposéiert ginn. An ech géif hei gären all deenen, déi domat befaasst waren, den Deputéiert an an der Commisson des Finances et du Budget, an och haaptsächlech dem Conseil d'État, Merci soen, fir esou séier geschafft ze hunn. Mir beweisen heimat, dass eis Institutiounen an der Urgenz fonctionnéiere kënnen.

Une voix.- Très bien !

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass esou, dass mer, och well mir eis un de Rhythmus gehalen hunn, deen tëschent Partner ausgemaach ginn ass, natierlech awer gekuckt hunn, wat anerer gemaach hunn. Ech hu virdru gesot: „Verschiddener hu sech net dru gehalen!" An dat huet eis gehollef, wéi verschidden aner Länner déi Mesure-provisoiren, déi national Mesurë géifen huelen. Mir hunn, ënner anerem, bei de Fransouse gekuckt, wéi si et maachen. Si hunn eng einfach Method, déi lech hei als Parlamentarier wahrscheinlech net gutt gefält an déi bei eis souwisou net méiglech ass, déi vun den Ordonnancen. Do kann d'Regierung soen: „Mir kënne par ordonnance relativ séier Mesuren huelen." Soudass d'Fransousen e relativ limitéierte Paquet vu Mesurë geholl hunn a wahrscheinlech nach kënne bis op déi lescht Sekonn verschidde Saachen aus dem Hutt oder aus dem Tirang zéien. Dat kënne mir zu Lëtzebuerg net maachen. De franséische Modell kënne mer also net kopéieren, well dee System vun Ordonnancen hu mer net, an do gëtt och d'Parlament komplett op der Säit gelooss.

Vun den Hollänner hu mer, ënner anerem, d'Transpositioun vun de Règlements d'opéra-

Le saviez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

tions sur titres gekuckt an dat iwwerholl, wat och de Conseil d'État ënnerstrach huet. A vun den Däitschen hu mer iwwerholl, an ech mengen, dat ass e ganz wichtege Punkt, en Delai vun 21 Méint.

Ech muss Iech soen, ech kann dat hei soen, dass d'Kommissioun guer net begeeschtert ass, dass verschidde Länner esou e laangen Delai wéi 21 Méint geholl hunn, well si seet: „Ma domat hiewelt Der e bëssen d'Verhandlungspositioun vun der Kommissioun aus!" Mä vu dass Däitschland awer relativ fréi am Spill déi 21 Méint do an hire Projet geschriwwen huet, hu mir fonnt: Ma da kënne mir dat och maachen. Comme quoi de Fait, dass mer eis un de Rhythmus vun der Kommissioun gehalen hunn a konnten e bësse kucken, wat aner Länner maachen, eis en fait gehollef huet.

Wat hu mer hei am Text dran? Eng ganz wichteg Regel, dat ass d'Clause grand-père, „grandfathering", en fait, dat ass d'Kontinuitéit vun de Kontrakter mat där Notioun vun engem Delai vun 21 Méint eventuell, dat ass gutt fir d'Sécurité juridique.

Wat hu mer och dran? Eng gewësse Marge de manœuvre fir d'CSSF an och fir de Commissariat aux assurances, wat d'Agrementen ubelaangt, wat d'Situation juridique vun den Akteuren ubelaangt, fir dat weiderlafen ze loossen, erëm eng Kéier fir eng Period vun 21 Méint.

Wat brénge mer domat fäerdeg, mat deene Mesuren alleguerten? En fait dräi Saachen: éischtens, d'Stabilitéit vun der Finanzplaz, d'Stabilitéit vun de Finanzen, zweetens, d'Kredibilitéit vun eiser Finanzplaz an drëttens d'Protektioun vun den Deposanten. Et däerf een haut net vergiessen, dass, als ee vun den Haaptakteuren, en fait deen zweetwichtegsten an der Welt, wat d'Fongenindustrie ubelaangt, natierlech ganz vill Clientë vun eisen Investissementsfonge profitéieren, kleng Parten dovunner hunn; mir protegéieren heimadder och déi Deposanten.

Zum Schluss géif ech gäre just e Wuert, e ganz kuerzt Wuert soen zum Här Mosar senger Remark, och do gouf et Incertituden. Ech si frou, dass mer do konnten elo relativ séier nach eppes noschéissen. Hei beweise mer, dass mer an der Urgenz kënnen handelen. An ech freeë mech wierklech, dass mer an dëse schwéieren Zäite vum Brexit zu Lëtzebuerg kënnen déi national Mesuren elo zurzäit huelen, well d'Endresultat vum Vott haut a vum Vott en Donneschdeg bréngt mat sech, dass mer bis d'nächst Woch all déi Mesuren en vigueur hunn. A mir wëssen, dass elo den Datum, deen eng Méiglechkeet ass, den Datum vum 12. Abrëll ass. Bis dohinner si mir preparéiert. Eis Texter sinn dann en vigueur.

Ob se dann notzen, hänkt dovunner of, wéi eis englesch Partner sech do debrouilléieren - ech mengen, dat ass dat gentilest Wuert, wat ech hei ka gebrauchen -, fir aus hirer Oneenegkeet erauszekommen a vläicht nach aner Weeër ze fanne wéi deen, deen de Moment am probabelste schéngt. An dee Wee, dat ass dee vun enger Sortie ouni Accord, wat mer natierlech alleguerte bedaueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Finanzminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7401. Den Text steet am Document parlementaire 7401[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7401 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7401 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul Galles), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue (par Mme Stéphanie Empain) et Roberto Traversini ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. 7172 - Projet de loi

1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance ;

2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation ;

3. portant modification de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7172 iwwert de Schutz géint d'Gefore fir d'Leit, déi ioniséierte Stralen ausgesat sinn. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen, Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Mäerz 1957 sinn zu Roum déi europäesch Verträg ënnerschriwwe ginn: een iwwert d'Grënnung vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft an een zweeten iwwert d'Grënnung vun enger Europäescher Atomgemeinschaft, och als Euratom-Traité bekannt.

Eent vun den Ziler vun dësem Traité war d'Festleeung vun eenheetleche Sécherheetsstandarde fir de Schutz vun der Populatioun an e spezielle Schutz vun de Leit beim berufflechen Ëmgang mat ioniséierende Stralen. Strale bal aller Aart.

Doropshin hu mer hei zu Lëtzebuerg 1963 e Gesetz ugeholl, wat den Ëmgang mat radioaktive Substanzen a Röntgenapparater regelt. D'Loi modifiée du 25 mars 1963 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes huet deemools ee Kader geschaaft, deen et erméiglecht huet, dës Substanzen an Apparater esou ze kontrolléieren, dass d'Gefor fir de Mënsch méiglechst kleng wier.

1983 ass du mam Gesetz vum 10. August de Schutz vum Patient géintiwwer de Stralen, déi medezinnesch genotzt ginn, bei dee vun der Populatioun an dee vun de Leit op der Aarbecht derbäikomm.

D'Ausféierungsbestëmmunge vun deenen zwee Gesetzer stinn aktuell an zwee groussherzogleche Reglementer: vum 14. Dezember 2000 a vum 16. Mäerz 2001.

Mat der Direktiv 2013/59/Euratom vum 5. Dezember 2013, déi d'Euratom-Direktiven 89/618, 90/641, 96/29, 97/43 an 2003/122 ofgeschaaft huet, sinn déi europäesch Virgaben an der Radioprotektioun komplett iwwerschafft ginn, souwuel wat den Inhalt wéi och wat déi verschidde reglementaresch Approchen ugeet. Aus dësem Grond war et noutwendeg, och de Lëtzebuerger gesetzleche Kader komplett ze iwwerschaffen.

De Gesetzesprojet 7172 ass de 24. August 2017 vun der Gesondheetsministesch Lydia Mutsch an der Chamber deponéiert ginn. De Projet ass vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, dem Collège médical, dem Conseil supérieur de certaines professions de santé, der ITM, der FHL, der Gesondheetsdirektioun, der AMMD, der Direktioun vun der Defense, der Dateschutzkommissioun an der Association luxembourgeoise de physique médicale aviséiert ginn.

Dir gesitt also: e ganze Koup Avisen zu engem Projet, dee sécher net zu esou animéierten Diskussioune wéi am brittesche Parlament wäert féieren, mä awer zu engem Projet, deen extrem wichteg ass. An ech wäert herno drop zréckkommen.

De Conseil d'État huet a sengem Haaptavis eng Rei vun Oppositions formelles formuléiert. Eis Kommissioun huet an enger Dose Sëtzungen ...

Dir gesitt also, et ass keen einfache Projet. Et ass e Projet de rapport, deen 275 Säite begréisst an deen eng ganz Rei vu Facetten huet. An ech muss Iech soen, dass et eis schwéiergefall wär, fir ee verständlechen an e komplette Rapport ze maachen, wa mer net op déi kompetent Assistenz vun den Experten aus der Santé an deene gudde Leit och aus eiser Administratioun hätte kënnen zréckgräifen.

Eis Kommissioun huet also an enger klenger Dose Sëtzungen den Text analyséiert, amendéiert, den Awänn vum Statsrot Rechnung gedroen an huet no zwee Avis-complémentairë vum Conseil d'État dee Rapport, deen ech Iech haut ka presentéieren, an hirer Sëtzung vum 4. Mäerz eestëmmeg ugeholl.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet menger Virgängerin als Presidentin vun der Kommissioun, dem Cécile Hemmen, Merci soe fir déi exzellent Viraarbecht.

D'Zil vum Gesetzesprojet ass et, d'Regele fir de Schutz vun de Leit bei berufflecher, medezinescher Expositioun an der Expositioun a senger Ëmwelt festzeleeën.

Weiderhi schaaft dëst Gesetz och ee Kader fir den Ëmgang mat radioaktivem Offall. Konkret geet et drëm, d'Pratiquen ze regelen, bei deenen de Mënsch ioniséierender Stralung bewosst ausgesat gëtt, sief et an der Medezinn, zum Beispill der Nuklearmedezinn, der Radiotherapie oder der Radiologie, an der Industrie, wou beispillsweis radioaktiv Quelle benotzt ginn, fir Prozesser ze iwwerwaachen, bei Sécherheetskontrollen, wéi zum Beispill um Fluchhafen, oder an der Recherche. Geregelt gëtt de Besëtz, d'Stockéieren, den Ëmgang, den Transport, den Import an den Export vu radioaktive Substanze souwéi den Ëmgang mat anere Geräter, déi Strale fräisetzen.

„Pratique", esou geet et queesch duerch de Gesetzestext, ass deen Term, dee benotzt gëtt, fir all dës Applikatiounen ze ëmschreiwen.

Dernieft geet et och ëm Expositiounen - Expositions d'urgence - am Fall vun engem Accident, an ëm déi existéierend Expositioun vu Stralen an eiser Ëmwelt, wéi beispillsweis dem Radon, engem natierleche radioaktive Gas, oder der kosmescher Stralung am Fall vum Fligerpersonal.

D'Radioprotektioun baséiert op den dräi Prinzipien: Justifikatioun, Optimisatioun a Limitatioun.

Dobäi gëllt als justifizéiert nëmmen dat, wou de Benefiss méi grouss ass wéi de Risiko fir d'Gesondheet. Laut dësem Gesetz ass och nëmmen dat zoulässeg. Alles, wat dës Kritären net erfëllt, ass et net.

D'Obligatioun zur Optimiséierung bedeit, d'Expositioun esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Weiderhi si berufflech Expositioune limitéiert. Bei de medezinneschen Expositioune gëllt dat beschränkt, well soss bei engem Patient, beim Erreeche vun där Limitt, déi noutwendeg Behandlunge missten ënnerbrach ginn. Wat jo aliicht, dass et do muss Exceptioune ginn.

Bei der Definitioun vun de Limitten hält dëst Gesetz sech ganz strikt un d'Direktiv. Beim Alter, ab deem een am Beruff kann exponéiert ginn, bleiwe mer awer bei engem Mindestalter vun 18 Joer, woubäi d'Direktiv d'Méiglechkeet vu 16 Joer am Kader vun der Ausbildung erméiglecht.

Den Titre III vum Gesetz regelt déi verschidde Qualifikatiounen, déi vun deene Persoune verlaangt ginn, déi am Beräich vun der ioniséierender Stralung schaffen. Mat dem Expert en radioprotection an dem Expert en physique méciale ginn zwee nei Beruffer geschaaft. Alle béid hu se d'Missioun, d'Etablissementer ze beroden: de Straleschutzexpert am Beräich vun der Stralesécherheet an de Medezinnphysiker beim Schutz vum Patient.

Bei anere Beruffer ginn Zousazqualifikatioune gefrot, fir verschidden Aufgaben dierfen auszeféieren. Dës sinn:

- den Aarbechtsdokter fir berufflech exposéiert Persounen;

- de Straleschutzberoder, d'Personne chargée de la radioprotection, dee sech am Betrib ëm de Straleschutz këmmert, äänlech engem Sécherheetsberoder am Aarbechtsrecht;

- d'Dokteren an d'Zänndokteren, déi jee no Spezialisatioun verschidde radiologesch, nuklearmedezinnesch oder radiotherapeutesch Akten dierfen duerchféieren.

An der Annex I vum Gesetz ginn dann déi Akte präziséiert, déi d'Dokteren, jee no Spezialisatioun, duerchféieren däerfen, virausgesat si hunn d'Qualifikatioun a sinn autoriséiert.

Soumadder bréngt dëst Gesetz méi Präzisioun, wat d'Qualifikatiounen ugeet. Weiderhi féiert et fir all déi grad genannte Beruffsgruppen eng obligatoresch Weiderbildung an. An nei ass och, dass de verschreiwenden Dokter, definéiert als „Médecin demandeur", u Weiderbildungen iwwert d'Critères de bon usage des examens d'imagerie médicale deelhuele muss, engersäits, well d'Direktiv dëst fuerdert, anererséits, well rezent Auditen hei zu Lëtzebuerg gewisen hunn, dass d'Qualitéit vun de Verschreiwunge verbessert ka ginn. Et gëtt also duerchaus Loft no uewen.

All dës Weiderbildunge si jeeweils an enger Period vu fënnef Joer ze widderhuelen. Dës nei Obligatioun dréit der rasanter Entwécklung vun der Medezinntechnik Rechnung.

An dësem Kapitel ginn och e puer spezifesch Aspekter geregelt. Dëst sinn:

- d'Missiounen an d'Konditioune vun engem Dosimeterservice. Den Dosimeter miesst d'Stralenexpositioun - Dosimeter, de Service de dosimétrie, deen dat miesst opgrond vum Dosimeter;

- Formatiounen do, wou speziell Kenntnisser gefrot sinn, wéi beispillsweis Röntgen an der Veterinärmedezinn;

- d'Informatioun fir den Aarbechter a Betriber, wou mat Strale geschafft gëtt, an do, wou e Risk besteet, dass radioaktiv Substanze kënnen entdeckt ginn;

- Formatioun fir Asazkräften am Fall vun engem Accident.

Den Titre IV definéiert de System, mat deem d'Kontroll iwwert d'Pratiquen assuréiert gëtt. Dëse System ass an e puer Etappen opgebaut a jee no Risiko méi oder manner contraignant.

Als éischt Etapp gëtt d'Justifikatioun vun enger Pratique festgestallt. Dës Kritären erfëllen all déi Pratiquen, déi et haut schonn zu Lëtzebuerg gëtt. Dat heescht, bei deene Saache si mer konform. Kënnt awer muer eng nei Applikatioun oder eng nei Technik derbäi, muss fir d'Alleréischt nogewise ginn, dass de Benefiss vis-à-vis vum Risiko iwwerweit.

Iwwert dee Wee stellt d'Gesetz och direkt kloer, wéi eng Pratiquen hei zu Lëtzebuerg verbuede sinn. A wann Der héiert, wat fir eng Pratiquen dat sinn, da gesitt Der, wéi wichteg dass dat Gesetz ass. Hei geet et engersäits ëm Anlage wéi beispillsweis en Atomkraaftwierk an alles dat, wat domat zesummenhänkt, dat kann opgrond vun dësem Gesetz hei zu Lëtzebuerg net gemaach ginn. Et gëllt och anererséits fir méi alldeeglech Produite wéi radioaktiv Blëtzableiteren.

D'Etablissementer, déi mat Strale schaffen, sinn a véier Klassen agedeelt, woubäi d'Klass I déi mat deem héchste Risiko ass. Heirënner fält zum Beispill d'Radiotherapie. Etablissementer aus de Klassen I an II musse vum Gesondheetsminister respektiv am Fall vun der Klass III vun der Santésdirektioun autoriséiert ginn. D'Klass IV, bei där et ëm ganz schwaach radioaktiv Substanze geet, muss der Direktioun notifizéiert ginn.

Als Ofschloss vun der Autorisatiounsprozedur steet eng Rezeptioun duerch de Straleschutzexpert, fir d'Sécherheet ze iwwerpréiwen. Eréischt da kann d'Installatioun a Betrib geholl ginn.

Weiderhi gëtt hei eng Tax agefouert, déi déi autoriséiert Etablissementer all Joer ze bezuelen hunn. Jee no Klass sinn dat 200, 500 oder 1.000 Euro.

Dem Titre V no läit d'Responsabilitéit fir d'Sécherheet an de Schutz vun de Leit eenzeg an eleng bei den Etablissementer, déi domat schaffen. D'Etablissement muss sech heifir vun engem Straleschutzexpert berode loossen. Mat dem Aféiere vun dësem Expert huet deemno d'Direktioun vun der Santé an hirer Fonctioun als Autoritéit fir d'Radioprotektioun keng Roll méi als Beroder ze iwwerhuelen, mä eenzeg an eleng als Kontrollorgan, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Regelen agehale ginn.

Zu de Responsabilitéite vum Etablissement zielen ënner anerem:

- d'Opstelle vun enger Risikobewäertung an intern Prozeduren;

- d'Klassifikatioun vun de berufflech exposéierte Mataarbechter souwéi hir Iwwerwaachung duerch den Aarbechtsdokter an dem Dosimetrieservice;

- d'Ariichte vu kontrolléierten Zone ronderëm d'Stralequelle gehéieren och derzou.

Mat dësem Gesetz schafe mer also däitlech méi Kloerheet iwwert d'Responsabilitéite vum Etablissement.

Den Titre VI behandelt déi medezinnesch Expositioun. D'Gesetz definéiert d'Roll vum Médecin demandeur, dee säi Patient un e Médecin réalisateur iwwerweist, fir eng radiologesch Ënnersichung ze maachen, sief et fir d'Radiologie oder fir d'Nuklearmedezinn. Dës Akte ginn net verschriwwen, mä et gëtt eng Demande ausgestallt, déi d'Symptomer vum Patient an d'Finalitéit, déi sech duerch den Examen erwaart gëtt, enthält.

De Médecin réalisateur, dat heescht also an deene meeschte Fäll de Radiolog oder de Spezialist a Saachen Nuklearmedezinn, benotzt doropshin déi Technik, déi am beschten op d'Fro äntwerte kann. Hie muss och sécherstellen, dass de Benefiss bei all eenzel Ënnersichung méi grouss ass wéi de Risiko, also wann néideg en aneren Akt maache wéi deen, dee gefrot ass, oder eng Ënnersichung refuséieren, wann den Notzen net méi grouss ass wéi de Risiko.

Recommandatiounen, déi vum Conseil scientifique approuvéiert sinn, hëllefen hei dee richtege Choix ze treffen. Well d'Responsabilitéit vun den Doktere méi kloer definéiert gëtt, schütze mer d'Dokteren och juristesch bei Decisiounen, déi se am Kader vun dësem Gesetz huelen; wichteg och, fir dass net herno dem Dokter reprochéiert gëtt, dass en dee Choix gemaach huet.

Also, allgemeng gëllt domadder, dass nëmmen dann ioniséierend Stralen zum Asaz kommen dierfen, wann d'Symptomer dat verlaangen. Allerdéngs gesäit d'Gesetz hei zwou Ausname vir: engersäits am Beräich vun der Recherche, anerersäits am Kader vun engem nationalen Depistageprogramm wéi dem Mammografieprogramm.

Fir sécherzestellen, dass d'Dosis vum Patient an och vun deenen, déi de Patient betreien, esou niddreg wéi méiglech ass, ginn eng Rei vu Mesuren definéiert. Dozou gehéieren: d'Qualitéitssécherung vun den Installatiounen, d'Dokumentatioun, d'Roll vum Medezinnphysiker, den internen an externen Audit, d'Applizéiere vun diagnostesche Referenzwäerter, d'Iwwerwaache vun der Dosis, de spezielle Schutz vum ongebuerene Kand a vu Fraen, déi nieren.

D'medezinnesch Expositioun ass haut - an dofir, wéi wichteg dass och déi dote bonne Pratiquë sinn - zu Lëtzebuerg mat am héchsten am europäesche Verglach. Et ass dofir wichteg, dass mer an dësem Beräich e strikte Kader schafen, deen et erméiglecht, eng héichwäerteg medezinnesch Versuergung sécherzestellen, ouni de Patient onnëtze Risiken auszesetzen.

Wat elo den allgemenge Schutz vun der Populatioun ugeet, stiechen e puer Situatioune besonnesch ervir:

- d'Urgence, also d'Aart a Weis, wéi am Fall vun engem Accident ze reagéieren ass. Dat gëllt fir d'Eischt emol fir dat Etablissement, wou den Accident geschitt ass, an da fir d'Krisenorganer am Fall, wou d'Konsequenzen net op d'Etablissement limitéiert bleiwen. E Beispill heifir ass den „Plan Cattenom". Besonnesche Wäert gëtt hei am Text op déi grenziwwergräifend Zesummenaarbecht geluecht, mam Zil vun enger méiglechst kohärenter Krisegestioun.

- Da geet et ëm déi bestoend Expositioun an der Ëmwelt. Hei schreift d'Gesetz vir, wéi dës Expositiounen ze iwwerwaache sinn, sief et duerch eng systematesch Ëmweltiwwerwaachung wéi och eng geziilten Iwwerwaachung vu spezielle Produiten, déi potenziell radioaktiv sinn, zum Beispill verschidde Baumaterialien oder Produiten aus kontaminéierten Zonen.

- Fir de Fall, wou mir no engem Accident eng kontaminéiert Zon hei zu Lëtzebuerg hätten, wäert mat dësem Gesetz eng Strategie entwéckelt ginn, wéi domadder ëmzegoe wär.

- An dës Kategorie vun existéierenden Expositioune fält och d'Problematik vum Radon. Hei gëllt et fir verschidde Regiounen, obligatoresch de Radon ze moossen, a wann d'Konzentratioun ze héich ass, Moossnamen dergéint ze ergräifen. Dës betrëfft besonnesch den Norde vum Land. Fir de Rescht vum Land betrëfft et awer och ëffentlech zougänglech Gebaier wéi beispillsweis d'Schoulen. Den Aktiounsprogramm, wat de Radon am Privathaus ugeet, gëtt selbstverständlech weidergefouert.

Fir d'Kontroll vun de radioaktive Quelle selwer sécherzestellen, ginn am Titre VIII verschidde Responsabilitéite präziséiert. Dozou gehéieren: d'Féiere vun engem Inventaire vun dëse Quellen, d'Regele vum Accès, fir dass keng esou Quelle mëssbraucht ginn, déi regelméisseg Kontrollen an och d'Programmer, fir déi Quellen erëm ënner Kontroll ze kréien, déi als Orphelin bezeechent ginn. Orphelinsquellen, do geet et beispillsweis drëm, Metallschrott op Stralen ze préiwen a richteg bei enger Detektioun ze reagéieren.

Am Titre IX ginn d'Kompetenze vun der Direktioun vun der Santé am Beräich vun der nuklearer Sécherheet präziséiert. D'Direktioun ass domadder chargéiert, d'Sécherheet vun nuklearen Installatioune fachlech ze bewäerten, doriwwer ze informéieren, Relatioune mat den Autoritéiten aus den Nopeschlänner ze ënnerhalen, sech an den internationale Gremie fir héich Sécherheetsstandarden anzesetzen, un europäesche Stresstester deelzehuelen an den nationale Programm fir d'Gestioun vu radioaktiven Offäll ëmzesetzen.

Am Fall vun engem Accident huet d'Direktioun och d'Missioun, den Impakt ze evaluéieren an dem Krisenzenter Schutzmoossnamen ze recommandéieren.

Am Kader vun dëse Missiounen ënnerzitt d'Direktioun sech all zéng Joer engem internationalen Audit a publizéiert d'Resultater.

Am Titre X gëtt d'Regelwierk fir e virsiichtegen Ëmgang mat ioniséierender Stralung ofgeschloss. Duerch d'Aféierung vum Principe de transparence kritt d'Direktioun vun der Santé d'Aufgab, iwwert dëst Gesetz a seng konkret Ëmsetzung ze informéieren.

Da gëtt eng Deklaratiounsflicht fir d'Incidenten agefouert. Op där enger Säit suergt dat fir Transparenz, op där anerer Säit ass et och e wichtegt Instrument, fir kleng Feeler fréi ze entdecken an dorauser ze léieren.

Fir sécherzestellen, dass d'Regelen agehalen ginn, kritt d'Direktioun vun der Santé d'Missioun, fir Inspektiounen duerchzeféieren. Bei Verstéiss gesäit d'Gesetz administrativ Mesuren, d'Entzéie vun der Autorisatioun an och e Katalog vu strofrechtleche Sanktioune vir.

Fir d'Kohärenz mat deem Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé sécherzestellen, ginn an dësem Gesetz zwee Artikele geännert: iwwert d'Kompetenze vun den Inspekteren an de Justizbeamten, de sougenannten Officiers de police judiciaire.

Ech kommen zur Konklusioun.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.-* Hei hu mer e Gesetz, mat deem mer de Kader iwwert d'Radioprotektioun ëm wichteg Elementer erweideren ...

Une voix.- Très bien !

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.-* ... a juristesch fir méi Kloerheet suergen. Mir komplettéieren dëse Kader mat der Aféierung vun neie Beruffer, der Präzisioun vun der Ausbildung an der Aféierung vun der obligatorescher Weiderbildung. Mir erweideren de Beräich vun der Radioprotektioun ëm Aspekter vun der natierlecher Stralung wéi beispillsweis dem Radon. Mir accordéieren der Autoritéit dann och déi néideg Kompetenzen, fir den Ëmgang mat ioniséierender Stralung effizient ze kontrolléieren, sief et duerch d'Autorisatiounen, duerch Inspektiounen an, wann néideg, duerch Sanktiounen.

Domadder erreeche mer, dass de Schutz vum Mënsch op all deene Plazen, wou een ioniséierender Stralung ausgesat ass, ganz héich bleift a weider ka verbessert ginn, sief dat op der Aarbecht, als Patient oder ganz allgemeng als Persoun, déi sech hei am Land ophält.

Et handelt sech also ëm eng däitlech Verbesserung. An dofir bieden ech Iech am Numm vun der Gesondheetskommissioun, deem Gesetz Vertrauen ze schenken, net ouni awer den Experten aus der Santé an eise Leit aus dem Kommissiounsservice Merci gesot ze hu fir déi kompetent Begleedung bei eiser Aarbecht iwwert dës komplex Gesetzgebung.

Ech bréngen dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet a soen Iech Merci fir d'Gedold fir dee laangen Exposé zu engem décke Gesetz, dat awer de Schutz vun eis all verbessert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).-* Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wéilt ech dem Rapporteur ee ganz grousse Merci soe fir säi ganz explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport. Et ass e ganz wichtegen Dossier, Dir hutt et gesot, an ech erlabe mer awer, op déi wichtegst Elementer nach eemol anzegoen.

Et ass en techneschen Dossier, deen zwou Direktiven transposéiert. Déi éischt Direktiv 2013/59, déi hätt eigentlech scho misse virun engem Joer ëmgesat ginn. Abee, heimadder gëtt elo en neie Kader kreéiert, deen d'Populatioun, eis alleguer, viru radioaktiver Stralung schützt, an zwar souwuel déi Professionell wéi awer och allgemeng Privatpersounen, déi iergendswéi mat Stralen a Kontakt kommen. An an enger weiderer Phas geet et dann an dëser Direktiv respektiv an dësem Gesetz och ëm de Schutz géint de Radon.

Déi zweet Direktiv 2014/87/Euratom, déi setzt de Kader fir déi nuklear Sécherheet vun Nuklearinstallatiounen a gouf deemools adaptéiert als Suite vum Accident vu Fukushima.

Elo fänke mer emol vir un.

Et geet also an der éischter Direktiv ëm déi sougenannten - e schéint Wuert - „Rayonnements ionisants", ioniséierend Stralung. Abee, si ënnerscheet sech vun aneren heefege Stralungen, wéi zum Beispill Radiowellen, Mikrowellen oder awer och Handystralen, do derduerch, dass se esou vill Energie kann ausstralen, fir d'Elektrone vum Atom ofzesplécken, soudass Ione fräigesat ginn, déi hirersäits eng reell Gefor duerstelle fir Mënsch an Ëmwelt. Mir schwätze vu Radioaktivitéit.

Et geet een dovunner aus, dass all Dosis vun ioniséierender Stralung, där een ausgesat ass, kann zu Kriibs féieren, dee sech zu engem spéideren Zäitpunkt ka manifestéieren. D'Wahrscheinlechkeet, dass Spéitfolgen optrieden, ass proportionell zur Stralendosis, där een ausgesat war.

D'Gesetz viséiert ganz kloer all Situatioun - an do zitéieren ech - « d'exposition planifiée, d'exposition existante » oder « d'exposition d'urgence comportant un risque sanitaire résultant de l'exposition à des rayonnements ionisants qui ne peut être négligé ».

Viséiert vum virleiende Gesetz si Leit, déi aus berufflechen oder medezinnesche Grënn enger ioniséierender Stalung ausgesat sinn, oder awer och d'Effentlechkeet. Fir si alleguer schaaft dëst Gesetz e juristesche Kader fir de Schutz virun de Geforen, déi aus dëser Stralung entstinn.

Dëst Gesetz stellt och ganz kloer Regelen op fir eng verantwortungsvoll a sécher Gestioun vu radioaktiver Matière. Et applizéiert sech zum Beispill ënner anerem op d'Fabrikatioun, d'Produktioun, den Traitement, d'Manipulatioun, de Verkaf, d'Lokatioun, d'Cessioun, de Stockage, d'Benotzen, d'Tëschelagerung, den Transport, den Import, den Export, de Recyclage vu radioaktive Matièren, awer och op d'Exploitatioun vun elektreschen Equipementer, déi eben esou eng ioniséierend Stralung ausstoussen.

Dernieft sinn awer och all Leit viséiert, déi bannent de Gebaier oder dobausse mat Material a Kontakt kommen, dat Radon ausstraalt. Ech komme spéider nach eng Kéier op de Radon ze schwätzen.

Mir als CSV begréissen e puer fundamental Prinzipien, wéi zum Beispill, dass bei all Uwendung vun ioniséierender Stralung garantéiert muss sinn, dass se méi Virdeeler mat sech bréngt, souwuel um individuelle Plang wéi awer och fir déi ganz Gesellschaft, wéi se am Fong geholl sanitär Nodeeler kéint hunn, an dass am Fall, wou et verschidde méiglech equivalent Technike gëtt, déi muss virgezu ginn, déi net ioniséierend ass.

D'Radioprotektioun muss esou optimiséiert ginn, dass den Dosage vun der Stralung esou niddreg wéi nëmme méiglech ka gehale ginn. Dat gëllt och fir Leit, déi aus medezinneschen Zwecker enger Stralung ausgesat musse ginn.

D'Direktioun vun der Santé hirersäits ënnersicht a regelméissegen Ofstänn dann déi Exposition d'urgence, also bei Accidenter, an d'Exposition existante a fixéiert sougenannte Referenzwäerter a Fonctioun ebe vun de Resultater vun hirer Miessung.

Esou gëtt duerch den Text de Grenzwäert fir d'Exposition d'urgence op 100 Millisievert fixéiert. Wat elo Leit ubelaangt, déi duerch hire Beruff bedéngt esou enger Stralung ausgesat sinn, gëtt do, op ee Joer gekuckt, d'Limitt vum Dosage op 20 Millisievert festgeluecht.

Jonker, an dat begréisse mer natierlech, ënner 18 Joer dierfen net op Poste schaffen, wou se enger Stralung ausgesat ginn.

Allgemeng kann ee festhalen, dass jiddwereen, deen net am Alldag mat esou Stralungen ze dinn huet an och net aus medezinneschen Ursaache muss enger Stralung ausgesat ginn, op ee Joer gekuckt d'1-Millisievert-Dosis net däerf iwwerschreiden.

Da gëtt awer och nach de Schutz vu schwangere Fraen a vu Fraen, déi nieren, reglementéiert, gradesou wéi dee vun de Léierjongen a Léiermeedercher an de Studenten. De Rapporteur ass dorobber agaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Transpositioun ginn awer och zwee nei Beruffer ganz kloer definéiert: engersäits den Expert en radioprotection an anerersäits den Expert en physique médicale. Wat maachen déi zwee dann elo?

Ma den Expert en radioprotection ass u sech de Beroder an dëser komplizéierter Matière. Säi Rot gëtt gefrot, wann nei Installatiounen zum Beispill mussen ugeschaaft ginn, bei Programmer vu Contrôle radiologique, bei der Assurance vun der Qualitéit, bei der Surveillance radiologique vum ganzen Ëmfeld, bei der Präventioun an der Gestioun vu radioaktivem Material, bei Informatiounsprogrammer fir d'Aarbechter, déi Stralungen ausgesat sinn, a bei der Radioprotektioun vun den Aarbechter an dem Public, fir nëmmen dës ze nennen.

Den Expert en physique médicale sengersäits bekëmmert sech ënner anerem ëm déi medezinnesch radiologesch Equipementer, ëm d'Evaluatioun vum Dosage, d'Surveillance vun de medezinnesche Röntgenapparater an d'Formatioune vun den Dokteren, déi d'Röntge maachen.

Da gëtt och nach dem Aarbechtsdokter säin Zoustännegkeetsberäich definéiert. Hien assuréiert näämlech déi medezinnesch Iwwerwaachung vun den Aarbechter, déi ioniséierender Stralung ausgesat sinn, an hält och fest, ob si nach ëmmer apte sinn, fir hirem Beruff, hirer Tâche nozegoen. Heifir muss den Aarbechtsdokter spezifesch Formatiounen an der Radioprotektioun matgemaach hunn, fir eben iwwert déi noutwendeg Kompetenzen ze verfügen.

Wichteg ass och op dëser Plaz, de Service de dosimétrie ze erwänen, e Service, deen am Fong geholl d'Dose festhält, deenen d'Aarbechter ausgesat sinn, d'Qualitéit och vun de Miessunge garantéiert, alles an e Regëster andréit an d'Santé informéiert iwwer sämtlech Resultater, déi eventuell géifen aus der Norm falen.

All dës Leit musse Weiderbildunge matmaachen, zum Beispill iwwert dës Gesetzgebung. D'Formation continue läit tëschent 16 an 100 Stonne fir déi jeeweileg Beruffszweiger. Nieft dësen Experten an der Radioprotektioun mussen awer och Spezialisten an der Radiologie an Zänndoktere regelméisseg u Formatiounen deelhuelen.

D'Kapitel III befaasst sech da mam Transport, Im- an Export vu radioaktive Substanzen, déi ganz strikt den internationale Reglementer ënnerleien. D'Geneemegungen heifir mussen am Virfeld ugefrot ginn, d'Chauffeure brauchen extra Formatiounen an et gëtt och substanziell Taxen ze bezuelen, wouvunner eng Preuve de payement un d'Santé muss geschéckt ginn.

Den Titre V vm Text, dee geet dann op d'Expositions professionnelles an, notamment wéi d'Aarbechter da musse bei hirer Tâche geschützt ginn, wie wéi eng Responsabilitéit a wéi eng Aufgaben huet, wéi eng Mesuren op den Aarbechtsplaze musse geholl ginn, wéi d'Aarbechter eenzel mussen iwwerwaacht ginn, wéi d'Resultater vun Iwwerwaachunge musse konservéiert an och matgedeelt ginn, wien iwwerhaapt Accès op déi ganz Resultater huet a wéi eng zousätzlech Schutzmesurë musse geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV begréissen et, dass den Text den Aarbechter hei wierklech e beschtméigleche Schutz gëtt. Wann zum Beispill d'Evaluatioun vum radiologesche Risiko seet, dass d'Limitt vun der Dos riskéiert, iwwerschratt ze ginn, da mussen dës Aarbechter en Dosimeter droen. Dee kann direkt ofgelies ginn an e léist Alarm aus, soubal dëse Cas de figure antrëtt. Eemol am Joer ginn déi Leit och vum Aarbechtsdokter ënnersicht. Den Aarbechtsdokter huet duerfir och Accès zu alle pertinenten Informatiounen. Hie ka bestëmmen, ob en Aarbechter muss zousätzlech Untersuchunge maachen oder souguer eventuell muss e speziellt Traitement ufänken. An hien hält den Dossier médical vum Aarbechter à jour.

Dee proposéierte Gesetzestext geet natierlech och op dee ganze Volet vun der Stralung zu medezinneschen Zwecker an, wou fir eis als CSV déi Mesuren, déi zum Schutz vun de Patiente geholl ginn, am Vierdergrond musse stoen. Aus dësem Grond, muss ech soen, ware mir och fir de Carnet radiologique électronique, esou wéi en am Texte initial am Fong geholl virgesi war, well een domadder am Sënn vum Patient alleguerten d'Donnéeë beienee gehat hätt.

De Statsrot war a sengem éischten Avis wéinst enger Rëtsch vu Grënn awer ganz kritesch an ënner anerem dowéinst ass dann decidéiert ginn an der Kommissioun, de Volet vum Carnet radiologique ewechzeloossen. Wéi gesot, d'CSV-Vertrieder waren deemools der Mee-

nung, dass een op der Pist vum Carnet radiologique électronique, dee jo am Kader vum „Plan cancer" lancéiert gi war, hätt solle bleiwen, well dëst, allen novollzéibare Bedenke vum Statsrot zum Trotz, am sënnvollste fir de Patient gewiescht wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Suite geet den Text dann op de Volet vun der Protektioun vum Public an, wou ënner anerem de Punkt vun enger Strategie am Fall vun engem Stralenaccident ugeschwat gëtt. Mini Stresstester ginn agefouert, fir domadder eng transparent Risikoanalys ze maachen an ze evaluéieren, wéi eng Sécherheetsmargen d'Installation-nucléairë mat aberechent hunn, fir d'Sécherheet vun hiren Equipementer och ze garantéieren, souguer am Fall vun enger Urgence extrême.

Den Titre IX vum Text befaasst sech da mam Thema vun der nuklearer Sécherheet an der Gestioun vum nuklearen Offall, fir deen e Plan national virgesinn ass, dee muss à jour gehale ginn a wou och all nei Versioun un d'EU-Kommissioun muss notifizéiert ginn.

Ee weidere Punkt, deen am Text ugeschwat gëtt, ass de Schutz virum Radon. En Thema, iwwert dat eng ganz Rëtsch vu Kolleegen heibannen an de leschte Jore scho Question-parlementairë gestallt hunn. D'Radon-Konzentratioune sinn am Norde méi héich wéi am Guttland. Radon ass een natierleche radioaktive Gas, deen an der Äerdcroûte virkënnt. E ka ganz liicht aus Fielsen austrieden a sech dann an d'Haiser infiltréieren, wann d'Enveloppe vum Gebai net dicht ass. Déi grouss Gefor besteet doranner, dass een de Radon net bemierkt. E richt net an et gesäit een en och net.

Radon bewierkt, dass d'Radioaktivitéit vun der Loft an d'Luucht geet. Wat de Buedem méi duerchlässeg ass, wat de Radon sech méi einfach propagéiert. Wann elo e Verdacht op Radon besteet, dann ass et wichteg, besonnesch bei Renovatioune vu Gebaier opzepassen, eventuell souguer Radonsexpertisë maachen ze loossen an d'Leit beim Sanéieren och ze beroden. Et gëtt keng Konzentratioun, ënnert där de Radon ongefeierlech ass. Duerfir mussen och Mesurë virgesi sinn, fir de Schutz nach ëmmer weider ze verbesseren, wéi zum Beispill eng speziell Membrane pare-radon fir Gebaier.

Radon selwer ass elo net onbedéngt schiedlech, wuel awer seng Zerfallsprodukter. Radon gëtt näämlech gréisstendeels erëm mat ausgeotemt, wougéint awer seng Zerfallsprodukter sech un d'Stëbspartikele pechen an déi bleiwen dann an den Otemweeër hänken. An do setze se da Stralung aus. Duerch dës Stralung ginn déi empfindlech Zelle vun de Bronchë geschiedegt an et kann zu enger Longekriibserkrankung kommen.

Radon ass iwwregens, fir déi, déi et net wëssen, nom Tubak déi zweetheefegst Ursaach vu Longekriibs. En plus ass bewisen, dass eng Interaktioun vun Tubak a Radon de Risiko, fir krank ze ginn, multiplizéiert. Et ass duerfir gutt a wichteg, dass et Informatiounsmaterial fir d'Leit gëtt, dass déi Professionell vum Bau zum Beispill mat agebonne ginn an dass Formatiounen a Konferenze gehalen ginn.

Mir begréissen duerfir och, dass d'Regierung e Plan d'action national 2017-2020 ausgeschafft huet, in weiser Voraussicht, dass mer dann déi Direktiv géifen ëmsetzen. Dëse Plang definéiert e Referenzniveau fir d'Radonkonzentratiounen am Land, souwuel fir Logementer wéi awer och fir Aarbechtsplazen, an hält eng ganz Partie vu Mesuren a Strategië fest. An dat ass och gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Mir als CSV wäerten dësen Text natierlech matstëmmen, well en eng reell Plus-value fir d'Gesondheet vun eis alleguerten duerstellt.

An ech soen Iech elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir bewegen eis hei ouni Zweifel an enger ganz delikater Matière. Als Laien ass een natierlech hei op d'Aussoe vun de Spezialisten ugewisen. An ech wäert mech selbstverständlech als Netspezialist net ze vill déif an déi Matière erawoen a wäert mech da gréisstendeels méi op e puer Kommentaren zu eenzelnen Artikelen hei limitéieren.

Ech mengen, et ass evident, dat ass eis och bewosst, datt mer haut Stralen omnipräsent an eisem Liewen net direkt verspieren, awer wëssen, datt et se gëtt. An duerfir ass et och evident, datt mussen eng Rei Schutzmoossname geholl ginn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Et ass also och kloer, datt duerfir d'Politik gefuerdert ass, fir e Kader ze setzen, fir datt déi negativ Säite vun der Radioaktivitéit och a Grenze gehale ginn. Ech denken hei awer virun allem un déi Leit, déi dagdeeglech an deem Emfeld musse schaffen. Duerfir ass et eiser Meenung no och ganz wichteg, datt regelméisseg Gesondheetskontrolle grad do gemaach ginn an datt souguer scho beim Embauchage d'Leit, déi wëssen, datt se mussen hir ganz professionell Carrière oder wéinstens e gudden Deel vun hirer professioneller Carrière an deem Emfeld verbréngen, awer fréizäiteg op d'Geforen, op eventuell Risiken higewise ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Dokter Wilhelm Röntgen 1895 d'X-Stralen entdeckt huet, du gouf och den 22. Dezember 1895 déi éischt Röntgen un der Hand vun der Madamm Anna Bertha Röntgen gemaach. Dat huet natierlech eng regelrecht Revolutioun dunn ausgeléist. An ouni Zweifel war dat och vu ville positive Konsequenze begleet.

Den éischte Service Radiologie gouf iwwregens 1897 a Frankräich opgemaach. Och als Patient ass ee regelméisseg radioaktive Stralen ausgesat, wann ee Radioen, wéi mir dann als Patient soen, gemaach kritt, sief dat um Niveau vun de Longen, vun den Zänn, vun der Broscht an esou weider. Et ass kloer, datt hei enorm Virdeeler ze erkenne sinn, well ebe gegebenenfalls fréizäiteg eng Krankheet kann detektéiert ginn oder och ka geheelt ginn. Natierlech ass do awer och ëmmer d'Dosis mat entscheedend.

Ech denken natierlech dann an éischter Linn och u vulnerabel Kategorien. An et ass ganz kloer, datt do Fraen, virun allem schwanger Fraen, an éischter Linn musse genannt ginn, och Fraen, déi spéider dann nieren. An et däerf een och net vergiessen, datt och de Fötus oder den Embryo duerch eng iwwerméisseg Dosis scho kann ee Schued erleiden.

Ech sinn och der Meenung, wann en Neibau vun engem Spidol gemaach gëtt, a mir si jo de Moment an esou engem Prozess, ech denken hei natierlech un d'Südspidol, oder wann en Embau vun engem Spidol gemaach gëtt, datt och do muss opgepasst ginn, datt d'Installatioun vu radiologeschen Apparater respektiv och vun IRMen esou muss gemaach ginn, datt e Minimum vu Leit och a Kontakt domat kënnt.

Am Gesetz hei ass jo virgesinn, datt d'Klinicke musse regelméisseg en Audit maachen, sief dat en internen, sief dat en externen. D'Fro ass gestallt oder sollt gestallt ginn, ob net vläicht awer sollt dru geduecht ginn, datt d'Klinicke missten a méi regelméissegen Ofstänn och extern Auditen iwwert déi ganz Problematik maachen. Ech hunn am Alaf scho gesot, datt et als Laien natierlech schwéier ass, verschidde Problemer ze erkennen, dowéinst ass och den Etiquetage immens wichteg an datt och déi Produiten, déi gegebenenfalls kënnen e Problem duerstellen, domat ausgezeechent ginn.

En anere Volet, dat ass och schonn hei ugeschwat ginn, dat sinn natierlech engersäits d'difus Quellen. Ech denken hei natierlech och un de Radon. Et ass hei scho vu menger Virriednerin an och vun anere Kolleege genee analyséiert ginn. Ech hunn haut eppes bäigeléiert, Madamm Hetto, wann dat da sollt esou stëmmen, ech gleewen Iech dat ganz gär, datt de Radon déi zweetheefegst Ursaach nom Fëmme soll sinn, wéisou een u Kriibs (veuillez lire: Longekriibs) erkrankt. Dat war mer bis dato net bekannt, mä ech gleewen Iech dat da ganz gär. Ech mengen, dann ass et evident, datt een där Problematik an Zukunft nach muss vill méi Opmierksamkeet schenken.

Et ass awer och ze begréissen, datt, wéi gesot, d'Regierung op deem Niveau elo en Aktiounsplang ausgeschafft huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtege Volet vun dësem Gesetz ass natierlech awer och d'Behandlung vu radioaktiven Offäll an och den Transport vun deem Material. Datt do musse prealablement Autorisatiounen ausgestallt ginn, ass eng ganz kloer Evidenz. Et däerf ee jo awer net vergiessen, an d'Vergaangenheet huet dat bewisen, datt et jo leider awer och alt emol schonn zu Transporter komm ass, déi am Virfeld net autoriséiert waren. Dat däerf natierlech net de Fall sinn.

Wann een dat Gesetz hei méi am Fong duerchliest, dann ass een Term, deen ëmmer erëmkënnt, dat ass d'Formatioun. Dat ass och ganz gutt esou. Ech verweisen hei zum Beispill op den Artikel 22 Paragraf 3, wou et ëm d'Formation continue geet. Do gëtt ënner anerem festgehalen, datt d'Participatioun u Konferenzen oder d'Publikatioun vun Artikele kënnen ugerechent ginn. Dat ass a priori och eng gutt Saach. Et gëtt och drop higewisen, datt e groussherzoglecht Reglement soll zréckbehale ginn, wou dann déi Kritäre festgehale ginn.

Net méi spéit wéi gëschter hunn ech an enger däitscher Zeitung gelies, datt allerdéngs dann eng Autoritéit esou Konferenzen oder Publikatiounen zum Beispill refuséiert huet. An Däitschland mussen d'Doktere sech jo permanent enger Formatioun ënnerwerfen. Dowéinst wëll ech just drop hiweisen, datt et also wichteg ass, datt hei dach streng Kritäre festgehale ginn, wéi eng Artikelen, wéi eng Publikatiounen oder wéi eng Aktivitéiten herno kënnen do ugerechent ginn.

Ech wollt dann awer och nach e puer Remarken iwwert den Artikel 68 maachen. Do geet et ëm d'Konservéierung an d'Matdeele vu Resultater. An zwar ass dat e ganz delikate Beräich. Hei gi mer jo awer zum Deel oder relativ wäit och an d'Intimsphär vun enger Persoun eran. Et däerf een net vergiessen, datt bis zu 30 Joer hei Date vun enger Persoun oder vun engem Patient kënne gespäichert ginn. Do ass ze hoffen, datt jiddefalls nëmmen en absolutte Minimum vu Leit a Kontakt mat deenen Informatioune kommen.

Dann nach kuerz en aneren Aspekt, dee guer net an deem Gesetz hei ugeschnidden ass, dat ass dee vun der Problematik vun den Ofwässer. Dat gëtt oft vergiess. Ech wëll drop hiweisen, datt zum Beispill Röntgekontrastmëttelen och kënnen an d'Ofwässer kommen an datt dat d'Kläranlage virun eng ganz grouss Erausfuerderung stellt. Dir wësst, datt mer de Moment e Pilotprojet hei zu Lëtzebuerg lafen hunn, wat d'Installatioun vun enger véierter Stuf an enger Kläranlag ubelaangt. Do geet et ënner anerem ëm d'Eliminatioun vu Reschter vu Medikamenter an den Ofwässer.

Duerfir d'Fro un den Här Minister, ech weess, datt hien net zoustänneg ass fir d'Kläranlagen, awéifern datt dat heiten och kéint awer emol e Problem an Zukunft fir d'Ofwässer duerstellen oder ob dat esou minim ass, datt et net derwäert ass, datt ee sech vill domat ofgëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, spéitstens zënter dem 28. Mäerz 1979, wéi den zweete Reakter vum Atomkraaftwierk Three Mile Island bei Harrisburg an den USA geschmolt ass, ass och déi friddlech Notzung vun der Atomenergie an d'Kräizfeier vun der Kritik komm. Nimm wéi Tschernobyl oder Fukushima jiddefalls bréngen engem och haut nach dramatesch Biller an Erënnerung.

Et ass also kee Wonner, datt, wa mer hei zu Lëtzebuerg un Atomkraaft denken, mer automatesch och dat Monster vu Cattenom virun eisen Aen hunn an datt dat ouni Zweifel engersäits eng Belaaschtung, kann ee soen, fir déi franséisch-lëtzebuergesch Relatiounen, mä virun allem awer och eng Belaaschtung fir eis Musel duerstellt. Et ass ganz kloer bewisen, datt eben duerch d'Implantatioun vum Atomkraaftwierk Cattenom och d'Temperatur vun der Musel an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass an datt eben och d'Implantatioun vun dem Atomkraaftwierk ouni Zweifel negativ Inzidenzen op d'Fauna an och d'Flora vun der Musel huet.

Et däerf ee sech jiddefalls net virstellen, wat den Zeenario vun engem seriöen Accident vu Cattenom fir eist Land bedeite géif. Datt elo am Artikel 35b virgeschriwwe gëtt, datt et verbueden ass, eng Atomzentral hei zu Lëtzebuerg opzeriichten, ech wëll net soen, datt deen Artikel superflu ass, mä et ass en Artikel, deen op alle Fall ganz kloer evident ass an deen och muss drastoen.

Da geet et och ëm d'Kommunikatioun. Ech denken hei virun allem och drun, wann et sollt zu engem Accident zu Cattenom kommen, muss jo awer, wéi gesot, den Evakuéierungsplang och klappen. An am Virfeld muss do permanent eng Informatiounscampagne lafen.

Ech wëll och hei un déi eenzel Gemengen denken. Dat sinn net nëmmen déi Gemengen, déi an der direkter Peripherie vu Cattenom leien, mä et geet vill méi wäit doriwwer eraus. Hei sinn och d'Gemenge gefuerdert, fir hir lokal Evakuatiounspläng permanent unzepassen, well et däerf een net vergiessen, datt eis Populatiounszuel ëmmer amgaangen ass, ze wuessen, an datt och d'Zuel vun den Netlëtzebuerger net méi kleng gëtt. Also mir mussen do permanent gutt matenee kommunikéieren.

Ech hoffen och, datt ni muss, esou wéi et am Gesetz hei virgesinn ass, eng Strategie entworf ginn, wéi eng kontaminéiert Zon u sech da misst geréiert ginn.

Vläicht dann nach kuerz zu dem véierten Titel. Do geet et jo drëm, wéi am Fong geholl d'Populatioun muss informéiert ginn am Kader vun enger nuklearer Katastroph. Och dat ass e wesentleche Problem, ech hu scho kuerz drop higewisen.

Jiddefalls ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss een hei ënnersträichen, datt mer e ganz wichtegt Gesetz hei stëmmen, och wann et sech ëm d'Ëmsetzung vun zwou EU-Direktiven handelt. Nichtsdestotrotz ass et awer héich Zäit ginn, datt mer dat elo haut hei maachen. D'Fro ass, well hei vill Aufgaben natierlech och op d'Direktioun vun der Santé duerkommen, ech hoffen dat, ob se dann och logistesch a personalméisseg deementspriechend virbereet sinn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt mer an der Kommissioun, well dat Gesetz hei ass jo elo scho méintelaang, och an der leschter Legislaturperiod, diskutéiert ginn, u sech ganz gutt Echangen hate mat deenen zoustännege Leit aus der Direktioun. An och een, deen näischt dovu kennt, wéi ech zum Beispill, huet awer erkannt, datt et immens wichteg ass, datt mer op deem Niveau hei legiferéieren.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni dem Här Di Bartolomeo, dee mat enger ganz engagéierter Ried hei bewisen huet, datt hien awer zumindest gewësse Kenntnisser huet, bedéngt vläicht duerch seng fréier Aktivitéiten als Gesondheetsminister, Merci ze soe fir seng verschidde Rapporten, an ech brénge selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien !

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Graas. An als nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché agedroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot ginn: Obwuel een d'Radioaktivitéit net gesäit, net fillt, net richt, net schmaacht, net héiert, ka se iwwerall präsent sinn, an der Loft, am Waasser, am Buedem, an de Planzen, an den Iesswueren an natierlech och am Kierper vu Mënsch an Déier. A spéitstens no de Katastrophe vun Tschernobyl am Joer 1986 a vu Fukushima am Joer 2011 weess souzesoen déi ganz Mënschheet, wéi gefeierlech déi radioaktiv oder besser gesot déi ioniséierend Strale sinn.

Eng Fro, déi allerdéngs bis haut net kloer beäntwert ka ginn, ass déi, ab wéi enger Stralendosis et direkt zu liewensgefeierlechen Auswierkunge kënnt bis hin zum Doud an ab wéi enger Dosis déi fatal Auswierkunge sech eréischt no enger Zäit weisen.

Bis haut kann d'Medezinn dat net exakt chiffréieren an d'Wëssenschaft ass an där Fro nach ëmmer iwwerfuerdert. Dat Eenzegt, wat wëssenschaftlech beluecht ass, ass d'Tatsaach, datt et bei radioaktiver Stralung keng Onbedenklechkeetsdosis gëtt. Dat heescht, et gëtt keng Dosis, bei där de Mënsch ouni Schued dovukënnt.

A grad aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, ass et wichteg, bei dësem Projet de loi dem Virsuergeprinzip Prioritéit ze ginn. Dee Prinzip verlaangt jo, datt d'Populatioun, esou wäit wéi et nëmme méiglech ass, virun ioniséierende Strale geschützt gëtt, woubäi een dann op där anerer Säit awer muss a Betruecht zéien, Dir Dammen an Dir Hären, datt et och grad dës Strale sinn, déi an der Medezinn fir Therapie- an Diagnosezwecker agesat kënne ginn.

Duerfir geet et ënnert dem Strëch an dësem Projet de loi dorëms, dee schwierege Spagat hinzekréien tëschent engersäits dem Schutz vum Mënsch a vu senger Ëmwelt virun deene geféierleche Stralen, der Radioaktivitéit, an anerersäits dem doséierten Asaz vun deeneselwechte Stralen zugonschte vum Mënsch a vu senger Gesondheet am Sënn vun der Santé publique.

Trotz senge villen Daten, Wäerter, Formelen a fir Laie wierklech onverständleche Berechnunge wéi zum Beispill déi vum Millisievert, déi vun der Dose limite bei der Expositioun vun der Bevëlkerung, ass dëse Projet de loi fir eis awer net nëmmen technescher Natur. En huet virun allem eng grouss gesondheetspolitesch Bedeitung a gräift awer och an d'Ëmwelt-, d'Energie- an d'Wirtschaftspolitik eran, ebe grad well e sech och um Niveau vun der Atomenergie opstellt.

Momentan, Dir Dammen an Dir Hären, ginn et zu Lëtzebuerg eng 50 Etablissementer, déi d'Autorisatioun hunn, radioaktiv Quellen ze notzen, dëst haaptsächlech am medezinnesche Beräich. Derbäi kommen ëm déi 30 Transporteuren, déi den Agrement hunn, radioaktiivt Material däerfen ze transportéieren. Et geet also wierklech net nëmmen ëm d'Patienten, mä och ëm all déi Leit, déi berufflech mat Radioaktivitéit ze dinn hunn; dat ass och scho gesot ginn.

Dobäi si fir eis dräi grouss Prinzipien, déi am Gesetz verankert sinn, vu grousser Wichteg-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

keet. Dat ass dee vun der Justifikatioun, dee vun der Optimisatioun an dee vun der Limitatioun. An et sinn déi dräi Prinzipien, déi ech kuerz wéilt kommentéieren.

Justifikatioun heescht am Fong jo, datt nëmmen dann op eng radioaktiv Technik oder radioaktiivt Material däerf zréckgegraff ginn, wa keng fiabel Alternativ ouni Radioaktivitéit zur Verfügung steet. Alternativen ouni Radioaktivitéit ginn et zum Beispill scho bei de Feiermelder, wou ee jo muss wëssen, datt dat e grousse Fortschrëtt bedeit, well vill Feiermelder an den ëffentleche Gebaier, inklusiv de Schoulen, de Spideeler, de Laboratoiren, de Fuerschungszentren, ubruecht sinn an dernieft och an de Privathaushalter, soudatt jiddweree vun eis permanent mat Feiermelder a Kontakt ass. An duerfir begréisse mer wierklech, datt et keng Feiermelder mat radioaktive Komponente méi däerf an alle Gebaier ginn.

An och bei de Blëtzableiter a bei den Auere mat fluoreszenten Zifferblieder ginn et mëttlerweil Alternativen, soudatt et och hei keng Radioaktivitéit méi am Ëmfeld gëtt. An deem Sënn ass den Artikel 35 vun dësem Projet de loi an eisen Aen extrem wichteg.

Keng Alternativ, an dat ass schued, gëtt et leider a ville Beräicher vun der Medezinn, esou zum Beispill an der Mammografie, der Röntge vun der Broscht, déi all Fra am Alter tëschent 50 an 69 Joer all zwee Joer soll maache loossen, fir datt en eventuelle Broschtkriibs kann detektéiert ginn oder eben ausgeschloss ka ginn. De Mammografieprogramm ass 1992 fir d'Éischt als Pilotprojet an duerno als durabele Projet vum Santésministère an d'Liewe geruff ginn, well Broschtkriibs bewisenermoossen eng vun den Haaptdoudesursaache bei de Fraen ass a well duerch de flächendeckenden Depistage all Joer eng 120 Broschtkriibsfäll fréizäiteg diagnostizéiert a behandelt kënne ginn.

Hei kann een also soen, datt de Prinzip vun der Justifikatioun ginn ass. An awer, Dir Dammen an Dir Hären, sollt een de Kapp hei net an de Sand stiechen a sech net virun neien Erkenntnisser verschléissen, well mëttlerweil gëtt den aktuelle Mammografieprogramm och mat Géigenargumenter beluecht, déi wëssenschaftlech fundéiert sinn!

Ech weisen an deem Kontext drop hin, datt eng Rei international Instituter wéi zum Beispill den Institut Cochrane vu Kopenhagen oder de Swiss Medical Board, dat ass e Kompetenzzentrum fir Gesondheetstechnologie mat Sëtz zu Zürich, op d'Geféierlechkeet vu Mammografieprogrammer hiweisen.

Op Basis vun de Resultater vu Meta-Etüden, déi mat iwwer 600.000 Fraen duerchgefouert gi sinn, warnen dës Instituter notamment virdrun, datt ebe grad de Cumul vu Stralen am Laf vun de Joren zu Broschtkriibs ka féiere respektiv datt inaktiv Kriibszellen duerch widderholl Mammografien aktivéiert kënne ginn an dee Moment just de Contraire vun deem erreecht gëtt, wat gewollt war.

Als Gréng si mir der Meenung, datt esou Etüden a Warnunge vun héichkarätege Wëssenschaftler an Zukunft net ignoréiert däerfe ginn an datt och eise Mammografieprogramm net a Stee gemeesselt däerf bleiwen, jee nodeem wéi d'Wëssenschaft evoluéiert op där dote Fro.

Une voix.- Très bien !

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Deen zweete Prinzip ass dee vun der Optimisatioun. Och op dee wéilt ech kuerz agoen. E gesäit vir, datt zum Beispill an der Medezinn mat der klengstméiglecher Stralendosis geschafft muss ginn, fir en optimaalt Resultat ze erreechen. Beim Asaz vu Strale gëtt also eng Zort radioaktiv Risiko-Notzen-Analys gemaach. Dat heescht zum Beispill, datt d'Stralendosis an der Imagerie médicale grouss genuch muss sinn, fir aus de Röntgebiller déi noutwendeg Informatiounen erausliesen ze kënnen. Äänlech ass et an der Stralentherapie, wou ganz punktuell a präzis eng relativ héich Dosis muss agesat ginn, fir de gewënschten Impakt op den Tumor oder d'Kriibszellen tatsächlech ze erreechen.

Zur Optimisatioun gehéiert dann awer och de Respekt vun de Richtlinnen, a wéi enge Fäll Ënnersichunge wéi IRM, Röntgen oder Scanner iwwerhaapt zum Asaz komme sollen. Dëse Volet steet natierlech an enker Relatioun mam Prinzip vu virdrun, deem vun der Justifikatioun.

An et ass hei, Dir Dammen an Dir Hären, an dat soen ech ganz bestëmmt, wou Lëtzebuerg definitiv nach vill Efforte muss maachen, fir sech ze verbesseren. En Audit aus dem Joer 2017 huet näämlech erginn, datt 39 % vun de Scanneren, déi zu Lëtzebuerg duerchgefouert goufen, iwwerhaapt net néideg waren. Dat heescht, datt 39 % vun de Patienten onnéideg radioaktive Stralen ausgesat gi sinn. Dat kann et an eisen Aen definitiv net méi sinn!

Beim manner geféierlechen IRM, dat si jo Ënnersichunge mat Magnéitfelder, louch den Taux vun iwwerflëssegen Ënnersichunge bei 21 %. An eisen Ae sinn och dat der nach vill ze vill, zemools wann een un d'Käschten denkt, déi domat verbonne sinn, a virun allem un d'Waardezäite vun deene Leit, déi wierklech op en IRM ugewise sinn an duerch en IRM op geféierlech Strale vu Röntge kënne verzichten.

Net vertrietbar sinn och all déi Fäll, wou Patiente wärend engem Auslandsopenthalt, do geet et oft ëm Studenten, am Ausland geröntgt ginn, wa se do bei den Dokter ginn, an duerno zu Lëtzebuerg nach eng Kéier geröntgt ginn, well hiren Dokter zu Lëtzebuerg d'Röntgebiller vum auslännesche Confrère net wëllt unerkennen, wou ech net méi Kommentare wëll dozou maachen.

Op alle Fall ass dat eng Feelentwécklung, där mir mussen entgéintsteieren. An d'Instrument, wat deem ophëlleft, ass de flächendeckenden DSP, den Dossier de soins partagé, an d'Interkonnektivitéit vun de Prestatairen. Dat ass en onëmgänglechen Outil, deen och am grenziwwerschreidende Kontext muss agesat ginn. En ass ëmsou méi néideg, well de Carnet radiologique, de sougenannte Röntgepass, an den DSP integréiert gëtt, fir en double Emploi ze vermeiden.

Ech kéim dann nach zum drëtte Prinzip, zu deem vun der Limitatioun. Dëse Prinzip bezitt sech net op d'Patienten, mä op d'Leit, déi op hirer Aarbecht mat Rayonnements ionisants ze dinn hunn a besser virun de Konsequenze vu radioaktiver Stralung geschützt musse ginn, soulaang wéi hei keng Alternativ zur Verfügung steet.

D'Wichtegkeet vun dësem Prinzip läit op der Hand. Ech mengen, do si mer eis eens. An eisen Ae muss et awer dann och drëms goen, datt d'Applikatioun vun dësem Projet de loi och esou duerchgefouert gëtt, wéi et virgesinn ass.

Déi Prinzipie bezéie sech virun allem op déi kontrolléiert Notzung vun der Radioaktivitéit, déi vum Mënsch produzéiert gëtt. Dernieft ginn et, wéi gesot, och déi natierlech Quellen, op déi de Mënsch keen Afloss huet, dat heescht, se existéieren, ob mer wëllen oder net. An domat kommen ech da bei de vill zitéierte Radon, deen an eisem Land jo relativ verbreet ass, virun allem am Norden. En ass menge Recherchen no fir 5 % bis 10 % vun de Longekriibserkrankunge verantwortlech. En ass am Éislek, wéi gesot, ganz verbreet an huet dozou gefouert, datt e Radonaktiounsprogramm fir d'Joren 2017 bis 2020 ausgeschafft ginn ass.

Mat dësem Projet de loi kritt dee Programm eng legal Basis, an dat begréisse mir. Mir géifen et awer och begréissen, wann dee Radonprogramm eng Kéier géif evaluéiert ginn an, de Fall gesat, ausgebaut géif ginn, fir de Schutz nach ze erhéijen, wou ee jo muss wëssen, datt en ebe grad a Privathaiser unzetreffen ass, wou och déi Jéngst schonn deem geféierleche Gas ausgesat sinn.

(Interruption)

Eng aner natierlech Quell ass dann déi vun der kosmescher Stralung. Dorop wëll ech net weider agoen, denken awer, datt eise Wirtschaftsminister, dee jo och Gesondheetsminister ass, net onglécklech ass, datt fir d'Fligerequipagen déi zoulässeg Expositiounsdosen definéiert ginn an datt souguer d'Engins spatiaux an dësem Projet de loi zu Éiere kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, bleift zum Schluss nach de Beräich vun der Atomenergie, deen och Bestanddeel ass vun dësem Projet de loi a mat der positiver Notzung vun atomarer Stralung näischt ze dinn huet, ganz am Contraire: D'Atomenergie ass ënner kengen Ëmstänn ze vertrieden!

Hei wéilt ech fir d'Éischt emol der Regierung felicitéieren, datt se sech am Koalitiounsaccord drop gëeenegt huet, konsequent op d'Produktioun vun erneierbarer Energie ze setzen an d'Grenzregioun bei der Produktioun mat abezéie wëllt, quitte datt mer mam franséische President net grad e Verbündeten am Kampf géint d'Atomenergie hunn. Mä et soll een d'Hoffnung bekanntlech ni opginn.

Wat mir éischter op 100 % erneierbarer komme jiddefalls, …

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

… wat et méi einfach gëtt ze beweisen, Här Kartheiser, datt mir Cattenom an aner Atomkraaftwierker net méi brauchen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

A mir si frou, datt de Kolleeg Marco Schank muer eng Question élargie wäert stellen un den Energieminister Claude Turmes, wou mer dann nach eng Kéier op deen dote Volet wäerten zréckkommen, wéi et an der Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner ausgesäit an der Produktioun vun erneierbarer Energie.

Onofhängeg dovun trëtt d'Regierung och fir d'Reform vum Euratom-Traité an - schonn eleng deen Numm, dee léisst ophorchen -, mam Zil, sämtlech direkt oder indirekt Subventiounen an d'Atomenergie ze stoppen. An der Hoffnung natierlech, datt dat Realitéit gëtt, begréisse mir zu dësem Zäitpunkt jiddefalls, datt Lëtzebuerg mat dësem Projet de loi méi Ableck a méi Matsproocherecht bei der Kontroll vun den Anlagen ausserhalb vun eise Grenze kritt. Lëtzebuerg wäert deemno bei den europäeschen Inspektioune vun den Atomreakteren agebonne ginn, déi all sechs Joer gemaach ginn.

E Punkt, dee mer awer nach méi begréissen, ass de Punkt B vum Artikel 35, deen ech explizitt ervirsträiche wëll. E gesäit vir, datt eng Rei Anlagen an Aktivitéiten, déi mat radioaktive Gefore verbonne sinn, komplett um Lëtzebuerger Territoire verbuede ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Verbuede ginn domat d'Brennstoffureecherung, d'Brennelementfabrikatioun, dat heescht d'Produktioun vu radioaktive Brennstief fir Atomreakteren, verbuede gëtt den Traitement vun Atomoffall, d'Endlagerung oder d'Tëschelagerung vu radioaktivem Offall, de Bau vun engem Atomfuerschungsreakter an, virun allem, dat huet den Här Rapporteur och scho betount, de Bau vun engem Atomreakter fir Stroumproduktioun op Lëtzebuerger Territoire.

Dee breede politeschen a gesellschaftleche Konsens, Dir Dammen an Dir Hären, dee mir schonn zanter den 80er Joren, ech hoffen emol, hei zu Lëtzebuerg hunn, gëtt also mat dësem Projet de loi a Stee gemeesselt. Dat ass e schéine Moment, besonnesch fir eis Gréng, well mir eis nach ni mat der Atomenergie konnten ufrënnen a vun Ufank un zu hire Géigner gezielt hunn. A spéitstens de GAU zu Fukushima, dee sech den 11. Mäerz fir d'aachte Kéier gejäert huet, huet och déi lescht Verfechter vun der Atomenergie iwwerzeegt, datt souguer technologesch héich entwéckelt Länner dës geféierlech a réckstänneg Technik aus de 50er Joren net ënner Kontroll kënne kréien.

Dës Katastroph huet awer och gewisen, datt de sougenannten „Reschtrisiko" regelméisseg an egal a wéi engem Land zouschloe kann. Nach ëmmer muss déi verstraalte Reakterruin vun Tschernobyl mat Milliarde Gelder iwwerwaacht a geschützt ginn. An och no 33 Joer ass un en Opraumen an Ofrappen nach net ze denken. Deemools war och Lëtzebuerg, genee wéi zwee Drëttel vun Europa, direkt betraff. Wéi d'Eltere gesot kritt hunn, hir Kanner dierften net méi am Sand spillen, war alles kloer. An och nach haut am Joer 2019 fënnt een zum Beispill bei eisen däitschen Noperen a Bayern Champignonen, déi nach ëmmer Radioaktivitéit aus den Nidderschléi vun Tschernobyl aus dem Buedem zéien. Eng speziell Trüffel, déi d'Wëllschwäin immens gär iessen, schléit dobäi de Rekord a läit och haut nach iwwer alle Grenzwäerter.

Duerfir bleiwe mir nach ëmmer skeptesch, datt all déi schéin Noutfallpläng, déi esou opgestallt ginn, wierklech eppes dëngen, wann et zum GAU kënnt. Mir fäerte wierklech, wann et knallt, da si mer, op gutt Lëtzebuergesch ausgedréckt, ausradéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, Tschernobyl huet deene recht ginn, déi schonn an de 70er an 80er Joren a virdru virun de Gefore vun der Atomkraaft gewarnt hunn an dergéint manifestéiert hunn. Iwwer laang Zäiten hu se sech ganz vill Frechheeten an Erniddregung misse gefale loossen. D'Atomkraaftgéigner sinn als Spënner bezeechent ginn a Verschiddener hu se souguer an den Eck vu Statsfeinden a Wirtschaftsfeinde gedréckt. Se koumen net nëmmen aus deene Kreesser, déi elo all dergéint sinn. Mir si frou, datt verschidde Leit hir Meenung geännert hunn.

Ëmsou méi frou sinn ech och, haut an dësem héijen Haus kënnen ze soen, datt d'Antiatomkraaftbewegung keng Bewegung géint de Stat a géint d'Wirtschaft war. Et war eng Bewegung fir de Stat, fir d'Wirtschaft an, virun allem, fir d'Gesondheet vun eiser Populatioun. An och wann dëse Projet de loi an deem Kontext nach ëmmer keng Revolutioun alaut, an och wann d'Applikatioun vum Projet de loi muss am A behale ginn, esou ass et awer e wichtege Schrëtt an déi positiv Richtung an e kloert Bekenntnis géint d'Atomenergie.

Woubäi ech nach just wéilt bemierken, datt de Prinzip vun der Transparenz op alle Fall muss respektéiert ginn, dat heescht, datt d'Santésdirektioun d'Populatioun iwwer all wichteg Elementer muss informéieren, an dat regelméisseg.

Ofschléissend wéilt ech dann och nach dem Här Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, e grousse Merci ausdrécke fir seng ausféierlech Presentatioun, awer net nëmmen him, och dem Carlo Back vun der grénger Fraktioun wéilt ech Merci soen. Hien ass Spezialist an dëser Matière an huet mer an dësem Beräich ganz vill Informatioune geliwwert. Duerfir och him e grousse Merci, woumat ech och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun wéilt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et hilarité)

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus dem Här Mars Di Bartolomeo e grousse Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport zum Projet betreffend déi sougenannt Straleproblematik; an der Gesetzgebung op EU-Basis gëtt et Euratom genannt oder ganz einfach d'Radioaktivitéit.

Ech mengen, als fënnefte Riedner kann een net méi vill Neies soen. Erlaabt mer dofir, e puer méi allgemeng Punkten unzeschneiden! Ech wëll lech net ze vill laang op d'Folter spanen, well dat huet jo net vill Sënn. Dat meescht ass gesot.

Dëse Projet ass ee ganz techneschen a wichtege Projet an e berout op enger europäescher Direktiv. Mä en ass wichteg, fir déi Leit, déi dëse Strale berufflech ausgesat sinn, ze schützen, oder awer dem Land och eng kleng Nuklearsécherheet ze garantéieren, well ee soss net weess, wou et géif higoen. Dëst ass allerdéngs nach baséierend op de Konklusioune vun der Nuklearkatastroph zu Fukushima.

Mir begréissen, datt esou een Dossier, dee jo vun der Technik hier ee grenziwwergräifende muss sinn, op internationaler Basis enger EU-Direktiv ënnerläit, soss wier et méi schwéier, wa mer dee Projet missten eleng maachen.

Datt mer grad an deem Beräich eng kloer Gesetzgebung brauchen, ass jo kloer, dëst, fir engersäits d'Kontroll ze hunn an ze maachen an op där anerer Säit betreffs der Bedreiwung kloer Linne virzeginn am Bezuch op dës Strale-

problematik, mat där ee jo net de Geck soll maachen, an dëst op Basis vun internationalen Normen.

Well et muss ee jo feststellen, datt all dës Stralungen op eng villfälteg Aart a Weis kënnen agesat ginn, engersäits am Gesondheetswiesen op enger ganzer Rëtsch Punkten, an och am industrielle Beräich gi se gebraucht.

Do derbäi muss ee wëssen, datt mer och plazeweis am Land dem Radon ausgesat sinn, engem radioaktive Gas. Dëst ass zwar en natierleche Gas, mä laut offizieller Matdeelung ass dëse Radon nom Tubak déi zweetheefegst Ursaach fir de Longekriibs hei am Land. Dat sollen zu Lëtzebuerg pro Joer ronn 20 Fäll ausmaachen, dat hunn ech an enger offizieller Matdeelung vum Ministère fonnt. Dës Strale si jo mam mënschlechen A leider net siichtbar, awer ganz geféierlech fir eise Kierper an domat verbonnen och fir eis Gesondheet.

Wat de Volet nucléaire ugeet, hu mer jo wuel keng esou Installatioun am Land, mä mer hunn der direkt op eiser Hausdier. Duerfir ass et wichteg, datt dës Problematik grenziwwergräifend geléist a geregelt gëtt, well fräigesat Strale keng Grenze kennen. An dësem Gesetz ginn zwee Gesetzer - dat eent aus dem Joer 1963 an dat anert aus dem Joer 1983 - an zwee groussherzoglech Reglementer an ee Gesetz geschriwwen, plus nach deenen neie Recommandatiounen aus der EU-Direktiv gëtt hei Rechnung gedroen.

Op den techneschen Detail wëll ech net weider agoen, als Laie wuelgemierkt, mä ech mengen, dat meescht ass jo hei gesot ginn. Et géif jo just nach langweileg ginn. A mir mussen eis do, mä ech denken, och déi meescht heibannen, op d'Experten an dëser Matière verloossen, an hoffe mer, datt se dat richteg gemaach hunn!

An deem Sënn do géif ech den Accord vun eiser Fraktioun abréngen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech ka kee grousse Méiwäert zu der Diskussioun elo hei bäidroen. Dat meescht ass gesot. Et war eng immens technesch Matière mat engem Gesetz vun e puer Honnert Säiten, mat an enger éischter Fassung och bal honnert Opposition-formellen, déi awer ganz dacks Repetitioune vun deemselwechte legistesche Feeler waren. Ech mengen, mir sinn an der Kommissioun duerch d'Texter gefouert ginn. Et ass ganz seelen, datt mer a Gesetzestexter physikalesch Formelen untreffen, déi engem ganz bizarre erschéngen. Mä ech mengen, et ass awer déi richteg Demarche, déi hei geholl ginn ass. Et ass virun allem een zentrale Prinzip, deen, mengen ech, de Grondpapp souwuel vun der Direktiv wéi och vun der Emsetzung an nationaalt Recht ass, dat ass de Principe de précaution, deen hei wichteg ass, deen zentral ass an den Iwwerleeunge ronderëm dat heite Gesetz.

An de Rapporteur huet jo seng Riedezäit ëm 50 % iwwerschratt, dofir mengen ech, datt ech deem elo näischt méi bäizedroen hunn.

Une voix.- Voilà!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Den Här Clement ass net heibannen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- En ass amgaangen, …

(Hilarité)

Une voix.- En huet verzicht!

Une autre voix.- E mécht eng Question parlementaire.

Plusieurs voix.- Et ass alles gutt.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Hei kënnt den Johnny Depp aus der Chamber.

M. André Bauler *(DP).*- Här Di Bartolomeo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Clement, e bësse méi Disziplinn, wannechgelift!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, et deet mer leed. Mir haten nach eng Fro iwwert d'Wahlrecht, wat jo och nach dës Woch thematiséiert gëtt.

M. André Bauler *(DP).*- Dir sidd entschëllegt!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, …

(Interruption)

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dir sidd bestraalt ginn!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech si bestraalt ginn; verstraalt kann een och heiansdo soen.

Dësen Text ass eng Première fir mech als Deputéierten an och eppes, wat ech nach net ganz heefeg an der Chamber gesinn hunn. Et ass zwar d'Transpositioun vun zwou Direktiven, mä et si keng Direktive vun der Europäescher Unioun, mä vun Euratom. Euratom ass jo ewell 1957 gegrënnt ginn an domadder eng vun deenen eelsten Organisatiounen, déi haut d'Fundamenter vun der Europäescher Unioun duerstellen, fir eben d'Nuklearfuerschung ze förderen.

Och wann Euratom haut all Gremie mat der Europäescher Unioun deelt, bleift et awer eng eegestänneg international Organisatioun. An ech wollt dat op dëser Plaz net vergiessen.

Zum Text selwer gouf ewell ganz vill gesot, ënner anerem vum honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, dee sech gréisser Fräiheete mat der Zäit geholl huet, fir dat duerzeleeën, deen awer en exzellente Rapport gemaach huet, fir dësen technesch dach komplizéierten Dossier méi verdaubar ze maachen.

Ech mengen, datt mer haut alleguerten e bësse méi schlau erausginn aus dëser Plenière, well et ebe grad en Thema ass, wou mer, mengen ech, alleguerten net am Alldag ganz vill domadder ze dinn hunn, well, wéi d'Madamm Lorsché et virdrun och sot, ee Radioaktivitéit nun emol weder richt nach fillt nach schmaacht nach gesäit.

Dofir menge mer och, datt dësen Text als Transpositioun vun den Direktiven e wichtegen Text ass, well en eis zu Lëtzebuerg méi kloer Regelen am Kader vun der Nuklearsécherheet gëtt. Dëst net en vue vun engem neie Projet Remerschen, dee jo glécklecherweis begruewe gouf, mä am Kader vun der Sécherheet fir eis all.

Datt do dernieft och nach d'Sécherheet vu Mënschen, déi all Dag mat radioaktivem Material, mat ioniséierender Stralung schaffen, gestäerkt gëtt, ass nëmmen ze begréissen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet, ech sot et ewell, ass technesch dach ganz komplizéiert, an et huet een et un der Hällewull vu Rapporten, vun Avisen, déi de Rapporteur virdrun zitéiert huet, gemierkt. Et ass keen Text, deen einfach „zwischen Tür und Angel" ka behandelt ginn. An dofir begréisse mer och, datt hei e bësse méi e groussen Debat konnt stattfannen.

Dofir och hei nach eng Kéier Merci un den Här Rapporteur fir de Rapport, dee jo weist, datt et net ëmmer ganz esou streng mat der Zäit op der Tribün geholl gëtt.

Här President, vu datt et sech hei ëm d'Transpositioun vun zwou Direktiven handelt, wäerten d'Piraten dëse Projet matdroen.

Villmools Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Här Gesondheetsminister Étienne Schneider, et ass un Iech.

Prise de position du Gouvernement

M. Étienne Schneider, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt wëll ech natierlech dem honorabelen Här Di Bartolomeo Merci soe fir säi Rapport, deen extrem explizitt war, an och allen Noriedner. Ech ginn dofir net méi op d'Haaptpunkte vun deem Projet de loi an.

Ech wëll hei vläicht op dräi Froe just reagéieren, déi am Kader elo vum Debat gestallt gi sinn, éischtens wat de Rejet an d'Entsuerge vu Kontrastmëttel ugeet an dem Beräich vun der Nuklearmedezinn. Do ass et kloer esou, dass dat iwwert d'Gesetz geregelt ass an dass am Prinzip déi Kontrastmëttel musse stockéiert ginn, bis d'Radioaktivitéit ofgeklongen ass, ier se dann definitiv entsuergt kënne ginn.

Den zweete Punkt war dee vun der Utilitéit vun de Mammografien an d'Upassung vun eise Mammografieprogrammer un d'wëssenschaftlech Erkenntnisser. Och dat ass kloer esou, dass d'Direction de la santé dat natierlech ëmmer am A huet an ëmmer hir Positionnementer an och hir Approche dozou iwwerdenkt, wann et nei wëssenschaftlech Méiglechkeete gëtt, fir ebe mat manner Stralung kënnen zu deemselwechte Resultat ze kommen.

A wat den Aktiounsplang Radon ugeet, dee wäert fir 2020 komplett iwwerschafft ginn an dann natierlech och weidergefouert ginn.

Voilà! Dat just als Äntwerten op déi Froen, déi ech emol zréckbehalen hat. Ech wëll awer och hei, wann Der erlaabt, just ee Wuert soen, vu dass mer ganz vill iwwert d'Droits d'auteur a leschter Zäit schwätzen, zwar méi am Internetberäich wéi elo an deem heite Beräich. Ech wëll awer dofir menger Virgängerin, der honorabeler Madamm Mutsch, Merci soen, well et ass si, déi dee Projet de loi hei a vill Klengstaarbecht mat hiren Equippen ausgeschafft huet, e Projet de loi vun iwwer 270 Säiten, wou ech jo hei erausspieren, dass e wäert mat enger Unanimitéit vum héijen Haus ugeholl ginn. Dofir wëll ech ganz kloerstellen, dass ech d'Chance hat, dee Projet, deen d'Madamm Mutsch hei ausgeschafft huet, ze iwwerhuelen.

An d'Éier, fir hei eng Unanimitéit ze kréie fir esou ee Projet, gebüürt also hir an net mir. Mä et mécht mer natierlech Freed, fir dee Projet dann och elo an d'Realitéit kënnen ëmzesetzen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gesondheetsminister.

Une voix.- Très bien !

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7172. Den Text steet am Document parlementaire 7172[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7172 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7172 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Claude Wiseler), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, MM. Marc Hansen, Henri Kox, Mme Josée Lorsché, MM. Charles Margue et Roberto Traversini (par M. François Benoy) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.21 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 13 et 14

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 140

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet du stage d'enseignement dans l'enseignement fondamental p. 140-143

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 143-161

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 162

Communications p. 162

Ordre du jour p. 162

Question élargie n° 5 de M. Sven Clement au sujet du salaire des chargés de cours et des chargés d'éducation p. 162-163

7271 - Projet de loi relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession p. 163-165

7421 - Projet de loi

portant modification de :

1° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

2° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale p. 165

7406 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut généraldes fonctionnaires de l'État ;

2° la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 165-166

7401 - Projet de loi relative à des mesures à prendre en relation avec le secteur financier en cas de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et modifiant :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

5° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et

6° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement p. 166-168

7172 - Projet de loi

1. relative à la protection sanitaire des personnes contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et à la sécurité des sources de rayonnements ionisants contre les actes de malveillance ;

2. relative à la gestion des déchets radioactifs, du transport de matières radioactives et de l'importation ;

3. portant modification de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé p. 168-172

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 5** • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0200	Tess Burton, Claude Haagen	Peste porcine
0217	Marco Schank	Problème sur la ligne ferroviaire 10
0230	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Alex Bodry	Construction d'une station-service à Bettembourg/ Dudelange
0232	André Bauler	Inventaires des objets culturels légués par des communautés religieuses, les fabriques d'églises et les consistoires
0233	Sven Clement	Disponibilité téléphonique des services de secours
0238	Marc Spautz	Réseau 5G
0240	Josée Lorsché	Interruption volontaire de grossesse
0243	Marc Goergen	Production des batteries pour voitures électriques
0252	Alex Bodry	Prise d'influence illicite sur les élections européennes
0253	Fernand Kartheiser	Déclarations du Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire dans l'émission radio « Background »
0254	Yves Cruchten	« Working Poor »
0255	Fernand Kartheiser	Langue nationale
0257	Fernand Kartheiser	Statut de la « Kulturfabrik »
0258	Martine Hansen	Peste porcine africaine
0259	Sven Clement	Calcul de la pension alimentaire
0262	Mars Di Bartolomeo	Imposition des entreprises multinationales
0264	André Bauler	École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL)
0265	Sven Clement	Lettres de gage sur énergies renouvelables
0271	Yves Cruchten	Véhicules historiques
0274	Jeff Engelen	Étude de l'Agence nationale de sécurité sanitaire relative aux substances toxiques dans les couches
0281	Fernand Kartheiser	Implantation de Google à Bissen
0283	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Participation des entreprises au financement des centres de compétences
0284	Sven Clement	Tarifs des contrats de télécommunication
0285	Marc Spautz	Prise en charge des traitements contre le lipœdème
0286	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Inscription des entreprises auprès des communes
0292	Fernand Kartheiser	Arrivée de migrants en procédure en Italie
0295	Laurent Mosar	Memorandum of Understanding conclu avec Deep Space Industries
0296	David Wagner, Marc Baum	Attitude du Fonds de compensation à l'égard de l'entreprise impliquée dans la rupture du barrage minier Brumadinho au Brésil
0299	Marc Goergen	Surveillance des communications via Internet par l'État
0300	Max Hahn	Réglementation sur les trottinettes électriques
0304	Henri Kox, Carlo Back	Réorganisation du réseau RGTR
0305	Marc Spautz	Hausse du salaire social minimum
0308	Sven Clement	Formules « Zero Rating »
0309	Fernand Kartheiser	Prévention des suicides depuis le pont Grande-Duchesse Charlotte
0311	David Wagner, Marc Baum	Infrastructures et services des gares et des transports publics au Luxembourg
0313	Marc Angel	Familles d'accueil
0314	Mars Di Bartolomeo	Médicaments à écarter
0315	Mars Di Bartolomeo	Lutte contre le surendettement
0319	Françoise Hetto-Gaasch	Taux de suicides
0320	Martine Hansen	Appareils d'imagerie par résonance magnétique
0321	Jeff Engelen	Hausse des tarifs de la SNCT
0322	Gusty Graas	Organismes issus des nouvelles techniques de mutagenèse
0326	Sven Clement	Emballages postaux en plastique
0327	Gilles Roth	Impact de la gratuité des services sur l'indice des prix à la consommation
0329	Gilles Roth	Juste répartition de l'impôt en région frontalière
0330	Laurent Mosar	Eurogroupe
0331	David Wagner	Crise politique au Venezuela
0337	Charles Margue, Carlo Back	Fraude dans les allocations de chômage involontaire dû aux intempéries
0338	Sven Clement	Accessibilité des arrêts de bus
0341	Fernand Kartheiser	Implantation de Google à Bissen
0344	Mars Di Bartolomeo	Limite d'âge pour donneurs de sang
0348	Martine Hansen	Société nationale de contrôle technique (SNCT)
0353	Laurent Mosar	Retour sur le territoire européen de djihadistes
0354	André Bauler	Fouilles sur le site de la villa romaine de Schieren
0358	Yves Cruchten	Ponctualité des trains
0360	Marc Angel	Accès aux actes civils pour les bénéficiaires de protection internationale
0361	François Benoy	Réaménagement et extension de la gare centrale à Luxembourg
0362	Fernand Kartheiser	Armes et matériel militaire envoyés au Cap-Vert
0364	Marc Spautz	Lutte contre les abus et les fraudes à la CNS
0365	Mars Di Bartolomeo	Réforme de l'assurance pension
0366	Mars Di Bartolomeo	Permis de conduire luxembourgeois
0376	Gusty Graas	Efficacité du vaccin contre la grippe
0378	André Bauler	Développement rural
0382	Marc Spautz	Gratuité des transports publics
0391	Sven Clement	Registre des lobbies
0395	Fernand Kartheiser	Intrusion dans la base militaire de Kleine-Brogel
0427	Sven Clement	Conseils d'administration de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH
0636 urgente	Fernand Kartheiser	Listes électorales
0649 urgente	Michel Wolter	Règlement grand-ducal déterminant les mesures de prévention contre l'introduction et la propagation de la peste porcine africaine

Question 0200 (15.01.2019) de **Mme Tess Burton** et **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **peste porcine :**

Après la découverte à la mi-septembre d'un sanglier mort de la peste porcine africaine, le Gouvernement wallon avait décidé une série de mesures, parmi lesquelles la délimitation de zones interdites d'accès à certains publics (promeneurs, chasseurs...). Un des objectifs était de limiter la circulation des sangliers pour éviter la propagation du virus. Vu la proximité géographique du cas décrit, le Gouvernement luxembourgeois a par la suite instauré une zone d'observation au Grand-Duché.

En date du 9 janvier 2019, le Gouvernement wallon a indiqué dans un communiqué que deux cadavres de sangliers porteurs du virus avaient été retrouvés en-dehors du secteur concerné par les mesures d'interdiction de chasse et de circulation. Le Gouvernement wallon a donc décidé d'élargir le périmètre de la zone tampon et de vigilance.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations selon lesquelles la peste porcine se rapproche davantage du Grand-Duché ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que le Luxembourg envisage de prendre des mesures supplémentaires ? Lesquelles ? Dans quelle mesure, les autorités luxembourgeoises s'échangent-elles avec leurs homologues belges ?

3) Quelles sont les conséquences de l'apparition des nouveaux cas de la peste porcine africaine en Belgique sur la chasse au Luxembourg ?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les mesures prises au Luxembourg pour protéger les élevages de porcs ?

Réponse commune (12.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) En effet, fin décembre 2018 et début janvier 2019, la PPA a été constatée chez plusieurs sangliers trouvés morts, dans la région de Wolkrange, à l'est de la zone déjà infectée et à l'ouest de la N81 reliant Arlon à Messancy.

ad 2) Les autorités wallonnes ont un plan d'éradication des sangliers en zone d'observation renforcée. À ce jour, aucun cas de PPA n'a été détecté chez les sangliers détruits à l'est du massif forestier dans lequel ont été trouvé la majorité des carcasses. Une clôture supplémentaire a été construite le long de l'E25 et d'une partie de la N81, une prolongation est en cours. En analyse des mesures et en concertation avec les autorités wallonnes, il a été constaté que, jusqu'ici, des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires au Grand-Duché.

Le nouveau cas, près de la N81, a amené les autorités luxembourgeoises à lever la courte fermeture de la chasse au sanglier en forêt et d'engager les préparatifs pour mettre en place une clôture au Grand-Duché.

Des échanges sous forme de réunions avec les homologues belges et français ont lieu régulièrement, à cadence mensuelle. Des échanges sous forme téléphonique et par courriel se font plusieurs fois par semaine.

ad 3) À l'heure actuelle, il n'y a pas de conséquences sur la chasse au Luxembourg, si ce n'est l'information et la sensibilisation des chasseurs aux signes de la maladie, à la détection de carcasses de sangliers et aux mesures usuelles d'hygiène. Les chasseurs disposent, comme avant, de tous les moyens cynégétiques, à savoir la chasse à l'approche et à l'affût avec appâtage, de la battue sans chien toute l'année en plaine et pendant 46 semaines en forêt, et la battue avec chien courant de mi-octobre à fin janvier (et du 1er août en plaine de maïs).

Le moyen supplémentaire d'ouverture de la chasse au sanglier pendant les usuelles six semaines de fermeture en forêt, en zone de surveillance, a été déclenché le moment de l'apparition d'un cas de PPA le long de la N81, en Belgique.

ad 4) Dès l'apparition du cas de peste porcine africaine (PPA) en Belgique en septembre 2018, une séance d'information a été organisée à l'intention de tous les éleveurs de porcs afin d'expliquer les risques quant à l'introduction du virus de la PPA dans un cheptel porcin et de rendre attentif aux différentes mesures de biosécurité qui sont les facteurs clés pour éviter une contamination d'un cheptel porcin.

Le secteur porcin est aussi représenté dans la « Taskforce PPA » qui s'est réunie à plusieurs reprises durant l'année 2018.

En outre, l'Administration des services vétérinaires a intensifié la surveillance des exploitations porcines en actualisant la base de données existante et en catégorisant les exploitations suite à des visites effectuées sur site suivant leur degré de biosécurité. Dans ce cadre, la Chambre d'Agriculture élaborera, ensemble avec les autorités compétentes, un manuel illustrant de façon pratique et précise les mesures préventives et curatives en liaison avec les activités agricoles.

Finalement, dans la zone de surveillance délimitée par les frontières belges et françaises d'une part et le réseau autoroutier national d'autre part, la détention de porcs à l'extérieur a été interdite alors que pour le reste du territoire national le confinement des porcs a été fortement recommandé.

Question 0217 (18.01.2019) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **problème sur la ligne ferroviaire 10 :**

Laut Informationen des „Luxemburger Wort" vom 17. Januar 2019 herrscht seit einigen Tagen in den Zügen der Linie 10, vor allem während des Berufsverkehrs, akuter Platzmangel. Dies liegt vor allem an verkürzten Zügen. Der Umstand sei auf einen Defekt einer „Tour de fosse", einer Drehvorrichtung, die zur Wartung des Zugmaterials benötigt wird, zurückzuführen. Da es Verzögerungen bei der Reparatur gibt und auch ein mobiles Gerät erst im März zur Verfügung stehen wird, werden die Züge momentan in den Nachbarländern gewartet.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten stellen:

- Kann der Herr Minister uns diesen Zustand bestätigen?

- Wie gedenkt der Herr Minister gegen diesen Umstand vorzugehen?

- Ist kurzfristig ein alternativer Buspendeldienst geplant, um die reduzierte Transportkapazität der verkürzten Züge auszugleichen?

- Können Trieb- und Eisenbahnwagen, ähnlich wie im Flugverkehr, bei anderen Bahngesellschaften nicht für kurze Zeit ausgeliehen werden? Wenn ja, wird diese Möglichkeit im oben genannten Fall angewandt? Wenn nein, warum?

- Besitzt die nationale Eisenbahngesellschaft Ersatzmaterial? Wenn nicht, warum?

- Wäre es nicht angebracht, Ersatzmaterial anzuschaffen?

Réponse (06.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Ich bestätige hiermit, dass die Unterflurradsatzdrehmaschine der CFL seit Oktober 2018 gestört ist und erst wieder in Betrieb genommen wird, wenn die notwendigen Ersatzstücke geliefert werden. Anschließend wird die Unterflurradsatzdrehmaschine von einem externen fachkundigen Team repariert.

Aus Sicherheits- und Qualitätsgründen ist das Reprofilieren der Laufräder in regelmäßigen Abständen obligatorisch. Sobald das Radprofil sich nicht mehr im Normbereich befindet, muss das Triebfahrzeug, zwecks Passage auf der Unterflurradsatzdrehmaschine, aus dem Verkehr gezogen werden.

Aufgrund der oben beschriebenen Umstände sah die CFL sich gezwungen, auf ausländische Instandhaltungsabteilungen (z. B. in Düsseldorf, Ludwigshafen, Trier, Thionville und Kinkempois) zurückzugreifen, was zur Folge hatte, dass verschiedene Züge des luxemburgischen Eisenbahnnetzes, darunter auch die Eisenbahnlinie 10, an mehreren Tagen in reduzierter Zugkomposition fuhren.

Auf den Einsatz von Ersatzverkehrsmitteln wurde verzichtet, da dieser Engpass sich ab dem 4. Februar 2019 gelöst hat. Auch deckte das Angebot an Stehplätzen vorübergehend den Mangel an Sitzplätzen in den betroffenen Zügen.

Das Zurückgreifen auf Rollmaterial anderer Eisenbahngesellschaften stellt in solch einer Lage leider keine Option dar, da diese im Allgemeinen über Rollmaterial verfügen, welches für den Verkehr auf dem luxemburgischen Schienennetz nicht geeignet und nicht zugelassen ist.

Die Höhe des Ersatzmaterials beläuft sich auf 20 % und ist, während präventiver Wartungsarbeiten oder im Falle technischer Pannen, ausreichend. Zu den oben erwähnten Gegebenheiten kamen jedoch auch noch die regulären Ausfälle hinzu, so dass das Ersatzmaterial in diesem Falle ausnahmsweise nicht ausreichte, um das gesamte Netz abzudecken.

Um ähnliche Situationen in Zukunft zu vermeiden und die Zuverlässigkeit, wie auch die Verfügbarkeit der Unterflurradsatzdrehmaschine zu gewährleisten, werden zurzeit verschiedene Optionen analysiert. Im Dezember 2018 wurden 34 zusätzliche Triebwagen bestellt, die zwischen Ende 2021 und Ende 2024 ausgeliefert werden.

Question 0230 (21.01.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **construction d'une station-service à Bettembourg/Dudelange :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3531 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant la construction d'une station-service pour poids lourds au centre logistique à Bettembourg/Dudelange permettant de réduire le trafic de poids lourds surtout vers une station-service à l'entrée de Dudelange, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait annoncé le début des travaux d'aménagement en 2018, sous condition d'obtenir les autorisations afférentes en temps utile. Or, force est de constater que début 2019 les travaux annoncés n'ont pas encore été entamés.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles en sont les raisons ?

- Quel est le nouveau planning pour le déroulement des travaux ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait renforcer les contrôles des poids lourds, quittant les autoroutes pour s'approvisionner, en infraction avec la législation sur le transit auprès de stations-service à l'intérieur des agglomérations ?

Réponse (18.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La construction de la partie du Centre routier sécurisé (CRS) financée par l'État est actuellement en cours et ceci depuis l'année 2017. Une partie du CRS, pouvant accueillir quelque 70 camions, est en service depuis septembre 2017.

Les travaux du CRS définitif (travaux de voirie, de clôture, d'assainissement, …) y inclus la pose des réseaux devant alimenter la station-service et l'atelier ferroviaire sont en cours et ceci depuis fin 2018.

En ce qui concerne la station-service, le futur exploitant a été désigné à la suite d'un appel d'offres en octobre 2018. Les dossiers commodo-incommodo ont été soumis par l'exploitant auprès de l'Administration de l'environnement en date du 3 décembre 2018 et considérés comme étant complets en date du 30 janvier 2019. Sous réserve d'un retour positif jusqu'à mi-juin 2019, le planning initial est maintenu et les travaux commenceront au mois de juin et la mise en service est prévue pour fin novembre/début décembre 2019.

La Commission d'urbanisme de la commune de Bettembourg a validé la demande d'autorisation des CFL fin janvier 2019 de sorte que le permis de bâtir est susceptible d'être émis prochainement.

Question 0232 (21.01.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **inventaires des objets culturels légués par des communautés religieuses, les fabriques d'églises et les consistoires :**

L'accord de coalition 2018-2023 précise que « la collaboration avec les communautés religieuses au Luxembourg, qui disposent de trésors culturels souvent inconnus, sera également recherchée pour organiser des projets et expositions thématiques ». En effet, de telles initiatives permettent de mieux mettre en scène l'histoire culturelle du pays dans la perspective des différentes religions et confessions qui ont marqué plus ou moins fortement notre histoire nationale. De plus, des expositions thématiques permettent de familiariser les jeunes avec les traditions et trésors religieux par une approche comparative.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle informer s'il existe des inventaires des objets cultuels qui ont été légués à l'État luxembourgeois par des communautés religieuses, les fabriques d'églises et les consistoires ?

- Quels services étatiques ou communaux sont chargés de l'inventaire, de la conservation/restauration, de la gestion et de la mise en valeur de ces trésors ?

- Quels seraient d'éventuels projets ou expositions thématiques sur l'art religieux qui seraient programmés dans les temps à venir, notamment par le Musée national d'histoire et d'art, le Lëtzebuerg City Museum ou le Musée de l'Abbaye d'Echternach ?

- Comment Madame la Ministre se positionne-t-elle par rapport à l'idée de la création d'un musée d'art religieux exposant en permanence des statuaires précieux, des objets de l'orfèvrerie liturgique, des paramentiques, etc. mis à disposition (prêtés) et par les musées du pays et par les organisations religieuses les plus diverses ?

- Madame la Ministre saurait-elle envisager la création d'un musée d'art religieux dans un lieu cultuel historique ne servant plus à la pratique religieuse ?

Réponse (28.02.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Du point de vue du patrimoine culturel national, le patrimoine religieux est certes le patrimoine le plus universel, le plus diversifié et le plus riche, notamment au vu du savoir-faire artisanal qui a forgé les lieux de culte. De surcroît, ce patrimoine est le plus visible et le plus répandu sur nos territoires. Ainsi, il constitue un élément important de notre identité et une expression majeure de notre culture.

Une vingtaine d'objets cultuels ayant servi dans des églises catholiques luxembourgeoises par le passé se trouvent dans les expositions permanentes et les réserves du Musée national d'histoire et d'art (ci-après « MNHA »). Il s'agit principalement de calices, ciboires et ostensoirs en argent. La plupart de ces objets ont soit été achetés par le musée soit se trouvent en dépôt et restent la propriété des congrégations et fabriques d'église concernées. Ces objets, aussi bien ceux qui sont la propriété de l'État que ceux qui ne le sont pas, sont intégrés à la base de données du MNHA.

En outre, le MNHA gère une importante collection de sculptures et peintures religieuses qui, sans être des objets cultuels au sens strict entendu par l'honorable Député, constituent néanmoins un important témoignage du passé de la vie religieuse dans nos régions.

Outre des objets issus de la pratique religieuse et du culte catholique, le MNHA possède quelques objets épars documentant d'autres cultes, principalement dans la petite collection ethnographique extra-européenne.

Le MNHA contribue à la conservation préventive de l'ensemble des objets qui lui sont confiés en veillant à un stockage adéquat et en procédant à toutes les opérations nécessaires à leur préservation au long terme. La mise en valeur des collections religieuses s'effectue par l'intégration à des expositions temporaires au MNHA, mais également par des prêts à d'autres institutions muséales pour des expositions temporaires.

Le MNHA emprunte par ailleurs lui-même régulièrement des œuvres d'art et objets religieux pour des expositions temporaires en ses murs. Le dernier exemple en date fut l'exposition « Art déco au Luxembourg » de 2018 où plusieurs congrégations religieuses et fabriques d'église luxembourgeoises avaient gracieusement prêté temporairement des objets d'artisanat d'art pour la durée de l'exposition.

Conformément à sa mission de mise en valeur du patrimoine artistique et historique, le MNHA organise régulièrement des expositions temporaires dans lesquelles des éléments d'histoire religieuse sont présents. En ce qui concerne les expositions d'Art ancien, cette dimension est pratiquement toujours présente. Dans le cadre des expositions permanentes, les sections Beaux-Arts, Arts décoratifs et populaires ainsi que le Musée Dräi Eechelen présentent un certain nombre d'objets en relation avec la présence de l'Église catholique dans nos régions : que ce soit le rôle de protectrice de la ville de la Consolatrice des Affligés pour l'histoire de la forteresse, l'exposition d'objets d'argenterie religieuse pour la section des Arts décoratifs ou la présence de peintures luxembourgeoises à sujets religieux pour la section des Beaux-Arts.

Pour 2023, le MNHA prévoit une exposition temporaire d'envergure sur la peinture religieuse dans le Duché de Luxembourg aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles.

Le Ministère ne peut se prononcer sur d'éventuelles expositions au Lëtzebuerg City Museum, géré par la Ville de Luxembourg, ou le Musée de l'Abbaye d'Echternach, géré par une association.

Un musée d'art religieux permettrait de donner au public les clefs nécessaires pour lire, comprendre et apprécier les œuvres de l'art sacré dont la transcription en images est une des composantes fondamentales de notre civilisation occidentale.

Dans l'éventualité d'un tel projet, le MNHA, en tant que gardien d'un grand nombre de tableaux, de statues et objets d'orfèvrerie religieux, pourrait collaborer par la mise à disposition d'objets. Le MNHA possède sans doute la collection la plus cohérente du pays d'art religieux documentant les pratiques religieuses dans nos régions du XVII^{e} au XX^{e} siècle.

La création d'un musée d'art sacré dans un lieu cultuel nécessitera sans doute une réflexion sur ce qu'implique le respect du caractère religieux de ce lieu.

Un lieu cultuel comme musée d'art sacré pourrait, en effet, valoriser le lien entre la culture et les cultes.

Question 0233 (21.01.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **disponibilité téléphonique des services de secours :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Ufro N° 0060 huet den Här Minister Folgendes geschriwwen: „Wann en IP-Reseau komplett ausfält, da kann net méi iwwert dee kommunizéiert ginn. Well den 112 an den 113 awer och nach iwwer klassesch Interkonnexioune mat de verschiddenen Operateurë verbonne sinn, kann ee sech bei engem Ausfall vun engem IP-Reseau iwwer aner Moyene mat dëse Servicer a Verbindung setzen, wéi zum Beispill iwwert de klasseschen Tëlefonsreseau oder iwwer e mobille Reseau." An därselwechter Äntwert leet den Här Minister awer och duer, datt 54,10 % vun allen Tëlefonsuschlëss mëttlerweil iwwer Breetband an eben net méi iwwert de klasseschen PSTN fonctionnéieren. Gläichzäiteg ginn d'Attacken op IP-Netzwierker weltwäit ëmmer weider an d'Luucht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an der Madamm Minister fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

- Wéi vill ëffentlech Tëlefonen (z. B. Tëlefonskabinnen oder Tëlefonen a Gemengen), déi nach iwwer PSTN ugeschloss sinn, si pro Gemeng disponibel, fir datt Mënschen an Nout kéinten den 113 oder den 112 uruffen, falls den IP-Reseau ausfale géing?

- Wéi vill Notifikatiounen - opgeschlësselt no de verschiddene Kategorië vum Artikel 1 -, déi ënnert de Règlement 14/181/ILR falen, goufen zanter sengem Akraafttriede beim ILR deposéiert?

- Ass gesetzlech garantéiert, datt de Konsument weess, ob een een PSTN oder en IP-baséierten Uschloss huet? Falls net, sinn d'Ministeren net der Meenung, datt een hei fir méi Transparenz beim Konsument misst suergen - grad bei Persounen, déi kee Gerät besëtzen, mat deem se sech am mobille Reseau connectéiere kéinten?

- Wéi eng Moossname si vun der Regierung geplangt, fir déi hei opgeworfe Risiken ze miniméieren an d'Konsumente besser iwwer dës ze informéieren?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

D'Läscht vun den ëffentlechen Tëlefone vun der Post pro Gemeng ass annexéiert. Déi Tëlefone sinn haut all iwwer PSTN ugeschloss.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Well haut déi allermeescht Leit en Handy hunn, kann een awer dovun ausgoen, dass Leit, déi eng Pann um Festnetztëlefon hunn, an déi selwer keen Handy hunn, an déi eng Noutruffnummer wëllen uruffen, wahrscheinlech net no engem ëffentlechen Tëlefon sichen, mä eng aner Persoun, déi en Handy huet, froen, fir den Noutruff kënnen ze maachen. Den Noutruff op 112 oder 113 ass gratis.

D'Notifikatioune vu Pannen um Tëlefonsnetz, déi un den ILR gemaach ginn, si confidentiel. Den ILR krut 2016 sechs Notifikatiounen, 2017 néng Notifikatiounen an 2018 dräi Notifikatioune vu Pannen, wou Noutriff um Festnetz mat betraff waren. Esou Panne mussen natierlech net op Attacken zréckzeféiere sinn. Panne kënnen esouwuel um kommutéierte Reseau (PSTN) wéi um IP-Reseau virkommen. D'Clienten hunn haut déiselwecht Interfacen, onofhängeg dovun, ob si den IP-Reseau oder de kommutéierte Reseau benotzen. D'Localisatioun vun den Uriff op den 113 an den 112 ass och op dem IP-Reseau garantéiert. Et muss een den Ënnerscheed maachen tëscht engem Tëlefonsabonnement mat engem Uschloss iwwer IP-Reseau an enger „Voice over IP"-Konnexioun iwwer Internet, déi méi ufälleg ass am Fall vu Stéierungen am Internet.

Et ass net gesetzlech garantéiert, dass de Konsument informéiert gëtt, iwwer wéi eng Technologie en ugeschloss ass.

Am Annual Report Telecom Security Incidents 2017 vun der European Union Agency for Network and Information Security (ENISA) gesäit een, dass an der EU Attacken nëmmen e klenge Prozentsaz vun de Pannen erklären. Beim Festnetztëlefon wären et 2017 6,1 % vun den Ausfäll gewiescht, déi duerch gewollten Aktioune provozéiert gi wären, an dozou gehéieren net nëmmen Cyberattacken. Wourop et ukënnt ass, fir de Risiko vu Pannen ze limitéieren, egal a wat fir enger Technologie.

Question 0238 (22.01.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **réseau 5G :**

D'Wirtschaft ass scho laang net méi den eenzege Beräich, deen duerch d'Digitaliséierung ännert. Si huet mëttlerweil och e groussen Afloss op eis Aart a Weis, wéi mir liewen. An dësem Kontext mussen och déi digital Infrastrukture permanent un déi nei Erausfuerderungen ugepasst ginn. Sou gëllt déi kommend Mobillfunkgeneratioun 5G, déi zum Beispill autonoomt Fueren erlaabt, als Schlëssel vun enger erfollegräicher Digitaliséierung. De 5G-Standard kann awer nëmmen zouverlässeg funktionéieren, wann hir Antennen un e per-

formant Glasfasernetz ugeschloss sinn. De flächendeckenden Netzausbau hin zum 5G gëllt deemno als gréissten Erausfuerderung, fir dass all Mënsch, ob am urbanen oder ländleche Raum, an Zukunft vun der Digitaliséierung ka profitéieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Digitaliséierung riichten:

1. Sinn déi bestoend Mobillfunkanlagen all un d'Glasfaser ugeschloss?

2. Wéi gëtt séchergestallt, dass all Mënsch am Land, egal wou e wunnt, wäert vum Zukunftsreseau 5G kënne profitéieren? Wéi vill nei Sendemaste mussen dofir installéiert ginn?

3. Wéi gesinn d'Geneemegungsprozedure fir dës nei Sendemasten aus?

4. Ass virgesinn, de Plan directeur sectoriel « Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles » ze iwwerschaffen, deen duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 25. Januar 2006 a Kraaft ass?

5. Wéi gesäit den Zäitplang fir den Ausbau vum 5G hei am Land aus a wéi héich ass de viraussiichtleche Käschtepunkt?

6. Op verschiddene Plazen am Land ginn et bis haut Problemer mam 3G/4G-Reseau. Wéini ginn dës Problemer behuewen

7. Wéi vill Kilometer Glasfaser si bis dato am Land verluecht ginn? Wéi vill Prozent vun de Stéit hu mëttlerweil Zougang zur Glasfaser? Wou ginn et nach Problemer a firwat? Wéi ass den Zäitplang fir eng landeswäit Ofdeckung?

Réponse commune (14.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Jee no Operateur si 50 bis 100 % vun de Standuerter haut schonns u Glasfaser ugebonnen. Et ass iwwregens net zwéngend noutwenneg, dass e 5G-Standuert muss iwwer Glasfaser ugebonne sinn. Ee 5G-Standuert kann duerchaus och mat enger Ubannung iwwer Richtfunk bedriwwe ginn. Dës Technologie wäert och weltwäit an der Ubannung vu 5G-Statiounen agesat ginn.

ad 2. De 5G-Standard baséiert op dräi verschiddene Frequenzbänner. An Europa wäerten agesat ginn:

- 700 MHz: Dat Frequenzband bréngt duerch seng déif Frequenzen eng gutt Couverture, allerdéngs ass d'Bandbreet an deem Frequenzband begrenzt, wat relativ niddereg Iwwerdroungsvitessë vu manner wéi 100 Megabit pro Sekonn mat sech brénge wäert.

- 3,6 GHz: Duerch déi méi héich Frequenzen ass d'Couverture net esou grouss, allerdéngs ass méi eng héich Bandbreet disponibel, wat Iwwerdroungsvitessë vu bal engem Gigabit pro Sekonn erméigleche wäert.

- 26 GHz: Dës sougenannten „Millimeter-Bänner" gräifen op eng ganz héich Frequenz zréck, wat dofir och eng ganz begrenzte Couverture erméiglecht. Dës Frequenze kommen eréischt an enger zweeter Etapp an den Asaz. Si eegne sech virun allem fir den Indoor-Asaz, zum Beispill a Gebaier, an deenen zum Beispill vill Leit sech ophalen.

Déi besteeënd Operateuren hunn ze verstoe ginn, dass si an enger éischter Phas op hir aktuell Mobillfunkstanduerter zréckgräifen. D'Couverture vum 700 MHz-Band ass da mat der Couverture vum haitege 4G-Netz vergläichbar an d'Couverture vum 3,6 GHz-Band ass éischter mat der Couverture vum haitegen 3G-Netz vergläichbar.

Fir eng national Couverture ze assuréieren, mussen deemno net zwéngend nei Standuerter fir de 5G installéiert ginn.

D'Ausschreiwung vun de 5G-Frequenzen ass nach net ofgeschloss. Den ILR bereet den Ament eng ëffentlech Consultatioun vir. Et ass am Moment nach net decidéiert, ob an de Lizenzen eng Obligatioun vu Couverture festgesat gëtt oder ob weider wéi bis elo op d'Konkurrenz tëscht den Operateure gesat gëtt, fir eng gutt Couverture sécherzestellen.

ad 3. Fir d'Installatioun an d'Exploitatioun vun enger 5G-Sendestatioun gëtt ënner anerem och eng „Kommodo-Geneemegung" gebraucht, wann um Site d'Zomm vun de maximale Leeschtungen am Agang vun den Antenne gläich oder méi grouss ewéi 50 Watt ass, genee esou ewéi dat haut de Fall ass fir Sendestatioune mat enger anerer Sendetechnik. Dës Installatioune falen ënnert den Nomenklaturpunkt:

N° 500101	Radiotechnique,	Classe
	01 sites d'installations radioélectriques fixes*, dont la somme des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes est supérieure ou égale à 50 W et inférieure à 2.500 W	3
	02 sites d'installations radioélectriques fixes*, dont la somme des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes est supérieure ou égale à 2.500 W	1
	* endroit fixe où sont installées sur une même parcelle cadastrale une ou plusieurs installations la même technologie	

vum « règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés » a brauchen dowéinst eng Geneemegung laut « loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ».

Donieft kënnen, en fonction vum Site an der Konstruktioun op där d'Antennen installéiert sinn, nach aner Geneemegungen néideg sinn (z. B. Baugeneemegung, Naturschutzgeneemegung, ...).

Wat d'„Kommodo-Geneemegung" ugeet, ass et net de Sendemast, deen eng Geneemegung brauch, mä den „site d'installations radioélectriques fixes", also de Site mat senger Sendetechnik a sengen Antennen. Ofhängeg vun der Zomm vun den Agangsleeschtunge vun den Antennen op esou engem Site ass dat eng Kommodosklass 3 oder eng Kommodosklass 1. A béide Fäll huelen de Minister, deen d'Ëmwelt a senge Kompetenzen huet, an de Minister, deen d'Aarbecht a senge Kompetenzen huet, eng Decisioun, ob dee Site däerf exploitéiert ginn. Am Fall vun enger Klass 1 ginn dës Geneemegungen eréischt no enger Consultatioun vum Public erstallt (commodo et incommodo).

ad 4. De Plan directeur sectoriel « Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles », deen duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 25. Januar 2006 obligatoresch gouf, betrëfft mobill Kommunikatiounsnetzer am Allgemengen an ënnerscheet net tëschent 3G-, 4G- oder 5G-Netzer.

D'Realiséierung vun dem 5G-Netz erfuerdert duerfir net onbedéngt en Upasse vun dem Plan sectoriel. De Minister fir Landesplanung denkt awer driwwer no, fir am Fall, wou et noutwenneg ass, den Artikel 5 vun dem groussherzogleche Reglement vum 25. Januar 2006, deen eng Commission de suivi ariicht, unzepassen. D'Kompositioun vun der Commission de suivi kéint ëm weider Memberen erweidert ginn a kéint déi eenzel Etüden a Pilotprojeten an Zesummenhang mam 5G begleeden.

Et sief an dësem Kontext op de GSM-Antenne-Kadaster verwisen (www.geoportail.lu), deen 2017 ënnert der Leedung vun dem Departement vun der Landesplanung geschaf gouf a wou all Particulier sech renseignéiere kann iwwert d'Standuerter an d'Leeschtunge vun de GSM-Antennen. Déi entspriechend Geneemegunge vun der Ëmweltverwaltung an der Aarbechtsinspektioun sinn un all Site ugeheft. Ausserdeem gesäit ee Kontrollpunkte vun der Ëmweltverwaltung mat hire Rapporten.

ad 5. Déi éischt Testprojeten zu Lëtzebuerg si wahrscheinlech fréistens Enn 2019 ze erwaarden. D'Post ass beim europäesche 5GCroCo Projet mat derbäi (zesumme mat Däitschland a Frankräich), wou ënner anerem eng Teststreck op der A13 installéiert gëtt. Déi dräi aktuell Operateuren hunn hiren Interessi ugemellt, fir an der Startphas vum 5G-Deploiement schonns Testprojeten ze lancéieren.

Déi éischt kommerziell 5G-Netzer sinn zu Lëtzebuerg am Joer 2020 ze erwaarden. Déi wäerte virun allem d'Ballungsgebidder ofdecken. Wann et eng reell Demande fir Servicer iwwer e 5G-Netz gëtt, da wäert d'Netz och relativ séier iwwert d'ganzt Land ausgebaut ginn. Am Moment ass déi Demande nach relativ limitéiert.

D'Käschte fir d'Reseaue vun dräi mobillen Operateure goufen an enger rezenter lëtzebuergescher Etüd op 170.185 Milliounen Euro geschat. Vu datt d'Post, Proximus an Orange hir 5G-Ausschreiwung, fir d'Fournisseuren ze selektionéieren, nach net ofgeschloss hunn, ass et nach ze fréi, fir eppes méi Präzises iwwert de Käschtepunkt ze soen.

ad 6. D'Couverture vum 4G-Reseau vun den aktuellen Operateure läit haut bei bis zu 99 % vum Territoire. D'Post, Orange a Proximus optimiséieren an erweidere permanent hiert mobillt Netz, fir d'Qualitéit vun hire Servicer ze verbesseren.

Sou gëtt zum Beispill am Moment bei der Post d'Performance vum 4G am Kontext vum Projet „Gigabit Network" erhéicht, fir Enn 2019 de Clienten eng nach méi performant a komplett 4G-Couverture ze offréieren. Bei Proximus Lëtzebuerg ginn an der Moyenne 25 nei Standuerter pro Joer a Betrib geholl, fir d'Capacitéit an/oder d'Couverture vum 4G-Reseau ze erhéijen.

Wann et haut eng schlecht Ofdeckung op verschiddene Plaze gëtt, dann ass dat aus engem vu folgende Grënn:

- Et war net méiglech, all d'Geneemegunge fir ee bestëmmte Standuert ze kréien. An deene meeschte Fäll feelt entweder d'Baugeneemegung vum Buergermeeschter oder d'Geneemegung vum Ëmweltministère, fir ausserhalb vum Baugebitt ze bauen.

- Et ass ekonomesch net rentabel, fir e Standuert an der Géigend ze bauen, well déi néideg Investitioune bei Wäitem d'Recetten iwwertreffen, déi de Standuert generéiere géif.

An den Ausbau vum 3G-Netz gëtt haut kaum nach investéiert. Et gëtt éischter driwwer nogeduecht, den 3G-Reseau mëttelfristeg ofzeschalten.

ad 7. D'Verleeë vu Glasfaser ass virun allem eng Fro vu Grief, déi mussen opgemaach ginn. Op Gemengenniveau gëtt dat oft verbonne mat aneren Infrastrukturaarbechten (Waasser, Stroum).

Bis Februar 2019 goufen eleng vun der Post 23.200 km optesch Kabele verluecht, wat 1.286.000 km Glasfaser entsprécht. Déi genee Distanz vun der Glasfaser am Total vun allen Entreprisë läit net vir.

Domadder hunn iwwer 60 % vun de Stéit en Zougang zur Glasfaser an hirem Gebai. Dee Prozentsaz wäert an den nächste Jore weider klammen. Et gëtt awer schwéier, fir 100 % ze erreechen.

Bei der Fro vun der landeswäiter Ofdeckung ass ze beuechten, dass nieft dem Glasfaser och aner Leitungen ee ganz schnelle Breetbandinternet erméiglechen. Dëst ass de Fall bei VDSL-Leitungen (duebele Kofferkabel) an och beim Coaxial-Kabel („Kabelfernseh"/FttLA). Hei leien d'Couverture bei 74 % (VDSL) respektiv 84 % (FttLA). De 5G kann och dozou bäidroen, fir an Zukunft nach méi Leit ultraschnellen Internet ze erméiglechen.

Question 0240 (22.01.2019) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**interruption volontaire de grossesse :**

Depuis 2015, le Luxembourg dispose d'une des lois les plus libérales sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) au niveau européen. Or, un article paru récemment dans un organe de presse luxembourgeois a révélé que, malgré des dispositions légales claires, les conditions d'accès à l'avortement ne seraient pas toujours évidentes. Cette pratique ne faisant par ailleurs ni l'objet de statistiques officielles ni de débats publics, il est jusqu'à présent difficile d'évaluer la portée de la loi susmentionnée. Enfin, les modalités de prise en charge de l'IVG par la Caisse nationale de santé ne semblent pas très claires, faute d'une nomenclature adéquate.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le nombre d'IVG effectuées annuellement dans les établissements hospitaliers luxembourgeois depuis l'entrée en vigueur la nouvelle loi est-il connu ? Dans l'affirmative, à quelle hauteur se situe-t-il ?

2) Le nombre de résidentes luxembourgeoises s'étant déplacées à l'étranger à des fins d'IVG a-t-il pu être recensé depuis 2015 ? Dans l'affirmative, quelle est la proportion d'IVG pratiquées à l'étranger parmi le nombre total connu ?

3) L'élaboration de la nouvelle nomenclature relative aux actes médicaux tient-elle également compte de l'IVG afin d'assurer aux femmes concernées des procédures de remboursement claires et précises ?

Réponse commune (28.02.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Il n'existe pas d'informations spécifiques sur les IVG pratiquées dans les établissements hospitaliers. Une IVG ne doit par ailleurs pas nécessairement être effectuée dans un établissement hospitalier. Il faut cependant signaler que la nouvelle loi sur les établissements hospitaliers du 8 mars 2018 impose une obligation de documentation hospitalière sur base d'une classification précise des maladies et des actes réalisés. Ceci permettra de disposer de données fiables sur les activités hospitalières dans environ deux ans, quand le système fonctionnera avec la qualité voulue. Il faut également noter que les IVG médicamenteuses, qui sont fréquentes, se font habituellement en extrahospitalier et ne sont donc pas soumises à une obligation de documentation à visée statistique.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal modifiée du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie-maternité ne prévoit pas de code spécifique par rapport à l'intervention de l'IVG et par rapport à la consultation spéciale auprès du médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique prévue par la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse.

Par contre, la nomenclature des actes et services des médecins prévoit deux actes médicaux pouvant être mis en relation avec une interruption de grossesse. Or, étant donné que ces actes ne sont pas nécessairement spécifiquement liés à une IVG, les données indiquées doivent être considérées avec la plus grande circonspection.

Il s'agit du code 6A71 « Évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse » et du code 6A72 « Évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse ».

Le fait que la période visée au niveau du libellé de l'acte 6A72 se situe en dehors du délai légal d'interruption volontaire de la grossesse, tel que défini à l'article 12, paragraphe 1er de la loi modifiée du 15 novembre 1978, laisse présupposer que la prestation réalisée ne rentre pas forcément dans le cadre d'une IVG volontaire, mais que sa réalisation a été médicalement nécessaire.

En tenant compte des observations qui précèdent, le nombre d'actes médicaux susmentionnés pris en charge par l'assurance maladie-maternité se présente comme suit :

Code	2015	2016	2017	2018
6A71	518	563	527	334
6A72	78	113	60	40
Total	596	676	587	274

Il y a lieu de noter que les données relatives à l'année 2018 sont incomplètes ce qui est dû aux retards inévitables au niveau de la facturation par les médecins, de l'introduction des factures par les patientes et du remboursement par la Caisse nationale de santé.

ad 2) De telles données ne sont disponibles ni auprès du Ministère de la Santé ni auprès du Ministère de la Sécurité sociale.

ad 3) En date du 15 janvier 2018, le Ministère de la Santé avait saisi la Commission de nomenclature de quatre demandes standardisées relatives à l'IVG. Cependant, il a été décidé à la Commission de nomenclature de relancer les discussions dans le cadre des futurs travaux sur la révision du chapitre 6 relatif à la gynécologie de la nomenclature des actes et services des médecins.

Question 0243 (22.01.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **production des batteries pour voitures électriques :**

A sengem RTL-Interview vum 19. Januar 2019 huet den Här Energieminister iwwert d'Kontroverse bei der Produktioun vu Batterien, déi bei

Elektroautoen aktuell zum Asaz kommen, geschwat. Effektiv erkläert hien am Laf vun dësem Interview, dass aktuell un engem neien EU-Gesetz geschafft gëtt, fir d'Batterien esou ëmweltfrëndlech wéi méiglech kënnen ze produzéieren. No deem Gesetz sollen an Zukunft d'Batterien zu 100 % recycléiert ginn. Des Weidere sollen d'Metaller an de Batterien an Zukunft propper an duerch sozial héich Aarbechtsstandarden ofgebaut ginn, woubäi den Här Minister och eng méi streng Kontroll vu Kanneraarbecht erwäänt. Dës Aussoe loossen Zweifel un der Ëmweltfrëndlechkeet an Ethik vun der aktueller Produktioun vun Elektroautoen opkommen. Virun dësem Hannergrond erschéngt déi ugekënnegt Primm vu 5.000 €, déi scho bei dësem Autosfestival soll zum Asaz kommen, aus ökologescher an ethescher Perspektiv zweifelhaft.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Mobilitéit an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

- Wéi legitiméiert d'Regierung d'Subventioun vun aktuelle Modeller vun Elektroautoe mat ëffentleche Steiergelder, wëssend, dass d'Produktioun vun de Batterien, déi bei dësen Autoen zum Asaz kommen, aktuell net ëmweltfrëndlech ass?

- Kann den Här Minister confirméieren, dass mat der ugekënnegter Primm keng Elektroautoe subventionéiert ginn, bei deene Kanneraarbecht am Produktiounsprozess vum Auto zum Asaz kënnt? Wéi kann den Här Minister garantéieren, dass an der Produktiounskette vun därzäitegen Elektroautoe keng Kanneraarbecht zum Asaz kënnt?

- Opgrond vun der ökologescher Bilanz vun der Produktioun vu Batterië fir Elektroautoen a wëssend, dass nieft der Elektromobilitéit alternativ Untriebstechnologien - dorënner d'Brennstoffzell, den Äerdgas oder Hybridsolutiounen - existéieren, gesäit d'Regierung vir, dës Technologien am aktuelle Mobilitéitskonzept ze förderen? Falls nee, firwat verbleift d'Regierung bei hirer Positioun, an der Energiepolitik nëmmen op eng Kaart ze setzen? Wat schwätzt an deem Kontext konkret géint d'Förderung vun Alternativen zum Elektroauto?

Réponse commune (12.02.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Fir d'Éischt gëllt et, ze ënnersträichen, datt d'Organisatioun vun eiser Mobilitéit generell mat engem gewësse Verbrauch vun Energie a Ressourcë verbonnen ass. D'Haaptzil an der Mobilitéitspolitik vun der Regierung ass et, primär den ëffentleche Verkéier an de Vëlo ze stäerken, well seng Auswierkungen um Niveau vun de Ressourcen an den Emissioune méi geréng wéi beim Individualverkéier sinn. Wat de leschtgenannten ugeet, sou ass et d'Zil vun der Regierung, fir de Ressourcen- an den Energieverbrauch, an domat och déi ëmwelt- a klimaschiedlech Emissiounen, maximal ze reduzéieren.

Haut ass eis individuell Mobilitéit haaptsächlech op de Verbrennungsmotor opgebaut.

Wat den Elektroauto ugeet, sou weisen déi haut bekannte wëssenschaftlech Analysen, dass d'Ökobilanz vun engem Elektroauto, iwwert de gesamte Liewenszyklus gerechent, bedeitend besser wéi déi vun engem konventionellen Auto ass, souguer wann dëse mat dem konventionelle Stroummix aus Europa opgeluede gëtt. Am Kader vun der nationaler Mobilitéitsstrategie Modu 2.0 goufen dës Berechnungen och fir Lëtzebuerg gemaach. Dobäi ass erauskomm, datt iwwer säi gesamte Liewenszyklus en Elektroauto (Batteriewiessel mat abegraff) manner ewéi d'Halschent vum CO_2-Ausstouss vun engem Dieselauto produzéiert (modu2.lu, Säiten 51-53). Vu datt zu Lëtzebuerg de Stroum aus erneierbaren Energië kënnt an all Chargy-Statiounen an zukünfteg Schnellladestatioune mat dësem equipéiert sinn, gëtt dës Bilanz nach méi positiv.

Zousätzlech zu hirer besserer Ökobilanz an hire méi geréngen Emissioune vun Zäregaser ass bei der Elektromobilitéit dann och nach ervirzehiewen, datt keng lokal Emissioune wéi beispillsweis Stéckoxider (NO_x) entstinn an datt de Feinstëbs wesentlech reduzéiert ka ginn, wouduerch d'Loftqualitéit wesentlech verbessert ka ginn.

Wat d'Batterië vun den Elektroautoen ugeet, sou läit d'Liewensdauer vun enger Batterie haut schonns bei ongefeier 15 Joer. Et ginn dann och haut schonn Offeren um Marché, wou un en „zweet Liewen" vun enger Batterie geduecht gëtt, beispillsweis fir Fotovoltaikstroum an engem Haus ze späicheren.

Wat de Recyclage vu Batterien ugeet, sou mussen haut an der Europäescher Unioun 50 % vum Gewiicht vun enger Lithium-Batterie recycléiert ginn. Aktuell gëtt sech an Europa da weider mat der Thematik beschäftegt an et si schonns zwee Gesetzer ënnerwee, déi als Zil hunn, datt all Autosbatterie an Europa an Zukunft zu 100 % recycléiert muss ginn. D'Europäesch Unioun investéiert dann och staark an d'Fuerschung vun de Batterien, wat an der Zukunft wäert de Produktiounszyklus nach méi effizient maachen. Ausserdeem schafft Lëtzebuerg zesumme mat der europäescher Kommissioun dorunner, fir d'Batterieproduktioun iwwer EU-Gesetzer verbindlech méi ëmweltfrëndlech ze maachen.

Zënter 2017 gëtt et och eng europäesch Initiativ, „European Battery Alliance", déi sech genau mat den Ëmwelt- a Sozialstandarden auseneinersetzt, well d'Batterie ass e feste Bestanddeel vun der Energietransitioun. D'Zil ass et, d'Produktioun vu Batterië méi nohalteg a sécher ze gestalten an op eng Entwécklung vun alternative Batterien ouni Kobalt hinzewierken. Eng éischt Erfollegsetapp ass zum Beispill d'Firma Northvolt a Schweden, déi nohalteg Batterië produzéiere wäert. An dësem Zesummenhang ginn et aktuell och Iwwerleeungen, fir en EU-Label ze schafen, fir sécherzestellen, datt bei der Produktioun vu Batterierohstoffer nohalteg a sozial Kritäre respektéiert ginn. Sou Kritäre goufe scho fir aner Rohstoffer entwéckelt, déi a Konfliktlänner ofgebaut ginn (Gold oder Zënn).

Et ass nach ze erwänen, dass Sozialstandarden net nëmme spezifesch d'Elektromobilitéit betreffen, mä vill aner Produiten, wéi zum Beispill Laptoppen a Smartphonen. De prozentualen Undeel vu Lithium, dee weltwäit fir d'Produktioun vu Batterien a Smartphonen, Computeren an Autoen agesat gëtt, läit haut bei ongefeier 37,4 %. E ganz groussen Deel vun der Lithium-Produktioun geet an d'Aluminiumsindustrie oder gëtt als Schmierstoff agesat, wou d'Ressource Lithium, anescht wéi bei der Batterie, net méi zréckgewonne ka ginn.

Bei den Ofbau- a Produktiounsprozesser gëtt ëmmer méi Wäert op Nohaltegkeet an och op de Respekt vun de Mënscherechter geluecht. Et si Verbesserungen an deem Beräich visibel; de problematesche Klengbiergbau entsprécht nëmmen nach ronn 20 % vun der weltwäiter Gesamtproduktioun, mat enger Tendenz no ënnen (am Verglach 2002: 90 %). Et muss een och ënnersträichen, datt eng ganz Rei vu Ressourcen, déi fir d'Batterieproduktioun gebraucht ginn, och op eisem Kontinent fonnt kënne ginn a sou eng Produktioun mat kuerzen Transportweeër erméiglecht ka ginn, wéi zum Beispill Kobalt aus Finnland, Frankräich, Schweden oder der Slowakei.

Letztendlech muss een och berücksichtegen, dass den Äerdueleg, nieft de bekannten Ëmwelt- a Mënscherechtsproblemer beim Ofbau an dem Transport (Onglécker op Buerinselen oder Havarië vun Tankschëffer), och eng ganz Rei sozial Problemer mat sech bréngt (Hierkonftslänner sinn oft Krichs- oder Krisegebidder) an dass dës Ressource no hirem Ofbau an der Notzung am Verbrennungsmotor, deen zu Klimaschied féiert, onwidderbrénglech verbraucht ass an ni méi recycléiert ka ginn.

Bei der Brennstoffzell a Kombinatioun mat Notzung vu Waasserstoff gëllt et ze berücksichtegen, dass d'Produktioun, d'Verdeelung op Tankstellen an déi lokal Späicherung vu Waasserstoff vill méi energieintensiv sinn am Verglach zur direkter Notzung vum Stroum an engem Elektroauto. Sou brauch een haut ongefeier dräimol sou vill Stroum, fir ee Kilometer mat engem Brennstoffzellenauto mat Waasserstoff ze fueren, wéi wann een de Stroum direkt an engem Elektroauto mat enger Batterie notzt. Zousätzlech gëtt fir den Asaz vu Waasserstoff eng opwenneg an extrem käschtenintensiv Produktiouns-, Verdeelungsan Tankinfrastruktur gebraucht, wat bei de Batterieautoen net de Fall ass, well hei op e gutt ausgebaute Stroumnetz zréckgegraff ka ginn.

Et gëllt awer nach ze ënnersträichen, dass d'Strategie fir d'Erreeche vun de Klimaziler an enger besserer Loftqualitéit technologieneutral ass, dat heescht, all d'Kraaftstoffer a Motorisatiounen, déi hëllefen, dës Ziler ze erreechen, sollen ënnerstëtzt ginn.

Aus de virgenannte Grënn setzt Lëtzebuerg beim motoriséierten Individualverkéier awer prioritär op Elektroautoen. Déi batteriebedriwwen Elektromobilitéit integréiert sech och an d'Energiezukunftsstrategie vu Lëtzebuerg, wou déi dezentral Produktioun vu Stroum aus erneierbaren Energien am Zentrum steet.

Brennstoffzelle mat Waasserstoff kéinten an Zukunft och eng komplementar Roll spillen. Well bei Brennstoffzellenautoe mat Waasserstoff och keng schiedlech lokal Emissiounen entstinn, sinn dës Autoen och eligibel fir d'Primm vu 5.000 €. Zousätzlech gouf fir sougenannte Plug-in Hybrid Autoe mat duerchschnëttlechen CO_2-Emissioune vun net méi wéi 50 g pro Kilometer eng Primm vun 2.500 € agefouert. Bei Gefierer mat Äerdgas sinn déi duerchschnëttlech CO_2-Emissioune méi héich wéi bei de virgenannte Motorisatiounen, soudatt d'Regierung keng Primme fir den Akaf vun esou Neiween virgesäit.

Q98

Question 0252 (23.1.2019) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **prise d'influence illicite sur les élections européennes** :

La Commission européenne s'inquiète des risques de manipulation par le biais d'une désinformation ciblée qui planent sur les processus électoraux dans divers pays membres de l'Union, singulièrement pour le scrutin européen du 26 mai 2019.

Dans ce contexte, la Commission européenne a présenté en septembre dernier un paquet de mesures visant à protéger les élections européennes. Parmi ces mesures figurent notamment la mise en place d'un réseau en matière d'élections mais aussi l'élaboration d'un guide pour l'application du droit communautaire en matière de protection des données ou encore l'instauration d'un soutien en matière de cybersécurité. Le réseau électoral cité ci-dessus, composé de représentants de tous les États membres, s'est d'ailleurs réuni en date du 21 janvier 2019 à Bruxelles.

La Commissaire européenne à la justice, Věra Jourová, a expliqué dans ce cadre que dans de nombreux pays des efforts seraient entrepris contre la désinformation ou de possibles cyberattaques mais que le niveau de sécurité atteint serait encore très disparate. Věra Jourová a néanmoins expliqué que l'UE serait prête fin mai.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Qui est le représentant du Gouvernement luxembourgeois au sein du réseau susmentionné instauré pour éviter toute immixtion illicite dans les élections européennes ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils donner de plus amples informations sur les décisions prises au sein de ce réseau respectivement sur le travail proprement dit de ce dernier ainsi que sur l'avancement des autres mesures annoncées par la Commission en septembre 2018 ?

3) Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation de la Commission quant aux risques d'une prise d'influence illicite sur les élections ?

4) Est-ce qu'une analyse sur les points faibles en matière de prise d'influence politique illicite et/ou de cyberattaques spécialement dans le contexte d'élections a été réalisée au Luxembourg ? Si oui, quels sont les résultats de cette analyse ?

Réponse commune (18.2.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Un fonctionnaire du Service juridique du Ministère d'État a été désigné représentant du Gouvernement luxembourgeois au sein du réseau européen de coopération concernant les élections au Parlement européen.

ad 2) Le réseau européen regroupe les représentants des États membres qui assurent au niveau national la mise en œuvre de la recommandation de la Commission du 12 septembre 2018 sur les réseaux de coopération électorale, la transparence en ligne, la protection contre les incidents de cybersécurité et la lutte contre les campagnes de désinformation à l'occasion des élections au Parlement européen.

Ce réseau constitue pour les États membres une plateforme d'échange d'informations et de bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre de ladite recommandation. Ainsi, le réseau ne prend pas de décisions proprement dites à mettre en œuvre par les États membres. L'échange au sein de ce réseau sert à prévenir des menaces potentielles, à rechercher des solutions communes à des problèmes détectés et à encourager les projets et exercices communs à plusieurs réseaux nationaux. Les sujets abordés au sein du réseau concernent les thématiques suivantes :

- transparence de publicités en ligne à caractère politique ;

- activités de sensibilisation destinées à augmenter la transparence des élections et à renforcer la confiance dans les processus électoraux ;

- analyse des risques et identification de cybermenaces et d'autres incidents pouvant affecter l'intégrité de la procédure électorale, y compris notamment des violations de règles de protection des données personnelles ;

- échange d'informations concernant des campagnes de désinformation et d'autres formes de comportement en ligne, y compris les discours haineux ;

- relations avec d'autres réseaux, autorités et groupes d'experts concernés au niveau européen.

En ce qui concerne les autres mesures annoncées par la Commission en septembre 2018, à savoir :

- la proposition de modification du règlement UE (UE, Euratom) n° 1141/2014 relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes ;

- la proposition de règlement COM(2018)630 établissant le Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et le Réseau de centres nationaux de coordination ;

ces textes seront soumis au vote en plénière au Parlement européen le 11 mars respectivement le 26 mars 2019.

ad 3) Étant donné que le risque d'une prise d'influence illicite dans le contexte des élections européennes par une manipulation illicite par le biais d'une désinformation ciblée ou de possibles cyberattaques ne peut pas être exclu, le Gouvernement se prépare à l'éventualité de telles actions visant à discréditer et à délégitimer les élections démocratiques.

ad 4) Une analyse a été entamée au sein du réseau national de coopération électorale afin de dresser l'inventaire des mesures en place et d'identifier les points faibles pour lesquels des mesures supplémentaires s'imposent aux acteurs respectivement concernés.

En matière de sécurité des réseaux et des systèmes d'information utilisés pour l'organisation des élections, le Luxembourg dispose déjà des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour réagir rapidement face à un incident. Les systèmes informatiques répondent par ailleurs aux règles de l'art en matière de sécurité et sont constamment mis à jour.

En ce qui concerne le volet « cyberattaques », le Luxembourg dispose d'une forte structure organisationnelle qui se compose d'un Cyber Security Board, d'un groupe interministériel en charge de la coordination en matière de cybersécurité, d'une cellule d'évaluation du risque cyber et du plan gouvernemental d'intervention d'urgence face aux attaques contre les systèmes d'information ou en cas de défaillance des systèmes d'information « Plan Cyber ».

Question 0253 (23.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **déclarations du Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire dans l'émission radio « Background » :**

Den 19. Januar war den Här Minister fir Klimafroe beim „Background" um RTL-Radio invitéiert. Bei där Geleeënheet huet hien e breede Spektrum vu politeschen an europapolitesche Froen ugeschwat an, zum Beispill, gemengt, datt hannert der Decisioun fir de Brexit am brittesche Referendum vum 23. Juni 2016 kéinten Aktivitéite vun der Russescher Federatioun gesi ginn. Den Här Minister Turmes, dee jo a senger Capacitéit als Member vun der Regierung op de Radio invitéiert war, huet gesot, datt „mir" wéissten, datt räich Englänner d'Campagne fir de Brexit finanziell ënnerstëtzt hätten, „wahrscheinlech mat russescher Ënnerstëtzung".

Den Här Minister Turmes huet an där Emissioun och eng Rei vun auslännesche Stats- a Regierungscheffen als „Populisten" bezeechent.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister, dem Här Bausseminister, der Madamm Banneminister an dem Här Minister fir Klimafroen dës Froe stellen:

1. Wéi definéiert d'Lëtzebuerger Regierung de Begréff „Populist"? No wéi enge Kritäre bezeechent e Member vun der Lëtzebuerger Regierung auslännesch Stats- a Regierungscheffen als „Populisten"? Ass d'Regierung der Meenung, datt esou Ëmgangsforme mat Stats- a Regierungscheffe vu Partnerstaten aus der NATO an der Europäescher Unioun den Interesse vu Lëtzebuerg notzen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt Lëtzebuerg e Referendumsgesetz brauch, dat d'Regele fir e fairen Oflaf vun engem Referendum virgesäit, inklusiv bei der Finanzéierung vun der Campagne?

3. Huet déi brittesch Regierung zu iergendengem Zäitpunkt gesot, datt d'Campagne fir de Referendum iwwert de Brexit net fair gewiescht wär, besonnesch am Hibléck op hir Finanzéierung? Wa jo, huet d'Regierung dozou Dokumenter?

4. Huet déi brittesch Regierung zu iergendengem Zäitpunkt gesot, datt Russland sech direkt oder indirekt an d'Referendumscampagne iwwer e méigleche Brexit agemëscht hätt? Wa jo, huet d'Regierung dozou Dokumenter?

5. Wie mengt den Här Minister Turmes mat „mir", wann hie seet, datt „mir" haut wéissten, datt räich Engländer, „wahrscheinlech mat russescher Ennerstëtzung", d'Campagne fir de Brexit finanzéiert hätten? Den Här Minister Turmes huet dobäi betount, dat wären „keng Mutmassungen". Wéi eng Erkenntnesser huet déi Lëtzebuerger Regierung an där Fro? Op wéi eng Rapporte bezitt sech dobäi den Här Minister fir Klimafroen?

6. Den Har Minister Turmes huet vun engem „Destabiliséierungsversuch" geschwat. Déi Russesch Federatioun géing probéieren, fir Europa ze schwächen. Ass dat d'Analys vun der Lëtzebuerger Regierung? Wa jo, wéi eng Beweiser huet d'Lëtzebuerger Regierung fir déi Thees?

Réponse (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. De Begréff „Populismus" ass a sengem Gebrauch ofhängeg vum Kontext, beschreift am Beräich vun der Politik neutral eng „dacks demagogesch Politik, déi als Zil huet, duerch Dramatiséiere vun der politescher Lag d'Gonscht vun der Majoritéit (mat Vue op Wahlen) ze gewannen".[1] Doriwwer eraus vertrëtt d'Lëtzebuerger Regierung no banne wéi no baussen de Prinzip vun der fräier Meenungsäusserung.

ad 2. D'Regierung ass generell der Opfaassung, dass den demokratesche Prozess vu Wahlen an engem fairen, transparenten an definéierte Kader soll stattfannen. Dëst gëtt garantéiert duerch dat modifizéiert Wahlgesetz vum 18. Februar 2003.

ad 3. Et ass beluecht, dass et an der Campagne ronderëm de Brexit-Referendum Irregularitéite gouf. Dëst ass och ënner anerem vum brittesche Parlament an der „The Electoral Commission" festgehale ginn. Deemno wier notamment ronn eng hallef Millioun Euro méi engagéiert gi fir d'Campagne wéi gesetzlech erlaabt.

Doriwwer eraus war den aktive Gruppement „BeLeave" ni als offiziellen Akteur an der Campagne enregistréiert a wier deemno un eng Limitt vun 10.000 £ gebonne gewiescht, woubäi awer iwwer 7,4 Milliounen £ engagéiert goufen.[2]

ad 4. Wat d'Fro vun enger eventueller Implikatioun vu Russland an d'Referendumscampagne betrëfft, gëtt den honorabelen Deputéierten hei un déi verschidden Enquêten an der „The Electoral Commission" vum brittesche Parlament verwisen.[3]

ad 5. cf. 3

ad 6. Am Kontext vum Referendum iwwert de Brexit a Groussbritannie ginn et eng Rei Etüden, Analysen a Feststellungen, déi notamment vun der brittescher Premierministesch am November 2017 thematiséiert gi sinn.[4]

Question 0254 (23.01.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **« Working Poor » :**

Selon une publication récente de l'office de statistique de l'Union européenne, Eurostat, au Luxembourg le taux de jeunes âgés entre 18 et 25 ans qui, tout en travaillant, sont exposés au risque de pauvreté, était de 20 % en 2017.

Même si le taux de risque de pauvreté de la population totale est en progression au Luxembourg tout comme en Europe, les chiffres cités ci-avant doivent interpeller les responsables politiques, étant donné qu'ils font état d'une progression particulièrement importante.

Ainsi, selon les données d'Eurostat, au Luxembourg le phénomène des « Working Poor » parmi cette tranche d'âge aurait pratiquement doublé en cinq ans : en 2012, le taux des 18 à 25 ans exposés au risque de pauvreté tout en travaillant s'élevait à 10,2 % (taux UE = 11,7 %).

Autre fait inquiétant : les chiffres présentés par Eurostat pour l'année 2017 situent le Luxembourg parmi les pays où le risque de pauvreté de la population en question est le plus élevé : seul en Roumanie plus de jeunes âgés entre 18 et 25 ans qui travaillent, à savoir 28,2 %, sont exposés au risque de pauvreté, la moyenne européenne se situant à 11 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes :

1) Quelles peuvent être, selon Madame la Ministre, les causes de l'augmentation continue du taux de risque de pauvreté parmi la population totale du Luxembourg tout en sachant qu'au cours des dernières années bon nombre de mesures et aides ont été mises en place dans le cadre d'une politique de lutte contre la pauvreté ?

2) Madame la Ministre compte-t-elle évaluer et, le cas échéant, adapter ces mesures ?

3) Comment Madame la Ministre s'explique-t-elle l'accroissement important du taux de risque de pauvreté parmi les jeunes âgés entre 18 et 25 ans qui travaillent ?

4) Comment Madame la Ministre entend-elle réagir à cette évolution ?

5) Madame la Ministre pense-t-elle que des mesures spécifiques à l'égard de la population en question s'imposent ?

6) Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour contrecarrer le risque d'exclusion auquel est exposée près d'une personne sur cinq parmi la population en question ?

Réponse commune (15.03.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Le taux de risque de pauvreté, suivant Eurostat, mesure la proportion de la population vivant dans un ménage dont le revenu disponible équivalent est inférieur à 60 % du revenu médian national (seuil de pauvreté). Le taux de risque de pauvreté est ainsi exclusivement centré sur la dimension monétaire pour évaluer le niveau de vie. Ainsi, « il s'agit plutôt d'un indicateur de distribution des revenus et d'inégalités que d'un indicateur de pauvreté » (Zahlen, P. (2011), Regards sur le nouvel indicateur de pauvreté et d'exclusion UE-2020, Statec).

Pour avoir une vue plus globale de la situation des citoyens, il y a lieu d'analyser également un autre indicateur communiqué par Eurostat, à savoir le taux de déprivation matérielle sévère.

Ce taux est basé sur la collection des indicateurs relatifs à la « privation matérielle » tels que les indicateurs relatifs aux difficultés économiques, aux biens durables, au logement et à l'environnement de l'habitat.

Les personnes en situation de privation matérielle sévère ont des conditions de vie fortement affectées par manque de ressources.

Selon Eurostat, le taux de risque de pauvreté matérielle est de 1,2 % au Luxembourg et reste donc très faible.

ad 2) L'article 37 de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale prévoit la création d'un observatoire des politiques sociales dont les missions sont les suivantes :

- la proposition d'études et d'analyses qualitatives et quantitatives en matière de politiques sociales ;

- la conception et la mise en œuvre d'actions pour évaluer les politiques sociales ;

- la réalisation de bilans intermédiaires et travaux de synthèse ;

- l'établissement de comparaisons internationales.

En complément des travaux de cet observatoire, des procédures d'évaluation des politiques sociales ont été mises en place et seront prévues.

Ainsi, la loi du 18 décembre 2009, organisant l'aide sociale, vient de faire l'objet d'une étude commanditée par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et réalisée par l'Université du Luxembourg.

Par ailleurs, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) fera l'objet d'une évaluation conformément à la motion du 10 juillet 2018 de la Chambre des Députés demandant « à dresser une évaluation du nouveau dispositif REVIS après une période de trois années, à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation ».

Enfin, à l'horizon 2020/2021, la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) fera l'objet d'une évaluation externe.

En fonction des résultats de ces évaluations et des propositions de l'observatoire des politiques sociales, le Gouvernement prendra les mesures qui s'imposeront.

ad 3) Il ressort de l'analyse du Statec que le risque de pauvreté au travail des jeunes de 18 à 24 ans est trois fois plus faible pour les jeunes qui travaillent les douze mois de l'année par rapport à ceux qui ne travaillent que sept mois de l'année. Le risque de pauvreté au travail des jeunes de 18 à 24 ans est deux fois plus faible pour les jeunes qui travaillent à temps plein par rapport à ceux qui travaillent à temps partiel.

L'indicateur de pauvreté au travail est défini au niveau européen comme le pourcentage de travailleurs âgés de 18 ans et plus qui vivent dans des ménages touchés par le risqué de pauvreté. Ce pourcentage est observé dans l'enquête annuelle EU-SILC.

Une première limitation méthodologique importante de cet indicateur est sa volatilité en raison des faibles effectifs observés dans l'enquête EU-SILC. Cela conduit à observer des fluctuations importantes d'une année à l'autre pour l'échantillon étudié, même si dans la population globale les variations ne sont pas d'une si grande ampleur.

Pour l'année 2017, 1.160 jeunes âgés entre 18 et 24 ans ont fait partie de l'échantillon EU-SILC, mais l'indicateur de pauvreté au travail n'est défini que pour 315 d'entre eux ; les jeunes qui ne sont pas salariés ou indépendants pendant au moins six mois de l'année sont exclus du calcul.

L'effectif non pondéré de ceux qui sont effectivement observés à la fois au travail et en risque de pauvreté est de 52 personnes, donc très faible. Lorsque de faibles effectifs sont observés dans les échantillons, il est courant d'observer de fortes variations de l'indicateur d'une année à l'autre, qui traduisent des variations aléatoires liées à l'échantillon sélectionné et non pas des changements dans la population totale.

Une deuxième limitation méthodologique est l'imprécision de l'information collectée concernant le revenu de ces jeunes.

Pour 56 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans de l'échantillon EU-SILC 2017, l'information concernant le revenu du jeune n'a pas été obtenue de la part du jeune lui-même, mais de la part d'un autre membre du ménage, le plus souvent un parent. Il est fort possible que les parents ne sachent pas toujours avec exactitude quels montants le jeune a touchés, et il est vraisemblable qu'ils sous-estiment ou oublient des composantes du revenu du jeune autre que le salaire (par exemple les avantages en nature comme les chèques-repas, des téléphones ou des laptops, etc., mais aussi des primes exceptionnelles). En raison de ces difficultés de collecte d'information, qui sont les plus graves pour la catégorie d'âge de 18 à 24 ans, la probabilité de considérer pauvres des ménages ayant dans leur composition des jeunes qui travaillent augmente.

L'ampleur des oublis ou des sous-estimations de la part des répondants à l'enquête peut bien évidemment varier d'une enquête à l'autre, ce qui peut expliquer aussi les variations annuelles importantes de cet indicateur ces dernières années.

ad 4), 5) + 6) Il est essentiel de comprendre que la notion de « pauvreté au travail » combine une dimension individuelle (les individus sont des travailleurs) et une dimension ménage (seulement si le revenu du ménage dans son ensemble est inférieur au seuil de risque de pauvreté, alors les individus qui le composent sont considérés pauvres). Cela signifie que le phénomène de la pauvreté au travail n'est pas à confondre avec celui des bas salaires, car des personnes ayant des bas salaires peuvent ne pas être pauvres, et des personnes hautement rémunérées peuvent se trouver au risque de pauvreté si les besoins du ménage sont importants.

En 2016 (dernière année disponible), environ la moitié des jeunes de 18 à 24 ans ont un bas salaire, c'est-à-dire un salaire horaire inférieur à deux tiers du salaire horaire médian, mais seulement 28 % des jeunes qui ont un bas salaire sont en risque de pauvreté.

L'indicateur compte aussi comme travailleurs pauvres les jeunes qui poursuivent encore des études ou un apprentissage, pour autant que ces jeunes travaillent aussi (pendant au moins sept mois de l'année). En calculant l'indicateur excluant les jeunes qui poursuivent leurs études ou un apprentissage, le taux de pauvreté au travail des jeunes de 18 à 24 ans tombe à 16,7 % au lieu de 20 %.

La hausse de l'indicateur entre 2016 et 2017 est en partie expliquée par la proportion beaucoup plus élevée de jeunes qui étudient et travaillent simultanément dans l'échantillon de 2017 par rapport à l'échantillon de 2016 : 28 % des jeunes entre 18 et 24 ans qui sont en situation de pauvreté au travail poursuivaient leurs études en 2017, contre seulement 20 % en 2016.

Les travailleurs âgés de 18 à 24 ans qui sont pauvres sont touchés par une pauvreté moins grave que les autres travailleurs pauvres. La gravité de la pauvreté est mesurée par « l'écart relatif médian du risque de pauvreté », qui représente la différence, exprimée en pourcentage du seuil de risque de pauvreté, entre le revenu disponible équivalent médian des travailleurs se situant en dessous du seuil de risque de pauvreté et le seuil de risque de pauvreté (60 % du revenu équivalent médian).

La gravité de la pauvreté des jeunes travailleurs entre 18 et 24 ans est la plus faible dans la population des travailleurs pauvres. L'écart relatif médian du risque de pauvreté des jeunes travailleurs est de 11,7 %, ce qui signifie que la moitié des travailleurs pauvres âgés entre 18 et 24 ans disposent de revenus équivalents se situant entre 88,4 % et 100 % du seuil de pauvreté, soit entre 1.593 euros et 1.804 euros.

Dans l'ensemble de la population de travailleurs pauvres, la moitié des travailleurs pauvres disposent de revenus équivalents se situant entre 81,4 % et 100 % du seuil de pauvreté, soit entre 1.469 euros et 1.804 euros (écart relatif médian de 18,6 %).

Dans l'ensemble de la population pauvre, la moitié des personnes pauvres dispose de revenus équivalents situés entre 78,2 % et 100 % du seuil de pauvreté (écart relatif médian de 21,8 %).

Le risque de pauvreté au travail augmente pour les jeunes âgés de 18 à 24 ans qui n'ont pas travaillé tous les mois de l'année et/ou qui travaillent à temps partiel et/ou dans des occupations manuelles. 90 % des jeunes qui travaillent et sont en risque de pauvreté ont un niveau d'éducation faible ou moyen (pas d'éducation tertiaire).

Pour activer les jeunes demandeurs d'emploi, la Garantie pour la jeunesse, initiative européenne qui vise à lutter contre le chômage des jeunes de moins de 25 ans, a été lancée le 26 juin 2014 par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse via le Service national de la jeunesse (SNJ) et l'Action locale pour jeunes (actuellement Antennes locales pour jeunes, ALJ).

En intégrant ce programme, le jeune peut choisir de suivre trois parcours différents :

- le retour à l'école avec l'ALJ ;

- le service volontaire lui permettant de découvrir ses compétences et intérêts avec le SNJ ;

- ou il peut entreprendre sa vie professionnelle en collaboration avec l'ADEM.

En choisissant l'ADEM, le jeune bénéficie de conseils de spécialistes expérimentés qui peuvent l'accompagner dans son projet professionnel tout en l'incitant à participer à des formations et des meures d'orientation. Cette démarche lui permettra de gagner en expérience et de trouver un apprentissage ou un emploi.

Avec la mise en place de la Garantie pour la jeunesse, l'ADEM a repensé son accueil destiné aux jeunes de 16 à 25 ans. Les jeunes bénéficient d'un encadrement pluridisciplinaire grâce à des conseillers spécialement formés pour assurer un suivi optimal des jeunes inscrits à l'ADEM.

Au cours de l'année 2018 la Garantie pour la jeunesse a été étendue jusqu'à l'âge de 30 ans. Tous les demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans sont dorénavant inscrits et suivis aux trois agences principales de l'ADEM, c'est-à-dire Luxembourg, Esch/Belval et Diekirch.

Bilan de la Garantie pour la jeunesse en 2018 :

De janvier à septembre 2018, 1.915 demandeurs d'emploi se sont inscrits au programme de la Garantie pour la jeunesse. Parmi eux, 308 (16 %) ont abandonné dans les quatre premiers mois sans avoir reçu une offre de qualité. Parmi les 1.607 personnes qui n'ont pas abandonné, la population de référence, 1.272 (79 %) ont reçu une offre de qualité et 1.075 (84,5 %) une offre de qualité dans les quatre

[1] https://www.duden.de/rechtschreibung/Populismus, 04/03/2019, 18h00

[2] http://www.electoralcommission.org.uk/__data/assets/pdf_file/0019/244900/Report-of-an-investigation-in-respect-of-Vote-Leave-Limited-Mr-Darren-Grimes-BeLeave-and-Veterans-for-Britain.pdf

04/03/2019, 18h00

https://www.electoralcommission.org.uk/i-am-a/journalist/electoral-commission-media-centre/party-and-election-finance-to-keep/leave.eu-fined-for-multiple-breaches-of-electoral-law-following-investigation

04/03/2019, 18h00

[3] https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmcumeds/363/36308.htm

04/03/2019, 18h00

[4] https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-to-the-lord-mayors-banquet-2017

04/03/2019, 18h00

premiers mois suivant leur inscription au programme. Ce chiffre est en hausse par rapport à 2016 et 2017 où il s'établissait à 73 % et 81 %.

La part des abandons avant quatre mois passe de 15 % en 2017 à 16 % en 2018. Ce sont d'un côté des jeunes qui quittent le programme soit parce qu'ils y ont été contraints, c'est-à-dire sanctionnés pour non-respect des obligations de suivi, soit il s'agit de jeunes qui ont trouvé autre chose (un emploi ou une formation), mais n'ont pas prévenu l'ADEM.

Chiffres clés de la Garantie pour la jeunesse :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

L'emploi représente la majorité des offres de qualité, avec une part qui passe de 62 % en 2015 à 71 % en 2018. La part des mesures pour l'emploi baisse de 32 % en 2015 à 23 % en 2018. Finalement, en 2018, 6 % des jeunes qui sont passés par le programme retournent à l'école ou se lancent dans un apprentissage pour adultes. Cette part était également de 6 % en 2015.

Question 0255 (23.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **langue nationale :**

Um Internetsite vun der ADEM, enger staatlecher Institutioun, déi dem Aarbechtsministère ënnerläit, fënnt een ënner anerem Informatiounen iwwert den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg an d'Sproochkompetenzen, déi an dësem Kontext noutwendeg sinn. Hei gëtt dem Lieser an der däitscher Versioun vermëttelt, datt d'Lëtzebuerger dräi Landessproochen hunn.

„Die einheimischen Arbeitskräfte beherrschen in der Regel die drei Landessprachen (Luxemburgisch, Französisch und Deutsch) des Großherzogtums und wenden sie im täglichen Leben aktiv an." (http://adem.public.lu/de/marche-emploi-luxembourg/panorama-marcheemploi/maitrise-langues/index.html)

An der franséischer Versioun gëtt da vun dräi „Ëmgangssproochen" geschwat.

« La main-d'œuvre autochtone parle couramment les trois langues d'usage dans la vie quotidienne (luxembourgeois, français, allemand). » (http://adem.public.lu/fr/marche-emploiluxembourg/panorama-marche-emploi/maitrise-langues/index.html)

Am Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 steet kloer an onmëssverständlech geschriwwen, datt d'Lëtzebuerger nëmmen eng eenzeg Nationalsprooch hunn, an dat ass Lëtzebuergesch. Weider hält d'Gesetz fest, datt am Beräich vun der Verwaltung an der Justiz nieft dem Lëtzebuergeschen och Franséisch an Däitsch genotzt gi kënnen a Franséisch d'Sprooch vum Gesetz ass. D'Regierung behaapt awer ëmmer nees an hirer Kommunikatioun, esouwuel an der Chamber ewéi och an der Effentlechkeet oder op ëffentleche Plattformen, d'Lëtzebuerger hätten dräi „Landessproochen", heiansdo schwätzt si esouguer vu véier.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medie gär folgend Froe stellen:

1. Wat versteet d'Regierung ënnert dem Begréff „Landessprooch"?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Betoune vum Begréff „Landessprooch" bei de Leit zu Mëssverständnesser féiere kann, well de Begréff „Nationalsprooch" domat verwiesselt a schliisslech „verwässert" gi kéint?

3. Ass den Här Minister der Meenung, datt, wann et ëm de Sujet vun de Sproochkompetenze mat Bezuch op Lëtzebuerg geet, ëmmer och misst drop higewise ginn, datt Lëtzebuergesch d'Nationalsprooch vum Lëtzebuerger Land a Vollek ass?

4. Bekennt sech d'Regierung nach zu där Grondausso vum Sproochegesetz, datt eleng Lëtzebuergesch d'Nationalsprooch ass?

5. Gëtt duerch déi Behaaptung vun der Existenz vu gläich dräi sougenannten „Landessproochen" hei am Land net all Effort ënnerlaf, fir Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch ze promouvéieren?

Réponse (05.03.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Am Sproochegesetz vun 1984 steet, datt et zu Lëtzebuerg dräi Sprooche gëtt, déi an der Administratioun an op de Geriichter gebraucht ginn: Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch.

Zwou vun deenen dräi Sproochen hunn en extrae Rôle:

- Lëtzebuergesch ass d'Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger.

- Franséisch ass d'Sprooch vun der Legislatioun. Esouguer wa Gesetzer oder Reglementer och eng Iwwersetzung op Lëtzebuergesch oder Däitsch hunn, zielt ëmmer nëmmen dee franséischen Text.

Interessant am Gesetz vun 1984 ass, datt do fir d'Alleréischt vum Lëtzebuergeschen als Sprooch rieds geet. Virdru waren an den Texter a virun allem an der Constitutioun vun 1843 ëmmer just Däitsch a Franséisch als Sprooche vum Land ernimmt.

1912 gouf Lëtzebuergesch als Fach an der Schoul ageféiert. „Luxembourgeois" ass am Géigesaz zu der „Langue française" an „Langue allemande" net als Sprooch bezeechent ginn.

1984 war also déi offiziell Gebuertsstonn vum Lëtzebuergeschen als Sprooch.

Meng Äntwerten op d'Froe vum Här Deputéierte sinn déi heiten:

ad 1. D'Gesetz vun 1984 bestëmmt Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch als administrativ a juristesch Sproochen (Artikel 3), Lëtzebuergesch als Nationalsprooch (Artikel 1), Franséisch als legislativ Sprooch (Artikel 2). Den Artikel 4 leet fest, datt eng Fro un eng Administratioun an enger vun deenen dräi Sproochen am Prinzip muss an där Sprooch beäntwert ginn, an där se gestallt gouf. Domadder definéiert d'Gesetz déi dräi Sproochen als offiziell Sproochen an eisem Land, och wann deen Term „langue officielle" net expressis verbis benotzt gouf.

D'Landessprooche sinn also Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch.

ad 2. D'Gesetz ass ganz kloer, datt d'Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger d'Lëtzebuergesch ass. Ech gesinn do keng Gefor vun enger Verwiesslung.

ad 3. Lëtzebuergesch ass dem Gesetz no d'Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger, net vum Lëtzebuerger Land.

Et ka guer keen Zweifel dru bestoen, datt déi sproochlech Identitéit zu Lëtzebuerg net eleng duerch d'Lëtzebuerger Sprooch bestëmmt gëtt. Ëmmer schonns hunn d'Lëtzebuerger drop gehalen, datt si an hirem Alldag méisproocheg sinn.

Esou wéi kee Versuch, Lëtzebuergesch an den Hannergrond ze setzen, ka glécken, esou mann ass et méiglech, hei am Land nëmme mat Lëtzebuergesch ze fonctionnéieren.

Et ass richteg, no baussen ze kommunizéieren, datt d'Lëtzebuerger an hirem Alldag Lëtzebuergesch, déi aner zwou Landessproochen an dacks och nach soss Sprooche gebrauchen.

ad 4. D'Regierung hält sech natierlech un d'Bestëmmunge vum Gesetz vun 1984 an un déi vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, mat deem d'Ziler vun der Politik a puncto Lëtzebuerger Sprooch festgeluecht gi sinn.

ad 5. Wann Immigranten op Lëtzebuerg kommen, dann hänkt et vun hirem Alter, hirem Bildungsgrad an hire sproochlechen Originnen of, wéi vill vun eise Sprooche si kënne léieren a wéi séier dat ka geschéien. An eise Grondschoulen, an de Lycéeën an an der Formation des adultes hu mir differenzéiert Coursen, Methoden an didaktescht Material, fir adequat op deene Leit hir Situatioun anzegoen.

Et ass kloer, datt eng richteg Integratioun an eis Gesellschaft ouni Lëtzebuergesch net méiglech ass. Et ginn zwee wesentlech Beräicher, wou et ouni eis Nationalsprooch net geet:

- Fir a grousse Beräicher vum Aarbechtsmaart a virun allem an den ëffentlechen Administratiounen ze schaffen, muss ee Lëtzebuergesch kënnen.

- Wann ee sech wëllt politesch engagéieren, oder och nëmmen dofir interesséieren, egal ob op nationalem oder kommunalem Plang, ass dat nëmme méiglech, wann ee Lëtzebuergesch op d'mannst versteet.

D'Roll, déi Lëtzebuergesch hei am Land hautzudaags spillt, bréngt mat sech, datt immens vill erwuesse Leit froen, fir kënne Lëtzebuergesch ze léieren, hei am Land an och iwwert d'Grenzen eraus. Déi grouss Demande weist, datt d'Lëtzebuerger Sprooch als Integratiounssprooch méi gefrot ass a méi verbreet ewéi jeemools virdrun.

Question 0257 (23.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **statut de la « Kulturfabrik » :**

An engem „Tageblatt"-Interview vum 26. Oktober 2018 gëtt den Här Verwaltungsdirekter vun der Kulturfabrik (Kufa) zu Esch folgendermoossen zitéiert:

„Was 'Claude Wiseler live' betrifft, hat die CSV den Saal für einen Abend gemietet Das machen aber alle anderen Parteien auch."

Zousätzlech seet den Här Direkter vun der Escher Kulturfabrik nach dat hei:

„Nur die ADR werden wir nicht annehmen. In diesem Punkt sind wir sehr deutlich."

En Arrêté grand-ducal vum 23. Juli 2016 gëtt der Escher Kulturfabrik als Etablissement de Statut vun der „utilité publique". Am Gesetz vum 21. Abrëll 1928 (Mémorial: A23) iwwert d'Dispositioune vum Charakter vun der „utilité publique" steet geschriwwen:

« Les administrateurs d'un établissement d'utilité publique ont les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts. » (Art. 38)

D'Statute vun der Escher Kulturfabrik (Refonte des Statuts Centre culturel Kulturfabrik ASBL, Association sans but lucratif/07.09.2015 /R. C. S. Luxembourg F 3.732) loossen, wat déi politesch Ausriichtung vun der Kulturfabrik ugeet, kee Spillraum fir Zweifel:

« L'Association est neutre sur le plan idéologique, politique et confessionnel. » (Art. 2)

D'Ausso vum Här Direkter vun der Kulturfabrik am Hibléck op d'ADR schéngt doweinst am Widdersproch mat de Statute vun der Kufa ze stoen. D'politesch Neutralitéit ka jo wuel net heeschen, eng demokratesch gewielte Partei auszeschléissen.

D'Kulturfabrik vun Esch gëtt als ASBL opgrond vun hirem Statut an hiren Aktivitéite finanziell vun der Regierung ënnerstëtzt.

Doweinst wéilt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Opgrond vu wéi enge legale Kritäre gëtt d'Kulturfabrik vum Stat finanzéiert?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt eng Associatioun, déi hir Statuten net respektéiert, vum Stat soll finanziell ënnerstëtzt ginn?

3. Ass d'Regierung bereet, fir d'„utilité publique" vun der Escher Kulturfabrik ze iwwerpréiwen, well d'Qualitéit vun der „utilité publique" opgrond vu Statuten zouerkannt gouf, déi déi politesch Neutralitéit vun der Kulturfabrik virschreiwen?

Réponse commune (06.03.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

Den honorabelen Deputéierte befaasst eis mat der Fro, ob d'Ausso vum Virsëtzende vun der Kulturfabrik, senger Partei déi Lokalitéiten net zur Verfügung ze stellen, duergeet, fir der Kulturfabrik opgrond vun der Verletzung vun enger politescher Neutralitéitsflicht all ëffentlech finanziell Ënnerstëtzung ze entzéien.

Den honorabelen Deputéierte schéngt vun der Premisse auszegoen, d'Kulturfabrik géing, esou wéi hien et ausdréckt, „opgrond vun hirem Statut an hiren Aktivitéite finanziell vun der Regierung ënnerstëtzt ginn". Den accordéierten Interview gëtt als Verletzung vun der am Artikel 2 vun de Statute vun der Kulturfabrik festgeluechter politescher Neutralitéit empfonnt. Op Basis vun der Analys suggeréiert den honorabelen Deputéierten eis am Endeffekt, déi Ënnerstëtzung „ze iwwerdenken" - fir net ze soen, der Kulturfabrik se ze entzéien.

Et besteet allerdéngs net nëmme keng Verbindung tëschent där vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Situatioun an der Subsiden-Politik vun der Regierung, mä all Iwwerdenke vun där Politik opgrond vum ugeschwatenen Zeenario wier an eisen Aen e gravéierenden Agréff an d'Associatiouns- a Meenungsfräiheet.

Dass d'Kulturfabrik hir kulturell Missioun erfëllt, geet evident aus hiren Aktivitéitsberichter ervir: Dräi Piliere goufe festgehalen, fir iwwer i) e soziopädagogesche Kader Kanner mat a kulturell Aktivitéiten anzebannen, ii) jonk Konschtschafender ze ënnerstëtzen, iii) Interdisziplinaritéit an den Austausch mat der Groussregioun ze favoriséieren.

Als Äntwert op déi éischt Fro gëllt festzehalen, dass d'politesch Neutralitéit kee legale Kritär fir d'Attributioun vun enger staatlecher finanzieller Ënnerstëtzung ass an dass d'Kulturfabrik déi pertinent Kritäre vum Subventionnement duerchaus erfëllt.

Déi zweet Fro vum honorabelen Deputéierte beschäftegt sech mat den eventuelle finanzielle Konsequenze vun der Verletzung vu statutareschen Obligatiounen.

D'Fro, déi sech stellt, ass, wat am Fall vun enger Statuteverletzung geschéie soll. Et ass dem Verwaltungsrot seng Kompetenz, d'Konsequenzen aus esou enger Situatioun ze zéien. De Lëtzebuerger Stat garantéiert net just iwwert d'Verfassung, mä och iwwer seng europäesch an international Engagementer, esouwuel d'Associatiouns- wéi och d'Meenungsfräiheet. An deem Kontext verbitt sech d'Regierung selbstverständlech all Aschnëtt an d'Prinzipie vun engem d'Grondrecht respektéierende Rechtsstat. Och wann een net mat esou Aussoe vun deem engen oder anere Responsabele vun engem Kulturinstitut averstanen ass, steet et engem Minister net zou, dat Kulturinstitut ofzestrofen, andeems ee seng finanziell Moyene géing kierzen.

Wat d'Ausso vum Direkter ubelaangt, déi an der Press publizéiert gouf, ass den Direkter eleng virum Conseil d'administration responsabel iwwert d'Ëmsetze vun de Statute vun der ASBL. Dës Ausso ass net am Konflikt mat der genereller Ausféierung vun de kulturellen Aktivitéite vun der Kulturfabrik, wéi se an der Konventioun mam Kulturministère virgesi sinn.

D'Associatioun „Centre culturel Kulturfabrik ASBL", déi ënnert der Nummer F3732 am Handelsregëster immatrikuléiert ginn ass, krut duerch en Arrêté grand-ducal vum 23. Juli 2016 d'„utilité publique" unerkannt, an dat opgrond vum Artikel 26-2 vum modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'Associatiounen an d'Fondatiounen.

Laut dem Artikel 26-2 vum Gesetz vun 1928 heescht et: « Les associations sans but lucratif qui poursuivent un but d'intérêt général à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, social, sportif ou touristique peuvent être reconnues d'utilité publique par arrêté grand-ducal. »

Am Kader vun der Instruktioun vun enger Ufro fir d'Unerkennung vun der „utilité publique" gëtt op Basis vun den Aktivitéitsberichter gepréift, ob d'Associatioun an engem oder méi Beräicher vum Artikel 26-2 aktiv ass. Et gëtt och iwwerpréift, ob d'Associatioun hir Obligatioune vis-à-vis vum Handelsregëster respektéiert huet an ob d'Statute vun der Associatioun am Aklang mam Gesetz vun 1928 sinn.

Am Fall vun der Associatioun „Centre culturel Kulturfabrik ASBL" ass den „statut d'utilité publique" opgrond vun der kënschtlerescher Aktivitéit vun der Associatioun, wéi se och an hirem statutareschen Objet steet, unerkannt ginn.

D'Oprechterhale vum „statut d'utilité publique" hänkt dovun of, ob d'Associatioun nach ëmmer déi kënschtleresch Aktivitéit weiderféiert. Et gëtt deemno keng juristesch Berechtegung fir d'Decisioun vun der Unerkennung vum „statut d'utilité publique" vun der Associatioun „Centre culturel Kulturfabrik ASBL" ze revidéieren, an dat opgrond vu Considératiounen, déi sech aus der Applikatioun vu statutaresche Bestëmmungen, déi net duerch d'Gesetz vun 1928 imposéiert sinn an déi och net de Kritär waren, op deenen d'Unerkennung berout. D'Statute vun aneren Associatiounen, déi och am kënschtleresche Beräich aktiv sinn an déi d'„utilité publique" unerkannt kritt hunn, enthalen och net onbedéngt eng Referenz op eng ideologesch, politesch oder reliéis Neutralitéit.

Question 0258 (23.01.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **peste porcine africaine :**

Och wann déi Afrikanesch Schwéngspescht aus de Medie verschwonnen ass, ass d'Gefor, déi vum Virus ausgeet, an de Risk vun enger Kontaminatioun mat den Hausschwäin allgéigewäerteg. Net méi spéit wei de leschte Freiden ass e weidere Fall vun Afrikanescher Schwéngpescht am Raum Arel confirméiert ginn. De Kadaver ass an engem Bësch zu Sesselich, zwee Kilometer vun Arel ewech, fonnt ginn, un der Limitt vun der bestoender „zone tampon".

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Minister fir Ëmwelt folgend Froe stellen.

- Kann d'Regierung de Bilan vun de Preventiounsmesurë maachen, déi getraff gi sinn, zënter de Virus eng éischte Kéier an der Belsch konnt nogewise ginn? Wat gouf an dëser Zäit konkret fir d'Schwéngsproduzente gemaach?

- Duerch de massive Präisréckgang beim Schwéngefleesch stinn eis Betriber viru massive wirtschaftleche Problemer. Wéi huet de Minister wëlles, eis Schwéngsproduzenten an dëser schwiereger Situatioun ze ënnerstëtzen?

- De Präis fir d'Wëllschwäin ass déif gefall. Ginn nach genuch Schwäi geschoss, fir d'Gefor ze reduzéieren?

Réponse (11.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Zënter déi éischt Fäll vun Afrikanescher Schwéngspescht Mëtt September detektéiert goufen, sinn eng ganz Rei Informatiounen un d'Baueren aus dem Schwéngssecteur weidergeleet ginn. D'Veterinärsverwaltung huet des Weideren eng Versammlung mat alle concernéierte Baueren organiséiert, an där nieft der Krankheet och d'Biosécherheet an de Betriber e grousst Thema war, iwwert dat diskutéiert gouf.

D'Landwirtschaftskummer ass derbäi, zesumme mat den zoustännegen Autoritéiten, eng Informatioun auszeschaffen, wou op eng präzis a praktesch Aart a Weis d'präventiv an d'kurativ Mesurë bezüglech de landwirtschaftleche Produktiounsaktivitéiten duergestallt ginn.

Et ass och een Update vun der Datebank vun de Schwéngsbetriber gemaach ginn, an d'Betriber si vun den Inspektere vun der Veterinärsverwaltung besicht ginn, fir si um Niveau vun der Biosécherheet anzeschätzen an eventuell Verbesserungsvirschléi ze maachen.

Och gouf et Informatiounsversammlunge vun der Naturverwaltung an der Veterinärsverwaltung, fir d'Jeeër aus der „zone de surveillance", déi un déi belsch „zone d'observation" grenzt, am Detail ze informéieren.

D'Vertrieder vum Schwéngssecteur a vun de Jeeër sinn och Member vun der Taskforce, wou si kënnen hiert Uleies matdeelen an esou déi verschidden Aktioune vun der Bekämpfung vun der Krankheet matgestalten. Et goufen doropshin Nobesserunge gemaach, notamment bei den Transportfirmen aus dem Schwéngssecteur a bei de Centres de collecte.

All d'Jeeër aus dem Land goufen ugeschriwwen, kruten d'Hygiènesregele rappelléiert a sinn opgefuerdert ginn, all verdächtegt Wëllschwäi beim zoustännege Revéierfierschter respektiv enger speziell heifir ageriichter Hotline ze mellen.

De grand Public, d'Stroossebauverwaltung an d'Police sinn och opgefuerdert ginn, verdächteg Wëllschwäi respektiv Carcassen ze mellen, a maachen dat och. D'Fierschter vun der Naturverwaltung si forméiert ginn, fir déi verdächteg Carcassen ze transportéieren oder ze beprouwen. De Veterinärslabo huet bis elo iwwer 120 Wëllschwäin, déi dout fonnt gi sinn oder verdächteg waren, op d'Afrikanesch Schwéngspescht analyséiert. Bis elo waren all d'Resultater negativ. Säit der leschter Woch sinn d'Jeeër aus der „zone de surveillance" derzou opgeruff ginn, och Prouwe vu geschossene Wëllschwäi fir d'Analys an de Labo ze ginn.

De Marché vum Schwéngefleesch ass e relativ volatillen, an deem et vill Schwankunge gëtt, déi duerch eng Rei vu Facteure beaflosst ginn, wouvunner een déi Afrikanesch Schwéngspescht ass. Am Fall vun der Detektioun vum Virus, sief et an der nationaler Wëllschwäipopulatioun respektiv an engem Schwéngsbetrib, huet dat haaptsächlech Konsequenzen op den Export vun de liewege Schwäin, wou de Ministère da kann agräifen, ënnert der Bedingung, sech un déi europäesch Regelung ze halen.

Wëssenschaftlech ass nach net festgestallt ginn, wéi grouss d'Reduktioun vun der Wëllschwäipopulatioun misst sinn, fir d'Gefor vun der Infektioun duerch de Virus ze verhënneren. Allerdéngs ass d'Situatioun am Fall vun enger Infektioun méi einfach ze geréieren, wann de Bestand vu Wëllschwäi méi déif ass. Dofir, awer och wéinst dem Wëldschued an de landwirtschaftleche Kulturen, ginn d'Jeeër säit Joren dozou opgefuerdert, de Bestand ze verklengeren.

De Marchéspräis vum Wëllschwäi war och an de leschte Joren net ganz héich, an et ass net gewosst, wivill de Präis vum Fleesch sech op den Ofschoss auswierkt. Eisen Informatiounen no goufen dës Saison (2018/2019) an de Juegdlousen, déi un déi belsch „zone tampon/zone de vigilance" grenzen, méi Wëllschwäi geschoss wéi an der Saison 2017/2018. Offiziell Zuelen iwwert d'ganzt Land hu mer eréischt ee Mount no Ofschloss vum Juegdjoer.

Question 0259 (24.01.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **calcul de la pension alimentaire :**

Eltere musse sech am Fall vun enger Scheedung gemeinsam ëm d'Ënnerhaltskäschte vun hire Kanner këmmeren. Wann eng Famill bis net méi zesummen an engem Menage wunnt, kann de Riichter decidéieren, datt een Elterendeel deem anere pro Mount e gewëssene Montant un Alimenter fir d'Kanner iwwerweise muss. Wéi héich dëse Montant muss si bzw. wéi vill Prozent vum Salaire en ausmaache wäert, ass dobäi net gesetzlech geregelt an ënnersteet eleng der Entscheedung vum Riichter. Gläichzäiteg gëtt et zu Lëtzebuerg och keng Orientéierungstabell, déi äänlech wéi déi däitsch „Düsseldorfer Tabelle" festhale géif, wéi ee Montant vun enger Persoun mat engem bestëmmte Salaire standardméisseg als Alimenter bezuelt sollt ginn. Ouni gesetzlech Regelung an ouni aner Orientéierungshëllefen entsteet bei de Betraffenen opgrond vun ontransparente riichterlechen Entscheedungen esou oft eng gewëssen Onsécherheet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Justiz dës Froe stellen:

- Wisou gouf bei der Reform vun 2018 vum Scheedungsgesetz drop verzicht, konkret Regelungen iwwert d'Berechnung vun den Alimenter festzehalen?

- Gesäit d'Regierung vir, eng Tabell nom Modell vun der „Düsseldorfer Tabelle" als Orientéierungshëllef erauszeginn? Falls neen, firwat net?

- Huet den Här Minister Pläng, fir der Magistratur aner Outilen un d'Hand ze ginn, fir fair an transparent Entscheedungen ze treffen?

Réponse (19.02.2019) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

Am Virfeld vun der Reform vum Scheedungsgesetz ass d'Iddi vun enger Tabell äänlech wéi déi däitsch „Düsseldorfer Tabelle" diskutéiert ginn. Dëse Modell gouf schlussendlech awer net zréckbehalen, well e relativ onflexibel ass. D'Léisung, déi zeréckbehale ginn ass, erlaabt et dogéint, d'Alimenter an all Fall präzis op déi individuell Situatioun vun der Famill ofzestëmmen.

Laut dem neien Artikel 372-2 vum Code civil muss sech am Fall vun enger Scheedung oder Trennung all Elterendeel un den Ënnerhaltskäschte vu sengem Kand bedeelegen, an dat proportional zu senge Ressourcen an de Ressource vun deem aneren Elterendeel wéi och zu de Besoine vum Kand (« Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant (…) »)

Et ass also net eleng de Salaire vun den Elteren, deen ausschlaggebend ass, mä och d'konkret Besoine vum Kand. Dës Besoine kënne vu Kand zu Kand ënnerschiddlech sinn an och am Laf vun der Zäit änneren.

Den Artikel 372-2 erlaabt de Riichter, eng gerecht Léisung ze fannen, a léisst hinne gläichzäiteg déi néideg Flexibilitéit, fir de Spezifissitéite vun all Fall kënne Rechnung ze droen.

Et ass dofir net virgesinn, eng Tabell nom Modell vun der „Düsseldorfer Tabelle" oder aner Outilen erauszeginn. Déi aktuell Regelung erlaabt dem Riichter, an all Fall op déi konkret Situatioun vun der Famill Rücksicht ze huelen.

Question 0262 (24.01.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**imposition des entreprises multinationales :**

Un rapport initié par le groupe des Verts au Parlement européen prétend que le Luxembourg serait le champion absolu en matière d'écart entre le taux légal d'imposition des entreprises et le taux moyen effectif.

Alors que le taux d'imposition effectif sur les revenus des entreprises multinationales serait de 29 % le taux réel se réduirait à 2 % en moyenne.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il a pris connaissance de ce rapport et quelle est son appréciation de ces affirmations qui se basent sur des données de 2011 à 2015 ?

Réponse (25.02.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0246 de l'honorable Députée Diane Adehm, le rapport auquel fait référence l'honorable Député contient des failles méthodologiques significatives, qui remettent en question le bien-fondé de ses conclusions.

En particulier, il est regrettable que les données de base se limitent à la période 2011-2015. Ainsi, les effets des réformes mises en œuvre par les États depuis l'adoption du Plan d'action BEPS (érosion de la base et transfert de bénéfices) de l'OCDE en 2015 n'y trouvent pas leur reflet.

Pour mémoire, en ce qui concerne plus particulièrement le Luxembourg, les réformes suivantes ont été mises en œuvre depuis le début de la dernière période de législature :

- l'abrogation, à partir de 2015, de l'ancien régime fiscal en faveur de la propriété intellectuelle ;

- la réforme du régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents, en transposition des directives 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 et 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 ;

- l'adaptation des règles en matière des prix de transfert conformément aux nouvelles normes retenues dans le cadre de l'action BEPS dans ce domaine, à savoir :

(1) l'adaptation par la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir de l'article 56 de la loi concernant l'Impôt sur le revenu (L.I.R.) en introduisant le principe de pleine concurrence dans la législation nationale sur des transactions effectuées entre entreprises liées ; et

(2) l'introduction par la loi du 23 décembre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 d'une nouvelle disposition, à savoir l'article 56bis L.I.R. qui renferme les principes de base à respecter dans le cadre d'une analyse de prix de transfert ;

- la transposition par la loi du 23 juillet 2016 de la directive du 8 décembre 2015 (UE) 2015/2376 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire des décisions fiscales anticipées ainsi que les accords préalables en matière de prix de transfert ayant un impact transfrontalier ;

- la transposition par la loi du 23 décembre 2016 de la directive 2016/881/UE du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE du Conseil en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal dont l'objet est d'étendre les échanges d'informations aux déclarations pays par pays qui impose aux groupes d'entreprises multinationales de préparer des fichiers de prix de transferts (TP) aux fins de leur communication aux administrations fiscales ;

- la transposition par la loi du 21 décembre 2018 de la directive 2016/1164 du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur (« ATAD I »).

Cette liste est complétée par l'approbation par la Chambre des Députés, en date du 14 février 2019, de la Convention multilatérale signée le 7 juin 2017 ayant pour but la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales afin de prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Question 0264 (25.01.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL) :**

Le nouveau programme gouvernemental envisage de poursuivre les démarches de modernisation et d'innovation du système éducatif luxembourgeois par la promotion d'une offre scolaire variée et adaptée au développement de notre société. L'École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg (EHTL), unique en son genre sur l'échiquier national, s'est d'ores et déjà engagée sur cette nouvelle voie ; d'une part par le truchement de la loi du 7 septembre 2018 portant sur son organisation et son fonctionnement et d'autre part par l'élargissement de son éventail de formations offrant dorénavant un diplôme de fin d'études générales et un brevet de technicien supérieur (BAC+2).

En revanche, certains projets ou initiatives présumés pour accompagner ces nouveaux défis de manière plus efficace nécessitent des informations complémentaires puisqu'ils concernent, directement ou indirectement, plusieurs ministères.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire :

1) À quel stade se trouvent la planification et la réalisation des travaux de rénovation et d'adaptation des infrastructures de l'EHTL ?

2) Comment est-ce que le bon fonctionnement de l'EHTL pourra-t-il être assuré pendant la mise en œuvre de ces travaux d'envergure ?

3) Est-ce que la construction de logements pour étudiants est également prévue dans ces travaux eu égard au développement institutionnel et pédagogique de l'EHTL et vu le manque de logements auquel l'EHTL doit actuellement faire face ?

4) Quelle est l'évolution du projet de construction de l'hôtel d'application ? Qu'en est-il de l'organisation et du fonctionnement du futur hôtel d'application et quelle sera sa forme juridique ?

5) Est-ce que les notions d'économie circulaire et de développement durable seront intégrées dans ce projet ? Dans l'affirmative, quel ministère recevra la mission de conduire le projet ?

6) Considérant l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie, comment l'EHTL envisage-t-elle de développer à l'avenir son offre de formation professionnelle continue dans le domaine de l'Horeca ? Est-ce que la création d'un centre de formation professionnelle continue (sous forme de pôle d'excellence et incubateur de talents) dans le domaine de l'Horeca est à l'étude ?

Réponse commune (12.03.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Un projet de rénovation a été élaboré en 2018 par les responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) et a été transmis au Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Or, il s'avère que lors de l'élaboration de ce projet de rénovation ni la mise en place d'un hôtel d'application, ni la transformation du logement pour étudiants, ni l'aménagement d'un centre de formation professionnelle continue dans le domaine de la gastronomie, de l'hospitalité et du tourisme n'avaient été pris en compte à ce moment, étant donné que la nouvelle loi portant sur l'organisation et le fonctionnement du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck et modifiant sa dénomination n'est entrée en vigueur qu'en date du 7 septembre 2018, c'est-à-dire après l'élaboration du projet de rénovation.

En se référant au programme gouvernemental qui prévoit dans ses annexes de nouvelles infrastructures pour les besoins de l'EHTL et considérant que le projet de rénovation initial n'intègre pas encore à ce stade les éléments précités, les ministères concernés initieront une étude de faisabilité dans les meilleurs délais. Celle-ci tiendra compte des investissements antérieurs réalisés. Qui plus est, le MENJE est en train de procéder à une analyse des besoins incluant un nouveau projet de construction qui sera transmis dans les meilleurs délais au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Le secteur de l'Horeca évolue rapidement, alors que les besoins des élèves changent, tout comme leur façon d'apprendre. L'évolution des nouvelles technologies et l'avènement du numérique nécessitent plus de modularité et de flexibilité en matière d'infrastructures. Le nouveau projet devra intégrer les principes de l'économie circulaire conformément aux lignes directrices du programme gouvernemental en la matière.

ad 2) Il va de soi que le bon fonctionnement de l'EHTL devra être assuré pendant la période transitoire s'étendant sur toute la durée des travaux de construction. L'étude de faisabilité précitée devra apporter une réponse appropriée et circonstanciée à cette question.

ad 3) Sachant que 76 % des élèves sont majeurs et compte tenu du fait que les modalités de fonctionnement se différencient considérablement des autres lycées (année scolaire de cours sur 28 semaines et dix semaines de stage en entreprise), il va de soi que l'EHTL nécessite des infrastructures d'accueil spécifiques. Par ailleurs, le rythme journalier à l'EHTL est souvent particulier, comme les apprenants doivent parfois commencer tôt le matin ou bien intervenir dans la soirée. Une coopération avec d'autres structures de logements s'est par le passé toujours avérée difficile en raison des modes d'exploitation différents, à savoir davantage à vocation socio-éducative, sans compter une capacité totale jugée insuffisante. À cet égard s'ajoute le constat que l'EHTL s'est au fil du temps dotée de nouvelles formations, dont une postsecondaire (BTS), que d'autres formations sont à l'étude et que les engagements au niveau international sont multiples et font partie du fonctionnement normal de l'EHTL. Toutes ces considérations expliquent le fait que le logement pour étudiants de l'EHTL ne saurait être traité de la même façon qu'un internat d'élèves d'un lycée. C'est pourquoi le nouveau projet de construction devra être revu afin d'y incorporer les structures de logements pour étudiants.

ad 4) Un hôtel d'application doit faire sens d'un point de vue pédagogique et économique. Ce projet permettra aux élèves et étudiants de découvrir le secteur de l'hospitalité de façon authentique puisqu'ils seront mis en

situation réelle dans les différents services et secteurs de l'établissement. Le Gouvernement ne saurait cautionner l'investissement de ressources financières conséquentes pour un projet qui fonctionnerait seulement quelques mois par année scolaire. L'EHTL a recruté un fonctionnaire de la carrière A1 pour exclusivement conceptualiser ce projet. Quant au site, il s'agit de l'ancien « Hôtel Star » à Diekirch qui fait actuellement office d'internat et de restaurant d'application. La philosophie du projet vise à proposer une expérience hôtelière unique et incontournable dans la région au travers d'un établissement connecté et interactif, regroupant innovation et modernité dans un esprit environnemental sain et durable. Les apprenants y découvriront les nouvelles tendances technologiques et écologiques et pourront se plonger instantanément dans la réalité du secteur de l'hospitalité. Quoi qu'il en soit, il faudra tenir compte des structures existantes et des limites d'un tel projet.

Un architecte d'intérieur sera prochainement chargé de repenser l'agencement des espaces de l'hôtel qui comprendra une réception, un bar, un restaurant, 18 à 20 chambres et des salles de réunion amovibles. Suivront ensuite les procédures classiques, à savoir l'établissement d'un avant-projet détaillé, d'un avant-projet sommaire et d'un projet définitif détaillé. Selon les estimations, le début des travaux pourrait être prévu pour le printemps 2020. Un groupe de travail étudie actuellement au sein de l'EHTL différentes pistes visant à harmoniser et adapter les cours théoriques de l'école aux stages pratiques à l'hôtel. L'organisation et le fonctionnement de l'hôtel seront tributaires de la forme juridique que l'hôtel revêtira. À l'instar d'autres hôtels d'application à l'étranger, l'organisation des ressources humaines pourrait être « hybride ». Une structure organisationnelle « hybride » assurerait une communication transversale entre la direction de l'EHTL et celle de l'hôtel d'application.

Finalement, il m'importe de préciser que l'hôtel d'application devra chercher des synergies avec les professionnels locaux puisque sa mission primaire est de former des jeunes qui pourront ensuite accéder au marché du travail.

ad 5) Au terme de plusieurs réunions de concertation, le Ministère de l'Économie, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et l'EHTL se sont mis d'accord pour appliquer les principes de l'économie circulaire à l'hôtel d'application. L'hôtel d'application de l'EHTL pourrait ainsi se distinguer comme projet pilote susceptible de servir d'exemple pour d'autres projets de rénovation et d'adaptation dans le secteur de l'Horeca au Luxembourg. Bien sûr, il faudra faire avec l'existant et adapter le cas échéant les objectifs recherchés. L'établissement s'engagera dans une démarche responsable et de préservation de l'environnement. Il s'agira non seulement de suivre les nouvelles tendances dans le domaine du développement durable, mais aussi de garantir une conduite responsable et de partager les informations sur les bonnes pratiques environnementales avec les élèves, étudiants et clients de l'hôtel. Les principes de l'économie circulaire seront dans la mesure du possible appliqués en fonction des corps de métiers locaux identifiés. Réduire et rationnaliser la consommation d'eau, d'électricité, diminuer le lavage du linge de lit et des serviettes, limiter, voire bannir l'emploi du plastique ou d'autres matières non recyclables, employer des matériaux naturels, durables et recyclables, réduire ou réutiliser les déchets (biodégradables, compostes, ...), utiliser des produits locaux, appliquer la philosophie « saine » en cuisine ou encore améliorer la qualité de l'air, voici quelques pistes à moindre coût de bonne gestion environnementale qui pourront être explorées. Le statut unique de l'EHTL est singulier au Luxembourg. Le but affiché est de voir le projet d'hôtel d'application revêtir un caractère novateur et jouer un rôle significatif pour la formation des étudiants, pour le secteur de l'Horeca et pour le secteur du tourisme au Luxembourg.

Étant donné qu'il s'agit d'un projet de construction public, il est évident que le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics sera par le biais de son Administration des bâtiments publics maître d'ouvrage du projet.

ad 6) C'est un fait connu et incontestable que depuis de longues années le secteur de l'Horeca doit faire face à un manque de main-d'œuvre qualifiée. Ce secteur est un secteur dynamique, d'où l'importance d'offrir des formations professionnelles continues à plusieurs niveaux, à savoir aux apprenants qui désirent approfondir ou rafraîchir leurs connaissances initiales, aux candidats à la recherche d'une reconversion professionnelle (« Lifelong Learning ») et aux patrons qui souhaitent faire évoluer leur entreprise. Le Gouvernement précédent a déjà lancé plusieurs initiatives qui n'ont pas encore pu aboutir. À l'évidence, les initiatives politiques en matière de formation initiale et de formation professionnelle continue doivent être coordonnées, mais également davantage liées entre elles sous peine de perdre en cohérence et en pertinence. Le projet de construction vise justement à mettre en place une solution cohérente, complète et répondant aux besoins du secteur de l'Horeca. À ce titre, l'avis du conseil consultatif de l'EHTL, créé par la nouvelle loi, sera sollicité afin d'asseoir les décisions sur des bases larges et partagées. En même temps, le MENJE essaiera d'identifier un site adapté disposant des infrastructures appropriées et essentielles pour la création d'un centre de formation professionnelle continue qui sera appelé à fonctionner de concert avec l'EHTL.

Au vu de ce qui précède et dans un souci d'harmonie et de cohérence pour l'ensemble de ces projets, l'avis du conseil consultatif de l'EHTL sera sollicité afin de pouvoir étudier diligemment l'option d'une structure juridique unique et appropriée qui aura pour ambition d'assurer le bon fonctionnement et de contribuer à la dynamique des multiples activités de l'EHTL.

Question 0265 (25.01.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **lettres de gage sur énergies renouvelables :**

Säit der Ännerung vum 22. Juni 2018 vum Gesetz vum 5. Abrëll 1993 kënnen zu Lëtzebuerg dem Artikel 12-1 entspriechend net nëmme Prêten, déi duerch Immobilien, mä och solch, déi duerch „immobiliers portant sur des biens générateurs d'énergies renouvelables" beséchert sinn, an den Deckungspool vu Pfandbreiwer (lettres de gage) kommen. D'Europäesch Kommissioun huet allerdéngs schonn am Mäerz 2018 eng Propositioun fir eng Richtlinn vum Europäesche Parlament a vum Rot iwwert d'Emissioun vu gedeckte Scholdverschreiwungen (obligations garanties) presentéiert, an där et am Artikel 8 d) heescht, dass gedeckte Scholdverschreiwungen - zu deenen och d'Pfandbréiwer gehéieren - mussen duerch „hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels ou des biens immobiliers commerciaux" garantéiert sinn. D'Thema vun der erneierbarer Energie fënnt an dëser Propositioun domat keng Erwänung.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Energie an dem Här Finanzminister dës Froe stellen

- Sinn d'Häre Ministeren der Meenung, dass déi lëtzebuergesch Gesetzgebung iwwer Pfandbréiwer am Bezuch op erneierbar Energië wäert musse geännert gi virum Hannergrond vun enger EU-Harmoniséierung?

- Gesäit d'Regierung vir, sech op europäeschem Niveau der genannter Direktivspropositioun entgéintzestellen?

- Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir an Zukunft am Kontext vun den erneierbaren Energien alternativ Finanzinstrumenter ze fërderen, falls eng Finanzéierung vu Kreditter iwwert de Pfandbréif opgrond vun enger EU-Direktiv net méi méiglech sollt sinn?

Réponse commune (11.03.2019) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten hëlt a senger parlamentarescher Fro Bezuch op den Artikel 8 d) vun der Propositioun vun der Europäescher Kommissioun fir eng Direktiv iwwert d'Emissioun vu gedeckte Scholdverschreiwungen. An deem Kontext ass et ervirzehiewen, dass den Artikel 8 d) sech nëmmen op déi gedeckte Scholdverschreiwunge bezitt, déi duerch een „intragroup pooling" zustanekommen. Dëst kënnt geméinlech bei den Transaktiounen hei zu Lëtzebuerg net zum Droen.

D'Verhandlungen am Kader vun der Propositioun vun der Kommissioun fir eng Direktiv iwwert d'Emissioun vu gedeckte Scholdverschreiwunge sinn nach amgaangen. Entspriechend dem Text, deen zum Schluss vun de Verhandlunge wäert zréckbehale ginn, ass et net ausgeschloss, dass d'lëtzebuergesch Gesetzgebung iwwert d'Pfandbréiwer wäert punktuell mussen un déi zukënfteg Direktiv adaptéiert ginn.

Lëtzebuerg stellt sech der Propositioun vun der Kommissioun net entgéint, mä hëlt aktiv un de Verhandlungen deel.

D'Pfandbréiwer iwwer erneierbar Energië sinn nei an innovativ Instrumenter, déi momentan nach kee signifikative Maartundeel an der Finanzéierung vu Kreditter gewonn hunn. Onofhängeg vum Ausgang vun de Verhandlungen iwwert d'Propositioun fir eng Direktiv iwwert d'Emissioun vu gedeckte Scholdverschreiwungen, wäert d'Regierung hiren Effort fir den Opschwong vun innovative Finanzinstrumenter am Beräich Emwelt an erneierbar Energië konsequent fortsetzen.

An dësem Kontext ass ze erwänen, dass de Koalitiounsprogramm virgesäit, dass Lëtzebuerg zu engem „centre d'excellence" am Beräich vun den nohaltege Finanzen entwéckelt gëtt.

Question 0271 (25.01.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **véhicules historiques :**

Le groupe de véhicules historiques du Parlement européen (« Historic Vehicle Group », HVG) demande à ce que dans toute l'Union européenne les véhicules historiques soient exclus des interdictions de circulation dans les zones « écologiques », qui sont des zones à circulation restreinte pour différents types de véhicules à moteur diesel. Le groupe de travail se réfère à l'étude « Study on urban vehicle access régulations » de la Commission européenne qui argumente que les véhicules historiques devraient être exemptés de telles interdictions de circulation « vu leur faible utilisation dans les zones régulées en plus de leur contribution à la préservation de l'héritage automobile ». À défaut en milieu urbain les propriétaires de véhicules historiques, ainsi que tous les prestataires de services automobiles spécialisés se verraient punis de manière disproportionnée.

Il me revient d'ailleurs qu'une telle exception existe déjà en Allemagne pour les véhicules historiques officiellement reconnus comme tels (véhicules avec « H-Kennzeichen » ou « 07-Kennzeichen »).

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics les questions suivantes :

- Quelle est la règlementation en vigueur en matière de véhicules historiques au Luxembourg ?

- Combien de véhicules de ce type sont immatriculés au Luxembourg ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que des véhicules historiques officiellement reconnus en Allemagne sont autorisés à circuler dans les « Umweltzonen » ?

- Est-ce que des véhicules historiques reconnus comme tels au Luxembourg le sont aussi en Allemagne, i. e. est-ce que les véhicules historiques immatriculés au Grand-Duché sont autorisés à circuler dans les zones limitées allemandes ?

- Dans la négative et considérant la proximité géographique de notre pays avec l'Allemagne, la probabilité élevée que le nombre de « Umweltzonen » va augmenter à moyen terme et le fait que d'autres pays risquent de suivre l'exemple de l'Allemagne en matière de zone interdisant la circulation aux véhicules diesel, Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que la mise en place d'une définition unitaire au niveau européen du terme « véhicule historique » serait judicieuse ?

- Le Gouvernement luxembourgeois va-t-il s'engager en faveur d'une telle définition homogène et d'une exemption des véhicules historiques à l'interdiction de circulation dans les zones écologiques ?

Réponse (11.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Au Luxembourg le véhicule historique est défini à la rubrique 2. 23 de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, à savoir « 2. 23. véhicule historique : tout véhicule routier soumis à l'immatriculation qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

1. il a été construit ou immatriculé pour la première fois il y a au moins 30 ans ;

2. son type particulier, tel que défini par la législation pertinente de l'Union européenne ou nationale, n'est plus produit ;

3. il est préservé sur le plan historique et maintenu dans son état d'origine, et aucune modification essentielle n'a été apportée aux caractéristiques techniques de ses composants principaux ».

Comme cette définition est reprise d'une directive européenne, elle est d'application dans tous les États membres de l'Union européenne, qui sont obligés à la reprendre dans leur législation respective.

Conformément à la base de données nationale des véhicules immatriculés, il y a actuellement environ 20.000 véhicules enregistrés comme véhicule historique, ce qui représente une part de 4,6 % du nombre total de véhicules immatriculés.

Concernant sa troisième question, il reviendra à l'honorable Député de s'adresser aux autorités compétentes en Allemagne.

En présence d'une définition harmonisée au niveau européen, les véhicules immatriculés au Luxembourg comme véhicules historiques devraient également être reconnus comme tels par les autres État membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'accès de ces véhicules aux zones à circulation restreinte, il y a lieu de renvoyer l'honorable Député aux autorités compétentes allemandes, telles que les communes, alors qu'il revient à ces dernières de fixer les conditions d'accès des véhicules, y compris des véhicules historiques, à ces zones. De ce fait, les conditions d'accès peuvent varier d'une ville à l'autre.

En ce qui concerne ses deux dernières questions, il y a lieu de se référer à l'article 2 rubrique 2. 23 précitée, notion provenant d'une directive européenne.

Question 0274 (28.01.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**étude de l'Agence nationale de sécurité sanitaire relative aux substances toxiques dans les couches :**

A Frankräich sinn déi lescht Woch sämtlech Produzente vu Wëndelen (fir Puppelcher a fir Leit mat Inkontinenz) an de Wirtschaftsministère bestallt ginn. Dat, fir si mat de Resultater vun enger neier Anses-Etüd ze confrontéieren.

Fir eng éischte Kéier huet déi franséisch Agence nationale de sécurité sanitaire op internationalem Niveau déi gesondheetlech Risiken, déi vu Wëndelen ausginn, analyséiert. Dobäi sinn toxesch Substanze festgestallt ginn, déi iwwert dem normale Grenzwäert leien. Dës méi héich Wäerter stinn am Verdacht, fir kriibserreegend ze sinn, grad wéi och Allergien ausléisen ze kënnen. Schold dorunner wieren, der Anses no, an der Haaptsaach chemesch Substanzen, mat deenen d'Wëndele parfuméiert ginn.

D'Agence huet elo en Opruff un d'Produzente gemaach, fir op déi betraffe Stoffer ze verzichten. Net alleguerten d'Wëndelmarke si betraff, den Ament publizéiert déi zoustänneg Agence awer nach keng schwaarz Lëscht. D'Produzente ginn elo vun de franséischen Autoritéiten opgefuerdert, fir sech ze engagéieren, fir am Kader vun der Wëndelproduktioun op gesondheetsschiedlech Substanzen ze verzichten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Vill vun dëse Wëndele ginn och hei zu Lëtzebuerg verkaf, gëtt et schonn eng éischt Reaktioun op déi nei Anses-Etüd vun den zoustännegen Autoritéiten?

2. Wéi ginn elo d'Resultater vun der Anses-Etüd generell consideréiert, wat fir eng Precautiounsmesurë ginn hei am Land geholl?

Réponse (01.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Majoritéit vun de Wëndelen, déi hei zu Lëtzebuerg verkaf ginn, kommen aus de Länner vun der europäescher Unioun. Déi Wëndelen, déi aus Drëttlänner importéiert ginn, ënnerstinn awer och de Gesondheets- a Sécherheetsregele vun der Europäescher Unioun. Et gëtt keng Produktioun vu Wëndelen zu Lëtzebuerg.

De Gesondheetsministère ass am Bild an huet Kenntnis vun der Anses-Studie vum November 2018 iwwer chemesch Substanzen an de Wëndelen.

ad 2. De Bilan vun der Etüd ass net positiv, well an all de geteste Wëndelen et op d'mannst eng chemesch Substanz gëtt, déi iwwer engem Grenzwäert läit. Et handelt sech ëm Parfum-Substanzen, déi fräiwëlleg bäigefüügt ginn, oder ëm Molekülen, déi wärend dem Fabrikatiounsprozess entstinn (PCB, Furanes) oder beim Bleechen duerch Chlor-Derivater. An den Tester sinn och Pestiziden oder aner organesch volatill Substanze fonnt ginn. Déi franséisch Agence präziséiert, dass, ausser Parfum, déi aner Molekülen net express vun de Produzente bäigefüügt ginn.

Dëse Rapport notéiert och, dass et keng epidemiologesch Date gëtt, fir eng Verbindung ze maachen tëschent Gesondheetsschied an dem droe vun de Wëndelen. De Risiko ass, dass déi chemesch Produite souwéi den Urin d'Haut vum Bëbee irritéieren.

Déi franséisch Agence recommandéiert, dass d'Produzente vu Wëndelen déi concernéiert Substanzen eliminéieren oder op e Maximum reduzéieren, an ënnersträicht d'Necessitéit, fir e méi strenge gesetzleche Kader ze schafen. Lëtzebuerg wäert dës Initiativ op EU-Niveau ënnerstëtzen.

Question 0281 (29.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation de Google à Bissen :**

Den 19. Januar 2019 huet den Här Minister fir Energie- a Klimafroen op RTL-Radio e puer Explikatiounen zum Thema Google-Datenzenter zu Biissen ginn.

Dozou wéilt ech dem Här Statsminister, Kommunikatiouns- a Medieminister, Minister fir Digitaliséierung, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Minister fir Energie an dem HärarHär Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Den Här Minister Turmes huet argumentéiert, datt en Deel vun deenen Daten, déi zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, zu Biissen géife stockéiert ginn. Well den Internet jo per se weltwäit fonctionnéiert, kann déi Ausso a priori iwwerraschen. Huet d'Regierung konkret Elementer, fir ze soen, datt den Datenzenter zu Biissen géif speziell dofir genotzt ginn, fir Daten ze stockéieren, déi zu Lëtzebuerg géife produzéiert ginn? Wa jo, wéi eng Date wären dat, a wéi en Datevolumen am Verglach zum Gesamtvolume géif dat duerstellen, souwuel am Verglach mat den national produzéierten Datemenge wéi och am Verglach vun der Stockéierungscapacitéit vun dem envisagéierte Google-Datenzenter zu Biissen? Plangt d'Regierung de Google-Datenzenter, fir Regierungszwecker ze benotzen? Wa jo, op wéi eng Manéier?

2. Ass d'Capacitéit vun deenen Datenzenteren, déi schonn zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, voll ausgelaascht? Wann net, wéi eng Efforte gi gemaach fir déi Capacitéiten ze vermaarten? Ass mat Google och iwwer d'Notzung vun aneren Datenzenteren zu Lëtzebuerg geschwat ginn?

3. Wéi e Geschäftsmodell soll de Google-Datenzenter kréien? Offréiert de geplangte Google-Datenzenter och Capacitéite fir aner Akteuren, an trëtt hien domat a Konkurrenz zu aneren Datenzenteren, och hei zu Lëtzebuerg?

4. De Google-Datenzenter an Irland ass loftgekillt. Ass esou eng Léisung och fir Biissen méiglech? Wéi eng Iddie gi gepréift, fir de Waasserverbrauch vun dem Datenzenter ze miniméieren?

5. Den Här Minister Turmes huet duerchblécke gelooss, datt Daten, déi hei zu Lëtzebuerg géife stockéiert ginn, doduerch besser virun auslännesche Geheimdéngschter kéinte protegéiert ginn, speziell och déi Daten, déi zu Lëtzebuerg géife produzéiert ginn. Op wéi eng konkret Considératioune baséiert sech dës Ausso? Ass dat eng realistesch Ausso?

6. D'Protektioun virun Iwwergréffer diverser Natur ass jo net deen eenzege Sécherheetsaspekt. Wéi ass den Zougréff op esou Daten, déi zu Lëtzebuerg stockéiert sinn, am Fall vun Ufroe vun anere State fir polizeilech oder steierlech Enquêtë geregelt? Ka séchergestallt ginn, datt am Fall vun enger Ufro vun enger anerer Regierung, den eventuellen Zougréff nëmmen op Date geschitt, déi och wierklech concernéiert sinn?

7. Ass séchergestallt, datt Google seng Daten nëmmen entspriechend zur Lëtzebuerger Gesetzgebung erausgëtt, an net no Legislatioune vun anere Länner a besonnesch vu sengem Ursprongsland?

8. Ass iwwerhaapt scho gewosst, ob déi Daten, déi zu Biissen stockéiert ginn, exklusiv do leien oder vläicht am Kader vu Sécherungsmesuren op anere Plazen (Datenzenteren oder Cloud) replizéiert ginn?

9. Wéi e Sécherheetsniveau kritt den Datenzenter vu Google, a kritt d'Lëtzebuerger Regierung eng Verantwortung, wat déi physesch Sécherheet vun den Installatiounen ugeet? Wa jo, gëtt Google un de Käschte bedeelegt?

10. Wéi e Geschäftsmodell huet den Datenzenter? Ass de renge Stockage vun Donnéeën eng Aktivitéit, déi Emsaz a Gewënn generéiert, oder a wéi engem Kader kéint Google fir esou eng Infrastruktur besteiert ginn?

11. War am Kader vum Dossier Google je rieds, ausser dem Stockage vun Donnéeën och aner Aktivitéite wéi zum Beispill Recherche op Lëtzebuerg ze zéien?

Réponse commune (05.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

An der Emissioun „Background am Gespréich" op RTL Radio Lëtzebuerg huet de Minister fir Energie sech am Sënn geäussert, dass eng modern Gesellschaft, zemools an engem technologesch héich entwéckelte Land wéi Lëtzebuerg, all Dag Donnéeë produzéiert, déi och musse stockéiert ginn. Lëtzebuerg huet eng staark Positioun um Marché vun den Datenzenteren, wou esou Donnéeë verwalt a stockéiert ginn.

Gläichzäiteg sinn awer och vill vun den Daten a privaten Informatioune vu Lëtzebuerger Utilisateuren, déi uechtert d'Welt vu multinationalen Entreprisë geréiert ginn, net hei am Land stockéiert. Den Här Minister Turmes huet ënnerstrach, dass Lëtzebuerg mat enger internationaler Renommée fir héich Standarden am Datenzentergeschäft eng ideal Plaz ass fir de Stockage vun Informatiounen. Dass eng grouss amerikanesch Entreprise sech an deem Kontext fir en Emplacement vun engem Datenzenter fir Lëtzebuerg interesséiert wier deemno ze begréissen.

De Minister Turmes huet am Interview mat RTL iwwerdeems och däitlech gemaach, dass et nach keng definitiv Decisioun gëtt, wat d'Implantatioun vun engem groussen Datenzenter zu Biissen betrëfft an deementspriechend och keng affirmativ Aussoen zu deem Projet an enger eventueller Zesummenaarbecht mat der Regierung fir eenzel Servicer gemaach.

De Stockage an d'Gestioun vun Donnéeën ass e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie an de Marché vun den Datenzenteren ass en Haaptelement vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun. D'Capacitéiten u Surfacë wuesse permanent a mussen och weider wuessen, fir der aktueller an der zu künfteger Demande gerecht ze ginn. D'Regierung huet keng Informatiounen iwwert déi aktuell Auslaaschtung an eventuell Expandéierungspläng vun deene sëlleche privaten Akteuren um Lëtzebuerger Marché.

D'Regierung verfügt zu dësem Zäitpunkt net iwwer konkret Informatiounen, déi et hir géifen erlaben, Aussoen zum Geschäftsmodell vun deem eventuelle Projet vun engem Datenzenter zu Biissen ze maachen.

Question 0283 (30.01.2019) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **participation des entreprises au financement des centres de compétences :**

Laut Accord interprofessionnel vum 3. Juli 2015 tëschent der Fédération des artisans an de Gewerkschaften LCGB an OGB-L, a laut groussherzoglechem Reglement vum 1. November 2015, mussen d'Betriber obligatoresch Cotisatioune fir sektoriell Weiterbildungsformatiounen un déi sougenannt Centres de compétences ausbezuelen.

Am Koalitiounsaccord 2018-2023 steet dann och dran, datt d'Attestatioune vun ënner anerem de Centres de compétences professionnels unerkannt solle ginn « afin de les rendre comptabilisables en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un brevet étatique ».

Laut Accord interprofessionnel vun 2015 mussen d'Betriber 0,5 % vun hirer Masse salariale annuelle als Cotisatioun un d'Centres de compétences oftrieden. Eisen Informatiounen no sollen et eng Partie Handwierksbetriber ginn, déi vum Dierwiechter somméiert goufen, fir des Cotisatiounen nozebezuelen.

Vu dass och jonk Betriber, déi nach kee Benefiss schreiwen, sech un dëse Cotisatioune musse bedeelegen, an dat fir si awer eng gréisser Depense duerstellt, wollte mir folgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren?

- Muss ee Betrib, deen net Member an der Fédération des artisans ass, och dës Cotisatioune bezuelen?

- Ass de Minister der Meenung, datt den Accord interprofessionnel, esou wéi en am groussherzogleche Reglement vum 1. November 2015 beschriwwen ass, soll bäibehale ginn, wuel wëssend, datt virun allem méi kleng Betriber dës Formatiounen net brauchen?

- Wat ass déi finanziell Bedeelegung vum Stat bei dëse Kompetenzzentren?

- Wat ass déi finanziell Bedeelegung vum Stat bei de Weiderbildungen an anere Secteure wéi zum Beispill der Horesca?

- Wéi kann de Minister senger Meenung no zu enger Léisung vum beschriwwene Problem bäidroen?

Réponse (07.03.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

D'Zil vun der Prozedur vun der Allgemengverbindlechkeetserklärung vu Kollektivverträg oder interprofessionnellen Accorden ass jo, dass dat Ofkommes am ganze Secteur applikabel gëtt, och wann dee jeeweilege Betrib net Member vun enger vun de Vertragsparteien ass.

Et ass also richteg, dass och déi Handwierksbetriber, déi net Member an der Handwierksfederatioun sinn, musse cotiséieren. Déi staatlech Interventioun an deem ugesprachenen Dossier ass just déi gewiescht, fir de Sozialpartner hirem Wonsch betreffend d'Allgemengverbindlechkeetserklärung vum interprofessionnellen Accord nozekommen an dës ze dekretéieren, wat och geschitt ass duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 1. November 2015, an dat no Konsultatioun a mam Accord vum nationale Schlichtungsamt a vun den zoustännege Beruffschamberen.

Wat de Contenu vun deem Accord ugeet, esou läit déi Gestaltung bei de Sozialpartner am Kontext vun der Tarifautonomie an et ass net um Aarbechtsminister, fir sech an déi Tarifautonomie anzemëschen oder d'Resultat dovunner ze kommentéieren.

Wat d'finanziell Bedeelegung vum Stat bei der Weiderbildung ugeet, esou geschitt déi iwwert d'Dispositioune vun den Artikelen L. 542-1 bis L. 542-19 vum Aarbechtsgesetzbuch, an dat onofhängeg vum Secteur, an deem se stattfënnt.

Question 0284 (30.01.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tarifs des contrats de télécommunication :**

A ville Beräicher, mä haaptsächlech am Beräich vun der Telekommunikatioun gëtt et ëmmer méi üüblech, datt Abonnementer ugebuede ginn, bei deenen ee wärend den éischte Méint méi niddreg Mensualitéite bezuele kann, wéi wärend der Schlussperiod. Et handelt sech also ëm Offere vun der Form: X € fir déi éischt Méint an duerno Y € fir de Rescht vum Kontrakt, woubäi X regelméisseg méi kleng ass wéi Y an d'Schlussperiod vum Kontrakt och duerchaus méi laang ka sinn ewéi d'Period vun der Remise. Well déi divers Ubidder verschidden esou Abonnementer mat variabele Mensualitéiten an der Offer hunn, déi sech och nach an hire Lafzäiten ënnerscheeden, ass et fir de Konsument net ëmmer einfach, festzestellen, wéi een Abonnement fir hie finanziell wierklech am attraktiivsten ass. Well de Commerce weess, dass déi wéinegst Leit sämtlech Offeren duerchrechnen, ginn déi reduzéiert Präisser vun den Ufanksméint dofir och gären a Publicitéitscampagnë benotzt, fir d'Clienten a Richtung vun (an der Moyenne) méi deiere Produiten ze steieren. Wärend een zum Beispill bei Kreditter den Taux effectif muss affichéieren, kënnen d'Ubidder vu Kontrakter mat Mensualitéiten also dovu profitéieren, datt et hei keng Regelung gëtt, déi besoe géif, datt een d'Héicht vun der „mensualité moyenne" misst uginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

- Ass d'Madamm Ministesch der Opfaassung, datt an dësem Kontext den Affichage vun engem Präis, dee méi niddreg wéi d'Moyenne vun de Mensualitéiten ass, eng Täuschung vum Konsument duerstelle kann?

- Huet d'Regierung konkret Pläng, fir d'Konsumente besser virun de genannte kommerziellen Taktiken ze schützen?

- Wéi wëllt d'Regierung virum Hannergrond, datt de Gesamtkäschtepunkt vun engem Kontrakt vun de variabele Lafzäiten an de verschiddene Mensualitéiten ofhänkt, d'Vergläichbarkeet vun den Offere garantéieren?

Réponse (22.02.2019) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Den honorabelen Deputéierte weist mat senger Fro op eng Praxis hin, déi de Konsument aus sengem eegene Liewe säit längerem kennt a mat där e sech deementspriechend familiariséiert huet.

De Präis ass a bleift ganz sécher fir de Verbraucher ee ganz wichtege Kritär bei sengem Choix vun engem Service oder enger Wuer. Duerfir gëtt et och e rechtleche Kader, fir dat ze assuréieren.

Engersäits ginn et am Code de la consommation Regelen iwwert d'Indikatioun vun de Präisser. Wat d'Servicer ugeet, sinn d'Regele manner detailléiert wéi fir d'Produkter, wat sech doraus erkläert, dass déi europäesch Direktiv sech net op d'Servicer bezitt. Anerersäits gesäit de Code och Dispositiounen iwwer sougenannten „deloyal Geschäftspraktiken" vir, déi och d'Fro vun der Täuschung vum Konsument encadréieren.

D'Artikelen L. 122-1 bis L. 122-3 vum Code de la consommation gesi Kritäre vir, mat Hëllef vun deenen ee feststelle kann, ob et sech ëm eng deloyal Geschäftspraktik handele kann. Zu dëse Kritäre gehéieren ënner anerem de Präis oder d'Aart a Weis, wéi de Präis gerechent gëtt, oder och d'Existenz vun engem spezifesche Virdeel hisiichtlech dem Präis. Deemno muss ee vu Fall zu Fall an op Basis vun den Informatiounen, déi dem Konsument zur Verfügung stinn, kucken, ob et sech ëm eng Täuschung handele kéint.

Et bleift natierlech un de Geriichter, fir ze soen, ob de legale Kader respektéiert ass oder net. Mir schéngt et emol sou ze sinn, dass mer hei net vun enger Irreféierung vum Duerchschnëttskonsument kënne schwätzen, deen normalerweis als Kritär geholl gëtt.

D'Regierung kann, iwwregens gradsou wéi zum Beispill d'Union luxembourgeoise des consommateurs, wa si der Meenung ass, datt eng Geschäftspraktik e Konsument an d'Ier féiert, de Professionellen opfuerderen, seng Praktiken ze änneren, a wann néideg och viru Geriicht goen an am Kader vun enger Ënnerloossungsaktioun déi Geschäftspraktik stoppe loossen.

Datselwecht gëllt och ganz allgemeng. D'Regierung kann, wa si mengt, datt et an engem bestëmmte Beräich Problemer mat der Presentatioun vun den Offere gëtt, dee Beräich ënnert d'Lupp huelen. Wann eng Analys dann ergi sollt, datt d'Konsumenteschutzrecht net respektéiert gëtt, ka si d'Professioneller opfuerderen, hir Praktiken ze änneren an Noutfalls och dës Ännerunge viru Geriicht erzwéngen.

Question 0285 (30.01.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prise en charge des traitements contre le lipœdème :**

Im Rahmen der Quadripartite-Verhandlungen im Jahr 2017 gab es ab Januar 2018 einige Verbesserungen für viele betroffene Lipödem-Patientinnen zu verbuchen; sowohl bei der manuellen Lymphdrainage als auch bei der Kompressionsversorgung gab es Tarifanpassungen bei der Kostenübernahme der gesetzlichen Krankenkasse (CNS). Zudem werden Operationen nicht erst ab Stadium 4 sondern schon ab Stadium 3 übernommen. Darüber hinaus wird über eine spezifische Therapie im Thermalzentrum Mondorf nachgedacht.

Der deutsche Gesundheitsminister Jens Spahn hat in diesem Zusammenhang einen Änderungsantrag zum Terminservice- und Versorgungsgesetz im Bundesparlament eingebracht, mit dem Ziel die Liposuktion (Fettabsaugung) bei Lipödem in der Folge per Rechtsverordnung von den Krankenkassen übernehmen zu lassen.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Gesundheit und an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

1. Bei wie vielen Patienten hat die CNS seither eine Operation ab Stadium 3 übernommen?

2. Gedenkt die Regierung den betroffenen Patienten weiter nachzukommen und die Kosten für eine Operation im Stadium 1 und 2 von der CNS erstatten zu lassen?

3. Können die Herrn Minister uns weitere Informationen zur spezifischen Therapie im Thermalzentrum Mondorf geben? Um welche Therapie handelt es sich genau? Ab wann wird diese Therapie angeboten?

Réponse commune (08.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Die Statistiken der Gesundheitskasse erlauben im Moment keine detaillierte Analyse da zum jetzigen Zeitpunkt kein bestimmter Akt in

der Nomenklatur der Ärzte für die Operation ab Stadium 3 besteht. Der Antrag auf eine Kostenübernahme der Gesundheitskasse für eine Operation ab Stadium 3 erfolgt über einen Überweisungsantrag ins Ausland oder über einen Antrag auf Kostenübernahme hier in Luxemburg.

Die Gesundheitskasse hat im Jahr 2018 73 Überweisungen ins Ausland genehmigt und 6 Kostenübernahmen für eine Operation auf nationaler Ebene.

ad 2. Seit Januar 2018 wird eine Operation ab Stadium 3 von der Gesundheitskasse übernommen. Des Weiteren wurde die Kostenübernahme für die Kompressionskleidung und die Lymphdrainage angepasst.

Eine Erweiterung der Kostenübernahme für eine Operation im Stadium 1 und 2 wurde bislang noch nicht in Betracht gezogen.

Zu bemerken sei, dass bislang auf internationaler Ebene keine Kostenübernahme durch gesetzliche Krankenkassen für Operationen im Stadium 1 und 2 bekannt ist. In diesem Zusammenhang geben die Minister zu bedenken, dass momentan in Deutschland die Bewertungsgrundlage zur Einführung der Liposuktion beim Lipödem von verschiedenen Akteuren als unzulänglich angesehen wird.

ad 3. Das Thermalzentrum Mondorf (Domaine Thermal Mondorf („DTM")) bietet bereits seit ungefähr 20 Jahren eine Kur zur Behandlung von Lymph- und Venenerkrankungen an. Die Erweiterung dieses Angebots durch eine spezifische Therapie im Falle einer Erkrankung an Lymphödem und Lipödem gehört zu den strategischen Orientierungen des DTM.

Anlässlich einer gemeinsamen Sitzung zwischen dem DTM und der Vereinigung „Lipödem Lëtzebuerg Association" Anfang dieses Jahres wurde bereits eine diesbezügliche Bedarfsanalyse durchgeführt, aufgrund derer festgehalten wurde, dass die Behandlung multidisziplinarausgerichtet sein wird und auf 4 Pfeilern beruhen sollte (Versorgung mit Kompressionsstrümpfen, Lymphdrainage, körperliche Betätigung und Hautpflege).

Um etwaigen Sekundarkomplikationen des Lipödems entgegenzuwirken, sollen ebenfalls orthopädische Rehabilitation, psychologische Unterstützung und Ernährungsempfehlungen angeboten werden.

Die Therapie beginnt mit einer dreiwöchigen Kur während derer die Behandlungen, entweder stationär oder ambulant, über eine Dauer von 18 Tagen angeboten werden, angepasst an die verschiedenen Stadien des Lipödems. Darauffolgend wird das DTM ein weiteres Programm anbieten, mit Fokus auf die Dauerhaftigkeit der erzielten Ergebnisse.

Während der Behandlung sollen sowohl Ärzte wie auch Masseure, Physiotherapeuten, Ernährungsberater und Psychologen eingesetzt werden. Spezifische Schulungen in Zusammenarbeit mit spezialisierten ausländischen Trägern werden erfolgen.

Noch dieses Jahr soll das Behandlungsprogramm von den betroffenen Akteuren bewilligt werden und die Tarifverhandlungen mit der CNS abgeschlossen sein, sodass die Behandlung Anfang 2020 vom DTM angeboten werden könnte.

Question 0286 (30.01.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**inscription des entreprises auprès des communes :**

Wann nei Betriber respektiv onofhängeg Beruffer an de Gemengen hir Dieren opmaachen oder sech néierloossen, esou ginn d'Gemengeresponsabel net forcement eppes dovu gewuer.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier, datt nei Betriber sech op der Gemeng mussen umellen?

- Wann neen, aus wat fir engem Grond?

- Wa jo, gedenkt d'Regierung séier déi noutwendeg Schrëtt an d'Weeër ze leeden?

Réponse commune (04.03.2019) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Q104

Betreffend eng obligatoresch Umeldung vu Betriber op de Gemengen, wëllen d'Ministeren op eng Rei Iwwerleeungen hiweisen.

D'Regierung hält et fir wichteg a sënnvoll, dass d'Gemengen Accès op all déi Donnéeë kréien, déi fir d'Aarbecht an de gudde Fonctionnement vun der Gemeng wichteg a noutwenneg sinn, dëst natierlech ëmmer am Respekt vun de bestoende Regelen, och am Kader vum Dateschutz.

D'Gemengen hunn op der Basis vun der aktueller Gesetzgebung Accès op eng Rei Donnéeën, déi d'Betriber op hirem Territoire concernéieren. Duerch d'Ausstelle vu Baugenehmegunge stinn dem Buergermeeschter eng éischt Rei Informatiounen zur Verfügung, dës gi kompletéiert duerch d'Informatiounen, déi de Gemengen dank den Autorisations d'exploitation pour établissements classés (commodo) accessibel sinn. Dës erméiglechen de Gemenge virun allem Informatiounen iwwert déi Betriber, déi ee gewësse Risiko kënnen duerstellen a wou d'Gemengen hir Dispositioune mussen huelen, an déi, déi spezifesch Besoinen hunn, zum Beispill am Beräich vum Waasser, ze kréien.

Donieft muss all Betrib sech am Registre de commerce et des sociétés registréieren, dee vum Luxembourg Business Registers (LBR) verwalt gëtt. Dëse Regëster erméiglecht et och de Gemengen, Informatiounen iwwert d'Betriber op hirem Territoire ze kréien.

D'Regierung gesäit dofir aktuell net d'Noutwennegkeet, eng zousätzlech obligatoresch Umeldung vun all Betrib respektiv Fräiberuffler op der Gemeng anzeféieren.

Question 0292 (31.01.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**arrivée de migrants en procédure en Italie :**

Den Internetsite „wort.lu" zitéiert de Bausseminister: « On est dépassé par le nombre de migrants qui viennent d'Italie. » Esou wären zanter uganks Dezember „méi wéi 200 Leit" mam Zuch op Lëtzebuerg komm, an dës Situatioun wär net méi ze meeschteren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Migranten, déi aus Italien kommen an ënnert d'Bestëmmunge vun Dublin falen, hu sech am Dezember 2018 an am Januar 2019 bei den Autoritéite gemellt?

2. Wou sinn déi Migranten am Ament ënnerbruecht? Wéini ginn dës Leit nees an Italien zréckgeschéckt? Applizéiert d'Regierung den Accord vun Dublin?

3. Wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir dës Phas vun der Immigratioun esou séier wéi méiglech ze stoppen?

Réponse (19.02.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Am Dezember 2018 an am Januar 2019 hunn 272 respektiv 226 Persounen eng Demande op internationale Schutz zu Lëtzebuerg gestallt. Am Dezember sinn 68 an am Januar 71 Leit enregistréiert ginn, déi aus Italien komm sinn an a priori ënnert d'Dublin III-Reglement falen.

ad 2. Dës Persoune sinn an deene verschiddene Strukture vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration souwéi an der Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg ënnerbruecht.

D'Regierung ass verflicht, um Dublin III-Reglement festzehalen an déi Persounen, déi ënnert dëst Reglement falen, no enger individueller Analys, an dat Land ze transferéieren, dat fir den Traitement vun hirer Demande zoustänneg ass. Den Ausseministère ass am Kontakt mat den zoustännegen italieneschen Autoritéiten, fir déi Transferten unzegoen.

Geméiss dem Artikel 17 vum Dublin III-Reglement behält d'Regierung sech awer d'Recht vir, falls néideg, sech fir den Traitement vun enger Demande responsabel ze erklären. Heibäi gëtt all Fall eenzel gepréift.

ad 3. Lëtzebuerg huet dës Problematik am Kader vu Reunioune mat deenen anere Memberstaten opgeworf, fir eng gemeinsam Léisung ze fannen a fir dass d'Demanden op internationale Schutz an deem Land opgeholl ginn, wou d'Migrante fir d'Éischt ukommen.

Kontakt gouf och mat der europäescher Kommissioun opgeholl, fir déi néideg Garantien iwwert d'Opnamkonditiounen an Italien ze kréien.

De Problem vun der Migration secondaire ënnersträicht och d'Noutwennegkeet vun enger Reform vum gemeinsamen europäeschen Asylsystem, speziell vum Dublinsystem. Eng Reform, fir déi Lëtzebuerg zanter 2016 plädéiert, mä déi duerch aner Länner vun der EU blockéiert gëtt.

Question 0295 (31.01.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Memorandum of Understanding conclu avec Deep Space Industries :**

En 2016, le Gouvernement et la SNCI ont signé un Memorandum of Understanding avec Deep Space Industries. Cette entreprise a récemment été rachetée par Bradford Space.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il nous détailler les engagements de l'État vis-à-vis de Deep Space Industries dans le cadre du Memorandum of Understanding signé avec ladite société ?

- Il ressort des comptes annuels de Deep Space Industries Europe que la Société nationale de crédit et d'investissement s'est engagée à accorder un prêt à hauteur de 880.000 euros à ladite société, une première tranche de 440.000 euros ayant été payée en 2016 avec un taux d'intérêt annuel de 6,5 %.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pour quelles activités ce financement a été accordé ?

- L'octroi du prêt a-t-il été lié à la condition qu'il n'y ait pas de changement fondamental dans l'actionnariat de la société ? L'octroi du prêt a-t-il été lié à d'autres conditions et si oui, lesquelles ?

- La destination de ces fonds publics a-t-elle changé depuis la reprise de ladite société par Bradford Space ?

- Étant donné que les comptes annuels pour l'année 2017 de Deep Space Industries Europe n'ont pas encore été déposés au Registre de commerce et des sociétés, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si la deuxième tranche du prêt a déjà été payée à Deep Space Industries Europe ?

- Dans l'affirmative, pour le financement de quelles activités ?

- À défaut, pour quelles raisons les fonds n'ont pas encore été débloqués ?

- Ne faudrait-il pas lier l'octroi d'un prêt à la publication des comptes endéans les délais légaux ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si en sus du prêt de 880.000 euros, la SNCI s'est engagée à fournir des financements additionnels à Deep Space Industries ?

- Quelles garanties ladite société a-t-elle fournies à la SNCI pour se voir accorder ces financements ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si un nouvel accord voire un avenant au Memorandum of Understanding a été conclu avec Deep Space Industries depuis la reprise de celle-ci par Bradford Space ?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons ? Le Gouvernement a-t-il pris de nouveaux engagements ?

- Monsieur le Ministre a-t-il pris des engagements afin que Deep Space Industries reste au Luxembourg après la reprise par Bradford Space ?

- Dans l'affirmative, lesquels ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que des décisions fiscales anticipées ont été accordées à Deep Space Industries ?

Réponse (05.03.2018) de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

Le Gouvernement luxembourgeois, la SNCI et Deep Space Industries ont signé un Memorandum of Understanding non contraignant dans le cadre de l'initiative SpaceResources.lu en date du 1er décembre 2015. Le Memorandum of Understanding était en vigueur de la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2017. Depuis la signature, le texte initial de l'accord n'a jamais été amendé ou modifié.

Les termes de cet accord se basaient sur le plan d'affaires de l'époque de l'entreprise. Le Memorandum of Understanding décrivait d'une part les activités de Deep Space Industries prévues en Europe, et plus particulièrement le développement attendu de la société au Luxembourg. En contrepartie de la construction d'un savoir-faire économique et technologique par l'entreprise moyennant le développement de produits, de systèmes et de services avancés au Grand-Duché, le texte évoquait la possibilité pour l'entreprise de bénéficier, d'une part, des instruments de cofinancement de la SNCId et, d'autre part, un possible soutien aux développements technologiques de la filiale luxembourgeoise à travers des aides à la recherche et à l'innovation, notamment dans le cadre du programme LuxIMPULSE.

Toutes ces formes de support ont explicitement été soumises à la condition que les critères et obligations pour voir les instruments de la SNCI et les aides à la recherche s'appliquer soient remplis et doivent faire l'objet de contrats de prêt ou de conventions distincts du Memorandum of Understanding.

Il ne fut aucunement question de décisions fiscales anticipées dans le Memorandum of Understanding.

L'application des instruments de la SNCI peut être intégralement retracée dans les comptes annuels de la société qui sont déposés au Registre de commerce et des sociétés.

Suite à la reprise de DSI par Bradford Space, une réunion entre le nouvel actionnaire et des hauts représentants du Ministère de l'Économie a eu lieu fin janvier 2019 afin de s'échanger sur les intentions du repreneur. À ce stade, Bradford Space prépare un nouveau plan d'affaires pour l'ancienne filiale luxembourgeoise de DSI. En attendant un nouveau plan d'affaires, aucun nouvel accord ou Memorandum of Understanding n'a été conclu et aucun nouvel engagement n'a été pris afin que Deep Space Industries continue ses activités au Luxembourg après la reprise par Bradford Space.

Question 0296 (31.01.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**attitude du Fonds de compensation à l'égard de l'entreprise impliquée dans la rupture du barrage minier Brumadinho au Brésil :**

Le 25 janvier 2018, le barrage minier Brumadinho a cédé dans l'État brésilien du Minas Gerais, libérant un fleuve de boue qui a englouti plusieurs villages en aval. Les autorités ont déjà confirmé 99 victimes, alors que près de 300 personnes sont portées disparues. À côté de la tragédie humaine immédiate de la catastrophe, les dégâts écologiques risquent aussi d'être lourds. Selon la presse brésilienne, les boues toxiques échappées du barrage peuvent atteindre le fleuve Rio Paraopeba et affecter l'approvisionnement en eau de toute la région.

Si les responsabilités précises de la catastrophe n'ont évidemment pas encore pu être établies, les premiers éléments pointent vers de graves négligences de la part de l'entreprise multinationale qui exploite le site minier. Rappelons à cet égard que cette même entreprise était déjà impliquée dans une catastrophe similaire à Mariana, dans la même région, trois ans auparavant. Ladite multinationale, qui compte parmi les plus grandes entreprises minières du monde, est par ailleurs régulièrement pointée du doigt par des organisations non gouvernementales du monde entier pour des violations de droits humains et de standards environnementaux.

Les faits susmentionnés nous amènent à vous poser un certain nombre de questions par rapport à la pertinence de la politique dite « d'investissement socialement responsable » du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC). En effet, après avoir figuré sur la liste d'exclusion pendant plusieurs années, la multinationale mentionnée plus haut a été retirée de celle-ci en date du 23 novembre 2018, probablement sur recommandation de la société scandinave qui analyse l'univers d'investissement autorisé de la SICAV-FIS afin d'identifier les sociétés et entreprises ne respectant pas les conventions internationales signées par le Grand-Duché de Luxembourg.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que la SICAV-FIS a acquis des avoirs de la multinationale en question depuis la publication de la nouvelle liste d'exclusion en novembre 2018 ?

2) Sur base de quel argumentaire le FDC a-t-il été amené à réévaluer le statut de ladite multinationale en novembre 2018 et à l'inclure à nouveau dans l'univers d'investissement de la SICAV-FIS ?

3) Au vu de l'historique de cette multinationale et à la lumière des événements récents, jugez-vous aujourd'hui que cette réévaluation était justifiée ?

4) Êtes-vous prêt à révoquer cette décision dans les plus brefs délais et à exclure à nouveau ladite multinationale de l'univers d'inves-

tissement du FDC sans attendre la prochaine réévaluation périodique ?

L'exemple susmentionné laisse à penser que les procédures de contrôle mises en place par le FDC pour garantir que la SICAV-FIS n'investit pas dans des sociétés et entreprises ne respectant pas les conventions internationales ne sont pas sans faille. Dès lors, des doutes peuvent surgir par rapport à la pertinence du travail de la société Scandinave censée identifier ces mêmes entreprises.

5) Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que les procédures de contrôle actuelles garantissent effectivement que la SICAV-FIS n'investit pas dans des sociétés et entreprises ne respectant pas les conventions internationales signées par le Luxembourg ?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous informer sur base de quelles informations, de quels critères et de quelles procédures la société Scandinave identifie les sociétés et entreprises ne respectant pas les conventions internationales signées par le Grand-Duché de Luxembourg ? Quels moyens la société peut-elle déployer pour garantir la pertinence de son analyse ?

7) Est-ce que la collaboration du FDC avec la société scandinave susmentionnée a déjà fait l'objet d'une évaluation à la lumière des objectifs d'investissement socialement responsable du FDC ? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous faire part des conclusions de cette évaluation ? Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il prêt à entreprendre une telle évaluation ?

8) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une politique plus stricte et donc plus prudente en matière d'investissement socialement responsable est de mise afin d'exclure d'emblée tout risque que le FDC soit indirectement impliqué dans des violations des droits humains ou des catastrophes écologiques ?

Réponse (05.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Avant de procéder aux réponses des questions posées par les honorables Députés Monsieur Marc Baum et Monsieur David Wagner, il y a lieu de préciser que la rupture du barrage survenue dans l'État du Minas Gerais au Brésil a eu lieu en date du 25 janvier 2019 et non en date du 25 janvier 2018 tel qu'il est mentionné par erreur dans la question parlementaire n° 0296.

ad 1) + 2) Il est à remarquer que les deux sites référenciés dans les questions parlementaires, à savoir la rupture du barrage dans l'État Minas Gerais et la rupture de la digue de résidus miniers du Fundão à Mariana, sont exploités par Samarco, une coentreprise de BHP Billiton et de Vale SA. Vu que Samarco ne figure pas dans les indices de référence qui déterminent l'univers d'investissement éligible pour les gérants de la SICAV du Fonds de compensation (FDC), le FDC ne détient aucune action de cette entreprise. Par contre, les sociétés BHP Billiton et Vale SA font bien partie des indices de référence du FDC tout en figurant jusqu'à novembre 2018 sur la liste d'exclusion du FDC. Depuis, lesdites sociétés sont éligibles pour investissement et figurent parmi les avoirs du FDC au 31 décembre 2018. En effet, en novembre 2015 eut lieu un accident qui amena le FDC, sur base des critères entérinés par le conseil d'administration du FDC, à mettre la société visée sur sa liste d'exclusion.

ad 3) À la suite de l'incident en 2015, Vale SA, ensemble avec BHP Billiton et Samarco, avait chargé un groupe technique externe afin d'en identifier la cause. Une division spécifique de la société a procédé à un examen interne des installations de confinement pour éviter des récidives. De plus, les trois sociétés ont convenu 41 programmes d'assainissement socio-économiques et environnementaux et un programme de surveillance avec les autorités brésiliennes. Par le biais de la Fondation Renova, Vale SA soutient techniquement et financièrement la gestion de cette stratégie. Compte tenu des mesures prises, la société GES, chargée par le FDC d'analyser l'univers d'investissement, a considéré l'affaire comme résolue et partant a émis un avis au conseil d'administration du FDC pour enlever la société de la liste d'exclusion du FDC.

ad 4) Suite aux évènements du mois de janvier 2019, Sustainalytics, qui vient de racheter GES tout récemment, a informé le FDC qu'un dossier d'investigation au sujet de ce nouvel incident concernant la responsabilité des deux sociétés Vale SA et BHP Billiton a été ouvert. À ce stade, il est prématuré de tirer des conclusions et il faudra attendre la fin de cette investigation pour déterminer quel statut sera attribué aux deux sociétés en question.

ad 5) Concernant le respect des conventions internationales signées par le Luxembourg, le FDC a délégué en 2011 cette mission via une procédure d'appel d'offres à la société suédoise GES Global Engagement. Ainsi, il appartient à GES, voire dorénavant à Sustainalytics, de contrôler si les sociétés composantes des différents indices de référence servant d'univers d'investissement éligible aux gérants de la SICAV sont conformes aux critères des susdites conventions, respectivement des critères ESG pour certains actifs.

ad 6) Jusqu'à présent, GES a couvert plus de 19.000 sociétés à travers le monde. Tout incident classé sévère et/ou systématique fait l'objet d'une analyse de la part de GES. À cette fin, GES prend entre autres contact avec la société en question afin de mener son enquête. Cette enquête se base notamment sur les dix principes du pacte mondial des Nations Unies, sur les lignes directrices de l'OCDE pour entreprises multinationales ainsi que sur les conventions des droits de l'homme, du droit de travail, de l'environnement et des armes controversées.

Une société sous examen sera classée comme « violation confirmée », et partant figurera sur la liste d'exclusion du FDC, si au moins un des critères suivants se concrétise :

- examen par un organisme officiel et crédible confirmant le lien entre l'entreprise et les infractions analysées ;

- sanctions contre l'entreprise concernée émises par des tribunaux régionaux/nationaux ou un organisme officiel ;

- la société assume la responsabilité des incidents ;

- plusieurs sources indépendantes et crédibles confirment la relation entre la société concernée et les violations reportées.

ad 7) Le FDC compare régulièrement sa liste d'exclusion avec les listes d'exclusion d'autres fonds publics ou de pension en Europe, tels que le Fonds souverain norvégien, le Fonds de réserve des retraites en France, les fonds suédois AP4 et AP7 ou encore PGGM et ABP des Pays-Bas. Faisant abstraction des exclusions thématiques implémentées par certains fonds (p. ex. tabac, charbon, …), la liste d'exclusion du FDC est parmi les plus étendues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est à noter que les sociétés Vale SA et BHP Billiton ne figurent actuellement sur aucune de ces listes d'exclusion, à l'exception de celle du fonds suédois AP7, sachant que la dernière mise à jour de leur liste d'exclusion date encore de décembre 2017.

ad 8) Il y a lieu de rappeler que le FDC applique une politique d'investissement socialement responsable au sein de sa stratégie d'investissement depuis 2011. Ainsi, outre la liste d'exclusion du FDC, mise à jour semestriellement, dans le respect des conventions internationales signées par le Grand-Duché de Luxembourg, le FDC tient également compte des critères de développement durable et d'investissement socialement responsable. Cette politique d'investissement socialement responsable du FDC a récemment été renforcée dans le cadre d'une revue de la stratégie d'investissement qui a également analysé les engagements pris par le Grand-Duché de Luxembourg par la ratification de l'accord de Paris sur le climat (COP21) et des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies et qui a conduit à la création de nouveaux compartiments à impact positif.

Ainsi, depuis 2018, tout gérant d'un nouvel mandat à gestion active doit obligatoirement prendre en compte des critères de développement durable ou d'investissement socialement responsable dans sa stratégie d'investissement. Dans ce contexte, six compartiments disposent depuis octobre 2018 du label ESG de l'agence LuxFLAG et actuellement presque 75 % (6,3 milliards d'euros) des actifs gérés de manière active de la SICAV sont administrés d'après des critères de développement durable ou d'investissement socialement responsable.

Les efforts réalisés en la matière par le FDC et le Gouvernement ces dernières années seront poursuivis tel que prévu dans l'accord de coalition 2018-2023 :

« L'importance du Fonds de compensation commun au régime général de pension dans le futur financement des prestations nécessite impérativement que les placements soient opérés dans un objectif de pérennisation. À cette fin, les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques, par une répartition entre différents produits et entre plusieurs secteurs économiques et géographiques, tout en adoptant une approche d'investissement responsable aux niveaux social et environnemental. Dans ce contexte, il convient d'une part de développer les investissements du Fonds de compensation dans le logement locatif à coût modéré. D'autre part, il s'agit d'élaborer et d'appliquer des directives claires au sujet de l'orientation des investissements vers le secteur de la finance verte et durable. À ce sujet, un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée. »

Ce volet a été exposé plus en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 0082 de l'année 2018.

Question 0299 (01.02.2019) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **surveillance des communications via Internet par l'État :**

Wéi d'Website „netzpolitik.org" den 22. Januar 2019 bericht huet, sicht Europol zurzäit an der Offre publique D/EC3/1419 no Experten, fir d'Ausbildungen am Beräich vun der Ënnersichung an Opklärung an der Cyberkriminalitéit ze organiséieren. Dës Ausschreiwungen erwänen d'Fanne vu juristesche Beweismëttelen op Computere souwéi d'Analys vum Fonctionnement vu Malware fir d'Ausnotzung vu Zero-Day-Schwaachstellen. D'Ausnotze vun dëse Schwaachstellen ass allerdéngs ethesch ëmstridden, well se, wa kee se mellt a behieft, vun all méiglecher Persoun kënnen ausgenotzt ginn. An engem Rapport vun Europol an Eurojust vum 11. Januar 2019 gëtt zudeem erwäänt, dass och Regierungen dës Schwaachstelle benotzen, fir mat Trojaner op d'Donnéeë vu Privatcomputere kënnen zouzegräifen. D'Verschweigen an d'Ausnotze vu Schwaachstelle mat Malware duerch de Stat ass extrem bedenklech, well all Benotzer doduerch och kriminellen Hacker ausgeliwwert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Verdeedegung, dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

- Gëllt den Artikel 48-26 (1) vum Code de procédure pénale och fir d'Asetze vun Trojaner op Zero-Day-Schwaachstellen? Falls jo, wéi eng ëffentlech Instanzen hunn Accès op dës Trojaner a wien huet d'Befugnis, se däerfen anzesetzen?

- Wéi eng Aarte vun Trojaner stinn der lëtzebuergescher Regierung zur Verfügung, fir Zero-Day-Schwaachstellen auszenotzen?

- Wéi ka séchergestallt ginn, dass beim staatlechen Asaz vun Trojaner op Zero-Day-Schwaachstelle keng Donnéeë säitens der staatlecher Instanz op den Disk vum ugegraffene Rechner installéiert ginn? Wéi gëtt no enger Enquête séchergestallt, dass d'Malware säitens dem Stat erëm vum Rechner vum Proprietär desinstalléiert, bezéiungsweis geläscht gëtt?

- Wéi eng Positioun vertrëtt d'Regierung vis-à-vis vun der Praxis, Zero-Day-Schwaachstellen net ze mellen an Trojaner ouni d'Averständnis an d'Wësse vun der concernéierter Persoun op Computeren ze installéieren? Ginn et ausserhalb deene vum Artikel 48-26 vum Code de procédure pénale genannte Bedéngungen nach weider Fäll, an deenen d'ëffentlech Instanzen zu Lëtzebuerg Gebrauch vun Trojaner maachen? Falls jo, a wéi enge konkrete Fäll an op wéi enger legaler Basis?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass Lëtzebuerg äänlech wéi d'Vereenegt State vun Amerika een „Vulnerability Equity Process" fir d'ëffentlech Instanze sollt aféieren? Falls neen, firwat net?

Réponse (07.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Op Basis vum Artikel 48-26 vum Code de procédure pénale (CPP) kënne keng sougenannten Trojaner agesat ginn. Den Asaz vun esou Moyene geschitt op Basis vum Artikel 88-1 vum CPP duerch déi virgesinne Servicer ënnert den opgezieltene Konditiounen.

All Gebrauch vu Moyenen, déi en Agréff a fundamental Fräiheeten duerstellen, gëtt op Uerder an ënnert der Kontroll vun engem Magistrat ausgeféiert. Déi am CPP virgesinnen Asprochméiglechkeete gëllen och an deene Fäll.

Déi aner ëffentlech Instanz, déi op dee Moyen zréckgräifen däerf, ass de Service de renseignement de l'État, op der Basis an ënnert de Konditioune vum Artikel 8 (1) b) vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Juli 2016.

Iwwert déi technesch Aspekter vu verschiddene Moyene kann aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

Question 0300 (01.02.2019) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **réglementation sur les trottinettes électriques :**

L'utilisation des trottinettes électriques comme moyen de transport dans les villes gagne depuis un certain moment en popularité, notamment en raison de leur confort d'utilisation et de la facilité de les emporter par exemple dans les trains.

Cependant, comme Madame la Ministre l'a précisé dans sa réponse à ma question orale du 29 janvier 2019, il n'existe pas de réglementation au niveau du Code de la route concernant leur usage sur la voie publique, ce qui les rend également non éligibles pour profiter des primes d'encouragement de la mobilité électrique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de modifier le Code de la route de manière à créer un cadre légal clair concernant l'usage des trottinettes électriques sur la voie publique ?

- Dans l'affirmative, quelles nouvelles dispositions seraient à inclure dans le Code de la route ?

- Sachant qu'à côté de trottinettes électriques, il y a également d'autres moyens de transport électriques sur le marché, comme par exemple l'unicycle électrique ou le « segway », quels autres moyens de transport seront visés, le cas échéant, par les nouvelles dispositions ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la circulation non réglementée des moyens de transport électriques représente un danger pour la sécurité aussi bien des utilisateurs que des autres usagers de la route, dont notamment les piétons ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il interdire la circulation de tout moyen de transport électrique non réglementé, et dont le moteur dépasse une certaine puissance ?

- Avec l'adaptation du Code de la route, les trottinettes électriques seront-elles également éligibles pour bénéficier d'une prime d'achat ?

Réponse commune (07.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Lors de la table ronde « Sécurité routière », qui s'est déroulée le 12 février dernier et à laquelle ont participé tous les acteurs compétents en matière de sécurité routière, différentes mesures ont été proposées pour faire, le cas échéant, partie du plan d'action « Sécurité routière », annoncé par la déclaration gouvernementale de 2018.

Ainsi, une de ces propositions vise à protéger les usagers des moyens de locomotion alternatifs, en ce sens de créer un cadre légal cohérent permettant une utilisation en toute sécurité de ces engins sur la voie publique.

Au cas où cette mesure devrait être retenue, un groupe de travail ad hoc réunissant le groupe de travail « Modification du Code de la route » de la Commission de circulation de l'État et les experts de la Direction « Planification de la mobilité » du Département de la mobilité et des transports sera mis en place.

Enfin, concernant les nouvelles aides financières pour la promotion de véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions, celles-ci sont

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

jusqu'à présent seulement disponibles pour 2019. Cependant, le Gouvernement procédera avant la fin de l'année 2019 à une évaluation détaillée des impacts du présent régime d'aides financières et décidera des modalités de sa reconduction au-delà de 2019 avec, en cas de besoin, un ajustement des conditions d'attribution des aides, des montants alloués et des catégories de véhicules routiers.

Question 0304 (04.02.2019) de **MM. Henri Kox** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **réorganisation du réseau RGTR :**

Le Ministère de la Mobilité projette une réorganisation complète des lignes régionales du RGTR afin de l'adapter aux besoins actuels en mobilité. Au cours des années 2016 et 2017, le public a été largement associé à ce processus à travers des ateliers et des enquêtes.

Un objectif principal de la réorganisation du RGTR consiste à assurer une meilleure connexion avec les autres modes de transport à travers des pôles d'échange qui relient les différents modes de transport.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement du projet de réorganisation du réseau RGTR ? À quelle date Monsieur le Ministre prévoit-il publier le nouveau plan ?

2) Quels pôles d'échange seront créés à cette occasion ? La ville de Remich sera-t-elle dotée d'un tel espace ?

3) De quelle manière les communes seront-elles encouragées à participer de manière proactive à la mise en place des pôles d'échange sur leur territoire ?

4) Monsieur le Ministre prévoit-il aménager davantage de couloirs de bus à l'occasion de la réorganisation du RGTR ?

Réponse (07.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En juillet 2018, une étude nationale a été finalisée en ayant fixé des principes de fonctionnement du nouveau réseau RGTR et en ayant proposé une restructuration sommaire avec une nouvelle numération des lignes afin de faciliter la compréhension et la communication.

Sur base de cette étude, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a lancé en novembre 2018 quatre études régionales (Nord, Est, Sud et Ouest) avec quatre bureaux d'études différents afin de vérifier en détail les proposes émanant de l'étude nationale, d'élaborer les tracés exacts et les arrêts des nouvelles lignes et d'élaborer des horaires détaillés afin de pouvoir facilement intégrer le nouveau réseau dans le système de gestion et d'accélérer ainsi la mise en œuvre des changements.

Un volet important des études régionales est en particulier l'établissement d'une liste d'infrastructures (pôles d'échange, places d'attente, disposition des quais, etc.) nécessaires pour garantir un fonctionnement optimal du réseau. Sachant que ces infrastructures mettent plus ou moins de temps pour être mises en place, les études prévoient deux réseaux ; un réseau optimal avec toutes les infrastructures en place et un réseau réalisable à court terme. Finalement cette liste donnera une vue complète sur tout ce qui est nécessaire pour un réseau bus performant, une idée de l'envergure des travaux à faire et les améliorations que chaque infrastructure apporte au réseau global.

Dans le calendrier des études régionales, une phase de présentation aux communes concernées est prévue pour mai/juin 2019. Il s'agit d'un dossier technique qui sera d'abord exposé aux communes qui auront un certain temps pour l'examiner et communiquer leurs observations à mes services. Leurs commentaires et suggestions seront alors intégrés dans le projet.

Il est prévu que les résultats des études régionales seront présentés au public en novembre 2019 lors de plusieurs réunions. Comme une restructuration complète du réseau n'est pas faisable, les lignes seront adaptées au fur et à mesure à partir de 2020.

Enfin, les couloirs bus ne sont pas considérés dans le projet de la réorganisation. Cependant, les études donneront sans doute des indications où une accélération des lignes (surtout express) sera utile en permettant ainsi une planification anticipée des couloirs bus. L'importance des couloirs bus pour l'attractivité des transports publics est largement reconnue et les projets y afférents seront réalisés prioritairement.

Question 0305 (06.02.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **hausse du salaire social minimum :**

Durant la campagne électorale, les socialistes ont insisté qu'une des lignes rouges à ne pas franchir constituerait la hausse du salaire social minimum. Pendant les négociations de coalition, le président du groupe parlementaire LSAP a publiquement déclaré :

« Fir den 1. Januar [2019] hätte mer gären, dass déi Leit, déi de Mindestloun hunn, dass déi 100 Euro netto de Mount méi hunn. »

Il est un fait qu'au 1er janvier 2019, les personnes concernées n'ont pas pu profiter d'une hausse nette du salaire social minimum de 100 €.

L'accord de coalition stipule en effet que :

- le salaire social minimum ne sera augmenté que de 0,9 % (en faisant abstraction de la hausse des 1,1 %),

- pour le surplus, la manne fiscale sera actionnée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le salaire social minimum sera augmenté de 100 € nets avec effet rétroactif au 1er janvier 2019 ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand le Gouvernement entend saisir la Chambre des Députés du projet de loi afférent ?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

L'accord de coalition pour la période de 2018 à 2023 signé par le nouveau Gouvernement prévoit en effet le suivant :

« Le salaire net perçu par les bénéficiaires du salaire social minimum (SSM) sera augmenté de 100 € avec effet rétroactif au 1er janvier 2019. À cet effet le Gouvernement s'engage à agir pour obtenir les changements législatifs nécessaires, notamment dans le domaine fiscal, dans les meilleurs délais. À cet effet également le SSM sera augmenté de 0,9 % en plus de l'ajustement de 1,1 % déjà prévu pour le 1er janvier 2019. »

Comme l'honorable Député l'a indiqué dans la formulation de sa question, la hausse nette du salaire social minimum se fera en deux étapes. À côté de l'augmentation du montant brut du salaire minimum, il sera introduit un nouveau crédit d'impôt spécifique dénommé « crédit d'impôt salaire social minimum » afin d'atteindre une telle augmentation de 100 € du salaire net des salariés rémunérés au salaire social minimum.

Ainsi, le projet de loi visant à augmenter le salaire social minimum de 0,9 % rétroactivement au 1er janvier 2019 a été déposé à la Chambre des Députés en date du 1er mars 2019.

Ces 0,9 % viennent s'ajouter à l'augmentation de 1,10 % déjà réalisée par la loi du 21 décembre 2018 modifiant l'article L. 222-9 du Code du travail.

La disposition fiscale comprenant l'introduction du « crédit d'impôt salaire social minimum » figure dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 qui a été déposé à la Chambre des Députés en date du 5 mars 2019.

Question 0308 (04.02.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **formules « Zero Rating » :**

Ëmmer méi Mobill-Telefonie-Operateuren offréieren „Zero Rating"-Formullen, bei deene bestëmmten Apps vum Datevolumen, fir deen ee bezuele muss, ausgeholl ginn. Dëst ass no der aktueller Gesetzeslag legal, huet awer, wéi eng rezent Studie vun epicenter.works an Zesummenaarbecht mat der Aarbechterkummer vu Wien an der Mozilla-Stëftung erausfonnt huet, en negativen Effekt op d'Präisentwécklung. Dës Studie beweist, datt am Zäitraum vun der Observatioun an der ganzer EU d'Präisser vu mobillen Daten an der mobiller Telefonie am Schnëtt ëm 8 % gefall sinn, wa kee sougenannten „Zero Rating" applizéiert gouf, wärend d'Präisser ëm 2 % geklomme sinn, am Fall wou „Zero Rating"-Formullen offréiert goufen. Mir schwätzen hei also vun enger Differenz vun 10 %.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Minister fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

- Hunn d'Ministere Kenntnis vun der genannter Etüd?

- Wéi eng Konklusiounen zéien d'Ministeren aus dëser Studie?

- Plangen d'Ministeren, eng äänlech Studie fir Lëtzebuerg an Optrag ze ginn, fir esou de geneeën Impakt vun „Zero Rating"-Offeren op d'Clienten an op d'Präisser ze analyséieren?

- Sinn d'Ministeren och der Meenung, datt „Zero Rating" zu méi héije Barrièrë féiert fir nei an innovativ Mobill-Telefonie-Servicer, esou wéi d'Auteure vun der Studie dat fir den europäeschen digitale Maart beleeën?

- Fäerten d'Ministeren, genee wéi d'Auteure vun der Studie och, datt duerch den obligatoreschen Asaz vun „Deep Packet Inspection" de glieserne Konsument entsteet an esou de Prinzip vun der Datespuersamkeet an dem Recht op informationell Seibstbestëmmung verletzt gëtt?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

D'Netzneutralitéit gëtt op europäeschem Niveau harmoniséiert geregelt[5], fir dass all Endconsommateur vun därselwechter Protektioun profitéiere kann. Den „Zero Rating" ass eng Pratique commerciale, déi net verbueden ass, mä déi illicite ka sinn, wa se duerch hiren Ëmfang de Choix an den Accès vum Consommateur an der Praxis materiell aschränkt. Wa sech erausstellt, dass dem Consommateur seng Rechter duerch eng „Zero Rating"-Offer ageschränkt sinn, ass et um Regulateur ze intervenéieren, fir gegebenefalls den Operateur opzeruffen, seng Offer ze adaptéieren oder zréckzeéien. Den ILR (Institut luxembourgeois de régulation) ass déi kompetent Autoritéit fir dëst ze sanktionéieren[6].

Fir dem Regulateur ze hëllefen, d'Netzneutralitéitdispositiounen ze applizéieren, huet de BEREC (Body of European Regulators for Electronic Communications) Richtlinne[7] mat objektive Kriterie publizéiert. An deem Kader kann de Regulateur, als Deel vun enger exhaustiver Evaluatioun, och Considératiounen, déi de Präis betreffen, berücksichtegen:

« Les pratiques commerciales qui appliquent un prix supérieur aux données associées à une application spécifique ou à une classe spécifique d'applications sont susceptibles de limiter l'exercice des droits des utilisateurs finals à cause de l'effet dissuasif potentiellement fort que cela crée pour l'utilisation de l'application ou des applications affectées et de la limitation de choix qui en découle. De même, la possibilité que des tarifs plus élevés puissent être appliqués à une application ou à une catégorie d'applications peut freiner le développement de nouvelles applications.

La différenciation tarifaire entre les applications individuelles au sein d'une catégorie a un impact sur la concurrence entre les fournisseurs de cette même catégorie. Cela peut donc être susceptible d'avoir un impact plus fort sur "la continuité du fonctionnement de l'écosystème de l'internet en tant que moteur de l'innovation" et, partant, de porter atteinte aux objectifs du règlement, qu'une différenciation tarifaire entre des catégories d'applications. »

De BEREC plangt, dës Netzneutralitéitrichtlinnen 2019 ze aktualiséieren an eng präzis Schrëtt-fir-Schrëtt-Uleedung virzegesinn, fir „Zero Rating"-Offeren ze evaluéieren. Ausserdeem wäerten nei Variante vun „Zero Rating"-Offeren adresséiert an analyséiert ginn.[8]

Den ILR huet 2017 an 2018 e Joresrapport iwwer seng Aktivitéiten am Kader vun der Netzneutralitéit publizéiert[9], aus deenen net erausgeet, dass den „Zero Rating" en negativen Effekt op d'Präisentwécklung am mobille Marché zu Lëtzebuerg huet.

Säit Dezember 2018 gëllen zu Lëtzebuerg néi Fiches signalétiques, déi den Operateur obligéieren, seng Offeren op eng transparent an iwwersiichtlech Aart a Weis ëffentlech ze maachen. Dëst erméiglecht dem Consommateur, sech méi einfach iwwert de Contenu an de Präis vu senger Offer ze informéieren a se mat Offere vun aneren Operateuren ze vergläichen.

D'Operateure mussen, och wa se „Zero Rating"-Offeren ubidden, sech un déi geltend Dateschutzdispositiounen halen.

Question 0309 (04.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prévention des suicides depuis le pont Grande-Duchesse Charlotte :**

Duerch eng traureg Serie vu Suicidë gouf am Joer 1990 decidéiert, e Schutz aus Plexiglas un der Rouder Bréck (Pont Grande-Duchesse Charlotte) ze installéieren. Dës Installatioun huet hiren Zweck ganz erfëllt, soudatt d'Awunner vum Pafendall roueg an ouni Angscht virun neie Suicidë liewe konnten. Am Kader vun de Sanéierungsaarbechte vun 2015 gouf d'Schutzmauer aus Plexiglas awer duerch eng Metallgitterkonstruktioun ersat. Zanter deem hu sech zwou Persounen d'Liewe geholl, andeems si vun der Bréck erofgespronge sinn. Obwuel dat Metallgitter héich a schwéier ze erklammen ass, besteet do, wou d'Gitter ufänkt an ophält, d'Méiglechkeet, hannert d'Gitter ze klammen an esou sengem Liewen en Enn ze maachen. Et ass natierlech evident, datt eng Persoun, déi sech suicidéiere wëllt, leider ëmmer och e Wee fënnt. Nieft de beschtméigleche Suicide-Preventivmoossnamen ass et awer och eng ethesch Verantwortung, derfir ze suergen, fir Suicidë wa méiglech ze verhënneren an datt duerch de Suicide vun engem Mënsch esou wéineg wéi méiglech aner an zousätzlech Persounen enger Gefor ausgesat sinn, ewéi dat den Ament fir d'Awunner a Verkéiersbenotzer am Pafendall de Fall ass.

An deem Kontext wëll ech dem Här Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

- Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir d'Rout Bréck an Zukunft esou ofzesécheren, datt e Suicideversuch net méi méiglech ass an doduerch hoffentlech Liewen ze retten an och d'Sécherheet vun den Awunner aus dem Pafendall besser ze garantéieren?

Réponse (08.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Rout Bréck ass aktuell op béide Säite mat engem Gelänner ofgeséchert. Dëst Gelänner ass esou konzipéiert, fir Suicide-Versich beschtméiglech ze verhënneren. Op de véier Extremitéite schléisst dëse System un déi bestehend gemauert Balustraden aus de 60er Joren un.

D'Zougänglechkeet op d'Gelänner vun den Extremitéiten aus ass identesch zum fréiere System mam Plexiglas.

Et sinn ufanks vun dësem Joer awer nach zousätzlech Analyse gemaach ginn, déi d'Opportunitéit vun enger weiderer Installatioun op de véier Extremitéite vun der Rouder Bréck ënnersichen, fir den aktuellen „Anti-suicide"-Schutz nach weider ze verbesseren an doduerch nach méi sécher ze maache wéi den Ament. An der Tëschenzäit gi provisoresch Moossnamen ergraff, fir déi bestoend Situatioun ze verbesseren.

Question 0311 (04.02.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **infrastructures et services des gares et des transports publics au Luxembourg :**

Alors qu'en décembre 2018, de nombreux retards de trains ont été provoqués par une réadaptation des horaires suite à l'intégration de deux nouvelles gares à Howald et à Pfaffenthal-Kirchberg ainsi que du premier tronçon du tram à Kirchberg dans le réseau des CFL, les retards et annulations de trains sont toujours aussi fréquents au bout d'un an, bien que pour

Q106

[5] Règlement (UE) 2015/2120 du 25 novembre 2015 établissant des mesures relatives à l'accès à un internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques et le règlement (UE) n° 531 /2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union

[6] Art. 83 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniqueS

[7] Lignes directrices de l'ORECE pour la mise en œuvre par les régulateurs nationaux des règles européennes en matière de neutralité de l'internet (traduction de courtoisie en langue française mise à disposition en ligne par l'ILR. Seule la version anglaise du document BoR (16) 127 fait foi).

[8] BEREC Opinion for the evaluation of the application of Regulation (EU) 2015/2120 and the BEREC Net Neutrality Guideline, BoR (18) 244, 6 December, 2018

[9] Rapport annuel portant sur les activités en matière de neutralité de l'internet, 14 juin 2017 et 14 juin 2018

des raisons diverses. Dans les conditions météorologiques actuelles, les retards et les annulations, quelle que soit leur raison, deviennent particulièrement pénibles pour les usagers qui se retrouvent coincés aux gares ou aux arrêts de bus qui ne leur offrent généralement aucune hospitalité. Les principales gares du pays, celles de Luxembourg et d'Esch, ne sont pas chauffées, de même que les gares de Bettembourg et Wasserbillig qui accueillent un grand nombre de travailleurs frontaliers aux heures de pointe. Les usagers des trains et des bus de nuit pendant les week-ends sont donc quotidiennement contraints d'attendre dans le froid. Ce même problème s'applique également aux gares périphériques, souvent éloignées des centres des villages, mais fortement fréquentées, qui n'offrent que très peu de protection des intempéries et notamment du froid. Enfin, un bon nombre d'arrêts de bus, notamment les arrêts les plus fréquentés devant la gare de Luxembourg, ne disposent que d'abris minuscules, ce qui rend l'attente dans le mauvais temps aux heures de pointe particulièrement désagréable pour les usagers.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le taux d'annulation de trains dans le réseau des CFL ? Les trains annulés sont-ils repris dans les statistiques concernant les trains retardés ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'accueil aux gares est une condition sine qua non pour pouvoir améliorer l'attractivité des transports publics ?

3) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si au sein de son ministère il existe des réflexions en vue d'améliorer l'accueil des usagers dans les gares ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'accueil austère aux gares en soirée ne contribue guère à inciter les gens à profiter de l'offre de transports publics pendant la nuit ?

5) Pour quelles raisons les salles d'attente chauffées ne sont-elles pas accessibles jusqu'au départ respectivement l'arrivée du dernier train en gare ?

6) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur l'état d'avancement des travaux à la gare d'Esch-sur-Alzette ? Le réaménagement de la gare prévoit-il la mise en place de places assises à l'intérieur, chauffées et accessibles aux horaires tardifs ? Le réaménagement des quais prévoit-il l'installation d'espaces d'attente sur les quais à l'abri des intempéries ? Est-il prévu d'installer, sur les quais, tout comme dans l'enceinte de la gare, des panneaux d'information automatisés, permettant de visualiser les horaires de départ des trains afin de permettre aux usagers d'estimer leur temps d'attente ?

7) Pour quelles raisons les nouvelles gares fortement fréquentées à Howald et Pfaffenthal-Kirchberg ne sont-elles pas équipées de salles d'attente chauffées ?

8) Monsieur le Ministre a-t-il déjà envisagé de réaliser une campagne de réaménagement des arrêts de bus, selon un modèle commun, permettant suffisamment de places assises et une mise à l'abri efficace des personnes ?

9) Étant donné l'installation de nombreuses bornes publicitaires digitales dans l'espace des gares et sur les quais, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des supports plus soutenables en termes de consommation d'énergie et moins encombrants seraient plus judicieux ? De plus, n'estimez-vous pas qu'une réglementation plus stricte de l'affichage publicitaire serait souhaitable afin de limiter les dégâts en termes d'incitation à la surconsommation et de véhiculation de stéréotypes sexistes ?

Réponse (06.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La publication régulière des chiffres de ponctualité sur le site Internet « www.cfl.lu » est une initiative qui met l'accent sur la transparence et l'ouverture envers la clientèle. En un graphique simple sont exposés les résultats d'une méthode de calcul transparente.

100 % des trains planifiés y sont subdivisés en quatre cas de figure que peut rencontrer un client, en l'occurrence un train à l'heure, un train en retard, un train supprimé sur une partie du parcours ou encore un train supprimé totalement. Tous les retards et toutes les suppressions, quelles que soient leurs causes, sont considérés dans le calcul. Le retard est calculé à l'arrivée du train. Cette méthode de calcul diffère des méthodes utilisées précédemment. Elle se veut la plus proche possible du ressenti des voyageurs.

Quant aux causes des retards et suppressions subis par les clients, il s'agit d'un mélange de facteurs, se composant notamment d'effets « dominos », de causes externes, de retards importés des réseaux voisins ou encore de problèmes de disponibilité du matériel roulant ou de l'infrastructure ferroviaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les CFL, en tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, s'efforcent d'améliorer constamment l'accueil aussi bien dans les gares qu'aux points d'arrêt. Ainsi ces derniers sont ou seront équipés :

- d'abris voyageurs dont la longueur est adaptée en fonction de la fréquentation ;

- d'ascenseurs ;

- du système dynamique d'information aux clients. Les grandes gares et points d'arrêt principaux du réseau seront équipés d'ici la fin de l'année ;

- du système automatique de messages vocaux (AURIS) en prenant soin d'améliorer le degré d'audibilité ;

- de bornes wi-fi, etc.

Les CFL continuent également à améliorer l'accueil des clients et la qualité du service offert en proposant de nouveaux équipements, tels que par exemple une salle d'attente tempérée comme c'est le cas à Kleinbettingen, bien que cette gare ne possède plus de bâtiment voyageurs. Les projets lancés depuis intègrent ce type d'équipement si les emprises au sol le permettent.

L'ensemble des gares et points d'arrêt est équipé d'un éclairage conforme aux normes en vigueur et sera équipé au fur et à mesure des reconstructions des infrastructures d'équipements de sûreté telles que des caméras de surveillance reliées au centre de télésurveillance des CFL occupé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, ainsi que des bornes SOS.

Dans les grandes gares le personnel des CFL est présent en soirée et ceci jusqu'au passage du dernier train.

Pour des raisons de risque de vandalisme les salles d'attente chauffées des gares non occupées par du personnel CFL sont fermées à clé pendant la nuit. Le personnel d'accompagnement des trains est en charge d'ouvrir les salles d'attente au passage du premier train et de les fermer au passage du dernier.

Concernant les travaux de réaménagement du bâtiment voyageurs de la gare d'Esch-sur-Alzette, ceux-ci sont terminés. Des places assises ont été aménagées dans le hall ainsi que dans la salle d'attente attenante au Centre d'accueil et de ventes (guichets). La salle d'attente sera accessible aux clients fin mars après l'installation des caméras de vidéosurveillance. Il s'agit d'un local isolé protégeant les clients contre le froid et les courants d'air. Les places assises, tant celles installées dans le hall que celles de la salle d'attente, sont accessibles aux horaires tardifs en semaine ainsi que les dimanches.

Pour ce qui est du réaménagement des quais de la gare d'Esch-sur-Alzette, une étude conséquente a été lancée pour reconstruire intégralement ces infrastructures avec deux nouveaux souterrains (en lieu et place d'un seul actuellement) dont un donnera directement sur la gare routière. Tous les équipements mentionnés ci-avant (panneaux d'information dynamiques, système automatique des messages, vidéosurveillance, bornes SOS, etc.) seront installés ainsi que des marquises sur les quais avec des abris. Le projet comprend également un nouveau plan des voies qui permettra de répondre aux défis futurs à savoir transporter davantage de clients avec des trains plus longs et en maintenant leur cadencement. Ce projet a été approuvé par voie de motion de la Chambre des Députés.

Après la mise en service de la petite salle tempérée en gare de Kleinbettingen (faisant office de projet pilote), les CFL ont déjà lancé une étude de faisabilité pour équiper la plateforme supérieure de la gare de Pfaffenthal-Kirchberg avec des abris protégeant efficacement du vent, mais il n'est pas forcément prévu d'y installer un chauffage. L'installation de tels équipements sur des quais ne sera que difficilement possible vu l'encombrement nécessaire et l'obligation de respecter toutes les spécifications techniques d'interopérabilité (obligation imposée par l'UE). Il est également envisageable d'avoir la même réflexion pour la gare de Howald tout en sachant là aussi qu'une salle d'attente chauffée (grande consommation d'énergie car espace très peu isolé et souvent en verre) n'est pas envisageable vu la configuration des quais, mais que des abris longilignes fermés peuvent être étudiés.

Concernant les arrêts bus, l'on note qu'un arrêt bus constitue un élément très important pour l'image de marque des transports publics. La loi du 29 juin 2004 sur les transports publics, telle qu'elle a été modifiée, me permet de déterminer des règles d'aménagement et entretien des arrêts, haltes, gares et gares de transbordement (article 20). Un catalogue de recommandations avait été élaboré il y a quelques années par le Verkéiersverbond pour l'aménagement des arrêts dans le cadre des services de transports publics par route, et mis à disposition des administrations communales en charge aujourd'hui de l'aménagement de ces arrêts ; il est d'ailleurs publié sur le site de la centrale de mobilité (www.mobiliteit.lu/se-deplacer/mobilite-20/recommandations).

Durant les workshops sur la réorganisation du RGTR, qui ont eu lieu avec le grand public en hiver 2017/2018, des doléances quant à l'aménagement des arrêts d'autobus ont été formulées à plusieurs reprises. Il est effectivement envisagé d'intervenir encore plus directement dans l'aménagement des arrêts, y compris non seulement l'infrastructure mais également la signalisation, l'information et l'accessibilité et de doter mes services des moyens nécessaires.

Enfin, concernant les éléments servant de support publicitaire dans l'espace des gares et sur les quais, ceux-ci sont gérés selon les termes et conditions repris au contrat de concession intervenu entre l'État et la société JCDecaux.

En matière d'éco-responsabilité, les bornes publicitaires font l'objet de prises de mesures permanentes en faveur d'une diminution de la consommation d'énergie nécessaire à leur fonctionnement.

Les supports publicitaires digitaux, par exemple, sont dotés d'un capteur réglant automatiquement leur intensité lumineuse en fonction de la luminosité environnante. Le système est par ailleurs piloté par un ordinateur qui éteint quotidiennement les écrans digitaux lors des plages horaires entre 01.00 heure et 05.00 heures du matin.

Quant aux supports publicitaires classiques, ceux-ci font dorénavant l'objet d'un rétroéclairage par tubes LED, en lieu et place des tubes fluo, ce qui revient à 2,5 fois moins de consommation. D'autres actions d'optimisation, telles que la pose d'horloges astronomiques sensées, à l'instar des supports digitaux, couper l'éclairage des mobiliers classiques en période de nuit, sont en cours d'implémentation.

En ce qui concerne la question de savoir si des supports moins encombrants ne seraient pas plus judicieux, les éléments suivants sont à considérer :

- Le concept de régie publicitaire a été élaboré sur base de l'objectif principal d'une diminution des surfaces publicitaires en faveur d'une augmentation de la qualité.

- Les emplacements ont été choisis de façon à s'intégrer harmonieusement dans les lieux et en respectant les besoins de l'exploitation ferroviaire (certificat d'interopérabilité).

- Une attention particulière a été donnée à la sécurité des flux voyageurs, en ce sens que l'emplacement des panneaux a judicieusement été arrêté de telle façon qu'à aucun moment ces derniers ne puissent représenter un obstacle.

- Aussi, un panneau, qui au fil de l'exploitation deviendrait source d'encombrement, pourra aisément être déplacé voire enlevé.

Il reste à préciser qu'une régie publicitaire ne peut fonctionner et être profitable pour le concessionnaire et le concédant qu'avec des panneaux visibles et d'une certaine envergure.

Par rapport à la régie publicitaire en place, les constats suivants peuvent aujourd'hui être formulés :

- concept d'une régie publicitaire réussie s'intégrant de manière harmonieuse et structurée dans le paysage ferroviaire ;

- aucune présence de panneaux publicitaires encombrant n'a jusqu'ici été décelée ;

- bonne valorisation du patrimoine ferroviaire ;

- acceptation de la régie publicitaire par le grand public. Aucune réclamation n'a jusqu'à ce jour été adressée aux CFL concernant la taille ou l'emplacement des supports, voire le contenu des messages publicitaires ;

- amélioration de l'expérience voyageurs et de l'animation au sein de la gare ;

- les panneaux publicitaires en place peuvent également être utilisés pour afficher des informations importantes aux voyageurs concernant la circulation des trains en cas de situation perturbée.

En ce qui concerne le contenu des messages publicitaires diffusés, le concessionnaire en est responsable vis-à-vis des CFL. Il s'interdit tout message publicitaire contraire aux lois ou présentant un caractère politique, confessionnel ou dont le texte ou l'illustration serait contraire aux bonnes mœurs ou préjudiciable à l'ordre public ou aux intérêts des CFL. Ces derniers se réservent expressément le droit d'exiger le retrait à tout moment de tout message publicitaire qui, de quelque manière que ce soit, apparaîtrait non conforme aux règles et principes exposés au contrat de concession.

Le contenu des affichages publicitaires est par ailleurs soumis aux dispositions d'une charte éthique interne au groupe JCDecaux en matière de contrôle des campagnes publicitaires. Cette charte indique, entre autres, que toutes créations et visuels abordant des thèmes spécifiques sensibles doivent être examinés avec une attention particulière.

Question 0313 (04.02.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **familles d'accueil :**

Sur le portail éducation (https://portal.education.lu/familleaccueil/fr-fr/) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, l'Office national de l'enfance (ONE) lance un appel pour encourager les ménages et familles à devenir famille d'accueil. Selon le dépliant d'information mis en ligne, il s'agit « [d']accueillir un enfant chez soi, [de] lui offrir un cadre affectif et éducatif qui tient compte de tous ses besoins, [tout en lui permettant] de conserver et/ou de reconstruire des liens avec ses parents biologiques ».

Pour devenir famille d'accueil, celle-ci doit satisfaire à un certain nombre de critères, pouvoir offrir un lieu de vie adéquat et les soins appropriés aux enfants accueillis, accomplir une procédure de « sélection-préparation-formation » et suivre une formation de base ainsi qu'un minimum de formation continue.

Selon les textes de loi et règlementaires, l'État participe aux frais d'un placement en famille par le biais d'une indemnisation forfaitaire accordée aux familles d'accueil en fonction des journées de présence de l'enfant ou du jeune adulte en famille d'accueil[10].

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- En 2016, L'ONE avait lancé une campagne d'information et de sensibilisation pour trouver plus de familles d'accueil. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de familles d'accueil au Luxembourg, le nombre d'enfants et de jeunes vivant en famille d'accueil et ceux placés en institution ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières années ?

- Parmi les enfants vivant en famille d'accueil, quelle est la part d'enfants en dessous de six ans ?

Étant donné que les enfants accueillis font partie de leur ménage, les familles d'accueil ont droit aux allocations familiales ainsi qu'aux prestations du chèque service accueil. Par contre, même si elles accueillent des enfants en très bas âge, elles n'ont droit ni à un congé d'accueil (réservé aux parents adoptifs), ni au congé parental (réservé aux parents suite à la naissance ou à l'adoption d'un ou de plusieurs enfants).

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun d'accorder un congé d'accueil et/ou le congé parental aux familles d'accueil lors de l'accueil d'un enfant en bas âge au sein de leur ménage et de permettre aux parents d'accueil d'être présents et de s'occuper de l'enfant respectivement des enfants accueilli(s) ?

Réponse commune (06.03.2019) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

En date d'aujourd'hui, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse recense au total 496 familles d'accueil. Actuellement, 526 enfants et jeunes adultes sont placés en famille d'accueil, alors que 761 enfants se trouvent placés en institution au Luxembourg et à l'étranger.

[10] Règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille en application notamment de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Si l'accueil en institution d'enfants ou de jeunes adultes s'avère stable depuis l'année 2013, sur la même période aussi bien le nombre d'enfants placés en famille d'accueil que celui de familles d'accueil sont en progression comme le montre le tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre d'enfants placés en famille d'accueil	435	482	501	482	500	526
Nombre de familles d'accueil	338	400	420	415	457	496

En date d'aujourd'hui, sur les 526 enfants accueillis en familles d'accueil, 121 enfants ont moins de six ans.

La loi du 3 novembre 2016 portant réforme du congé parental réserve le droit au congé d'accueil et au congé parental au « parent » d'un enfant ; une extension de ce droit à des familles d'accueil n'est à l'heure actuelle pas prévue et mériterait une réflexion de fond, notamment sur les répercussions éventuelles d'une telle ouverture.

Question 0314 (04.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **médicaments à écarter :**

Une récente enquête publiée par la revue française « Prescrire » dévoile une liste de 93 médicaments « à éviter en raison de risques sanitaires disproportionnés qu'ils font courir aux patients ».

Parmi les médicaments ajoutés au bilan des médicaments à écarter en 2019 au moins quatre figurent sur la liste des médicaments commercialisés au Luxembourg valable au 1er février 2019 consultable sur le site « https//cns.public.lu/dam-assets/legislations/texte-coordonne/medcomm/1902-liste-comm.pdf ».

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre est-il informé des résultats de cette enquête ? Quelles suites y seront réservées ?

- Quel est le nombre des médicaments visés par cette enquête qui sont disponibles actuellement dans les pharmacies au Grand-Duché ? Quel est le nombre de ces médicaments disponibles en vente libre ?

Réponse (08.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Le ministère et la Direction de la santé attachent le plus grand intérêt à la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments commercialisés au Luxembourg et sont informés de tout incident pouvant nuire à la santé des patients.

À cet effet, la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé examine en continu les données de pharmacovigilance des médicaments munis d'autorisations de mise sur le marché, y compris des publications scientifiques, et soumet au ministre, le cas échéant, des propositions de suspension ou de retrait des médicaments non conformes aux normes en vigueur ou présentant un risque à la santé.

Je peux ainsi informer l'honorable Député que suite à la publication récente dans la revue « Prescrire » du bilan 2019 « des médicaments à écarter pour mieux soigner », la Direction de la santé est en train de préparer un avis scientifique sur des mesures à prendre à l'encontre de certains types de produits décrits dans la publication.

En effet, la Division de la pharmacie et des médicaments a procédé à une évaluation des médicaments visés par la publication et proposera prochainement au ministre de saisir la commission d'experts, nommée conformément à l'article 18 de la loi du 11 avril 1983 (modifiée) portant règlementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, dans le but d'émettre un avis en vue d'un retrait éventuel des numéros nationaux d'enregistrement octroyés pour 31 médicaments autorisés au Luxembourg.

En réponse à la question sur le nombre des médicaments visés par l'enquête « Prescrire » qui sont commercialisés actuellement au Luxembourg, et notamment en vente libre, j'ai l'honneur de vous informer qu'il y a 71 substances actives correspondant aux médicaments commercialisés au Luxembourg sous 123 différents noms commerciaux, dont onze produits sont en vente libre.

Question 0315 (04.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **lutte contre le surendettement :**

Dans le cadre de la lutte contre le surendettement, le Luxembourg a introduit en 2012 le principe de la faillite civile ou le rétablissement personnel.

Récemment la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen se sont mis d'accord sur une proposition de directive allant dans la même direction.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Quels sont les éléments clés de cette directive ?

2) Dans quelle mesure correspond-elle à la réglementation en vigueur au Luxembourg et en quoi se distingue-t-elle ?

3) Endéans quels délais doit-elle être transposée ?

4) Combien de demandes en faillite personnelle ont été introduites depuis l'introduction de cette option du Luxembourg ?

5) Combien de demandes ont été retenues et combien ont conduit à un résultat positif permettant de sortir du surendettement ?

Réponse commune (04.03.2019) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Monsieur le Député se réfère sans doute à la proposition de directive du Conseil relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 sur laquelle un accord est intervenu avec le Parlement européen en date du 19 décembre 2018.

L'objectif clé de la directive est de réduire les principales entraves à la libre circulation des capitaux qui sont dues aux différences entre les cadres de restructuration et d'insolvabilité des États membres. Le but recherché est de faire en sorte que tous les États membres mettent en place des principes clés applicables à des cadres efficaces de restructuration préventive et de seconde chance ainsi que des mesures rendant tous les types de procédures d'insolvabilité plus efficientes en réduisant leur durée et les coûts y afférents et en améliorant leur qualité.

La directive compte trois parties principales distinctes : les cadres de restructuration préventive (Titre II), la remise de dettes et déchéances (Titre III) et les mesures visant à accroître l'efficience des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes (Titre IV). Les titres I, IV, V et VI ont une portée horizontale.

Ainsi la directive prévoit un mécanisme d'alerte rapide et la disponibilité des cadres de restructuration et des règles devant faciliter les négociations sur les plans de restructuration préventive (p. ex. dispositions sur le débiteur non dessaisi, la suspension des poursuites individuelles, dispositions sur les plans de restructuration, etc.).

Elle contient également des dispositions par rapport à l'aspect de la seconde chance (remise de dettes et déchéances) et lui consacre un titre entier.

Finalement la directive prévoit encore des mesures visant à accroître l'efficience des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes. Ces mesures consistent en des règles communes concernant la formation, la nomination, la conduite et la surveillance des autorités judiciaires et administratives et des praticiens dans le domaine de la restructuration, de l'insolvabilité et de la remise de dettes.

Il y a lieu de préciser que le champ d'application de la directive prévoit que la directive ne s'applique pas lorsque le débiteur concerné appartient en outre à la catégorie des personnes physiques qui ne sont pas des entrepreneurs. Les États membres peuvent néanmoins étendre l'application des procédures ouvrant la voie à une remise des dettes contractées par des entrepreneurs insolvables aux personnes physiques insolvables qui ne sont pas des entrepreneurs.

Toutefois, il n'est souvent pas possible de faire une distinction claire entre les dettes contractées par un entrepreneur dans le cadre de son activité ou en tant que consommateur. Les entrepreneurs ne pourraient pas bénéficier efficacement d'une seconde chance s'ils devaient recourir à des procédures distinctes, assorties de conditions d'accès et de délais de décharge différents, pour se libérer de leurs dettes professionnelles et de leurs autres dettes qui ne sont pas liées à son activité professionnelle.

C'est pourquoi, bien que la directive ne comprenne pas de règles contraignantes relatives au surendettement des consommateurs, il convient que les États membres commencent dès que possible à appliquer également aux consommateurs les dispositions de la présente directive concernant la remise des dettes (extrait considérant 17 de la directive).

Quant à la remise des dettes, la directive prévoit des mesures pour réduire les effets négatifs du surendettement ou de l'insolvabilité sur les entrepreneurs qui sont des personnes physiques, en particulier en permettant sous condition une remise de dettes totale après un certain délai (trois ans) et en limitant la longueur des injonctions de déchéance émises en liaison avec le surendettement ou l'insolvabilité du débiteur.

Une remise de dettes devrait être possible dans des procédures comprenant un plan de remboursement, une réalisation d'actifs ou une combinaison des deux.

La directive prévoit toutefois que la remise de dettes n'est pas appropriée dans toutes les circonstances, de sorte que des dérogations à cette règle, dûment justifiées par des motifs précisés dans le droit national, pourraient être introduites. Par exemple, de telles dérogations devraient être introduites lorsque le débiteur est malhonnête ou a agi de mauvaise foi (notion figurant également à l'article 536 du Code de commerce suivant le projet de loi n° 6539 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite).

Toujours suivant la directive, les dettes personnelles et professionnelles qui ne peuvent être raisonnablement séparées, devraient être traitées dans le cadre d'une procédure unique. Lorsque des États membres prévoient que de telles dettes sont soumises à des procédures d'insolvabilité différentes, une coordination de ces procédures est nécessaire ce qui est le cas pour le Luxembourg.

ad 2) Le Luxembourg a soutenu les grands principes de la directive alors que le Luxembourg est lui-même en train de réformer son droit des faillites de façon substantielle dans le cadre du projet de loi n° 6539 susmentionné en allant dans le même sens que la nouvelle directive.

Le projet de loi n° 6539 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite contient trois volets : préventif, réparateur et répressif. Cette structure est comparable à ce qui est prévu dans la directive.

Ainsi, le volet préventif du projet de loi n° 6539 vise à éviter que l'on doive automatiquement aboutir à une faillite si une entreprise est en difficultés. À cet effet il est nécessaire d'avoir en place un système de clignotants qui permettent de reconnaître à temps les entreprises en difficultés. Il faut disposer en outre de mécanismes qui incitent le commerçant à solliciter à temps des mesures pour trouver des solutions à ces difficultés et ces mécanismes doivent être adaptés à la taille des entreprises concernées.

Le volet préventif nécessite également la possibilité de disposer d'un outil permettant la prise de mesures conservatoires.

Ce volet a été surtout couvert dans le cadre du titre I du projet de loi. Les nouvelles dispositions offrent une variété d'instruments adaptés aux entreprises en fonction de leur taille et qui mettent en avant la préservation de l'activité tout en respectant le droit des créanciers.

Le volet réparateur du projet de loi doit permettre aux commerçants malheureux, mais de bonne foi, de pouvoir disposer d'une seconde chance et contribuer à la création d'un environnement plus propice à un nouveau départ. Ceci inclut la possibilité en tant que commerçant personne physique de ne plus être débiteur du solde du passif de la faillite après la clôture de celle-ci (volet partiellement abordé dans le cadre de la loi du 8 janvier 2013 concernant le surendettement ayant modifié l'article 536 du Code de commerce). Il en est de même dans le cadre d'une procédure de réorganisation visant à prévenir une faillite.

La nouvelle mouture de l'article 536 du Code de commerce telle qu'elle ressort du projet de loi n° 6539 tel qu'amendé par la Commission juridique de la Chambre prévoit que le failli personne physique qui n'a pas été déclaré banqueroutier simple ou frauduleux est déchargé par le tribunal des dettes existant au moment de la clôture s'il est malheureux et de bonne foi. Toutefois le failli personne physique peut être poursuivi en cas de retour à meilleure fortune dans les trois années qui suivent le jugement de clôture pour insuffisance d'actif.

Finalement, le Luxembourg prévoit également dans son projet de loi d'uniformiser et de régulariser les dispositions applicables aux curateurs et mandataires.

ad 3) Une fois mis au point par les juristes-linguistes, le texte de la proposition de directive sera formellement adopté par les deux institutions et publié au Journal officiel au courant de l'année 2019.

Les États membres auront alors un délai de deux ans pour transposer les nouvelles dispositions dans leur législation nationale, tout en ayant la possibilité de demander à la Commission d'allonger d'un an le délai de mise en œuvre.

ad 4) + 5) La procédure de règlement collectif des dettes telle qu'elle est prévue par la loi du 8 janvier 2013 concernant le surendettement comporte trois phases : la phase du règlement conventionnel devant la commission de médiation en matière de surendettement, la phase du redressement judiciaire devant le juge de paix et la phase du rétablissement personnel (« faillite personnelle ») également devant le juge de paix. Il convient de préciser que cette dernière phase du rétablissement personnel est subsidiaire par rapport aux deux autres phases de la procédure du règlement collectif des dettes.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2014, les justices de paix ont été sollicitées pour l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel dans 26 dossiers. Dans 19 de ces dossiers, les juges de paix ont prononcé la clôture du rétablissement personnel. Au 31 décembre 2018, sept affaires étaient pendantes devant les justices de paix.

Question 0319 (05.02.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **taux de suicides :**

Leider schéngt et, wéi wann zu Lëtzebuerg an der leschter Zäit d'Unzuel vun de Leit, déi sech d'Liewen huelen, erëm zougeholl hätt, zemools ënnert de jonke Mënschen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann de Minister dës Aussoe bestätegen?

- Wéi ass d'Evolutioun vun de Suiciden an de leschten zéng Joer?

- Ginn et detailléiert Statistiken heizou, och wat d'Alterskategorien ugeet?

Réponse (05.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

De Ministère kann d'Aussoe vun der honorabeler Deputéiert net bestätegen, well et kann net kloer festgestallt ginn, datt an der leschter Zäit d'Unzuel vun de Leit, déi sech d'Liewen huelen, zougeholl hätt hei zu Lëtzebuerg. D'Analys vun de Statistike vun den Doudesursaachen, déi no der „International Statistical Classification of Diseases and Related Health Problems" (ICD-10) gemaach ginn, ergëtt, datt et insgesamt tëschent den eenzelne Jore gréisser Fluktuatioune ginn.

1. Op nationalem Niveau zielen zu de Suiciden (ICD-10: X60-X85, Y870) och nach Evenementer wou d'Intentioun onbekannt ass (ICD-10: Y10-Y34, Y872). D'Analys vun de Statistike vun de leschte Jore weist weder ee kloren Trend no uewen, nach no ënnen. Et kann ee festhalen, datt et 2016, op déi lescht zéng Joer gekuckt, déi mannste Suicidë goufen.

D'Statistike vun 2017 sinn nach net validéiert, dofir nach net disponibel.

Tableau 1: Taux brut de mortalité pour 100.000 habitants

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2. Et ginn detailléiert Statistiken no Alterskategorien. Wat déi jonk Leit ugeet, sinn d'Zuele vu

Joer zu Joer an d'Fluktuatiounen ze grouss, fir ee kloren Trend souwuel no ënne wéi no uewen ze bestätegen.

Tableau 2: Nombre de décès par lésions auto-infligées (ICD-10: X60-X84, Y870), entre 2007 et 2016

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tableau 3: Nombre de décès par événements dont l'intention n'est pas déterminée (ICD-10: Y10-Y34, Y872), entre 2007 et 2016

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Source: Registre des causes de décès, Direction de la santé

http://sante.public.lu/fr/publications/index.php?~=do&q=%22Statistiques+des+causes+de+d%C3%A9c%C3%A8s%22&from=search&r=&b=0&s=date&res_length=10#main

Question 0320 (05.02.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **appareils d'imagerie par résonance magnétique :**

Les maladies cardiovasculaires représentent la première cause de mortalité au Luxembourg. L'IRM cardiaque est la méthode d'imagerie cardiaque la plus évoluée au monde et favorise la détection précoce des maladies coronaires. Elle permet de visualiser les tissus et l'anatomie cardiaque en deux ou trois dimensions. Elle permet aussi d'examiner la sévérité de certaines maladies des valves ainsi que la morphologie et la taille des gros vaisseaux dans le thorax (aorte et artères pulmonaires). Afin de réduire les temps d'attente pour obtenir un rendez-vous d'examen IRM, le Gouvernement a décidé d'autoriser l'installation de quatre nouveaux appareils IRM. Le nombre total d'appareils au Luxembourg passe ainsi de sept à onze.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) De combien d'IRM cardiaques le Luxembourg dispose-t-il ?

2) Dans quels hôpitaux sont installées les IRM cardiaques ?

3) Selon nos informations, les temps d'attente pour obtenir un rendez-vous d'examen IRM cardiaque sont assez longs, plus d'une semaine y compris en cas d'urgence. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer nos informations et nous renseigner comment ils entendent encore réduire ces délais très longs en l'espèce ?

4) En tout état de cause, les quatre IRM supplémentaires sont-elles équipées de la technologie pour effectuer un examen du cœur ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse commune (08.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Il n'existe pas stricto sensu d'IRM cardiaques. Il s'agit en fait d'IRM qui peuvent être équipées d'accessoires spéciaux (ECG, antenne) et d'un logiciel dédié permettant la visualisation des tissus et de la fonction cardiaque par IRM. Deux centres hospitaliers disposent d'équipements de ce type au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Il s'agit du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL site Strassen) et des Hôpitaux Robert Schuman (HRS site Kirchberg).

ad 3) Le Ministère de la Santé ne possède pas de recueil de données qui permet de calculer les délais d'attente pour les IRM cardiaques.

Les données de la Caisse nationale de santé (CNS) ne permettent non plus de déterminer avec précision le nombre d'IRM cardiaques remboursées au Luxembourg. Par ailleurs, aucun libellé de la nomenclature des actes et services des médecins ne reprend la notion d'IRM à visée spécifiquement cardiaque. Ainsi, il est impossible de calculer le délai d'attente entre la demande d'examen et sa réalisation. La documentation hospitalière qui est en train d'être mise en place dans les hôpitaux permettra d'avoir des informations détaillées sur les recours aux soins et leurs indications.

Toutefois, selon les deux hôpitaux disposant d'équipements spéciaux pour réaliser les IRM cardiaques, les délais sont les suivants :

- Les IRM cardiaques pour indication médicale urgente sont réalisées en urgence donc encore pendant la journée de la demande ou directement selon le degré d'urgence.

En dehors des indications qualifiées médicalement urgentes, les délais des rendez-vous sont actuellement de cinq à huit semaines.

L'IRM cardiaque nécessite une collaboration étroite entre le cardiologue et le radiologue afin d'optimiser l'image réalisée et apporter la meilleure qualité diagnostique pour le bénéfice du patient. Comme pour tout examen, les indications de l'IRM cardiaque doivent être justifiées dans la démarche diagnostique et tenir compte de l'apport des autres techniques disponibles (échographie, coronarographie, scanner, médecine nucléaire), du tableau clinique présenté par le patient et des possibles contre-indications à l'IRM, bien que le nombre de ces dernières est en diminution constante.

ad 4) Au moins un des quatre nouveaux appareils IRM sera équipé de la technologie pour effectuer l'examen du cœur. Ce nouvel équipement IRM doté de la technologie nécessaire sera essentiellement utilisé pour les examens ostéo-articulaires, ce qui permettra de libérer des plages pour les IRM cardiaques. Les délais des rendez-vous pour des examens d'indication non urgente devraient également être raccourcis tout en rappelant que les indications de ces examens sont ciblées (cf. guide du bon usage des examens en radiologie).

Question 0321 (05.02.2019) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **hausse des tarifs de la SNCT :**

Fir déi technesch Kontroll vu Gefierer gëlle bei der SNCT zënter dem 1. Februar 2019 nei Tariffer. Fir Bensinn- an Dieselgefierer kascht déi technesch Kontroll zum Beispill 52 Euro, bei historesche Ween souguer 69 Euro. D'Kontroll vu Gefierer gëtt domadder bis zu 44 % méi deier wéi virdrun. Duerch dës Präishaussë géif d'Qualitéit vum Service verbessert, heescht et. De Lëtzebuerger Konsumenteschutz huet haut gefuerdert, datt déi gréisser Präishausse bei der SNCT direkt réckgängeg gemaach misst ginn a stellt d'Fro, ob esou de gratis ëffentlechen Transport finanzéiert soll ginn.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

1. Huet d'SNCT d'Decisioun fir d'Tariffer ze héijen eegestänneg geholl?

2. D'SNCT huet eng ISO-Zertifikatioun ISO/CEI 17020 a steet domadder fir héich Qualitéitsstandarden, trotzdeem soll mat der Präishausse d'Qualitéit vum Service nach verbessert ginn. Wéi erkläert sech dat?

3. Wéi reagéiert d'Regierung op d'Fuerderung vun der ULC, fir d'Präishaussë bei der SNCT nees réckgängeg ze maachen?

4. Kann d'Regierung confirméieren, dass et bei der Praishausse vun der SNCT net drëms geet, fir de gratis ëffentlechen Transport ze finanzéieren?

5. Belaascht d'Hausse vun den Tariffer bei der SNCT net virop déi sozialschwaach Stéit, déi op en Auto ugewise sinn?

Réponse (05.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'SNCT als eegestänneg kommerziell Gesellschaft huet dës Decisioun a sengen dofir zoustännege Gremien eegestänneg geholl.

Laut dem ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 « concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques » muss all Organismus, deen zu Lëtzebuerg technesch Kontrolle fir Gefierer ubitt, op Basis vum Reglement (CE) n° 65/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 « fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil » accreditéiert sinn. Näischt verhënnert, datt en Organismus iwwert d'Konditioune fir eng Accreditatioun erausgeet.

D'Präisser vun den technesche Kontrolle gi vun de Kontrollstatioune fräi festgeluecht. Duerch d'Reform vum Contrôle technique vun 2016 ass de Marché opgaangen an et steet jidderengem fräi, säin Auto do kontrolléieren ze loossen, wou et fir hien am beschten ass.

Ech verstinn net, wéi ee kéint den ëffentlechen Transport mat der Präishausse vum Contrôle technique finanzéiere wëllen. Ech erlabe mir, den honorabelen Deputéierten ze invitéieren, sech d'Bilanen an de Compte Pertes & Profits vun der SNCT unzekucken, fir festzestellen, datt bis haut vun der Gesellschaft keng Dividenden un de Stat bezuelt gi sinn.

Question 0322 (05.02.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **organismes issus des nouvelles techniques de mutagenèse :**

En date du 25 juillet 2018 la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a tranché que les organismes issus des nouvelles techniques de mutagenèse doivent être considérés comme des OGM et qu'ils sont dès lors soumis aux obligations prévues par la directive 2001/18. La mutagenèse est un ensemble de techniques permettant d'altérer le génome d'une espèce vivante sans insertion d'ADN étranger. Elles peuvent notamment recourir aux ciseaux moléculaires CRISPR cas9. Cette décision a suscité des réactions contradictoires dans les milieux concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à cette décision de la CJUE ?

2) Est-ce que cette décision va permettre aux juridictions et aux autorités compétentes de disposer d'un cadre harmonisé à l'échelle européenne afin de protéger les consommateurs et l'environnement, dans le respect du principe de précaution ?

3) Sachant que des pays agricoles concurrents hors de l'UE se saisissent de ces nouvelles techniques pour se donner un avantage et accélérer la transformation écologique de leurs agricultures, est-ce que cette situation ne risque pas d'entraver la compétitivité des agriculteurs européens ?

4) Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre quant à une demande de scientifiques issus de 87 établissements spécialisés européens adressée à la Commission européenne afin de soutenir des innovations dans la recherche sur les plantes et dans l'agriculture ?

5) Est-ce que Monsieur le Ministre s'associe à la demande du conseil scientifique de la Commission européenne pour adapter la directive sur les OGM ?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit : « Biotechnologies et biodiversité : Au niveau international, toutes les initiatives visant la conservation de la biodiversité ainsi que les pollinisateurs et la conservation de toutes les espèces animales menacées d'extinction continueront d'être soutenues. L'interdiction de l'ingénierie génétique dans l'agriculture et dans les aliments, y compris les nouvelles méthodes (CRISPR, «nouvelles techniques de sélection»), continueront d'être soutenues. »

Le Gouvernement se félicite de la décision de la CJUE qui permet dorénavant au Luxembourg d'interdire la culture de plantes génétiquement modifiées y compris celles issues de la mutagenèse dirigée par le biais de la directive (UE) 2015/412.

Néanmoins, il est important de noter que les NMT jouent également un rôle important dans la recherche et l'industrie. Des instituts de recherche nationaux poursuivent des activités ayant recours à ces techniques. Il en est de même pour l'industrie pharmaceutique où la production de médicaments se fait souvent par des OGM.

ad 2) La directive 2001/18/CE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement constitue le cadre à appliquer par les autorités compétentes des États membres de l'Union européenne. L'arrêt de la CJUE ne fait que clarifier l'interprétation de la directive et ne change en rien cette situation. Les organismes issus de l'application des NMT seront traités comme OGM partout dans l'UE.

ad 3) Dans l'Union européenne, les NMT sont désormais soumises aux exigences de la réglementation sur les OGM : évaluations des risques pour la santé et l'environnement, autorisation, traçabilité, étiquetage, surveillance. Cela rend leur mise sur le marché particulièrement difficile.

Il faut cependant noter que le potentiel de ces technologies en termes d'innovation est très important.

Ainsi, la recherche mettant en œuvre les NMT sur les plantes est poursuivie avec plusieurs objectifs :

- améliorer la qualité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux ;

- améliorer la tolérance au stress abiotique ;

- améliorer la tolérance/résistance au stress biotique ;

- modifier des traits pertinents du point de vue agronomique ;

- améliorer des plantes à usage industriel ;

- améliorer les plantes décoratives ;

- créer des plantes résistantes aux herbicides.

Surtout aux États-Unis, plusieurs variétés issues de l'application de ces nouvelles techniques de mutagenèse sont déjà commercialisées et ne sont pas considérées comme OGM. Les produits de ces variétés sont susceptibles d'être importés dans les États membres dans le cadre du commerce international.

Il faut aussi noter que la discussion de l'application des techniques NMT dans l'agriculture biologique a pris de l'ampleur en Allemagne.[11] [12]

L'Union européenne, et le Luxembourg en particulier, a pris l'option de mettre en avant le principe de précaution en interdisant ainsi la mise sur le marché de plantes issues des NMT.

Par conséquence, les plantes et produits issus de l'application des NMT en provenance des pays où ils ne sont pas considérés comme OGM et par conséquent pas marqués comme tels, sont interdits sur le marché européen.

Il reste à signaler que souvent les modifications ponctuelles peuvent également être obtenues par les anciennes techniques de mutagenèse, cependant, cette approche nécessite beaucoup plus de temps.

ad 4) L'accord de coalition 2018-2023 défend une interdiction de l'ingénierie génétique dans l'agriculture et dans les aliments, y compris les nouvelles méthodes (CRISPR, « nouvelles techniques de sélection »).

Afin de respecter l'accord gouvernemental sans pour autant freiner la recherche dans le secteur biomédical au Luxembourg, il faut donc tenir compte de la finalité de l'ingénierie génétique et limiter l'interdiction à l'agriculture et aux aliments.

ad 5) Plusieurs groupes d'intérêt et aussi certains États membres incitent la Commission européenne à adapter la directive 2001/18/CE. Les arguments mis en avant se rapportent aux problèmes de détection, aux coûts des analyses, à la compétitivité, etc. Certains États membres craignent notamment que l'industrie des semences risque de quitter l'Union européenne.

Au niveau mondial, les grands producteurs d'OGM comme notamment l'Argentine, le Canada et les États-Unis appliquent une approche basée sur l'évaluation de la sécurité du produit en fonction de ses nouvelles caractéristiques, de l'environnement dans lequel il est cultivé et des pratiques agricoles, plutôt que sur les processus/techniques impliqués.

Vu la controverse sur les OGM au sein des États membres de l'Union européenne, il sera difficile de se mettre d'accord sur une réforme de la directive 2001/18/CE.

Il reste à signaler que la directive 2001/18/CE et le règlement n° 1829/2003/CE ne sont pas adaptés pour couvrir juridiquement une réglementation concernant des organismes issus d'une technique NMT. Au niveau de la détectabilité, on se trouve en face d'obstacles à la limite surmontables (détection de mutations connues), mais moyennant des ressources technologiques et humaines dont la plupart des laboratoires ne disposent pas, ou alors carrément insurmontables, du moins actuellement (cas des mutations inconnues) et pour très longtemps encore.

Ainsi, avec l'arrêt de la CJUE, en application de la réglementation actuelle l'utilisation de la mutagenèse dirigée sera inaccessible aux entre-

[11] « Les «Verts» ne devraient plus condamner systématiquement les avancés de la science dans la production biologique » (Theresia Bauer « Grüne » depuis 2011, Ministre de la Science, de la Recherche et des Arts du Bade-Wurtemberg).

[12] Urs Niggli, directeur depuis 1990 de l'Institut de recherche en agriculture biologique (Fibl) en Suisse, l'institution scientifique la plus importante en matière d'agriculture biologique, voit un grand potentiel dans les techniques NMT (inhiber les gènes de prédisposition aux maladies, réintroduction de gènes de résistance d'une plante sauvage apparentée dans des variétés modernes, économiser des pesticides à grande échelle).

prises européennes. Ces techniques seront cependant utilisées dans des pays tiers qui ne disposent pas d'une réglementation aussi restrictive que l'Union européenne pour la sélection de nouvelles variétés culturales. Finalement les autorités compétentes se verront dans l'incapacité de contrôler les semences et organismes mutés en provenance de pays tiers en raison des difficultés techniques.

En raison du programme gouvernemental tel que développé ci-dessus, le Gouvernement ne sera pas en mesure de soutenir une proposition de révision de la directive et du règlement en question.

Question 0326 (06.02.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **emballages postaux en plastique :**

All Joers produzéiert Lëtzebuerg Tonnen u Plastikmüll. Fir d'Quantitéit u Plastik, deen ewechgeheit gëtt, ze reduzéieren, gëtt aktuell vill driwwer geschwat, Produiten, déi och aus alternative Materialie produzéiert kënne ginn, ze verbidden oder méi deier ze maachen. An deem Kontext goufen zu Lëtzebuerg jo och viru kuerzem gratis Plastikstute verbueden, soudass elo jiddereen, deen am Supermarché nach eng Tut aus Plastik brauch, strikt fir dës bezuele muss. Näischt bezuele muss een dogéint fir all dee Plastik, deen een - obwuel een en an dësem Fall iwwerhaapt net braucht - an d'Bréifboîte gehäit kritt. Reklammen, Zäitschréften an och Broschüre kritt een oft zougeschweesst an enger Plastikstut zougestallt, obwuel se och ouni dës Verpackung hätte kënne geschéckt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Hunn d'Ministeren Zuelen, déi duerstellen, wéi vill Plastikstuten a Form vu Verpackunge vu Reklammen all Joers iwwert de Postwee verschéckt ginn?

2. Huet d'Regierung vir, an noer Zukunft de Gebrauch vu Plastiksverpackungen am Beräich vum Courrier ze reguléieren?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'POST ënnerscheet bei de Plastiksverpackungen tëschent deenen Artikelen, déi Clientë bei der POST ofliwweren a wou d'POST keen Afloss drop huet, an deenen, déi d'POST iwwert de Produit „i-mail" selwer an de Circuit bréngt.

Wat déi éischt Kategorie ugeet, huet d'POST keng präzis Zuelen. Hire Schätzungen no läit d'Gréissenuerdnung fir d'Joer 2018 bei ronn 930.000 Verpackungen.

i-mail huet am Joer 2018 insgesamt 6.442.800 Plastiksverpackunge benotzt.

D'Quantitéit vun de benotzte Plastiksverpackungen gouf am Zäitraum vun 2014 bis 2018 bei der POST ëm d'Halschent erofgesat. Säit 2018 gëtt an der Donneschdesoplo vun der POST guer kee Plastik méi benotzt, well do d'Reklammen an enger Zeitung agepaakt verschéckt ginn.

Des Weideren ass nach ze soen, datt i-mail u Valorlux cotiséiert an domadder de Recycling kofinanzéiert, an d'POST Member vun der Superdreckskëscht ass an all déi Reklammen, déi ze vill sinn, recycléiert.

Folgenden Tableau weist d'Evolutioun vun de Plastiksverpackunge vun i-mail vun 2014-2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. D'Regierung huet vir, iwwergräifend Engagementer ze huelen, déi méi wäit wäerte goe wéi d'Reguléiere vu Plastiksverpackunge fir Postsendungen. Wéi d'Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012 et scho virgesäit, kënne spezifesch Moossname fir verschidden Offallstréim geholl ginn. Dës Moossname kënne fir méi oder wéineger geziilten Offallzorte gëllen, a wäerten zum Beispill Vermeidungs- oder Reduzéierungsmoossname sinn.

Fir en effektiven Iwwergang zu enger Wirtschaft ouni Offäll ze engagéieren, gëtt eng integréiert Approche bevirdeelegt, amplaz lauter eenzel Moossnamen ze huelen. Déi national „Zero Waste"-Strategie wäert nach dëst Joer am Kader vun enger ëffentlecher Ofstëmmung ausgeschafft ginn. Déi Geleeënheet kann een dann huelen, fir méi geziilten Aktiounen ze programméieren. Dozou wäerten och Alternative mat deene betreffende Secteuren ausgeschafft ginn, esou wéi dat am Koalitiounsaccord virgesinn ass (Volet „Économie circulaire et ressources").

Als zousätzlech Äntwert zu dëser Präventiounsfro muss nach erwäänt ginn, datt et ee Sammelsystem gëtt fir ënner anerem Blisteren, an zwar den „RE-box"-System vun der Valorlux. Dës RE-boxe kann ee bei 15 verschiddene Supermarchée fannen, déi iwwert dat ganzt Land verdeelt sinn. Méi wéi 27 Tonne Blistere konnten 2017 duerch dee System agesammelt ginn (Quell: Rapport annuel Valorlux 2017). Dobäi kënnt de Pilotprojet fir den Zousaz vun de Folien an der Valorluxtut. Dëse Projet leeft nach ëmmer a wäert Opschlëss gi fir eng wierksam Erweiderung vun der bloer Tut.

Question 0327 (06.02.2019) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impact de la gratuité des services sur l'indice des prix à la consommation :**

L'inflation, définie comme la hausse générale des prix dans une zone économique, est mesurée par les indices des prix à la consommation (IPC).

L'IPC est un indicateur économique élaboré pour mesurer les variations, dans le temps, des prix des biens de consommation et des services acquis, utilisés ou payés par les ménages. L'IPC est utilisé notamment comme orientation pour l'indexation des salaires.

Rendre des services repris parmi les positions de référence gratuits aura donc un impact sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer l'impact de la gratuité de certains services décidés au cours de la dernière législature sur les positions de référence et la pondération de l'indice des prix à la consommation ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir ces informations pour chacun des services concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me chiffrer l'impact de ces changements sur l'indexation des salaires ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également me chiffrer l'impact de la gratuité des services (transports publics, etc.) sur les positions de référence et la pondération de l'indice des prix à la consommation ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir ces informations pour chacun des services concernés ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me chiffrer l'impact de ces changements sur l'indexation des salaires ?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que ces changements aboutissement implicitement, mais nécessairement à une modulation du panier de référence de l'indice des prix à la consommation ?

Réponse commune (04.03.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Étienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie :*

En octobre 2017, une réforme de l'encadrement de la petite enfance est entrée en vigueur, avec comme changement majeur l'introduction d'un encadrement gratuit de 20 heures par semaine pour tous les enfants d'un à quatre ans dans les structures d'accueil collectifs, et ce pour garantir l'égalité d'accès au nouveau programme d'éducation plurilingue.

Selon le Statec, les nouveaux tarifs ont entraîné une baisse moyenne de 18,5 % de la position « 12.04.00.01.01 Crèches, foyers de jour pour enfants, etc. » de l'indice des prix à la consommation national (IPCN). Cette position a une part de 2,3 % dans le panier de l'IPCN et la baisse des tarifs des crèches a entraîné une baisse de 0,42 point de pourcentage du taux d'inflation en novembre 2017. Le Statec reçoit typiquement les données relatives aux crèches avec un décalage d'un mois, ce qui explique que la baisse des prix d'octobre 2017 est seulement intégrée dans les résultats de novembre 2017.

L'impact sur l'échelle mobile des salaires s'est présenté comme suit : en l'absence de la réforme précitée, la moyenne semestrielle de l'indice raccordé à la base 1.1.1948 aurait dépassé le seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire (852,63 points) au 2e trimestre 2018 et non au 3e trimestre 2018.

Le programme d'aide à la gratuité des manuels scolaires obligatoires pour tous les lycéens, à compter de l'année scolaire 2018-2019, a entraîné une baisse de 92,9 % de la position « 09.05.01.02 Livres éducatifs » de l'IPCN, qui regroupent des livres scolaires obligatoires et d'autres livres scolaires et éducatifs. Or, cette position représente uniquement 0,03 % du panier de l'indice des prix à la consommation en 2018. En raison de cette faible pondération, l'impact de cette baisse sur le niveau général de l'indice aura été quasiment négligeable, car il s'est limité à -0,03 point de pourcentage sur le taux d'inflation annuel.

La gratuité des transports publics pour les élèves de l'enseignement secondaire et des étudiants universitaires à partir d'août 2017 a entraîné une baisse de 3 % de la position « 07.03.05.00.01 Transport combiné de personnes par rail et route ». Cette position avait une pondération de 0,86 % dans le panier de l'indice des prix à la consommation de 2017. L'impact de cette baisse de prix sur le niveau général de l'indice a également été quasiment nul et il s'est limité à -0,03 point de pourcentage sur le taux d'inflation annuel.

La gratuité des transports publics généralisée sera introduite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au 1er mars 2020. Cette mesure aura un impact sur trois positions du panier de l'indice des prix à la consommation, à savoir « 07.03.01.01.01 Transport de personnes par chemin de fer », « 07.03.02.01.01 Transport de personnes par autobus » et « 07.03.05.00.01 Transport combiné de personnes par rail et route ». Ces trois positions représentent au total environ 1 % du panier de l'IPCN. Or, elles regroupent aussi des services qui restent payants (1re classe, abonnements transfrontaliers, etc.). L'impact estimé de la gratuité des transports publics sur le niveau général de l'indice est estimé à -0,24 point de pourcentage sur le taux annuel d'inflation.

Selon les dernières prévisions d'inflation du Statec, la gratuité annoncée des transports publics pourrait - toutes choses égales par ailleurs - décaler l'atteinte du seuil de déclenchement d'une tranche indiciaire d'un mois par rapport à un scénario à politique inchangée. Ce décalage est pourtant incertain. D'abord, l'impact de la gratuité des transports publics sur l'indice des prix ne peut qu'être estimé pour l'instant (certaines informations - notamment sur les pondérations pour 2020 et l'impact sur les tickets transfrontaliers - font encore défaut). Deuxièmement, un éventuel décalage est aussi fonction de la vigueur de l'inflation.

Selon le texte de l'accord de coalition, la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires sera introduite. Sans connaître les détails de cette mesure, la baisse des prix de la position « 12.04.00.01.01 Crèches, foyers de jour pour enfants, etc. » peut être estimée à environ 25 %. L'impact précis sur le niveau général de l'indice ne pourra être évalué que lorsque les détails de ces nouvelles mesures sont connus.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 20 décembre 1999 concernant l'établissement de l'indice des prix à la consommation prévoit à l'article 2, alinéas deux et trois, que « La liste des positions de référence de l'indice des prix à la consommation et de leur pondération est révisée annuellement pour tenir compte des modifications dans les habitudes de consommation. » Les pondérations des positions de l'indice des prix à la consommation sont actualisées annuellement par un règlement grand-ducal après consultation de la Commission de l'indice des prix à la consommation, du CES et des chambres professionnelles.

Question 0329 (06.02.2019) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **juste répartition de l'impôt en région frontalière :**

D'après un article paru aujourd'hui dans le journal « Le Quotidien », un groupe de travail du Comité des affaires fiscales de l'OCDE se penchera sur la question de l'imposition du travail frontalier. Le directeur de l'OCDE indique dans ce contexte qu'un résultat possible de ces travaux pourrait être la confection d'une disposition alternative à celle de l'article 15 du modèle de convention fiscale de l'OCDE prévoyant que l'imposition des rémunérations perçues au titre d'un emploi salarié se fait par le pays de l'emploi.

Qui plus est, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe finalisera en mars un rapport sur une juste répartition de l'impôt en région frontalière.

Ces rapports sont d'une utilité certaine pour le Luxembourg, sachant que le Statec dénombrait 184.600 frontaliers travaillant du côté luxembourgeois en 2017 et que selon les projections du Gouvernement, ce chiffre devrait grimper à 230.000 frontaliers en 2022.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est, sous ce rapport, la position défendue par le Gouvernement au sein des instances de l'OCDE ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les montants que le Grand-Duché a alloués aux régions frontalières à titre de compensation financière au cours des cinq dernières années ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir la liste des conventions fiscales du Luxembourg actuellement en cours de (re)négociation ? Parmi celles-ci, y en a-t-il qui dérogeront sur ce point au modèle de convention fiscale de l'OCDE actuellement en vigueur ?

Réponse (01.03.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert des travaux de l'OCDE relatifs à une éventuelle rédaction alternative de l'article 15 du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Ce sujet n'est pas d'actualité. Le groupe de travail de l'OCDE en charge de la matière n'a même pas encore arrêté de calendrier de travail.

Le Luxembourg est engagé en permanence dans la négociation de nouvelles conventions pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, ainsi que dans des renégociations de conventions existantes. Le site Internet de l'Administration des contributions directes reprend dans la rubrique « conventions/conventions en négociation » l'état de ces conventions.

Le Luxembourg suit dans ces négociations en matière d'imposition des revenus d'emploi, l'approche adoptée aux paragraphes 1 et 2 de l'article 15 du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Il est à noter que ces dispositions font rarement l'objet de discussions dans le cadre d'une négociation d'une convention fiscale.

La seule compensation financière que le Luxembourg verse à un pays voisin est celle mise en place dans le cadre des relations historiques particulières qui le lient à la Belgique, dans le contexte notamment de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Depuis une décision du Comité des ministres de l'Union économique belgo-luxembourgeoise du 16 mars 2015, le montant afférent s'élève à 30 millions d'euros par an.

Question 0330 (06.02.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**Eurogroupe :**

En effet, l'ONG « Transparency International » vient de critiquer « l'opacité » de l'Eurogroupe. Et je cite son actuel rapport : « Pour une institution dont les décisions ont eu un impact sur la vie de millions d'Européens, il y a beaucoup de choses mystérieuses à propos de l'Eurogroupe. » L'ONG critique notamment que l'Eurogroupe soit resté un groupe de ministres qui ne se rendent des comptes qu'entre eux ou à leurs capitales. Donc sans aucun véritable contrôle démocratique. Un autre constat du précité rapport est la prédominance des grands États membres au sein de l'Eurogroupe. Le déséquilibre entre grands et petits États membres serait encore plus prononcé au sein du Mécanisme européen de stabilité (MES). En conclusion, « Transparency International » recommande que l'Eurogroupe soit directement responsable devant le Parlement européen et soit dirigé par un président à plein temps.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du précité rapport et partage-t-il de surcroît l'analyse de « Transparency International » relative au déficit démocratique de l'Eurogroupe ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les suites qu'il entend donner à ce rapport ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il me dire la position du Gouvernement relative à une responsabilité directe de l'Eurogroupe devant le Parlement européen

ainsi qu'à un président à plein temps de l'Eurogroupe ?

Réponse (08.03.2019) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans la mesure où l'Eurogroupe œuvre en faveur d'un renforcement de la zone euro et de son architecture, la question de la transparence et l'accroissement de la responsabilité figurent parmi les axes transversaux considérés dans tout effort de réforme.

L'Eurogroupe s'est pleinement engagé sur la voie de la transparence au cours des dernières années, et ce par la mise en œuvre de plusieurs mesures successives favorisant cet objectif.

L'ancien président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a lancé à cet effet une initiative de transparence en 2016 dans le cadre de laquelle l'objectif a été de rapprocher le mode de travail et les procédures de l'Eurogroupe à la législation européenne en vigueur.

L'Eurogroupe publie depuis 2016 des ordres du jour et des résumés détaillés pour chacune de ses réunions. Une procédure de publication de documents a également été adoptée dans ce contexte.

Il n'existe donc plus de divergences majeures entre les pratiques de transparence appliquées par l'Eurogroupe par rapport à celles appliquées par des formations formelles du Conseil de l'Union européenne, y compris le Conseil ECOFIN.

Sur base de ces éléments, l'affirmation avancée dans le rapport de « Transparency International », qualifiant l'Eurogroupe comme « opaque », ne peut être partagée.

L'actuel président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, poursuit par ailleurs les efforts de transparence entamés par son prédécesseur en recherchant notamment un dialogue régulier avec le Parlement européen et tout en restant ouvert à des mesures supplémentaires pour favoriser la transparence.

Le Luxembourg soutient cette approche.

Question 0331 (06.02.2019) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **crise politique au Venezuela :**

En date du 4 février, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a affirmé que le Luxembourg reconnaissait Monsieur Juan Guaidó, auteur d'une tentative de coup d'État, comme nouveau président de la République bolivarienne du Venezuela en lieu et place du président constitutionnellement légal et légitime, Monsieur Nicolás Maduro.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Contrairement à la pratique bien établie consistant à reconnaître (ou non) un État étranger, celle consistant à reconnaître des gouvernements étrangers (ou de ne plus les reconnaître) ne relève pas des usages établis de la diplomatie luxembourgeoise. Il est vrai que ce type de reconnaissance a été souvent utilisée par le passé par des grandes puissances pour déstabiliser des États de plus petite taille. Faut-il en conclure que le Luxembourg a définitivement rompu avec sa politique antérieure, et reconnaît désormais des gouvernements ?

2) Dans l'affirmative, quels sont les critères utilisés par le Luxembourg pour reconnaître un gouvernement étranger, ou pour ne plus le reconnaître ?

3) Cette pratique est-elle conforme au droit international en général, et du principe de non-intervention dans les affaires relevant de l'ordre constitutionnel interne des États en particulier ?

4) Quelles sont les conséquences juridiques de la non-reconnaissance par le Luxembourg du Gouvernement Maduro sur les relations entre le Luxembourg et le Venezuela ? Quel est d'après le Gouvernement luxembourgeois le statut juridique des représentants nommés par le président Maduro ?

5) Quelles seront les conséquences de cette décision sur les obligations du Luxembourg en tant qu'État membre d'organisations internationales qui reconnaissent toujours le Gouvernement nommé par le président Maduro comme constituant le représentant légal du Venezuela, en premier lieu l'ONU ? Le Gouvernement luxembourgeois demandera-t-il ainsi le retrait de l'accréditation des représentants vénézuéliens au sein de ces organisations ?

6) Quelles sont les conséquences de cette décision sur les ressortissants et compagnies luxembourgeoises, y compris des banques et fonds luxembourgeois, entretenant des relations avec le Gouvernement nommé par le président Maduro et les entreprises publiques contrôlées par ce Gouvernement ?

7) Le Luxembourg a-t-il agi de concert avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dont il est de notoriété publique qu'il s'applique à déstabiliser la République bolivarienne du Venezuela ? Des échanges téléphoniques, électroniques, épistolaires ou de toute autre nature ont-ils eu lieu à ce sujet ?

8) Le Luxembourg a-t-il agi de concert avec le nouveau Gouvernement de la République fédérative du Brésil ? Des échanges téléphoniques, électroniques, épistolaires ou de toute autre nature ont-ils eu lieu à ce sujet ?

9) Puisque le Gouvernement luxembourgeois semble s'intéresser de près à la situation des droits humains en Amérique latine et dans le monde en général, compte-t-il désormais entreprendre des démarches officielles auprès d'États dont il met en doute la légalité et/ou la légitimité démocratique de leurs gouvernements respectifs ?

Réponse (04.03.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Depuis plusieurs années, le Venezuela traverse une grave crise politique, économique et humanitaire. Le Gouvernement de Monsieur Nicolás Maduro a subi une défaite importante lors des élections législatives du 6 décembre 2015, perdant sa majorité au Parlement. L'opposition, qui y détient 112 sièges sur 167, a procédé en 2016 à la collecte de signatures requises en vue de l'organisation d'un référendum révocatoire contre Monsieur Maduro, en conformité avec la Constitution vénézuélienne. Ce processus fut suspendu par le Conseil national électoral, une instance contrôlée par le Gouvernement.

Au cours des trois dernières années, le Gouvernement de Monsieur Maduro a cherché à s'accaparer tous les pouvoirs étatiques, notamment par la création, en août 2017, d'une Assemblée constituante, qui a repris les pouvoirs législatifs de l'Assemblée nationale dans plusieurs domaines clés. La population vénézuélienne a protesté contre ces développements. Pendant quatre mois, des manifestations ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Ces manifestations furent brutalement réprimées par le Gouvernement. Les élections présidentielles du 20 mai 2018 se sont déroulées en l'absence d'un accord national sur le calendrier électoral. Elles n'ont pas respecté les normes minimales internationales requises pour un processus électoral crédible.

Compte tenu du refus de Monsieur Maduro d'organiser de nouvelles élections au Venezuela, une grande majorité des États membres de l'Union européenne a décidé de soutenir le président de l'Assemblée nationale, Monsieur Juan Guaidó, et de lui reconnaître l'autorité de mettre en œuvre un processus électoral menant à des élections présidentielles libres, régulières et démocratiques, en conformité avec la Constitution du Venezuela. Il s'agit notamment des 23 États membres suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suède. L'Italie s'est également exprimée pour l'organisation dans les plus brefs délais de nouvelles élections présidentielles qui soient démocratiques.

La décision de soutenir l'Assemblée nationale, présidée par Monsieur Guaidó, est fondée sur le fait que celle-ci est l'instance démocratique légitime du Venezuela, issue des élections législatives du 6 décembre 2015. Cette décision émane aussi d'un processus de coordination au niveau européen. Elle n'a cependant pas fait l'objet d'une concertation, ni avec les États-Unis, ni avec les pays d'Amérique latine ou d'autres pays qui ont reconnu Monsieur Guaidó. La décision du Luxembourg est basée sur une analyse approfondie, au niveau européen, des développements au Venezuela, et se situe dans le prolongement des actions et des prises de position adoptées par le Conseil de l'Union européenne depuis 2016. J'attire l'attention de l'honorable Député sur les déclarations successives de l'Union européenne, notamment celle du 26 janvier 2019 sur la situation au Venezuela, ainsi que sur les conclusions du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne du 28 mai 2018, par lesquelles l'UE a fait le constat que les élections présidentielles qui ont eu lieu le 20 mai 2018 au Venezuela n'étaient ni libres ni régulières.

La solution à la situation difficile que traverse le Venezuela ne peut être que politique et pacifique. À cet égard, le Luxembourg soutient les efforts de la communauté internationale, ainsi que le travail du groupe de contact international lancé par l'Union européenne, afin de contribuer à créer les conditions nécessaires à l'émergence d'un processus démocratique crédible au Venezuela.

La situation humanitaire désastreuse au Venezuela, et son impact sur la stabilité de la région, requièrent une action urgente et coordonnée de la communauté internationale. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le taux de réfugiés en provenance du Venezuela a augmenté de 4.000 % depuis 2014, avec trois millions de migrants et de réfugiés enregistrés par le UNHCR jusqu'à novembre 2018. Pour sa part, le Luxembourg a déjà soutenu financièrement les opérations humanitaires du UNHCR en relation avec la crise au Venezuela en 2018, et compte renouveler ce soutien en 2019. La Coopération luxembourgeoise soutient également le Flagship programme d'ONU-Femmes intitulé « Women's Leadership, Empowerment, Access and Protection in Crisis Response » (LEAP), qui vise à assurer que les femmes et les filles réfugiées et affectées par cette crise reçoivent l'aide nécessaire.

Le Gouvernement continue de suivre de près la situation sur le terrain, par le biais des rapports des chefs de mission de l'UE à Caracas et dans les pays voisins affectés par la crise, y compris les rapports de son ambassade à Brasilia.

Les questions liées à une éventuelle « non-reconnaissance » ne se posent pas, car le Gouvernement estime que nous ne nous situons pas dans un tel cas de figure. Le Luxembourg participera à la concertation européenne lorsque la question de l'accréditation des représentants du Venezuela au sein des enceintes multilatérales se posera.

Selon nos informations, il n'y a pas de ressortissant luxembourgeois au Venezuela à l'heure actuelle. Au niveau des relations économiques bilatérales, un très net ralentissement des échanges de biens et de services a pu être observé depuis le début de la crise en 2016.

Question 0337 (08.02.2019) de **MM. Charles Margue** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant la **fraude dans les allocations de chômage involontaire dû aux intempéries :**

Selon un article dans l'hebdomadaire lusophone « Contacto », il y aurait une fraude récurrente dans les allocations de chômage involontaire dû aux intempéries. Certaines entreprises de construction déclarent à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) la fermeture des chantiers à cause du mauvais temps, mais les travailleurs concernés seraient quand même soit forcés de travailler sur le chantier malgré les conditions météorologiques défavorables, soit leur patron ne leur payerait pas l'indemnisation qu'ils devraient obtenir. En conséquence, les travailleurs ne seraient donc pas correctement assurés en cas d'accident alors que les entreprises augmenteraient leur profit. Ceux qui osent se plaindre auprès de leurs patrons seraient intimidés, selon les témoignages reçus par Contacto.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant d'une telle fraude dans le secteur de la construction ?

2) Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il prendre pour lutter contre ces cas de fraude ?

Réponse (06.03.2019) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Par la question parlementaire n° 0337 les honorables Députés se réfèrent à un article de l'hebdomadaire lusophone « Contacto » portant sur les cas de fraude en matière d'indemnités compensatoires de salaire versées en cas de chômage involontaire dû aux intempéries.

Il y a d'abord lieu de noter que la question sous rubrique a déjà été abordée dans la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en date du 28 février 2019.

Concernant les demandes d'allocations de chômage involontaire dû aux intempéries il faut souligner que toute demande de remboursement des entreprises fait l'objet d'un contrôle sur pièces par l'Agence pour le développement de l'emploi (ci-après ADEM).

À cet effet, l'ADEM consulte les bases de données du Centre commun de la sécurité sociale, du Registre de commerce et des sociétés et du Ministère des Classes moyennes.

À noter encore que chaque déclaration de créance adressée à l'ADEM doit être accompagnée de décomptes mensuels individuels signés par les salariés concernés par le chômage dû aux intempéries, signature qui vaut confirmation, de la part des salariés, d'avoir touché les montants indiqués.

Sur base des contrôles effectués par l'ADEM, 152 dossiers ont été refusés au cours des cinq dernières saisons hivernales. De plus, il existe des cas où l'ADEM ne refuse pas le dossier complet, mais déduit les heures considérées comme injustifiées sur le relevé des montants à charge de l'État.

Il faut noter que trois cas concrets de fraude en matière d'allocations de chômage dû aux intempéries ont été signalés à l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) au courant de l'année 2018. Dans ces cas d'espèce il avait en effet été présumé que les entreprises concernées avaient effectué une déclaration de chômage dû aux intempéries auprès de l'ADEM en vue de pouvoir bénéficier des indemnités compensatoires de salaire tout en laissant travailler leurs salariés pendant cette même période d'intempéries. Les trois dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Une autre affaire concernant le défaut de paiement correct de l'indemnité pécuniaire de maladie pendant une période de chômage dû aux intempéries a déjà été sanctionnée par une amende administrative de l'ITM et est actuellement pendante devant les juridictions administratives.

Question 0338 (08.02.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accessibilité des arrêts de bus :**

Et ginn zu Lëtzebuerg Busarrêten, déi net iwwer en Trottoir ze erreeche sinn, well se sech niewent enger Landstrooss oder enger Industriezon befannen. Fir Leit, déi an Dierfer oder Lieu-dite wunnen, déi duerch keng aner Haltestellen un d'Busnetz ugebonne sinn, bedeit dat, dass si sech um Rand vu befuerene Stroossen erhiefleche Risike mussen aussetzen, fir bis bei de Busarrêt oder bis bei hiert Doheem ze kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Busarrête sinn, opgelëscht no Gemeng, aktuell net iwwer en Trottoir mat enger Wunnzon verbonnen?

2. Huet de Minister vir, Dierfer a Lieu-diten, déi aktuell kee Busarrêt hunn, deen iwwer e Fousssgängerwee erreechbar ass, besser un d'Busnetz unzeschléissen? Huet de Minister an deem Kontext vir, méi Busarrêten oder méi Trottoire bauen ze loossen? Op wéi enge Plaze si konkret Projete virgesinn?

3. Ass virum Hannergrond, dass Leit, och wann de Bus gratis ass, dësen net huele wäerten, wa se dofir gefeierlech Strooss passéiere mussen, domat ze rechnen, dass an dësem Beräich Verbesserunge virgeholl ginn, éier den ëffentlechen Transport gratis gëtt?

Réponse (28.02.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Et gi ronn 5.000 Busarrêten uechter d'ganzt Land. Laut dem Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert den ëffentlechen Transport sinn d'Gemengen zoustänneg fir den Amenagement vun de Busarrêten an de Minister ka Virgabe fir dësen Amenagement maachen. Dës Recommandatioune sinn um Internetsite vun der Mobilitéitszentral souwéi um Portail Transports veröffentlecht.

Mir läit kee Relevé vu Busarrêten, déi net iwwer en Trottoir mat enger Wunnzon verbonne sinn, vir. Aus deem Grond ass et mir net méiglech, eng präzis Äntwert op dës Fro ze ginn.

ad 2. Am Kader vun den neie Projete vun der Stroossebauverwaltung ginn d'Trottoiren an d'Busarrête wa méiglech ëmmer esou amenagéiert, dass se den aktuelle Recommandatiounen entspriechen. Wat den Amenagement vun zousätzleche Busarrêten/Trottoiren ugeet, esou läit d'Initiativ bei de jeeweilege Gemengen; d'Aarbechte kënnen uschléissend op Basis vun enger Permission de voirie ausgefouert ginn, wa se laansicht de Stroossereseau vum Stat solle stattfannen.

Generell ass d'Optimiséierung vum ëffentlechen Transport eent vun de groussen Ziler vun der Regierung (→Modu 2.0), et ass also ugeduecht, fir esou vill wéi méiglech Leit un den

ëffentlechen Transport kënnen unzebannen. Et däerf een awer net vergiessen, dass nieft dem Stat och d'Gemengen een Deel vun der Verantwortung fir eng méi nohalteg Mobilitéit droen, genee wéi och d'Employeuren/d'Schoulen an d'Bierger selwer.

ad 3. Meng Servicer schaffen aktuell un enger Rei Projeten, déi zur Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport solle bäidroen. Generell gëtt also permanent dru geschafft, d'Qualitéit vum ëffentlechen Transport ze erhéijen. Wéi allerdéngs scho beim zweete Punkt erkläert, mussen d'Gemengen dozou awer och hiren Deel bäidroen an d'Initiativ fir den Amenagement vun deene gëeegenten Infrastrukturen huelen, fir esou fir d'Sécherheet vun hire Bierger ze suergen.

Question 0341 (11.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation de Google à Bissen :**

Zënter ronn annerhallwem Joer gëtt zu Lëtzebuerg iwwert déi méiglech Implantatioun vun engem groussen Datazenter vun der Firma Google geschwat. Am Kader vum allgemenge Bebauungsplang vun der Gemeng Biissen leeft momentan d'Ëmklasséierung vum Areal, wou de Google-Datazenter hikomme soll. Déi betraffe Gréngzon soll dobäi an eng „Zone spéciale Datacenter" ëmklasséiert ginn. De Mouvement écologique huet sech elo géint e Reklassement vum betraffene Site ausgeschwat a wëllt elo e Recours dergéint aleeën. Der Ëmweltorganisatioun no bleiwen ze vill Froen net beäntwert. Zemools, wat den Impakt op d'Ëmwelt ugeet.

Dofir wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Éier eng Ëmklasséierung vum 34,7 Hektar grousse Site ka virgeholl ginn, mussen do net virdrun alleguerten déi relevant Fakten, wat déi potenziell Ëmweltbelaaschtungen uginn, virleien?

2. Fir de groussen Datazenter ze killen, soll op d'Waasserkillung zréckgegraff ginn. Dofir si grouss Wasserquantitéiten néideg. Ass et vertrietbar, datt de Stat respektiv d'Waassersyndikater enger eenzeger Firma déi national Waasserreserven zur Dispositioun stellen (sief et Drénkwaasser oder Uewerflächewaasser)?

3. Déi sougenannte strategesch Umweltprüfung (SUP), déi virläit, wërft grondsätzlech Froen op, awéiwäit de Standuert zu Biissen iwwerhaapt mam Natur- a Landwirtschaftsschutz kompatibel ass. Misst d'Regierung dofir net nach eng fondéiert Etüd iwwert d'Ëmweltverträglechkeet duerchféieren, éier, de Fall gesat, de Site reklasséiert gëtt?

4. An der ëffentlecher Prozedur erlaben et déi fir de Public zougänglech Informatioune bis elo net, datt sech d'Bierger an d'Biergerinnen e komplett Bild maache kënnen, ob dës mat den Ziler vum nationalen Aktiounsplang fir eng nohalteg Entwécklung kompatibel sinn. Wéi steet d'Regierung dozou?

Réponse commune (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. All neie PAG an all punktuell Ofännerung vun engem PAG falen ënnert de Champ d'application vun der EU-Direktiv 2001/42 iwwert d'strategesch Ëmweltevaluatioun vu Pläng a Programmen. Dës Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 22. Mee 2008 an déi Lëtzebuerger Legislatioun ëmgesat ginn. Deemno gëtt parallell zur Ausaarbechtung vun engem PAG oder enger punktueller Ofännerung eng Ëmweltevaluation vun engem onofhängegen Expert gemaach. D'Resultater ginn an engem Ëmweltrapport festgehalen a gi mat dem PAG an déi ëffentlech Prozedur, an där all Bierger all d'Dokumenter consultéieren a kommentéiere kann.

ad 2. Well zum aktuellen Zäitpunkt vun der Prozedur, déi eenzeg an eleng ëm d'Ofännerung vun engem PAG an enger Gemeng geet, déi un engem Datenzenter interesséiert Firma weder d'Gemeng Biissen nach d'Regierung konnt mat engem konkrete Projet saiséieren, dee soll autoriséiert ginn, bleift et hypotheetesch, sech zum Thema Waasser ze äusseren.

ad 3. + 4. Am Kader vun der ëffentlecher Prozedur, déi ënner Punkt 1. mentionnéiert ass, gëtt den Ëmweltministère en offiziellen Avis zum Ëmweltrapport of, deen och public gemaach gëtt. Den Delai fir dësen Avis leeft nach, mä den Avis wäert elo zäitno kommen. Deemno ass eng Äntwert vu Säite vun der Regierung virun dësem offiziellen an detailléierten Avis net ubruecht.

Question 0344 (12.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **limite d'âge pour donneurs de sang :**

Alors que la limite d'âge pour les donneurs de sang a été relevée de 65 à 70 ans au Luxembourg, la Belgique vient d'annoncer que la limite d'âge sera définitivement supprimée. Désormais les donneurs de sang âgés pourront continuer à donner leur sang, à condition d'avoir fait le premier don avant l'âge de 66 ans, le médecin de contrôle devant décider si le donneur est apte au don.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé si la suppression de la limite d'âge pour donneurs de sang peut être envisagée au Luxembourg.

Réponse (06.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

La loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine définit les conditions de la transfusion sanguine au Luxembourg. Le règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 pris en exécution de cette loi et établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation, la distribution et la transfusion du sang humain, et de ses composants sanguins, précise comme critère d'acceptation comme donneur d'une personne âgée de plus de 65 ans, l'autorisation du médecin de l'établissement de transfusion sanguine, renouvelée chaque année. Ce règlement ne fixe pas de limite légale d'âge supérieure au Grand-Duché de Luxembourg. Selon la loi du 15 mars 1979 c'est le médecin de l'établissement qui décide de l'admissibilité du don.

En pratique il faut savoir que le risque d'un don au-delà de 65 ans se situe surtout du côté du donneur. Il est donc de la responsabilité du médecin de l'établissement de ne pas mettre en péril la santé du donneur. Le médecin doit évaluer le risque de santé du donneur par rapport au bénéfice du don. Au moindre doute concernant la protection de la santé du donneur, il doit refuser le don. Or, en pratique après l'âge de 70 ans un tel doute n'est le plus souvent pas à écarter et l'établissement a décidé d'accepter les donneurs connus jusqu'à l'âge de 70 ans inclus.

Question 0348 (12.02.2019) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **Société nationale de contrôle technique (SNCT) :**

Dans le sillage de la hausse des tarifs annoncée récemment par la SNCT, certains internautes ont indiqué que la rémunération des membres du conseil d'administration de la SNCT aurait plus que doublée, notamment pour l'exercice 2017 (par rapport à l'exercice 2016).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer lesdites informations ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples renseignements à cet égard ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des indications sur le niveau de rémunération dont ont bénéficié les membres du conseil d'administration pour l'exercice 2018 ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur l'actionnariat de la SNCT ? L'État du Grand-Duché de Luxembourg détient-il 375 parts sociales sur 500 dans la SNCA ?

Réponse (05.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

La SNCT est une société anonyme de sorte que ses statuts, le bilan et ses annexes et tout autre document soumis à l'obligation de la publication sont édités au Registre de commerce et des sociétés (RCS) conformément à la législation sur les sociétés commerciales en vigueur. Par conséquent, je me permets de renvoyer l'honorable Députée à consulter le RCS où toutes les informations demandées peuvent être consultées en toute transparence par toute personne intéressée.

Question 0353 (12.02.2019) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **retour sur le territoire européen de djihadistes :**

Face à l'annonce des États-Unis de se retirer de la Syrie, la question du retour des djihadistes étrangers partis en Syrie pour combattre aux côtés de l'État islamique figure à la une de certains pays européens. Le Bundesrat suisse est en train d'analyser s'il est indiqué de « rapatrier » ces combattants actuellement détenus dans des prisons contrôlées par les Kurdes. Environ 900 combattants étrangers seraient emprisonnés dans de telles prisons. Sans oublier ceux qui ont quitté les territoires irakien et syrien de manière volontaire suite au déclin de l'État islamique.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) D'après un article de presse paru sur « lessentiel.lu », au moins un résident du pays pourrait toujours se trouver en zone de combat. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations actualisées relatives à d'éventuels combattants étrangers, ressortissants/résidents luxembourgeois séjournant en zone de combat (Syrie, Iraq, etc.) ?

2) Le Gouvernement est-il d'avis qu'il faille accorder à ces derniers une assistance consulaire ?

3) Le Gouvernement peut-il confirmer que les personnes en question sont surveillées par le CAT ? Comment cette surveillance s'organise-t-elle en pratique ?

4) Quelle est la position du Luxembourg quant à un éventuel « rapatriement » des combattants étrangers, ressortissants luxembourgeois afin de les faire juger par la justice luxembourgeoise ?

Réponse commune (01.03.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Nous pouvons confirmer les informations communiquées par les autorités compétentes dans le passé, selon lesquelles un résident du Grand-Duché de Luxembourg est toujours soupçonné se trouver en zone de conflit.

ad 2) De façon générale, une assistance consulaire est fournie par le Ministère des Affaires étrangères et européennes et son réseau d'ambassades à la demande des ressortissants luxembourgeois. Dans les pays non couverts par notre réseau diplomatique, l'assistance consulaire est assurée par la Belgique dans le cadre de la convention relative à la coopération dans le domaine consulaire de 1965. Dans les pays où la Belgique n'est pas non plus représentée, l'assistance consulaire fournie aux ressortissants luxembourgeois est guidée par l'article 23 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui dispose que « tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État ».

D'éventuelles demandes d'assistance consulaire seraient traitées au cas par cas, dans le cadre des dispositions précitées.

En ce qui concerne les résidents qui ne sont pas des ressortissants de nationalité luxembourgeoise, ils doivent faire appel aux services d'assistance consulaire de leur pays de nationalité.

ad 3) Tout combattant terroriste étranger qui retourne d'une zone de conflit au Luxembourg et qui est connu des services compétents sera surveillé par les autorités de sécurité et, le cas échéant, poursuivi conformément à la législation en vigueur.

ad 4) La personne dont il est soupçonné qu'elle se trouve en zone de conflit est signalée conformément à la loi et peut faire, le cas échéant, l'objet d'un mandat d'arrêt international. En cas de retour, cette personne sera poursuivie par les autorités judiciaires conformément aux dispositions légales en vigueur.

Outre la personne visée ci-dessus, les autorités compétentes n'ont, à ce jour, pas connaissance d'un ressortissant de nationalité luxembourgeoise en zone de conflit. Le Luxembourg ne pourrait, le cas échéant, refuser l'entrée sur son territoire d'un ressortissant de nationalité luxembourgeoise, étant entendu que cette personne ferait l'objet des mesures de surveillance appropriées voire relèverait, eu égard aux incriminations prévues par les articles 135-1 à 135-17 du Code pénal, de la compétence des autorités judiciaires.

Question 0354 (12.02.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **fouilles sur le site de la villa romaine de Schieren :**

Depuis plusieurs années, le Centre national de recherche archéologique (CNRA) réalise des fouilles sur le site de la villa romaine de Schieren. Au fil des derniers mois, les fouilles ont été étendues à d'autres parties du site.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les fouilles récentes ? Est-ce que les premiers résultats permettent de présumer l'existence de mosaïques sur ce site ?

- Quand est-ce que les investigations peuvent être clôturées au plus tard ? Dans quelle mesure les fouilles pourraient-elles retarder le réaménagement (l'élargissement) projeté de la B7 ?

- Le Ministère de la Culture envisage-t-il de réaliser une exposition sur les résultats de ces fouilles archéologiques ?

- Est-ce qu'il existe d'autres sites archéologiques qui pourraient faire l'objet de fouilles dans un avenir proche ?

Réponse (11.03.2019) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

En complément à la réponse parlementaire n° 3840 du 30 mai 2018, il est précisé que, parallèlement à la poursuite des fouilles sur le bâtiment principal de la villa axiale de Schieren (pars urbana), ont respectivement eu lieu trois autres fouilles archéologiques préventives dans la partie agricole (pars rustica) de la villa suite à des projets de construction d'aménageurs privés. Sur ces terrains situés en aval du bâtiment antique principal ont été découverts deux nouveaux bâtiments annexes qui complètent la vue d'ensemble et la compréhension du fonctionnement de l'importante villa gallo-romaine de Schieren, ainsi que des structures d'habitation du type fond de cabane particulièrement bien conservées attribuables à une autre période postromaine. Ces fouilles avec documentation scientifique étant achevées, les terrains concernés font l'objet de construction.

En ce qui concerne la potentialité de l'existence de mosaïque antique, elle est particulièrement élevée dans le bâtiment principal de la luxueuse villa axiale qui couvre une surface d'au moins 3.000 m^2. La mise au jour de peintures murales d'une qualité exceptionnelle laisse présager la présence de revêtements de sol d'aussi grande qualité, voire de mosaïques.

Concernant les délais, modalités et financement des interventions archéologiques sur le domaine de la villa gallo-romaine de Schieren, il est renvoyé au point 3 de la réponse parlementaire n° 3840 du 30 mai 2018. Il est rappelé que le Centre national de recherche archéologique est en échange permanent et constructif aussi bien avec l'Administration des ponts et chaussées qu'avec les aménageurs privés pour trouver au cas par cas la meilleure solution respectant aussi bien les nécessités relatives aux aménagements que la documentation scientifique et la conservation des restes archéologiques de la villa antique. En ce qui concerne le réaménagement projeté de la B7, les fouilles archéologiques préventives menées ces dernières années ont visé en premier lieu les terrains situés parallèlement à la route au nord et à l'ouest de la villa antique pour permettre en priorité à l'Administration des ponts et chaussées de mettre en œuvre le tracé.

Il est à signaler qu'une première présentation des fresques et de leur contexte archéologique a déjà été montrée, en avant-première, à l'occasion de l'exposition « UNexpected Treasures » qui s'est déroulée au Musée national d'histoire naturelle à Luxembourg du 18 avril au 26 août 2018. Pour pouvoir réaliser une exposition de synthèse sur les résultats des fouilles archéologiques menées sur la villa antique de Schieren, le matériel archéologique doit au préalable être traité et étudié. En ce qui concerne les peintures murales, les fragments de la pièce 10 ont déjà été nettoyés, consolidés et en grande partie recomposés. Dans une perspective de valorisation du patrimoine et de leur présentation au public pour participer à un tourisme culturel, ces travaux se poursuivent avec leur consolidation et restauration. Concernant leur programmation et financement, il est renvoyé au point 2 de la réponse parlementaire n° 3840 du 30 mai 2018. Les peintures murales des autres pièces, ainsi que les nombreux objets archéologiques (en fer, en bronze, en céramique) mis au jour sont en cours de traitement afin de permettre leur publication et exposition.

Dans le cadre du suivi archéologique de travaux de construction et d'aménagement du territoire près d'une quarantaine de sites archéologiques,

toutes périodes confondues, font l'objet annuellement d'investigations scientifiques menées par le Centre national de recherche archéologique. Parmi ceux-ci peuvent être cités les sites archéologiques gallo-romains suivants : une petite villa à Schieren, ainsi qu'une à Bissen (substructions en bois), une grande villa à Helmsange, ainsi que des projets touchant notamment les vici (agglomérations antiques) de Dalheim et de Mamer.

Question 0358 (13.02.2019) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **ponctualité des trains :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0154 du 7 janvier 2019 concernant la ponctualité des trains, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a expliqué que le nombre de trains supprimés a augmenté en 2018 de 0,4 % par rapport à 2017 (2,7 % en 2017 contre 3,1 % en 2018). Il serait à noter que la période de grève à la SNCF qui s'est étendue d'avril à début juillet serait responsable de plus de 2.000 suppressions, soit environ 0,7 %.

Monsieur le Ministre souligne encore qu'« il arrive effectivement que des trains qui ont un retard important soient supprimés sur une partie de leur parcours. Cette mesure est prise pour éviter que ce retard ne se répercute sur le reste de la journée, et pour assurer un retour plus rapide à l'horaire nominatif ».

D'après la réponse de Monsieur le Ministre, la formule de calcul de la ponctualité des trains est « somme de trains subissant un retard inférieur à six minutes au point d'arrivée / somme des trains ayant circulé », de sorte que les trains supprimés, quelle qu'en soit la raison, ne sont pas comptabilisés dans la statistique.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre absolu de tous les trains supprimés en l'an 2018 ?

- Combien de ces suppressions de trains étaient dues à un retard important et étaient par conséquent supprimés sur une partie de leur parcours ?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis qu'en utilisant la formule de calcul de la ponctualité citée ci-dessus (ne comptabilisant pas les trains retardés de manière importante et supprimés sur une partie de leur parcours) et considérant que le nombre de trains supprimés a augmenté de 0,4 % par rapport à 2017 alors que la ponctualité des trains a progressé de 0,2 % en un an, le taux de ponctualité « officiel » est quelque peu faussé ?

- Est-ce que la prise en considération dans les calculs du retard des trains (supprimés pour cause de retard), ne permettrait pas de fournir une image plus réaliste de la situation ? Ne pourrait-on pas considérer la gare où a lieu la suppression (« terminus » à ce moment-là) comme gare d'arrivée et considérer la différence entre l'heure d'arrivée réelle et l'heure d'arrivée théorique (ce qui correspond au retard) en cette gare pour le calcul du taux de ponctualité ?

Réponse (14.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Sur 285.000 trains voyageurs (TGV inclus) circulant en 2018, 9.024 ont été supprimés, ce qui équivaut à un pourcentage de 3,16 %. Parmi eux, le nombre de trains supprimés sur une partie du parcours s'élève à 3.364.

Comme référence, une nouvelle méthode est appliquée depuis l'automne 2018 et publiée mensuellement sur le site Internet des CFL.

Selon l'ancienne méthode, la formule de calcul de la ponctualité des trains était la suivante :

Somme de trains subissant un retard inférieur à six minutes au point d'arrivée / Somme des trains ayant circulé.

Les trains supprimés, quelle qu'en soit la raison, n'étaient donc pas comptabilisés dans cette statistique de ponctualité.

Avec cette méthode de calcul, la ponctualité de 2018 s'est élevée à 91,5 %.

La formule de calcul selon la nouvelle méthode est la suivante :

100 % des trains planifiés sont subdivisés en quatre cas de figure que peut rencontrer un client : un train à l'heure, un train en retard, un train supprimé sur une partie du parcours, un train supprimé totalement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cette méthode se veut plus transparente et a pour but de refléter la réalité telle que véritablement vécue par les passagers. Elle se base sur le nombre total de trains planifiés et non sur le nombre de trains ayant circulé, comme c'était le cas de la statistique « Ponctualité train » précédemment utilisée.

De plus, elle ne fait pas abstraction des causes de retards d'origine tierce ou étrangère tel que c'est le cas de la statistique de ponctualité voyageur définie dans le contrat de service public par rail et par route.

Elle présente enfin le grand avantage de montrer en un graphique simple les retards et les suppressions subies par les voyageurs.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Par cette méthode, le taux de ponctualité considère tant les trains supprimés que les trains ayant roulé.

La nouvelle méthode de calcul apporte une image plus réaliste de la situation vécue par les clients CFL. Il y a lieu d'ajouter que pour les trains transverses supprimés en gare de Luxembourg - qui représentent une grande partie des cas de suppressions partielles -, le retard en gare de Luxembourg est considéré dans la partie non ponctuelle et la suppression partielle sur le reste du parcours est considérée dans les suppressions partielles.

Question 0360 (13.02.2019) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**accès aux actes civils pour les bénéficiaires de protection internationale :**

Des bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg rencontrent des barrières administratives pour réaliser des actes civils.

Ainsi, un réfugié qui souhaite se marier est considéré par l'administration comme un ressortissant de pays tiers classique et la commune réclame la présentation d'un acte de naissance et un certificat de célibat.

Or, un réfugié est dans l'impossibilité de s'adresser aux autorités consulaires de son pays d'origine. L'accès au mariage et à d'autres actes civils est donc entravé par la pratique administrative alors que ce sont des droits fondamentaux.

En France, afin de leur faciliter la preuve des évènements d'état civil les concernant, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a reçu une compétence générale pour leur établir des certificats attestant ces faits. Les actes et documents établis par l'Office ont la valeur d'actes authentiques (articles L. 721-3 et R. 722-4 du CESEDA).

Ainsi l'OFPRA, après enquête s'il y a lieu, reconstitue les documents d'état civil pour le réfugié, le bénéficiaire de la protection subsidiaire et l'apatride pour les évènements antérieurs à la reconnaissance du statut et, le cas échéant, pour les évènements postérieurs les ayant modifiés. Les documents que l'OFPRA reconstitue sont les actes de naissance, les actes de mariage et les actes de décès.

Les actes d'état civil établis par l'OFPRA ont valeur d'actes authentiques. En cas de contestation de tout ou partie de l'état civil, sauf si la demande de rectification entre dans les cas pouvant donner lieu à rectification de la part de l'OFPRA tels que prévus à l'article 1047 du Code de procédure civile, la personne sous protection internationale doit s'adresser au Tribunal de Paris.

- Le Luxembourg envisage-t-il de s'inspirer de l'approche française pour fournir une réponse aux nombreux cas qui se présentent au Luxembourg ?

Réponse commune (08.03.2019) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député interroge les ministres si le Luxembourg envisage de s'inspirer de l'approche française pour ce qui concerne l'établissement d'actes de l'état civil pour les bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg.

Pour vérifier si les conditions pour se marier sont dûment remplies, les communes doivent recevoir de chacun des futurs conjoints un dossier de mariage comprenant notamment un acte de naissance et un certificat de célibat. Cela vaut pour toute personne, sans distinction de sa nationalité, de son statut personnel et de son lieu de naissance. Dans les situations où la personne est dans l'impossibilité absolue de les produire, le procureur d'État peut autoriser la commune d'accepter un acte de notoriété en application de l'article 71 du Code civil.

Sensible à cette problématique, le mécanisme de l'établissement de l'acte de notoriété fut précisé par la loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage. Désormais tous les éléments sont réglés à l'article 71 du Code civil, et ce dans un souci de clarté et de meilleure lisibilité.

À l'instar de l'approche française mise en place pour l'OFPRA, l'acte de notoriété établi par le juge de paix est une reconstitution de l'acte de naissance et a valeur d'acte authentique. Par contre l'approche luxembourgeoise a le grand avantage que cette procédure est ouverte à toute personne étant dans l'impossibilité de produire un acte de naissance, et non aux seuls bénéficiaires de protection internationale.

Question 0361 (13.02.2019) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **réaménagement et extension de la gare centrale à Luxembourg :**

Afin de résoudre les problèmes de capacité actuels en gare de Luxembourg, un projet d'agrandissement de la gare par l'ajout de deux nouveaux quais avec en tout quatre nouvelles voies. Il s'agit d'un chantier d'envergure qui a nécessité la démolition des anciens ateliers CFL afin de libérer la place nécessaire pour l'aménagement des quatre voies supplémentaires. Les deux souterrains d'accès aux quais devront être allongés et pour l'accès entre le quartier de la gare et le quartier de Bonnevoie, une nouvelle passerelle plus confortable et accessible est prévue au-dessus des voies.

Par ailleurs, l'extension de la gare sera complétée par l'aménagement d'un pôle d'échange desservant tous les modes de mobilité terrestre (train, tram, bus, vélos, etc.).

L'aménagement actuel de la gare et des voies ferrées, l'existence d'une seule passerelle à l'aspect plutôt « provisoire » et l'aménagement du CR224 et de ses abords le long du chemin de fer ont pour effet une séparation spatiale très forte des quartiers de la gare et de Bonnevoie.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux d'agrandissement de la gare centrale ?

2) Quand est-ce que la nouvelle passerelle sera opérationnelle ? Permettra-t-elle désormais un accès aisé à tous les quais pour les personnes à mobilité réduite, en chaise roulante, avec poussette, vélo, etc. ?

3) Quand est-ce que le pôle d'échange avec les bus RGTR du côté de Bonnevoie sera opérationnel ?

4) Est-ce que les passages souterrains seront allongés jusqu'à Bonnevoie afin de permettre également l'accès souterrain de la gare et des quais depuis Bonnevoie ? Est-ce que d'autres voies de passage sont prévues entre la gare et Bonnevoie ?

5) Comment le terrain libéré par la démolition des anciens ateliers et non nécessaire à la construction des quatre voies supplémentaires - environ un hectare - sera-t-il affecté (accès gare, accueil clients/guichets, petits commerces, immobilier administratif, logements, ...) ?

Réponse (18.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux relatifs au projet de l'aménagement des nouveaux quais V et VI intégrant une restructuration substantielle du plan des voies ont commencé le 17 septembre 2018.

En premier lieu, les voies 11 et 10 sud ont été déposées afin de permettre le prolongement du souterrain sud ainsi que la remise en état de la plateforme ferroviaire et la construction du nouveau quai V dans cette zone. Pendant cette période, la voie 10 nord est restée disponible pour l'exploitation commerciale.

Actuellement, les travaux de prolongement du souterrain nord au niveau du quai V et du souterrain sud avec la galerie technique adjacente à ce dernier, ainsi que les travaux de plateforme ferroviaire concernant les voies 10 et 11 sud sont en cours.

Lors du weekend du 30 au 31 mars 2019, il est prévu de basculer la circulation ferroviaire depuis la partie nord de la voie 10 à sa partie sud, afin de permettre la construction de la partie du tunnel du souterrain nord entre les quais IV et V, ainsi que les travaux de plateforme ferroviaire et la construction du nouveau quai V dans cette zone.

Dans un premier temps, la mise en service commercial (dans l'état brut sans marquise sur le quai et avec équipements et mobilier réduits mais fonctionnels) de la voie 11 sur la moitié en sens longitudinal du nouveau quai V avec ouverture des prolongements des souterrains nord et sud et la création d'un accès provisoire sur la passerelle existante sont prévues pour le mois de décembre 2019. La mise en service complète des quais V et VI aura lieu en décembre 2021.

Parallèlement à l'aménagement des nouveaux quais viennent de débuter les premiers travaux préparatoires concernant l'aménagement du nouveau bâtiment qui abritera les nouvelles installations de contrôle-commande et de signalisation de la tête nord de la gare.

Le projet du remplacement de la passerelle « provisoire » existante vise à remplacer la partie CFL (partie au-dessus des voies ferrées) par une structure définitive entièrement vitrée qui sera raccordée à celle de la Ville de Luxembourg.

Outre la fonction de liaison entre les quartiers de la gare et de Bonnevoie, la nouvelle passerelle garantira l'accès aisé aux quais par des escaliers et des ascenseurs, ceci notamment pour les personnes à mobilité réduite, en chaise roulante, avec poussette ou à vélo.

La mise en service de la nouvelle passerelle aura lieu en décembre 2021, en même temps que celle des nouveaux quais V et VI.

La gare routière provisoire sur la Rocade de Bonnevoie sera opérationnelle fin 2019.

Le projet ne prévoit actuellement pas de prolongement des passages souterrains jusqu'à Bonnevoie mais uniquement un prolongement vers le nouveau quai VI. La liaison entre les quartiers et vers le nouveau pôle d'échange en bus restera assurée par la passerelle existante, dont la partie enjambant les voies ferrées sera entièrement reconstruite. Néanmoins, afin de pallier à un éventuel problème de capacité sur cet axe, la construction d'une passerelle provisoire devant relier à courte échéance, dès la mise en service partielle du quai V fin 2019, celui-ci aux quais des bus sur la Rocade de Bonnevoie est en cours d'analyse.

Les excédents de terrains libérés par la démolition des anciens ateliers de la gare de Luxembourg et non nécessaires à la construction de nouveaux quais V et VI sont destinés à l'implantation d'un bâtiment voyageurs côté Bonnevoie. Ils seront libérés du chantier de l'agrandissement de la gare centrale au plus tôt en 2024. Parallèlement au projet d'extension de la gare, un appel à projets en vue de définir un groupement chargé de réaliser la programmation, l'aménagement et le dimensionnement du futur bâtiment voyageur sera initié fin 2020 avec la Ville de Luxembourg. Il est ainsi prématuré d'évoquer les affectations de ce bâtiment dans le stade précoce des études.

Question 0362 (13.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **armes et** le **matériel militaire envoyés au Cap-Vert :**

An engem Artikel aus der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek" vum 8. Februar 2019 („Entwicklungshilfe" mal anders - Luxemburg liefert Waffen und militärisches Gerät an die Kapverden) heescht et, datt Lëtzebuerg am Januar 2019 Waffen a militärescht Material un de Cap-Vert geliwwert hätt. Des Weideren heescht et, datt d'Lëtzebuerger Arméi scho militärescht Personal vum Cap-Vert ausgebilt hätt an och an Zukunft nach wéilt militärescht Personal vum Cap-Vert ausbilden.

An deem Kontext géif ech dem Här Arméiminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi Informatiounen aus dem genannten Artikel confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës Liwwerungen an a wéi engem rechtlechen a politesche Kader situéiere se sech? Gëtt et e schrëftlechen Accord tëschent deene betraffene Staten, deen dës Matière betrëfft?

3. Wa jo, wéini kritt d'Chamber dësen internationalen Accord zur Ratifizéierung virgeluecht a wéini gëtt déi zoustänneg Chamberskommissioun vum Här Minister informéiert?

4. Liwwert Lëtzebuerg och nach militärescht Material un aner Länner? Wa jo, a wéi eng Länner an opgrond vu wéi engen Iwwerleeungen?

5. Wa jo, ass dat un de Cap-Vert an, eventuell, nach un aner Länner ausgeliwwert militäresch Material vum jeeweilege Land och bezuelt ginn? Wa jo, ënnert wat fir enger Form? Wann neen, wéi eng aner finanziell Dispositioune si getraff ginn?

6. Wéi eng Pläng gëtt et fir déi zukünfteg militäresch Zesummenaarbecht mam Cap-Vert an, eventuell, nach mat anere State baussent der NATO?

Réponse (04.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. D'Regierung ka confirméieren, dass d'Verdeedegungsministere vu Lëtzebuerg, dem Cabo Verde a Portugal de 6. August 2018 eng Déclaration conjointe ënnerschriwwen hunn iwwert déi trilateral Zesummenaarbecht am Verdeedegungsberäich. D'Regierung kann och confirméieren, dass am Kader vun dëser Kooperatioun eng Convention de coopération et de financement tëschent Lëtzebuerg an dem Cabo Verde am Dezember 2018 ënnerschriwwe ginn ass, fir éischt bilateral Engagementer bis Enn 2019 festzeleeën an déi militäresch a capacitaire Besoine vum Cabo Verde méi kloer ze definéieren. Wärend dëser éischter Phas a konform zu den ënnerschriwwenen Dokumenter huet Lëtzebuerg am Januar 2019 dem Cabo Verde militäresch Material geliwwert a kapverdianescht Militär ausgebilt.

ad 2. Lëtzebuerg huet laang politesch a frëndschaftlech Relatioune mat Portugal an dem Cabo Verde. Mir schaffe mat béide Länner schonn a verschiddenen Domäner zesummen an hu grouss portugisesch a kapverdianesch Communautéiten zu Lëtzebuerg. 2015 ass d'Iddi, eng méi enk Kooperatioun mat dëse Partner och am Verdeedegungsberäich ze lancéieren, eng éischte Kéier, op Demande vum deemolege portugisesche Verdeedegungsminister, diskutéiert ginn.

De Cabo Verde ass en Archipel vu 4.033 km² mat enger „Zone économique exclusive" (ZEE) vu 734.265 km², iwwert déi verschidde Fluxen transitéieren, déi och deelweis an Europa ukommen. De Cabo Verde huet zu dësem Zäitpunkt nach net déi néideg Expertis an Equipementer, fir seng maritim Sécherheet esou ze assuréieren, wéi dat néideg ass. Lëtzebuerg a Portugal ënnerstëtzen de Cabo Verde an dësem Prozess duerch militäresch Formatiounen, Equipementer an Expertis.

ad 3. Bei dem ënnerschriwwene Kaderdokument handelt et sech ëm eng Deklaratioun an net ëm en internationalen Accord. Esou Deklaratioune ginn an der Regel net ratifizéiert. D'Konventioun vun Dezember 2018 ass e politeschen Text, deen eng finanziell Enveloppe garantéiert.

ad 4. Dëst war eng aussergewéinlech Situatioun, wou Lëtzebuerg séier an effikass am Cabo Verde hëllefe wollt an dofir véier Ween, 35 Steyr-Gewierer a 35 Sécherheetsgilete cedéiert huet.

ad 5. D'Material, wat Lëtzebuerg am Januar un de Cabo Verde geliwwert huet, ass am Kader vun de finanziellen Dispositioune vun der Kaderdeklaratioun an der Konventioun cedéiert ginn. Dëst Material war deklasséiert an ass ouni finanziell Géigeleeschtung un de Cabo Verde geliwwert ginn. Et war also en unilaterale Geste.

ad 6. Lëtzebuerg setzt op eng cibléiert, tangibel a strategesch Kollaboratioun am Sënn vu senger „3D"-Politik (Diplomatie-Développement-Défense), déi et dem Cabo Verde erméiglecht, seng Besoinen am Beräich vun der maritimer Sécherheet ze erfëllen. Sënn an Zweck ass et, dee multipelen Trafic ronderëm de Cabo Verde ze stoppen. D'Déclaration conjointe gesäit eng Revue annuelle vir, wou d'Defense-Direktere vun deenen dräi Länner d'Ëmsetzung vun de Projeten analyséieren an d'Fortschrëtter vun der trilateraler Zesummenaarbecht diskutéieren, fir duerno un hir respektiv Ministeren ze rapportéieren. Dës éischt Phas wäert Enn 2019 ofgeschloss sinn, duerno kann an enger zweeter Phas (2020-2023) méi laangfristeg geplangt ginn, wann déi dräi Partneren dëst entscheeden.

Question 0364 (13.02.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **lutte contre les abus et les fraudes à la CNS :**

Dans le programme gouvernemental de 2013-2018, il est noté que « Le Gouvernement procédera à une réforme du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) permettant à celui-ci de mieux cibler ses activités de contrôle et de conseil. En outre, la lutte contre la fraude et les abus sera renforcée en agissant de façon concertée tant sur les pouvoirs et missions des principales instances impliquées, que sur leurs ressources. »

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les mesures mises en place en matière de lutte contre les abus et les fraudes à la CNS depuis 2013 ?

2) Au Royaume-Uni, le Ministère de la Sécurité sociale, dit « National Insurance », a mis en place du personnel formé dans la lutte contre les abus et les fraudes en matière de sécurité sociale. Quelles mesures sont prévues par le Luxembourg dans ce contexte ?

3) Le ministre peut-il nous confirmer l'information selon laquelle, des ordonnances médicales en dessous de la valeur de 1.000 € ne seraient pas contrôlées ? Quelles en sont les raisons ?

4) Dans le cadre de la décision H5 concernant la coopération en matière de lutte contre les fraudes et les erreurs dans le domaine de la coordination des systèmes de sécurité sociale, un nouveau comité directeur a été mis en place pour la plateforme H5NCP (National Contact Points) installée sur le serveur hôte de la Commission européenne. Cette plateforme permet aux institutions de sécurité sociale d'échanger sur les bonnes pratiques et leurs expériences pour lutter contre la fraude et les erreurs. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Luxembourg ne participe pas à la plateforme H5NCP ? Dans l'affirmative, quelle en est la raison ?

5) Quand sera publié le rapport d'activité de la Sécurité sociale de 2017 ?

Réponse (15.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le comité directeur de la CNS (actuellement conseil d'administration) s'est rallié à l'objectif visé dans le programme gouvernemental de 2013-2018 en revendiquant, outre les démarches entreprises à l'encontre des assurés, la poursuite des comportements irréguliers de la part des différents prestataires.

Dans ce contexte, la thématique de la lutte contre les abus et la fraude au sein de la CNS a notamment été relancée par la décision de transférer le traitement de ces dossiers dans un autre département et de créer un service y particulièrement dédié.

La lutte contre les comportements fautifs, les abus et la fraude est depuis lors réalisée autour de plusieurs axes que sont :

- la prévention consistant en des contrôles individuels aussi bien a priori qu'a posteriori de l'octroi des prestations. Ce volet constitue le travail journalier de l'ensemble des agents de la CNS et des caisses de maladie du secteur public ;

- l'information et la sensibilisation au moyen de courriers d'information, de feedbacks sur les activités d'évaluation et de contrôle, de simples rappels de règles ou d'avertissements ;

- la poursuite et la sanction qui peuvent se situer entre une simple restitution de l'indu, un rappel des règles ou une action au pénal. En ce qui concerne les personnes protégées, une amende d'ordre à leur encontre peut également être prononcée sur base de l'article 447 du Code de la sécurité sociale ou de l'article 158bis, paragraphe 2 des statuts de la CNS. S'agissant des prestataires, une saisine de la Commission de surveillance peut intervenir de la part du président de la CNS ou d'une caisse de maladie du secteur public.

À titre d'illustration, la CNS a depuis 2015 déposé 34 plaintes pénales et adressé quatre dénonciations à l'encontre de personnes protégées ou de prestataires du chef par exemple d'usurpation d'identité, de faux et usage de faux ou encore d'exercice illégal d'une profession réglementée. Pour la même période, 56 requêtes ont été adressées par le président de la CNS tendant à la saisine de la Commission de surveillance.

À ce jour 27 affaires ont été renvoyées devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale lequel a dans la majorité des cas été amené à prononcer une amende d'ordre au profit de la CNS. Dans le cadre de quatre affaires, la CNS a interjeté appel contre les jugements du Conseil arbitral de la sécurité sociale et obtenu par réformation la condamnation du prestataire au paiement d'une amende d'ordre.

ad 2) Dès le 1er octobre 2015, un service Lutte contre les abus et la fraude a été créé au sein du Département coordination juridique de la CNS.

Il fait fonction de point de contact interne et externe avec les différents acteurs (prestataires, assurés, Contrôle médical de la sécurité sociale, Collège médical, Conseil supérieur pour professions de santé) en la matière et est composé à ce jour d'un chef de service et d'un gestionnaire.

Ces agents traitent les dossiers avec le support des cinq juristes du département Coordination juridique de la CNS.

De par leur ancienneté auprès de la CNS ou de leur formation juridique et/ou pratique, il s'agit d'agents ayant une connaissance approfondie des différents textes et procédures applicables en la matière. Ils sont chargés de :

- réceptionner et enregistrer tout dossier susceptible de constituer un abus ou une fraude ;

- rechercher, rassembler et analyser les éléments des dossiers ;

- analyser les dossiers du point de vue informatique et juridique avec les juristes et les statisticiens ;

- transmettre les dossiers au Contrôle médical de la sécurité sociale en vue d'une analyse du point de vue médical ;

- assurer le suivi systématique et la finalisation des dossiers lui transmis ;

- rédiger des courriers aux parties concernées ;

- assurer le secrétariat de la Commission de suivi de la lutte contre les abus et la fraude ;

- appuyer le chef de département et les juristes dans les missions qui leur sont confiées.

ad 3) Les ordonnances médicales ne renseignent aucun montant de sorte qu'il est impossible d'instaurer un tel contrôle à ce niveau.

ad 4) Le Luxembourg est représenté au sein de la plateforme H5NCP par une personne ayant une expertise approfondie en la matière. Malheureusement, cette personne n'était pas en mesure de participer physiquement aux réunions pour des raisons de santé. Néanmoins, un suivi de ce dossier fut assuré. Actuellement, il est prévu de déléguer une autre personne qui puisse participer régulièrement aux réunions.

ad 5) Concernant le rapport d'activité du Ministère de la Sécurité sociale portant sur l'exercice 2017, celui-ci peut être téléchargé à partir du lien suivant :

https://mss.gouvernement.lu/fr/publications/Rapport-activite-2017/Rapport-activite-2017.html.

Suite à une omission de publication, le rapport n'était pas accessible auparavant.

Question 0365 (13.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **réforme de l'assurance pension :**

Par la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension ont été créées diverses formules pour compléter la carrière d'assurance pension en cas de cessation, d'interruption ou de réduction de l'activité professionnelle.

Dans ce cadre a été introduite la possibilité, pour l'assuré, de réduire l'assiette de cotisation, dans le cadre d'une assurance pension volontaire, à un tiers du salaire social minimum mensuel pendant une période maximale de cinq ans.

1) Comme cette mesure est en vigueur depuis maintenant cinq ans, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale combien d'assurés ont opté pour cette formule leur assurant des périodes effectives d'assurance pension ?

2) Par quels voies et moyens les assurés ayant atteint la durée limite de cette option seront-ils encouragés à maintenir leur assurance volontaire, sachant qu'elle se fera sur base du salaire social minimum, correspondant au triple de leur cotisation minimale précédente ?

Réponse (13.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite à un tiers du salaire social minimum (Art. 241, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale) est possible pour l'assurance continuée (Art. 173 du Code de la sécurité sociale) et l'assurance facultative (Art. 173bis du Code de la sécurité sociale).

En 2018, le nombre total d'assurés volontaires avec au moins un mois d'assurance continuée ou facultative durant l'année se situe à 5.800. Il a montré une progression moyenne de 8,5 % l'an depuis 2013. Cette évolution est presque entièrement due à la forte croissance du nombre d'assurés ayant opté pour une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite. En effet, alors que ce dernier ne s'élevait qu'à 500 en 2013, il se situe à 2.200 en 2018. Cette population est composée en majorité de femmes, qui en constituent plus que deux tiers avec 1.600 personnes en 2018.

Le tableau suivant reprend une répartition par sexe du nombre total d'assurés volontaires avec au moins un mois d'assurance continuée ou facultative durant l'année respective et du nombre d'assurés ayant opté pour une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite entre 2013 et 2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Au sujet de la durée limite prévue par la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension, il y a lieu de rappeler qu'initialement les auteurs du projet de loi avaient proposé de réduire l'assiette cotisable mensuelle de l'assurance continuée et de l'assurance facultative à un tiers du salaire social minimum, ceci en vue d'encourager les personnes interrompant leur activité professionnelle à contracter une pension volontaire afin de construire des carrières personnelles d'assurance complètes sur base de conditions plus abordables.

Or, selon le Conseil d'État, la mesure devrait être limitée dans le temps afin d'éviter un décaissement au niveau du régime général de pension qui serait financièrement insoutenable à long terme.

Lors des discussions dans la Commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale, il a été soulevé que la mesure proposée devrait s'intégrer dans une finalité politique cohérente qui est celle de faciliter le maintien en emploi.

Sous cet angle de vue, la mesure proposée, volontaire ou obligatoire, devrait se limiter aux périodes transitoires d'interruption de l'activité professionnelle pour des raisons familiales. La mesure ne devrait pourtant pas pouvoir être détournée de cette finalité et servir en quelque sorte comme garantie d'une pension minimale et inciter ainsi les personnes concernées à renoncer à la reprise de leur activité professionnelle.

Question 0366 (13.02.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **permis de conduire luxembourgeois :**

En cas d'interdiction de conduire dont est frappé un détenteur d'un permis de conduire luxembourgeois en Allemagne, les autorités allemandes exigent que ce dernier leur transmette ledit permis pour qu'y soit inscrite l'interdiction de conduire.

Pendant le délai entre l'envoi du permis et le renvoi par les autorités policières allemandes, l'automobiliste reste sans permis et sans permission de conduire au Luxembourg.

- Sans vouloir juger l'infraction qui est à la base de l'interdiction de conduire, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si la procédure appliquée par les autorités policières allemandes est conforme au droit européen et au droit luxembourgeois en matière de permis de conduire ?

- Quelle serait le cas échéant l'alternative à la procédure prémentionnée ?

- En tout état de cause, est-ce qu'une interdiction de conduire prononcée à l'étranger contre un détenteur d'un permis de conduire luxembourgeois est exécutoire au Luxembourg ?

Réponse (05.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Par sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert sur la pratique appliquée par les juridictions des régions limitrophes de l'Allemagne consistant à exiger des titulaires d'un permis de conduire (luxembourgeois ou étranger), résidant au Luxembourg et ayant fait l'objet d'une interdiction de conduire sur le territoire allemand, la remise de leur permis de conduire aux autorités allemandes pour y faire inscrire l'interdiction de conduire en question.

L'article 42 de la Convention de Vienne de 1968 sur la circulation routière, dont l'Allemagne et le Luxembourg sont parties contractantes, prévoit que les autorités compétentes d'une partie contractante peuvent retirer le permis de conduire d'un conducteur non résident faisant l'objet d'une interdiction de conduire sur leur territoire à condition toutefois de restituer ce permis de conduire au moment où la personne concernée quitte leur territoire. Cependant, lors de la procédure de ratification de ladite convention, l'Allemagne a émis une réserve à cet égard, en ce sens qu'elle se réserve le droit de procéder à l'inscription sur le permis de conduire, des interdictions de conduire dont font objet les conducteurs non résidents.

Selon le principe de territorialité des peines, une interdiction de conduire prononcée à l'étranger contre un résident luxembourgeois n'est pas exécutoire au Luxembourg.

Question 0376 (15.02.2019) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**efficacité du vaccin contre la grippe :**

Au Luxembourg, le nombre de personnes infectées par le virus de la grippe ne cesse d'augmenter pour franchir le seuil de l'épidémie. En octobre 2018, le Ministère de la Santé avait lancé une campagne de vaccination contre la grippe.

Selon le dernier bulletin épidémiologique de l'agence nationale de santé publique française, l'efficacité du vaccin contre la grippe cette année serait de 59 % contre le virus AH1N1 et de 19 % contre le virus AH3N2. De plus, selon un professeur en infectiologie interviewé par la presse française, il existerait des vaccins beaucoup plus efficaces.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si un monitoring de l'efficacité du vaccin est également en cours au Luxembourg ?

- Le cas échéant, est-ce qu'un premier bilan au sujet de l'efficacité du vaccin peut déjà être tiré ?

Réponse (06.03.2019) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Santé :*

Dans son dernier bulletin hebdomadaire consacré à l'évolution de la grippe saisonnière en France, l'Institut de veille sanitaire indique en effet :

« Le Réseau Sentinelles produit une estimation de l'efficacité du vaccin à éviter une infection grippale conduisant à une consultation chez un médecin généraliste.

Les résultats préliminaires disponibles en semaine 05 indiquent une efficacité vaccinale chez l'ensemble des personnes à risque de 59 % [IC95 % : 7 - 82] contre le virus A(H1N1) pdm09 et de 19 % [IC95 % : -43 - 54] contre le virus A(H3N2). Ces estimations seront affinées dans les semaines à venir. »

Ces données d'efficacité de la vaccination contre la grippe saisonnière en France sont donc appelées à évoluer en cours de saison, avec l'enregistrement régulier de nouvelles données. Le « European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) » n'a pas émis de données d'efficacité vaccinale pour cette saison en Europe.

Au Luxembourg, un réseau sentinelle de médecins répartis sur le territoire surveille également la progression de l'épidémie de grippe saisonnière. Les résultats de ce suivi sont accessibles sur le site du Laboratoire national de santé sous https://lns.lu/departement/microbiologie/surveillance-de-la-grippe/.

Le Luxembourg, en raison de la taille de sa population et de l'absence de collecte systématique d'informations sur le statut vaccinal contre la grippe saisonnière, n'est pas en mesure de réaliser des études statistiques portant sur l'efficacité de la vaccination contre la grippe saisonnière sur son territoire.

Tant les autorités françaises que les autorités européennes continuent à recommander la vaccination contre la grippe saisonnière comme méthode la plus efficace pour se protéger contre la grippe et ses complications.

Question 0378 (15.02.2019) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **développement rural :**

L'espace rural est un milieu de vie caractérisé des siècles durant par l'agriculture et l'artisanat. Les 79 communes en milieu rural représentent plus de 82 % du territoire du Grand-Duché et sont en train de se transformer et sur le plan démographique et sur le plan socio-économique. Des aides étatiques et communautaires contribuent à accompagner le développement des communes campagnardes dans le but d'accroître la qualité de vie de ses habitants et la diversité de son tissu économique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelle est l'enveloppe budgétaire réservée aux aides cofinancées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) durant la période de programmation 2014-2020 ? Quels ont été les projets phares financés par le FEADER depuis 2014 ? Quelles ont été les dépenses effectuées jusqu'à ce jour dans ce contexte ? Monsieur le Ministre estime-t-il que l'enveloppe budgétaire soit suffisante pour répondre à toutes les demandes formulées jusqu'à la fin de la période de programmation ?

2) Quels ont été les projets phares financés par le Programme LEADER depuis 2014 ? Quel budget a été réservé pour la réalisation de ces projets ?

3) Quels sont les projets programmés par le Gouvernement pour le compte des communes dites rurales au cours de cette législature ?

Réponse (07.03.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit sous le titre III un régime d'aides pour l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et pour la diversification de l'économie rurale pendant la période 2014-2020. Contrairement à la période de programmation précédente, les six mesures programmées sous ce régime d'aides ne bénéficient plus d'un cofinancement communautaire par le biais du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). En effet, elles sont financées exclusivement par des moyens budgétaires nationaux du Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (FOESA). L'enveloppe budgétaire d'aide nationale réservée à ces mesures se chiffre à 16.120.000 €

Il y a lieu de noter que le milieu rural, constituant 82 % du territoire national, comprend 76 communes considérées comme « communes en milieu rural » et donc éligibles pour les mesures du titre III.

Les projets phares cofinancés par le FOESA depuis 2014 sont listés ci-dessous :

- SICLER - Guichet unique PME

- Transformation d'une étable en ferme pédagogique

- Clervaux - Cité de l'Image

- Commune de Mersch - Réaménagement de l'ancienne école de Beringen en salle des sociétés

- Commune d'Useldange - Aménagement d'une crèche dans le cadre de la transformation d'un bâtiment communal à Useldange

- Aménagement d'espaces publics avec vergers et plantations dans le cadre d'une cidrerie

- Commune de Goesdorf - Aménagement de la cour de l'école maternelle « Natur-Erlebnis-Raum » à Dahl.

Le total des dépenses relatives au titre III 2014-2020 effectuées jusqu'au 1er mars 2019 s'élève à 1.093.682,26 €.

Au vu des demandes d'aides introduites jusqu'à ce jour, il est plus que probable que l'aide nationale de 16.120.000 € réservée au titre III sera suffisante jusqu'à la fin de la période de programmation 2014-2020.

ad 2) Au cours de la période de programmation LEADER 2014-2020, 76 projets au total ont été engagés jusqu'à présent par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAVDR), dont 58 projets régionaux, huit projets de préparation d'une coopération transnationale, cinq projets de coopération interterritoriale et cinq projets de coopération transnationale. L'engagement financier public total 2014-2020 au 31.12.2018 s'élève à 8.576.998,25 €, soit 76,99 % du budget public disponible de 11.141.000 €.

En tout, cinq régions rurales peuvent bénéficier d'un soutien financier dans le cadre du développement local LEADER, à savoir les régions rurales des groupes d'action locale (GAL) Éislek, Atert-Wark, Regioun Mëllerdall, Miselerland et Lëtzebuerg West.

Comme il s'avère très difficile de citer un projet phare par région - cette sélection revêtirait un caractère absolument subjectif -, il y a lieu de renvoyer aux sites Internet des cinq GAL où les projets réalisés respectivement en voie de réalisation peuvent être consultés :

GAL Éislek : www.leader.eislek.lu

GAL Atert-Wark : www.aw.leader.lu

GAL Regioun Mëllerdall : www.mu.leader.lu

GAL Miselerland : www.leader-miselerland-moselfranken.eu

GAL Lëtzebuerg West : www.letzebuergwest.lu.

ad 3) Sous le titre III « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale » de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, le Gouvernement a mis en place un régime d'aides composé de six mesures, à savoir :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces mesures s'adressent aux porteurs de projets publics ou privés, tels que les administrations communales, les syndicats intercommunaux, les associations locales ou encore les porteurs de projets particuliers en milieu rural. Cependant, la mesure 2 est réservée exclusivement aux porteurs de projets privés et la mesure 5 s'adresse uniquement aux porteurs de projets publics.

Finalement, il y a lieu de souligner que toutes les informations quant à la mise en œuvre des mesures de développement rural financées par le MAVDR sont reprises dans ses rapports d'activité annuels.

Question 0382 (18.02.2019) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **gratuité des transports publics :**

Vum 1. Mäerz 2020 u féiert Lëtzebuerg als éischt Land vun der Welt de gratis ëffentlechen Transport an.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister vun der Mobilitéit an den ëffentleche Baute gär folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Auswierkungen huet d'Afeiere vum gratis ëffentlechen Transport op d'Auschreiwungsprozedure fir privat Busbedreiwer am Kader vun den RGTR- an AVL-Strecken?

2. Wéi eng Konsequenzen huet de gratis ëffentlechen Transport op de Schülertransport?

3. Kann de Minister ausschléissen, dass duerch déi uewe genannte Mesure Aarbechtsplazen a Gefor sinn? Wann neen, firwat?

4. Wat fir eng Konsequenzen huet de gratis ëffentlechen Transport op d'Amplitudë vun de Chaufferen?

Réponse (04.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte mécht sech Gedanken iwwer eventuell Auswierkunge vum Afeiere vum ëffentlechen Transport op Ausschreiwungsprozeduren, Schülertransport, Aarbechtsplazen an Amplituden.

ad 1. D'Afeiere vum gratis ëffentlechen Transport huet keen Afloss op d'Ausschreiwungsprozedur fir d'Linne vum RGTR. D'Strecke vun der Stad Lëtzebuerg leien net a menger Kompetenz.

ad 2. Ech verstinn och net, wéi een Afloss de gratis ëffentlechen Transport soll op de Schülertransport hunn.

ad 3. Aarbechtsplaze sinn net a Gefor. Schonns elo hunn Zuchbegleeder, Kontrolleren am Bus an Zuch souwéi aner Agente vum ëffentlechen Transport net just d'Missioun, de Reesender hir Billjeeën ze kontrolléieren, mä och fir Informatiounen un de Klient ze ginn a fir Uerdnung am ëffentlechen Transport ze suergen. Dëst wäert an Zukunft net anescht sinn: Billjeeë bleiwen jo fir d'1. Klass am Zuch, an och allgemeng am grenziwwerschreidenden Zuch- a Busverkéier bestoen, an dat betraffend Personal wäert och nach ëmmer Informatioune ginn, Präsenz weisen a fir Uerdnung am ëffentlechen Transport suergen.

ad 4. D'Afeiere vum gratis ëffentlechen Transport huet och keen Afloss op d'Chauffersamplituden. Ech verstinn och net, wou de Lien do wier.

Question 0391 (20.02.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **registre des lobbies :**

D'Kreatioun vu Lobbyregësteren ass e vill diskutéiert Thema an der EU. Wärend Irland schonn zanter 2015 e Lobbyregëster huet, gëtt aktuell an Däitschland souwuel um Niveau vum Bundestag wéi och vun de Landtagen iwwert d'Afeiere vun engem Lobbyregëster fir méi Transparenz debattéiert. Eng Majoritéit vun Deputéierten aus dem Europaparlament huet sech rezent fir méi staark Transparenzregelen am Kontakt mat Lobbyisten op EU-Niveau ausgeschwat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung virum Hannergrond vun enger Transparenzsteigerung vir, nach an dëser Legislaturperiod e Lobbyregëster anzeféieren? Falls jo, wéi géif dëse Projet konkret ausgesinn a bis wéini géif e realiséiert ginn?

2. Här Minister, wat schwätzt géint e Lobbyregëster fir d'Exekutiv?

3. Ass d'Regierung gewëllt, een ëffentlech zougänglechen Agenda ze publizéieren, an deem d'Treffen tëscht Regierungsmemberen an externen Akteure festgehale ginn?

Réponse (07.03.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung zum Sujet Lobbyregëster Folgendes festgehalen: « L'opportunité de créer un registre des représentants d'intérêts intervenant dans le processus législatif sera étudiée en vue d'accroître la transparence du travail des représentants d'intérêts. »

Den Ament ass d'Regierung amgaange genau dëst ze maachen, andeems se en État des lieux erstellt vun deem, wat et am Ausland an op europäeschem Niveau u Systemer gëtt. Et ass deemno ze fréi, fir vun engem Ausschléisse vun engem Lobbyregëster fir d'Exekutiv ze schwätzen.

Zu engem spéideren Zäitpunkt wäert dann iwwert d'Opportunitéit vun enger konkreter Ëmsetzung nogeduecht ginn.

Question 0395 (20.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**intrusion dans la base militaire de Kleine-Brogel :**

Den 20. Februar huet déi lëtzebuergesch Europadeputéiert vun „déi gréng" zesumme mat anere Grénger aus dem Europaparlament zu Kleine-Brogel an der Belsch géint déi amerikanesch Atomwaffe protestéiert. Wéi et aus Presseberichter heescht, wäre si kuerz no 8.00 Auer moies iwwert den Zonk vun der genannter Militärbasis geklommen a goufe géint 8.30 Auer festgeholl.

An enger Pressematdeelung vun „déi gréng" vum selwechten Dag heescht et, d'Aktioun hätt als Zil „(...) einen Abzug US-amerikanischer Atomwaffen aus Europa zu fordern". Op anerer Plaz heescht et vun deene Grénger, datt d'NATO an der nuklearer Ofrëschtung eng eesäiteg Virleeschtung brénge soll, an déi Russesch Federatioun sollt dann nozéien.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt et zu enger eesäiteger Virleeschtung vun der NATO soll kommen, fir eng nuklear Ofrëschtung an Europa ze erliichteren?

2. Wéi beuerteelt de Verdeedegungsminister d'Verletzung vun enger militärescher Sécherheetszon duerch eng Deputéiert?

Réponse (04.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Mir si besuergt duerch d'Aussetze vum INF-Vertrag iwwert d'nuklear Mëttelstreckerakéiten. D'Dynamik, déi duerch d'Aussetzen oder d'Ofschafe vun deem Vertrag riskéiert gefërdert ze ginn, biergt de Risiko vun engem neie Wettrëschte mat negative Konsequenzen, ganz besonnesch um europäesche Kontinent. Et ass wichteg, dass et net esou wäit kënnt. D'Lëtzebuerger Regierung appelléiert un d'Vereenegt State vun Amerika an un d'Russesch Federatioun, fir dass den Dialog nees opgeholl gëtt, fir den INF-Vertrag oprecht ze erhalen.

Lëtzebuerg ass a bleift e Verfechter vun de bestehenden internationalen Ofkommen am Beräich vun der Rëschtungskontroll, der Ofrëschtung an der Non-Proliferatioun a setzt sech fir d'Ausweide vun hirer Ëmsetzung an. Dës Ofkomme sinn d'Resultat vu laangwieregen Beméiunge vun der internationaler Gemeinschaft, déi am Dialog, net duerch eesäiteg Entscheedungen, entstane sinn.

ad 2. Op der Militärbasis vu Kleine-Brogel ass den 10e Wing vun der Belscher Air Force stationéiert. Dës Unitéit ass mat hiren F16-Fligeren un der Ofsécherung vum NATO- a Benelux-Loftraum bedeelegt a steet an héijer Asazbereetschaft, fir innerhalb vu kierzester Zäit agräifen ze kënnen. Den Zoutrëtt op d'Militärbasis vu Kleine-Brogel huet géint d'Sécherheetsregele verstouss, well d'Deputéiert keng Erlaabnis gefrot hat, fir sech op der Militärbasis ze befannen.

Question 0427 (28.02.2019) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **conseils d'administration de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH :**

An den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nrn. 0302, 0303, 0310 an 0312 huet den Här

Minister uginn, datt hien op d'SNCT keen Afloss hätt, well et sech ëm eng Gesellschaft op engem liberaliséierte Maart handele géif. Gläichzäiteg gehéieren dem Stat awer 75 % vun der SNCA, där 100 % vun der SNCT gehéieren. An ausserdeem gehéieren der SNCA och ~88 % vun der SNCH (déi aner ~12 % gehéieren dem Wirtschaftsministère).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

- Confirméiert de Minister, datt de Stat als Bénéficiaire économique vun den dräi Gesellschaften SNCA, SNCT an SNCH zréckzebehalen ass?

- Wéi vill Administrateure bei der SNCA si vum Stat genannt? Wéi vill Administrateuren huet d'SNCA am Ganzen?

- Wéi vill Administrateure bei der SNCH si vum Stat genannt? Wéi vill Administrateuren huet d'SNCH am Ganzen?

- Wéi vill Administrateure bei der SNCT sinn identesch mat Persounen, déi bei der SNCA oder der SNCH vum Stat genannt sinn? Wéi vill Administrateuren huet d'SNCT?

- Laut dem Bilan vun der SNCA sinn d'Indemnitéite vum Conseil d'administration vun 29.757 € am Joer 2015 op 153.202,50 € am Joer 2017 gestigen (e Plus vu 415 %). Bei der SNCT si se vun 21.900 € am Joer 2016 op 50.000 € am Joer 2017 gewuess (e Plus vun 128 %) an och bei der SNCH si se vu 27.900 €am Joer 2016 op 49.070 € am 2017 ugestige mal enger Hausse vu +76 % also. Hunn déi vum Stat genannten Administrateuren eng Autorisatioun gehat, fir d'Indemnitéiten an de Conseilen eropzesetzen?

- Gouf zanter dësen Erhéijungen eng Entscheedung nom Gesetz vum 25. Juli 1990 getraff, dat festhält, datt déi vum Stat genannten Administrateuren dës Erhéijunge selwer behalen dierfen, oder goufe se un d'Statskeess ofgefouert? Wéi vill gouf - opgeschlësselt no Joer - vun dësen Administrateuren un d'Statskeess ofgefouert?

Réponse (08.03.2019) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

E puer Präzisioune virop: Bis Enn 2011 sinn d'Aktivitéite vun der haiteger SNCA an SNCT vun enger an därselwechter Gesellschaft assuréiert ginn, ënnert der Denominatioun SNCT. Am Januar 2012 ass dunn eng Scissioun gemaach gi mat zwou Gesellschaften: SNCA an SNCT fir d'Missioun vum Contrôle technique, déi duerch europäesch Texter liberaliséiert ginn ass, kloer ze trenne vun den Immatriculatiounen an der Permissgestioun.

SNCA - Société nationale de circulation automobile SARL huet 500 Parts sociales, wouvun dem Stat der 375 gehéieren, der Spuerkeess 100, der Fégarlux 22, der Sécurité Routière eng, der Chambre des Métiers eng an der CLC och eng.

SNCT - Société nationale de contrôle technique ass eng SA, déi als Actionnaire unique d'SNCA huet.

SNCH - Société nationale de certification et d'homologation SARL ass 1988 constituéiert ginn, tëscht der deemoleger SNCT (an haiteger SNCA) an dem Stat.

An de leschte fënnef Joer huet d'SNCT keng Dividenden u säin Aktionär SNCA bezuelt.

An deem selwechten Zäitraum huet d'SNCA Dividenden u seng Associéë Stat, Spuerkeess, Fégarlux, Sécurité Routière, Chambre des Métiers a Confédération luxembourgeoise du commerce ausbezuelt.

Dat selwecht ass de Fall fir d'SNCH, déi Dividenden un d'SNCA an de Stat ausbezuelt huet.

Déi Informatioune sinn dem Public zougänglech um Registre de commerce et des sociétés (RCS).

Wat d'SNCA betrëfft, esou sinn am Conseil fënnef vun den aacht Administrateure vum Stat proposéiert, dorënner véier Fonctionnairen an ee Vertrieder vum Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg (ACL), déi aner dräi Administrateure vun der Spuerkeess, vun der Chambre des Métiers a vun der Confédération luxembourgeoise du commerce.

Bei der SNCH ass ee vun de siwen Administrateure vum Stat proposéiert, déi aner vun der SNCA.

D'SNCT huet am Ganze sechs Administrateuren, déi vun hirem Actionnaire unique, der SNCA designéiert sinn.

Dëst ass alles um Registre de commerce et des sociétés deposéiert a conforme zu der Legislatioun vum Gesellschaftsrecht.

D'Assemblée générale vun de jeeweilege Gesellschafte leet d'Indemnitéite vun den Administrateure fest, esou wéi dat conforme zum Gesellschaftsrecht ass.

De Montant, deen den honorablen Députéierten ugëtt fir d'SNCA vun 153.202,50 €, betrëfft d'Comptes consolidés, dat heescht am Kloertext déi zwou Filialen, d'SNCT zu 100 % an d'SNCH zu 87,5 % sinn do integréiert, souwuel wat de Chiffre d'affaires betrëfft wéi och d'Chargen.

Wann ee lo de Montant vun den Indemnitéiten en rapport mam Chiffre d'affaires (consolidé) setzt, dee 26.388.847,80 € betrëfft, mat engem positive Resultat (consolidé) vun iwert 1.600.000 €, ass de Montant vun de Gesamtindemintéite sécher net ze héich. D'Indemnitéiten am Total vun 152.000 € fir dräi Gesellschafte mécht manner wei 0,5 % vum Chiffre d'affaires aus.

D'SNCA als Mammegesellschaft streckt d'Indemnitéite fir d'Administrateuren, déi se an hiren Duechtergesellschaften vertrieden, vir, fir se da rëm nees un déi Gesellschaften ze refacturéieren.

En plus ass d'Unzuel vun de Verwaltungsrotssitzungen duerch verschidden Ëmstänn an d'Luucht gaangen (z. B. Liberalisatioun vum Contrôle technique, Dieselgate).

Des Weideren, au vu vun dem gréisseren Aarbechtsopwand an der Komplexitéit vun den Dossieren, sinn d'Indemnitéiten ugepasst ginn un déi, déi an äänleche Strukturen ausbezuelt ginn.

Kéint et sinn, datt den honorablen Deputéierte bei der SNCT an der SNCH d'Joren 2016 mat 2017 vergläicht, well e bréngt bei der SNCA d'Joren 2015 an 2017, dëst nëmme fir kënnen de Prozentsaz méi spektakulär ze maachen, wat net ganz korrekt wär? 2016 hat d'SNCA 73.000 € an de Konte stoen als Indemnitéite par rapport zu den 152.000 €, déi 2017 an de Konte stinn.

D'Gesetz vum 25. Juli 1990 spillt hei net, well et sech nëmmen u Vertrieder uwent, déi direkt vum Stat an e Verwaltungsrot vun enger Société anonyme proposéiert goufen. Weder d'SNCA nach d'SNCH si Sociétés anonymes, mä Sociétés à responsabilité limitée, wou de Stat keng direkt Vertrieder am Verwaltungsrot vun der SNCT SA huet, mä d'SNCA SARL.

Question urgente 0636 (16.04.2019) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **listes électorales :**

Viru Wahle kënnen déi politesch Parteie vun de Gemengen d'Kopie vun de Wahllëschte kréien, dëst a Konformitéit mam Wahlgesetz. Dëst ass och eng Praxis, déi sech iwwert d'Joren etabléiert huet. Fir datt dës Bestëmmung awer e praktesche Sënn fir d'Parteien huet, missten d'Gemengen hinnen déi Lëschten an engem informatesch exploitable Format iwwermëttelen (Format „CSV" oder en „PDF", deen een editéiere kann).

D'Praxis ass awer vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech. Verschidde Gemenge stellen de Fichier zwar de Parteien zur Verfügung, allerdéngs an engem Format, dat et net erlaabt, de Fichier ouni vill Opwand informatesch ze exploitéieren. Si beruffe sech dobäi anscheinend op eng Circulaire ministérielle n° 3613 vum Banneministère, déi d'Gemengen oprifft, fir sech un eng Recommandatioun vun der nationaler Dateschutzkommissioun ze halen, déi seet:

« Afin de mitiger le risque d'une exploitation abusive, volontaire ou accidentelle des données à caractère personnel contenues dans les listes électorales délivrées sous forme numérique, la CNPD recommande à l'administration communale de sécuriser ledit fichier à travers un encryptage fort, le cas échéant combiné avec des restrictions d'utilisation. »

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kéint d'Regierung derfir suergen, datt d'Wahlgesetz am Hibléck op d'Kommunikatioun vun de Wahllëschten un déi politesch Parteien uniform vun alle Gemengen applizéiert gëtt?

2. Kéint d'Regierung - a Koordinatioun mat de Parteien - derfir suergen, datt et Regele fir den Dateschutz an dësem Beräich gëtt, déi der politescher Kommunikatioun tëscht Wieler a Parteien net am Wee stinn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt eng „Recommandatioun" vun der nationaler Dateschutzkommissioun net iwwert dem Gesetz steet? Wa jo, ass si wëlles derfir ze suergen, datt déi „Recommandatioun" vun enger „Kommissioun" der Exekutioun vun de gesetzlechen Dispositiounen net am Wee steet?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt mat dem Passage aus där genannter Recommandatioun (Zitat: « le risque d'une exploitation abusive, volontaire ou accidentelle des données à caractère personnel ») och d'Kommunikatioun vu Wahllëschten un déi politesch Parteie kéint betraff sinn? Wa jo, firwat?

Réponse commune (24.04.2019) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den Artikel 20 vum Wahlgesetz consacréiert d'Recht vum Bierger, fir Inspektioun vun de Wielerlëschten ze huelen an eng Kopie vun dësen unzefroen.

Déi éischt an eigentlech Finalitéit vun dëser Dispositioun besteet doran, eng korrekt Féierung vun de Wielerlëschten ze assuréieren. Den ëffentlechen Zougang zu de Wielerlëschten huet esou als Zil, eng grouss Transparenz an eng héich Präzisioun vun dësen ze garantéieren, andeems een dem Wieler, dee fälschlecherweis net op der Wielerlëscht sollt ageschriwwe sinn, d'Méiglechkeet gëtt, sech aschreiwen ze loossen, oder och d'Verbesserung vu falschen Donnéeën unzefroen. D'Feststellung an d'Kontroll vun der Wielerqualitéit duerch d'Ëffentlechkeet ass als wesentlecht Mierkmol an der Garantie vun eisem allgemenge Wahlrecht, d'Haaptzil vum Artikel 20.

Laut dem leschte Saz vum Artikel 20 kënnen Donnéeë vun de Bierger, déi an de Wielerlëschten enthale sinn, net zu aneren Zwecker wéi Wahlzwecker benotzt ginn.

D'Benotze vun de Wielerlëschten duerch d'Parteien zu politeschen Zwecker wärend der Wahlperiod ass eng existéierend Praxis, déi opgrond vun dësem Saz vum Artikel 20 acceptéiert gëtt, mä déi awer just zweetrangeg ass.

Aus dem Wahlgesetz geet net ervir, dass d'Gemengen de Parteien d'Kopie vun de Wielerlëschten an engem „informatesch exploitable Format" sollen iwwermëttelen, fir dass si dës op eng méiglech einfach Aart a Weis kënnen editéiren. Ganz am Géigendeel, den Artikel 20 gesäit vir, dass d'Kopie « (…) par un moyen de communication sécurisé de façon appropriée » soll iwwermëttelt ginn.

Heizou kënnt, dass d'Opstellung vun de Wielerlëschten en Traitement vu perséinlechen Donnéeë gemäss dem Artikel 4, Punkt 2 vum Règlement général sur la protection des données 679/2016 (RGPD) duerstellt, an d'Gemengen doméinst, an hirer Qualitéit als « responsable de traitement » vun dësen Donnéeën, opgrond vum Integritéits- a Confidentialitéitsprinzip, déi gëeegent technesch an organisatoresch Mesuren am Sënn vun den Artikele 5 Paragraf (1) an 32 vum RGPD mussen huelen, fir d'Integritéit an d'Confidentialitéit vun de Wielerlëschten ze garantéieren an esou de Risiko vun engem onrechtméissege Benotzen, engem Mëssbrauch oder enger Zweckentfriemung ze limitéieren.

D'Missioune vun der nationaler Dateschutzkommissioun (CNPD) besti laut dem Artikel 57 Paragraf (1) vum RGPD ënner anerem doranner, ëffentlech Institutiounen zu legislativen an administrative Moosnamen ze beroden, fir Dateveraarbechtungen am Aklang mat dem RGPD ze gestalten. D'CNPD beréit deemno och d'Gemengen an der Ëmsetzung vun nationale Gesetzer, déi den Dateschutz betreffen.

An deem Sënn huet d'CNPD an enger Nott betreffend dëser Thematik de Gemenge recommandéiert, de Fichier mat de Wielerlëschte staark ze verschlësselen, fir esou de Konditiounen aus dem RGPD gerecht ze ginn.

Opgrond vun dësen Ausféierungen, kënne mir Är Froe folgenderweis beäntwerten:

ad 1. Wéi uewen erwäänt gesäit d'Wahlgesetz vir, dass d'Wielerlëschten duerch en « moyen de communication sécurisé de façon appropriée » ausgehändegt ginn. An hirer Qualitéit als « responsable de traitement » ënnerleien d'Gemenge gläichzäiteg de betreffende Regelen aus dem RGPD. Ënner wéi enger Form d'Gemenge schlussendlech decidéieren, dës Regelen ëmzesetzen, läit, opgrond vum Autonomieprinzip vun de Gemengen, eleng bei de Gemengen an ass domat keng Kompetenz vun der Regierung.

ad 2. D'Regele betreffend den Dateschutz an dësem Beräich sinn am RGPD fixéiert, engem europäesche Reglement mat « effet direct » an alle Memberstaten, an deem seng Regelen also net duerch national Mesurë kënnen ëmgeännert ginn.

ad 3. Eng Recommandatioun vun der CNPD huet per se kee bindende Charakter a steet domat net iwwert dem Gesetz. D'Recommandatioun baséiert op de Regele vum RGPD a wennt dësen an engem nationale Kader un. Wéi schonn ausgeféiert, muss dat nationaalt Gesetz am Aklang mam RGPD ausgeluecht ginn.

ad 4. All Iwwermëttlung vu perséinlechen Donnéeën am Sënn vum RGPD un Drëttpersoune biergt e Risiko vun enger « exploitation abusive, volontaire ou accidentelle », e Risiko, deen also och bei politesche Parteien ni ganz ausgeschloss ka ginn.

Question urgente 0649 (19.04.2019) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant le **règlement grand-ducal déterminant les mesures de prévention contre l'introduction et la propagation de la peste porcine africaine :**

En date du 29 mars 2019 a été publié un règlement grand-ducal déterminant des mesures de prévention contre l'introduction et la propagation de la peste porcine africaine.

À l'article 1, « il est créé une zone blanche, destinée à prévenir l'introduction et la propagation de la peste porcine africaine au Grand-Duché de Luxembourg. La délimitation de la zone est indiquée sur le plan en annexe. »

Or, le plan annexé ne délimite en rien ladite zone, alors que la zone blanche n'y figure pas. Il s'en suit que le règlement grand-ducal en question est sans fondement légal et que le Gouvernement ne dispose à l'heure actuelle d'aucune base légale pour exécuter les décisions prises aux articles 2 et 3 du même règlement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre est-il conscient de ce fait ?

2) Est-ce qu'un nouveau règlement grand-ducal est en préparation ou a été pris entretemps ?

3) Sinon, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que toute décision prise sur base du règlement grand-ducal en question est à considérer comme nulle et non avenue ?

Réponse (23.04.2019) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) La clôture doit empêcher l'arrivée sur le territoire luxembourgeois de porcs sauvages porteurs de la peste porcine africaine par la frontière avec la Belgique où des porcs sauvages atteints de peste porcine ont été confirmés. Le plan annexé indique le tracé de la clôture sur le territoire luxembourgeois. Comme il est précisé à l'exposé des motifs du règlement grand-ducal, ce tracé limite la « zone blanche » à l'est, tandis que la limite ouest est constituée par la frontière avec la Belgique, limite de la souveraineté luxembourgeoise.

Même si l'honorable Député estime qu'il peut résulter du plan quelque incertitude concernant la délimitation de la zone blanche, ce qui n'est pas le cas, le règlement grand-ducal n'en serait pas dépourvu de fondement légal. En l'occurrence la base légale est la loi modifiée du 29 juillet 1912 concernant la police sanitaire du bétail et l'amélioration des chevaux et bêtes à cornes sauvages, du gibier à poil et à plume et des poissons.

De la question de la base légale du règlement grand-ducal, il convient de distinguer la question de savoir si les décisions qui sont prises par le ministre sont couvertes par les articles 2 et 3 de ce règlement grand-ducal. Il convient de préciser que ces décisions peuvent être prises non seulement pour la « zone blanche » mais également pour la zone de prévention, prévue par le règlement grand-ducal du 21 mars 2019 autorisant la chasse aux sangliers pendant toute l'année dans la zone de prévention de la propagation de la peste porcine africaine et, au besoin, pour tout le territoire national.

ad 2) Il découle de ce qui précède qu'aucun nouveau règlement grand-ducal n'est nécessaire.

ad 3) Dans la mesure où le règlement grand-ducal n'est pas atteint d'illégalité toute décision prise sur base de ce règlement grand-ducal ne l'est pas non plus.